

DEPARTEMENT DU PUY DE DOME

2.1

Commune d'

EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES

SCP DESCOEUR F et C
ARCHITECTURE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRÉSENTATION - TOME 1 : DIAGNOSTIC

PRESCRIPTION

Délibération du conseil municipal du 28 mars 2009

ARRET DU PROJET

Délibération du conseil municipal du 7 mars 2013

APPROBATION

Délibération du conseil municipal du

MODIFICATIONS - REVISIONS PARTIELLES MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

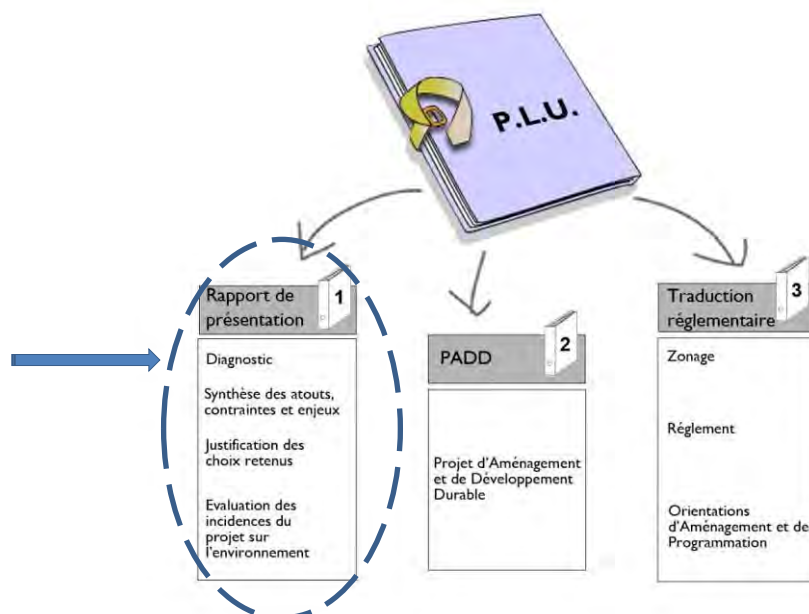
SOMMAIRE

INTRODUCTION	5
PREAMBULE - Le contenu du PLU	6
PREAMBULE - Prise en compte des différentes problématiques pour définir les enjeux du PLU	9
PRESENTATION DU TERRITOIRE	10
HISTORIQUE.....	12
LES DIRECTIVES ET LES TEXTES	14
SECTION I.....	21
ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	21
1 - LES ELEMENTS PHYSIQUES	22
1.1 - Géographie.....	22
1.2 - Géologie	25
1.3 - Hydrographie	28
1.4 - Les données sur l'Eau	31
2 - LES RESSOURCES NATURELLES	45
2.1 - L'Air	45
2.2 - Les Sols	51
2.3 - L'Eau Potable	56
2.4 - L'Assainissement.....	58
2.5 - Les déchets ménagers.....	64
2.6 - Les Energies.....	64
3 - LES RISQUES NATURELS, TECHNOLOGIQUES ET LES NUISANCES	68
3.1 - Le risque Sismique.....	68
3.2 - Le risque Inondation	69
3.3 - Les risques Mouvement, Effondrement de terrain	69
3.3 - Le risque Feu de Forêt.....	70
3.4 - Les risques technologiques	70
3.5 - Le risque tempête	70
4 - LES MILIEUX NATURELS	71
Introduction	71
4.1 - Les Zonages Naturels	73
4.2 - Les Zonages Eaux et Milieux Aquatiques	86
4.3 - Les Corridors Ecologiques.....	87

4 - LES PAYSAGES	98
SECTION 1 - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT / SYNTHESE	108
SECTION 2	110
ENVIRONNEMENT URBAIN	110
1 - LES VOIES DE COMMUNICATION	111
2 - L'ORGANISATION DU TERRITOIRE	113
2.1 - Introduction	113
2.2 - LE BOURG	115
2.3 - Les hameaux isolés	117
3 - LE PATRIMOINE BATI	122
3.1 - Le patrimoine archéologique	122
3.2 - Le Patrimoine Majeur	123
3.3 - L'architecture traditionnelle	125
L'architecture urbaine	129
SECTION 2 - ENVIRONNEMENT URBAIN / SYNTHÈSE	133
SECTION 3	134
LES RESSOURCES HUMAINES ET ECONOMIQUES	134
DEMOGRAPHIE	135
HABITAT	138
LA VOCATION ECONOMIQUE	140
LA VOCATION AGRICOLE	142
SECTION 3 - RESSOURCES HUMAINES / SYNTHÈSE	147
SYNTHÈSE - LES ORIENTATIONS GENERALES	149

INTRODUCTION

PREAMBULE - Le contenu du PLU



Selon l'article L.121-1 du Code de l'Urbanisme :

"Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer :

1. L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
2. La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;
3. Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature."

Selon l'article L. 123-1 du Code de l'Urbanisme :

"Les plans locaux d'urbanisme exposent le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précisent les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Ils comportent un projet d'aménagement et de développement durable qui définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune. (...)

Les plans locaux d'urbanisme couvrent l'intégralité du territoire de la commune en cas d'élaboration par la commune (...)

Les plans locaux d'urbanisme comportent un règlement qui fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durable, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L. 121-1, qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire, délimitent les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définissent, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions.

A ce titre, ils peuvent :

- 1° Préciser l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent en être fait ou la nature des activités qui peuvent y être exercées ;
- 2° Définir, en fonction des situations locales, les règles concernant la destination et la nature des constructions autorisées ;
- 3° (...)
- 4° Déterminer des règles concernant l'aspect extérieur des constructions, leurs dimensions et l'aménagement de leurs abords, afin de contribuer à la qualité architecturale et à l'insertion harmonieuse des constructions dans le milieu environnant ;
- 5° Délimiter les zones ou parties de zones dans lesquelles la reconstruction ou l'aménagement de bâtiments existants pourrait, pour des motifs d'urbanisme ou d'architecture, être imposé ou autorisé avec une densité au plus égale à celle qui était initialement bâtie, nonobstant les règles fixées au 13° ci-dessous, et fixer la destination principale des îlots ou immeubles à restaurer ou à réhabiliter ;
- 6° Préciser le tracé et les caractéristiques des voies de circulation à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public (...)
- 7° Identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection ;
- 8° Fixer les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général ainsi qu'aux espaces verts ;
- 9° Localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent ;
- 10° Délimiter les secteurs dans lesquels la délivrance du permis de construire peut être subordonnée à la démolition de tout ou partie des bâtiments existants sur le terrain où l'implantation de la construction est envisagée ;
- 11° Délimiter les zones visées à l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales concernant l'assainissement et les eaux pluviales ;
- 12° Fixer une superficie minimale des terrains constructibles lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée ;
- 13° Fixer un ou des coefficients d'occupation des sols qui déterminent la densité de construction admise :
 - o dans les zones urbaines et à urbaniser ;
 - o dans les zones à protéger en raison de la qualité de leurs paysages et de leurs écosystèmes pour permettre, dans les conditions précisées par l'article L. 123-4, des transferts de constructibilité en vue de favoriser un regroupement des constructions.

Les documents graphiques du plan local d'urbanisme peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique.

Les règles et servitudes définies par un plan local d'urbanisme ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation, à l'exception des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.

Le plan local d'urbanisme doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer et de la charte du parc naturel régional, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat. Il doit également être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans."

En conséquence, et selon l'article R.123-1 : "Le plan local d'urbanisme comprend un rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durable de la commune et un règlement ainsi que des documents graphiques. Il peut

comporter en outre des orientations d'aménagement relatives à des quartiers ou à des secteurs, assorties le cas échéant de documents graphiques.

(...). Il est accompagné d'annexes."

Le contenu du rapport de présentation

En préalable, le rapport de présentation, selon l'article R.123-2 du Code de l'Urbanisme :

1° Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement ;

3° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable, expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;

4° Evalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

En cas de modification ou de révision, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés."

Evaluation environnementale

La préservation de l'environnement apparaît comme un des objectifs les PLU.

La Directive européenne sur l'évaluation des incidences des Plans et Programmes sur l'environnement rend obligatoire l'évaluation environnementale des plans et programmes, et vient compléter les exigences de la Loi SRU.

Cette directive a été transposée en droit français par l'ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004. Cette transposition a été complétée par la parution de 2 décrets d'application en date du 27 mai 2005.

- Le décret n°2005-613 décline la notion d'évaluation environnementale des plans et programmes de manière générale et en dessine le contenu.
- Le décret n°2005-608 est relatif à l'évaluation environnementale des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement et modifie le code de l'urbanisme.

Désormais, selon l'article R.121.11 modifié, se trouvent soumis à une obligation d'évaluation environnementale :

1/ les PLU qui permettent la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements mentionnés à l'article L.414.4 du code de l'environnement ;

2/ lorsque les territoires concernés ne sont pas couverts par un SCOT ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions de la présente section :

a/ les PLU relatifs à un territoire d'une superficie supérieure ou égale à 5 000 ha, et comprenant une population supérieure ou égale à 10 000 habitants

b/ les PLU qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, des zones U ou AU, d'une superficie supérieure à 200 ha

c/ les PLU des communes situées en zone de montagne qui prévoient la réalisation d'unités touristiques nouvelles soumises à l'autorisation du préfet coordinateur de massif

d/ les PLU des communes littorales au sens de l'article L.312.2 du code de l'environnement qui prévoient la création, dans des secteurs agricoles ou naturels, des zones U ou AU d'une superficie supérieure à 50 ha.

Le PLU de la commune d'Egliseneuve d'Entraigues est soumis à une Evaluation Environnementale, de par la présence de plusieurs sites Natura 2000.

PREAMBULE - Prise en compte des différentes problématiques pour définir les enjeux du PLU

Prendre en compte l'environnement dans les plans locaux d'urbanisme nécessite d'une part d'identifier les enjeux environnementaux présents sur le territoire communal, et d'autre part, de s'assurer de leur intégration au fur et à mesure de l'élaboration du projet.

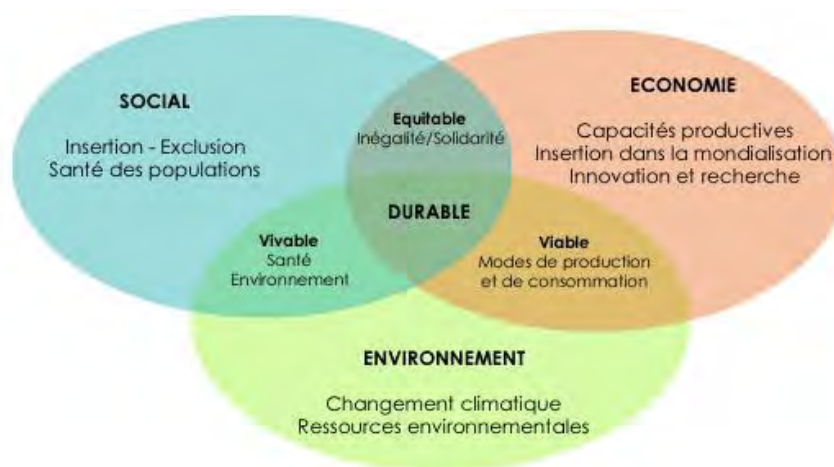
Ainsi, l'objectif principal du rapport de présentation vise à comprendre le territoire dans toutes ses dimensions et composantes - traduit au travers d'un diagnostic et d'une évaluation environnementale - afin d'en dégager des enjeux et orientations.

Cette étude a été réalisée dans le souci de répondre, au mieux, aux objectifs de développement durable. Le développement durable correspond à la volonté de se doter d'un nouveau projet de société pour tenter de remédier aux excès d'un mode de développement économique dont les limites sont devenues perceptibles.

L'étude invite ainsi chacun à réfléchir à son mode de vie, à ses comportements, à son mode de consommation, de production et de l'inciter à en changer afin de le rendre compatible avec les valeurs qu'il défend

Le développement durable est à l'intersection des trois sphères environnementale, sociale et économique. Le rapport de présentation analyse ainsi les paramètres de l'état environnemental initial - dans ses dimensions territoriales, paysagères, naturelles, patrimoniales et socio économiques - permettant de dégager les différents atouts et menaces du territoire communal. Ce profil environnemental permet de dégager d'une part les enjeux, et d'autre part les stratégies de développement de la commune.

La présentation des différentes problématiques analysées n'est pas hiérarchisée, tant les enjeux mis en évidence sont tous importants et surtout dépendants les uns des autres pour le devenir du territoire.

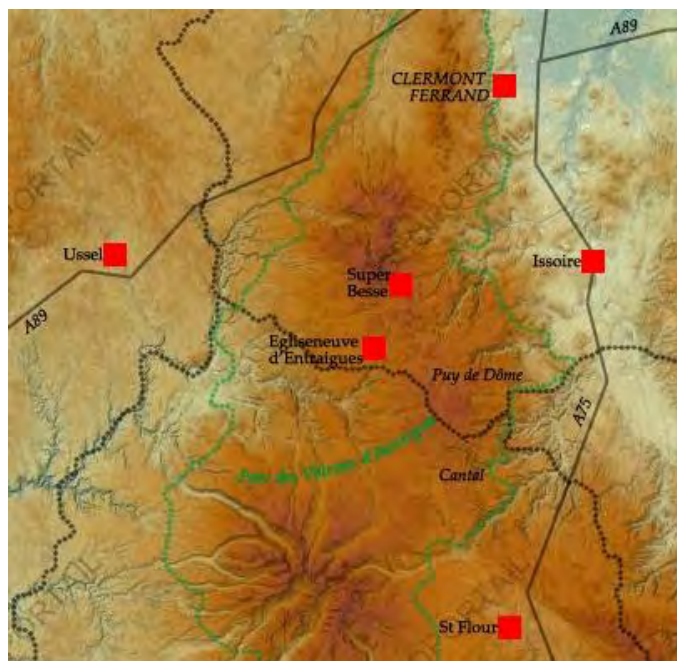


Source : Association 4D

Le développement durable se veut un processus de développement qui concilie l'environnement, l'économie et le social et établit un cercle vertueux entre ces trois sphères. C'est un développement, respectueux des ressources naturelles et des écosystèmes, qui garantit l'efficacité économique. Une stratégie de développement durable doit être une stratégie gagnante de ce triple point de vue, économique, social et environnemental.

PRESENTATION DU TERRITOIRE

Localisation géographique



Localisation à grande échelle.

La commune d'Eglise neuve d'Entraigues est située au sud-ouest du département du Puy de Dôme, en limite avec le département du Cantal, à environ 65 Km de Clermont Fd, 50 Km d'Issoire

La commune fait partie de l'arrondissement d'Issoire et du canton de Besse et Ste Anastaise. Elle se trouve sur l'axe de communication (RD978) entre les Monts Dômes et les Monts du Cantal.

D'une superficie de 5643 ha, la commune est constituée de :

un bourg : Eglise neuve d'Entraigues ;

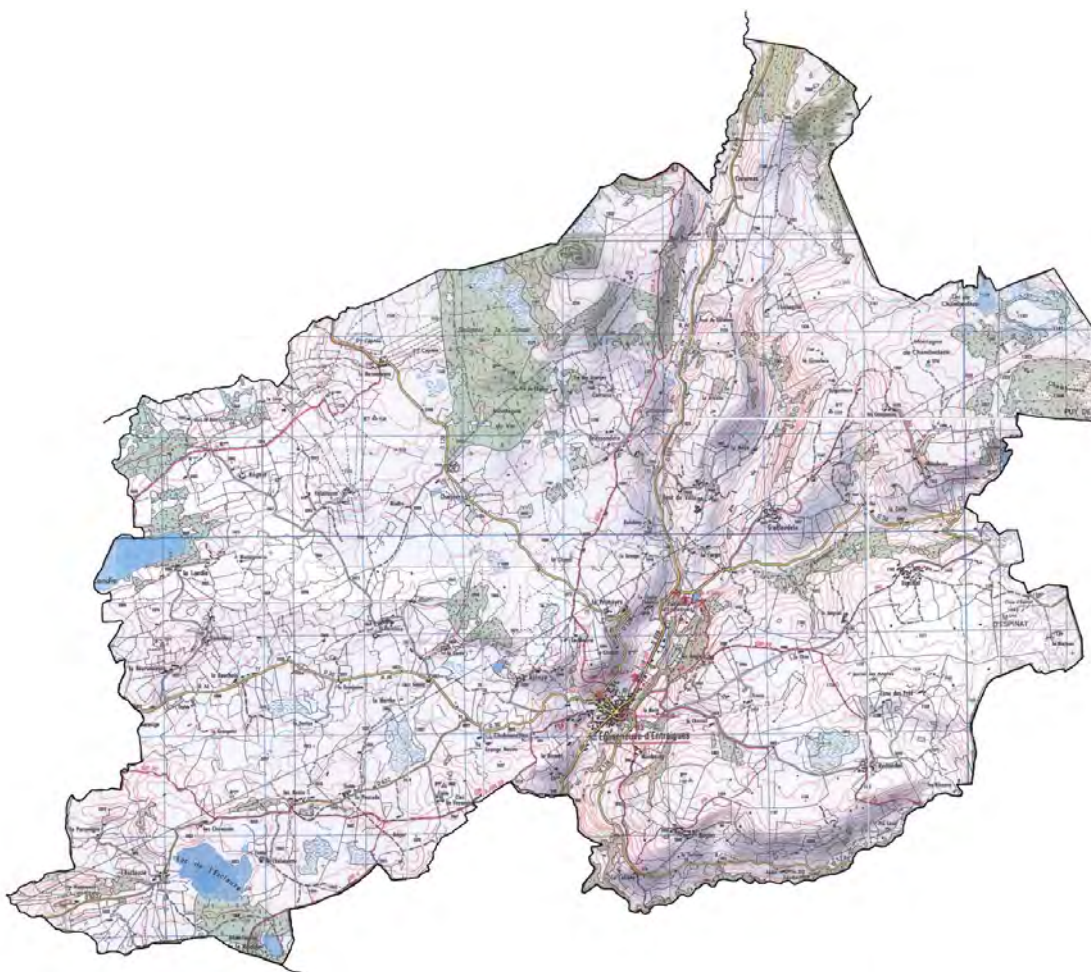
8 villages : Bost de Village, Graffauzeix, Espinat, Redondel, Bogon, L'Esclauze, La Renonfeyre, Dressondeix ;

d'une multitude d'écarts et de fermes isolées.

Elle compte aujourd'hui 468 habitants.

Eglise neuve d'Entraigues est limitrophe des communes de:

- Besse (Puy de Dôme), au nord-est,
- Compains (Puy de Dôme), à l'est,
- Picherande (Puy de Dôme), au nord-ouest,
- St Genès Champespe (Puy de Dôme), à l'ouest,
- Montboudif (Cantal), au sud-ouest,
- Condat et Chanterelle (Cantal), au sud.



Localisation administrative

La commune d'Egliseneuve d'Entraigues appartient à la Communauté de Communes du Massif du Sancy.

Les compétences :

Aménagement de l'espace :

- Élaboration et suivi d'une Charte Locale Paysagère ;
- Élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale ;
- Élaboration d'un schéma de signalisation destiné à la circulation touristique sur l'ensemble du territoire ;
- Aménagement rural comprenant notamment la protection et la restauration du patrimoine bâti vernaculaire ;
- Aménagement et gestion de zones d'aménagement concerté ;
- Mise en œuvre de la politique de Pays.

Actions de développement économique :

- Aménagement, entretien et gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales ou touristiques ;
- Soutien logistique à l'implantation et à la reprise d'activités,
- Équipement de la voirie communautaire,
- Aide à une meilleure intégration de l'agro-tourisme dans l'activité économique ;
- Soutien à l'hébergement touristique ;
- Aménagement des domaines skiables alpin et nordique ;
- Élaboration d'un schéma de communication, de promotion et de commercialisation touristique ;
- Collecte et gestion de la taxe de séjour ;
- Création d'événementiels spécifiques au Massif du Sancy ;
- Développement du commerce de l'artisanat et de l'agriculture.



Protection et mise en valeur de l'environnement :

- Réhabilitation et revégétalisation du Massif du Sancy ;
- Information et sensibilisation en matière de patrimoine naturel et bâti local ;
- Élimination et valorisation des déchets des ménages et déchets assimilés.

Politique du logement et du cadre de vie :

- Mise en œuvre d'actions programmées d'amélioration de l'habitat, de programmes d'intérêt général et d'actions collectives d'amélioration de l'habitat privé ;
- Gestion d'une bourse du logement locatif ;
- Mise en œuvre d'une politique du logement social d'intérêt communautaire et action en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- Aide à la rénovation des façades d'intérêt communautaire ;
- Action en faveur de la jeunesse.

Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire :

- Entretien des chemins ruraux et communaux non goudronnés équipés de la signalétique directionnelle de la communauté.

Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, sportifs et de loisirs :

- Réalisation d'une étude diagnostic des besoins et moyens dans les domaines sportifs, culturels et de loisirs à vocation locale et touristique, sensibilisation à la musique en milieu scolaire.

La commune fait également partie du :

Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne.

SIVOM du PAYS de Besse-Cézallier-Sancy.

...

HISTORIQUE

Etymologie

Nova Ecclesia en 950

Eglise Neuve en 1280

Egliseneuve près Condat en 1789-90

Entraigues : *aygues* signifiant au Moyen Age eaux

Detervasie en 1225

Glisa Nova en 1560

Egliseneuve en 1791-94

Entraigues

Vers la fin du IX^{ème} siècle (époque féodale), l'Auvergne songea d'une manière générale à s'organiser et se protéger. De nombreuses forteresses s'élevèrent sur des proéminences, des mottes et buttes, dominant la plaine ou le plateau. Ce système de défenses créa de puissantes maisons féodales.

Un **château à Entraigues** se situait à la confluence des rivières, sur une butte rocheuses dominant la rivière au sud. Un fossé profond et rempli d'eau, une solide muraille accompagnée de tours, entouraient le château. Un moulin était bâti à coté de la cascade du Bois de Chaux et un pont traversait la rivière de la Clamouze.

Les chevaliers seigneurs détenaient les terres d'Entraigues et d'Egliseneuve.

Des villages se bâtirent autour du château (Maubourg, Graffauzeix, Espinat) ; ainsi que des postes de guès (Les Angles, ...).

Des seigneuries plus modestes étaient aux mains des écuyers seigneurs : seigneuries du Bladre, des Angles, La Coste, La Combe Chave, Esclosette (L'Esclauze), Le Chomeil, Cisternes. La seigneurie du Bladre disposait d'un château assis sur une butte et dont l'importance pouvait égalait la seigneurie du château d'Entraigues.

Les autres seigneuries qui étaient les vassaux des seigneuries d'Entraigues et du Bladre, disposaient plutôt de maisons fortes.

La construction de l'église débuta vers 1150, mais une église devait exister déjà en 950. Eglise Neuve se plaçait sous le vocable de Ste Félicité (dame romaine qui subit le martyr avec ses sept fils, en 164).

Cette communauté de moines cisterciens exerça une profonde influence sur le développement de la région. Marchands, artisans, se groupèrent autour de l'église et du couvent.

Au X^{ème} siècle, la vallée de la Rhue commence à se peupler. L'église féodale créa des paroisses.

A la fin du XIII^{ème} siècle, Eglise Neuve obtint la fin du servage des seigneurs d'Entraigues.

Richard de Chalus, seigneur d'Entraigues et d'Eglise Neuve, obtient en 1341 du roi Philippe de Valois, l'établissement d'un marché hebdomadaire à Eglise Neuve et trois foire annuelles.

1340-1372 : l'Auvergne hors du domaine royal était un duché, apanage de Jean d'Auvergne, duc de Berry.

Les paysans des communautés de Picherande, Egliseneuve, Condat, Marcenat et toutes les paroisses relevant de l'évêché de St Flour, se révoltèrent et s'organisèrent.

En 1384, les hommes de Jean d'Auvergne attaquèrent le château d'Entraigues. La tour du château fut démantelée. A la suite de cette expédition punitive, 17 châteaux du haut pays d'Auvergne furent détruits.

La fondation du sanctuaire de la Font Sainte dédiée à la Sainte Vierge semble dater des dernières années du XVII^{ème} siècle.

La tradition rapporte que cet oratoire succède à un vieil arbre dans le tronc duquel se trouvait une vierge noire. L'arbre étant mort de vétusté on construisit ce petit édifice. La dévotion des fidèles était grande. L'abondance et la richesse des offrandes faites à la vierge, entraîna des vols fréquents. En 1777, la décision fut prise de fermer la chapelle par des grilles.

Une première route est établie en 1787 entre Pontary et Besse par Champeix.

La cure d'Egliseneuve était à la nomination de l'Abbé d'Issoire.

Le prieuré dépendait de l'abbaye des Bénédictins d'Issoire avant 1789.

Le patron est St Austremonne, premier évêque de Clermont de 250 à 280, et fut le premier à évangéliser la Basse Auvergne.

Le presbytère fut construit en 1875.

La région à cheval sur le Cézallier et l'Artense a toujours été essentiellement rurale. Elle fut également une terre de migration depuis le Moyen Age. Les causes de cette migration sont variées : une terre trop pauvre, des récoltes trop maigres, des enfants trop nombreux, un droit d'aînesse rigoureusement appliqué, ne laissant guère d'alternative aux cadets, contraints de s'expatrier pour trouver du travail. Commune à toute l'Auvergne, cette migration prit un tour particulier sur le Cézallier et l'Artense, où dans les dernières décennies du XIX^{ème} siècle, s'illustrèrent les marchands de toile.

La seconde moitié du XIX^{ème} siècle fut la période la plus prospère du territoire communal : un certain nombre de colporteurs et de marchands ont fait fortune ici et là (notamment en Normandie) puis reviennent en Auvergne, en villégiature, et se font construire de maisons bourgeoises.



LES DIRECTIVES ET LES TEXTES

En application de l'article L 111.1.1 du code de l'urbanisme, **le PLU d'EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES doit être compatible avec un certain nombre de documents.**

« ... Les plans locaux d'urbanisme, les cartes communales ou les documents en tenant lieu doivent être compatibles avec les orientations des schémas de cohérence territoriale et des schémas de secteur. En l'absence de ces schémas, ils doivent être compatibles avec les directives territoriales d'aménagement et avec les prescriptions particulières prévues par le III de l'article L. 145-7. En l'absence de ces documents, ils doivent être compatibles avec les dispositions particulières aux zones de montagne et au littoral des articles L. 145-1 et suivants et L. 146-1 et suivants... ».

A/ Les textes législatifs

- La diversité biologique : Code de l'Environnement - Livre IV, titre I - protection de la faune et de la flore I : L414-1 et suivants et R414-1 et suivants
- Protection de la flore et de la faune : Code de l'Environnement Livre IV, titre I - protection de la faune et de la flore I : L411-1 et suivants
- Accès à la nature : Code l'environnement Livre III, titre IV, L.361.1 à L.364.1
- Paysages : Code l'environnement Livre III, titre V, L.350.1 et L.350.2
- Sites : Code de l'environnement Livre III, titre IV, L.341.1 à L.342.1
- La ressource en eau : code de l'Environnement - Livre II, titre I - eau et milieux aquatiques ; L210-1 à L 218-81-1
- Directive cadre sur l'eau (DCE)
- Gestion de la qualité des eaux et de la ressource : Code de l'environnement Livre II, titre I, L.210.1 à L.218.81
- Eau et milieux aquatiques : Code de l'environnement Livre II, titre I, L.211 Livre IV, titre I ; L.414.1 et s & R.214.1 et s
- Eaux résiduaires urbaines Code des communes L 372-1-1 et L 372-3
- Air/ Energie : Code de l'Environnement Livre II, titre II - Air et atmosphère : L 122.3, L 220.1, L 221.1, L 222.1, L 222-4, L 222.5
- Consommation d'espace : Code de l'urbanisme, L 121-1, L. 122.1 et suiv ; L 123.1 et suiv
- Urbanisation en continuité avec l'existant, extension limitée et hameaux nouveaux intégrés à l'environnement Code de l'urbanisme - L 146-4
- Opérations d'aménagement : Code de l'urbanisme, Livre I, Titre I, L 110, Titre II, L 121.1. et s., L 123.1, L 123- 1.7, Titre IV : L 142-1 et s., L 145-1 et s., L 146.1 et s., Livre III, titre I, L.313.1 à L.313.15 ; R 11-1
- Matières premières :
- Code de l'environnement - Livre V, Titre I, Installations classées pour la protection de l'environnement, L 511-1 et suiv.
- Code de l'urbanisme, Livre I, Titre II, Prévision des règles d'urbanisme, L 123.19, L 130.1
- Déchets : code de l'environnement, Livre V, titre IV, L.541.1 à L.542.14
- Prévention des nuisances acoustiques et visuelles : code de l'environnement, Livre V, titre VII, L.571.1 et s
- Développement et aménagement de l'espace rural : code rural - Livre I, titre I - L.111.1 et s
- Préservation des espaces agricoles et forestiers Code Urbanisme : L 121.1 et L 123.1, L 143-1 et s., R 123-1-2-2
- Forêt défrichement : code forestier : L 311-1 et s.
- Forêt débroussaillage : Code forestier : L 321-1 et s.
- Changement de destination Code Urbanisme : R 123-1- 2-2
- Zones agricoles protégées - Code rural - Art. L112-2 et Art. R112-1-4, R112-1-6, R112-1-7, R112-1-8, R 112-1-9, R 126-1
- La Loi Montagne

B/ A l'échelle supra territoriale

Le schéma régional de gestion sylvicole

Le plan régional de la qualité de l'air (Voir les Ressources Naturelles)

L'Agenda 21 de la Région Auvergne

Le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés

Le plan départemental d'élimination des déchets des travaux publics

Le schéma départemental des Gens du Voyage (voir l'Organisation du territoire)

Le SDAGE Adour Garonne (voir les Espaces Naturels)

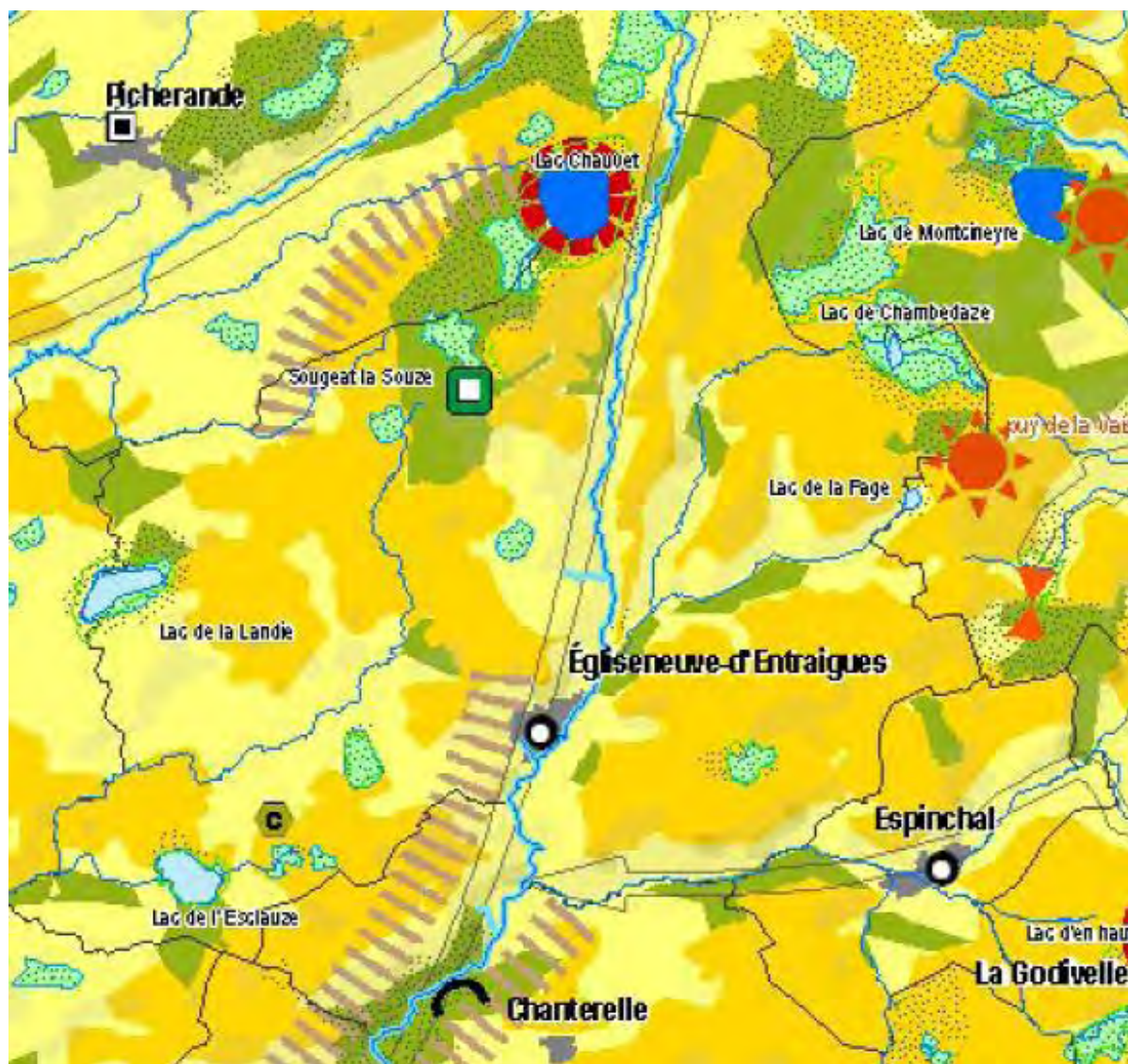
Le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA)

Les PNR constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel. La Charte détermine les orientations et les principes fondamentaux, notamment de protection des structures paysagères sur le territoire du Parc. Les PNR situés dans les massifs de montagne constituent des instruments au service de la protection de l'équilibre biologique et de la préservation des sites et des paysages.

En 2010, le SMPNRVA a fait réaliser un Schéma Paysager à l'échelle du territoire du Parc.

Cette étude paysagère, destinée à préparer la stratégie paysagère du Parc dans le cadre du projet de révision de la Charte, a surtout permis de disposer d'éléments synthétiques en matière d'inventaire, de connaissance et d'analyse du paysage. L'étude identifie plusieurs sous-ensembles paysagers ayant fait l'objet d'une analyse spécifique.

Une nouvelle Charte a été réalisée pour 2013-2024.



Extrait du Plan de la Charte 2013-2024 - Zoom sur la commune d'Egliseneuve d'Entraigues.

Paysage & bourgs

ELEMENTS STRUCTURANTS ET / OU IDENTITAIRES

→ conserver leur lisibilité et les mettre en valeur



conserver l'ouverture du paysage par le maintien de l'activité agricole et la reconquête des espaces en friche
 améliorer les points de vue sur et depuis ces éléments
 maîtriser les extensions d'urbanisation
 assurer une certaine homogénéité à la périphérie des structures d'accueil touristique
 faire ressortir les points de basculement des cols dans les aménagements envisagés (rapport p 74 & p 110)



prairies et pelouses au dessus de 900m d'altitude (dont les estives)

conserver l'ouverture du paysage en maintenant l'activité pastorale
 (rapport p 72, p 110, p 126 & 127)



vallées et vallons principaux

assurer la lisibilité de la continuité de leur fond et de leur profil (rapport p 74), en :

inscrivant les infrastructures de transport dans le profil de la vallée et la révéler
 conservant l'ouverture du paysage par le maintien de l'activité agricole et la reconquête des espaces en friche (rapport p 110)



réduisant les boisements, notamment par le non renouvellement des plantations au moment de leur exploitation, mais en conservant les ripisylves (rapport p 74)
 maîtrisant les extensions envisagées du bâti sur les pentes et en fond de vallées (rapport p 74)



présence importante de murs en pierres sèches

les conserver au mieux dans le cadre des aménagements notamment fonciers (rapport p 74)



sites forestiers importants au plan paysager

les conforter et mettre en valeur leurs spécificités paysagères (rapport p 74 & p 138)



curiosités géologiques

préserver et faire connaître leurs particularités (rapport p 74 & p 110)



maars

révéler leur genèse géomorphologique et leur façonnage historique et culturel par une scénographie cohérente des projets avec les spécificités des lieux (rapport p 74 & p 110)



bourgs en balcon



bourgs en articulation



bourgs en piémont

conforter leur position géographique et conserver leur silhouette : veiller à la cohérence architecturale et maîtriser l'extension de l'urbanisation (rapport p 110)



bourgs, villages et hameaux remarquables

conserver/restaurer leur caractère emblématique en valorisant le noyau urbain ancien, ainsi qu'en appliquant aux extensions du bâti une exigence d'intégration de même niveau que celle attendue du bâti ancien (rapport p 110)



limite d'urbanisation*

contenir l'urbanisation en deçà de la limite, hormis pour l'implantation du bâti agricole à examiner au cas par cas (rapport p 110)



espace de respiration*

à classer / maintenir en zone Agricole et/ou Naturelle (A et/ou N) dans les PLU (rapport p 110)



espace à requalifier*

améliorer sa qualité urbaine (rapport p 110)



espace à maintenir compact*

privilégier une forme urbaine compacte ou relativement compacte (rapport p 110)

* Spécifiées sur le plan sous la forme de figures de principe, ces mesures doivent être précisées in situ et ajustées à l'échelle de s documents d'urbanisme

Tourisme

OFFRES ET ACTIVITES

→ à développer en faveur d'un tourisme durable et identitaire du PNRVA



stations de montagne (ski)

inciter à l'adhésion et à la mise en œuvre de la « Charte Nationale en faveur du Développement Durable dans les Stations de Montagne » pour le respect des milieux naturels, une consommation économe en eau, la préservation des spécificités du paysage, le développement de modes de déplacement doux et/ou collectifs, une urbanisation de qualité... (rapport p 140 & 141)

PROMOTION TOURISME

→ adapter les messages



sites naturels et/ou équipements touristiques fortement fréquentés (dont Vulcania )
diffuser la fréquentation touristique (rapport p 141 & 143)



Maison du Parc



Maison de Réserve Naturelle Nationale

mettre en évidence la diversité de lieux à visiter pas forcément tous renommés et des offres de découverte singulières du territoire (rapport p 143)

Filières du bois

BOIS D'ŒUVRE, BOIS DE CONSTRUCTION & BOIS ENERGIE

→ développer les filières locales dans le respect des spécificités et atouts l

entreprises de transformation

- conforter les filières locales, initier des liens entre entreprises (bois d'œuvre, bois de construction)
- qualifier les savoir-faire et les produits bois locaux obtenus par une gestion durable (rapport p 164)



lycées d'enseignement professionnel

accompagner l'offre de formation sur les métiers du bois (rapport p 164)

Géologie



MATERIAUX

→ les exploiter dans le respect des spécificités et atouts locaux



principales carrières en cours d'exploitation en 2010

engager ou conforter les démarches de gestion durable (rapport p 168)

SITES

→ les préserver et les faire découvrir



sites d'intérêt géologique

déterminer les modalités pour assurer leur préservation et leur valorisation dans le cadre de projets potentiels touristiques, pédagogiques et/ou culturels (rapport p 169)

Eau & Patrimoine naturel

TRAME VERTE & BLEUE

→ la préserver en termes de richesses biologiques et de fonctionnalités



prairies et pelouses
à plus de 900 m d'alt.



prairies à moins de 900 m d'alt.



milieux boisés

tout en maintenant leur vocation première, conserver/restaurer leur biodiversité en adaptant les pratiques des activités agricoles et/ou sylvicoles et les aménagements, ainsi qu'en maintenant les continuités écologiques de ces milieux dans les documents d'urbanisme et de planification (rapport p 80, p 109, p 126, p 133 & 158)



lacs, étangs



tourbières

maintenir ou restaurer leur qualité écologique dans le cadre de modes de gestion existants (Natura 2000, convention, etc.), adapter les pratiques agricoles et forestières pour préserver leurs bassins versants et freiner leur eutrophisation, développer, sur les sites les plus fréquentés les actions de restauration / d'entretien / de surveillance / de maîtrise de la fréquentation, lutter contre les atteintes aux zones humides (rapport p 80, p 81, p 87, p 109, p 126 & p 158)



lacs d'intérêt patrimonial remarquable

mettre en place des plans de gestion, notamment dans le cadre d'outils de gestion territoriale de l'eau à l'échelle de leur bassin d'alimentation, pour protéger ou restaurer leur qualité patrimoniale et pérenniser, dans ces conditions, les activités récréatives existantes (rapport p 80, p 81, p 109, p 126, p 133 & 158)



ensemble du réseau hydrographique

assurer / restaurer leur continuité et qualités écologiques, notamment adapter les aménagements routiers au niveau des ouvrages de franchissement des cours d'eau (rapport p 80, p 109 & 158)

assurer une solidarité amont-aval pour la qualité et la disponibilité de la ressource, et veiller à un partage équilibré entre les différents usages, en cohérence avec les SAGE (rapport p 87)



cours d'eau à forte valeur patrimoniale

encourager l'effacement des seuils ou équiper les ouvrages de systèmes de franchissement fonctionnels,

subordonner l'installation de nouveaux équipements hydroélectriques à la nécessité de ne pas mettre pas en péril la trame bleue, ni l'atteinte du bon état ou du très bon état écologique des cours d'eau à forte valeur patrimoniale (rapport p 80, p 87 & 109)

RESERVOIRS DE BIODIVERSITE

→ les conserver dans le cadre d'une gestion adaptée



réservoirs de biodiversité

les préserver au sein des documents d'urbanisme par un zonage et un règlement garantissant leur richesse et leur fonctionnalité et dans le cadre des aménagements (rapport p 87, p 109 & 113)



Réserve Naturelle Nationale



sites Natura 2000



Espace Naturel Sensible, convention de gestion...

mobiliser l'ensemble des acteurs concernés pour envisager leur protection et leur gestion par des mesures réglementaires, foncières ou contractuelles adaptées (rapport p 81)



sites prioritaires

assurer, poursuivre ou renforcer leur gestion et mettre en réseau les gestionnaires pour optimiser leurs savoir-faire et développer des références pour la gestion écologique d'autres milieux naturels (rapport p 81)

Par la loi de Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) de 2000, les Parcs Naturels Régionaux sont considérés comme Personnes Publiques Associées (PPA). Ils doivent à ce titre être sollicités pour avis lors de l'élaboration, la révision ou la modification des documents d'urbanisme et peuvent être consultés dans le cadre de projets d'urbanisme opérationnel (habitat, activités, espace public, etc.).

Un Schéma Régional de Cohérence Ecologique est en cours de réalisation sur la Région Auvergne.

Le schéma régional de cohérence écologique est le document cadre à l'échelle régionale de mise en œuvre de la trame verte et bleue.

L'objectif principal du SRCE est l'identification des trames verte et bleue d'importance régionale, c'est à dire du réseau écologique qu'il convient de préserver pour garantir à l'échelle régionale les déplacements des espèces animales et végétales. Ces capacités de déplacements sont nécessaires au maintien du bon état de conservation des populations d'espèces.

Le schéma est élaboré par l'État et la Région dans un cadre largement concerté auprès des acteurs de la région.

Il comprend :

- ✓ Une présentation et une analyse des enjeux régionaux relatifs aux continuités écologiques sur la base d'un diagnostic des continuités écologiques.
- ✓ La cartographie de la trame verte et bleue d'importance régionale.
- ✓ Un plan d'actions, constitué de mesures contractuelles permettant d'assurer la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques et d'un dispositif d'accompagnement à leur mise en œuvre locale.

L'État et le Conseil régional d'Auvergne ont lancé le 15 décembre 2011 les travaux qui vont permettre d'élaborer le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), prévu par le Grenelle de l'environnement.

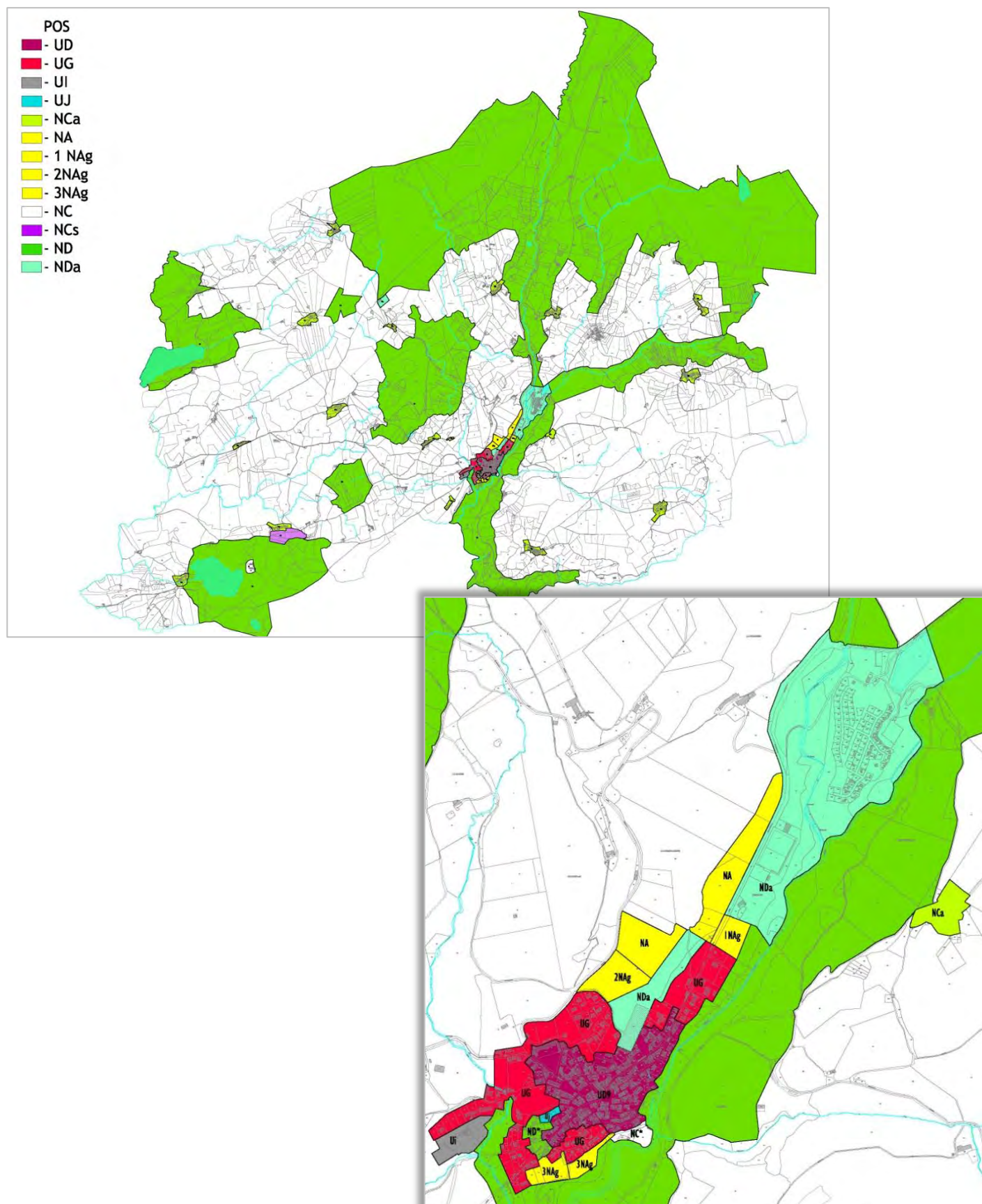
C/ A l'échelle intercommunale

Contrat de Rivière Haute Dordogne

Voir Les Espaces Naturels

D/ A l'échelle communale

Le territoire communal est régi par un **Plan d'Occupation des Sols**. Ce document approuvé en 1992, a connu deux modifications en 1995 et 1996, une révision simplifiée en 2005, et une modification en 2008.



SECTION I

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Le principe du respect de l'environnement, vise à assurer dans le cadre du **PLU d'EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES**, « une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol, du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, des sites, des paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et nuisances de toute nature ». Article L.121-1.

L'Etat Initial de l'Environnement a pour objectif de dégager les caractéristiques essentielles de la commune d'EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES, les enjeux environnementaux qui en découlent et qui doivent être pris en compte dans la mise en œuvre du PLU.

1 - LES ELEMENTS PHYSIQUES

1.1 - Géographie

Le territoire d'Egliseneuve d'Entraigues se situe à l'interface de plusieurs grands ensembles de reliefs (et de pays).



- en bordure nord-ouest du Cézallier. Le Cézallier est constitué d'une série de plateaux volcaniques à une altitude moyenne de 800m, dont le point le plus élevé culmine à 1551m au signal du Luguet.
- au sud du massif des monts Dore, dont le Sancy est le point culminant (1886m). Il forme un ensemble volcanique relativement jeune (moins de 3 millions d'années). C'est un strato-volcan très complexe, né de milliers d'éruptions qui ont édifié ce massif circulaire de plus de 20km de rayon.
- au nord du massif cantalien, constitué par près de 1000km³ de laves crachées par des milliers de cheminées volcaniques pendant 15 millions d'années.
- à l'ouest par l'Artense, plateau granitique, entaillé de rivières.
- à l'est par les Couzes, gorges profondes descendant en direction des Limagnes et de la rivière Allier.



Montagne du Var, avec en arrière plan, les monts Dore et le Sancy.



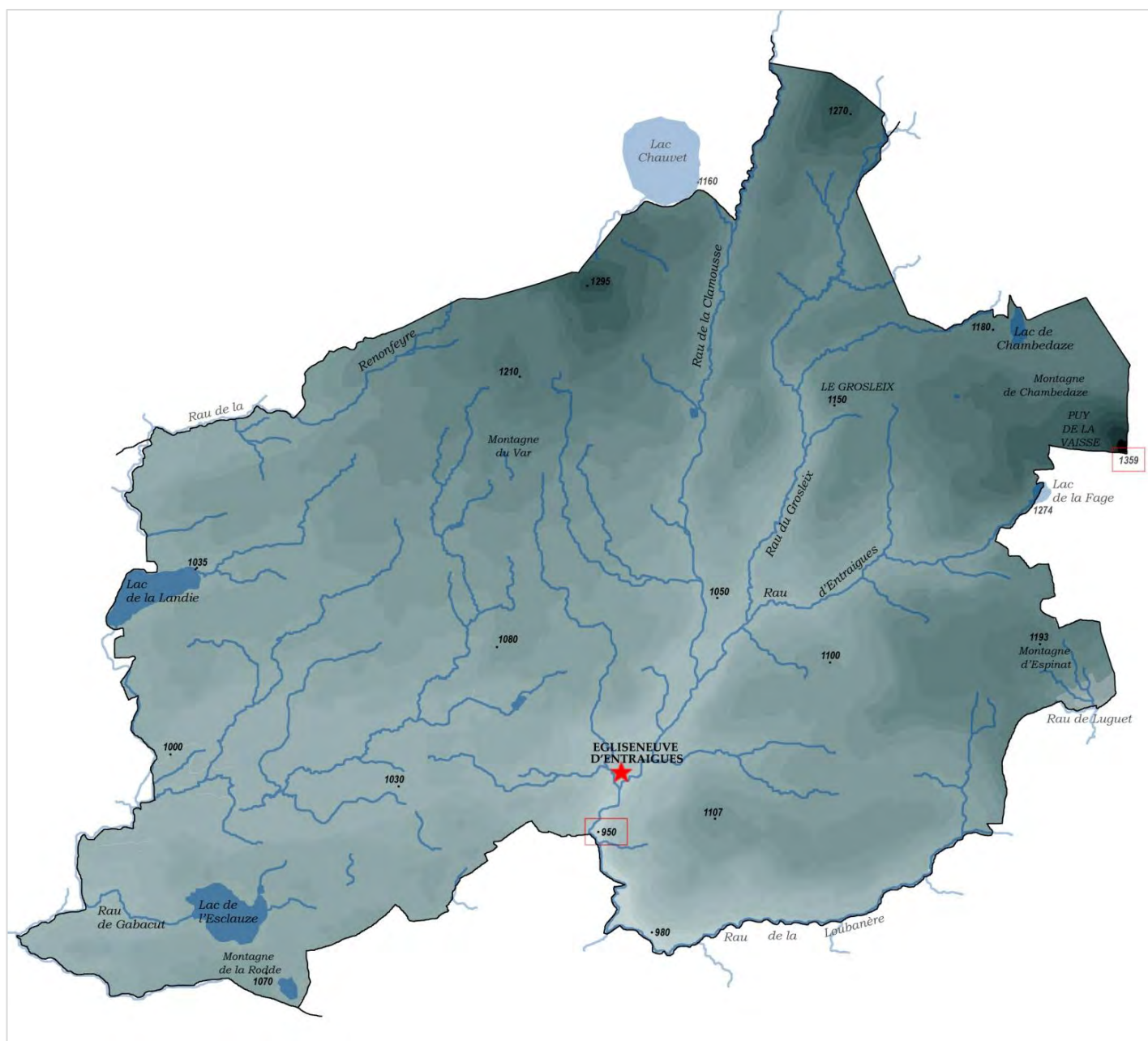
En direction du sud, le massif cantalien crée une barrière visuelle

Le territoire communal présente un fort dénivelé topographique offrant un paysage de plateaux entaillés plus ou moins profondément par un réseau hydrographique important.

L'altitude du territoire communal s'élève de 880 m environ au sud du territoire, au niveau du lit des cours d'eau de la Rhue et de la Loubanère, à une altitude de 1359 m au Puy de la Vaisse à l'est de la commune. Le terrain s'élève en direction du nord (contreforts du Sancy, qui se dresse au nord du territoire comme une barrière).

Les points les plus hauts se situent surtout dans le nord et l'est du territoire :

- Montagne du Var, au nord, avec deux points hauts : 1295m et 1270m
- Le Grosleix : 1150m
- Puy de la Vaysse : 1359m
- Montagne d'Espinat : 1193m.



Carte schématique de la topographie

La morphologie du territoire a été mise en place par le volcanisme et l'érosion glaciaire.

- Des activités volcaniques à diverses périodes : coulée de lave, cône, cratère d'explosion
- Une érosion glaciaire qui a fortement remanié l'ensemble : formes de surcreusement sur les replats laissant parfois la place à des lacs ou des tourbières ; vallées.

Les épisodes volcaniques

Les formes volcaniques ne sont pas aussi visibles que pour les massifs volcaniques environnants, car elles sont plus anciennes et empâtées par les dépôts glaciaires. Brièvement, la formation du territoire s'est mise en place de la façon suivante :

- Ere primaire (-400 millions d'années) : édification puis érosion de la chaîne hercynienne en pénéplaine granitique.
- Ere secondaire : aucun événement géologique majeur.
- Ere tertiaire (-30 millions d'années) : effondrement de certains secteurs (Limagne).
- A la fin du Miocène (-8 millions d'années) :
- Activité volcanique du Céallier : de grandes coulées basaltiques se mettent en place.
- Naissance d'un strato volcan au centre du massif : le signal du Luguet.
- Formation de maars (comme le lac Chauvet) : résultat d'une éruption phréatomagmatique (interaction eaux superficielles / magma qui fait suite à une succession d'explosions violentes faisant voler en éclat les roches du sous sol). Il s'agit d'un cratère plus ou moins circulaire dans lequel s'est établi un lac.
- Ere quaternaire (-200 000 ans) : l'activité volcanique reprend. Des volcans se répartissent à l'est du territoire communal, selon un axe nord-sud (de Montcineyre au Chamaroux).
- -7 000 ans : fin de l'activité volcanique du Céallier avec la mise en place des cônes de scories du Montcineyre.

L'épisode glaciaire

Durant les périodes froides du quaternaire, une calotte glaciaire recouvrait l'ensemble des monts Dore, du Cantal, le Céallier et l'Artense. Cette calotte glaciaire a pratiqué un lent travail d'abrasion - accumulation sur un plateau composé de roches dures. La glace en descendant vers l'ouest, a adouci les formes en rabotant les bosses, et creusant les dépressions.

Le drainage s'est alors trouvé affecté et l'eau s'est accumulée dans les cuvettes. Le plus souvent, l'eau a cédé la place à la tourbe.

1.2 - Géologie

La commune d'Egliseneuve-d'Entraigues s'étend sur deux régions naturelles distinctes que sont l'Artense à l'Ouest et le Cézallier à l'Est.

Situé à l'extrême Sud du Massif du Mont-Dore, le territoire communal est exclusivement de formations basaltiques.

Il s'agit d'un Basalte très dur (terrain volcanique), pauvre en olivine.

Il est issu de roches éruptives effusives datant du miocène (ère tertiaire) et générées par l'activité volcanique du massif des Monts Dore ; cette activité s'est étalée sur plusieurs millions d'années (entre 20 et 5 millions d'années). Cette effusion de lave a recouvert un socle métamorphique datant du carbonifère (350 MA), ici constitué de gneiss à sillimanite.



Situation générale

Les formations géologiques sur la commune d'Egliseneuve-d'Entraigues. On rencontre 3 types de roches sur le territoire:

1°) les roches métamorphiques:

Il y a plusieurs centaines de millions d'années, pendant l'ère primaire, sous l'action conjuguée de la pression, de la température et du temps, des roches ont été transformées sous terre.

Parmi les roches métamorphiques, on rencontre d'une part des gneiss (Sud et Est du territoire) avec, liés à ceux-ci, des niveaux leptyniques (gneiss quartzo-feldspathiques clairs, pauvres en mica) et amphibolitiques, et d'autre part de véritables migmatites (Sud Ouest du territoire), principalement à cordiérite sur Egliseneuve-d'Entraigues.

2°) les roches volcaniques:

Les roches volcaniques sont abondamment représentées : 5 ensembles.

1 - le volcanisme récent, sans doute d'âge quaternaire, se rattachent les appareils qui, de morphologie très fraîche, parsèment le flanc Sud du Mont-Dore ou percent le Cézallier (Montchal, Montcineyre, la Vaisse, la Godivelle, Chassaignes...). Les projections sont en général bien visibles, tout comme les laves qui recouvrent sûrement des vrais basaltes, des basanitoïdes ou de vrais basanites. C'est le cas des formations rencontrées sur le territoire de la commune.

2 - le Massif du Sancy est considéré comme un ensemble complexe où sont associées deux séries volcaniques, l'une saturée en silice, l'autre sous-saturée.

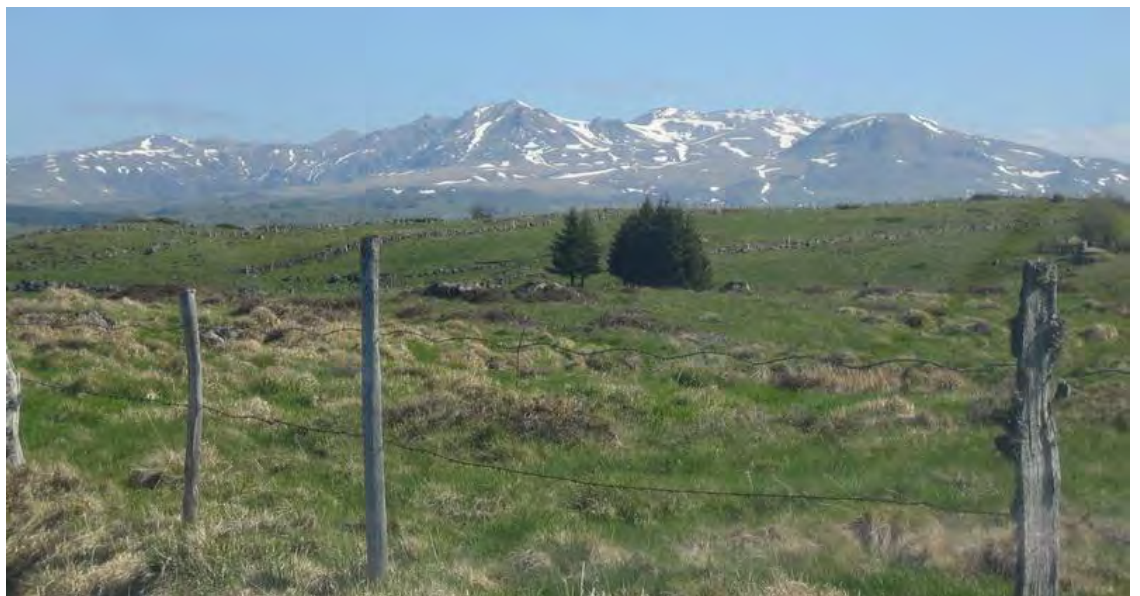
Ce massif est constitué en majeure partie de produits pyroclastiques: brèches, cinérites, ponces, cendres..., localement entrecoupés de minces niveaux volcano-détritiques qui les remanient. L'activité de ce massif a débuté dès le Miocène (-10 millions d'années), s'est développé au Pliocène (- 7 millions d'années) et s'est maintenue jusqu'au Pleistocène (- 100 000 ans). Plus tard encore, il y a seulement quelques millénaires, des volcans stromboliens, des coulées de vallées et des maars ont constitué sur la retombée orientale un prolongement de la chaîne des Puys.

3 - le Cézallier. Ce grand plateau est encore assez mal connu. Les formations basaltiques paraissent occuper la majeure partie du massif, mais quelques études plus fouillées laissent déjà apparaître des différences au sein de cet ensemble d'apparence mélanocrate.

Pour ce qui est du territoire communal, la formation basaltique rencontrée est dénommée "Basalte des plateaux". Ce sont extérieurement des roches noires, compactes, à grain fin, à olivine souvent bien visible. On voit quelquefois apparaître une structure doléritique. Quelques analyses ont montré que ces roches présentaient systématiquement un déficit en silice: ce seraient donc, en toute rigueur, des basanitoïdes.

4 - le Cantal (plateau d'Artense)

5 - la Limagne du Lembron

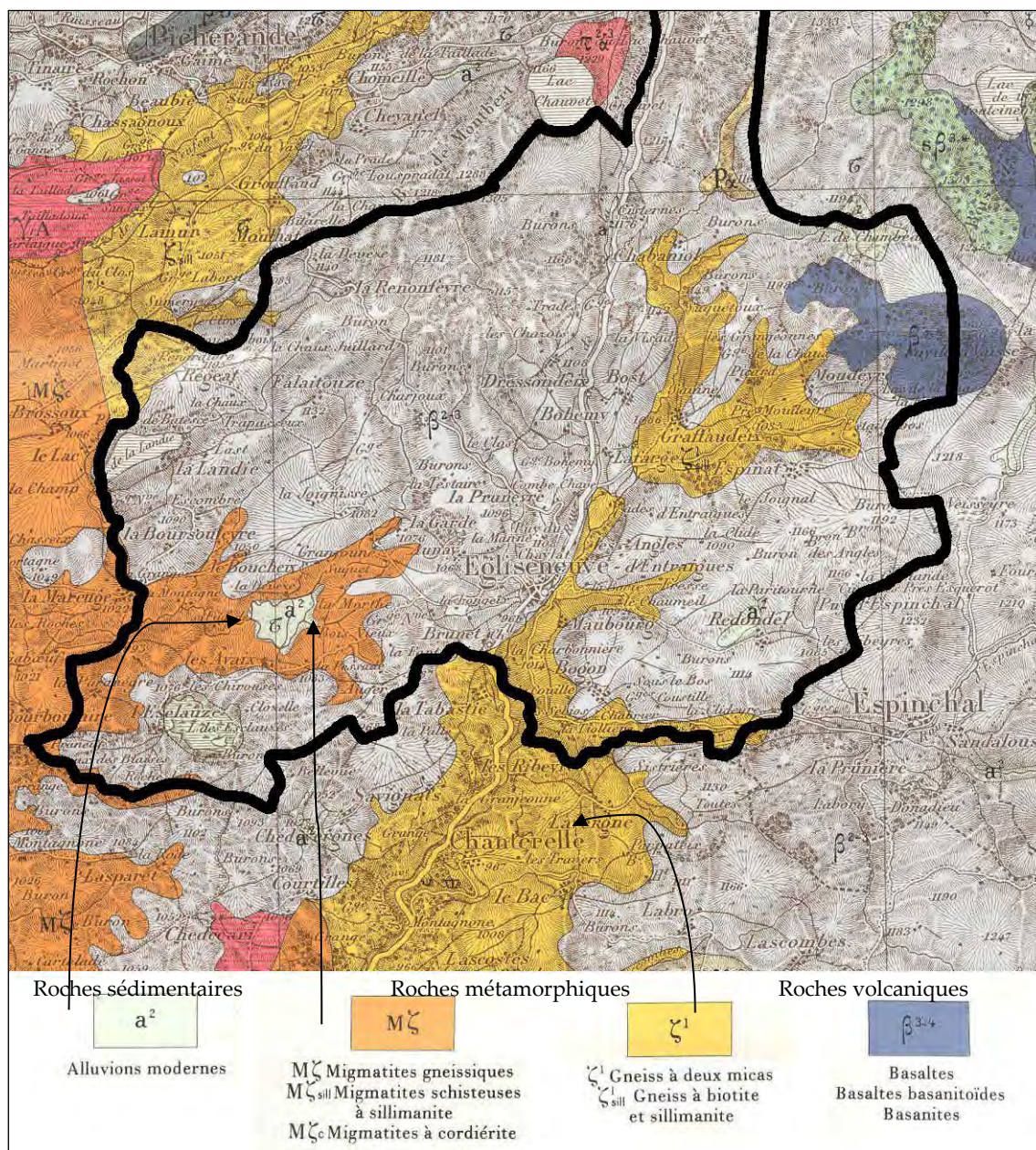


3°) les roches sédimentaires:

Il s'agit ici principalement d'alluvions récentes de vallons en tête de talwegs en montagne auxquelles sont parfois associées des tourbières (Ouest de la Marthe, sud-ouest du territoire communal).



Sur les hauts plateaux s'ouvrant sur l'Artense, les blocs de roches ponctuent les prairies. Ailleurs, l'homme a patiemment organisé les champs en utilisant ces blocs comme murs de pierres. / Orgues basaltiques.



Carte schématique de la géologie

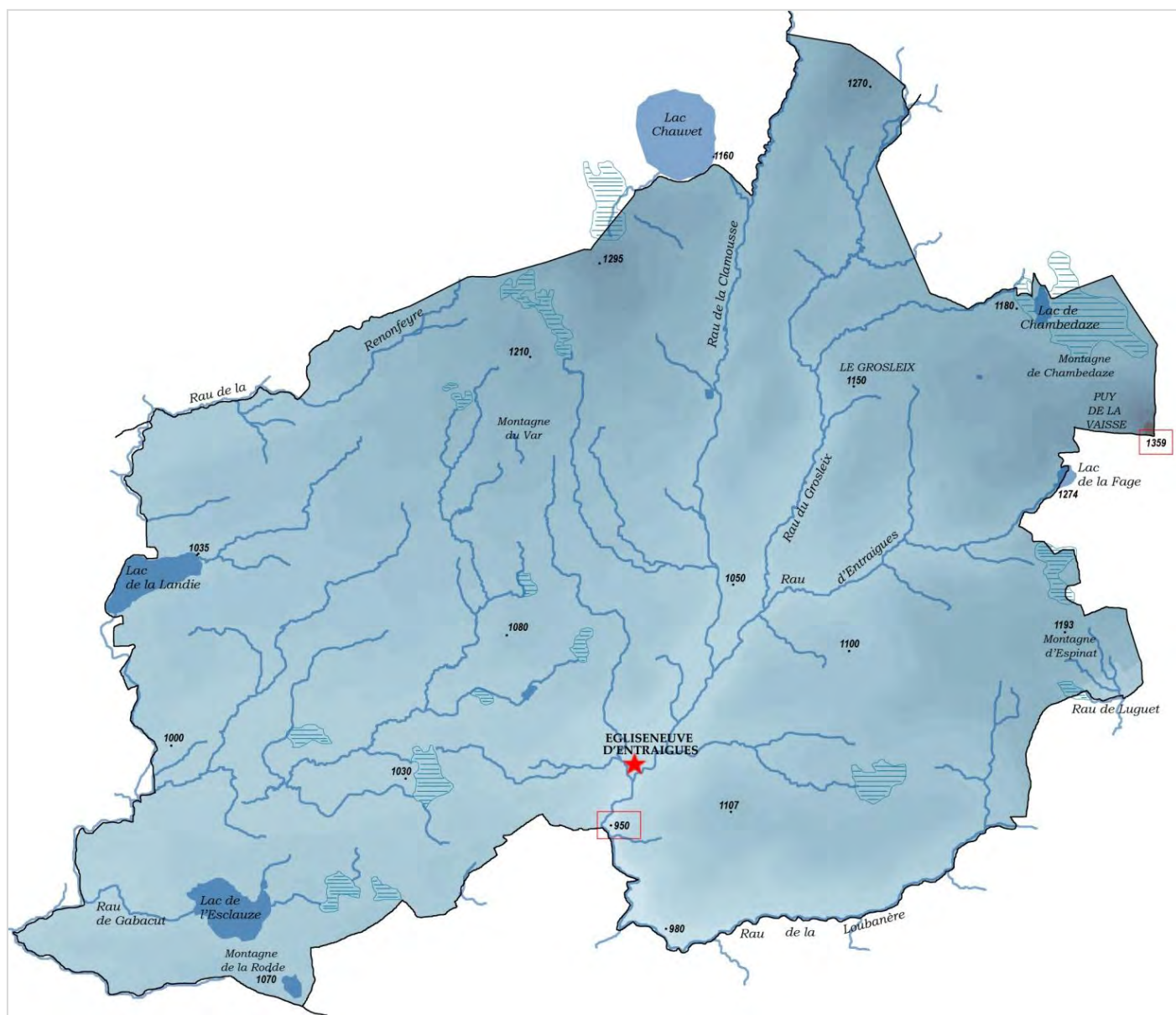
Ce territoire de moyenne montagne est entièrement voué à l'agriculture et à une vocation pastorale.

1.3 - Hydrographie

RAPPEL : Depuis le 3 janvier 1992, la loi sur l'eau et les textes d'application inscrit la politique de l'eau dans une nouvelle perspective. "l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général".

Le territoire est très nettement exposé au régime des précipitations atlantiques, et par conséquent est fortement et régulièrement arrosé (1500 mm eau/an sur le territoire communal). L'eau est partout présente sur le territoire communal sous différentes formes :

- Les cours d'eau,
- Les lacs,
- Les fonds humides et tourbeux.

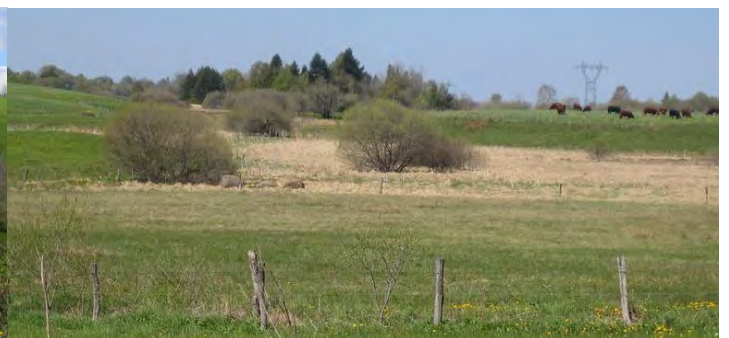


Carte schématique hydrographique : cours d'eau, lacs, zones humides et tourbières (principales).

Les ruisseaux

Le territoire n'est pas drainé par de rivières ou de gros ruisseaux, mais par un chevelu complexe très ramifié. Les ruisseaux ont creusés leur lit dans la roche granitique, créant ainsi des vallées, qui se creusent nettement dans la partie sud et pénètrent rapidement dans le massif. Le territoire communal est drainé par un réseau hydrographique dense dont les vallées sont utilisées pour les communications routières. Les plus importants sont :

- Rivière la Rhue dont l'encaissement rapide constitue une véritable coupure entre les parties est et ouest du territoire. La Rhue est un affluent de la rive droite de la Dordogne.
- Ruisseau d'Entraigues, ruisseau du Grosleix, au centre, affluents de la Rhue
- Ruisseau de la Clamousse, affluent de la Rhue, prolonge la coupure du territoire au nord
- Ruisseau du Luguet, au sud-est
- Ruisseau de la Loubanère, au sud
- Ruisseau de Gabacut, au sud-ouest
- Ruisseau de la Renonfeyre, au nord-ouest.
- Ruisseau d'Espinchal.



Ruisseau des Grosleix / Les nombreux petits émissaires de cours d'eau sont très lisibles dans le paysage, notamment dans les replats, par une végétation différente. Dans les creux, ils donnent de petites zones humides.

Les lacs :

- Le lac Chauvet est un lac de cratère, d'origine volcanique (maar). Il s'agit d'un lac jeune (15 000 ans) qui en est encore au stade oligotrophe. En terme dialectal auvergnat, il signifie *lieu chauve, déboisé*.
Altitude : 1161 m ; Diamètre : 600 m ; Profondeur : 63 m ; Superficie : 53 ha.
- Le lac de Chambedaze est un lac de surcreusement glaciaire. Datant du Würmien, ce lac tourbière occupait l'ensemble de la cuvette soit 90 ha. Il est en voie de comblement rapide. Chambedaze signifie *Jambe d'âne*.
Altitude : 1 179 m ; Profondeur : 5 m ; Superficie : 6 ha.
- Le lac de la Fage
- Le lac de l'Esclauze est un lac de surcreusement glaciaire. Ce lac tourbière remonte à l'époque du Würmien. L'Esclauze signifie *l'Enclos*.
Altitude : 1033 m ; Profondeur : 4 m ; Superficie : 28 ha.



- Le lac de la Landie est un lac de surcreusement glaciaire. Ce lac tourbière appartient au patrimoine piscicole et halieutique de la région.

Ce lac est uniquement consacré à la pêche à la mouche et constitue un lieu privilégié de réputation internationale.

Altitude : 1035 m ; Profondeur : 17 m ; Superficie : 25 ha.



Les zones humides et les tourbières :

Elles se sont développées aux endroits où le glacier a surcreusé le plateau et laissé suffisamment d'eau pour leur développement. Elles se situent généralement à proximité de quelques lacs : la Landie, l'Esclauze, Chauvet, Chambedaze ; mais aussi vers la montagne du Var, celle d'Espinat et au creux d'interfluves.



Le moindre creux est propice à conserver une nappe d'eau / Zones humides

1.4 - Les données sur l'Eau

Contexte

L'influence océanique est dominante sur les plateaux de l'Ouest. Elle génère une forte pluviosité, très étagée selon l'altitude sur les reliefs volcaniques (le maximum de plus de 2000 mm/an sur les sommets des Monts du Cantal) et avec une forte dissymétrie entre les versants Ouest (2140 mm/an à Saint-Jacques des Blats à 1000 m d'altitude) et Est (970 mm à Murat à 900 m d'altitude). La répartition saisonnière des précipitations est assez régulière avec cependant un minimum en été et des précipitations hivernales très abondantes qui se produisent souvent, mais de façon irrégulière et intermittente, sous forme de neige.

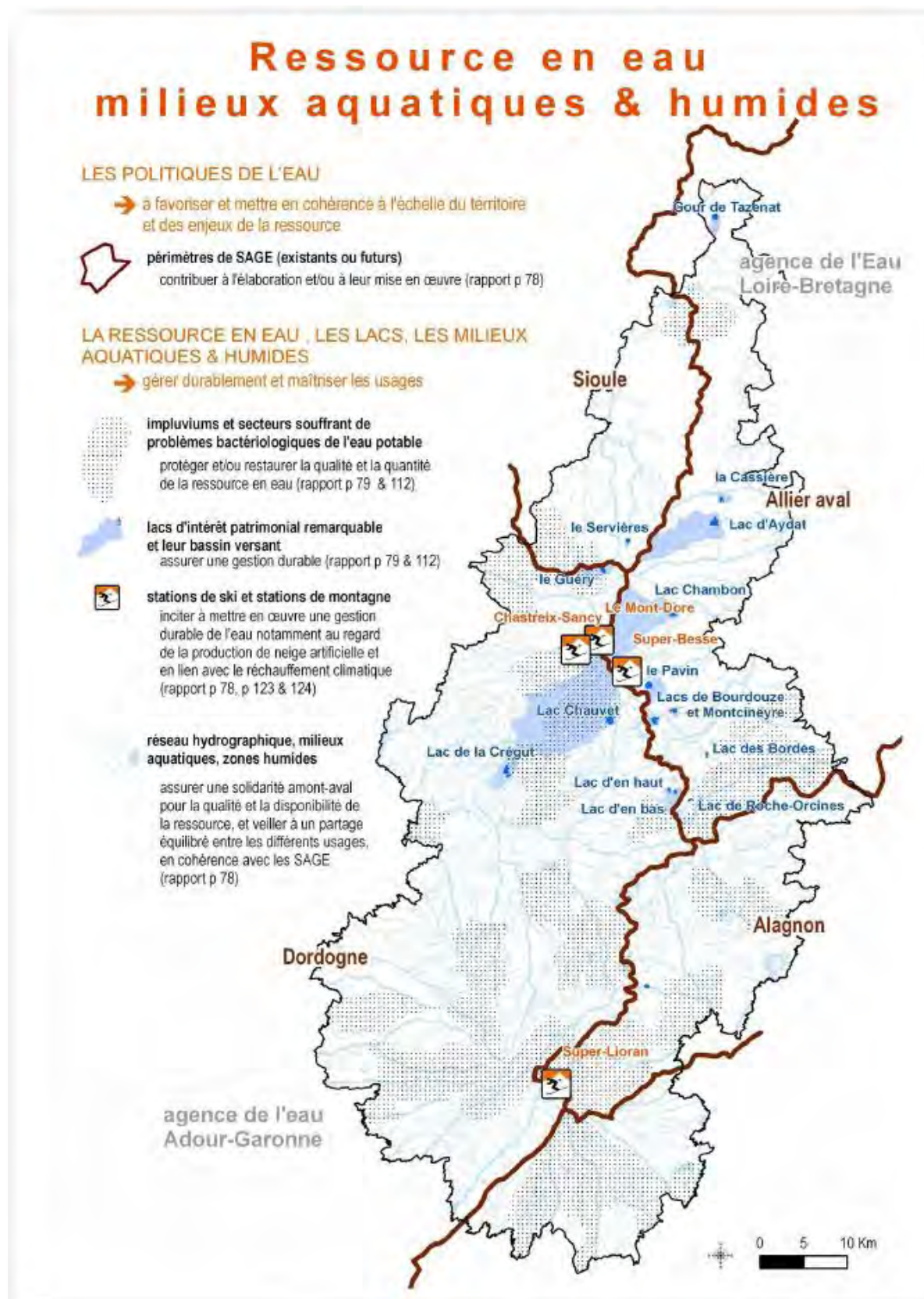
Le territoire est principalement traversé par le ruisseau de la Rhue, un des affluents de la rive droite de la rivière la Dordogne. Le ruisseau appartient au bassin versant d'Adour Garonne.

Sur le socle, les têtes des bassins-versants correspondent souvent à des zones de plateaux érodés, avec un chevelu de petits émissaires très ramifié en relation avec des zones humides diffuses.



La commune d'Eglise neuve d'Entraigues est rattachée au bassin Adour Garonne. Il est à rappeler qu'avant 2008, la commune appartenait au bassin Loire Bretagne.

Elle est traversée par plusieurs cours d'eau, dont la qualité est suivie par le SIE « Système d'information sur l'eau » du bassin Adour Garonne : ruisseaux Grande rhue, Grosleix, Espinchal, Renonfeyre, Chauvet, Gabacut, Entraigues, Luguët.



Carte 2012-2024 du PNRVA : rapport et annexes — page 32

Les masses d'eau suivies :

FRFR480	La Rhue de sa source au confluent de l'Espinchal
FRFR497	L'Espinchal de sa source au confluent de la Grande Rhue
FRFR112A_3	Ruisseau de Gabacut
FRFR480_1	Ruisseau d'Entraigues

Zonages Règlementaires des cours d'eau :

- Classée en Zone sensible sur 94.22 % de sa surface
- Non classée en Zone vulnérable
- Non classée en Zone de répartition des eaux (ZRE)
- Pas de cours d'eau réservé
- Pas de cours d'eau classé
- Pas de cours d'eau avec espèce migratrice

Code	Type	Nom	Avancement
R115	CRIV	Haute Dordogne	Contrat de Rivière signé et en cours d'exécution
04	PGE	DORDOGNE VEZERE	Mis en oeuvre

Qualité des eaux

- Aucune station de mesure de la qualité des eaux de Rivières
- Aucune station de mesure de qualité d'un lac
- Aucune station de mesure de qualité des eaux souterraines

Prélèvements de l'année 2008 :

Nature\Usage	Eau Potable		Total	
	Volume	Nb d'ouvr.	Volume	Nb d'ouvr.
Total	86020	2	86020	2
Eau de surface	86020	2	86020	2

Rejets :

0 rejet de STEP
0 rejet industriel

Ouvrages recensés

- Stations hydrométriques (hauteur et débit des cours d'eau)

P0212510 ÉGLISENEUVE-D'ENTRAIGUES

- Piézomètres (niveau des eaux souterraines) : aucun(e)
- Barrages-réservoirs : aucun(e)
- Usines hydroélectriques : aucun(e)
- Prises d'eau des usines hydroélectriques : aucun(e)

- Points de restitution des usines hydroélectriques : aucun(e)
- Stations d'épuration : aucun(e)
- Etablissement industriel : aucun(e)

Caractéristiques, enjeux et outils de gestion sur les principaux COURS D'EAU du Parc

Cours d'eau	Bassin et confluence	Outil de gestion	Qualité	Probabilité de respect des objectifs DCE ¹	Enjeux et commentaires
La Cère	AG - Dordogne	Contrat de rivière Cère	globalement bonne, moyenne pour l'état hydrologique	Respect	Plusieurs problèmes persistent, notamment des foyers de macro-pollutions domestique et industrielle (rejets par temps de pluie) et une pression agricole (pollution diffuse liée à l'élevage)
La Jordanne	AG - Cère (Dordogne)	Contrat de rivière Cère	globalement bonne et bonne pour la qualité biologique	Respect	Il persiste une pression agricole liée à l'élevage (pollution diffuse) sur le cours d'eau et les espèces et habitats patrimoniaux
L'Authre	AG - Cère (Dordogne)	Contrat de rivière Cère	Globalement bonne, moyenne pour l'état morphologique	Respect	Plusieurs problèmes persistent liés à l'agriculture : pollution diffuse liée à l'élevage (nitrates et eutrophisation), prélèvements en eau trop importants (gestion des eaux en période d'étiage à améliorer)
La Haute Dordogne : de la source au confluent du Vendéix	AG - Dordogne	Contrat de rivière Haute Dordogne	globalement moyenne, médiocre au niveau morphologique	Respect	Problèmes identifiés : Usage hydroélectrique, pression agricole et prélèvements hivernaux pour la neige artificielle
La Haute Dordogne : Du confluent de la Vendéix à la retenue de Bort-les-Orgues	AG - Dordogne	Contrat de rivière Haute Dordogne	globalement bonne, moyenne pour l'état morphologique	Respect	Problèmes identifiés : pressions anthropiques (agricole et domestique)
La Burande	AG - Dordogne	Contrat de rivière Haute Dordogne	globalement bonne (bonne pour la morphologie et la biologie)	Respect	
La Tialle	AG - Dordogne	Contrat de rivière Haute Dordogne	globalement bonne (bonne pour la morphologie et la biologie)	Respect	
La Rhue : de la source au confluent du ruisseau d'Espinchal	AG - Dordogne	Contrat de rivière Haute Dordogne	bonne	Respect	Sur tout son cours, la Rhue est soumise à une pression agricole importante (pollution diffuse, altération des zones humides) à laquelle s'ajoutent les contraintes engendrées par l'hydroélectricité
La Rhue : entre les confluent d'Espinchal et de la Santoire	AG - Dordogne	Contrat de rivière Haute Dordogne	bonne pour l'hydrologie, moyenne pour la morphologie et la biologie	Respect (état chimique) / Risque (état biologique)	
La Rhue : en aval du confluent de la Santoire	AG - Dordogne	Contrat de rivière Haute Dordogne	globalement moyenne, médiocre pour la morphologie, mauvaise au niveau biologique		Ce tronçon est une masse d'eau fortement modifiée (MEFM) en raison de l'usage hydroélectrique

Cours d'eau	Bassin et confluence	Outil de gestion	Qualité	Probabilité de respect des objectifs DCE	Enjeux et commentaires
Ruisseau d'Espinchal	AG - Rhue (Dordogne)	Contrat de rivière Haute Dordogne	bonne	Respect	Les principaux problèmes identifiés sont liés à la pollution diffuse par les nitrates (eutrophisation) et à la gestion des débits réservés. Présence de fermes fromagères
La Santoire	AG - Rhue (Dordogne)	Contrat de rivière Haute Dordogne	bonne / altération des caractéristiques hydrologiques et morphologiques en aval du Drils	Respect	La Santoire est à préserver de la pression agricole. Une gestion des zones humides est à envisager. Projet de microcentrale hydroélectrique à St Bonnet de Condat. Production laitière intensive.
La Petite Rhue	AG - Rhue (Dordogne)	Contrat de rivière Haute Dordogne	globalement bonne (moyenne pour l'état morphologique) entre la source et le confluent de la Véronne. Dégradation à l'aval pour l'état morphologique (médiocre) et la qualité biologique (mauvaise)	Respect	Les problèmes principaux sont la dégradation des zones humides et un risque d'eutrophisation. Cette dégradation est liée notamment à l'usage hydroélectrique (MEFM), avec une pression agricole non négligeable.

Pressions et enjeux sur les LACS principaux ainsi que leur bilan qualitatif au regard des objectifs de la DCE

Désignation	Pressions			Probabilité de respect des objectifs DCE	Qualité	Enjeux et commentaires
	Agriculture	pesticides	urbaines et industrielles			
Lac Chauvet				Respect	Bonne	Lac naturel en bon état à préserver. Adaptation des stratégies de préservation et de restauration des eaux aux spécificités des "piémonts et montagnes"

ETUDES PREALABLES A LA PREPARATION DE LA CHARTE 2013>2025 - Ressource en eau, milieux aquatiques

Les eaux souterraines

Masses d'eau Souterraine

- FRF006 Socle BV Dordogne secteurs hydro p0-p1-p2
- FRF011 Volcanisme cantalien - BV Adour-Garonne
- FRF060 Volcanisme du Cézallier - BV Adour-Garonne
- FRF061 Volcanisme du Mont-Dore - BV Adour-Garonne
- FRG097 Massif du Cézallier BV Loire

Sur le plan quantitatif

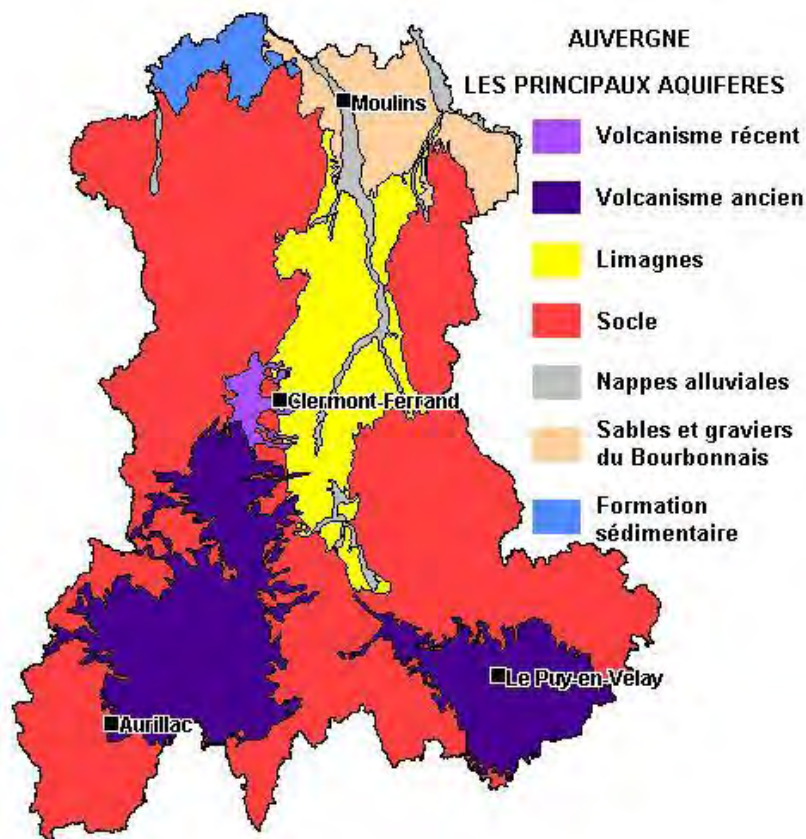
Le territoire d'Eglise neuve d'Entraigues s'inscrit dans 2 types d'aquifères.

Les massifs volcaniques constituent une ressource essentielle à l'échelle de la région (avec les formations alluviales).

Le Mont-Dore, le Cézallier, les Monts du Cantal sont des systèmes complexes, d'âge ancien, issus de structures composites ou strato-volcans, constitués d'empilement de produits de projections et de coulées de laves développées en planèze (Saint-Flour). Ils ont subi les grandes glaciations ayant entaillé les formes originelles. Ils forment des systèmes aquifères multicouches, de bonne perméabilité. Les captages exploitent uniquement le recouvrement de la première coulée (La Bourboule, Montagnes de l'Aigle...) et donnent des débits très irréguliers, souvent faibles en étiage et dont la qualité est difficile à préserver. Néanmoins, la présence d'aquifères plus profonds au niveau de la deuxième voire de coulées plus profondes moins vulnérables présentant des débits plus réguliers sont très probables.

Le socle, malgré son étendue ne renferme que des formations aquifères superficielles et diffuses (sources d'arènes granitiques).

Il s'agit de tous les terrains cristallophylliens (micaschistes, gneiss...) et cristallins (granite...) correspondant à 60 % de la superficie de la région. Ces formations sont dotées de ressources en eau faibles à très faibles, mais ponctuellement des débits économiquement intéressants ont pu être obtenus, notamment dans des verrous.



Source : carte géologique de France - BRGM

Sur le plan qualitatif

Les eaux d'origine granitique se caractérisent par une très faible minéralisation, une absence de dureté et révèlent un caractère acide (pH inférieur à 6).

Les eaux captées dans les terrains volcaniques correspondent également à des eaux de faible minéralisation. Elles se caractérisent par une composition minérale qui présente un équilibre entre le calcium et le magnésium associé à une relative richesse en potassium et une proportion notable de silice. Les roches volcaniques présentent une porosité qui leur confère un pouvoir épurateur élevé garantissant leur pureté bactériologique.

La commune d'Egliseneuve d'Entraigues dispose de plusieurs stations de mesures.

2 qualitomètres mis en service en 1991 et 1975 - Lieu dit les Granjounes et la Fage (nord-ouest)

Masse d'eau : Volcanisme du Cézallier - BV Adour-Garonne - 5060

Pas de piézomètre (quantité) sur la commune, mais sur Espinhal.

Plusieurs points d'eau (BSS) : 4 forages à Belbezet, à La Devèze - Mouillat, aux Granjounes, à la Fage. Il faut également signaler un forage à La Garde - Le pré Laval : Chazal Auvergne Forage a réalisé un forage en aout 2007 avec comme objectif de recherche la géothermie.



Localisation des qualitomètres, des piézomètres, et des points d'eau (BSS) - (source : InfoTerre, BRGM).

Les eaux de surface

Données quantitatives

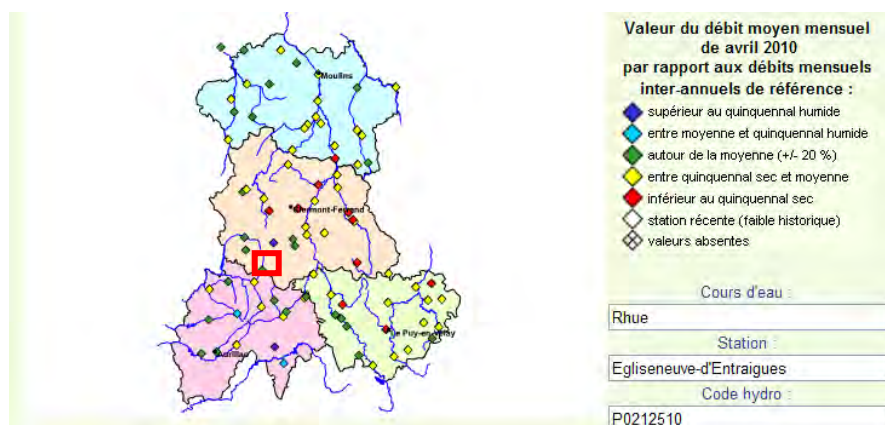
Dans la partie Ouest de la région soumise à l'influence océanique, avec des précipitations moins brutales mais de longue durée et d'intensité moyenne, le régime hydrologique se caractérise par une montée souvent assez lente en hiver et au printemps mais avec des écoulements importants en hiver et minima en été.

Rapport à la normale des précipitations mensuelles : Le bilan pluviométrique d'avril 2010 est globalement déficitaire. Le déficit est compris entre 25% et 80% de la normale.

Rapport à la normale des précipitations depuis le début de l'année 2010 : Le déficit, qui s'étend donc pratiquement à l'ensemble de l'Auvergne, n'est cependant pas très marqué. Il ne dépasse 25% de la normale que sur quelques reliefs situés essentiellement dans la moitié orientale de la région (monts de la Madeleine, du Forez, du Livradois, du Velay et du Vivarais) ainsi qu'aux sommets des monts Dore et des monts Dôme.

Une station sur le ruisseau la Rhue à Egliseneuve d'Entraigues permet de mesurer le débit du cours d'eau.

Sur la partie auvergnate de ce bassin, globalement la situation hydrologique se dégrade et devient légèrement déficitaire. Les débits mensuels sont proches de la moyenne mensuelle (Rhue à Egliseneuve). En termes de débits journaliers, les débits élevés en début de mois diminuent tout au long du mois pour atteindre des niveaux bas à très bas en fin de mois



Source : DIREN

Données qualitatives

Les bulletins hydrologiques de la DIREN ne fournissent pas de renseignement, outre une Bonne qualité de la Rhue en 1997-99. (Voir carte en annexe).

L'Agence de l'Eau Adour Garonne fait un suivi des différentes pollutions. Il n'existe pas de station sur la commune d'Eglise neuve d'Entraigues. Cependant, l'analyse de la Rhue est réalisée en amont de sa connexion avec la Dordogne, ce qui permet d'évaluer les rejets potentiels.

- *Matières organiques : moyenne*
- *Matières azotées (hors nitrates) : très bonne*
- *Nitrates, Matières Phosphorées, Métaux : bonne*

Données 2009 issues de <http://www.eau-adour-garonne.fr/>. Voir en annexe.

En application de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), un état des lieux des masses d'eau a été réalisé :

- La rivière la Rhue, les ruisseaux d'Entraigues et d'Espinchal sont en objectif de très bon état 2015.
- Le ruisseau de Gabacut est en objectif de bon état 2015.

Le Système d'Information sur l'Eau (SIE) du Bassin Adour Garonne donne un certain nombre de renseignement sur la qualité des cours d'eau appartenant au SDAGE Adour Garonne.

Le ruisseau la Rhue

Cours d'Eau : Ruisseau Grande Rhue

Recherchez votre cours d'eau : ▼

[Besoin d'aide?](#)

Résultat de votre recherche

Ruisseau Grande Rhue

Description

Code Hydrographique : P0--0250
Longueur : 57 km
Ordre de Horton : 1

Autres dénominations locales :

- rivière la rhue
- rivière la grande rhue
- ruisseau d'entraigues
- ruisseau de clamouze

(communes traversées, chaînage des cours d'eau, bassin versant)



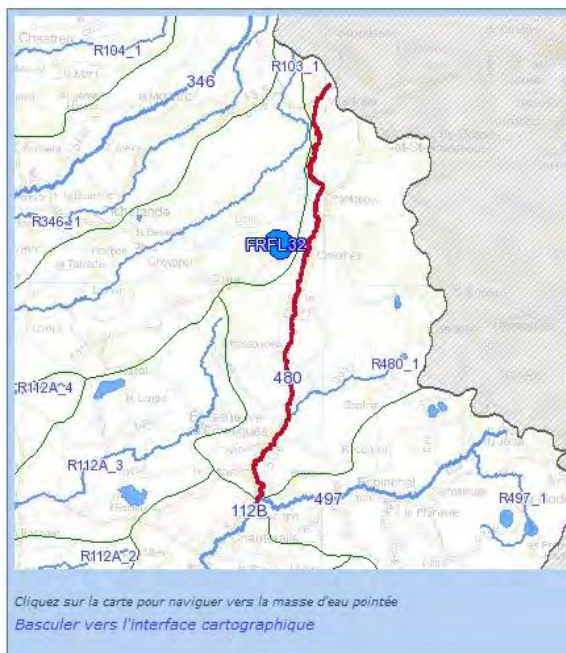


Masse d'eau (Rivière)

Recherchez une masse d'eau : ▼

La Rhue de sa source au confluent de l'Espinchal

Code : FRFR480
Cours d'eau : Ruisseau Grande Rhue
MEFM : Non
Type : Naturelle
Longueur : 15 Km
Commission territoriale :
U.H.R. : Dordogne amont
Département(s) :



Objectif d'état de la masse d'eau

Objectif état global :

Très bon état 2015

Objectif état écologique :

Très bon état 2015

Objectif état chimique :

Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (Evaluation 2006-2007)

Etat écologique (Modélisé) :

Indice de confiance

Très bon ●○○

Etat biologique :

Non classé

IBGN :

Non classé

IBD :

Non classé

IPR :

Non classé

Etat physico-chimique :

Non classé

Oxygène :

Non classé

Température :

Non classé

Nutriments :

Non classé

Acidification :

Non classé

Etat chimique :

Bon ●○○

Indice de confiance

Télécharger l'Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface

Pressions de la masse d'eau (Evaluation 2006-2007)

	Pression	Evolution
Agricole :	Moyenne	→
Domestique :	Faible	→
Industrielle :	Faible	→
Ressource :	Faible	→
Morphologie :	Inconnue	?
Agricole Nitrates :	Faible	→
Agricole Pesticides :	Faible	→
Autres micropolluants :	Faible	↘

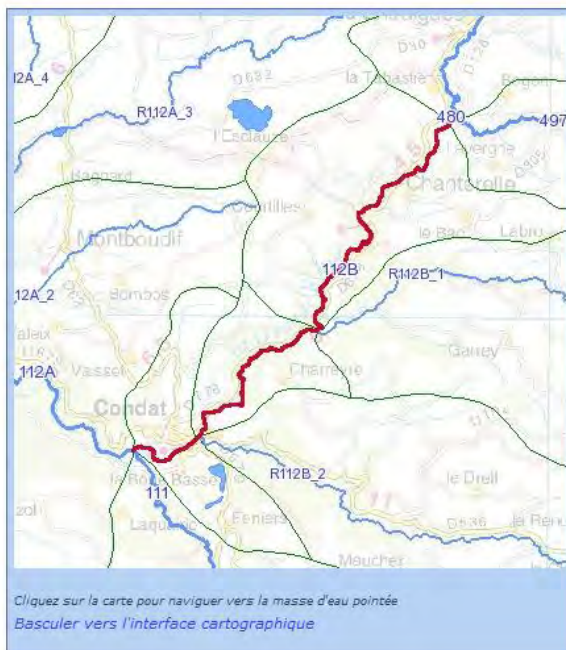
2

Masse d'eau (Rivière)

Recherchez une masse d'eau : ▼

La Rhue du confluent de l'Espinchal au confluent de la Santoire

Code : FRFR112B
 Cours d'eau : Ruisseau Grande Rhue
 MEFM : Non
 Type : Naturelle
 Longueur : 11 Km
 Commission territoriale :
 U.H.R. : Dordogne amont
 Département(s) :



Objectif d'état de la masse d'eau

Objectif état global :

Bon état 2015

Objectif état écologique :

Bon état 2015

Objectif état chimique :

Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (Evaluation 2006-2007)

Etat écologique (Modélisé) :

Bon ●○○

Etat biologique :

Non classé

IBGN :

Non classé

IBD :

Non classé

IPR :

Non classé

Etat physico-chimique :

Non classé

Oxygène :

Non classé

Température :

Non classé

Nutriments :

Non classé

Acidification :

Non classé

Etat chimique :

Bon ●○○

Télécharger l'Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface

Pressions de la masse d'eau (Evaluation 2006-2007)

	Pression	Evolution
Agricole :	Faible	?
Domestique :	Faible	?
Industrielle :	Faible	?
Ressource :	Faible	?
Morphologie :	Faible	?
Agricole Nitrates :	Inconnue	?
Agricole Pesticides :	Inconnue	?
Autres micropolluants :	Inconnue	?

- **Le ruisseau de Grosleix**

● Cours d'Eau : Ruisseau de Grosleix

- Recherchez votre cours d'eau : ▼

Besoin d'aide?

● Résultat de votre recherche

Ruisseau de Grosleix

	Description
1	

Code Hydrographique : P0200590

Longueur : 7 km

Ordre de Horton : 1

Autres dénominations locales :

◆ ruisseau de grosleix

(communes traversées, chaînage des cours
d'eau, bassin versant)



- Le ruisseau d'Espinchal

● Cours d'Eau : Ruisseau d'Espinchal

- Recherchez votre cours d'eau :

[Besoin d'aide?](#)

● Résultat de votre recherche

Ruisseau d'Espinchal

	Description
1	...
2	...
3	...
4	...
5	...
6	...
7	...
8	...
9	...
10	...
11	...
12	...
13	...
14	...
15	...
16	...
17	...
18	...
19	...
20	...
21	...
22	...
23	...
24	...
25	...
26	...
27	...
28	...
29	...
30	...
31	...
32	...
33	...
34	...
35	...
36	...
37	...
38	...
39	...
40	...
41	...
42	...
43	...
44	...
45	...
46	...
47	...
48	...
49	...
50	...
51	...
52	...
53	...
54	...
55	...
56	...
57	...
58	...
59	...
60	...
61	...
62	...
63	...
64	...
65	...
66	...
67	...
68	...
69	...
70	...
71	...
72	...
73	...
74	...
75	...
76	...
77	...
78	...
79	...
80	...
81	...
82	...
83	...
84	...
85	...
86	...
87	...
88	...
89	...
90	...
91	...
92	...
93	...
94	...
95	...
96	...
97	...
98	...
99	...
100	...

Code Hydrographique : P0210500

Longueur : 9 km

Ordre de Horton :

Autres dénominations locales :

- ruisseau d'espinal

◆ ruisseau de la loubanère

(communes traversées, chaînage des cours d'eau, bassin versant)



● Masse d'eau (Rivière)

- Recherchez une masse d'eau : ▼

● L'Espinchal de sa source au confluent de la Grande Rhue

Code : FRFR497

Cours d'eau : Ruisseau d'Espinchal

MEEM: Non

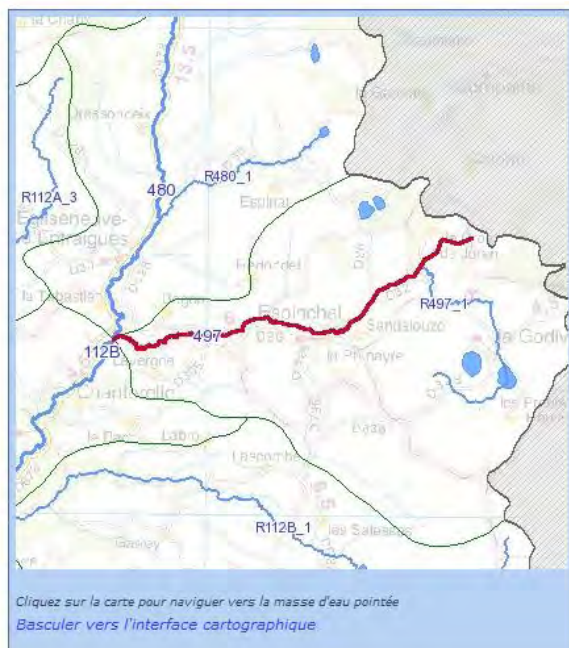
Type : Naturelle

Longueur : 8 Km

Commission territoriale :

U.H.R. : Dordogne amont

Département(s) :



● Objectif d'état de la masse d'eau

Objectif état global :	Très bon état 2015	
Objectif état écologique :	Très bon état 2015	
		Objectif état chimique : Bon état 2015

● Etat de la masse d'eau (Evaluation 2006-2007)

	Indice de confiance		Indice de confiance
Etat écologique (Modélisé) :	Très bon ●○○	Etat chimique :	Bon ●○○
Etat biologique :	Non classé		
IBGN :	Non classé		
IBD :	Non classé		
IPR :	Non classé		
Etat physico-chimique :	Non classé		
Oxygène :	Non classé		
Température :	Non classé		
Nutriments :	Non classé		
Acidification :	Non classé		

Télécharger l'Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface

● Pressions de la masse d'eau (Evaluation 2006-2007)

	Pression	Evolution
Agricole :	Faible	→
Domestique :	Faible	↘
Industrielle :	Faible	→
Ressource :	Faible	→
Morphologie :	Moyenne	→
Agricole Nitrates :	Faible	→
Agricole Pesticides :	Faible	→
Autres micropolluants :	Faible	↘

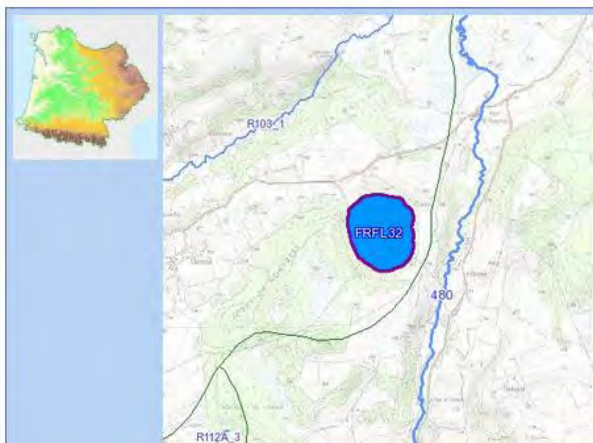
Le ruisseau et lac de Chauvet

Masse d'eau (Lac)

Recherchez une masse d'eau : ▼

Lac Chauvet

Code : FRFL32
 Code hydrographique : P0625013
 MEFM : Non
 Type : Naturel
 Surface : 0,51 Km²
 Profondeur : 63,00 m
 Commission territoriale : Dordogne
 U.H.R. : Dordogne amont
 Département(s) : PUY-DE-DOME
 Communes(s) : PICHERANDE



Cliquez sur la carte pour naviguer vers la masse d'eau pointée
 Basculer vers l'interface cartographique

Objectif d'état de la masse d'eau

Objectif état global : Bon état 2015

Objectif état écologique : Bon état 2015

Objectif état chimique : Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2010 sur la base de données 2002-2008)

	Indice de confiance	Indice de confiance
Etat écologique (Mesuré) :	Moyen ●●●	Etat chimique : Bon ●○○
Etat biologique :	Moyen	
Etat physico-chimique :	Bon	

Télécharger l'Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface

Station de mesure pour qualifier l'état

♦ Lac Chauvet (P0625013)

[Plus d'information sur le suivi des lacs](#)

Pressions de la masse d'eau (Evaluation SDAGE 2010 sur la base d'une première évaluation effectuée en 2004, actualisée en 2006 puis 2008)

	Pression
Nutriments :	Inconnue
Apports de toxiques :	Inconnue
Hydromorphologique :	Inconnue
Gestion piscicole :	Faible

Le ruisseau de Gabacut

Cours d'Eau : Ruisseau de Gabacut

Recherchez votre cours d'eau : ▼

Besoin d'aide?

Résultat de votre recherche

Ruisseau de Gabacut

Description

Code Hydrographique : P0410500
Longueur : 19 km
Ordre de Horton : 1

Autres dénominations locales :

ruisseau de gabacut

(communes traversées, chaînage des cours d'eau, bassin versant)

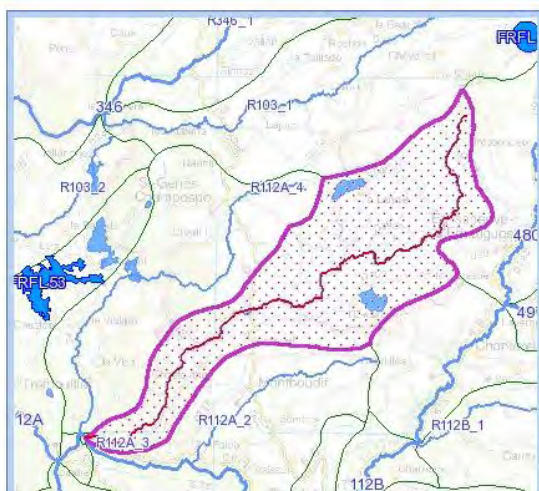


Masse d'eau (Rivière)

Recherchez une masse d'eau : ▼

Ruisseau de Gabacut

Code : FRFR112A_3
Cours d'eau : Ruisseau de Gabacut
MEFM : Non
Type : Naturelle
Longueur : 19 Km
Commission territoriale :
U.H.R. : Dordogne amont
Département(s) :



Objectif d'état de la masse d'eau

Objectif état global :

Bon état 2015

Objectif état écologique :

Bon état 2015

Objectif état chimique :

Bon état 2015

Etat de la masse d'eau (Evaluation 2006-2007)

	Indice de confiance		Indice de confiance
Etat écologique (Modélisé) :	Bon ●○○	Etat chimique :	Bon ●○○
Etat biologique :	Non classé		
IBGN :	Non classé		
IBD :	Non classé		
IPR :	Non classé		
Etat physico-chimique :	Non classé		
Oxygène :	Non classé		
Température :	Non classé		
Nutriments :	Non classé		
Acidification :	Non classé		

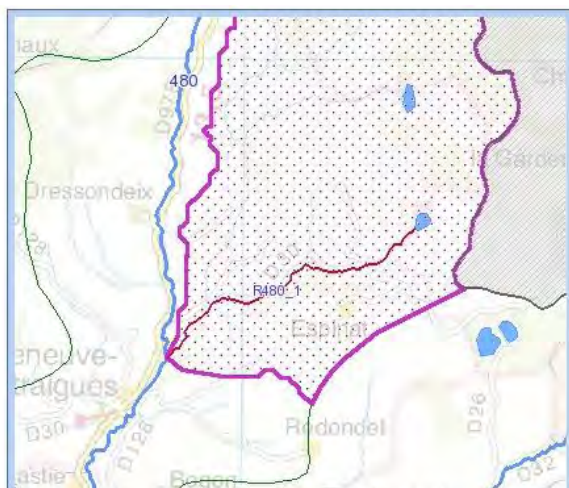
Pressions de la masse d'eau (Evaluation 2006-2007)

	Pression
Agricole :	Faible
Domestique :	Faible
Industrielle :	Faible
Ressource :	Faible
Morphologie :	Faible

Le ruisseau d' Entraigues

Ruisseau d' Entraigues

Code : FRFR480_1
 Cours d' eau : Ruisseau d' Entraigues
 MEFM : Non
 Type : Naturelle
 Longueur : 4 Km
 Commission territoriale :
 U.H.R. : Dordogne amont
 Département(s) :



Objectif d' état de la masse d' eau

Objectif état global :

Très bon état 2015

Objectif état écologique :

Très bon état 2015

Objectif état chimique :

Bon état 2015

Etat de la masse d' eau (Evaluation 2006-2007)

	Indice de confiance		Indice de confiance
Etat écologique (Modélisé) :	Très bon ●○○	Etat chimique :	Bon ●○○
Etat biologique :	Non classé		
IBGN :	Non classé		
IBD :	Non classé		
IPR :	Non classé		
Etat physico-chimique :	Non classé		
Oxygène :	Non classé		
Température :	Non classé		
Nutriments :	Non classé		
Acidification :	Non classé		

Télécharger l'Arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface

Pressions de la masse d' eau (Evaluation 2006-2007)

	Pression
Agricole :	Faible
Domestique :	Faible
Industrielle :	Faible
Ressource :	Faible
Morphologie :	Faible

ENJEUX

La préservation et l'amélioration de la ressource en eau.

ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU

Viser une bonne qualité des eaux : optimiser le fonctionnement des équipements d'assainissement, maîtriser le rejet des eaux pluviales, limiter tous les rejets d'effluents (domestique, agricole, industriel), respecter l'équilibre des écosystèmes aquatiques, Prendre en compte les objectifs du SAGE et du Contrat de Rivière.

Analyser les risques potentiels pouvant générer des contraintes environnementales ou techniques dans les choix de développement.

2 - LES RESSOURCES NATURELLES

2.1 - L'Air

Introduction

Les textes réglementaires et les directives

DIRECTIVE 2004/107/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 15 décembre 2004, concernant l'arsenic, le cadmium, le mercure, le nickel et les hydrocarbures aromatiques polycycliques dans l'air ambiant.

DIRECTIVE 2008/50/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 21 mai 2008, concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

Depuis le 30/12/1996, la LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie) reconnaît « le droit à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé ». Pour cela, elle introduit la définition de seuils (objectif de qualité, valeur limite, seuil d'alerte), précisés dans les décrets d'application relatifs au dioxyde d'azote, aux fumées noires, aux particules en suspension de diamètre inférieur à 10 µm, au dioxyde de soufre et enfin à l'ozone. Cette loi impose la mise en place d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air au plus tard le :

- 01/01/1997 pour les agglomérations de plus de 250 000 habitants,
- 01/01/1998 pour celles de plus de 100 000 habitants,
- 01/01/2000 sur l'ensemble du territoire.

ARRÊTÉ N°2000/SGAR/CB/N°121 portant approbation du Plan régional pour la qualité de l'Air, 2000. Le PRQA fixe des orientations et des actions visant à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique dans le but d'atteindre les objectifs de qualité, c'est-à-dire des niveaux de concentration de polluants inférieurs aux niveaux retenus comme objectifs de qualité.

Le PSQA

Le Programme de Surveillance de la Qualité de l'Air en Auvergne a été établi en 2005 pour cinq ans.

22 actions sont réparties en trois thèmes : optimisation du dispositif fixe, surveillance à l'aide de moyens temporaires et modélisation.

Le PRQA

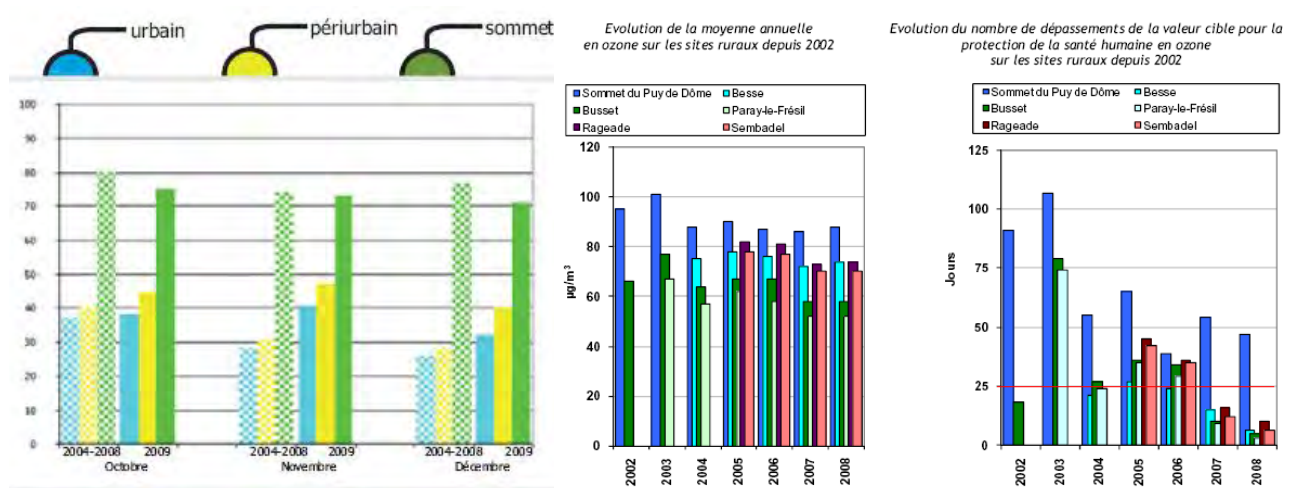
Le programme de la région Auvergne approuvé par arrêté du 21 novembre 2005 comprend 21 actions. Par référence à l'organisation du plan national, elles s'inscrivent dans 7 axes structurants. Le PLU doit être compatible avec certains de ces axes.

Protéger la santé publique en améliorant la qualité des milieux de vie que sont l'air, l'eau et les sols

Améliorer les dispositifs de veille, de surveillance et d'alerte

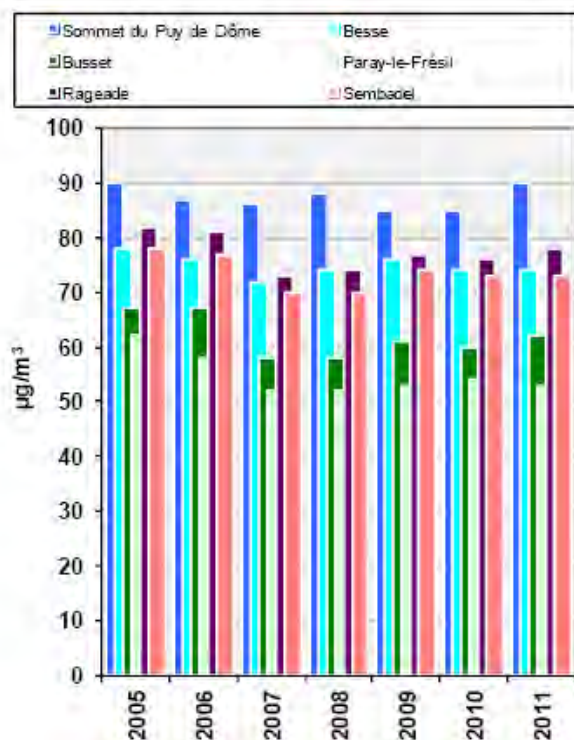
Le Contexte Local

Il n'existe pas de données locales sur la commune. La station AtmoAuvergne la plus proche est celle de Besse. Il s'agit d'une station rurale située au sommet de Besse, mesurant l'ozone.

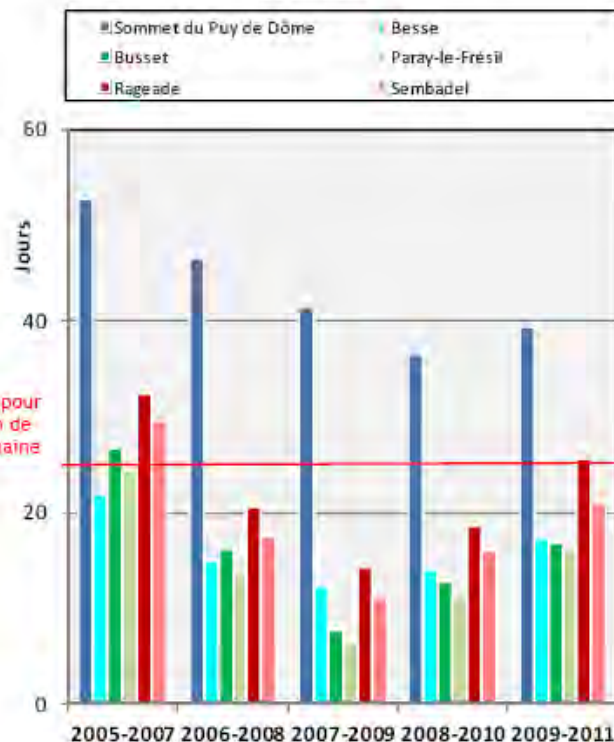


Résultat de l'Ozone - Bulletin trimestriel oct-nov-déc 2009 / Extrait du Rapport d'activités 2008, Atmo Auvergne

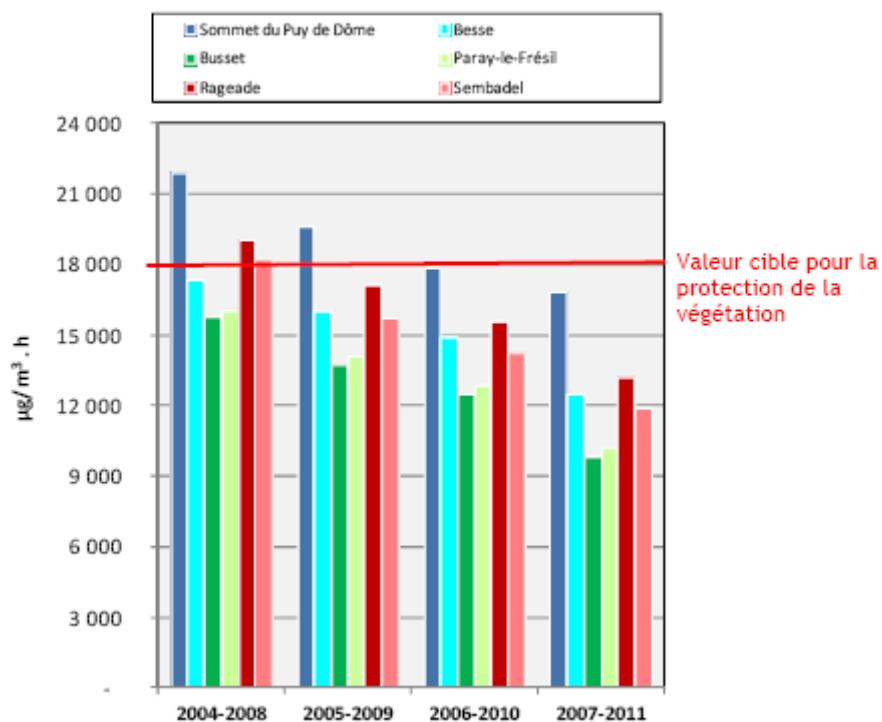
Évolution de la moyenne annuelle en ozone sur les sites ruraux depuis 2005



Évolution du nombre de maxima journaliers de la moyenne 8-horaire supérieurs à 120 µg/m³ en ozone sur les sites ruraux en moyenne sur trois ans de 2005-2007 à 2009-2011



Évolution de l'AOT40 sur les sites ruraux en moyenne sur cinq ans de 2004-2008 à 2007-2011



Les sources de données : Les bulletins trimestriels et les rapports d'activités d'Atmo Auvergne 2008-2009 :

Dans l'attente de pouvoir consulter des données plus récentes, les bulletins et le rapport d'activités de 2008 permettent d'établir un profil de l'air sur le secteur. *Voir annexe, Les données.*

La qualité de l'air a été globalement bonne en 2008 sur l'ensemble de l'Auvergne, **dont le site de Besse**. En effet, l'absence d'épisodes hivernaux très froids et ensoleillés ainsi qu'une météorologie estivale médiocre ont permis de limiter la dégradation de la qualité de l'air.

Pour la première fois depuis 2005, aucune procédure préfectorale d'information et de recommandation de la population n'a été déclenchée, aussi bien concernant le dioxyde d'azote que l'ozone.

Depuis 1993, aucun site en Auvergne n'a été concerné par des pointes en dioxyde de soufre.

A l'instar de l'année précédente, l'été 2008 n'a pas été particulièrement propice à la pollution ozonée.

Les objectifs de qualité de 110 µg/m³ en moyenne sur 8 heures et de 65 mg / m³ en moyenne journalière sont fréquemment dépassés.

La valeur cible pour la protection de la santé humaine est respectée sur l'ensemble des points de prélèvement. **Depuis 2005, la valeur cible n'a pas été dépassée sur la station de Besse.**

Le seuil d'alerte (360 µg/m³) n'a jamais été atteint sur la région Auvergne, et n'est pas approché.

Station Besse (Rurale - Puy-de-Dôme)		Analyse des résultats concernant l'ozone en site rural
µg/m ³	O ₃	Le tableau suivant présente les valeurs moyennes mensuelles et annuelles, exprimées en microgramme par mètre cube (µg/m ³), relevées sur les capteurs ruraux durant l'année 2009.
Janvier	72	
Février	70	
Mars	86	
Avril	95	
Mai	83	
Juin	83	
Juillet	72	
Août	80	
Septembre	75	
Octobre	64	
Novembre	69	
Décembre	62	
2009	76	

Les tableaux et graphiques suivants présentent les principaux paramètres statistiques concernant l'ozone en site rural calculés pour l'année 2009. Toutes les valeurs de concentration sont exprimées en microgramme par mètre cube (µg/m³). L'AOT40 est exprimé en µg/m³ . h.

Station	moyenne annuelle	maximum journalier	maximum 8-horaire	maximum horaire	nb de jours avec moy. 8-horaires ≥ 120 µg/m ³	nb de moy. horaire ≥ 180 µg/m ³	AOT40
Sommet du Puy de Dôme (63)	85	132	141	158	24	0	13 004
Besse (63)	76	123	141	148	16	0	12 204
Busset (03)	61	107	135	144	8	0	7 625
Paray-le-Frésil (03)	53	100	144	153	7	0	7 015
Rageade (15)	77	128	147	156	17	0	13 606
Sembadel (43)	74	125	144	155	16	0	12 507
valeurs de référence			120	180	25		6 000-18 000

AOT 40 (Accumulated Over Threshold of 40 ppb) : cet indicateur, exprimé en µg/m³ . h, correspond à la somme des différences entre les concentrations horaires supérieures à 80 µg/m³ (40 ppb) et 80 µg/m³ durant une période donnée en utilisant uniquement les valeurs horaires mesurées quotidiennement entre 8 heures et 20 heures (heure de l'Europe centrale).

Ce que dit AtmoAuvergne sur le site de Besse :

« Les processus physico-chimiques qui conditionnent le transport et la chimie de l'ozone atmosphérique conduisent généralement à des niveaux de pollution photochimique plus importants en milieu rural. Les moyennes annuelles et les fréquences de dépassements de seuils réglementaires les plus élevées sont ainsi obtenues hors des zones urbaines. ».

→ Les différents paramètres statistiques présentés font clairement apparaître, une exposition à l'ozone plutôt très soutenue sur la station de Besse.

Comme pour le sommet du Puy de Dôme, la localisation du site conjugue un caractère rural avec une altitude maximale, autre caractéristique pénalisante du fait du gradient vertical de la concentration en ozone dans la troposphère.

« Du fait d'une météorologie médiocre, les étés 2007 et 2008 n'avaient pas été particulièrement propices à la pollution photochimique. Le graphique d'évolution de la moyenne annuelle en ozone montre que les teneurs sont donc orientées à une légère hausse cette année sur la quasi-totalité des sites. »

→ La valeur cible pour la protection de la santé humaine (25 jours par an, en moyenne sur 3 ans, durant lesquels le maximum journalier de la concentration 8-horaire est supérieur à 120 µg/m³) est respectée sur le site de Besse.

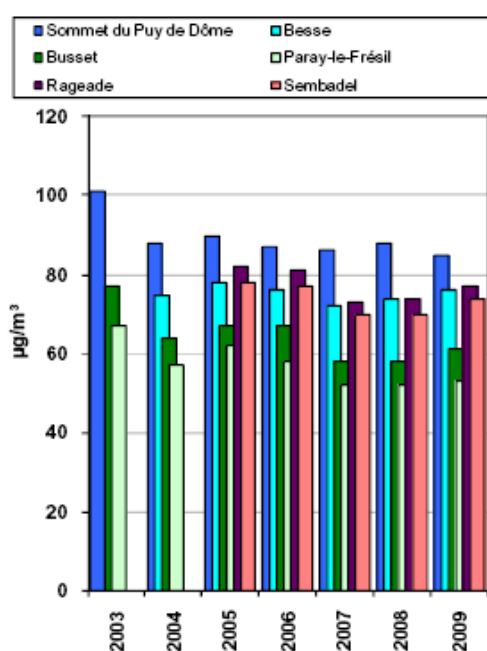
→ Concernant l'impact sur les écosystèmes, la valeur cible pour la protection de la végétation à l'horizon 2010 (AOT 40 égal à 18 000 µg/m³ . h en moyenne sur 5 ans) est respectée sur le site de Besse.

L'objectif de qualité (AOT 40 fixé à 6 000 µg/m³ . h) est en revanche excédé sur la station rurale de Besse en 2009.

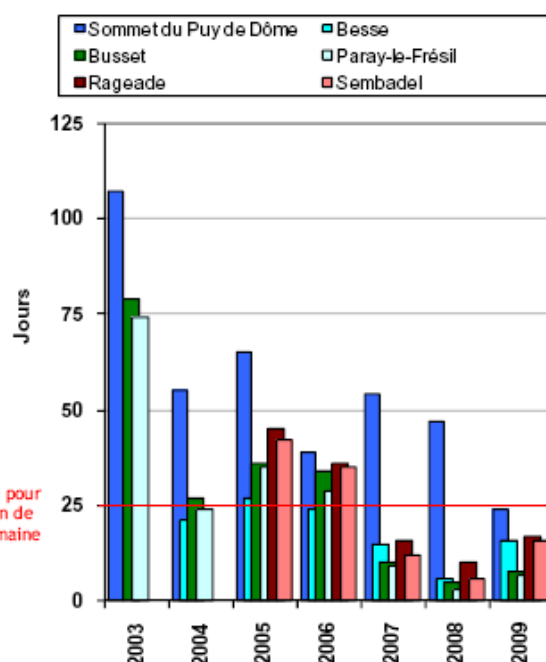
Valeur cible : niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère fixé dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement dans son ensemble, à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné ;

Objectif de qualité : niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère à atteindre à long terme, sauf lorsque cela n'est pas réalisable par des mesures proportionnées, afin d'assurer une protection efficace de la santé humaine et de l'environnement dans son ensemble ;

Evolution de la moyenne annuelle en ozone sur les sites ruraux depuis 2003

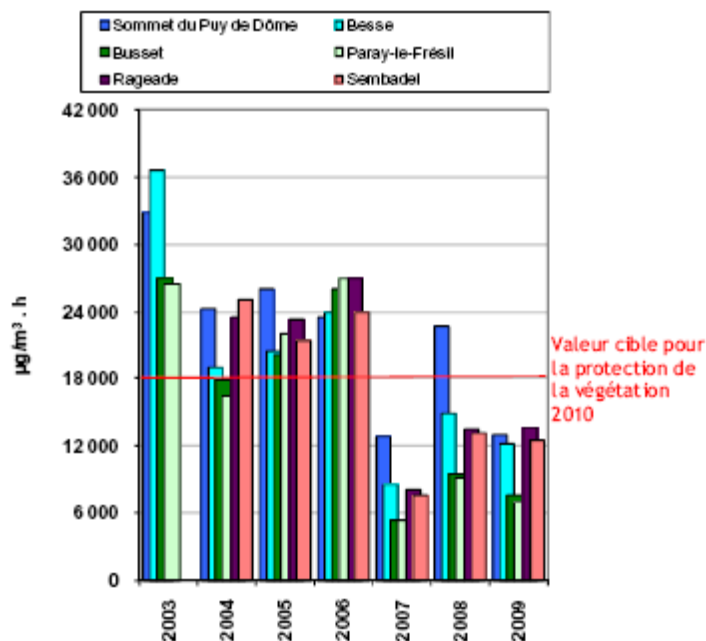


Evolution du nombre de dépassements de la valeur cible pour la protection de la santé humaine en ozone sur les sites ruraux depuis 2003



Valeur cible pour la protection de la santé humaine 2010

Evolution du nombre de dépassements de l'AOT40 sur les sites ruraux depuis 2003



Bilan / Perspectives

Le PLU ne peut juridiquement imposer la mise en œuvre des énergies renouvelables. Cependant, il peut les promouvoir. Dans ce contexte d'économie des consommations et émissions des gaz à effet de serre, des pistes de réflexion sur les nouvelles façons d'habiter peuvent s'orienter sur le savoir faire existant. En effet, les constructions anciennes, rurales du territoire ont su s'accommoder des contraintes climatiques et techniques.

Pour faire l'économie d'un mur, et lutter contre la rudesse du climat, les maisons et fermes se blottissent souvent les unes contre les autres.

Face aux contraintes climatiques, la ferme bloc en ligne s'implantait au revers des croupes, sur l'adret, ou sur des replis de terrains.

La déclivité du terrain est utilisée dans l'implantation du bâti. La ferme s'enterrait généralement au nord.



Espinat. Les fermes blocs à terre présentent une orientation de faitage est - ouest afin de se protéger des intempéries. Les façades s'ouvrent au sud. Les toitures sont généralement à 4 pentes. Les croupes sur les murs gouttereaux constituent un renfort supplémentaire contre le vent et la pluie.



Une des caractéristiques de l'habitat rural est la mitoyenneté, pour des raisons économiques (économie d'un mur) et pour des raisons climatiques (meilleure protection contre le froid).

BILAN

Les mesures montrent que, d'une façon générale, la qualité de l'air est globalement satisfaisante en Auvergne même si, pour certaines substances (ozone - dioxyde d'azote - particules), on peut enregistrer des niveaux élevés et quelques pointes de pollution étroitement liées aux conditions météorologiques défavorables à la dispersion des polluants.

L'ozone est en passe de devenir le principal problème de la région Auvergne en matière de qualité de l'air.

Orientations / Pistes de réflexion pour le PLU :

- maîtriser l'étalement urbain
- développer les modes doux
- inciter la mise en place d'énergies renouvelables
- préserver les boisements, les structures arborées

2.2 - Les Sols

A/ Les Matériaux

Les différentes constructions ont su s'accommoder des ressources que leur offraient le sol et le sous-sol. L'identité de ce territoire est le résultat notamment d'une cohérence obtenue par l'homme, son mode de vie, et surtout sa façon de construire. L'unité, dans les matériaux et les modes de construction, est de mise et elle est commune à l'ensemble du territoire.

Le recensement fait ressortir l'utilisation générale de

Basalte : Il s'agit d'un Basalte très dur (terrain volcanique), pauvre en olivine. Il est issu de roches éruptives effusives datant du miocène (ère tertiaire) et générées par l'activité volcanique du massif des Monts Dore ; cette activité s'est étalée sur plusieurs millions d'années (entre 20 et 5 millions d'années). Cette effusion de lave a recouvert un socle métamorphique datant du carbonifère (350 MA), ici constitué de gneiss à sillimanite.

Il est utilisé surtout en moellons dans la maçonnerie et en pierres taillées pour les encadrements d'ouvertures et en chaînage d'angles.

Gneiss : Il est utilisé en moellons dans la maçonnerie.

Bois : Il est employé en essentage, et pour certains encadrements (linteau).



► La pierre

Les façades en pierre de taille sont rares. Son utilisation, au coût élevé était principalement réservée aux éléments de structure : chaînages d'angle et encadrements d'ouvertures. Traditionnellement, le moellon de pierre est employé brut, et seule la face visible est dressée.

Les pignons des bâtiments agricoles présentent parfois des boutisses en saillie. Cette mise en œuvre s'explique par la technique de construction qui consiste à élever des murs comme des parements indépendants, reliés entre eux par un blocage de cailloux et de terre. Les boutisses assurent la cohésion de l'ensemble.

Les matériaux utilisés pour les encadrements des logis montrent une grande homogénéité. Le bois trouve rarement sa place. Néanmoins, en ce qui concerne les encadrements de granges et d'étables, l'homogénéité est discutée. Les encadrements des portes de granges et étables peuvent être :

- jambages et linteau en pierre
- jambages en pierre et linteau en bois
- jambage et linteau en bois.



► Les toitures :

Les toitures sont des éléments importants du paysage urbain et rural (notamment dans le cadre d'un habitat très dispersé). Les couvertements à fortes pentes possèdent généralement

- deux longs pans,
- longs pans et croupes

Typique des régions exposées aux vents et à de sévères conditions climatiques, la croupe permet de protéger les murs exposés au nord et à l'ouest.

- à longs pans et demi croupes
- à longs pans et pignon débordant.

Les pignons avaient une forme en escalier dont chaque degré était recouvert d'une large pierre appelée *barme*. Ce type de "pignon à redans" fait office de (coupe vent, coupe feu, limitant la propagation des incendies dans le cas des barriades, d'échelle dans les travaux d'entretien pour accéder au faîte). Ils constituent des témoins du patrimoine vernaculaire encore très présent dans le paysage.



Toitures à croupes, demi -croupe et pignon saillant

► Les couvertures :

Les matériaux de couverture ne sont pas homogènes sur le territoire. La variété des matériaux est liée pour beaucoup à l'entretien des bâtiments dans le temps.

Le chaume était le matériau local le plus anciennement employé. Présente autrefois sur quasiment tous les bâtiments, ce type de couverture végétale a complètement disparu.

Les matériaux de substitution sont :

La lauze

Le poids et le prix de la mise en œuvre font que ce type de couverture de remplacement est moins fréquent. Elle se rencontre surtout sur les maisons de villes ou quelques logis de ferme aisés.

L'ardoise

L'ardoise est généralement importée de Corrèze ou d'Angers (car cette dernière présente un aspect proche de la lauze avec une épaisseur plus importante).

La tôle ondulée et métallique

La tôle constitue le matériau de remplacement par excellence et ne constitue pas un point noir particulier. Ce type de couverture qui devait être à priori provisoire et devenu permanent. Avec le temps, cette couverture s'est patinée et offre une palette de couleur qui s'intègre bien dans le paysage (teintes plutôt sombres variant du gris au bleu gris, et des teintes rouille en interaction avec les couleurs des matériaux traditionnels).

Fibrociment présent sur quelques édifices.



Homogénéité des groupements bâtis, notamment par la dominance des toitures de teinte grise. / Couverture en tôle métallique : ancienne couverture où l'usure du temps apporte une certaine poésie créant un lien plus fort entre architecture rurale et paysage environnant (2004) et nouvelle couverture dont la teinte grise s'harmonise avec la couleur des toitures de la commune (2010).



Couverture en ardoise, tôle métallique, et fibro ciment

Une carrière est présente au hameau des Aveix. Elle fournit des sables et graviers pour les travaux publics.



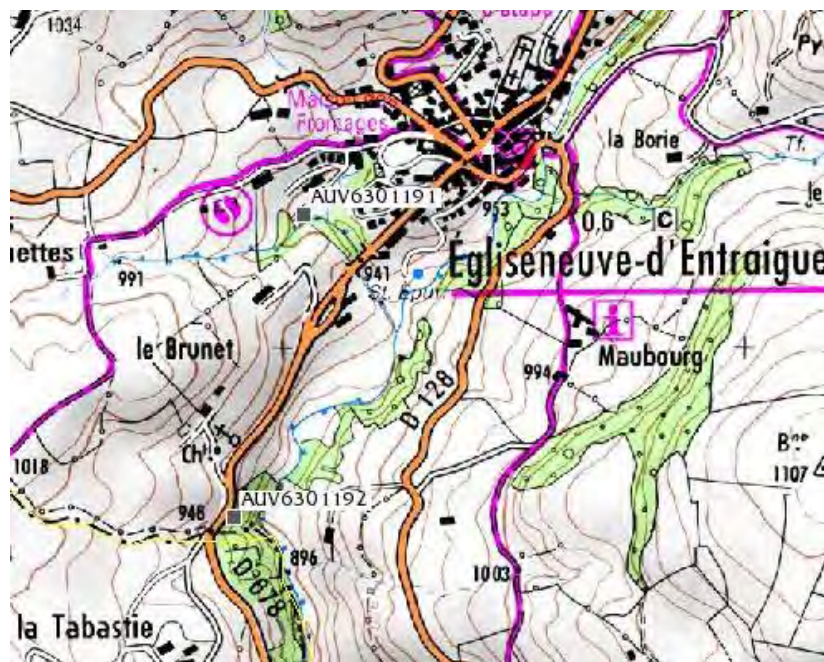
Carrière de Travaux Publics des Aveix.

B/ La pollution des sols

Les sites et sols pollués ne font pas l'objet d'un cadre juridique spécifique mais s'appuient sur le Code minier, et le Code de l'environnement, et notamment sur son Livre V - Prévention des pollutions, des risques et des nuisances.

1/ La Banque de Données BASIAS sur l'inventaire des anciens sites industriels.

2 sites sont recensés sur la commune d'Egliseneuve d'Entraigues.



1/ Ancienne décharge communale

lieu dit : En limite de commune, au Sud du bourg, sur la route de Condat (CD 678).

activités : 1950-1981, Enlèvement et traitement des ordures ménagères (décharge d'O.M.; déchetterie)

<http://basias.brgm.fr/>

2/ Ancienne décharge communale

lieu : à l'ouest du bourg

activités : 1950-1985. Enlèvement et traitement des ordures ménagères (décharge d'O.M.; déchetterie)

2/ La Banque de données BASOL sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif

Aucun site n'est recensé sur la commune d'Egliseneuve d'Entraigues.

<http://basol.ecologie.gouv.fr/>

3/ Le Registre Français des Emissions Polluantes réalisé avec l'appui technique de l'Office International de l'Eau, contribue à l'amélioration de la connaissance environnementale, à la prévention et à la réduction de la pollution et des risques pour l'environnement. Cet inventaire recense et informe en matière d'environnement ce qui concerne les émissions dans l'eau, dans l'air, dans le sol ainsi que la production et le traitement de déchets dangereux et non dangereux des installations industrielles et des élevages.

La commune d'Egliseneuve d'Entraigues n'est pas identifiée.

<http://www.pollutionsindustrielles.ecologie.gouv.fr/IREP/>

4/ L'inventaire des Installations classées

Aucun établissement n'a été signalé sur la commune d'Egliseneuve d'Entraigues.

<http://installationsclassées.ecologie.gouv.fr>

Enjeux :

Protéger les sols des pollutions.

Mettre en valeur les ressources naturelles.

Orientations / pistes de réflexion pour le PLU :

Rechercher des solutions pour adapter le bâti ancien aux besoins d'aujourd'hui. Faciliter le recyclage de logements vacants, en ruine,

Rechercher l'emploi / le emploi de ressources locales (matériaux de construction), tendre vers des teintes similaires.

2.3 - L'Eau Potable

L'eau, ressource indispensable à l'homme et la vie en général a longtemps été considérée comme une ressource inépuisable, pure et gratuite. Nécessaire aux activités humaines, (usages domestiques, agriculture, industrie, loisirs...), les volumes d'eau utilisés par l'homme ont décuplé depuis le début du 20^e siècle.

Aujourd'hui, la ressource en eau est soumise au développement industriel et urbain et à l'emploi massif de produits chimiques (pesticides, engrais, détergents). A travers ses utilisations, et avec l'augmentation de la fréquence des épisodes de sécheresse, l'eau est aujourd'hui de plus en plus rare, chère et très souvent polluée.

Rappel historique

L'alimentation en eau potable de la commune a été entreprise en 1938 par la réalisation du réseau du bourg à partir d'un captage situé près du lac de la Fage. L'alimentation des villages et écarts a été réalisée en tranches successives, par le trop plein du captage de la Fage. Le réseau a été renforcé en 1975 par 3 nouvelles émergences et par le captage de nouvelles sources.

Gestion

La commune gère et entretient le réseau d'eau potable.

Provenance de la ressource

4 groupes de captages assurent l'alimentation en eau potable de l'ensemble de la commune. Elles proviennent de nappes sous volcaniques. La restauration et la mise aux normes des captages d'Egliseneuve est en cours.

- Les captages de la Fage, à l'est, desservent le bourg et le reste de la commune par l'intermédiaire de réservoirs. Selon un rapport de la DDA en 1980, le débit était de 25 litres/seconde environ. Selon les données 1999 (données du rapport de l'hydrogéologue), le débit était de 10 à 26 l/s. le débit maximal autorisé est de 13 m3/h.
- Le captage de la Bannie, au nord (sur la commune de Besse en Chandesse) dessert Cisternes et Chabagnol. Selon le rapport de la DDA en 1980, le débit était de 5 litres/seconde. Selon les données 1999, le débit est de 2.5 à 7 l/s. le débit maximal autorisé est de 4 m3/h.
- Les captages de la Renonfeyre et de la Devèze, au nord ouest, desservent les hameaux de la Renonfeyre et de Régéat. Ils alimentent également un réservoir de 200m3 à Régéat destiné à la commune voisine de St Genès Champespe. Le rapport de la DDA en 1980 signalait un débit de 2 à 3 litres/seconde.
- Les captages des Grangeounes ont un débit de 1.5 à 5 l/s selon les données 1999. Le débit maximal autorisé est de 4 m3/h.



Captage de la Renonfeyre.

Des réservoirs assurent le stockage de l'eau potable :

A proximité du captage de la Fage : 1 réservoir de 300 m3 (altitude de 1180m) alimente les réseaux de l'ensemble de la commune (à l'exception de Cisternes, Chabagnol et de la Renonfeyre).

Des travaux sont en cours de réalisation sur le réservoir de la Fage.

Au nord du bourg d'Egliseneuve : 1 réservoir de 150 m3 (altitude de 1030m) assure l'alimentation du bourg.

Les réseaux d'alimentation

Le bourg est alimenté par des réseaux de diamètre de 70mm avec des antennes de diamètres de 40, 50 et 60 mm.

Les hameaux principaux ont des canalisations de 75, 90 à 100 mm de diamètre.

Les écarts et sites isolés ont des réseaux de 32, 50, 66 mm de diamètre.

Qualité de l'eau potable

Au niveau de la source, les eaux captées respectent les normes de potabilités. Aucun traitement physico chimique n'est nécessaire.

Les services de la DDASS réalisent des fiches qualité de l'eau potable. Voir en annexe.

Réseau d'Egliseneuve Captage de la Fage Traitement de l'eau au niveau du bourg	Observation : Le niveau de sécurité offert par le réseau peut encore être amélioré. Qualité bactériologique satisfaisante en 2008, mais les épisodes de contamination étaient cependant fréquents les années précédentes.
Cisternes et Chabagnol. Captage de Bani. Eau non traitée	Observation : Le niveau de sécurité offert par le réseau est satisfaisant. A signaler : absence de mesure pour l'arsenic.
Espinat. Captage de la Fage. Eau non traitée.	Observation : la fiabilité du réseau reste insuffisante. L'eau présente ponctuellement des dépassements des limites de qualité bactériologique.
La Landie - La Farge. Captages de Bani, La Fage, Granjounes Eau non traitée.	Le niveau de sécurité offert par le réseau est satisfaisant.
Les Granjounes Captage des Granjounes. Eau non traitée.	Le niveau de sécurité offert par le réseau est satisfaisant. A signaler : le faible nombre de mesure bactériologique et de pesticides ne permet pas de qualifier ces paramètres.
Renonfeyre Captages de Belbezet et Renonfeyre Eau traitée.	Observation : Le niveau de sécurité offert par le réseau peut encore être amélioré. A signaler : eau présentant chroniquement des dépassements des limites de qualité bactériologique. Absence de mesure pour le fluor et les pesticides.

Consommation

Depuis 2005, la consommation d'eau sur la commune, tous types de consommateurs confondus, est en moyenne de 69442 m3.

PERSPECTIVES

- Les choix du PLU peuvent générer des problématiques en terme d'alimentation en eau potable d'éventuels nouveaux quartiers ouverts à la construction. Des travaux d'amélioration du réseau existant ou la création de nouveaux réseaux devront alors être projetés afin de compenser cette éventuelle incidence négative.
- Les captages abandonnés sont des ressources à préserver. Elles pourraient à nouveau être exploitées pour l'alimentation en eau potable.

2.4 - L'Assainissement

L'Assainissement collectif

La commune d'Egliseneuve d'Entraigues gère et entretient son réseau d'assainissement.

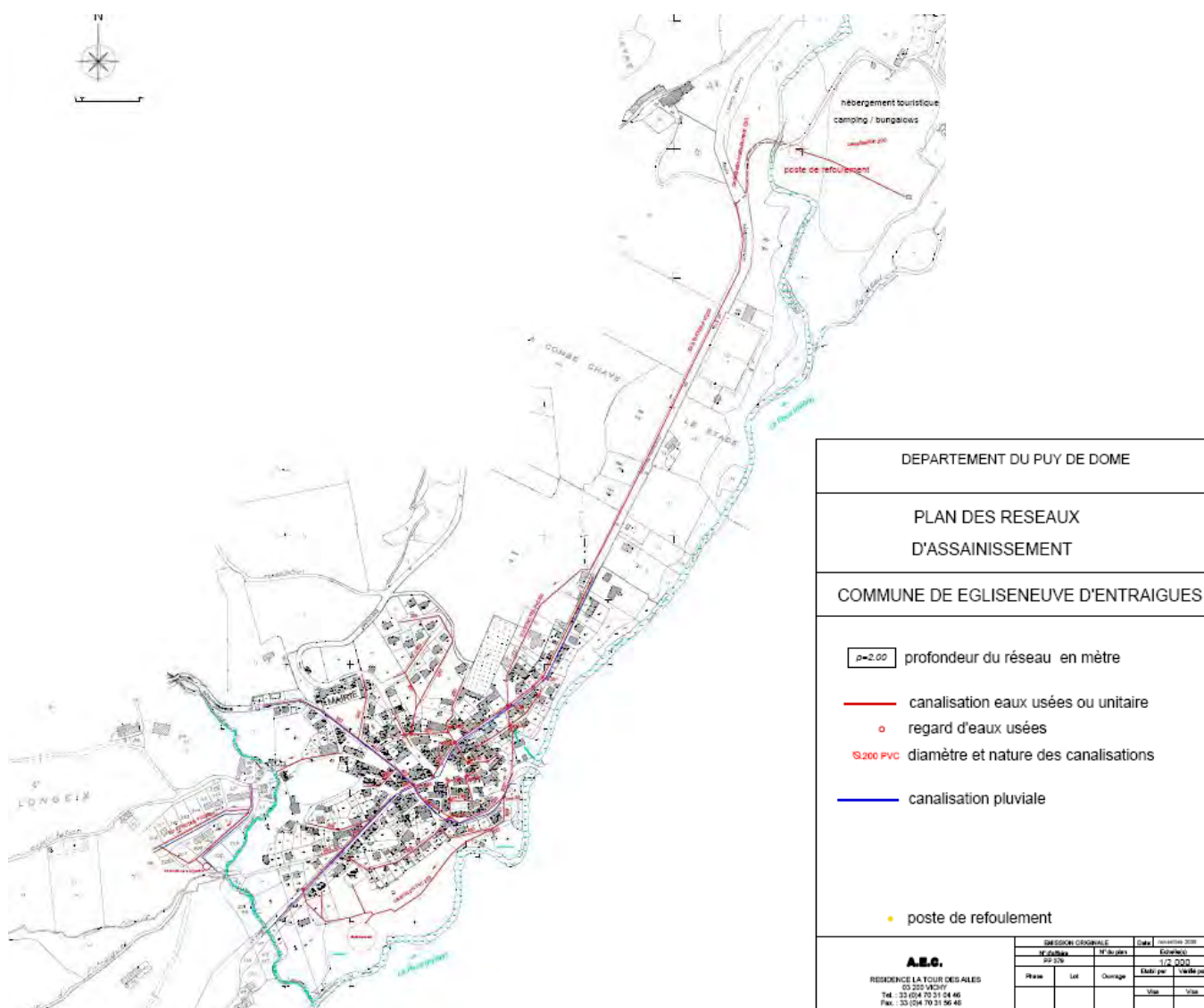
Le bourg d'Egliseneuve est desservi par un assainissement collectif, de type unitaire, dont les rejets s'effectuent dans la Rhue, après traitement dans une station de clarification au sud est du bourg.

Le réseau de collecte des eaux usées a été conçu essentiellement en réseau unitaire (une seule canalisation collecte les eaux usées et les eaux pluviales) ; une partie assez importante a été restructurée en réseau séparatif (une canalisation est consacrée aux eaux usées et une autre aux eaux pluviales) sur les deux traversées du bourg.

L'extension de la partie ouest du bourg (lotissement artisanal) est desservie par des réseaux de type séparatif qui se déversent après traitement par une fosse septique (équivalent à 200 habitants) dans un ruisseau affluent de la Rhue.

Le réseau du hameau de la Longeix est également en séparatif.

Un poste de refoulement permet la desserte du centre de logements touristiques.



Plan des réseaux d'assainissement sur le bourg.

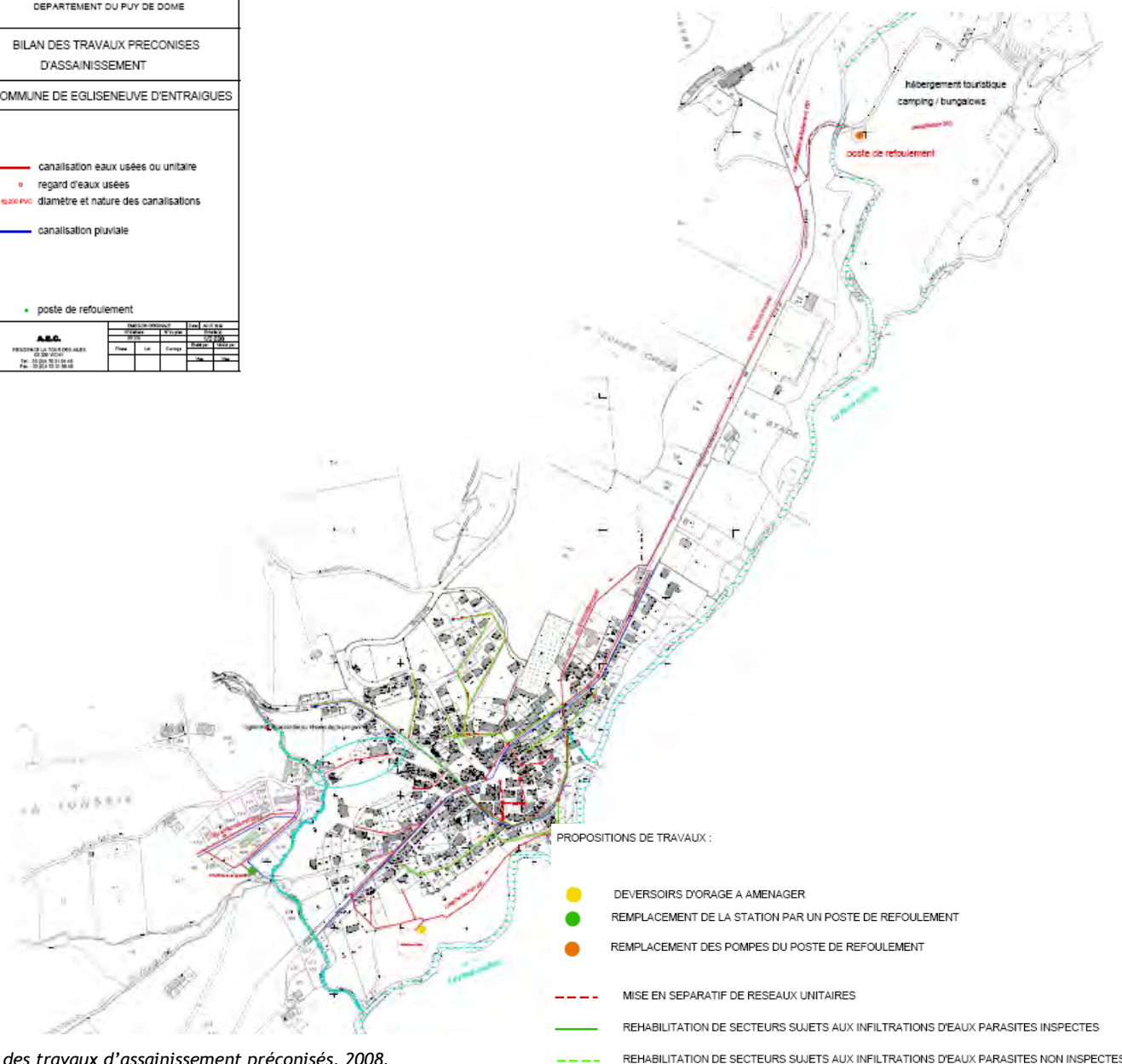
Une étude diagnostique des réseaux d'assainissement a été réalisée (agence de l'eau Adour Garonne, Conseil Général, DDAF, AEC).

Bien que le réseau apparait globalement en bon état, des désordres sont constatés : des infiltrations en quantités importantes, de forts débits par temps sec et temps de pluie sont enregistrés ; par ailleurs le fonctionnement du déversoir d'orage est très insatisfaisant (déverses fréquentes par temps sec).

Les deux branches des réseaux séparatifs sont contaminées par des eaux claires météoriques en quantité importante ; pour le point de la station, il s'agit d'une situation cohérente avec la nature unitaire du réseau, mais il s'agit d'une situation anormale pour le réseau du centre de logements touristiques. Le procédé de traitement en fin de ce réseau n'est pas adapté à des surcharges hydrauliques.

Les travaux de mise en séparatif du réseau du bourg sont en cours de réalisation depuis 2 ans. Leur réception est prévue courant 2014.

DEPARTEMENT DU PUY DE DOME	
BILAN DES TRAVAUX PRECONISES D'ASSAINISSEMENT	
COMMUNE DE EGLISENEUVE D'ENTRAIGUES	
—	canalisation eaux usées ou unitaire
o	regard d'eaux usées
1000 P.V.C.	diamètre et nature des canalisations
—	canalisation pluviale
•	poste de refoulement
A.E.C. ASSAINISSEMENT ET ECOLOGIE 10000 V.P.C. Tél. 03 20 75 11 04 45 Fax 03 20 75 11 04 45	
Direction des Travaux	Service des Travaux
Projet	Lot
Comp	Comp
Comp	Comp
Comp	Comp



Bilan des travaux d'assainissement préconisés, 2008.

Les canalisations

Le linéaire total est d'environ 5 000 m auxquels s'ajoutent 150 m de refoulement.

L'ensemble du réseau est enterré à profondeurs variables ; il reste cependant globalement peu profond (entre 1m et 3m).

Les canalisations sont de diamètre 200 à 400 mm et on trouve comme matériaux l'amiante ciment et le PVC.

Les regards sont dans l'ensemble accessibles, avec cependant quelques difficultés ponctuelles.

Le réseau comporte un déversoir d'orage en amont éloigné de la station, vers l'église.

Les réseaux sont reliés à 2 stations d'épuration à lits bactériens :

La station du bourg a été créée en 2001, d'une capacité de 450 Equivalent Habitants.

	logements	équivalents habitants
BOURG	200	214
RESTAURANT (10 à 30 couverts)	2	30
salle des Fêtes	1	15
CAMPING	1	40
total	204	299

Le traitement a été conçu pour traiter les effluents de 450 équivalents habitants, charge journalière de DBO5 : 27 Kg/j, ce qui semble nettement suffisant au regard de la population effectivement raccordée. Cependant, les mesures montrent que sa capacité hydraulique (75 m3/j) est très fréquemment dépassée, non seulement par temps de pluie, mais aussi par temps sec.

La capacité de traitement de la station du bourg suffit à traiter ces effluents (450 EH) et à accueillir d'éventuelles futures extensions du réseau (non envisagée dans l'état actuel des prévisions de la commune).

La station reçoit actuellement les effluents de 299 EH. Le système n'est pas saturé et peut encore accueillir des volumes d'effluents correspondant à 151 EH.

L'entretien est assuré par la commune. Le génie civil des ouvrages apparaît en bon état. Les rapports SATESE mentionnent que l'entretien est également satisfaisant.

Les eaux traitées rejoignent la Rhue.

La station de la Longeix, mise en service en 1984, d'une capacité de 30 EH.

	logements	équivalents habitants
hameau de la longeix	12	13
total	12	13

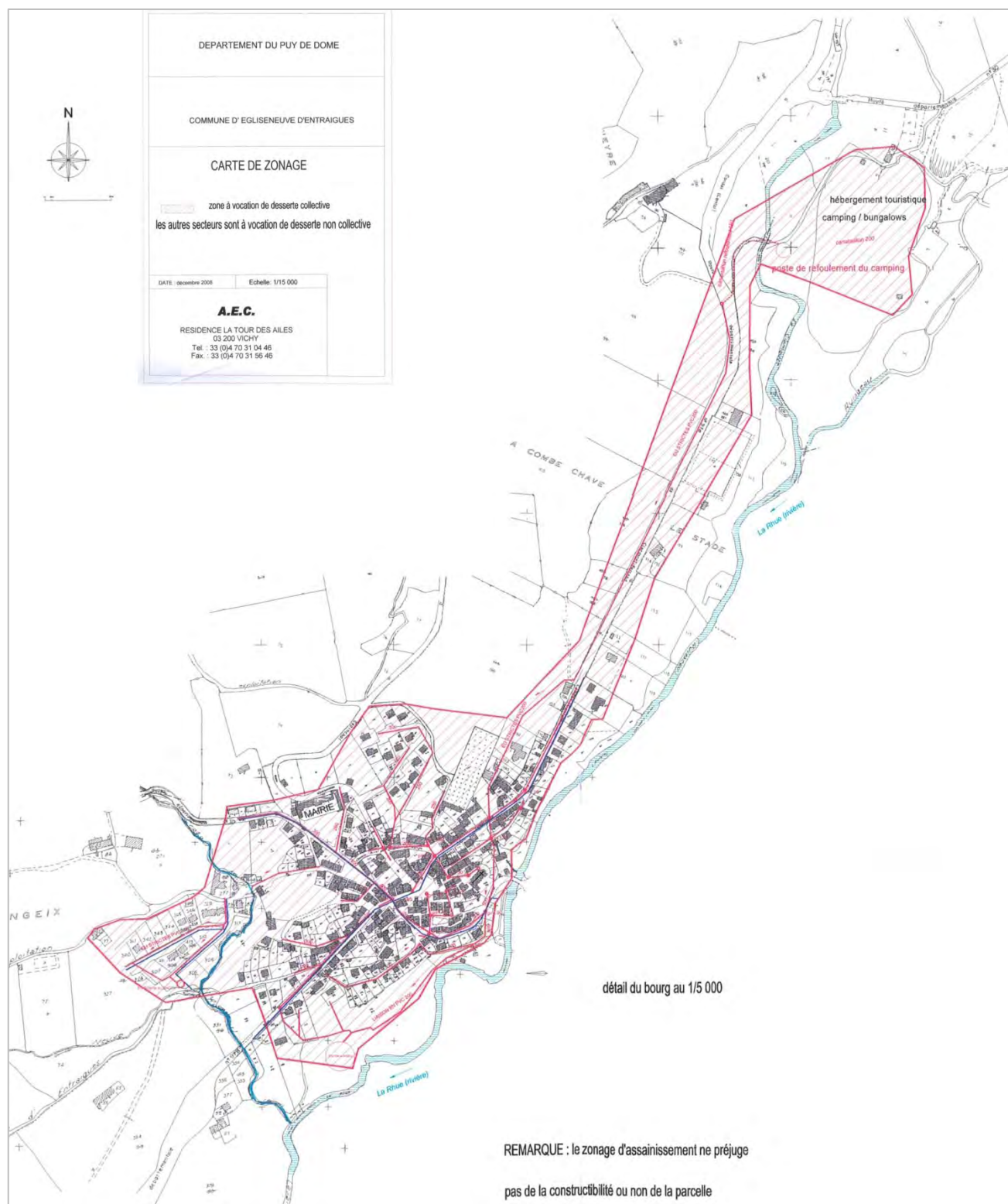
Le traitement a été conçu pour traiter les effluents de 30 équivalents habitants, débit : charge journalière de DBO5 : 1.8 Kg/j. **La station traite actuellement les effluents de 13 EH. Elle n'est pas saturée et peut accueillir encore les effluents de 17 EH.** La taille est adaptée à la population raccordée, mais les équipements sont obsolètes ; à terme, il conviendrait de la remplacer par un poste de refoulement pour se raccorder sur la station du bourg.

Les eaux traitées rejoignent un affluent de la Rhue.

La commune possède un schéma directeur d'assainissement, réalisé par AEC, en 2008.

La desserte collective s'étend uniquement sur le bourg d'Egliseneuve.

Ce document ne nous est parvenu en mars 2013.



L'Assainissement individuel

Compte tenu de l'éparpillement du bâti, le reste du territoire est en assainissement individuel. La commune comptabilise 223 habitations soumises à l'assainissement individuel. A l'heure actuelle, le Service Public de l'Assainissement Non Collectif n'est toujours pas mis en place. L'état des systèmes d'assainissement ne peut être avancé.

Les Eaux Pluviales

L'urbanisation mal maîtrisée est un facteur essentiel du risque de ruissellement pluvial, notamment par l'imperméabilisation du sol avec la création de surfaces étanches (toitures, aires de stationnement et voies de circulation routière).

L'impact de l'imperméabilisation est, bien évidemment, variable selon la capacité initiale du sol naturel à l'infiltration et son comportement de surface.

L'imperméabilisation se traduit par une suppression complète de l'infiltration de l'eau dans le sol. Ses effets sont les suivants :

réduction du temps de réponse du bassin versant, en supprimant la temporisation que génère l'infiltration des premières pluies (c'est-à-dire lorsque le sol dispose de sa capacité maximale de rétention) ; la montée des eaux est plus rapide, ce qui constitue un facteur aggravant en termes de risque ;

augmentation manifeste du débit de pointe lorsque la pluie est de courte durée, par rapport à un sol naturel qui aurait assuré l'infiltration de la totalité de la pluie ;

net accroissement des volumes ruisselés au cours de l'événement ; pour les grands bassins versants, ceci conduit à aggraver la combinaison des apports des sous-bassins et à accroître les hauteurs de submersion dans les zones inondables, les volumes à stocker étant plus importants.

➡ L'éventuelle ouverture de nouvelles zones urbaines sur le territoire communal d'Egliseneuve d'Entraigues peut générer et accentuer cette contrainte. L'assainissement des zones urbaines et à urbaniser devra probablement être revu, pour s'orienter vers des choix techniques appropriés, et ne pas favoriser l'apparition du risque de ruissellement pluvial.

3 solutions possibles :

- limitant le débit de dimensionnement à la capacité du réseau hydrographique avant urbanisation,
- compensant l'augmentation des vitesses par un allongement des cheminements et par le maintien ou le renforcement de la rugosité,
- provoquant des débordements contrôlés dans les différentes zones cloisonnées par le tissu urbain.

Si la commune d'Egliseneuve d'Entraigues souhaite poursuivre le développement de son urbanisation, il est indispensable d'adopter une nouvelle stratégie qui repose sur :

Une organisation multifonctionnelle et rationnelle des espaces publics sollicités pour mieux gérer les eaux pluviales

Une organisation de l'espace qui maîtrise l'écoulement des eaux résultant des épisodes pluvieux, même exceptionnels, qui provoquent, à l'heure actuelle, des submersions du milieu urbain.

Les solutions compensatoires pourront s'orienter vers la sollicitation d'espaces publics (terrains de sport, aires naturelles inondables...), lesquels peuvent stocker des volumes très importants.

➡ Les outils techniques d'aménagement : Solutions alternatives au « tout tuyau »

la voirie, les espaces collectifs, mais qui, par leur localisation spatiale, leur orientation, leur fonction même et leur équipement de surface, aident à acheminer l'eau via des zones prévues à cet effet.

Ces espaces urbains jouent un rôle déterminant dans les mécanismes de cantonnement des débordements. Il faut donc inonder là où c'est possible et acceptable, pour réduire les inondations là où leurs effets ne sont pas souhaitables.

Une circulaire du 8 février 1973 préconise un minimum de 10 m² d'espaces verts par habitant. Chaque commune ou communauté peut définir une superficie réservée aux espaces libres et plantations. On peut retenir qu'une superficie de 10 à 15 % de la surface totale d'un lotissement est, ou devrait être, réservée aux espaces verts.

Exemples : Les chaussées à structure réservoir, les puits d'infiltration, les noues, les bassins d'orage sec ou en eau, les tranchées d'infiltration, ...

Les bâtiments publics et privés peuvent participer aux solutions compensatoires : Les toits stockants. Voir en annexe.

➡ Les emplacements réservés du PLU peuvent être l'occasion de définir des espaces réservés au ruissellement pluvial.

➡ Dans les zones urbaines, le PLU peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements (Article L. 123-2 - c du code de l'urbanisme).

➡ Le règlement du PLU peut comporter des mesures liées à la maîtrise du ruissellement et, plus généralement, du risque d'inondation. Selon les cas, on peut trouver dans le règlement :

- une obligation de mise à la cote des constructions par rapport à la voirie
- un débit de pointe à ne pas dépasser

- l'exigence de mesures compensatoires avec, éventuellement, « le mode d'emploi »
- l'exigence d'un recul par rapport aux ruisseaux
- la limitation de l'emprise au sol des bâtiments

Source : Guide méthodologique pour la prise en compte des eaux pluviales dans les projets d'aménagement, CETE sud ouest, Missions et délégations inter services de l'eau, 2002.

Les solutions compensatoires en assainissement pluvial, CETE sud ouest, Missions et délégations inter services de l'eau, 2002.

ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU

Définir une ambition démographique pour la commune, et les orientations adaptées.

Les éventuelles ouvertures à l'urbanisation définies par les orientations du PLU ne pourront être admises qu'à hauteur des flux de pollution qu'il est possible d'acheminer et de traiter sur les ouvrages de traitement. Si les capacités des ouvrages se trouvent dépassées, de nouvelles urbanisations ne pourront être envisagées qu'à la condition d'une planification des investissements à réaliser en matière d'assainissement. La planification des travaux et de la mise en service des équipements d'assainissement devra être compatible avec l'arrivée de flux polluants supplémentaires, et donc des ouvertures à l'urbanisation.

2.5 - Les déchets ménagers

Le SITCOM des Couzes est en charge de la collecte et du traitement des ordures ménagères.

2.6 - Les Energies

Rappel des directives supra territoriales :

Le Plan Climat 2005-2012

L'Agenda 21 de la Région Auvergne

Action #1 : UN PLAN ÉNERGIE/CLIMAT

Maîtrise de la consommation et développement des énergies renouvelables sont les deux axes prioritaires de la politique énergétique régionale. La Région propose d'adopter un plan Énergie/Climat en 2008. Ce plan permettra de définir les principaux gisements d'économie d'énergie par secteur d'activité, ainsi que l'ensemble des sources d'énergies renouvelables (bois, solaire, éolien, ...).

Action #2 : DES AIDES CONDITIONNÉES À LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

À partir de 2008, la Région accompagne exclusivement la construction et la rénovation de bâtiments présentant des performances énergétiques de haut niveau. Objectif : réduire de 20 % les consommations d'énergie des bâtiments neufs et existants financés par la Région.

Constat

En Auvergne, 44 % des consommations énergétiques et 34 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine énergétique sont imputables aux secteurs résidentiel et tertiaire.

La consommation d'énergie continue à augmenter dans le secteur du bâtiment. En 2002, ce secteur a consommé 70 millions de tonnes d'équivalent pétrole, soit 43% de la consommation nationale, et a émis 120 millions de tonnes de CO₂, soit 25% des émissions nationales (source : ADEME).

L'habitat est une des priorités du Grenelle de l'environnement. L'objectif est de réduire de 20% sa consommation énergétique d'ici 2020.

Le parc immobilier d'Egliseneuve d'Entraigues est aujourd'hui vieillissant et est loin de répondre aux objectifs fixés par le projet de loi Grenelle 1. L'objectif fixé par l'Etat est de réduire de 38% la consommation énergétique des bâtiments existants d'ici 2020 avec une consommation moyenne ramenée de 230 à 150 kWh/m²/an.

L'Etat prévoit la rénovation des bâtiments publics, de l'ensemble du parc de logements sociaux et des actions spécifiques pour encourager la rénovation accélérée du parc résidentiel et tertiaire.

Selon l'ADEME, la consommation énergétique du secteur des transports a pratiquement doublé en volume entre 1973 et 2006 (+96%) et a augmenté d'environ 20% depuis 1990. Le transport routier, voyageurs et marchandises représente 80% de la consommation d'énergie de l'ensemble des transports en France.

C'est aussi le premier émetteur de CO₂ (34% des émissions de CO₂). Le transport routier représente une augmentation de 18% des émissions de CO₂ depuis 1990.

L'organisation des transports se veut aujourd'hui plus durable afin de fluidifier les échanges, de limiter les nuisances associées et de rendre la mobilité accessible à tous

L'observatoire des énergies de l'ADUHE a réalisé en 2009 une carte d'identité énergétique de la Communauté de Communes Massif du Sancy. Voir l'étude en annexe.

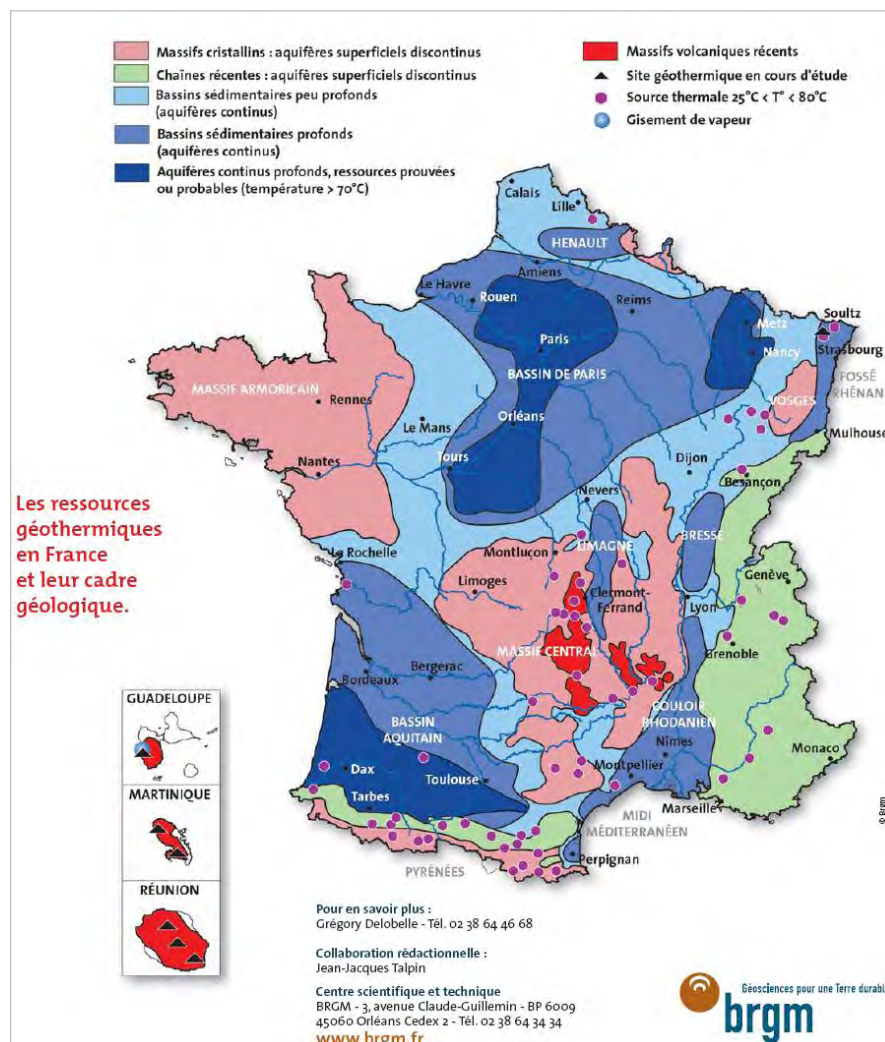
Le bilan de cette étude met en évidence une très forte dépendance énergétique de la communauté de communes de l'ordre de 93%. A titre de comparaison, la dépendance énergétique du département du Puy de Dôme est de 92%.

Les secteurs du transport et du résidentiel restent les principaux consommateurs d'énergies et émetteurs de CO₂.

Les consommations d'énergies et les émissions de CO₂ augmentent depuis 1999, dans tous les domaines et essentiellement le transport.

La seule production énergétique concerne le bois en individuel.

Perspectives



Le potentiel de développement en énergie solaire est important compte tenu des conditions géographiques et climatiques. Selon le rapport d'information du Sénat n°436, 'Energies renouvelables et développement local', Belot-Juilhard, Août 2006, la région est ensoleillée pendant la saison froide, et l'ensoleillement moyen annuel est de 1907 h/an à Clermont Ferrand pour une moyenne nationale de 1973h/an.

- Le développement de la géothermie suppose de connaître parfaitement le potentiel du sous-sol. C'est pourquoi une étude pilote vient de s'achever sous la conduite du BRGM et de l'ADEME sur la région de la Limagne d'Allier, dans le nord du Massif Central. L'objectif de COPGEN (Compilation du Potentiel Géothermique National) était de " revisiter " des études anciennes et de les éclairer à la lumière de nouvelles techniques ou de recherches récentes pour aboutir à une nouvelle méthodologie d'inventaire.

Quelques définitions

- **Gradient géothermique** : accroissement de la température de la Terre en fonction de la profondeur, en moyenne 3,3°C tous les 100 mètres.
- **Géothermie très basse énergie** : concerne des aquifères peu profonds d'une température inférieure à 30°C pouvant être utilisée pour le chauffage et la climatisation avec ajout d'une pompe à chaleur.

• **Géothermie basse énergie ou basse enthalpie** : extraction d'une eau à moins de 90°C dans des gisements situés entre 1500 et 2500 m de profondeur pour le chauffage et certaines applications industrielles.

Le concept de géothermie très basse énergie recouvre des applications qui vont du chauffage de maisons individuelles jusqu'au chauffage par réseau de chaleur. Ce type de géothermie se montre particulièrement adapté au chauffage de logements collectifs ou de locaux du secteur tertiaire (hôpitaux, administration, centres commerciaux...).

• **Géothermie moyenne énergie ou moyenne enthalpie** : eau chaude ou vapeur humide, à une température comprise entre 90 et 150°C, contenue dans des bassins sédimentaires à des profondeurs allant de 2000 à 4000 m.

• **Géothermie haute énergie ou haute enthalpie** : concerne des fluides, contenus dans des réservoirs localisés entre 1500 et 3000 m de profondeur, à des températures supérieures à 150°C captés sous forme de vapeur pour la production d'électricité.

Dans le Massif central, notamment le Massif du Mont Dore où un potentiel a été identifié, les projets n'ont pu aboutir. L'avenir de la géothermie haute-énergie repose sur la maîtrise de développements de projets sur roches profondes chaudes et fracturées, en s'assurant de l'absence d'incidence sur les ressources thermales de surface.

• **Géothermie profonde** : capte la température des roches situées de 3 à 5 km de profondeur afin de produire de Dans le Massif central, notamment le Massif du Mont Dore où un potentiel a été identifié, les projets n'ont pu aboutir. L'avenir de la géothermie haute-énergie repose sur la maîtrise de développements de projets sur roches profondes chaudes et fracturées, en s'assurant de l'absence d'incidence sur les ressources thermales de surface.

La commune de Saint SATURNIN se situe à l'interaction de plusieurs cadres géologiques, donnant différentes possibilités de géothermie :

- Les massifs cristallins donnent des aquifères superficiels discontinus.
Les aquifères superficiels sont largement répandus sur l'ensemble du territoire. Il s'agit soit de nappes alluviales qui accompagnent les cours d'eau, soit d'aquifères présents à différentes profondeurs dans les bassins sédimentaires et dans les régions de socle qui peuvent présenter en surface une zone altérée qui contient de l'eau (Bretagne, Massif central).
- Les bassins sédimentaires profonds comme la Limagne donnent des aquifères continus. C'est une zone favorable pour l'exploitation d'eaux chaudes profondes.
- Les massifs volcaniques récents n'offrent des potentiels que pour l'exploitation par PAC (pompes à chaleur).

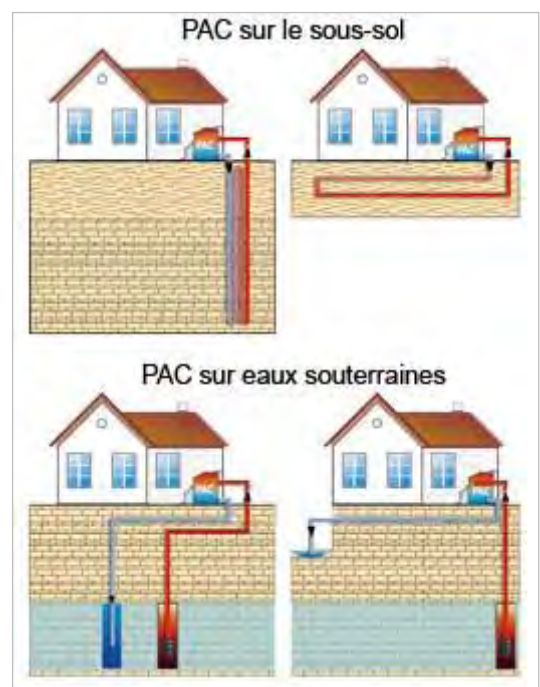
La géothermie très basse énergie est définie par l'exploitation d'une ressource présentant une température inférieure à 30°C, qui ne permet pas, dans la plupart des cas, une utilisation directe de la chaleur par simple échange. Elle nécessite donc la mise en œuvre de pompes à chaleur qui prélèvent cette énergie à basse température pour l'augmenter à une température suffisante pour le chauffage d'habitations par exemple.

La géothermie très basse énergie concerne l'exploitation de deux types de ressources : l'énergie naturellement présente dans le sous-sol à quelques dizaines - voire des centaines - de mètres et dans les aquifères qui s'y trouvent.

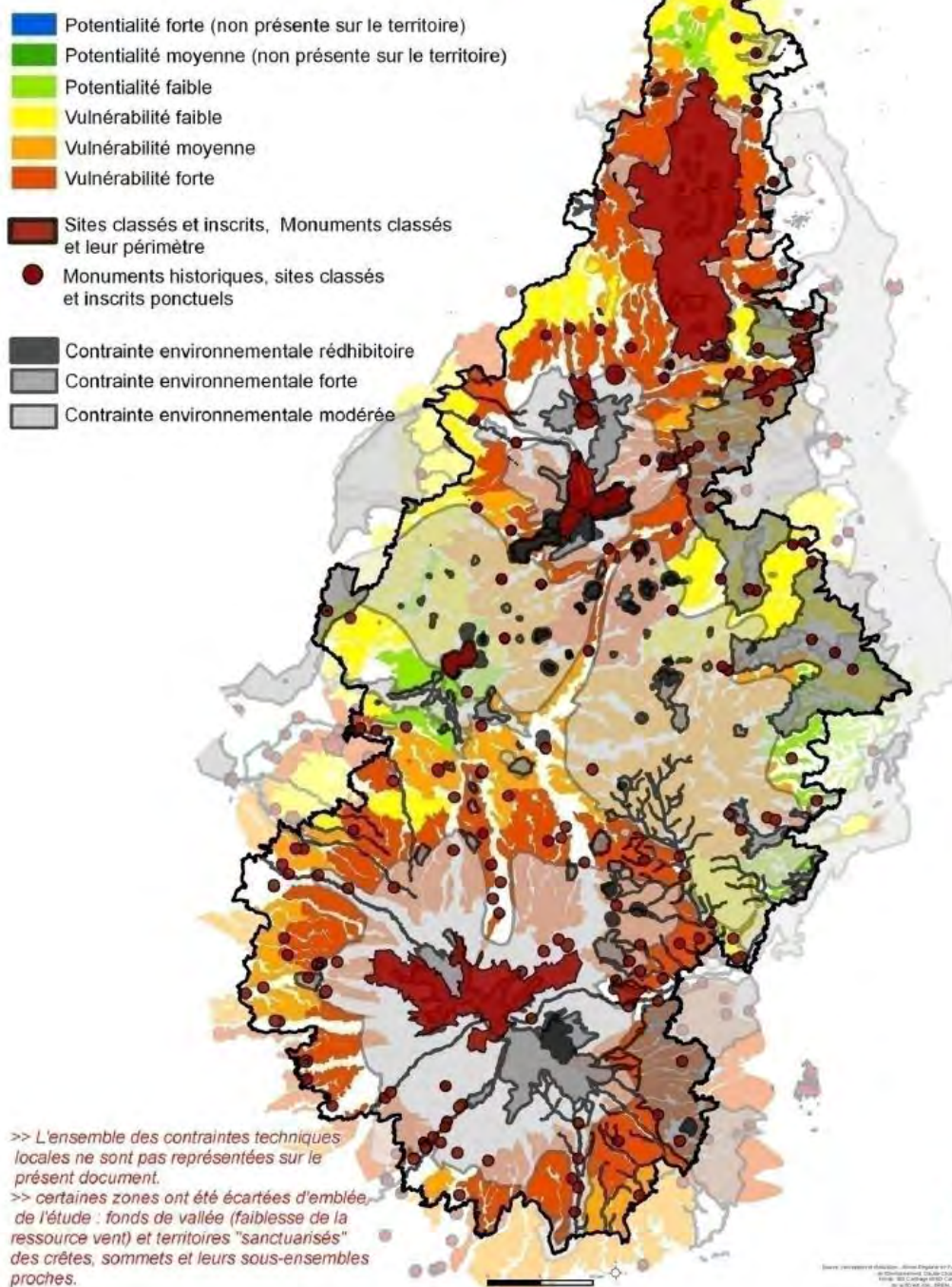
En France, la température moyenne au niveau du sol est en général de 10 à 14°C et au fur et à mesure que l'on s'enfonce dans le sous-sol, celle-ci augmente en moyenne de 4°C tous les 100 m (gradient géothermal).

La chaleur emmagasinée dans le sol est accessible en tout point du territoire. Les techniques de capture de cette énergie seront adaptées en fonction des besoins thermiques et des types de terrains rencontrés.

Source : <http://www.geothermie-perspectives.fr/07-geothermie-france/01-tres-basse-energie.html>



Sensibilité paysagère et environnementale vis à vis de l'équipement éolien



- >> L'ensemble des contraintes techniques locales ne sont pas représentées sur le présent document.
- >> certaines zones ont été écartées d'emblée, de l'étude : fonds de vallée (faiblesse de la ressource vent) et territoires "sanctuarisés" des crêtes, sommets et leurs sous-ensembles proches.

Source: University of Oklahoma. *Journal of English as a Foreign Language* is a quarterly journal of English language studies published by the University of Oklahoma Press. Volume 10, Number 1, 2010. Copyright 2010. University of Oklahoma Press. 100 N. Lincoln Blvd., Suite 1000, Norman, Oklahoma 73069-5000. <http://www.jefl.org>. ISSN: 1534-4206. Published by the University of Oklahoma Press.

Charte 2012-2024 du PNRVA : rapport et annexes – page 184

ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU

En application du Plan Climat 2005-2012, le PLU pourra dans son règlement, inciter la mise en place d'énergies renouvelables.

3 - LES RISQUES NATURELS, TECHNOLOGIQUES ET LES NUISANCES

La commune d'Egliseneuve a fait l'objet de 2 déclarations de catastrophe naturelles.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

3.1 - Le risque Sismique

Actualité juridique et réglementaire :

- La loi sur l'eau du 3 janvier 1992
- Les circulaires des 24 janvier 1994 et 24 avril 1996 précisent les objectifs de l'Etat en matière de gestion des zones inondables
- La loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement introduit le principe de prévention et de précaution.
- La loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages vient renforcer le dispositif.

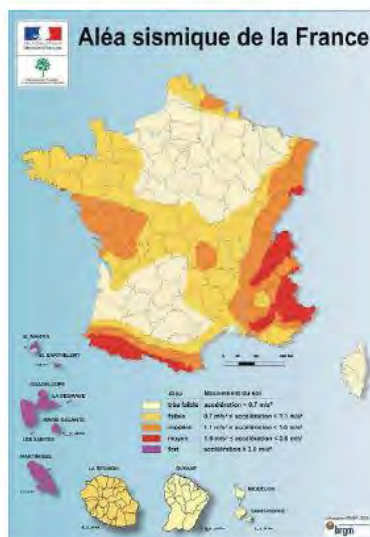
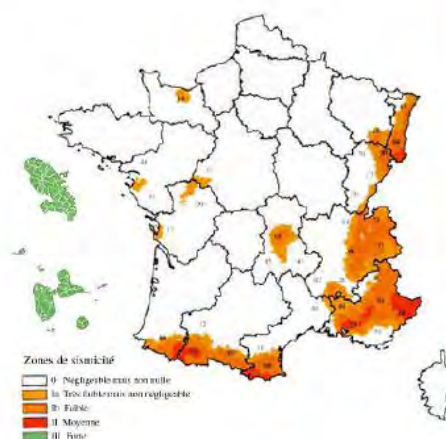
La banque de données SISFrance recense 2 évènements sismiques ressentis sur le territoire.

Date	Heure	Localisation épicentrale	Région ou pays de l'épicentre	Intensité épicentrale	Intensité dans la commune
14 Août 1935	12 h 59 min	LIMAGNE (PONT-DU-CHATEAU)	AUVERGNE	5	0
18 Octobre 1833	8 h 40 min	CEZALLIER (BLESLE)	AUVERGNE	7	0

<http://www.sisfrance.net/>

Selon le décret du 14 mai 1991, la commune est classée en zone de sismicité 1A. Une nouvelle carte d'aléa sismique a été établie en 2005, à l'occasion du lancement du Plan Séisme. La commune se situe en zone d'aléa faible. « Rappelons que le constructeur (conception et/ou réalisation) reste pleinement responsable du non respect des règles parasismiques, ce non respect ne pouvant être assimilé à une malfaçon, mais à un manquement grave à l'obligation de moyens engageant la sécurité d'autrui. » (source : Mutuelle des Architectes Français, Flash actualités, n°75, février 2011).

1 - Zones de sismicité actuelles — décret de 1991



2 - Nouvelle carte

novembre 2005

<http://www.planseisme.fr/>

3.2 - Le risque Inondation

La commune n'est pas identifiée comme soumise au risque inondation.

Cependant, selon une étude du CETE de Lyon en 2009, le camping municipal situé à proximité des ruisseaux de Clamousse et d'Entraigues, est répertorié comme soumis à un risque d'inondation d'aléa faible, en cas de rupture de la digue de l'étang communal.

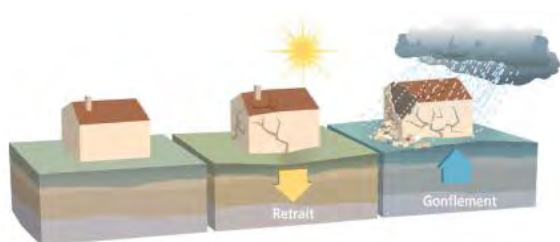
3.3 - Les risques Mouvement, Effondrement de terrain

La Banque de Données BDMvt ne recense aucun incident sur le territoire d'Eglise neuve d'Entraigues.

La Banque de Données BDCavités recense les risques d'effondrement et la présence de cavités souterraines susceptibles de générer ce risque. **Aucun site n'est recensé sur la commune d'Eglise neuve d'Entraigues.**

Le recensement du risque Gonflement / Retrait d'Argiles (banque de donnée ARGILE).

Pourquoi les sols gonflent-ils et se rétractent-ils ?



Le matériau **argileux** présente la particularité de voir sa consistance se modifier en fonction de sa teneur en eau. Dur et cassant lorsqu'il est asséché, un certain degré d'humidité le fait se transformer en un matériau **plastique** et malléable. Ces modifications de consistance peuvent s'accompagner, en fonction de la structure particulière de certains minéraux argileux, de variations de volume plus ou moins conséquentes : fortes augmentations de volume (phénomène de gonflement) lorsque la teneur en eau augmente, et inversement, rétraction (phénomène de retrait) en période de déficit pluviométrique marqué.

La commune d'Eglise neuve d'Entraigues est concernée sur une partie de son territoire, par le risque Argiles, d'aléa moyen. Cependant, il est à rappeler que, du fait de la lenteur et de la faible amplitude des déformations du sol, ce phénomène est sans danger pour l'homme. Les PPR ne prévoient même pas d'inconstructibilité, même dans les zones d'aléa fort.



Légende des argiles



3.3 - Le risque Feu de Forêt

Le DDRM 2012 signale que la commune d'Egliseneuve d'Entraigues est soumise à un risque négligeable de feu de forêt.

3.4 - Les risques technologiques

La commune n'est soumise à aucun risque technologique.

3.5 - Le risque tempête

Le DDRM 2012 signale que la commune d'Egliseneuve d'Entraigues est soumise au risque tempête.

ENJEUX

- Protection des personnes et des biens contre les risques.

Orientations / Pistes de réflexion pour le PLU

Maintenir les capacités de stockage et donc d'écroulement des crues des zones inondables.

Les champs d'expansion des crues sont les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés, où peut être stocké un volume d'eau important (terres agricoles, espaces verts, terrains de sport, parcs de stationnement...). La préservation des champs d'expansion des crues est primordiale dans la mesure où ils jouent un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit à l'aval et permettent de ne pas aggraver les risques pour les zones contiguës.

Limiter le ruissellement pluvial urbain : conserver des espaces naturels perméables, limiter les emprises au sol des projets de construction, assurer le retour aux exutoires naturels susceptibles d'absorber les surplus en eau.

4 - LES MILIEUX NATURELS

Introduction

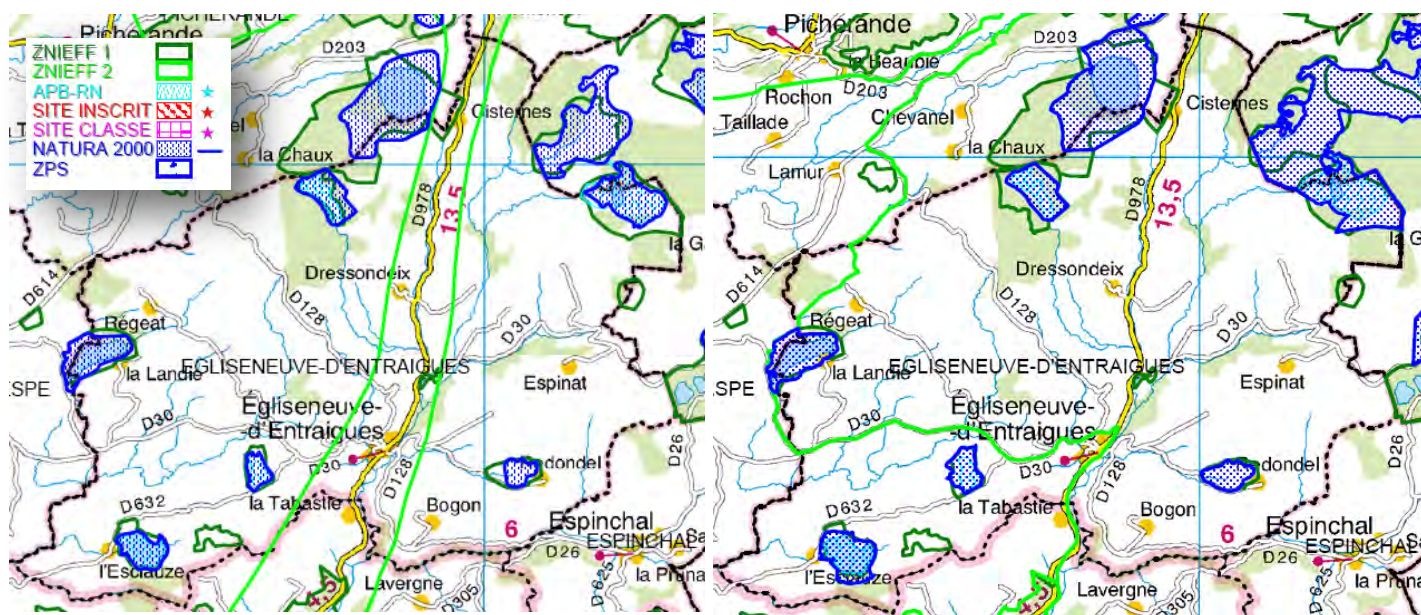
Située à l'interaction de plusieurs ensembles naturels, la commune d'Egliseneuve d'Entraigues compte de nombreux zonages naturels.

Nom du Zonage	Type de Zonage
APB Chambedaze	Arrêté de Protection de Biotope
APB Souge à la Souze	Arrêté de Protection de Biotope
APB Morthe	Arrêté de Protection de Biotope
APB Esclauze	Arrêté de Protection de Biotope
APB Lac de Landie	Arrêté de Protection de Biotope
Cézallier nord	Natura2000
Artense	Natura2000
Cézallier sud	Natura2000

Note : les sites naturels de la DREAL ont changé entre le début et la fin de l'élaboration du PLU :

Les 2 sites natura 2000 Cézallier nord et Cézallier sud, deviennent un seul site Natura 2000 dénommé Cézallier.

TOURBIERE DE L'ESCLAUZETTE	ZNIEFF de type 1
LAC D'ESCLAUZE	ZNIEFF de type 1
FONTLONGES ET COCUDOUX	ZNIEFF de type 1
LAC DE LA LANDIE	ZNIEFF de type 1
LA MORTHE	ZNIEFF de type 1
SOUGE A LA SOUZE	ZNIEFF de type 1
LAC CHAUVET	ZNIEFF de type 1
COL DE LA CHAUMOUNE	ZNIEFF de type 1
TOURBIERE DE REDONDEL	ZNIEFF de type 1
LAC TOURBIERE HETRAIE DE CHAMBEDAZE	ZNIEFF de type 1
CASCADES ET PLAN EAU ENTRAIGUES	ZNIEFF de type 1
LAC DE LA FAGE	ZNIEFF de type 1
CEZALLIER	ZNIEFF de type 2
ARTENSE	ZNIEFF de type 2



Localisation des zonages naturel, en début et fin d'étude du PLU - source : DREAL

Définition des zonages naturels

Les ZNIEFF consistent en un inventaire scientifique national. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national, et non pas une mesure de protection juridique.

Cet inventaire différencie deux types de zone :

- Les ZNIEFF de type 1 sont des sites, de superficie en général limitée, identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.

- Les ZNIEFF de type 2, concernant les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

Les sites Natura 2000 sont issus d'une directive européenne et consiste en un zonage de protection accompagné d'un règlement de gestion. Cette directive (n°92/43 du 21 mai 1992) concerne :

- Les habitats naturels d'intérêt communautaire,
- Les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire,
- Les éléments de paysage qui, de par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.

Les Arrêtés de Protection de Biotope

Plus connu sous le terme simplifié "d'arrêté de biotope", il vise à la conservation de l'habitat (entendu au sens écologique) d'espèces protégées. Il se traduit par un nombre restreint d'interdictions destinées à permettre le maintien et à supprimer les perturbations des habitats des espèces qu'ils visent, accompagnées dans la moitié des cas de mesures de gestion légères (ainsi il peut interdire certaines activités, voile sur un plan d'eau par exemple). Il découle de l'idée qu'on ne peut efficacement protéger les espèces que si l'on protège également leur milieu.

Ces zonages d'inventaire et réglementaire se superposent.

La commune est à l'intersection de 2 grands ensembles naturels, désignés ZNIEFF de type 2 : le Cézallier et l'Artense.

Au sein de ces ensemble, 12 ZNIEFF de type 1 ont été identifiés.

Les sites Natura 2000 et les APB se partagent entre le Cézallier et l'Artense.

Concernant les 3 sites Natura 2000, les Documents d'Objectifs (DOCOB) de ces 3 sites sont en cours de réalisation par le PNR des Volcans d'Auvergne.

4.1 - Les Zonages Naturels

Le Cézallier

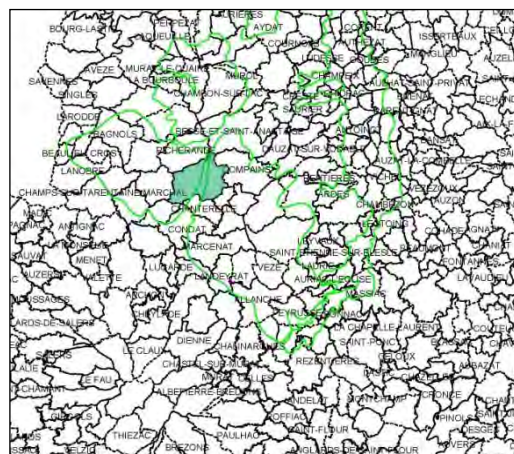
La commune est couverte par une ZNIEFF de type 2 et 2 sites Natura 2000 (Cézallier nord, Cézallier sud).

Le secteur du Cézallier regroupe les plus beaux complexes de lacs et tourbières d'Auvergne dans un espace très ouvert.

On recense de nombreuses espèces protégées nationalement et régionalement : prairies semi naturelles humides ; prairies mésophiles améliorées ; marais ; tourbières ; eaux douces stagnantes ; eaux douces courantes.

Le Cézallier (ZNIEFF de type 2)

La ZNIEFF Cézallier concerne un grand ensemble naturel. Il présente une cohérence écologique et paysagère et inclue plusieurs zones de type 1 ponctuelles. Au sein de cette vaste ZNIEFF, s'inscrivent d'autres de type 1, plus petites.



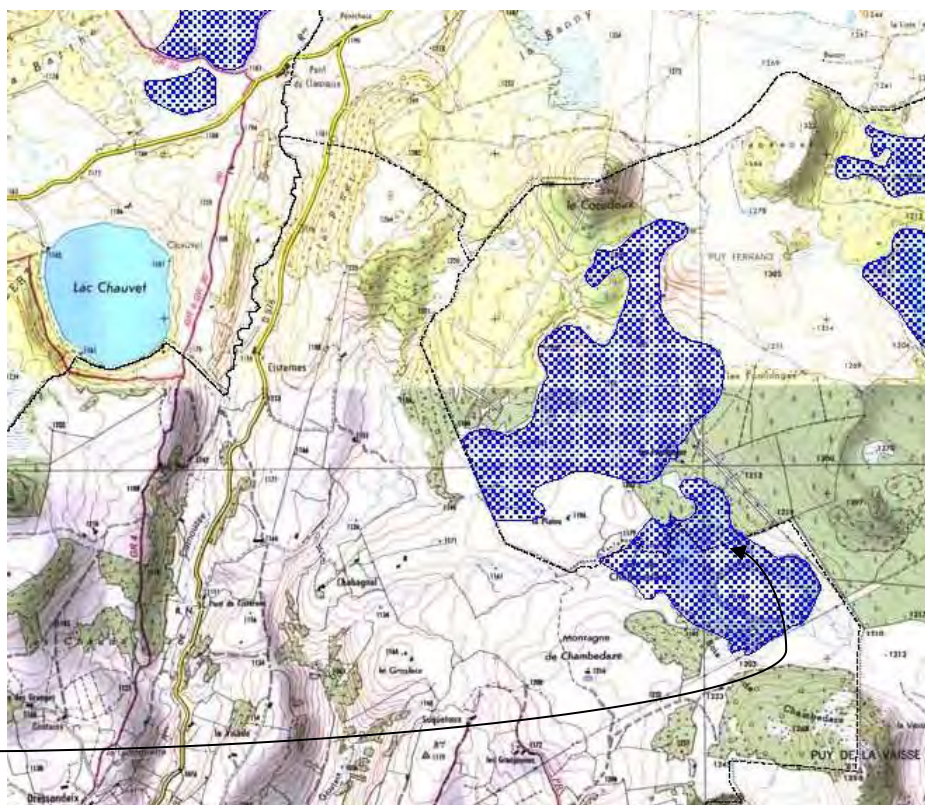
Le Cézallier nord (Natura 2000 site n° FR8301040)

Il ne s'agit pas d'une zone unique et isolée, mais de plusieurs sites éparpillés sur l'ensemble du secteur dont la commune d'Egliseneuve d'Entraigues.

D'une superficie de 541 ha, cette zone se situe entre 1000 et 1200 m d'altitude.

Sur le territoire communal, le lac de Chambedaze est concerné (54 ha).

Site Natura 2000 : Le Cézallier Nord. Cette carte présente les différents secteurs compris au sein de la zone Natura 2000, et disséminés sur plusieurs communes dont Egliseneuve d'Entraigues

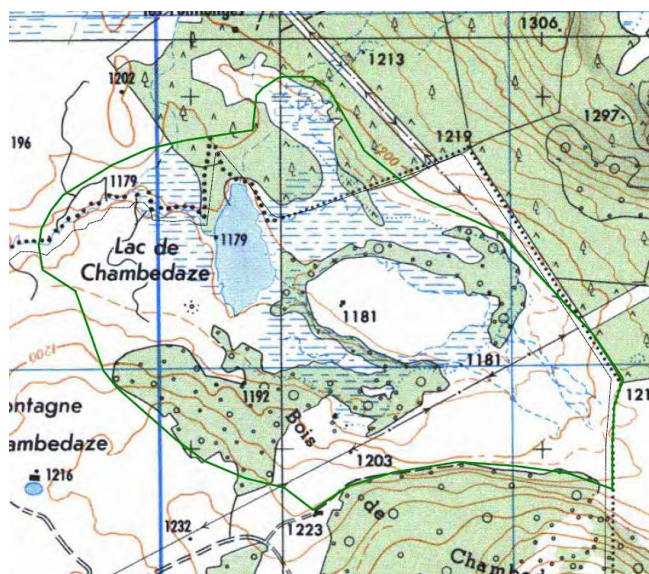




Le lac - tourbière de Chambedaze se situe côté Cézallier, sur les communes d'Egliseneuve d' Entraigues et de Compains. A une altitude de 1180m, il se situe dans une large dépression de 200 ha, situé en contrebas du Puy de la Vaisse.

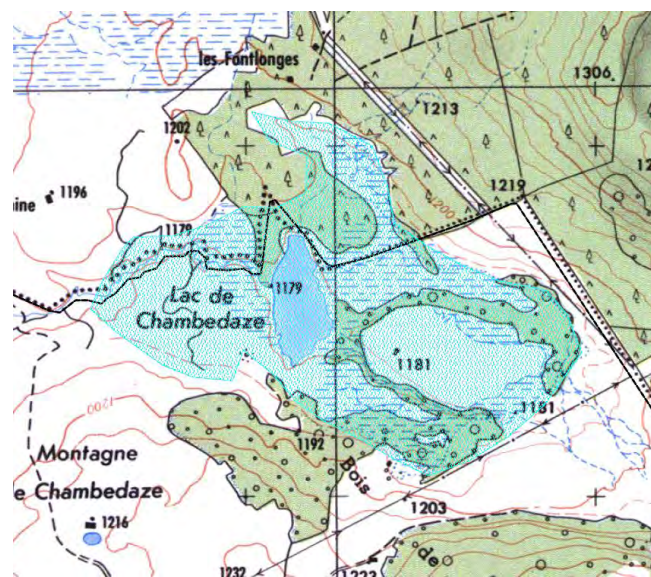
Outre le site Natura 2000, le lac de Chambedaze est également une ZNIEFF de type 1 et un APB.

La ZNIEFF (site n°0016-0007) :



ZNIEFF de type 1 sur 122 ha.

L'APB



L'APB couvre 69 ha.

Intérêt du site :

Le lac de 50 ha à l'origine a été l'objet d'un comblement important et d'une activité turfigène depuis près de 5000ans, réduisant sa surface actuelle à 5-6 ha.

Le site présente tous les stades dynamiques d'une tourbière lacustre. : ceinture de végétation pionnière eutrophe ou mésotrophe à Laîche filiforme, Prêle, Menyanthe et Potentille palustre, radeaux flottants à Sphaignes, Scheuchzérie, Laîche des bourniers, Droséra à feuilles rondes, bas marais oligotrophes, haut marais actif à Sphaignes, haut marais asséché à Scirpe cespiteux,

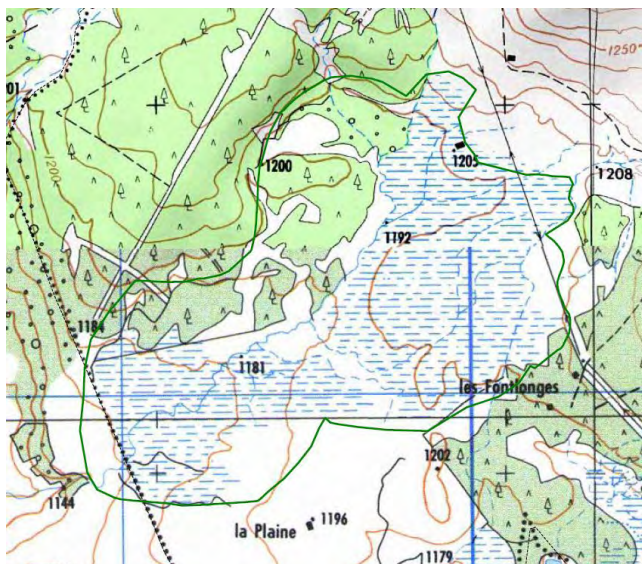
250 végétaux recensés, dont plus de 150 bryophytes, 10 espèces protégées : Ligulaire de Sibérie, Laîche à long rhizome, on note la présence très rare d'une mousse caractéristique des tourbières froides d'altitude : *Meesia triquetra*.

L'intérêt faunistique est certain : 57 espèces d'oiseaux, 450 espèces d'insectes, et quelques espèces protégées : Cuivré de la Bistorte (papillon), Agrion hasté (libellule), Leucorrhine douteuse, *Sympetrum* noir,

Voir en annexe les mesures de protection.

La commune est en contact avec la ZNIEFF de type 1 Fontlonges et Cocudoux

Cette ZNIEFF de 107 ha s'étend essentiellement sur la commune de Compains. Elle a été définie lors du nouvel inventaire ZNIEFF réalisé par la DIREN en 2009.



Le Cézallier sud (Natura 2000 site n° 8301041)

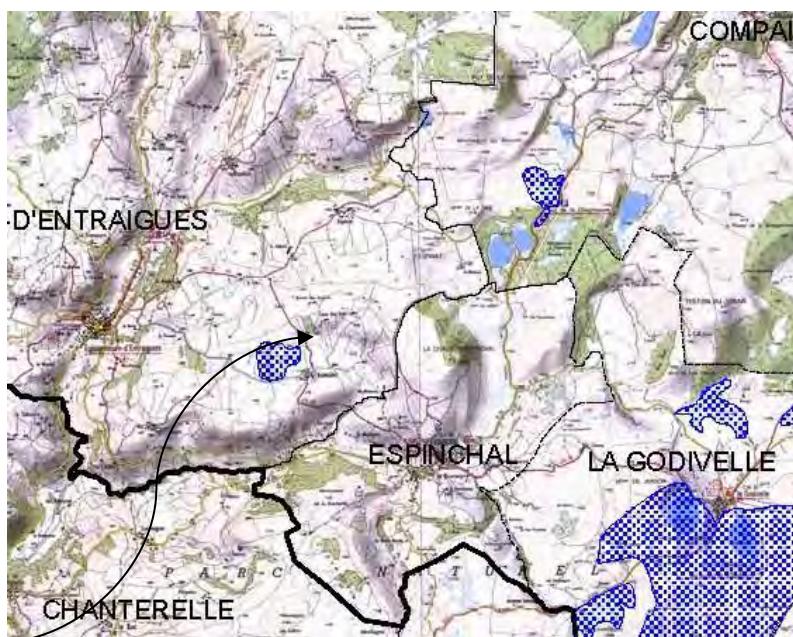
Il ne s'agit pas d'une zone unique et isolée, mais de plusieurs sites éparpillés sur l'ensemble du secteur dont la commune d'Egliseneuve d'Entraigues.

D'une superficie de 1060 ha en totalité, cette zone se situe entre 1000 et 1480 m d'altitude.

17 ha du territoire communal est concerné par ce zonage : zone humide vers le village de Redondel.

La mosaïque de tourbières de pente forestières se trouve au cœur d'un plateau d'estives et de vastes plantations.

Le secteur concerné pour le territoire communal se situe à proximité du village de Redondel. (carte : en haut, à gauche).



Site Natura 2000 : Le Cézallier Sud. Cette carte présente les différents secteurs, compris au sein de la zone Natura 2000, et disséminés sur plusieurs communes dont Egliseneuve.

Outre le site Natura 2000, la tourbière de Redondel est également une ZNIEFF de type 1.

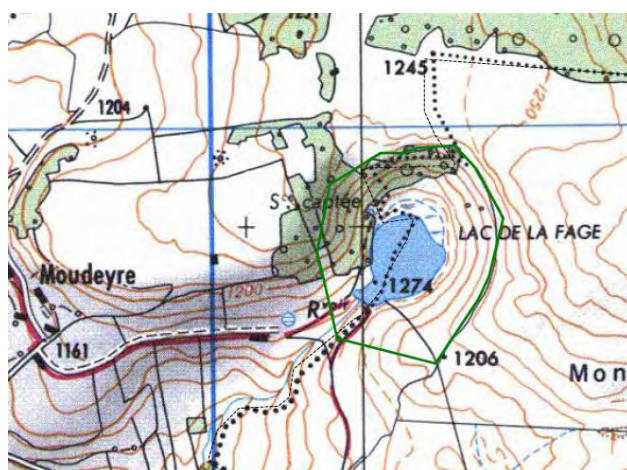
Elle couvre 31 ha. Elle a été inscrite comme ZNIEFF lors du nouvel inventaire réalisé par la DIREN en 2009.

Le site se compose de : prairies semi naturelles humides ; prairies mésophiles améliorées ; marais ; tourbières ; eaux douces stagnantes ; eaux douces courantes, landes, broussailles, recrus,



Le Lac de la Fage est une ZNIEFF de type 1 couvrant 15 ha.

Cette ZNIEFF a été définie lors de la réactualisation de l'inventaire (DIREN, 2009).



La commune borde une ZNIEFF de type 1 Le col de la Chaumoune qui couvre 147 ha.

Ce site porte des espèces typiques des tourbières et milieux humides, telles que : *Drosera rotundifolia*, *Epipactis palustris*,

...

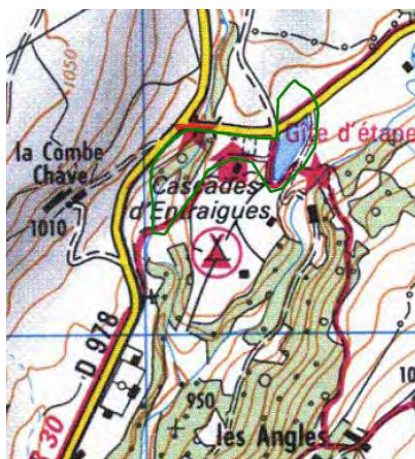


La cascade et le plan d'eau d'Entraigues est également une ZNIEFF de type 1 définie lors de la réactualisation de l'inventaire ZNIEFF de la DIREN en 2009.

Cette petite zone s'étend sur 4 ha à la sortie nord du bourg.

Les espèces repérées : la loutre ...

Les habitats naturels : Eaux dormantes oligotrophes, Aulnaies-frênaies médio-européennes.



Plan d'eau / les presles (plantes aquatiques) envahissent progressivement la queue du plan d'eau

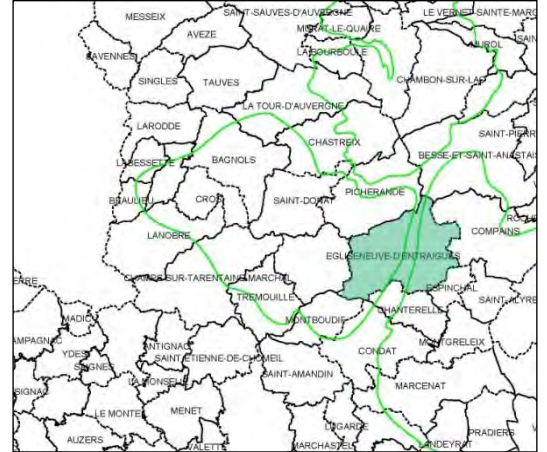
L'Artense

Le secteur Artense qui couvre la moitié ouest de la commune est concernée par une vaste ZNIEFF de type 2 au sein de laquelle s'inscrivent plusieurs petites ZNIEFF de type 1, et 1 site Natura 2000.

L'Artense (ZNIEFF de type 2)

La ZNIEFF Artense concerne un grand ensemble naturel. Il présente une cohérence écologique et paysagère et inclue plusieurs zones de type 1 ponctuelles.

L'Artense concentre avec le Cézallier l'essentiel des tourbières d'intérêt patrimonial du Parc régional. La zone est forestière ou agricole et se caractérise par un complexe de dépressions sur socle granitique accueillant des lacs naturels et de tourières en bon état de conservation.



Les plateaux de l'Artense offre des points de vues sur le Massif du Sancy au nord. / Les plateaux de l'Artense s'ouvre en direction du sud est et du Cézallier.

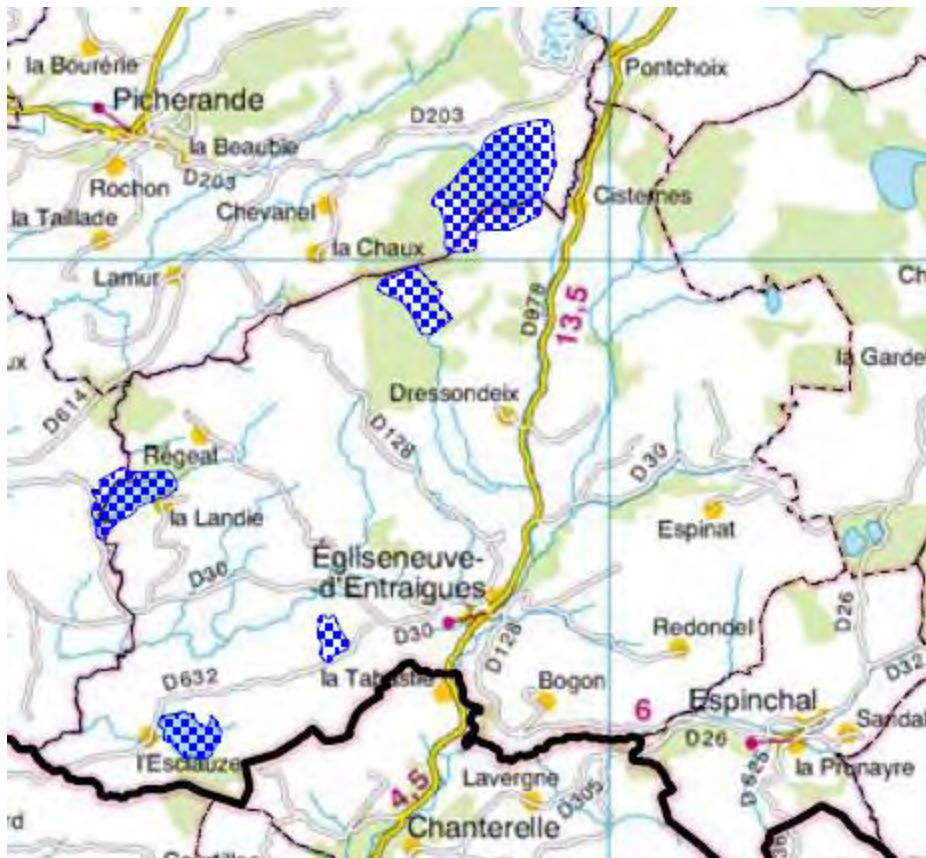
L'Artense (Natura 2000 site n° 8301039)

Il ne s'agit pas d'une zone unique et isolée, mais de plusieurs sites éparpillés sur l'ensemble du secteur dont la commune d'Egliseneuve d'Entraigues.

D'une superficie de 602 ha en totalité, cette zone se situe entre 800 et 1200 m d'altitude.

Le territoire communal est concerné par 166 ha sur plusieurs sites:

lac Chauvet,
Sougeat la Souze,
lac de la Landie,
lac de l'Esclauze,
La Morthe.



Site Natura 2000 : l'Artense.

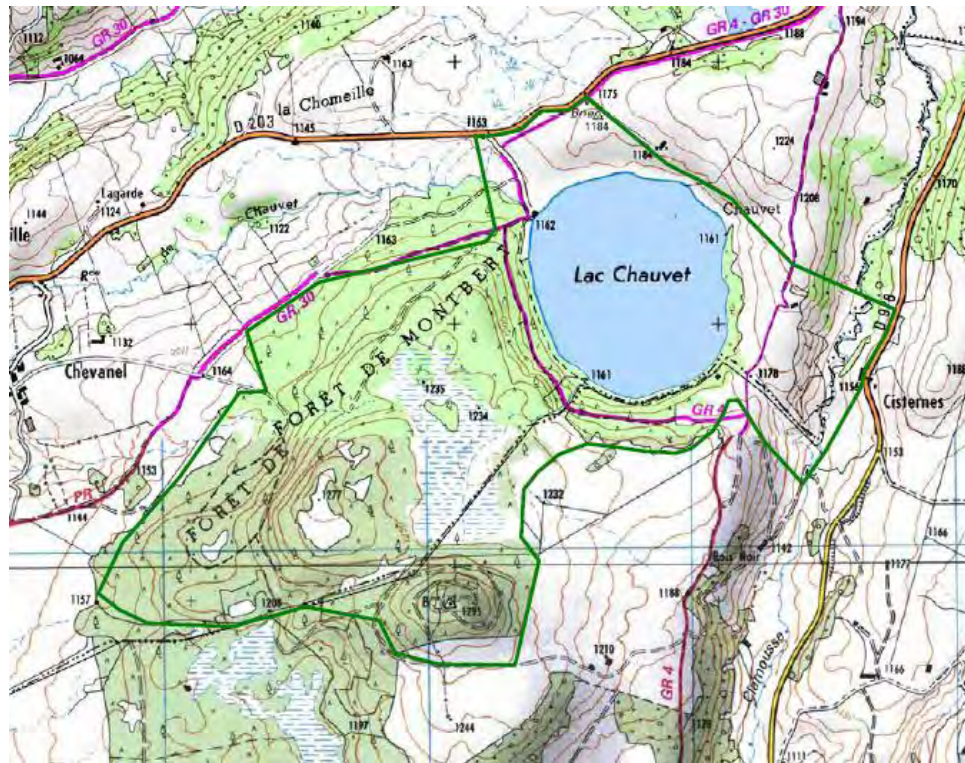
Outre les zonages Natura 2000, ces sites sont également des ZNIEFF de type 1 et/ou des APB.

Le Lac Chauvet est un site Natura 2000 et une ZNIEFF de type 1 (site n° 0017-0002)

Cette ZNIEFF de type 1 concerne les communes d'Egliseneuve d'Entraigues et Picherande. D'une étendue de 311 ha, le secteur s'étage de 1161 à 1275 m d'altitude.



Le lac Chauvet est un lac de cratère aux eaux oligotrophes, alimenté par un ruisseau qui descend de la tourbière de Montberd. L'ensemble du site regroupe lac, tourbière, et forêts de pentes.



La végétation, diversifiée, comprend des groupements lacustres pionniers des eaux libres (Fluteau nageant, Isoètes (petites fougères aquatiques), Isoète lacustre et echinospore (espèce protégée sur le plan national). La tourbière abrite des espèces protégées (Andromède, Laiche pauciflore), Les hêtraies d'influence atlantique renferment une orchidée rare.

Le site représente une zone calme avec des milieux variés, jouant le rôle d'abri pour la faune, et revêt un grand intérêt paysager pour les promeneurs.

Outre le site Natura 2000, le site de Sougeat la Souze est également une ZNIEFF de type 1 et un APB.

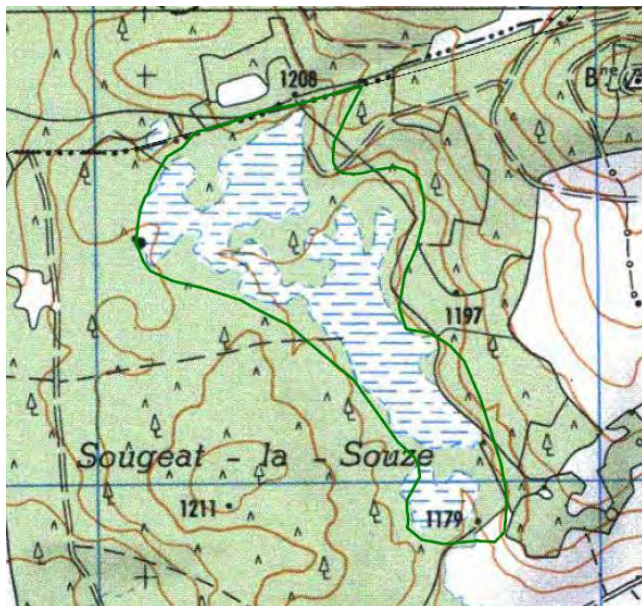


Sougeat la Souze

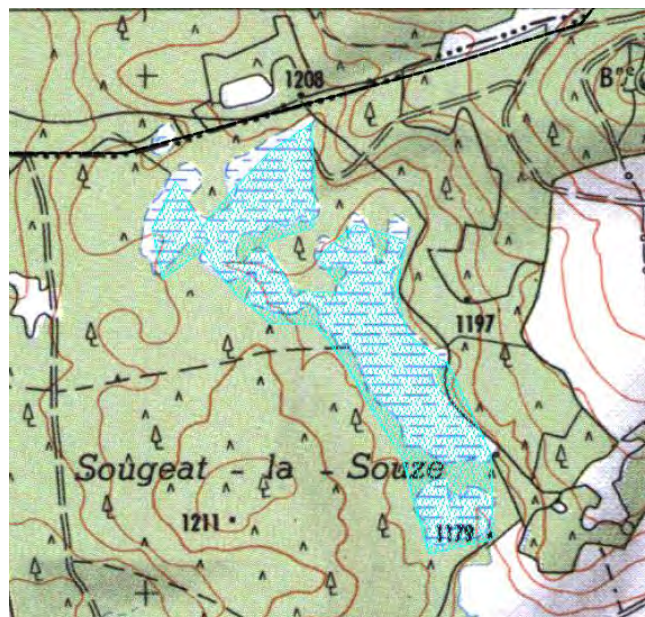
La ZNIEFF Souze - a - la Souze

(site n° 001-0022)

Cette ZNIEFF de type 1 concerne 23 ha du territoire communal (1179-1190m altitude).

**L'APB**

L'APB concerne les parcelles 7 et 1 de la section AK et couvre environ 15 ha.



Il s'agit d'une tourbière dans un vallon boisé difficile d'accès, particulièrement diversifiée sur le plan écologique. De nombreux stades d'évolution sont représentés ainsi que des milieux humides boisés, des marécages eutrophes, et des ensembles de marais de transition à Sphaignes et de hauts marais.

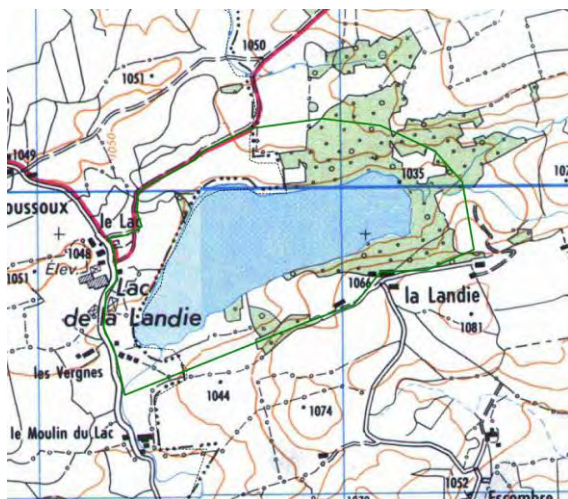
Quatre espèces sont protégées sur le plan national : la Droséra à feuilles rondes, l'Andromède, le Saule des Lapons, et la Ligulaire de Sibérie. Le site est riche en odonates : Leucorrhine douteuse, Leste dryas, Grande Aeshne, Aeshne des Joncs, Cordulégastre annelé. Les invertébrés aquatiques sont nombreux. Cet écosystème est biologique riche.

Le Lac de la Landie est également une ZNIEFF de type 1 (site n° 0017-0009)

Le site s'étend sur 67 ha et concernent les communes d'Egliseneuve d'Entraigues et St Genès Champespe.

Ce lac - tourbière d'environ 100 ha se situe dans un cadre pastoral et bordé d'une hêtraie (1035-1070m d'altitude). Les milieux tourbeux qui se développent sur ses franges sont surtout représentés par des hauts marais plus ou moins asséchés, à Sphaignes ou Scirpe cespiteux. Le lac est riche en hydrophytes. Cinq espèces végétales sont protégées : Andromède, Drosera à feuilles rondes, Laïche pauciflore, Isoète lacustre, Flûteau Nageant.

Le site constitue un des lacs les plus visités de l'Artense. Il présente en outre un intérêt archéologique et paysager et est utilisé à des fins piscicoles.



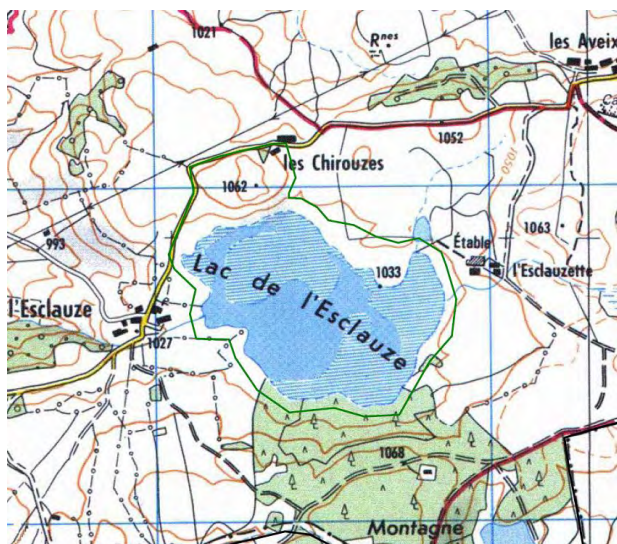
Le lac de l'Esclauze est également une ZNIEFF de type 1 et un APB.*Lac de l'Esclauze*

Il abrite une flore exceptionnelle liée au milieu lacustre et aux tourbières actives à Sphaignes qui se développe en pourtour. Douze espèces végétales sont protégées sur le plan national et régional : les "tremblants" à Sphaignes qui s'individualisent parfois en îlots flottants, figurent parmi les milieux les plus remarquables de cette tourbière lacustre ; Linaigrette gracile, Carex à long rhizome, Lycopode inondé, Laîche cespiteuse.

Le site revêt un intérêt faunistique certain : 75 espèces d'oiseaux recensés (26 nicheurs). Les rives sont fréquentées par le Lézard vivipare et le Crapaud accoucheur.

**ZNIEFF Lac de l'Esclauze** (site n° 0017-0008)

Le lac de l'Esclauze occupe une place de 38 ha à une altitude moyenne de 1030 m

**L'APB**

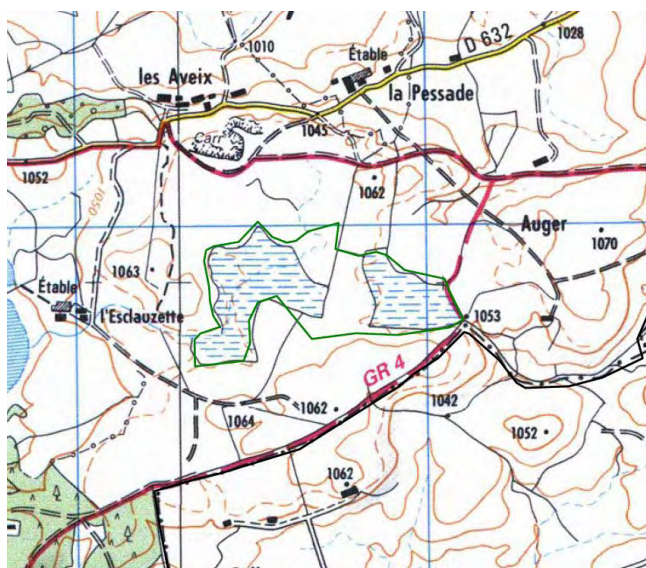
Cette zone couvre environ 30 ha : section D1, parcelles 196 (entière), 190, 195, 198, 200, 201, 202, 203, 539, 542, 543, 554 (pour partie selon une limite prenant en compte les berges du lac et les secteurs tourbeux).





La tourbière de l'Esclauzette est une nouvelle ZNIEFF de type 1, identifiée lors du nouvel inventaire DIREN en 2009.

Le site fait apparaître les habitats suivants : Tourbières bombées actives ; Chenaux, cuvettes profondes ; Suintements et rigoles de tourbières ; Tourbières de transition.



Le site de la Morthe est un site Natura 2000, une ZNIEFF de type 1 et un APB.



La Morthe



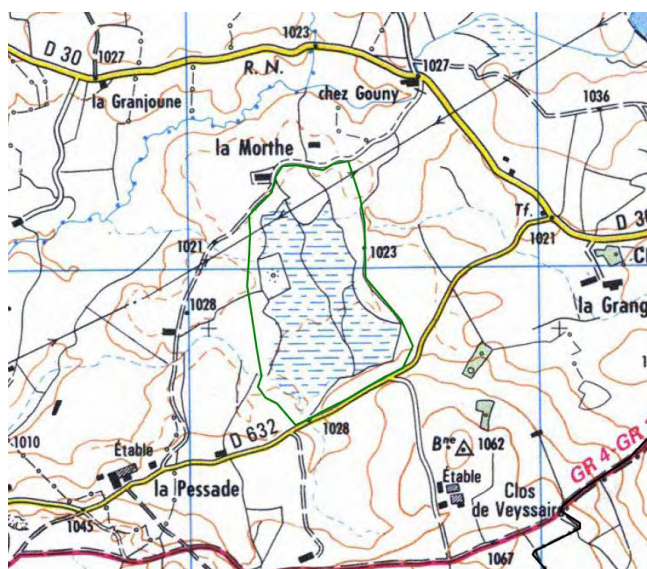


Cette tourbière correspond à un haut marais en phase terminale, rajeuni par de nombreuses fosses de tourbage. Différents groupements de "cicatrisation" ont pu se développer : gouilles oligotrophes sur tourbe, fosses à Laiche rostrée, premiers stades exondés à Sphaignes de Magellan.

La tourbière compte quatre espèces végétales protégées : Andromède, Scheuchzérie, Droséra à feuilles rondes, Droséra intermédiaire. Les odonates sont représentées : Leucorrhine douteuse, Leste dryas, Agrion hasté. Le lézard vivipare est présent.

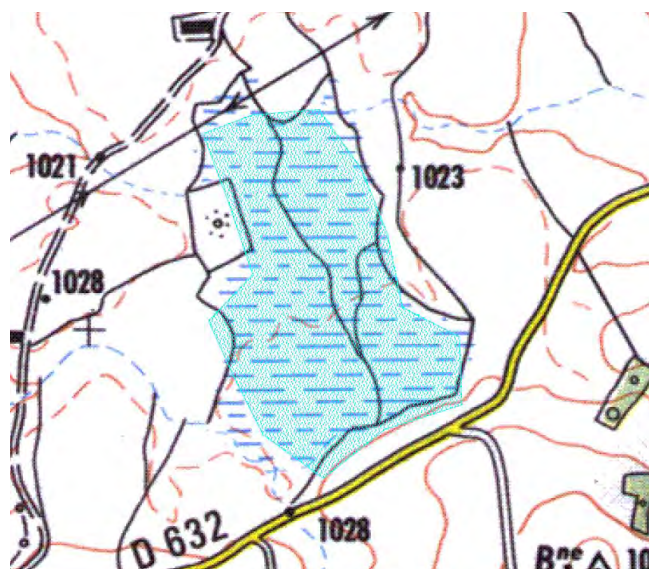
La ZNIEFF La Morthe (site n°0017-0020)

Cette tourbière d'environ 20 ha se situe sur un plateau mal drainé dans la partie est de l'Artense, à une altitude d'environ 1023m.



L'APB

Cette zone couvre environ 15 ha : section D4, parcelles 337, 338, 339, 340, 341, 342, 433, 345, 346, 347, 348, 349, 363, 364, 366.



Ces sites nécessiteront un classement en zone naturelle.

4.2 - Les Zonages Eaux et Milieux Aquatiques

Le SDAGE Adour Garonne

La commune d'Egliseneuve d'Entraigues fait partie du SDAGE Adour Garonne approuvé le 1^{er} décembre 2009. Le PLU devra prendre en compte les dispositions du SADGE :

- Limiter l'impact des rejets d'eaux pluviales
- Préserver les autres cours d'eau à forts enjeux environnementaux
- Prendre en compte les espèces et leur biotope dans les documents de planification
- Renouveler l'approche de la gestion de l'eau dans les documents d'urbanisme
- Respecter les différents espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques
- Mieux gérer les eaux de ruissellement
- Prendre en compte les coûts induits
- Conditionner le développement de l'urbanisme à la conformité du système d'assainissement.

Le Contrat de Rivière Haute Dordogne

Depuis sa création en 1981, l'outil 'Contrat de Rivière' a pour objectif de fédérer des acteurs autour d'une initiative locale. Ses évolutions en font aujourd'hui un véritable outil de gestion intégrée de l'eau et des milieux aquatiques.

Les objectifs s'articulent autour de 2 axes :

- Préservation du patrimoine de la Dordogne
- Amélioration de la gestion qualitative et quantitative des eaux et milieux naturels.

4.3 - Les Corridors Ecologiques

Préambule : Définitions

<u>Continuum écologique</u>	<i>C'est l'ensemble des milieux favorables à un groupe d'espèces. Il est composé de plusieurs éléments continus (sans interruption physique) incluant un ou plusieurs cœurs de nature, les zones tampons et les corridors partiellement ou temporairement utilisés par le groupe d'espèces.</i>
<u>Corridors écologiques</u>	<i>Ce sont des liaisons fonctionnelles entre écosystèmes ou entre différents habitats d'une espèce permettant sa dispersion et sa migration. Leur physionomie est souvent classée en 3 types : structure linéaire (haies, bords de chemins, rives et cours d'eau, etc.), structure en « pas japonais » liée à la présence d'éléments relais ou îlots-refuges (mares, bosquets, etc) et matrice paysagère.</i>
<u>Zones tampon</u>	<i>Ces espaces sont situés autour des cœurs de nature ou des corridors. Ils les préservent des influences et impacts négatifs.</i>

Le maintien de la connectivité entre les écosystèmes favorise leur fonctionnalité, source d'aménité et de services rendus pour la préservation de la qualité de l'eau, de l'air, des sols etc. Par ailleurs, le maintien d'éléments paysagers favorables à la connectivité des milieux naturels répond aussi à une demande sociale de naturalité. En effet, ils peuvent être associés aux fonctions récréationnelles des paysages et maintenir en même temps la valeur esthétique et patrimoniale des territoires. Ils peuvent également être utilisés dans les milieux urbains pour permettre une pénétration de la nature, ou encore offrir des voies pour les transports doux.

Les directives territoriales

Le Projet de Loi relatif à la mise en œuvre des Grenelles de l'Environnement :

« La présente loi fixe les objectifs, définit le cadre d'action et précise les instruments de la politique mise en œuvre par la collectivité nationale pour lutter contre le changement climatique, élaborer des stratégies d'adaptation, préserver la biodiversité ainsi que les services qui y sont associés et contribuer à un environnement respectueux de la santé. Elle assure la transition de la France vers une nouvelle économie compétitive, dont le nouveau modèle de développement respecte l'environnement et allège les besoins en énergie, en eau et autres ressources naturelles. »

La Loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement a été votée le 3 août 2009 (Grenelle1).

Les articles 20 à 27 intéressent particulièrement le territoire d'EGLISENEUVE D'ENTRAIGUES dans le cadre de la préservation de trames bleue et verte.

*Article 20 : Arrêter la perte de biodiversité passe par des mesures de protection, de conservation, de restauration des milieux et par la constitution d'une **trame verte et bleue**, outil d'aménagement du territoire qui permette de créer une continuité territoriale. ...*

Article 21 : ... L'élaboration de la trame verte et bleue associera l'Etat, les collectivités territoriales et les parties prenantes concernées sur une base contractuelle. La trame verte est constituée, sur la base de données scientifiques, de grands ensembles naturels et d'éléments de connexion les reliant ou servant d'espaces tampons. ... A l'issue d'un audit général qui aboutira en 2009, les modalités d'insertion de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme, dans les schémas d'infrastructures, et les conditions de sa prise en compte par la fiscalité locale seront précisées. ...

Article 24 : ... La trame verte sera complétée par la trame bleue, son équivalent pour les eaux de surface continentales et leurs écosystèmes associés, permettant de préserver et de reconstituer la continuité écologique des milieux nécessaire à la réalisation de l'objectif 2015 ...

Les Corridors Ecologiques sur la commune

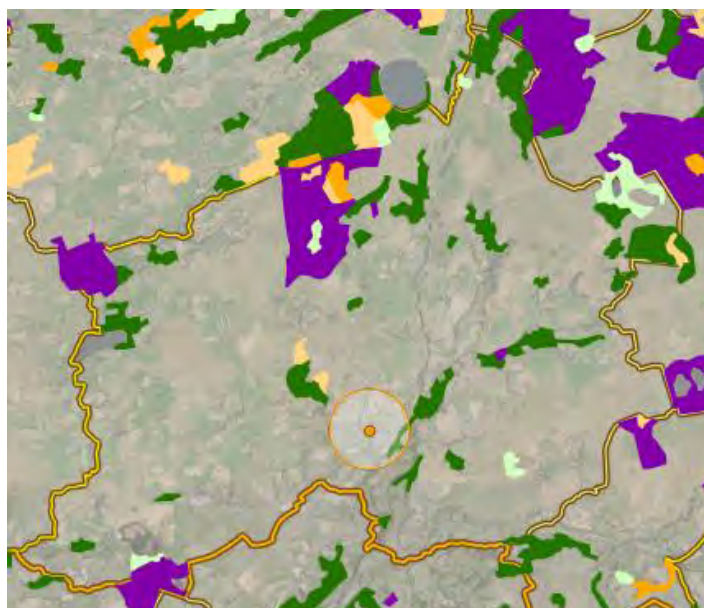
Identifier le réseau écologique d'un territoire, c'est savoir accompagner les transformations du paysage, pour éviter une fragmentation supplémentaire ou irrémédiable liée à l'aménagement, à l'urbanisation de l'espace. Connaître le réseau écologique d'un territoire, c'est aussi préserver la biodiversité.

D'une manière générale, le réseau écologique se compose du :

- continuum forestier / bocager
- continuum aquatique / zones humides
- continuum agricole / prairie
- de contraintes. Le réseau écologique est soumis à des contraintes et obstacles favorisant une fragmentation : L'urbanisation, le développement des voies de communications, les modifications des pratiques agricoles, la banalisation des espaces sont les principaux facteurs responsables de la disparition de certains habitats naturels et de leurs fragmentations.

D'une manière générale, et concernant la commune d'Eglise neuve d'Entraigues, les zones humides, le réseau bocager, les prairies naturelles, les ruisseaux et leurs vallées présentent un intérêt important pour la biodiversité.

A/ Le continuum forestier/bocager

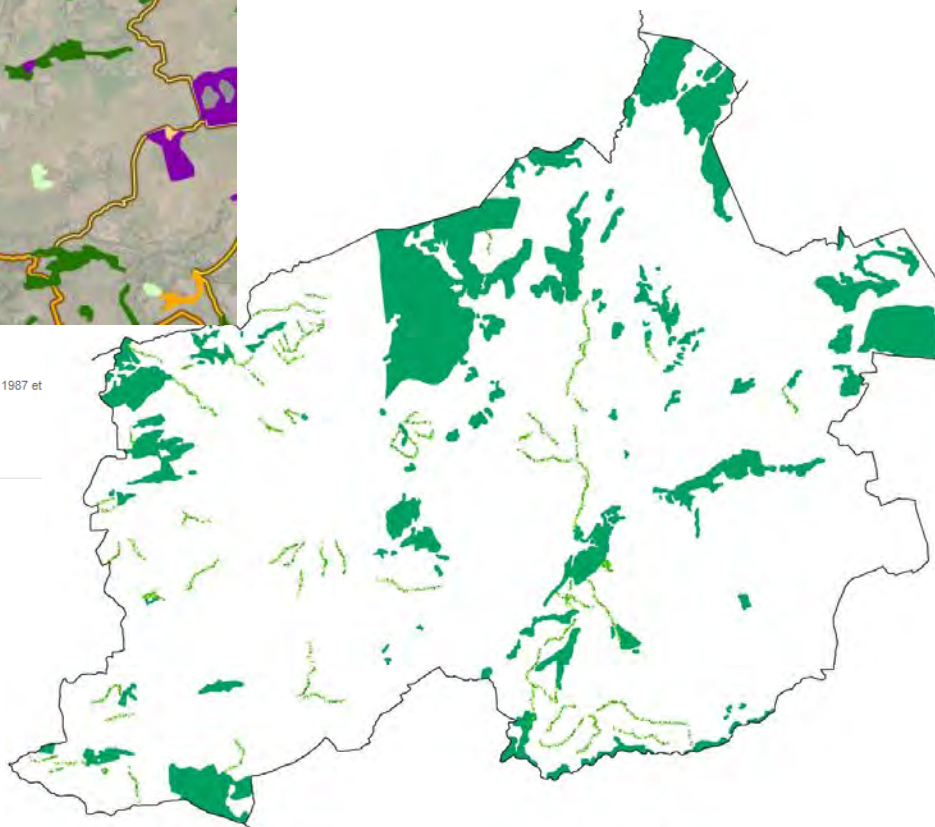


Carte forestière (v1 : 1987-2004)

Localisation de 6 types de formations végétales sur le territoire. Carte réalisée entre 1987 et 2004.

Producteur de la donnée Légende

- Forêt fermée de feuillus
- Forêt fermée de conifères
- Forêt fermée mélange de feuillus et de conifères
- Forêt ouverte
- Peupleraie
- Lande



► Le couvert végétal

La commune ne dispose pas d'un large couvert forestier : un taux de boisement de 9%. La vocation agricole pastorale domine.

Mais cette faible superficie aujourd'hui est le résultat de la combinaison de deux phénomènes anthropiques principaux :

- Le déboisement opéré depuis la fin de l'Antiquité,
- La pression du pastoralisme depuis le Moyen Age.

Les boisements, qui ont cédé la place à une pelouse de type montagnard, s'organisent aujourd'hui sous une forme rélictuelle :

Lambeau de forêt (hêtraie) sur les flancs de vallée.

Chênaies éparses.

Pentes de puys généralement boisées.

Quelques bosquets ponctuels.

Plusieurs propriétés sont concernées par un Plan Simple de Gestion (PSG) : La Rodde, Chamdaze, Régéat, Sougeat la Souze et Valette.

Des Espaces Boisés Classés figurent au POS actuel.



Chênaie

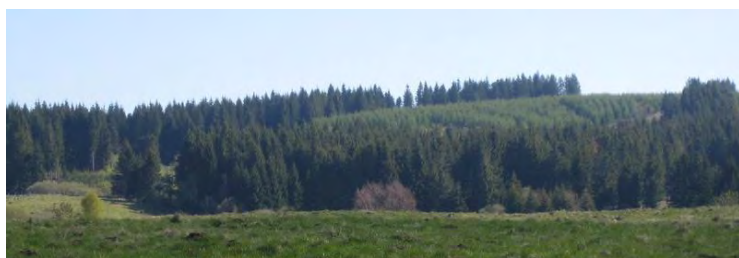
Le Cézaillier est le domaine de la hêtraie. L'étage montagnard avec le hêtre concerne généralement une altitude supérieure à 900 m, mais on peut le retrouver au dessous de 700 m, dispersé ou en boisement limité, si les conditions topographiques et climatiques le permettent. Le hêtre cohabite avec le chêne sessile à mesure que l'on redescend vers l'étage collinéen. Il peut être également associé au sorbier, sureau à grappes, framboisier,



Hêtraie principalement localisée sur les pentes inexploitables

On constate un reboisement récent en épicéas, qui suit souvent le découpage parcellaire, générant une géométrie rigide et rompant avec les paysages aux courbes douces.

Ces plantations sont très visibles dans le paysage.



Résineux sur la Montagne du Var - Sougeat la Souze.

► La haie bocagère et l'arbre isolé

La présence de haies végétales est à noter généralement aux abords des villages et fermes isolées. Les grandes parcelles pâturées ne sont pas closes de haies. Une simple clôture en barbelé est utilisée. Ce système, très transparent, crée de vastes espaces.

Le territoire communal dispose d'un bocage très lâche, réparti à proximité du bâti.

Le bocage est un paysage anthropique. Il est le résultat de l'intervention de l'homme sur le milieu naturel pour améliorer l'exploitation et la productivité du terroir. Dans ce dispositif, la haie joue un rôle primordiale en assurant équilibre et stabilité des terres. La haie offre plusieurs atouts tant sur la plan économique, que biologique, climatiques et hydrauliques¹.

Les haies sont des structures végétales qui qualifient les paysages. Elles dessinent les parcelles en créant un maillage végétal épousant le relief. La hauteur différente des végétaux offre des ambiances variées, tantôt ouvert sur des vues lointaines, tantôt fermées où la tranquillité règne.



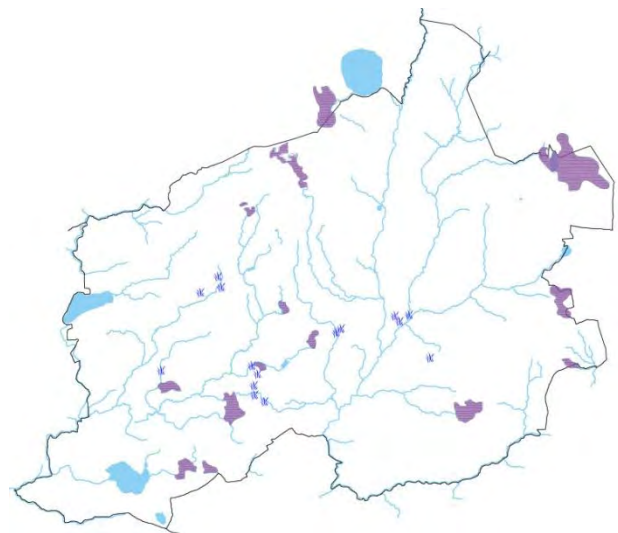
Réseau de haies / Haies accompagnées de murets



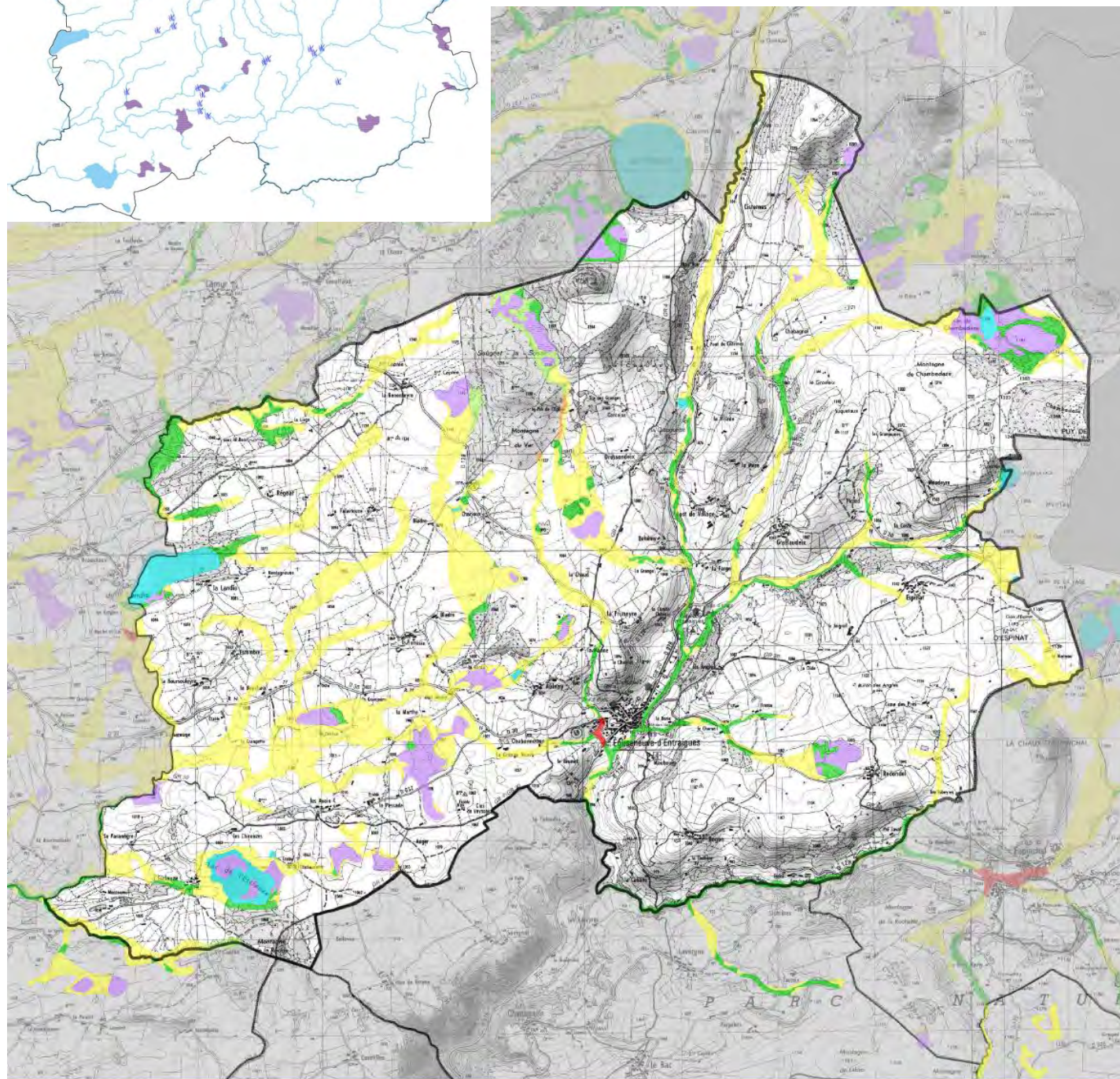
Les murets de pierres issus de l'épierrage des champs a plusieurs fonctions. Accompagnés d'arbres, ils créent une transition entre l'espace bâti et l'espace agricole

Les secteurs à fort enjeu écologique concernent les ripisylves (boisements alluviaux), les cordons boisés, le maillage bocager, ... lesquels constituent des liaisons paysagères et écologiques entre les grands ensembles naturels et les groupements urbains.

B/ Le continuum aquatique/zones humides



Dans le cadre du SAGE, une pré localisation des zones humides a été réalisée (Epidor).



Cartographie des zones à dominante humide – EPIDOR - 2008

- | | | |
|---|---|---------------------|
| Plans d'eau (étangs, gravières...) | Mosaïque de petites zones humides de moins de 1ha | Hors Bassin Versant |
| Marais, roselières, tourbières, mégaphorbiaies... | Plantations d'arbres en zone humide | |
| Prairies humides | Zones humides cultivées | |
| Boisements humides | Zones humides urbanisées | |

Scan25® IGN - Paris - 2004. Copie et reproduction interdites. Licence N°2004/cubx/071

0 1 2
kilomètres

LES ZONES HUMIDES de la commune de EGLISENEUVE-D'ENTRAIGUES

979.7 ha de zones humides
sur la commune

17.3 % de la surface de la commune sont
des zones humides

2.2 % des zones humides de la commune
sont aujourd'hui altérées

Les zones humides de la commune

Nature des zones humides	Nombre de zones humides cartographiées	Superficie (hectares)
Plans d'eau (étangs, gravières...)	10	52.9
Marais, roselières, tourbières, mégaphorbiaies...	30	139.5
Prairies humides	86	660.2
Boisements humides	70	158.8
Mosaïque de petites zones humides de moins de 1ha	0	0
Plantations d'arbres en zone humide	8	19.1
Zones humides cultivées	2	0
Zones humides urbanisées	2	2.1

Zones humides altérées

Surface totale 979.7

La cartographie a été établie à l'échelle du 1/50 000. Elle délimite et caractérise les zones humides de superficie supérieure à 1 ha et de largeur supérieure à 25m.

La cartographie recense et localise les zones humides fonctionnelles qui sont aisément reconnaissables. Elle recense aussi les zones humides qui ont été transformées (drainage, aménagement), et dont les caractéristiques n'apparaissent plus de façon évidente, mais qui pourraient retrouver leurs fonctionnalités.

► L'eau de ruissellement

L'eau est omniprésente sur le territoire, bien qu'elle échappe souvent au regard. La commune est drainée par un réseau hydrographique très ramifié dessiné par d'élégants petits ruisseaux qui se tordent en méandres sans fin.

Les cours d'eau situés en partie Est du territoire apparaissent un peu plus conséquent et revêtent parfois un caractère plus sauvage (cascade).

Les ripisylves qui bordent de manière plus ou moins continue le chevelu des réseaux hydrographiques, interviennent de manière prépondérante dans l'épuration de l'eau dans les bassins versants et contribuent à la lutte contre l'érosion des berges. Les ruisseaux ont profité du relief offert et coulent entre ces croupes. Les cours d'eau sont bordés par des cordons végétaux constitués d'essences hydrophiles : aulnes, saules, acacias, frênes... . Ce sont généralement des espèces pionnières adaptées aux milieux instables.



Abattage d'une ripisylve (photo 2004) permettant sa régénération en cépée (2010).

► Un pays de lacs ...

La vie d'un lac connaît trois phases :

Le stade de jeunesse dit oligotrophe. *Le stade oligotrophe d'un lac se traduit par des eaux peu minéralisés, bien oxygénées, claires, avec peu de plancton.*

Le stade adulte dit mésotrophe. *Le stade mésotrophe : les eaux sont plus troubles, l'épaisseur de la vase augmente, les végétaux commencent à coloniser les rives. Le comblement est dû au dépôt de cadavres d'organismes dont le développement est stimulé par les apports en matières minérales par le bassin versant.*

Le stade de vieillesse dit eutrophe. *Le stade eutrophe : le processus s'accélère. Les eaux sont de plus en plus troubles, très minéralisées, l'oxygénation est limitée aux eaux superficielles, le plancton est abondant.*

Le processus évolutif se termine par le comblement du lac qui devient marécage, puis prairie humide, progressivement colonisées par des végétaux (arbustes, arbres). *Voir plus loin les tourbières.*

Au regard du nombre élevé de pièces d'eau et zones humides, le territoire d'Egliseneuve d'Entraigues devait compter autrefois un nombre plus important de plans d'eau, et en plus grande superficie qu'aujourd'hui. Des conditions climatiques locales favorables (forte pluviométrie, altitude élevée, eaux peu minéralisées) ont permis le développement de végétaux (surtout des sphaignes), dont la croissance conduit le lac à évoluer en tourbière.

Menaces : Aujourd'hui, l'activité humaine contribue à accélérer ce processus de vieillissement des plans d'eau. Parmi les matières minérales apportées par le bassin versant, l'azote et le phosphore constituent des éléments essentiels pour la croissance des végétaux. Or, les activités agricoles, industrielles et domestiques multiplient fortement les apports de ces éléments.



Le lac de l'Esclauze



Le lac de la Landie



Lac Chauvet

► ... de zones humides ...et de tourbières

Les zones humides sont des milieux en taches (petites prairies et tourbières) qui bordent de manière plus ou moins continue le chevelu du réseau hydrographique. Elles se développent sur des replats ou des formes en creux, où l'eau se trouve prisonnière. Elles sont notamment utilisées par le bétail comme point d'eau naturel.



Des zones humides, dans les reliefs en creux et les replats des champs, où l'eau est piégée.

Les tourbières sont des zones humides possédant une végétation productrice et accumulatrice de tourbe.

Elles se forment lorsque le sol est constamment engorgé d'eau, sous un climat frais et humide et se caractérisent par leurs formations végétales où dominent des végétaux hygrophiles (mousses, sphaignes, hypnacées, carex, roseaux, joncs...) dont la croissance engendre une accumulation importante de matière organique. Ce sont des milieux fragiles dont l'édification se réalise sur une période de 2 000 à 5 000 ans.



Des zones humides et marécageuses conquises par les graminées et arbustes pionniers adaptés à ces milieux.

Elles sont assez nombreuses sur le territoire communal et apparaissent sous différentes formes et de stades d'évolution variés. De plus, et comme nous l'avons vu plus haut, nombres d'entre elles sont inscrites comme zones naturelles à protéger (ZNIEFF, Natura 2000, ABP). On peut voir ainsi :

- **Des landes tourbeuses** qui occupent des surfaces planes et ondulées. Elles correspondent à un climat assez humide comme c'est le cas pour la commune. Ces espaces sont généralement recouverts d'une végétation ligneuse basse, dominée par les bruyères et les ajoncs nains. L'épaisseur de la tourbe y est faible. Par évolution naturelle, ces landes peuvent être progressivement colonisées par des bouleaux et des chênes.
- **Des lacs - tourbières** dont l'existence s'explique par une topographie en creux qui recueille les eaux et un climat frais aux pluies abondantes. C'est le cas notamment des lacs de : Chambédaze, Landie, Esclauze.
- **Des tourbières de pentes**, alimentées par le ruissellement de l'eau.
- **Des bois tourbeux**, comme dans la montagne du Var.
- Les landes tourbeuses et les bois tourbeux sont typiques de la fin de l'évolution des tourbières.



La tourbière du lac de l'Esclauze. Site protégé.



La Devèze.



A proximité du hameau de la Devèze, cette zone humide - tourbière n'est pas inscrite dans une ZNIEFF ou un site Natura 2000 mais vient compléter le maillage humide du territoire. Ce site est notamment très visible depuis les voies d'accès RD30 à hauteur de la Granjonne et de la RD632 entre les Aveix et Les Chirouzes.



C/ Le continuum prairie

La vocation agricole pastorale domine le territoire.

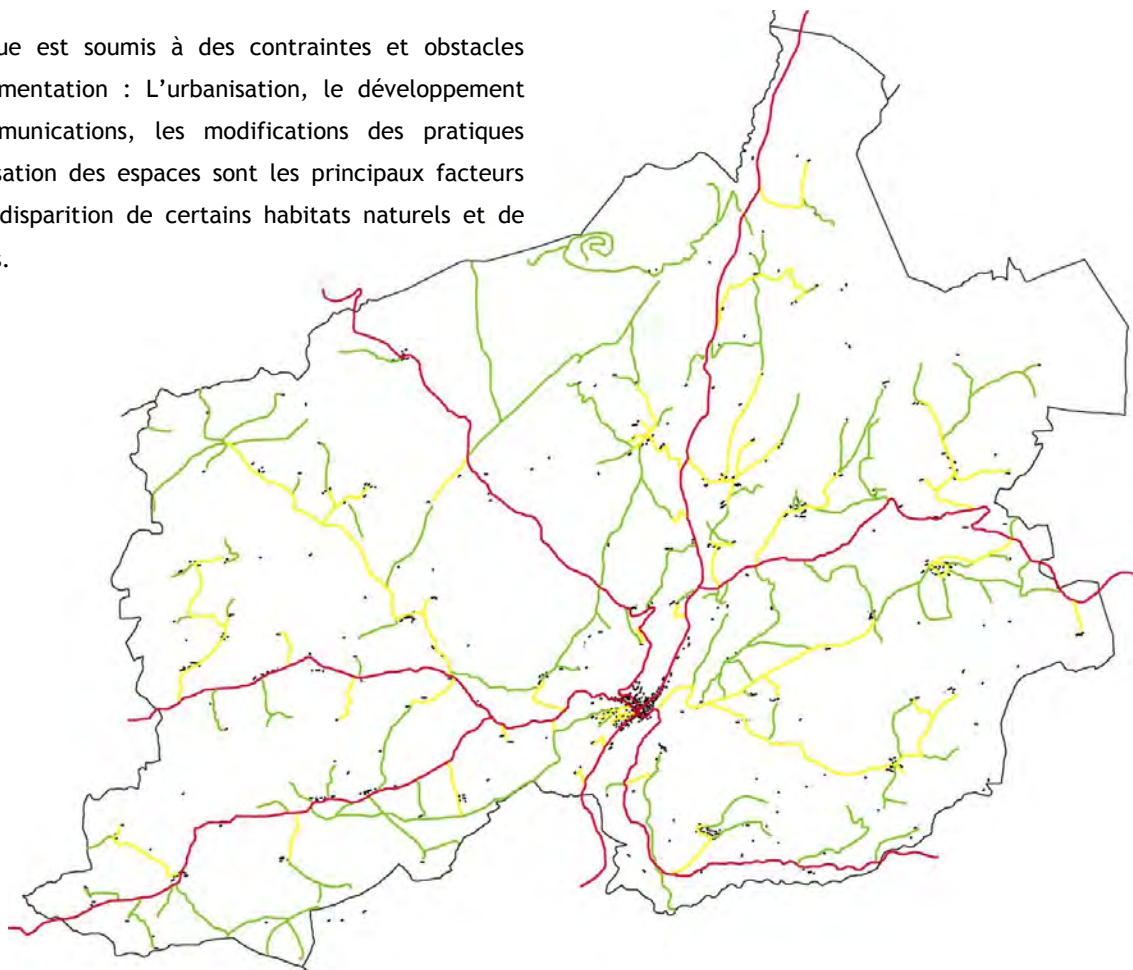
Elle s'organise selon des parcelles très vastes, ouvertes, consacrées aux pâtures et aux surfaces en herbe.

Compte tenu des reliefs (en creux et en bosses), ces vastes surfaces agricoles renferment de nombreuses zones humides liées au chevelu hydrographique du territoire, et notamment, les tourbières.

C'est pourquoi, le maintien de la vocation pastorale est garant du maintien des zones humides, et donc de l'équilibre des corridors.

D/ Les contraintes

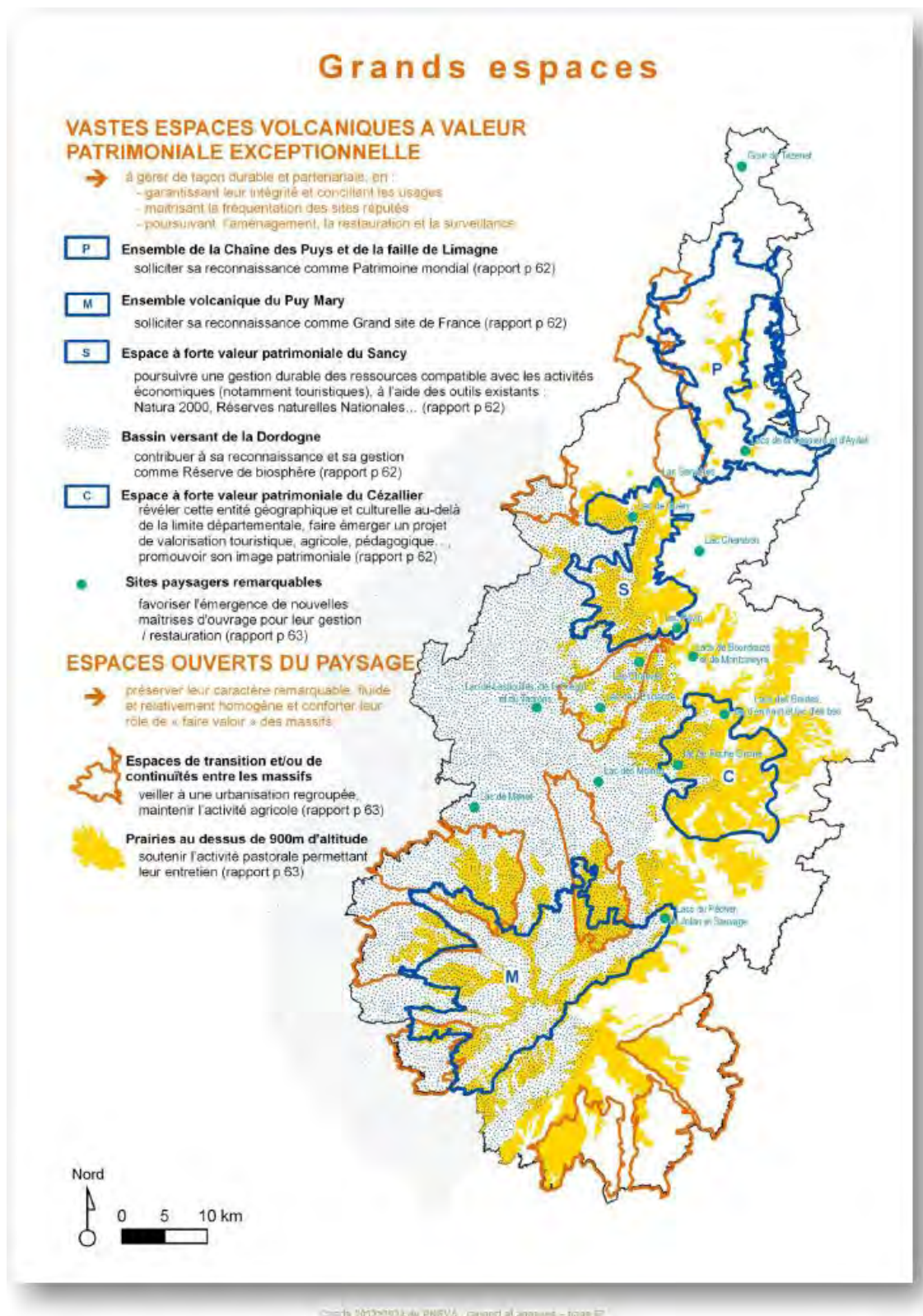
Le réseau écologique est soumis à des contraintes et obstacles favorisant une fragmentation : L'urbanisation, le développement des voies de communications, les modifications des pratiques agricoles, la banalisation des espaces sont les principaux facteurs responsables de la disparition de certains habitats naturels et de leurs fragmentations.



Concernant le territoire d'Egliseneuve d'Entraigues, on peut remarquer que les corridors écologiques ne sont pas perturbés outre mesure. L'urbanisation de la commune est faible. La commune ne connaît pas de pression foncière. La

vocation agricole du territoire est très forte. L'organisation du territoire et les paysages agraires participent fortement au maintien des corridors verts et bleus.

L'absence de voie à grande circulation participe également et pleinement à une non-fragmentation du territoire : les routes départementales sont peu nombreuses et ne permettent pas de liaisons entre elles entre les plateaux pastoraux, ce qui contribue à préserver les corridors.



TRAME VERTE ET BLEUE, DONT LES RESERVOIRS DE BIODIVERSITE

milieux ouverts - vocation agricole à maintenir
milieux boisés - vocation sylvicole à maintenir

conserver/restaurer leur biodiversité en adaptant les pratiques agricoles et/ou sylvicoles et les aménagements, ainsi qu'en maintenant les continuités écologiques de ces milieux dans les documents d'urbanisme et de planification (rapport p 70, p 97, p 111, p 117 & 138)

corridors écologiques les plus sensibles et/ou les plus fragiles identifiés dans leur principe

conserver, restaurer ou créer leur fonctionnalité (rapport p 70 & 101)

vallées identifiées comme réservoirs biologiques
et corridors écologiques

les préserver dans les PLU (rapport p 70 & 101)

réservoirs de biodiversité

garantissant leur richesse et leur fonctionnalité) et dans le cadre des aménagements (rapport p 77, 109 & 115)
réglementer la circulation motorisée de loisirs (rapport p 154)

réservoirs de biodiversité protégés et/ou gérés en 2010 :

Réserve Naturelle Nationale

Espace Naturel Sensible, convention de gestion, ...
poursuivre ou renforcer leur gestion en réseau
(rapport p 71 & p 97)

réservoirs de biodiversité prioritaires

envisager leur protection et leur gestion par des mesures réglementaires, foncières ou contractuelles adaptées (rapport p 71 & p 97)

milieux aquatiques et humides :

- mobiliser les outils existants pour maintenir / restaurer leur qualité écologique
- adapter les pratiques agricoles et forestières sur leurs bassins versants,
- lutter contre les atteintes aux zones humides (rapport p 70, p 71, p 111 & p 138)

lacs d'intérêt patrimonial remarquable

assurer leur gestion durable, à l'échelle de leur bassin versant (rapport p 70, p 71, p78 p 111 & p 138)

autres lacs, étangs, tourbières,
zones humides...

assurer leur gestion durable, en réseau (rapport p 71 & p 78)

**cours d'eau à forte
valeur patrimoniale**

assurer / restaurer leur continuité et qualités écologiques en adaptant les aménagements routiers au niveau des ouvrages les franchissant (rapport p 70, p 78 & p 97)

ensemble du réseau hydrographique

encourager l'effacement des seuils ou installer des systèmes de franchissement fonctionnels, subordonner l'installation de nouveaux équipements hydro-électriques à la nécessité de ne pas mettre pas en péril la trame bleue, ni l'atteinte du bon état ou du très bon état écologique des cours d'eau à forte valeur patrimoniale (rapport p 70 & p 97)

prairies à moins de 900m d'alt.
prairies à plus de 900m d'alt.

Charte 2012-2024 du PNRVA : rapport et annexes – page 76

Préserver les espaces naturels et la biodiversité.

Maintenir la vocation agricole pastorale est l'objectif majeur. Les zones humides et tourbières sont les habitats naturels les plus fragiles sur le territoire d'Egliseneuve. Nombre d'entre elles sont protégées par des zonages naturels (ZNIEFF, Natura 2000, Arrêté de Protection de Biotope), mais beaucoup d'autres (plus petites) ne le sont pas. Autant dire que « l'ensemble de la commune est zone humide ». Elles n'apparaissent pas menacées, du fait d'une vocation pastorale forte et dynamique, et, d'une absence de menaces (pression urbaine, projet de drainage, d'extraction de tourbe, enrésinement, ...).

4 - LES PAYSAGES

4.1 - Les unités paysagères

RAPPEL DES LOIS ET TEXTES REGLEMENTAIRES

- loi du 8 janvier 1993 relative à la protection et à la mise en valeur des paysages.
- la convention européenne du paysage du 1 mars 2004, ratifiée en France le 13 octobre 2005
- « le paysage est partout un élément important de la qualité de vie des populations : dans les milieux urbains et dans les campagnes, dans les territoires dégradés comme dans ceux de grande qualité, dans les espaces remarquables comme dans ceux du quotidien », « le paysage constitue un élément essentiel du bien être individuel et social ; et sa protection, sa gestion et son aménagement impliquent des droits et des responsabilités pour chacun »
- La loi d'orientation agricole et la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, promulguées en 1999, confirment le rôle des agriculteurs dans la gestion des paysages.

Egliseneuve d'Entraigues se situe au sud du massif du Sancy et du département du Puy de Dôme, en limite avec le département du Cantal. Le territoire communal apparaît comme la "porte nord" pour pénétrer dans le Cézallier.

Dans l'Inventaire Départemental des Paysages (1997), la commune d'Egliseneuve d'Entraigues se situe dans l'entité paysagère « Cézallier ». Voir en annexe la Carte.

Le Cézallier est un "pont" volcanique jeté entre les massifs des monts Dore et du Cantal : une forme de "galette" aplatie, parsemée de cônes de scories, recouverte d'une "armure" de laves plaquées sur le substrat ancien. Ce vaste territoire offre l'image de hautes terres de solitude et de grands espaces ; un "bout du monde" aux confins de la Haute et la Basse Auvergne, caractérisé par ses formes de relief (modelé en douceur, vallée, cône), et un type d'occupation du sol (prairie, prairie d'estives).

Ce territoire assure la transition entre plusieurs grands ensembles :

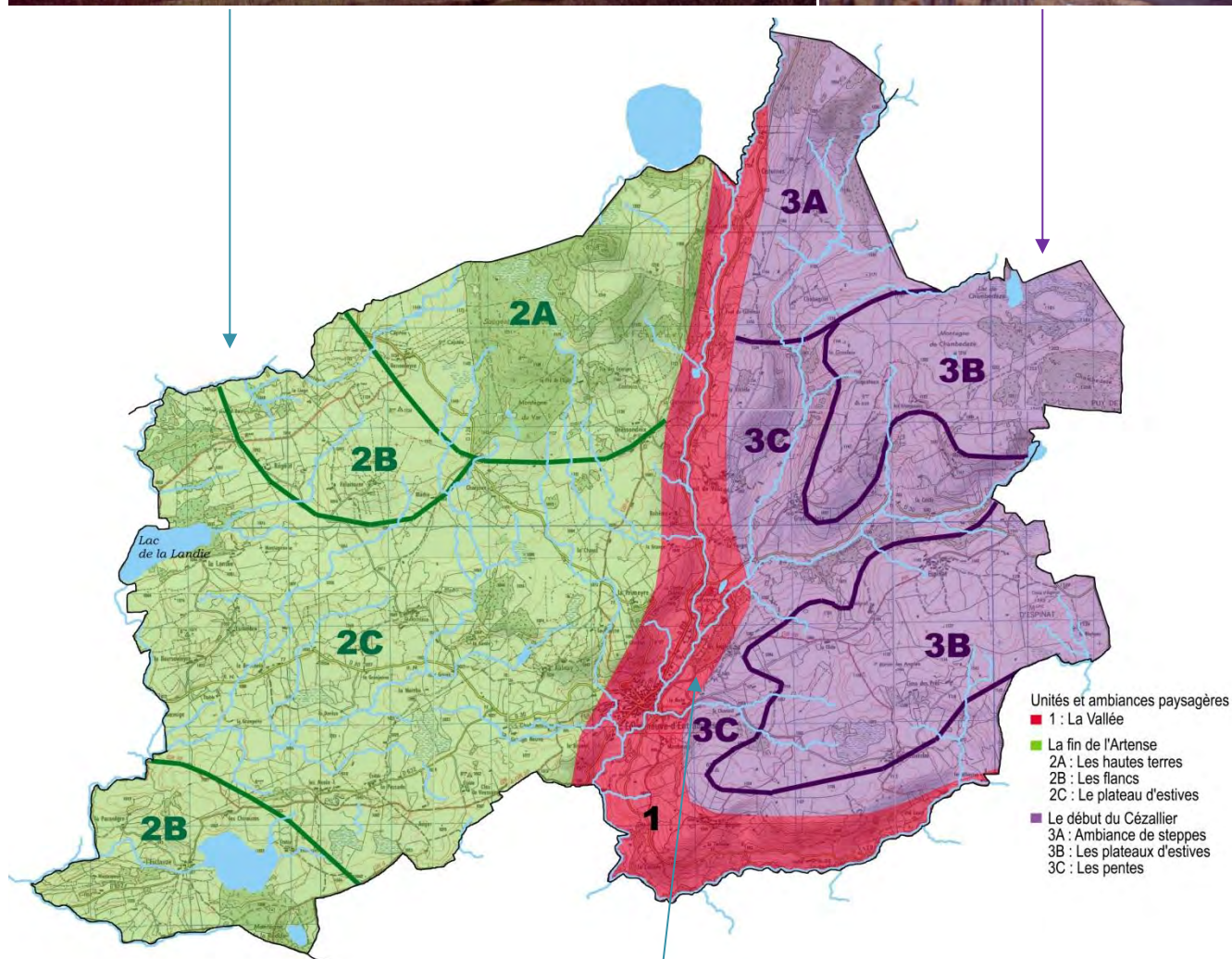
- Deux départements : le Puy de Dôme et le Cantal ;
- Deux massifs volcaniques : les Monts Dore, le massif cantalien,
- Deux ensembles de plateaux : l'Artense, le Cézallier.
- Deux étages : l'étage collinéen, l'étage de la moyenne montagne.

Le paysage est le résultat de plusieurs éléments composant la particularité d'un lieu : les éléments naturels (géologie, relief, sol, végétation), d'éléments culturels (histoire, activités humaines, pratiques rurales, éléments bâtis).

L'identité d'une grande partie des paysages du Parc des Volcans d'Auvergne repose sur l'activité agricole. Les espaces ouverts, prairies ou estives, appartiennent à son image traditionnelle, notamment parce que ce type de couvert végétal souligne les formes exceptionnelles du relief et contribue à une forte biodiversité.

Construit principalement par des inondations basaltiques sur un plateau élevé, ce territoire conjugue des paysages de plateau ondulé, recouvert d'herbes, aux creux tourbeux, et des paysages de vallée plus ou moins fortement encaissée isolant ainsi les plates-formes. Ces paysages traduisent également l'empreinte de l'homme et fait référence à un type de production (zone de montagne vouée à l'élevage, avec déplacement des animaux).

Ce paysage rassemble trois unités paysagères principales comprenant des ambiances différentes, et au sein desquelles les éléments du paysage sont indissociables.



Première unité paysagère : la vallée de la Rhue

Seconde unité paysagère : les plateaux ondulés de l'ouest ou la fin de l'Artense

- Les hautes terres
- Les flancs
- Les plateaux d'estives

Troisième unité paysagère : les plateaux encaissés de l'est ou le début du Cézaillier

- Une ambiance de steppes
- Les plateaux d'estives
- Les pentes



A/ Quelques pistes de réflexion sur l'histoire et l'évolution du paysage du territoire d'Egliseneuve



Il semble que jusqu'au Moyen Age, la forêt qui couvrait ces plateaux était peu habitée. Les romains s'y sont installés mais assez tardivement.

Au cours des X^{ème}-XIII^{ème} siècles, les défrichements se sont généralisés. L'unité d'organisation reste alors le "mas" implanté au tiers supérieur de la pente. Des cultures de céréales, des prairies et des pâtures occupaient les parcelles attenantes. La partie supérieure de la pente et les plateaux étaient consacrés aux landes et bois pâturés pour les troupeaux d'ovins.



Au XIX^{ème} siècle, la population croît et avec elle, le besoin de surfaces cultivables. Ce phénomène s'accompagne de la mise en place de drainage et d'épierrage des parcelles agricoles.

Avec l'ouverture du territoire (création de voies et de pont), l'exode rural commence et l'agriculture change : les céréales sont progressivement abandonnées pour l'élevage.



Les profondes modifications de l'activité agricole favorisées par le remembrement ont conduit à une véritable culture de l'herbe sur les plateaux, mais aussi à l'abandon des terres les plus difficiles à exploiter (pentes, zones humides, ...). Ces secteurs aujourd'hui se couvrent progressivement d'espèces pionnières (fougères, genêts, ...) traduisant une reconquête forestière.

Les estives ou pâturages d'altitude, situés au dessus de l'étage agricole accueillait durant les mois de mai à octobre les troupeaux de salers et leurs gardiens (qui vivaient dans les burons et fabriquaient les fromages St Nectaire et Cantal). Les prairies de l'étage inférieur pouvaient ainsi être fauchées en prévision de l'hiver.

L'étendue des estives est tellement disproportionnée par rapport aux capacités locales, qu'elles étaient traditionnellement louées en partie à des éleveurs d'autres régions (bassins environnants). Le cadastre ancien dit napoléonien de 1828 témoigne de l'ampleur des estives ponctuées de nombreux burons.

B/ Les unités paysagères

► Première unité paysagère : La vallée de la Rhue et de la Clamousse

Ce secteur, étroit, est façonné par le passage de la Rhue et de la Clamousse. Il coupe véritablement le territoire communal en deux selon un axe nord-sud. Ce couloir met en évidence la position de carrefour de la commune entre :

- la fin de l'Artense, à l'ouest
- le début du Cézallier, à l'est.



Vallée de la Rhue au sud du territoire

Cet interfluve présente différents aspects :

Des secteurs où le fond de vallée est plus ou moins étroit et encaissé, s'opposent à des secteurs plus larges et ouverts, De fortes pentes occupées par la forêt s'opposent à des flancs plus adoucis agrémentés de lignes d'arbres.

Cette variété de paysages détermine des ambiances différentes :

Des secteurs à caractère plus sauvage : le couloir présente un fond de vallée assez étroit, sinueux ; et des flancs à forte pente recouverts de hêtraie. Le cours d'eau est plus mouvementé. La cascade d'Egliseneuve participe à cette ambiance.

Des secteurs à caractère jardiné, où l'activité pastorale est dominante. La vallée s'élargie, les pentes se sont adoucies et se composent de bosses de creux. Ces formes molles sont soulignées de haies végétales discontinues, accompagnant le cours d'eau.

Sur certains secteurs, la crête de la pente peut présenter des orgues volcaniques.

C'est dans cet interfluve que se loge le bourg d'Egliseneuve d'Entraigues, au niveau d'un méandre.



Des secteurs à caractère sauvage : Au nord du bourg, les flancs est de l'interfluve trop pentu pour être exploités sont laissés à la forêt / Aspect sauvage du cours d'eau



Des secteurs à caractère jardiné : Secteur à vocation pastorale sur les flancs ouest du couloir, au nord du bourg / Relief en creux de ce secteur jardiné, dynamisé par une trame végétale ponctuelle accompagnant les filets d'eau descendant du plateau / Le ruisseau de la Clamousse, au nord de la commune serpente dans un fond de vallée en U, caractéristique des régions périglaciaires.

► Seconde unité paysagère : Les plateaux de l'ouest ou la fin de l'Artense

Cette seconde unité paysagère forme un secteur étendu correspondant à la partie ouest du territoire communal. Ces plateaux ondulés voués à l'estive sont parcourus par un chevelu de cours d'eau. Ce réseau de filets d'eau n'a pas creusé de vallées très encaissées. Le relief assez doux du plateau est fait de creux et de bosses, où l'eau se trouve parfois prisonnière et crée des zones humides.

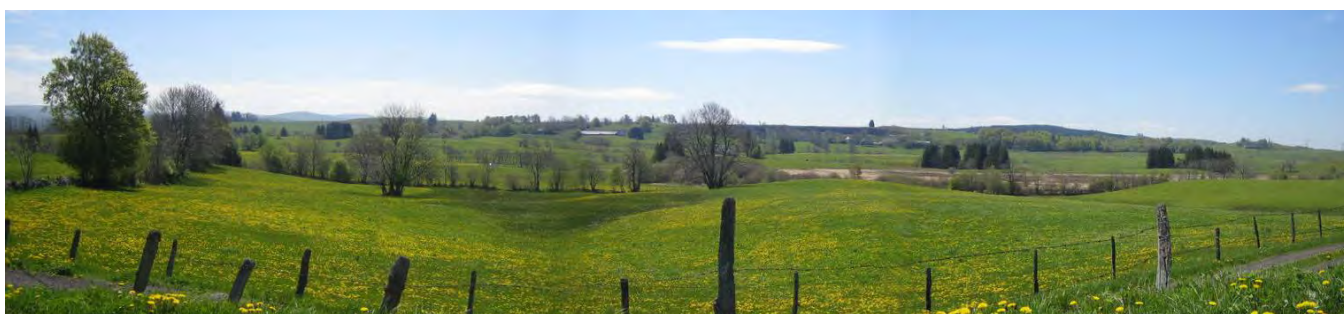
Ce secteur homogène se caractérise néanmoins par des ambiances différentes.



Vue depuis Falaitouze en direction du sud et du Cézaillier.



Vue depuis Falaitouze en direction du nord et du Sancy.



Prairies / zone humide - tourbière à hauteur de la Devèze.

Les hautes terres à l'ambiance sauvage

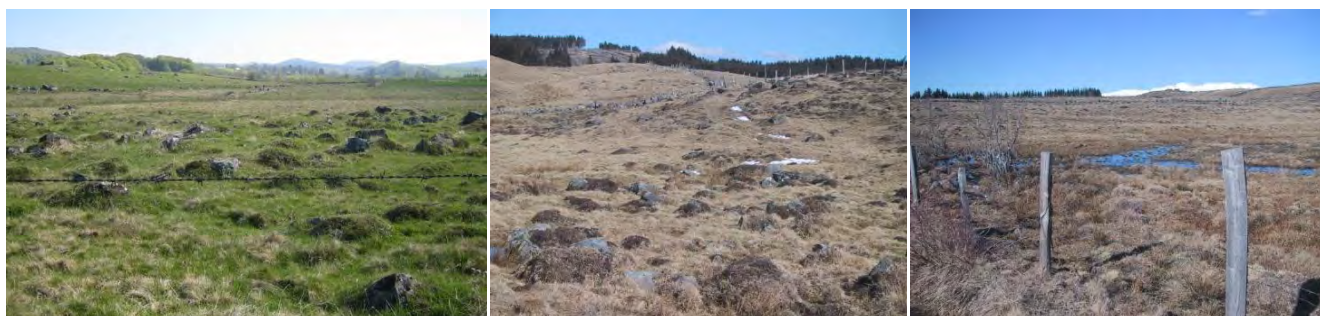
Ce sous secteur correspond à la partie la plus élevée de cette partie du territoire. Située au nord de la commune, cette zone s'étend depuis le lac Chauvet, à la RD128 (à la hauteur de la Renonfeyre et Dressondeix). Elle prend en écharpe la montagne du Var et la forêt de Montberd. Le lac Chauvet constitue la partie haute du secteur, ceinturé d'une forêt de résineux.

Le caractère sauvage et calme de ce secteur est mis en exergue par la présence de milieux humides variés : tourbières boisées, landes humides, Ces écosystèmes fragiles revêtent un grand intérêt paysager.

En aval, les champs de pâture et de fauche prennent le dessus. Ce sous secteur particulier se distingue par son ambiance très minérale. Les parcelles agricoles vouées au pastoralisme offre l'apparence d'un immense chaos, car parsemées d'une multitude de débris rocheux. Le massif du Sancy constitue l'arrière plan théâtral de ce secteur.



Les boisements de résineux de la montagne du Var et de Sougeat la Souze constituent le fond de paysage.



Les hautes terres : montagne du Var recouverte de résineux, champs parsemés de blocs rocheux, eau prisonnière dans les creux.

Les flancs à l'ambiance jardinée

Ce sous secteur correspond à deux petites zones :

- au sud de la montagne du Var, le territoire s'affaisse doucement en direction du sud,
- au sud-ouest du territoire communal, vers le hameau de l'Esclauze, et la montagne de la Rodde.

Le boisement de résineux a laissé la place à une trame végétale semi bocagère. Elle peut prendre la forme de boisements "en timbre poste", de réseau de haies, ou d'arbre isolé. A proximité des hameaux, le réseau de haies se densifie. Cette trame végétale est alors accompagnée de murets de pierres, et l'association de ces éléments crée des secteurs plus intimes.

Puis, ce bocage "partiel" devient plus rélictuel à mesure que l'on s'approche des plateaux du centre. Le lac - tourbière de l'Esclauze à l'écosystème menacé offre une ambiance particulière au milieu de terres pastorales.

L'ensemble de ce sous secteur offre une ambiance jardinée, et une transition avec le plateau d'estives.

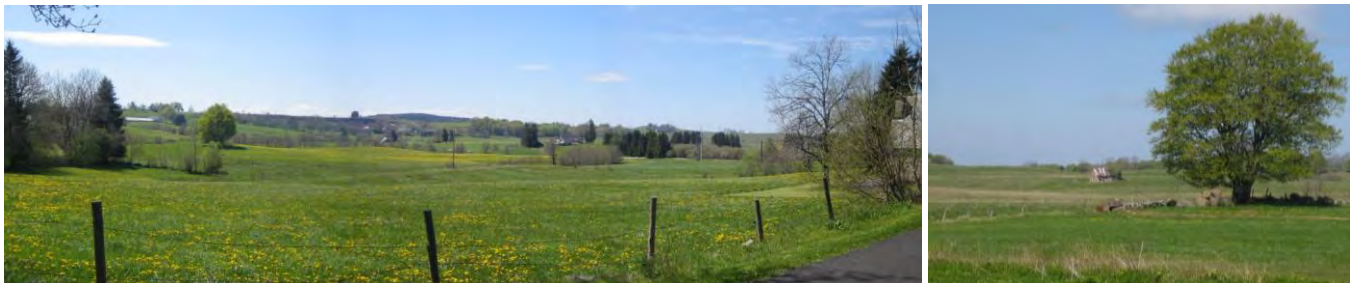


La Pruneyre : murs de pierres sèches et strate arborée donnent un aspect jardiné, organisé par l'homme. / Les pentes : association de trame végétale et de murets de pierre autour des groupements bâtis

Le plateau d'estives

Ce dernier sous secteur correspond au plateau central et se caractérise par une vocation pastorale, un habitat très dispersé, et une présence moins forte de l'arbre (accompagnant les filets d'eau).

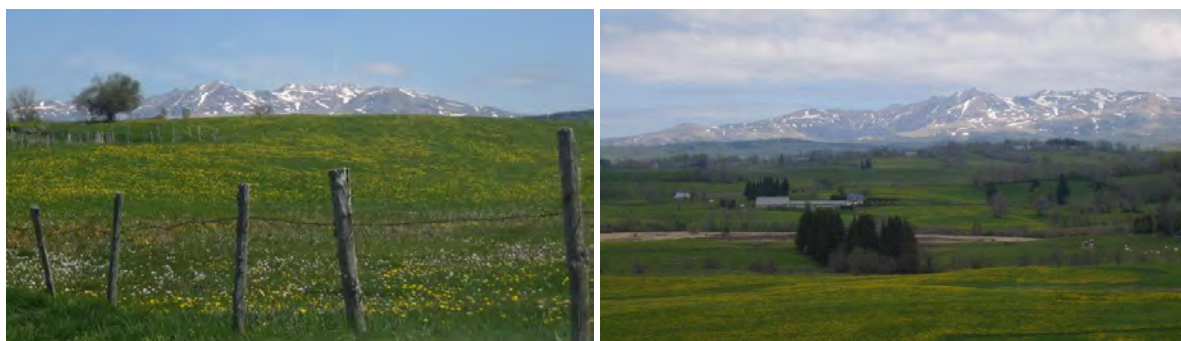
Le pâturage se développe à perte de vue sur la platitude des sommets. Le paysage de ce plateau, cabossé et élevé malgré le rabotage des glaciations quaternaires, se traduit par des pâturages marécageux au sein desquels les filets d'eau se tordent en méandres sans fin, et aux horizons fermés par deux grandes barrières montagneuses : le massif du Sancy au nord et le massif cantalien au sud.



Le plateau voué aux estives aux molles ondulations soulignées par quelques lignes d'arbres, et emprisonnant l'eau dans son relief de creux et de bosses. / Les plateaux sont ponctués de petits burons, plus ou moins bien conservés.



Zone humide à proximité de La Garde.



Le Sancy est visible depuis une bonne partie de la commune. Vue depuis les hauteurs du hameau de la Jomisse (au centre du territoire). / vue depuis les Aveix sur le lac tourbière de la Devèze et le massif du Sancy.



Le secteur de Falaitouze offre un réseau de murs de pierre assez important qui rappelle le travail de l'homme dans l'organisation des paysages. / Hêtraie en bordure du Lac de la Landie.

► Troisième unité paysagère : les plateaux de l'est, ou le début du Cézallier

Cette unité paysagère forme un secteur correspondant à la partie est du territoire communal. Les plateaux apparaissent plus encaissés que ceux de la partie ouest, et constituent une porte sur le Cézallier.



Ces plateaux permettent des vues dégagées et très ouvertes en direction du nord ouest et du Massif du Sancy.



Une ambiance de vallée périglaciaire en auge

Ce sous secteur se situe au nord-est du territoire communal.

Peu étendu, il offre une ambiance particulière rappelant les paysages steppiques de l'Europe de l'est. Le relief se caractérise par une vallée assez large en forme d'auge, caractéristique des régions périglaciaires.



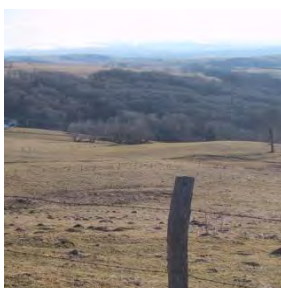
Cette vallée offre une ambiance particulière faisant penser aux steppes d'Europe de l'est.

Les pentes

Ce sous secteur s'étend sur les pentes de ce plateau cabossé et entaillé de ruisseaux.

Ces interfluvies apparaissent plus accidentés qu'à l'ouest et largement recouverts de boisement (hêtraie, chênaie).

C'est dans ce sous secteur que se sont implantés les groupements humains : Bost de village, Espinat, Bogon, Redondel, Graffaudex ... au revers des croupes, accompagnés de murets de pierres et de haies de frênes.



Les vallons apparaissent plus encaissés et recouverts de forêts.

Les tables d'estives

Ce sous secteur ne s'apparente pas à un vaste plateau mollement ondulé, comme celui de l'ouest, mais plutôt comme une succession de "tables" vouées aux estives. Le socle est fragmenté en compartiments. Formées de multiples ondulations et moutonnements, ces surfaces tabulaires ont un caractère montagnard très affirmé, parsemé d'un habitat très lâche, caractéristique de sa vocation pastorale.

*Les plateaux**Tourbière de Redondel. / Les plateaux culminant à plus de 1100m permettent des vues dégagées et frontales sur le massif du Sancy.***► Le bâti et son implantation**

Le relief et la nature du sol joue incontestablement sur le mode de fixation. La topographie et la recherche de la meilleure exposition ont conditionné en partie l'implantation du bâti optant pour la dispersion. De plus, la présence de l'eau un peu partout sur le territoire, sans y être abondante, est un autre facteur permettant la dispersion du bâti.

L'habitat très dispersé de la commune (à l'exception du bourg et de quelques hameaux) constitue une constance du Cézallier et confirme le statut de pivot du territoire au contact de la zone Sancy Artense et de l'Artense cantalienne.

Le choix du site est également réfléchi, mais l'on note également une constance sur le territoire communal. A l'exception du bourg, situé dans un interfluve, l'habitat s'organise de la manière suivante :

Les hameaux et villages, plus nombreux dans la partie Est, sont généralement implantés en bordure ou sur les revers de croupe, à l'abri.

- L'Esclauze : 1010-1020m
- Renonfeyre : 1030-1040m
- Dressondeix : 1090-1100m
- Falaistouze : 1100-1120m

- Graffauzeix : 1045-1070m
- Espinat : 1140-1160m
- Bogon : 1050-1070m
- Bost de village : 1060-1070m
- Redondel : 1100-1110m

Le reste du territoire est parsemé de fermes isolées. Cette organisation du bâti correspond notamment aux différentes entités et ambiances paysagères déterminées plus haut.

On peut ainsi pour certain dégager une identité de "villages balcon" qui profitent d'une bonne exposition. Cette identité peut être menacée par des extensions mal maîtrisées.

L'architecture vernaculaire apporte une certaine cohésion. Le bâti regroupé (le bourg et les villages) ou très disséminés (fermes isolées), sont généralement entourés de légères haies d'arbres, renforcé parfois par un réseau de murets de pierre. Les toits pentus, les couleurs sombres des couvertures contribuent à élargir la palette des couleurs.

Les structures humaines tels que le parcellaire, les réseaux de chemins, l'habitat, contribuent à organiser les vues, à guider le regard.



Hameau de Bladre, implanté en rebord d'une ligne de crête, à 1065m d'altitude. Ouvert en direction du sud est, la trame végétale le ceinturant, facilite une bonne intégration paysagère.



Les maisons sont toujours agrémentées de quelques arbres

ENJEUX

Maintenir la qualité des paysages.

ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU

Maintenir la vocation agricole.

Préserver les structures végétales (boisement, ripisylve, haie, bosquet notamment en contact avec le bâti, ...).

SECTION 1 - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT / SYNTHESE

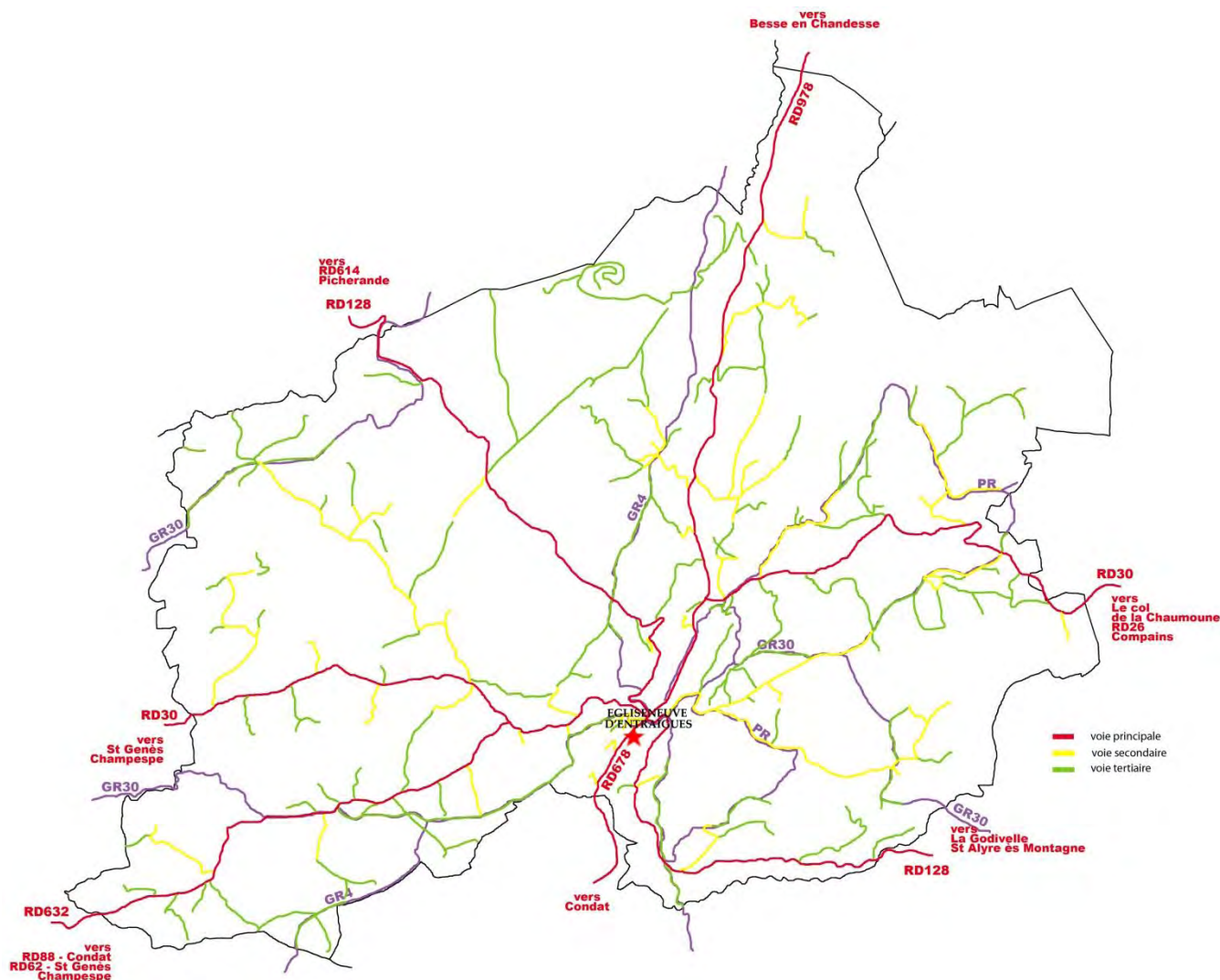
constat	bilan	enjeux	orientations
Territoire de moyenne montagne, au socle volcanique, à vocation agropastorale	Les ressources locales sont employées dans l'architecture (basalte, gneiss, bois), et pour les travaux publics (carrière des Aveix).	METTRE EN VALEUR LES PAYSAGES ET LES RESSOURCES.	RECHERCHER L'EMPLOI / LE REEMPLOI DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION. RECHERCHER DES COHERANCE AVEC LES MATERIAUX MODERNES
	Interface entre grands ensembles naturels Sancy / Cézallier / Artense : milieux naturels nombreux et sensibles.	PROTEGER LES ESPACES NATURELS ET LES PAYSAGES	
Un chevelu hydrographique très dense, mêlant cours d'eau, lacs, zones humides, tourbières.	EAU souterraine : ressources quantitatives faibles ; bonne qualité.	VEILLER A LA PRESERVATION ET L'AMELIORATION DE LA RESSOURCE EN EAU.	OPTIMISER LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSAINISSEMENT
	EAU courantes : précipitations d'intensité moyenne, de longue durée ; qualité de bonne à moyenne.		MAITRISER LES REJETS (agricoles, domestiques)
	EAU potable : le réseau est globalement satisfaisant. la DDAS précise que le niveau de sécurité peut être amélioré.	PROTEGER LES ESPACES NATURELS SENSIBLES.	PRENDRE EN CONSIDERATION LES CAPTAGES ABANDONNES QUI POURRAIENT ÊTRE A NOUVEAU EXPLOITES.
ASSAINISSEMENT collectif uniquement sur le bourg. / individuel sur le reste du territoire.	les stations d'épuration ne sont pas saturées.	LIMITER LES REJETS ET LES POLLUTIONS.	DEFINIR UNE AMBITION DEMOGRAPHIQUE. les stations d'épuration ne sont pas saturées.
La qualité de l'Air est globalement bonne. le climat est de type montagnard avec influence océanique.	L'architecture vernaculaire affiche des pistes de réflexion en matière d'économie d'énergie (orientation, protection).	PRESERVER LA QUALITE DE L'AIR	MAITRISER L'URBANISATION INCITER LA MISE EN PLACE DES ENERGIES RENOUVELABLES
ENERGIES	forte dépendance énergétique (>90%).	DEVELOPPER LES ENERGIES RENOUVELABLES	INCITER LEUR MISE EN PLACE
La commune n'est pas soumise à des risques naturels majeurs.	pas de bilan particulier.	PROTEGER LES PERSONNES ET LES BIENS.	LIMITER LE RUISSELLEMENT PLUVIAL AU SEIN DU BOURG NOTAMMENT.
De nombreux milieux naturels particulièrement représentatifs des secteurs Cézallier et Artense: nombreuses zones humides et tourbières dont les plus belles ou les plus grandes sont identifiées ZNIEFF, Natura 2000 et APB.	Des zones humides et des tourbières à différents stades d'évolution.	PRESERVER LES ZONES HUMIDES ET TOURBIERES	PROTEGER LES MILIEUX EN MAINTENANT UNE VOCATION AGRICOLE. ENTREtenir CES MILIEUX AFIN DE CONSERVER DIFFERENTS STADES DE VIE
	Les massifs boisés sont devenus rélictuels. les boisements naturels sont les plus fragiles.	PRESERVER LES BOISEMENTS.	FAVORISER LA MIXITE.
	Les corridors écologiques sont bien représentés, plutôt en bon état, peu menacés, notamment par les pratiques agropastorales.	PRESERVER LA VOCATION AGRICOLE	MAINTENIR LES ZONAGES AGRICOLES ET NATURELS.
Paysages de transition entre Sancy-Artense et Cézallier : vastes plateaux mollement ondulés, ouverts, ponctués de fermes traditionnelles.	Des paysages de qualité, mis en valeur par une vocation agro pastorale, préservés de toutes pressions humaines.	MAINTENIR LA QUALITE DES PAYSAGES	CONSERVER LES TERRES AGRICOLES. PRESERVER LES STRUCTURES VEGETALES. PRESERVER LES MILIEUX HUMIDES

SECTION 2

ENVIRONNEMENT URBAIN

1 - LES VOIES DE COMMUNICATION

Les infrastructures majeures



Carte de la trame viaire

La commune n'est pas traversée par des infrastructures à fort trafic. Plusieurs routes départementales convergent au niveau du bourg d'Eglise Neuve et mènent aux bourgs des communes voisines. La topographie du territoire et l'occupation des sols génèrent une absence de communication entre les routes départementales. Depuis ces RD, des voies secondaires distribuent les différents hameaux de la commune. Ces voies s'assimilent à des impasses, dans le sens où elles débouchent majoritairement sur des chemins d'exploitation.

La problématique majeure porte sur l'absence de liaisons entre les différentes voies de communication.

Les vastes espaces pastoraux de la commune sont propices à la randonnée. De nombreux chemins de petite et grande randonnée maillent le territoire et permettent sa découverte.

Les pollutions sonores

La prise en compte du bruit dans l'urbanisme est fondée sur le principe de prévention qui vise notamment à isoler les activités bruyantes et limiter les usages du sol dans les secteurs bruyants.

La commune ne compte pas d'activités bruyantes. Les nombreuses exploitations agricoles sont réparties sur le territoire et pour la plupart éloignées de la vocation d'habitat.

Les déplacements

1/ Les transports collectifs

a/ Les Bus

Outre les transports scolaires, un service régulier de cars assuré par le Conseil général permet des liaisons en direction des pôles de vie et d'emplois (Riom es Montagne, Besse, Clermont). La commune d'Eglise neuve est desservie par une ligne (n°74 Riom es Montagne - Clermont).

Cependant, compte tenu des horaires, ce service n'apparaît opportun pour les actifs.

Voir en annexe la carte Transdôme et les horaires de la ligne n°74.

b/ Le Train

La commune ne dispose pas de gare.

Outre la gare principale de Clermont ferrand, les correspondances ferroviaires (ou en autocars) les plus proches de la commune sont les gares du Sancy, de la Bourboule et du Mont Dore.

2/ Les transports individuels

La voiture constitue le moyen principal de déplacement.

75% des actifs résidents travaillent sur la commune.

25% des actifs résidents travaillent en dehors de la commune.

Perspectives : pour les actifs travaillant à l'extérieur de la commune, un lieu de rencontre pour le covoiturage pourrait être mis en place. Le PLU pourrait consacrer à cet effet un emplacement réservé.

ENJEUX

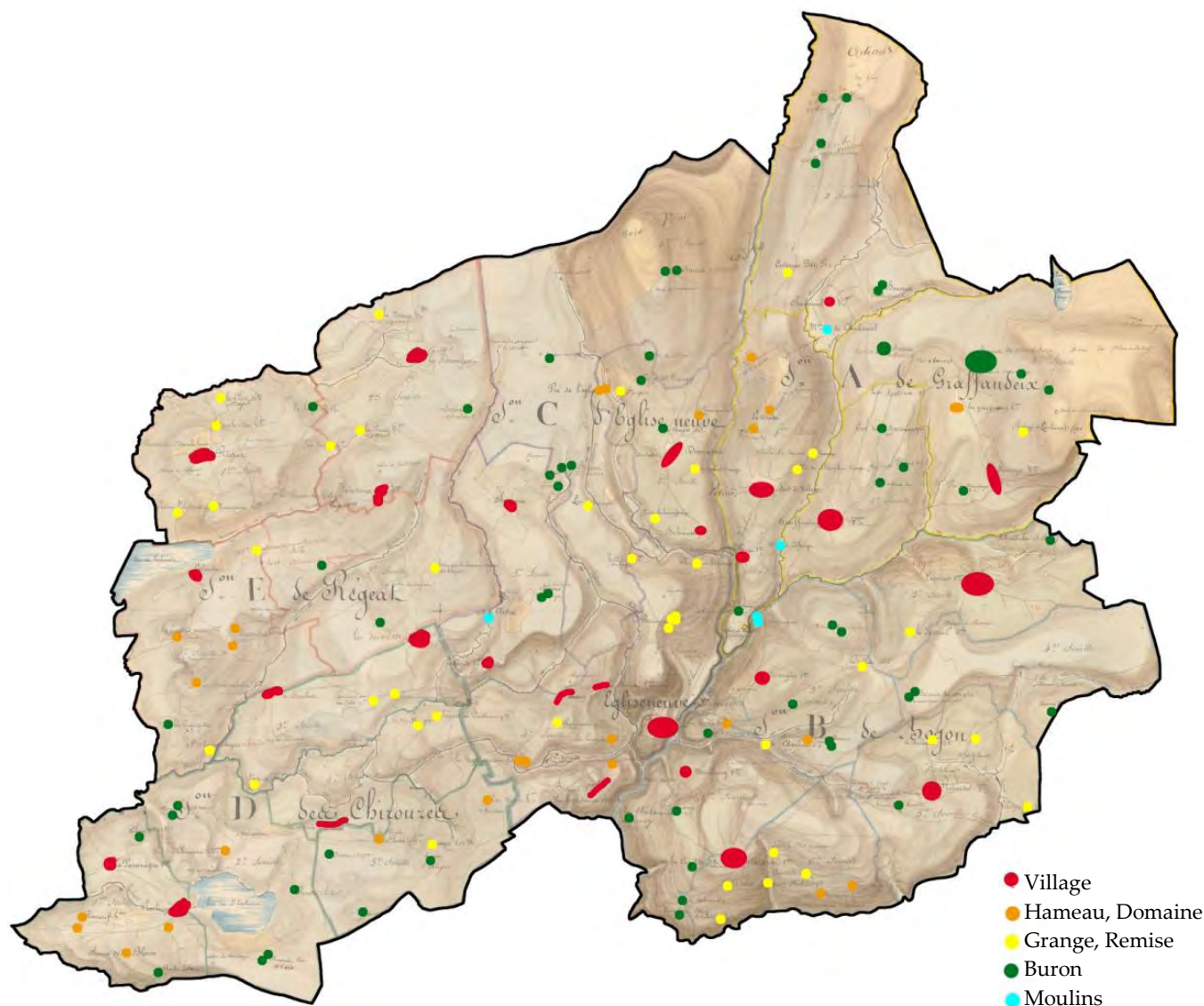
Réduire les déplacements et les effets de gaz à effet de serre.

ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU

- Conserver et mettre en valeur les cônes de vues sur le territoire communal et les grands ensembles environnants (Sancy, Cézallier), notamment en préservant les paysages et l'activité agricole.
- Conforter les modes doux, en maintenant et valorisant les cheminements existants (PR, GR).

2 - L'ORGANISATION DU TERRITOIRE

2.1 - Introduction



Organisation du territoire d'après le cadastre ancien

Evolution du territoire d'Eglise neuve d'Entraigues

Jusqu'au Moyen Age, la forêt couvrait ces plateaux peu habités. Les romains s'y sont installés mais assez tardivement.

Au cours des X^{ème}-XIII^{ème} siècles, les défrichements se sont généralisés, autour du "mas" implanté au tiers supérieur de la pente.

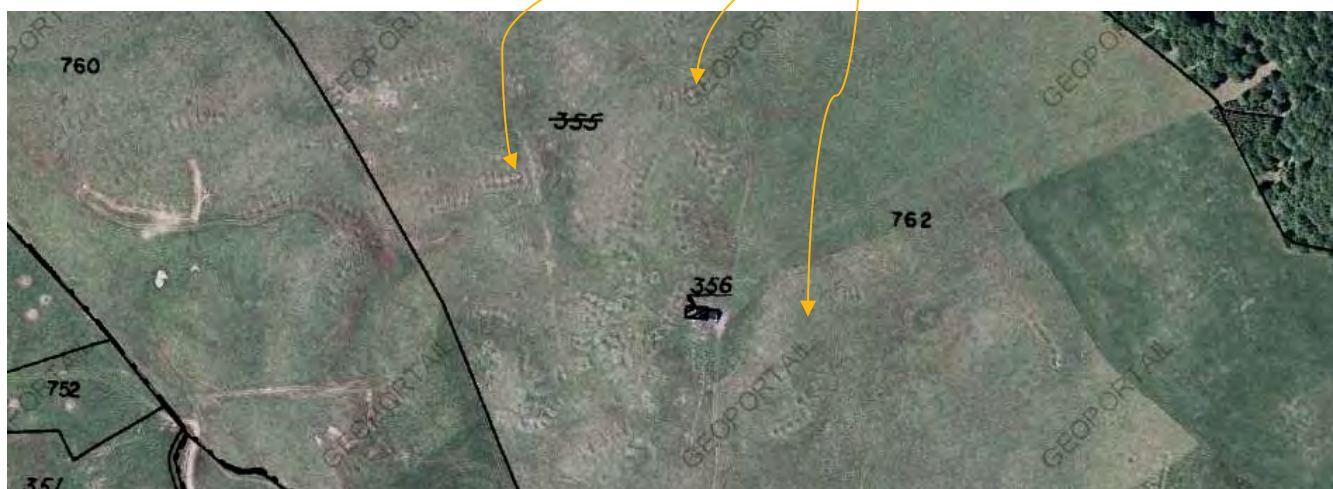
Au XIX^{ème} siècle, la population croît et avec elle, le besoin de surfaces cultivables. Les profondes modifications de l'activité agricole ont conduit à une véritable culture de l'herbe sur les plateaux. Les estives ou pâturages d'altitude, situés au dessus de l'étage agricole accueillait durant les mois de mai à octobre les troupeaux de salers et leurs gardiens (qui vivaient dans les burons et fabriquaient les fromages St Nectaire et Cantal).



L'étendue des estives est tellement disproportionnée par rapport aux capacités locales, qu'elles étaient traditionnellement louées en partie à des éleveurs d'autres régions (bassins environnants).

Le cadastre ancien dit napoléonien de 1828 témoigne de l'ampleur des estives ponctuées de nombreux burons.

La photo aérienne signale encore les traces des nombreux anciens burons.



Environs de Chambédaze



Hormis le bourg, le territoire se caractérise par une dispersion de l'habitat.

Les groupements bâtis (hameaux) et les fermes isolées s'implantent dans les replis du relief. La prégnance de la végétation conforte l'intégration des bâtiments dans le paysage.

2.2 - LE BOURG



Vue frontale sur le bourg depuis la RD128.

Situation en fond de vallée de la Rhue, à 950-955m d'altitude environ, sur un versant exposé sud, surplombant la rivière.

Le bourg est traversé par la RD978.

A l'exception du bourg centre où le bâti n'a pas d'orientation privilégiée, les constructions du reste du bourg sont généralement implanté parallèlement aux courbes de niveau, avec une exposition sud.

Lotissement récent sur les hauteurs du bourg : orientation sud du bâti.

Dents creuses : ★

Le bourg centre compte de nombreuses maisons fermées (vacantes, à vendre).

Pas de risques naturels sur le bourg.

Point de vue frontal sur le bourg depuis la RD128 (versant opposé).



Dents creuses en zone UG du POS, à proximité de la mairie - école.



L'entrée nord de la commune par la RD978 est marquée par un relief en vallon et par une urbanisation très distendue

La RD978 longe un vallon encaissé au creux duquel s'écoule le ruisseau de la Clamousse.

Ce secteur marque véritablement l'arrivée au bourg, notamment du point de vue paysager, par un paysage de vallon ouvert, élargi débouchant sur le bourg.

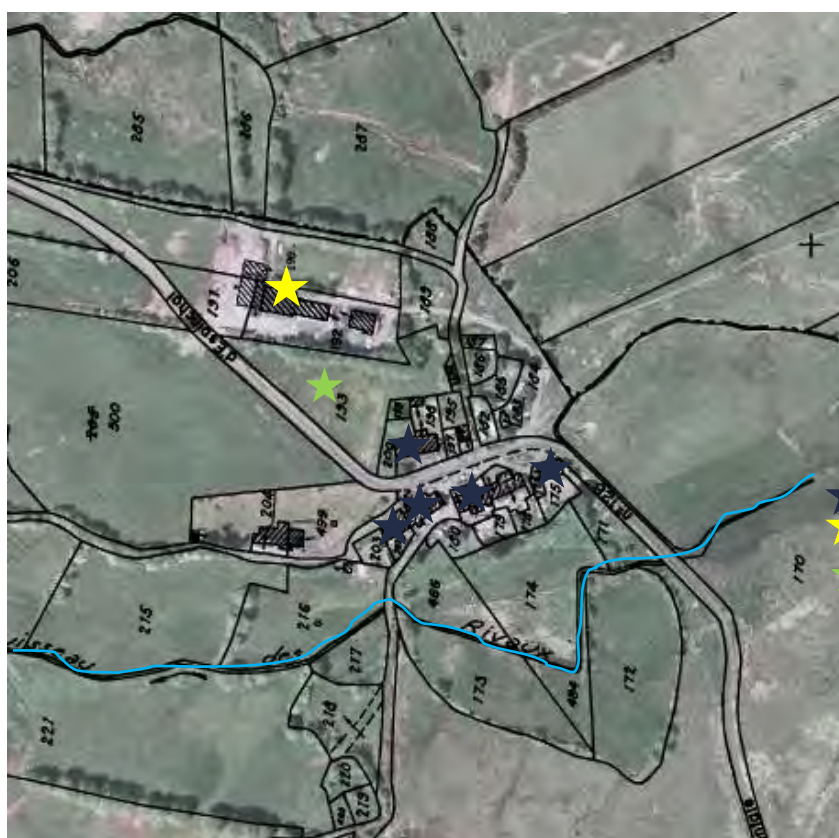
Ce secteur est traversé par le GR30.



Vallon s'ouvrant sur le bourg / entrée du bourg marquée par un bel alignement d'arbre bordé de murets de pierres.

2.3 - Les hameaux isolés

L'ensemble des hameaux éparpillés sur le territoire communal est classé en zone NCa au POS actuel.



La Renonfeyre

Situé sur le versant ouest de la Montagne du Var, à 1134m d'altitude.

Implanté sur un replat.

Orientation : faitages orientés est-ouest, façades au sud.

Proximité du ruisseau des Rivaux.

Accompagnement végétal qui permet une bonne intégration du bâti.

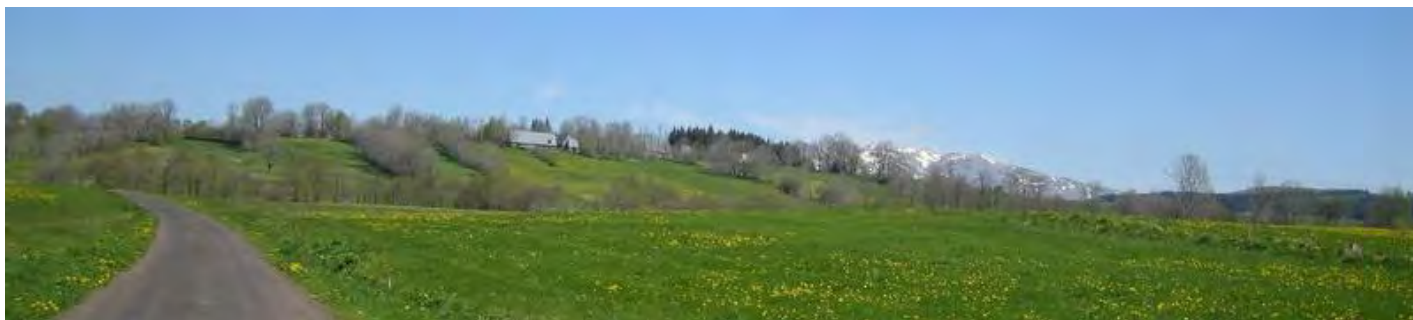
1 exploitation agricole en activité.

De nombreuses granges abandonnées, vacantes ...

Dent creuse



Falaitouze



Versant sud ouest de la Montagne du Var, à 1110m d'altitude environ.

Implanté sur un replat.

Orientation des faitages Est-Ouest.

Accompagnement végétal qui permet une bonne intégration du bâti. Notamment des haies bocagères courant sur les pentes.

Qualité des franges ouvertes sur l'espace agricole environnant.

Belles fermes / granges, représentative de l'architecture locale, s'ouvrant au sud.

Quelques ruines au sein du hameau.



Les Aveix

Pente nord de la Montagne de la Rodde, à une altitude de 1000m environ.

Exploitation agricole en activité

Carrière de travaux publics des Aveix.



Redondel

Situation en rebord nord d'un plateau, à une altitude de 1100m.

Vocation entièrement agricole : 1 seul agriculteur ?

De nombreuses fermes anciennes sont abandonnées ou réemployées comme remise, stockage,

L'éventuelle extension du hameau sera proscrite en direction de la tourbière de Redondel.

Cône de vue en direction du massif du Sancy au nord ouest.



Espinat

Situation sur les pentes nord de la Montagne d'Espinat à 1142m d'altitude.

Hameau à vocation agricole.

De nouveaux bâtiments agricoles modernes (stabulations) se sont implantés en cœur de hameau.





Graffaudaix

Situation sur les pentes sud ouest du Puy de la Vaisse, à une altitude de 1045m d'altitude.

Hameau à vocation agricole.



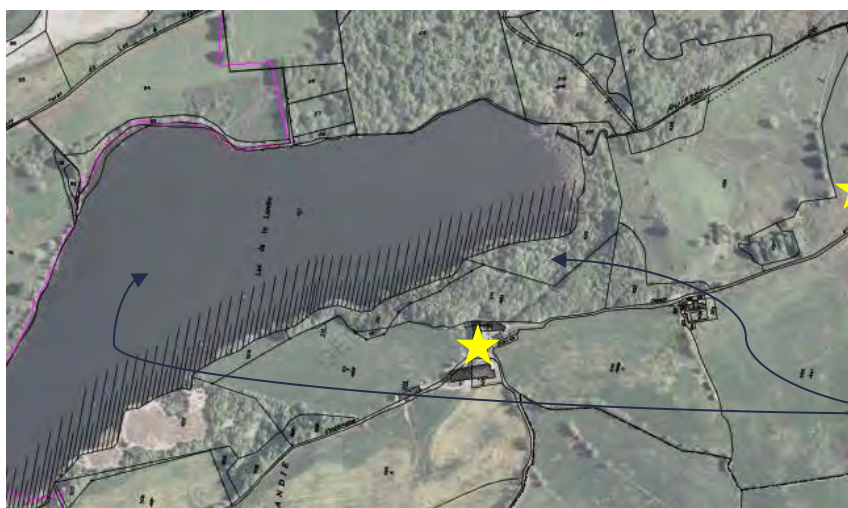
Exemples de fermes isolées



Régéat

Versant ouest de la montagne du Var, sur un replat à 1090m d'altitude environ

Hameau agricole : 2 exploitations agricoles en activité.



La Landie

Au sud du Lac de la Landie.

Implantation à 1050-1060m d'altitude, surplombant le lac.

Exploitation agricole en activité

Il est difficile d'envisager l'extension du hameau, de par la présence de zones naturelles fragiles à préserver.

Le lac - tourbière de la Landie d'environ 100 ha se situe dans un cadre pastoral et bordé d'une hêtraie (1035-1070m d'altitude). Le site constitue un des lacs les plus visités de l'Artense. Il présente en outre un intérêt archéologique et paysager et est utilisé à des fins piscicoles.



Escombe

Versant Est d'une butte culminant à 1079m.
Implantation à 1052m d'altitude, entre 2 lignes de relief.

Hameau agricole.

Vue sur le hameau depuis la RD30.

Vue sur le massif du Sancy.

La Boursouleyre

Versant sud de la butte

Implantation à 1035m d'altitude entre 2 lignes de relief.

Hameau agricole.

Enjeux :

Conforter le bourg centre.

La commune doit se fixer une ambition démographique.

Orientations / Pistes de réflexion pour le PLU :

Envisager des opportunités foncières dans le centre bourg, afin de répondre aux exigences environnementales et aux directives territoriales en matière d'économie des sols.

Envisager une réflexion sur l'évolution des extensions urbaines.

Au sein des zones bâties, quelles orientations de développement envisager ? remplir les dents creuses ou en épargner quelques unes (comme poumons verts), maintenir la densité actuelle ou tendre vers une densité plus forte (facilitant ainsi la mixité sociale et des formes architecturales différentes, répondant notamment aux principes du développement durable), ...

Conserver la vocation agricole sur le reste du territoire.

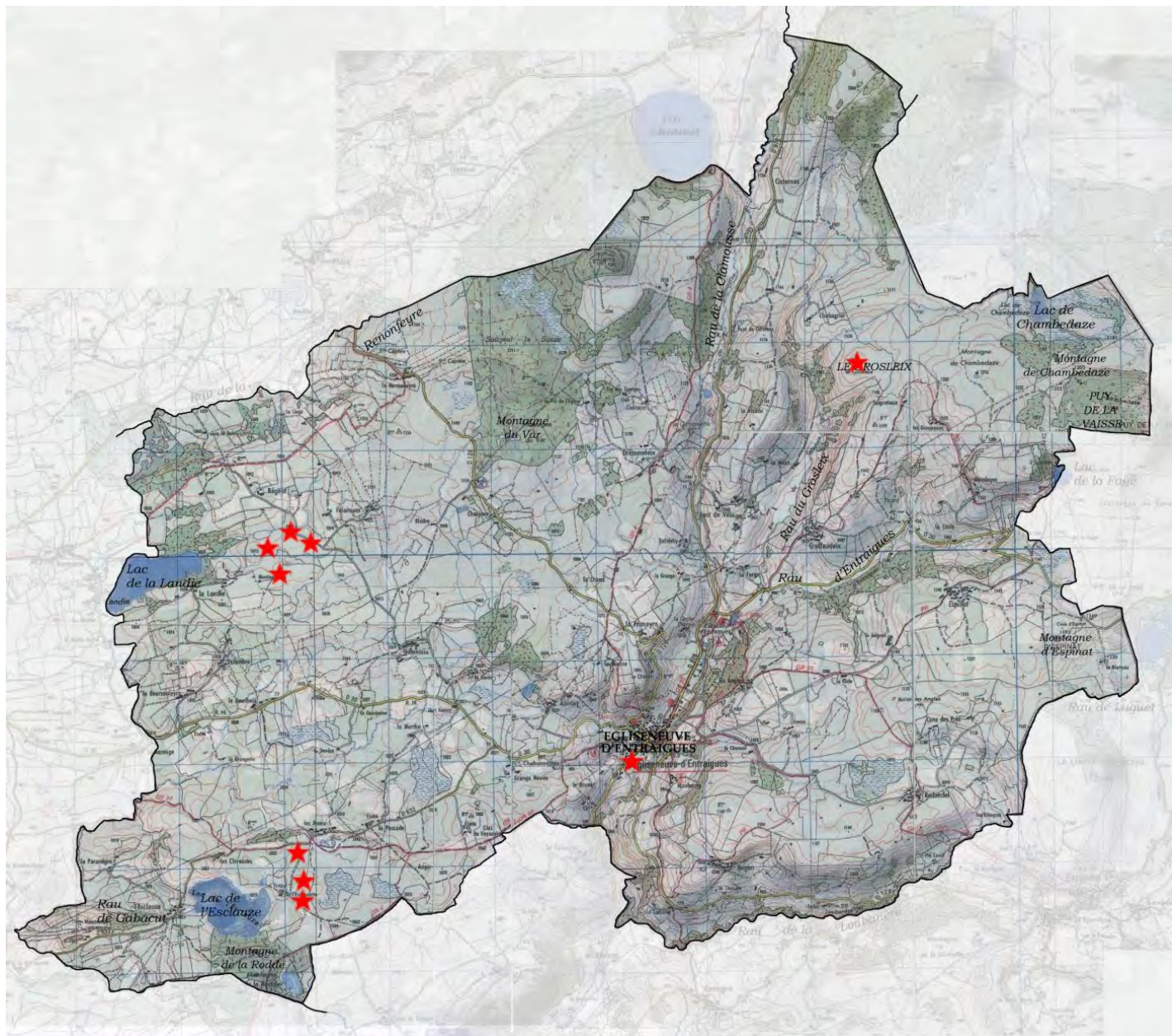
3 - LE PATRIMOINE BATI

3.1 - Le patrimoine archéologique

La commune est concernée par 10 sites archéologiques.

La liste de ces sites est réalisée par le service régional d'archéologie de la DRAC Auvergne et ne constitue qu'un état actuel des connaissances. D'autres sites enfouis et donc invisibles peuvent être encore inconnus.

Voir liste et carte en annexe.



Localisation schématique des sites archéologiques.

3.2 - Le Patrimoine Majeur

► L'église Saint Austremonne

Cet édifice est inscrit en totalité par arrêté du 7 mai 1969.

L'église datée du X^{ème} siècle a été remaniée aux XII^{ème} et XIII^{ème} siècles, puis au XIX^{ème} siècle.

Une église existait en 950. Le chœur est construit vers 980. De cette première époque de construction, il reste à l'entrée et dans la travée droite du chœur, les impostes aux tablettes sculptées de décor carolingiens (baguette, corde, chevrons, entrelacs, ...).

Construction de la nef de quatre travées, flanquée de bas côtés au X^{ème} et XI^{ème} siècles. Le chœur fut refait, désaxé vers le sud et terminé en abside arrondie, appuyée extérieurement sur des contreforts.

La nef est voûtée en berceau bandé par des arcs doubleaux. Les bas côtés sont voûtés en berceau et sont légèrement surélevés et séparés de la nef par de grands arcs diaphragmes.

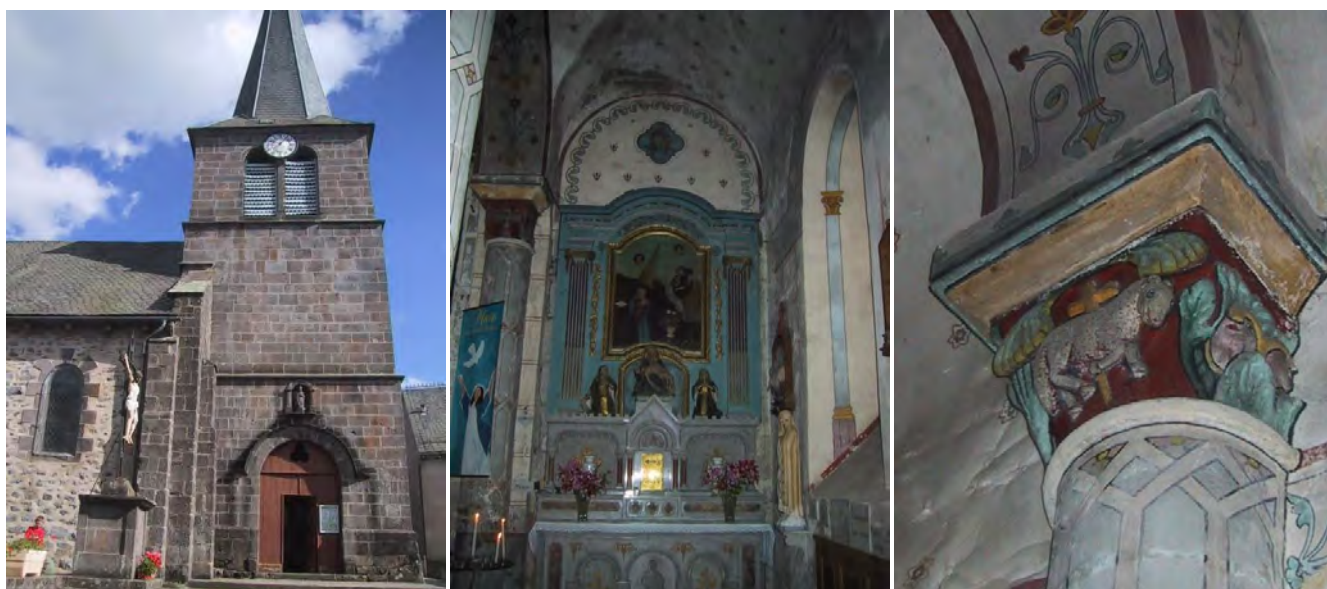
Tous ces arcs sont reçus par des chapiteaux surmontant des colonnes engagées. Ces 22 chapiteaux ont leurs corbeilles sculptées de feuilles de refend, palmettes, parfois mêlées de personnages, arcatures, oiseaux ou bien sont historiés (St Michel, archange, Christ en croix, une Cène, etc ...).

La croisée du transept a été construite au XV^{ème} siècle et détruite durant la guerre de Cent ans.

L'église a été refaite en 1472 par des maçons du Limousin, sous Robert de Balsac.

Pour la construction de l'église, on fit appel à des corporations ouvrières au sein desquelles il y avait de véritables artistes et compagnons de talent. On retrouve sur les chapiteaux d'Eglise neuve la marque du même sculpteur ou de son élève ayant été sur les chantiers des églises d'Issoire, Brioude, Mozac. L'édification de l'église semble avoir duré une cinquantaine d'années.

Le clocher de l'église fut détruit en 1794 puis reconstruit en 1818. L'édifice fut prolongé vers l'ouest par un clocher porche.



L'église conserve un mobilier de valeur dont plusieurs pièces classées Monuments Historiques au titre d'objet :

Le 27 février 1967 : Une piéta en pierre polychrome et dorée, datant du XVI^{ème} siècle. Ce groupe sculpté est peint de différents tons : bleu (robe de la Vierge), brun (cheveux et barbe du Christ), doré (voile de la Vierge et ceinture du Christ). Il semble que certaines couleurs dissimulent des teintes encore plus anciennes.

Le 27 février 1967 : Une statue en bois peint et doré du XV^{ème} siècle représentant Saint Austremonne assis sur un siège sans dossier dont la partie arrière est ajourée d'un quatrefeuille.

Le 23 avril 1981 : Des hauts reliefs en stuc, peint et doré datant du XVIII^{ème} siècle, représentant deux religieuses en prières.

► La chapelle de la Font Sainte

En sortie du bourg par la RD90.

Cette chapelle semble dater du XVIII^{ème} siècle, n'est pas protégée, mais une demande de protection, au titre des Monuments Historiques, du mobilier intérieur a été déposée par la commune.

Cette petite chapelle à nef unique date du 18^e siècle. Elle présente à l'intérieur un plafond polychrome à caisson et des vitraux.



3.3 - L'architecture traditionnelle

Le Cézallier se situe au carrefour des deux grandes entités : le Puy de Dôme et le Cantal, et plusieurs pays : monts Dore, Artense, massif cantalien, Couzes. Son architecture est par conséquent largement influencée des caractéristiques de ces aires. Le bâti rural de la commune se caractérise par une unité évidente, qui se traduit par :

- une typologie simple
- une unité des matériaux de construction
- une mise en œuvre adaptée.

L'étude de l'architecture vernaculaire du territoire est avant tout celle de l'architecture rurale du XIX^{ème} siècle.

L'homogénéité des formes répond surtout à une fourchette chronologique de construction assez réduite.

Typologie :

L'architecture vernaculaire

- La maison du journalier
- Ferme bloc à terre
- Ferme à bâtiments distincts
- Les annexes agricoles isolées
 - * Les granges étables
 - * Les burons
 - * Les bâtiments agricoles modernes

L'architecture urbaine

- La barriade
- La maison de bourg
- La maison de villégiature
- Les bâtiments publics et les réhabilitations actuelles.

► La maison du journalier

Il s'agit de la forme la plus élémentaire de la cellule familiale, se composant d'un unique logement, sans bâtiments agricoles.

Pour faire l'économie d'un mur, et lutter contre la rudesse du climat, elles se blottissent souvent les unes contre les autres.



Maisons de journaliers accolés

► La ferme en ligne : la maison bloc

Ce type constitue la formule la plus simple et probablement la plus ancienne. Face aux contraintes climatiques, ce modèle s'est implanté au revers des croupes, sur l'adret, ou sur des replis de terrains.

Le logis, la grange et l'étable sont regroupés sous le même toit.

Ces fermes sont également caractérisées par la présence constante de bosquets d'arbres, protecteurs, autour des bâtiments.

Ce modèle prédominant des fermes petites à moyennes peut se décliner sous 3 sous types :

➡ La ferme bloc à terre primitive :

Ce modèle juxtapose horizontalement les espaces à vocations agricoles au logis, sous une toiture unique. La déclivité du terrain est utilisée dans l'implantation du bâti. La ferme s'enterre généralement au nord. On trouve en série le volume habitation et le volume de l'étable.

Le logis ne comporte pas de niveau.

L'accès à la grange qui occupe tout l'espace des combles peut se faire soit par une levée de terre appelée localement *montade* ou *levade*, ou par une pente de terrain.

L'accès à la grange peut également se faire de plein pied.



Ferme bloc à terre primitive



accès à la grange en mur pignon par une montade



en façade par une montade



ou en rez-de-chaussée



La Renonfeyre

➡ La ferme bloc à terre évoluée :

Le logis comporte un niveau.

Les fermes bloc à terre peuvent se présenter soit en un seul volume (sans décrochement de toiture), soit en deux volumes (le volume habitation se distingue du volume grange étable par un décrochement de toiture)

Dans certains cas, la transformation d'une maison bloc primitive (un nouveau logis, plus vaste et parfois à un étage, est venu s'accoler au mur pignon de la construction d'origine) entraîne un décrochement des deux corps de bâtiments.



Ferme bloc à terre à un volume : les différentes parties à vocation d'habitation et à vocation agricole se situent sous le même faitage /

Ferme bloc à terre à deux volumes : la partie habitation est distinguée de l'ensemble



➡ La ferme planézarde

La proximité de la porte de la grange et de celle de l'étable sur une même façade est une des caractéristiques.

Ce type de ferme est une évolution récente (XIX^{ème} siècle) de la ferme bloc fortement influencée du Planèze.

► La ferme à bâtiments distincts

Les bâtiments qui composent la ferme sont disposés sans ordre apparent autour d'une cour ou le long d'une voie.

Le logis est indépendant.

Sur le plan morphologique, ce type de ferme est représentatif de grandes exploitations et de domaines.

Néanmoins, ce type de ferme peut appartenir primitivement à une petite exploitation qui serait née d'ajouts successifs de nouveaux bâtiments : la maison bloc d'origine est complétée par l'adjonction d'un nouveau logis indépendant.



Ferme à bâtiments distincts représentatifs des domaines / Les Aveix

► Les annexes agricoles isolées

➡ Les granges-étables

Dans les territoires des montagnes volcaniques auvergnates, la tradition pastorale a très fortement marquée l'architecture des bâtiments agricoles qui a évolué :

Ferme élémentaire : grange étable et habitation forment un bloc.

Ferme plus aisée ou plus récente : grange étable dissociée constitue un bâtiment à part.

Les bâtiments jouant avec la déclivité du terrain, la grange recouvre généralement l'étable et parfois la maison. Lorsque la pente de terrain ne permet pas à la grange d'être de plain pied, l'accès se fait à l'aide d'une "montade" ou d'une "levade", une sorte de montée maçonnée soutenue par un remblai de terre maintenu par des murets de pierres.



➡ Les burons

Il s'agit d'un habitat temporaire associé à l'estive des troupeaux. Localement, ce bâtiment peut porter les noms de "*tras*", "*jas*" ou "*cabanes*".

A l'origine, ces habitations étaient sommairement bâties. C'est à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle et au XIX^{ème} siècle, qu'elles sont devenues des bâtiments en "dur". Les burons sont élevés généralement entre 1100 et 1500 m d'altitude (meilleure qualité des pacages, durée de l'estive plus longue).

L'implantation de ce type de bâtiment est caractéristique de son environnement naturel et climatique, et de sa fonction :

Situation générale au sommet d'une croupe dénudée.

Implantation perpendiculaire aux courbes de niveau : en s'adaptant au mouvement du terrain, pour une meilleure protection climatique et faciliter l'accès à l'étage.

La façade pignon s'ouvre sur le sud.

Elle comporte peu d'ouvertures : porte d'entrée basse, et guère plus qu'une petite fenêtre.

Une toiture très pentue, autrefois recouverte de chaume.

Construites en pierres, de forme trapue, les burons sont traditionnellement élevés à proximité d'un point d'eau. Ces constructions peuvent revêtir plusieurs formes : maison bloc ou bâtiments dispersés, morphologiquement proches des fermes de ces types. Seule la taille les en diffère. Elles remplissent les fonctions d'hébergement, de laiterie, de stockage de la production fromagère, et du fourrage de réserve, et de porcherie

Les limites entre l'habitat permanent et l'habitat temporaire sont floues. L'interpénétration des genres demeure une constante récurrente. Ce phénomène tend à rappeler la pression démographique qu'a connue la région au XIX^{ème} siècle, la raréfaction des terres poussant à s'installer plus haut, dans les secteurs traditionnellement dévolus aux pacages.



➡ **Les bâtiments agricoles modernes**

Ils ont des proportions très importantes. L'aplat des toitures est considérable. Les matériaux utilisés sont des matériaux nouveaux (bois, ciment, bac acier ...). Leur implantation répond à la règle en vigueur et l'impact dans le paysage n'est pas toujours maîtrisé. Les aménagements paysagers aux abords des constructions ne sont pas toujours présents.



L'architecture urbaine

► Les maisons de bourg d'origine médiévale



Maison ancienne datant probablement de l'origine du bourg

► La barriade

C'est un ensemble de juxtaposition de maisons d'habitation. Ces constructions abritaient souvent plusieurs familles de journaliers, d'artisans,

Maisons mitoyennes rigoureusement identiques, alignées sous un même faîtage, parallèle à la rue.

Volume simple comprenant deux à trois travées et développant en hauteur un rez-de-chaussée et un niveau.

La construction présente une "tapisserie" d'un tout venant de moellons, généralement enduite. Les encadrements sont en pierre de taille.

Toiture à forte pente recouverte de lauzes.



► Les maisons de bourg du 19^e siècle

Plan rectangulaire, occupant la totalité de la parcelle (sans espace extérieur)

La maison de bourg à travées, dont l'unique vocation est le logement.

Implanté en limite de rue ou en léger retrait (refermée par un mur bas surmonté d'une grille).

Volumétrie un peu plus développée que les précédentes. Les étages se multiplient (rez-de-chaussée + 1 à 2 niveaux).

Ces logements se composent de trois à quatre travées.

Volonté de symétrie dans le percement des ouvertures. L'andésite sous forme de pierre taillée est utilisée pour les encadrements et chaînages d'angle, sur une tapisserie enduite.

Toiture à 2 pentes, couvertes de lauzes.

Toiture à longs pans et croupes, à la Mansard, recouverte de lauze ou d'ardoise.

Certaines sont pourvues d'éléments nouveaux (balcon) et de quelques ornements (linteau de porte d'entrée orné d'une frise, encadrement des lucarnes travaillé, clé du linteau des baies sculptée, ferronnerie des balcons et garde corps, ...).



Durant le 20^e siècle, la tendance était de recouvrir les façades mal exposées (nord, est) à l'aide de plaques d'amiante, afin de les protéger des intempéries.



► La maison bourgeoise

plan carré, sur 3 travées

R+1+ combles

Toiture à la Mansard, couverte en ardoise

Alignement des ouvertures

► Les fermes au sein du bourg

Elles sont peu fréquentes, car le site les contraint à ne pouvoir disposer d'espace extérieur suffisant. Elles développent une cour intérieure fermée.





► Les maisons de bourg post 20^e siècle

Le territoire communal présente un certain nombre d'opulentes demeures dont le style s'apparente à celui des riches villas de grands commerçants ou d'industriels du début du XX^{ème} siècle. Ces maisons bourgeoises appartenaient aux migrants temporaires ayant fait fortune : les marchands de toile.

Un certain nombre de construction dans le centre bourg présente des caractères modernes relatifs au début du XX^{ème} siècle, à travers l'apparition de quelques nouveaux éléments :

Les ouvertures sont toujours très ordonnancées. Les ouvertures s'élargissent, avec introduction parfois d'un linteau métallique.



Décrochement de toitures. Parfois, la toiture débordante est soutenue de consoles de bois (évidées).

Introduction du balcon et du garde corps, aux formes très travaillées.

Introduction des persiennes métalliques repliables.

L'entrée de la maison est parfois soulignée par la présence d'un petit perron constitué de quelques marches.

Introduction de la brique de terre cuite comme élément de décoration mêlée à des carreaux émaillés, mais aussi dans les encadrements (linteau, jambage).



Le décor réside essentiellement dans le traitement de la façade :

faux colombage au sommet du mu pignon

soubassement en faux appareillage, en opus incertum

crépi en "grain d'orge"

frise décorative en briques, carreaux émaillés, carreaux ciment,



Ces constructions marquent surtout les entrées du bourg (notamment l'entrée sud ouest par la RD978). / Hôtel implanté en centre bourg.

► Réhabilitation

Certaines constructions sont rénovées et réhabilitées, à l'image par exemple d'un ancien local artisanal transformé en logement privé.

Le parc immobilier d'Egliseneuve présente un réel potentiel pour la réhabilitation : local commercial, local artisanal ou industriel, grange,

Le bourg compte de nombreuses maisons fermées, vacantes, en vente,

► Les constructions actuelles

Les extensions urbaines en périphérie du bourg, réalisée depuis la seconde moitié du 20e siècle, se caractérisent par un type d'habitat de type pavillonnaire, répondant aux besoins actuels. Un effort est réalisé sur l'apparence et une recherche de liens avec les différents styles architecturaux de la moyenne montagne.



Lotissement au nord du bourg. Les volumes et les matériaux employés créent un lien avec l'architecture traditionnelle (toiture grise, introduction de la pierre, faitage original, ...).

ENJEUX

Préserver le patrimoine architectural du bourg et l'ambiance vernaculaire des hameaux isolés.

ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU

Engager des réflexions pour inverser la tendance actuelle : un bourg qui se vide (où tout ou presque est fermé ou en vente) et une attirance pour les résidences neuves en périphérie du bourg.

SECTION 2 - ENVIRONNEMENT URBAIN / SYNTHÈSE

constat	bilan	enjeux	orientations
Les voies de communication drainent correctement le territoire avec des liaisons directes avec les communes voisines. Elles n'ont pas de liaisons entre elles. Toutes convergent vers le bourg.	D'un point de vue des déplacements, la voiture personnelle reste le moyen de transport primaire.	REDUIRE LES DEPLACEMENTS ET LES EFFETS DE GAZ A EFFET DE SERRE.	CONTENIR L'URBANISATION DANS LE BOURG. MAITRISER L'ETALEMENT URBAIN.
	De nombreux cheminements permettent la découverte du territoire	METTRE EN VALEUR LA QUALITE DES PAYSAGES	CONFORTER LES CHEMINEMENTS ET L'ATTRACTIVITE TOURISTIQUE DU TERRITOIRE.
	Les voies ne constituent pas des obstacles à la biodiversité. L'absence de connexion entre les RD participe à la préservation des espaces agricoles et des milieux naturels fragiles, qui sont, ainsi, peu perturbés.		
Le territoire est marqué par un éparpillement du bâti, reflétant l'activité agricole.	Le bourg constitue la seule entité urbaine conséquente.	CONFORTER LE CENTRE BOURG.	REMPILIR LES DENTS CREUSES URBAINES.
	La pression urbaine est relativement faible. Elle s'est traduite ces dernières années par une urbanisation modérée du versant exposé sur du bourg	MAINTENIR LES POPULATIONS E EN ACCUEILLIR DE NOUVELLES	FIXER UNE AMBITION DEMOGRAPHIQUE. REFLECHIR A L'OUVERTURE DE NOUVELLES ZONES URBAINES, A PROXIMITE DU BOURG, OU SUR CERTAINS HAMEAUX
	Le reste du territoire est constitué de hameaux et fermes isolées où la vocation agricole prédomine.	MAINTENIR LA VOCATION AGRICOLE	DETERMINER LES HAMEAUX ENTIEREMENT AGRICOLE.
Un potentiel patrimonial divers.	Le potentiel archéologique se situe essentiellement en zone agricole et naturelle. Il est peu menacé	PROTEGER ET METTRE EN VALEUR LES ELEMENTS PATRIMONIAUX.	
	Le patrimoine architectural majeur est restreint à 2 monuments religieux : l'église est protégée (MH) ; la chapelle de la Font Sainte n'a pas de protection.		PRESERVER LA CHAPELLE DE LA FONT SAINTE.
	L'architecture reflète la forte vocation agricole du territoire. Une typologie variée et riche. De nombreux bâtiments sont abandonnés, vacants.		PRESERVER L'AMBIANCE VERNACULAIRE DES HAMEAUX.
	Une architecture urbaine de qualité concentrée dans le bourg. De nombreuses maisons fermées et en vente.		ENGAGER UNE REFLEXION POUR INVERSER LA TENDANCE ACTUELLE : UN BOURG QUI SE VIDE, UNE ATTIRANCE POUR LES CONSTRUCTIONS NEUVES, DES FERMES ABANDONNEES.

SECTION 3

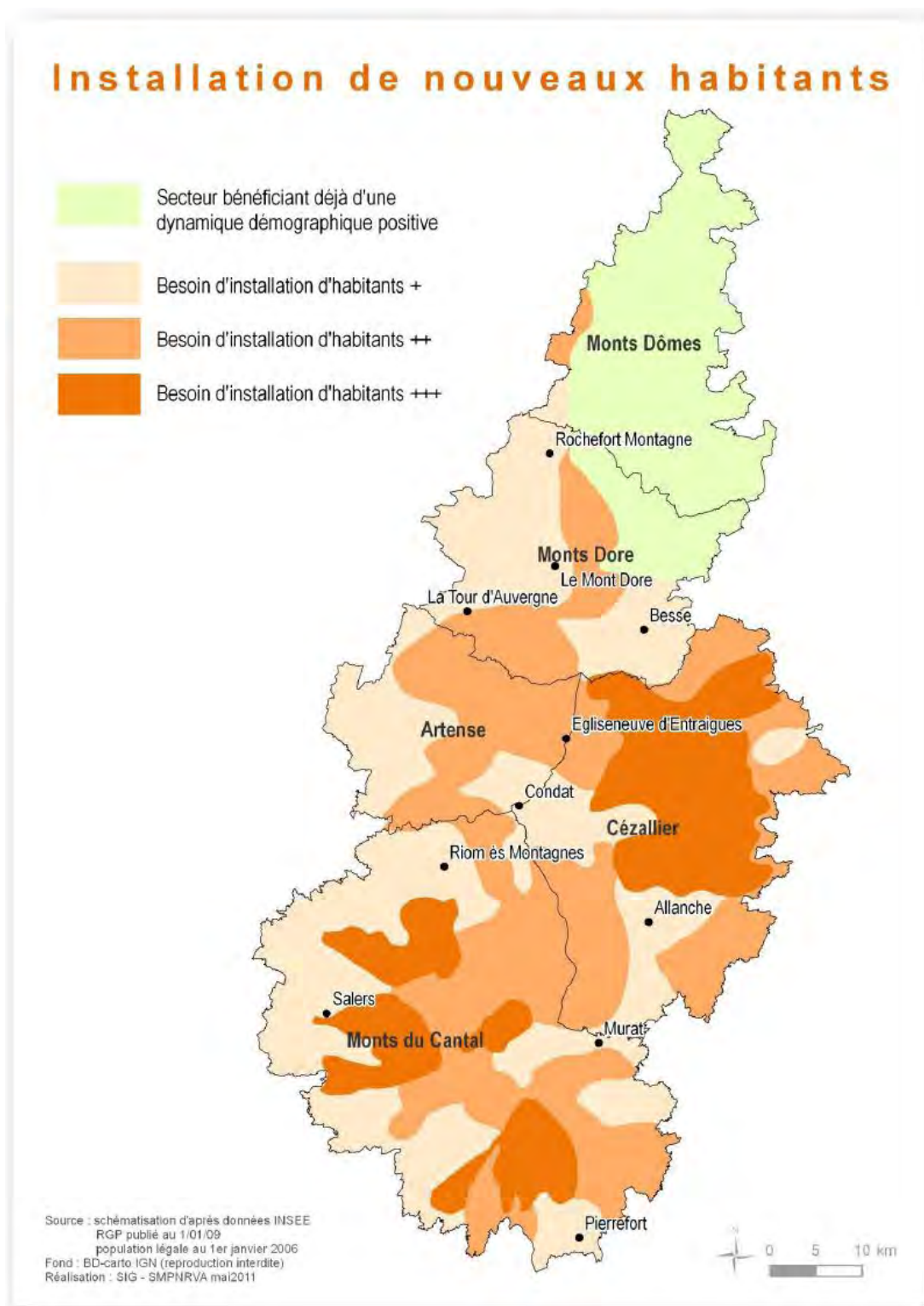
LES RESSOURCES HUMAINES ET ECONOMIQUES

DEMOGRAPHIE

Le contexte intercommunal

A l'échelle du Cézallier, on note une baisse constante de la population et un vieillissement de la population.

Pourtant ce secteur offre un cadre de vie apprécié par les habitants, tant pour la qualité de vie (tranquillité) que pour ses espaces paysagers et naturels.



Charte 2012>2024 du PNRVA : rapport et annexes - page 52

Le contexte local

Les données Insee2006 utilisées pour le Diagnostic, ont été réactualisées par les données Insee2009 (publiées en 2012) en fin d'étude.

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2009
Population	1 127	1 010	783	694	560	488	468
Densité moyenne (hab/km ²)	20,0	17,9	13,9	12,3	9,9	8,6	8,3

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments - RP1999 et RP2006 exploitations principales.

Depuis au moins la seconde moitié du 20^e siècle, la commune connaît une perte démographique constante.

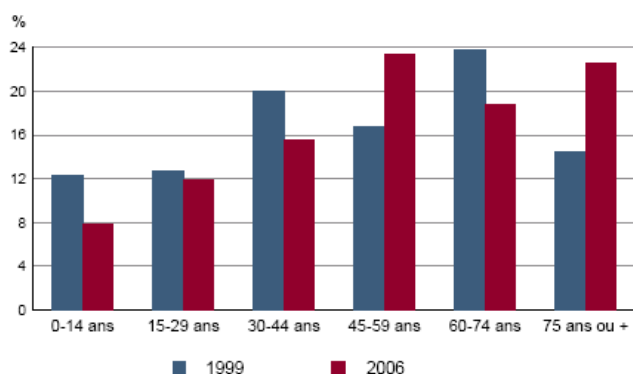
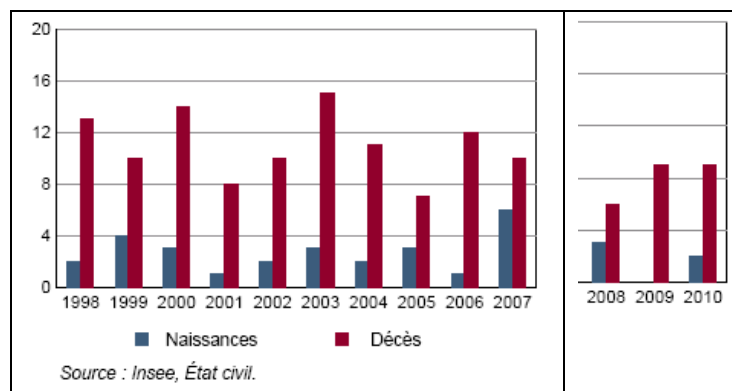
Les archives et documents historiques permettent de connaître la population à certaines époques : de 575 à 1000 habitants au Moyen Age ; 3000 habitants en 1780 ; 2305 habitants en 1856 ; 2193 habitants en 1866. Depuis 1800, où la commune comptait 2000 habitants, la population n'a cessé de décroître.

La commune a enregistré une perte de 66 habitants entre 1990 et 1999, soit une diminution de la population de 9.5%.

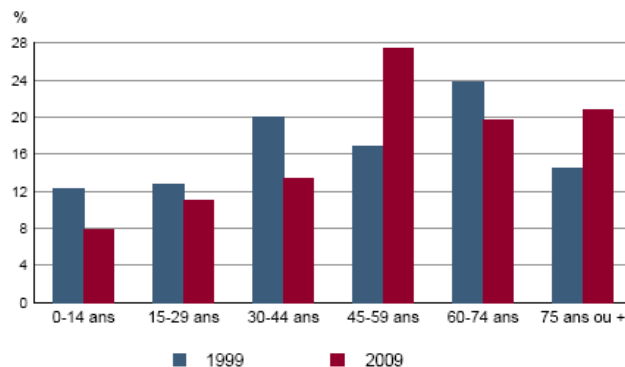
En 2006, elle enregistre 488 habitants, soit 72 habitants en moins, en 7 ans.

Ce phénomène est le double résultat d'un solde naturel toujours négatif et de nombreux départs, conduisant ainsi à un vieillissement de la population.

Les estimations communales font apparaître une légère reprise démographique avec 505 habitants en 2010, soit un gain de 17 habitants en 4 ans. Mais, les données 2012 de l'Insee confirment cette évolution négative, avec 468 habitants.



Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.



Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Population par tranche d'âge

La répartition par âge montre que la population d'Egliseneuve d'Entraigues est d'une manière générale vieillissante.

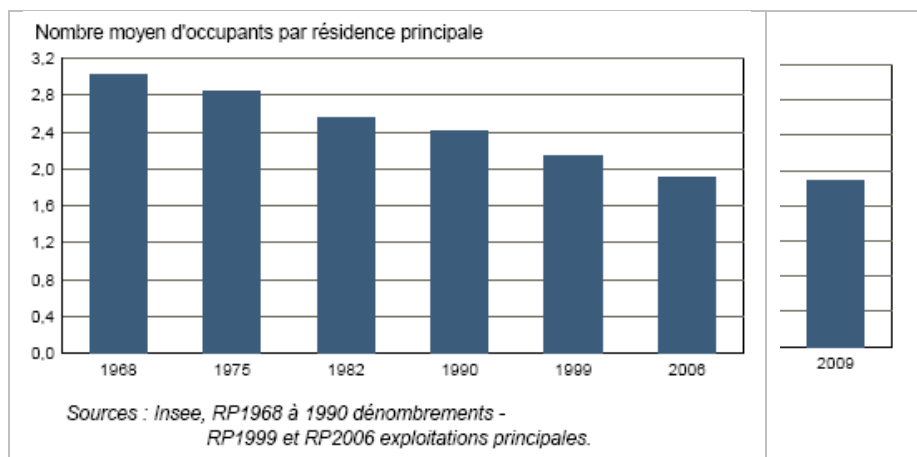
Les populations masculines et féminines sont équilibrées dans leur ensemble. La part des 45-59 ans constitue la tranche d'âge dominante.

La commune est touchée par le desserrement des ménages.

- ✓ En 2009-2012, le nombre de ménages est de 248.
- ✓ La taille des ménages est en constante diminution. Elle est inférieure à 2 personnes/ménage (→ 1.88 pers/ménage en 2009-2012).

L'évolution des ménages s'est faite au profit des ménages d'une personne seule. Les effectifs des autres catégories de ménages ont diminué.

Parmi les 101 ménages composés d'une personne seule, il est à noter que 68 ménages sont constitués d'une personne de plus de 60 ans (67% de cette catégorie, soit 40 hommes et 28 femmes). Ce qui revient à souligner que parmi les 262 ménages, près de 30% des ménages est composé d'une personne seule de plus de 60ans.



Perspectives / Menaces

La désertification du territoire.

Si l'on applique les tendances nationales, on aurait en 2020 60 % de plus de 60 ans.

ENJEUX

Renverser les dernières tendances de baisse démographique.

Maintenir les populations en place. En accueillir de nouvelles.

ORIENTATIONS / PISTES DE RELFLEXION POUR LE PLU

Se fixer une ambition démographique.

Atteindre une diversité sociale et générationnelle. ➔ notamment en diversifiant l'offre de logements, en développant les équipements publics.

HABITAT

Introduction

La commune adhère à la Communauté de Communes du Massif du Sancy. Celle-ci ne dispose pas de Plan Local d'Habitat (PLH).

L'évolution du parc des logements est fluctuante.

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2009
Ensemble	434	421	442	486	447	486	495
Résidences principales	373	356	306	287	262	255	248
Résidences secondaires et logements occasionnels	39	33	80	109	116	166	158
Logements vacants	22	32	56	90	69	65	90

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2006 exploitations principales.

En 2006, la commune comptabilise 486 logements, soit 39 logements supplémentaires par rapport à 1999. Les données 2009-2012 de l'Insee confirment cette progression : 495 logements.

Il est important de noter que le parc des logements a grandi de 48 logements en 10 ans, alors que la population communale a chuté de 92 habitants.

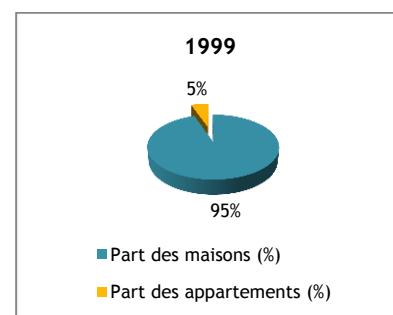
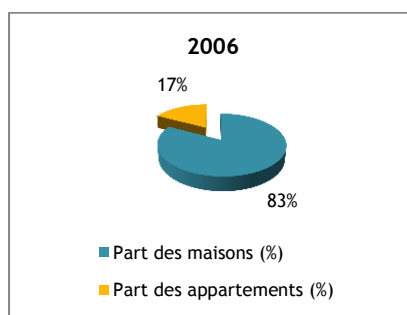
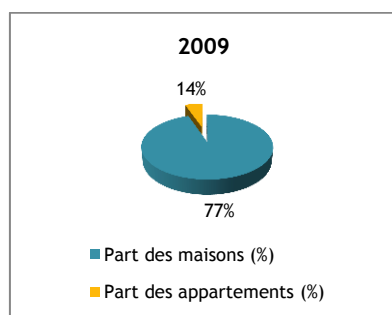
L'évolution du parc s'est faite :

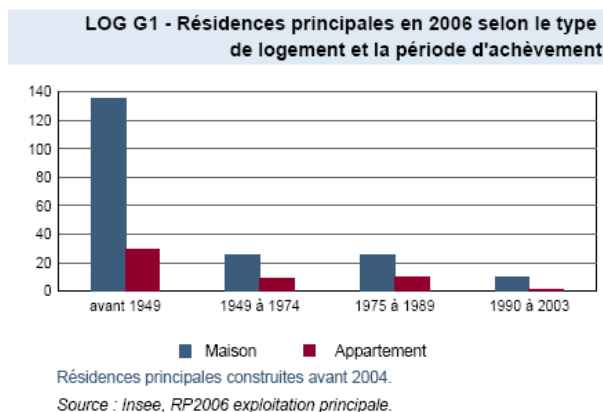
- ✓ essentiellement au profit des résidences secondaires, qui représentent 34% des logements. Les résidences secondaires connaissent une augmentation constante depuis 1968 (où elles représentaient 9% du parc).
- ✓ au détriment des résidences principales, dont le nombre est en baisse depuis 1968. Elles représentent 52% des logements, contre 58% en 1999.
- ✓ on note une légère augmentation du nombre des logements vacants.

Les résidences principales :

Le parc des RP est assez ancien. 64% des RP ont été construites avant 1949.

On note un renversement de tendance : jusqu'à présent, la proportion des logements individuels (maison) était dominante. Le recensement de 2006 affiche une forte augmentation des appartements.





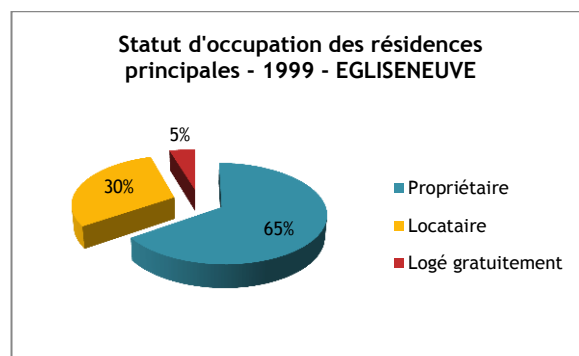
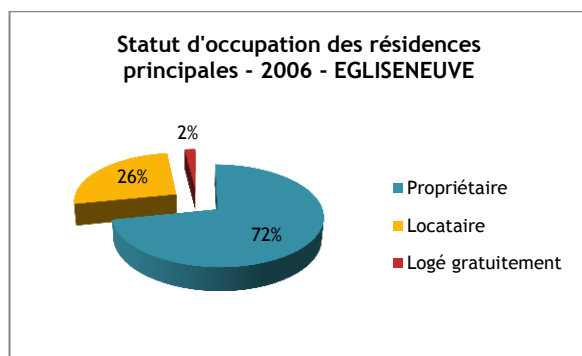
Le nombre moyen de pièce par RP se maintient : il est de 4 pièces en moyenne.

La proportion propriétaire / locataire se maintient.

La rotation des logements est plutôt longue : 28 ans en moyenne pour les propriétaires ; 9 à 13 ans en moyenne pour les locataires.

Les résidences principales de type maisons individuelles ou fermes sont majoritairement détenues par les retraités (51%), suivi des agriculteurs (18%).

Les locations de logements vides (non HLM) sont principalement occupées par les retraités, ouvriers, agriculteurs et les sans activité professionnelle. Les locations de logements vides HLM sont occupées par des retraités.



Les logements sociaux.

La commune ne possède aucun logement social. Par ailleurs, elle comptabilise 6 à 7 logements sociaux réalisés par Domocentre.

ENJEUX

Le parc immobilier est aujourd'hui vieillissant et est loin de répondre aux objectifs fixés par le projet de loi Grenelle 1 (Titre 1er - Chapitre 1er). L'objectif fixé par l'Etat est de réduire de 38% la consommation énergétique des bâtiments existants d'ici 2020 avec une consommation moyenne ramenée de 230 à 150 kWh/m²/an.

ORIENTATIONS / PISTES DE RELFLEXION POUR LE PLU

- Diversifier l'offre de logements. ➔ Cela implique d'intervenir sur la densité et d'inciter de nouvelles formes architecturales (mitoyenneté des constructions individuelles, semi collectifs, ...).
- Favoriser la mixité sociale et générationnelle. ➔ Favoriser l'accession sociale, augmenter le parc locatif privé et public, logements adaptés aux personnes à mobilité réduite,
- Répondre aux exigences environnementales ➔ Inciter la diminution des consommations énergétiques et favoriser la mise en place d'énergies renouvelables.

LA VOCATION ECONOMIQUE

L'emploi

	2009	1999
Ensemble	275	312
Actifs en %	76,0	89,8
dont :		
actifs ayant un emploi en %	70,7	85,7
chômeurs en %	5,3	3,6
Inactifs en %	24,0	30,4
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	3,8	6,4
retraités ou préretraités en %	11,4	10,9
autres inactifs en %	8,7	13,1

En 1999, les militaires du contingent formaient une catégorie d'actifs à part.

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations principales.

Parallèlement à la baisse démographique, la population active diminue. Pourtant le nombre d'actifs ayant un emploi se maintient. Le recensement de 2006 constate une augmentation du chômage (notamment pour les femmes).

La commune offre peu d'emploi. Cependant, 75% des actifs travaillent dans la commune. Il s'agit surtout de professions agricoles.

Les catégories professionnelles sont toutes représentées: 32% d'agriculteurs 23% d'ouvriers, 13% d'employés, 12% d'artisans commerçants, 10% de professions intermédiaires, et les cadres professionnels représentent 10% de la population active occupée. Les activités économiques prédominantes sont l'agriculture et le tertiaire.

Les équipements

Les équipements publics, administratifs :

mairie

un service DDE

la Poste

un centre de secours sapeurs pompiers

Les services religieux :

deux lieux de culte

Les équipements scolaires :

Une école, route de Picherande

Les équipements socio médicaux :

un médecin généraliste

un infirmier

une pharmacie

deux vétérinaires

une sophrologue

Les équipements économiques et commerciaux :

La Maison des fromages

un Petit Casino (alimentation)

une boulangerie pâtisserie

une boucherie charcuterie

un tabac presse

un salon de coiffure

un brocanteur

2 entreprises TP

un couvreur zingueur

deux menuisiers

un plombier

un maçon

un garage

2 taxis

une banque

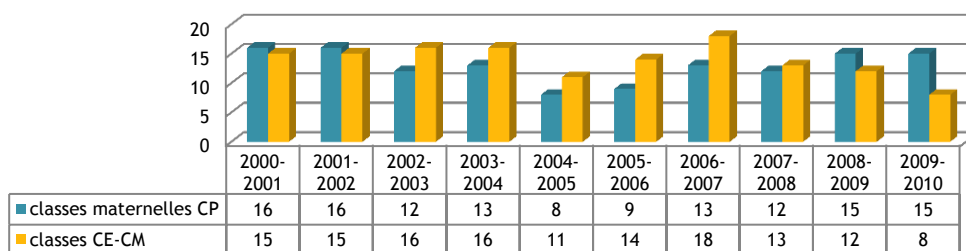
une carrière - travaux publics

une station service

transport foin et paille, vente fuel domestique

2 négoce en bestiaux

Evolution du nombre d'élèves par classe - Eglise neuve d'Entraigues



ZONE CEZALLIER-SANCY-EGLISENEUVE
SOUGEAT LA SOUZE

DISTANCE DES PISTES

VERTE	SOUGEAT LA SOUZE	2 Km	200
BLEU I	LE BOURON	3 Km	200
BLEU II	LA TOUBIERE	5 Km	
ROUGE I	LA SOURCE	6 Km	
ROUGE II	LA TÊTE DE PORC	9 Km	
NOIRE	LE LAC CHAUVET	11 Km	500

DEPART DES PISTES

EGLISENEUVE

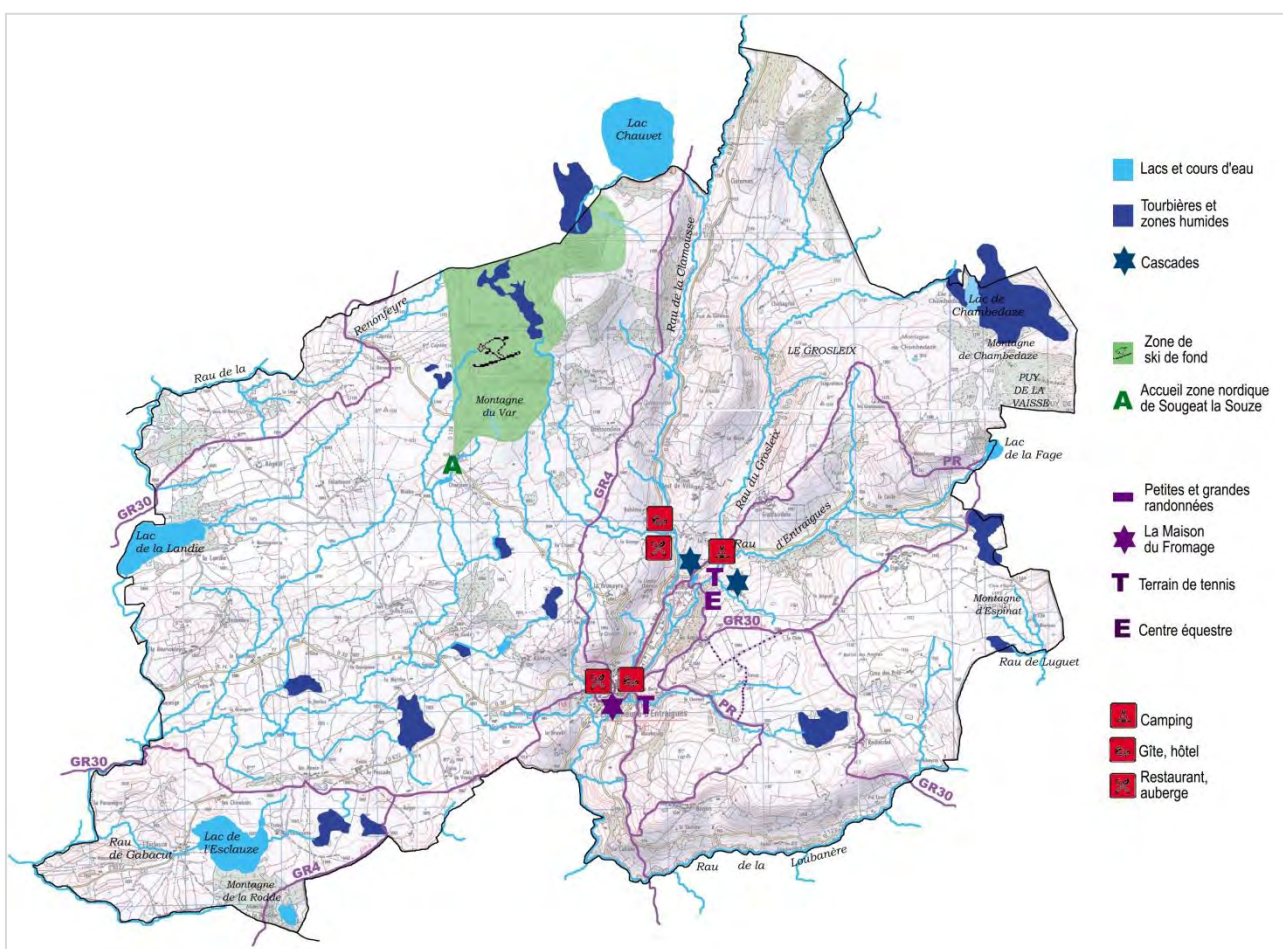
LAC CHAUVET

PICHERANDE

SEUL TROUVEAU ET LE SACRED

ACCES AUX PISTES INTERDIT AUX PISTONS AUX ANIMAUX ET VOISINS

Zone nordique d'Egliseneuve d'Entraigues, d'où partent des itinéraires de ski de fond.



Carte schématique des équipements et services touristiques.

LA VOCATION AGRICOLE

RAPPEL DES LOIS ET TEXTES REGLEMENTAIRES

- ✓ loi du 9 juillet 1999 d'orientation agricole
- ✓ loi SRU du 13 décembre 2000
- ✓ loi du 5 janvier 2006 relative au développement des territoires ruraux

Préambule

L'analyse de la vocation agricole de la commune est essentiellement fondée sur l'analyse des éléments statistiques officiels (Fiche AGRESTE, Ministère de l'Agriculture). Ces données doivent ainsi être interprétées prudemment du fait de la méthode de recensement : les statistiques ne comprennent que les chefs d'exploitations implantés sur la commune ; ainsi les chefs d'exploitation des communes voisines travaillant sur la commune concernée ne sont donc pas comptabilisés. De même que sont prises en compte les surfaces exploitées sur les communes voisines par les exploitations de la commune. De plus, la dernière enquête date de 2000.

Voir en annexe a Fiche Agreste 1979-2000.

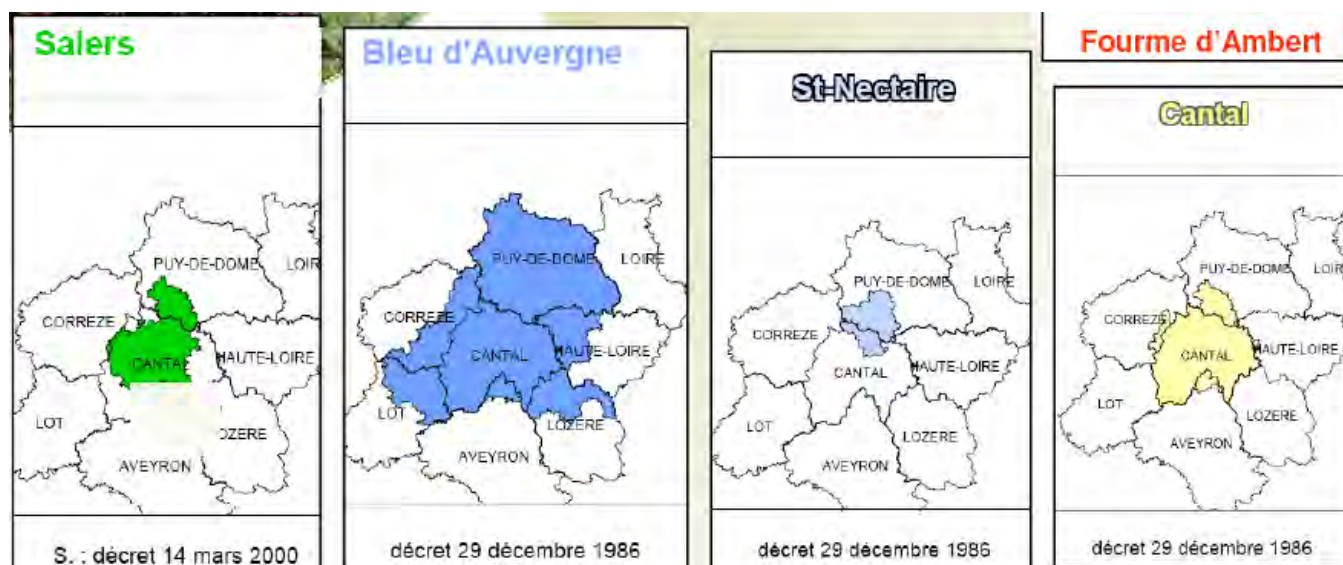
Un recensement agricole national a été réalisé en 2010. Les résultats du recensement ne sont consultables qu'en partie, et depuis mi 2012. Ainsi, les dernières données agricoles n'ont pu être intégrées au PLU qu'en 2012.

Une enquête agricole a été réalisée parallèlement au PLU auprès des agriculteurs en place sur la commune. Elle a notamment pour objectif de définir plus précisément les projets et les besoins des agriculteurs, tant en terme de bâtiments (agricoles et maison) qu'en terme de surface agricole utile.

La commune appartient à la région agricole du Cézallier, définie comme une zone de montagne défavorisée.

La superficie agricole communale est de 4481 ha, soit 79% de la superficie totale (5643 ha). A titre de comparaison, la surface agricole utilisée de l'ensemble du département du Puy de Dôme représente 52% de la surface totale. Ce chiffre témoigne de la vocation agricole dominante.

La commune est incluse dans l'aire géographique de production de lait, de transformation et d'affinage des AOC fromagères Bleu d'Auvergne, Cantal, Fourme d'Ambert, Salers et Saint Nectaire.



Contexte communal

En 2000, la commune comptait 57 exploitations, contre 100 en 1979. C'est notamment le nombre d'exploitations individuelles qui en en diminution : 48 exploitations individuelles en 2000 (soit 84% des exploitations), contre 99 en 1979. Le recensement agricole 2010 confirme cette baisse avec 47 exploitations. 72% des exploitations sont individuelles en 2010 ; soit une baisse de 12% depuis 10 ans.

L'évolution des exploitations reflète la tendance nationale : le nombre d'exploitation diminue, mais leur surface agricole utile augmente. En 2000, la SAU moyenne est de 66 ha, soit près du double qu'en 1979.

Le recensement 2010 confirme cette tendance : la SAU moyenne des exploitations de la commune est de 77 ha ; soit une progression de 17%.

La superficie moyenne des exploitations augmente contre une diminution du nombre d'exploitants.

Plus de 40 exploitations ont disparu entre 1979 et 2000. Parallèlement s'est opérée une restructuration des unités. En 1979, 100 exploitations avaient une superficie agricole moyenne de 38 ha contre 57 exploitations en 2000 dont la surface moyenne des exploitations est de 66 ha

Le profil des chefs d'exploitation et co exploitants traduit une vocation dynamique, où près de 29% des chefs d'exploitation ont moins de 40 ans, en 2000.

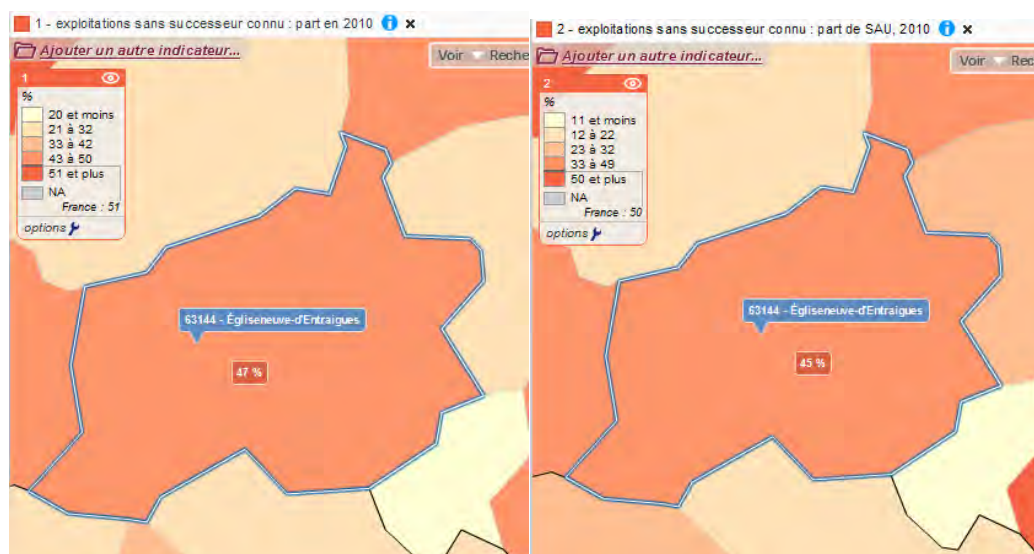
Le nombre de chefs d'exploitation ou co exploitant a baissé de 4% en 10 ans : ils sont 66 en 2010. Cependant, 26% des chefs d'exploitation ou co exploitants ont moins de 40 ans. On constate une légère baisse (2%), mais la vocation agricole reste dynamique.

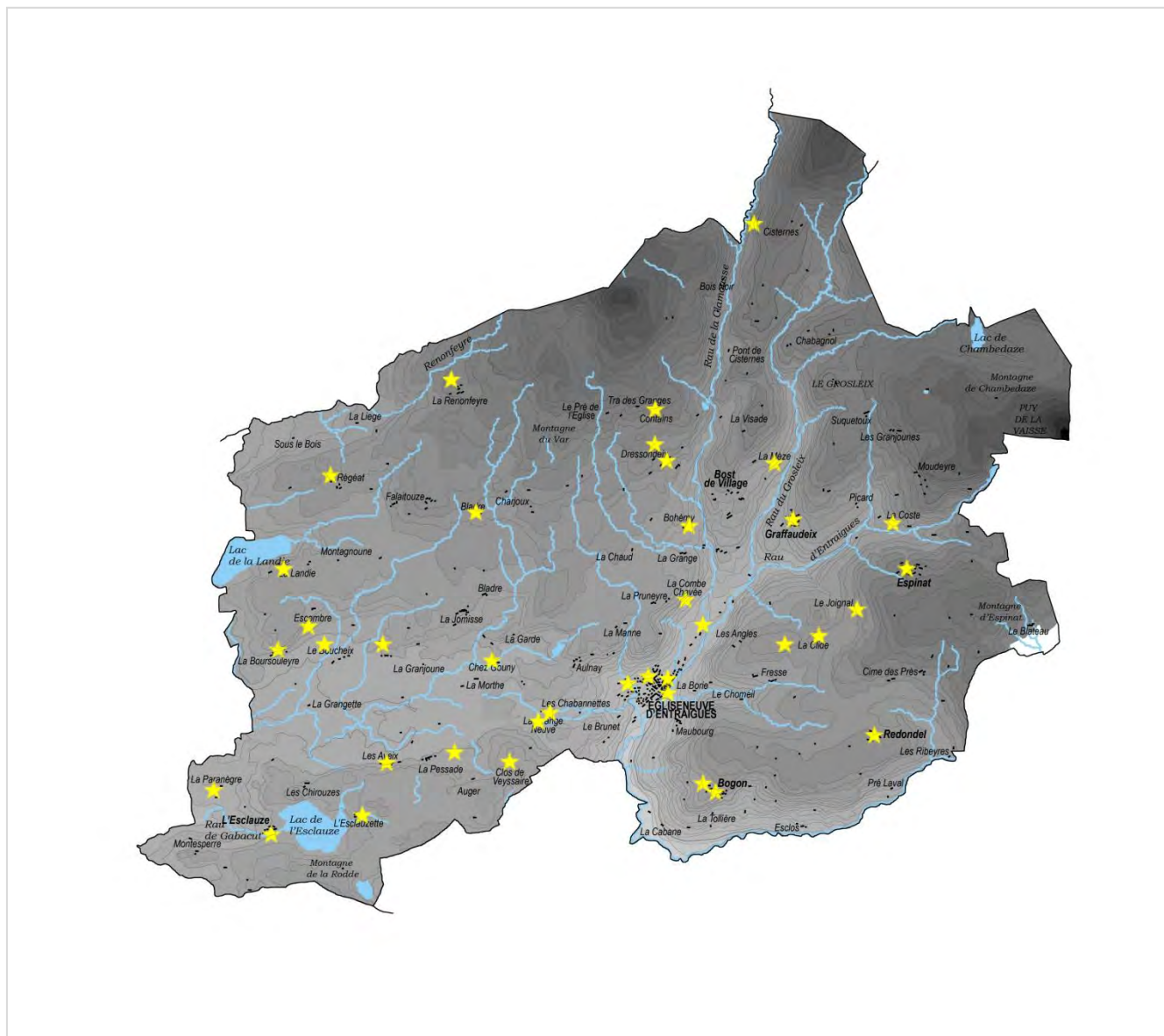
La population familiale active sur les exploitations (soit l'ensemble des membres de la famille du chef d'exploitation travaillant sur l'exploitation) représente 20% de la population totale.

En 2000, on comptait 69 personnes exerçant l'activité agricole en qualité de chef d'exploitation ou de co-exploitants (contre 100 en 1979). Par ailleurs, une partie de ces chefs d'exploitation exerceraient leur activité en qualité de double actif puisque l'on recensait 56 chefs d'exploitation à temps complet en 2000.

L'évolution de la population agricole est inquiétante. En douze ans, l'effectif des chefs d'exploitation de moins de 40 ans a diminué de moitié. Le renouvellement des agriculteurs a connu une évolution dynamique dans les années 1980 mais semble aujourd'hui s'essouffler.

Le recensement agricole met en évidence une problématique de succession. En 2010, 47% des exploitations n'ont à l'heure actuelle de successeurs ; ce qui correspond à environ 45% de la SAU de 2010.



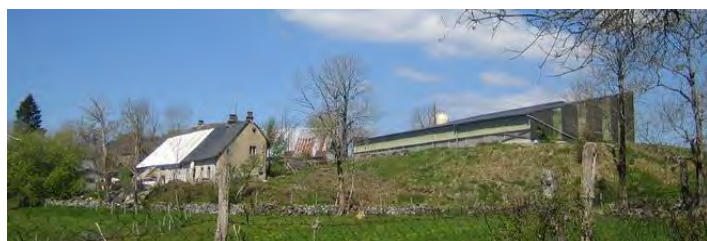
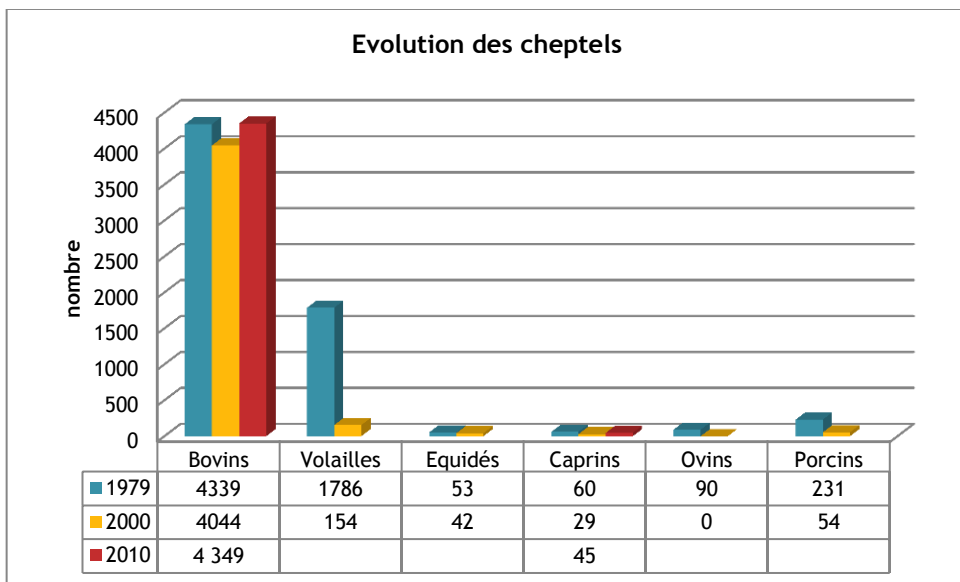
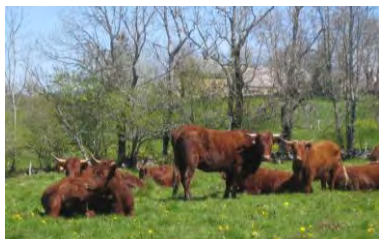


Localisation des exploitations agricoles

Les systèmes agraires : Une forte spécialisation bovine

Située au carrefour des trois zones agricoles du Sancy, du Cézallier et de l'Artense, la commune d'Egliseneuve d'Entraigues présente toutes les caractéristiques liées à une activité agricole orientée vers le pastoralisme. C'est un territoire essentiellement allaitant. La surface agricole utilisée communale est de 4481 ha pour une superficie communale totale de 5643 ha (soit 79%).

Les cultures ne représentaient qu'un hectare en 1979 et n'existent plus depuis 1988.



Exploitation à la Jomisse. / L'Esclauzette.

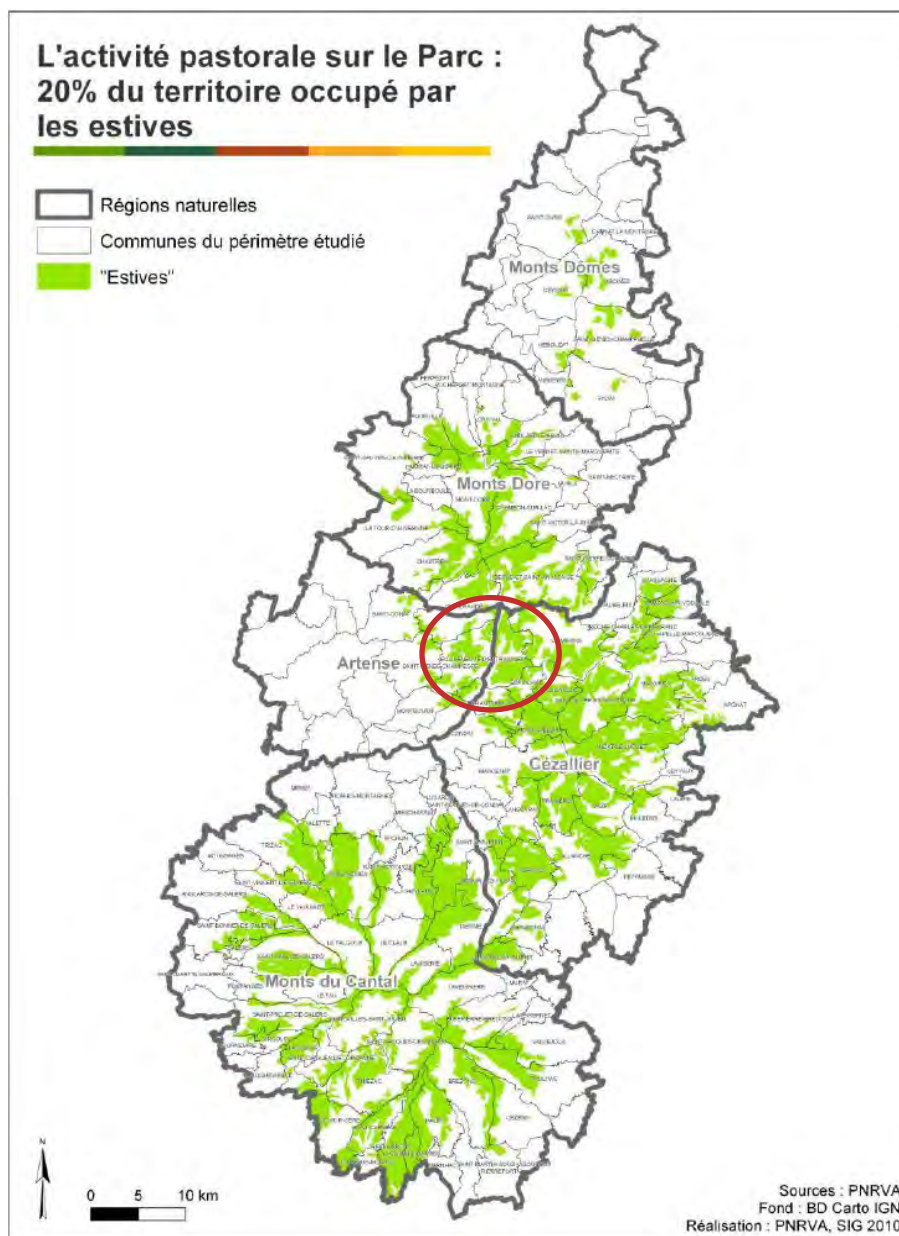
Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

La réglementation concernant les installations classées a pour objet le contrôle de certaines des activités nuisibles à l'environnement dans un but de prévention.

L'agriculture, comme toute activité économique, peut avoir un impact visuel, sonore ou olfactif sur son environnement direct. C'est pourquoi la réglementation en matière d'élevage comporte une norme de distance par rapport aux tiers, avec réciprocité. Celle-ci est de 100 mètres pour tout bâtiment d'élevage (poulaillers supérieurs à 5000 animaux équivalents volailles ; porcheries supérieures à 50 animaux équivalents porcs ; étables supérieures à 40 bovins) avec une possibilité de réduire cette distance à 50 mètres pour les stabulations sur aire paillée totale pour bovins (seule dérogation possible). Les bâtiments annexes sont normalement soumis aux mêmes règles de distance.

Les élevages comprenant un nombre d'animaux inférieur à celui évoqué ci-dessus relèvent du règlement sanitaire départemental (voir DDASS).

Par ailleurs, les installations classées agro-alimentaires, soumises à autorisation, nécessitent également une étude de périmètre de protection.



ENJEUX

Maintenir la vocation agricole.

L'agriculture joue un rôle essentiel dans l'occupation de l'espace et surtout dans la préservation des paysages et des écosystèmes. La diversité biologique des prairies de fauche et des zones humides ou encore le maintien des paysages ouverts si caractéristiques des Volcans d'Auvergne, dépendent directement des pratiques agricoles.

L'agriculture est non seulement la clé de voûte des paysages et de la biodiversité, mais aussi une activité économique majeure pour le territoire, à laquelle sont liés le tourisme et la vitalité de l'économie locale en général.

ORIENTATIONS / PISTES DE RELFLEXION POUR LE PLU

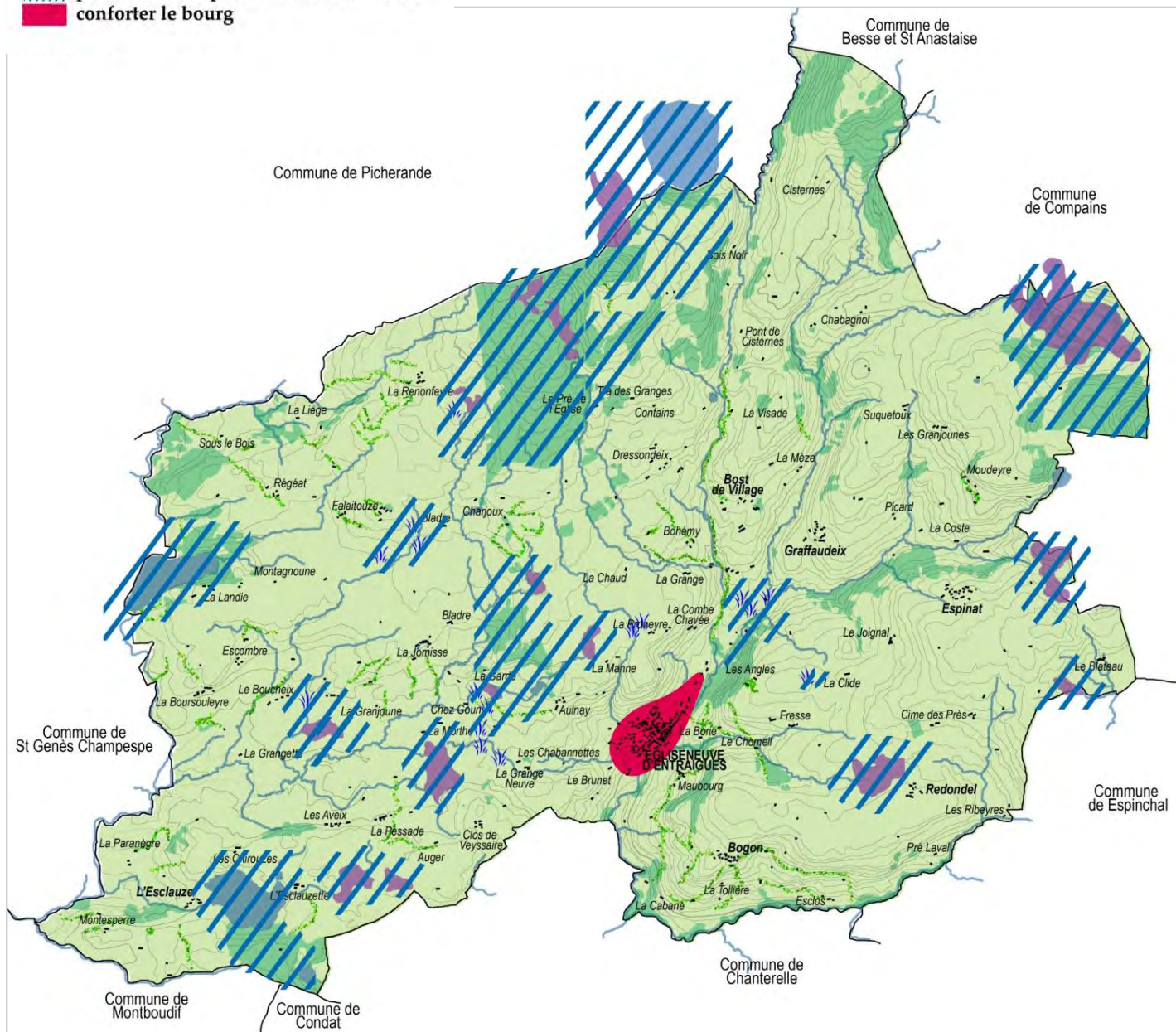
Préserver les terres agricoles. Maintenir le lien entre agriculture pastorale et milieux naturels (notamment les zones humides).

SECTION 3 - RESSOURCES HUMAINES / SYNTHÈSE

constat	Bilan	enjeux	orientations
Une démographie en berne.	Baisse démographique et vieillissement de la population	RENVERSER LES TENDANCES.	SE FIXER UNE AMBITION DEMOGRAPHIQUE POUR 2020.
	Le bilan 2009-2010 fait apparaître une légère reprise.		MAINTENIR LES POPULATION EN PLACE.
Le parc des logements continue à progresser.	Baisse du nombre des résidences principales.	PRESERVER ET ENTRETENIR LE PARC DES LOGEMENTS	FAVORISER LA REHABILITATION DES BATIMENTS EXISTANTS, A FORTE VALEUR PATRIMONIALE, MAIS NE REpondANT PLUS AUX BESOINS ACTUELS.
	Forte progression des résidences secondaires.	QUELLE VOCATION D'HABITAT POUR LE TERRITOIRE : RESIDENTIEL OU TOURISTIQUE ?	
	Aucun logement social.	DIVERSIFIER L'OFFRE DE LOGEMENT	FAVORISER LA MIXITE SOCIALE ET GENERATIONNELLE.
	Un parc de logement plutôt ancien.	REpondRE AUX EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	INCITER LES ENERGIES RENOUVELABLES.
La vocation économique du territoire se concentre sur une vocation agricole traditionnelle. Elle dispose de potentiel touristique à développer.	La commune n'est pas un pôle d'emploi. Elle dispose de peu de services et commerces.	MAINTENIR LES EQUIPEMENTS EXISTANTS	CONSERVER LES EQUIPEMENTS EN CENTRE BOURG.
	Elle dispose d'un potentiel touristique certain.	CONFORTER ET DEVELOPPER LA VOCATION TOURISTIQUE	PRESERVER ET METTRE EN VALEUR LES ESPACES NATURELS : PLATEAUX AGRICOLES ET ZONES HUMIDES PAR LE MAINTIEN DES CHEMINEMENTS
			ENGAGER UNE REFLEXION SUR LA REHABILITATION DE CERTAINS BATIMENTS ABANDONNES, VACANTS A DES FINS TOURISTIQUES.
	Une vocation agricole dynamique qui concerne l'ensemble du territoire.	MAINTENIR LA VOCATION AGRICOLE.	PRESERVER LES TERRES AGRO PASTORALES.

SYNTHÈSE - LES ORIENTATIONS GENERALES

- maintenir la vocation agro pastorale
- préserver les espaces naturels sensibles
- conforter le bourg



DEPARTEMENT DU PUY DE DOME

2.2

Commune d'

EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES

SCP DESCOEUR F et C
ARCHITECTURE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRÉSENTATION - TOME 2 : LE PROJET DE PLU

PRESCRIPTION
Délibération du conseil municipal du 28 mars 2009

ARRET DU PROJET
Délibération du conseil municipal du 7 mars 2013

APPROBATION
Délibération du conseil municipal du

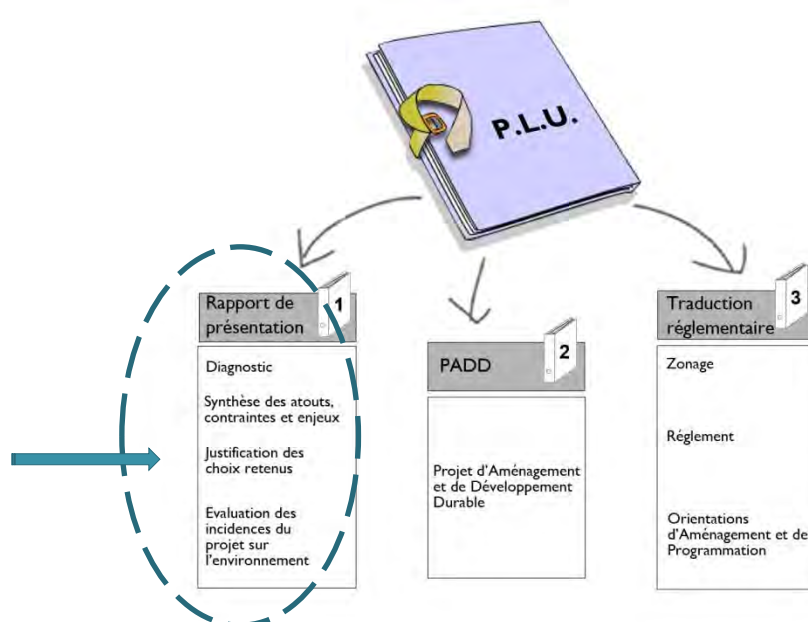
MODIFICATIONS - REVISIONS PARTIELLES
MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

Tome 2 - LE PROJET DU PLU

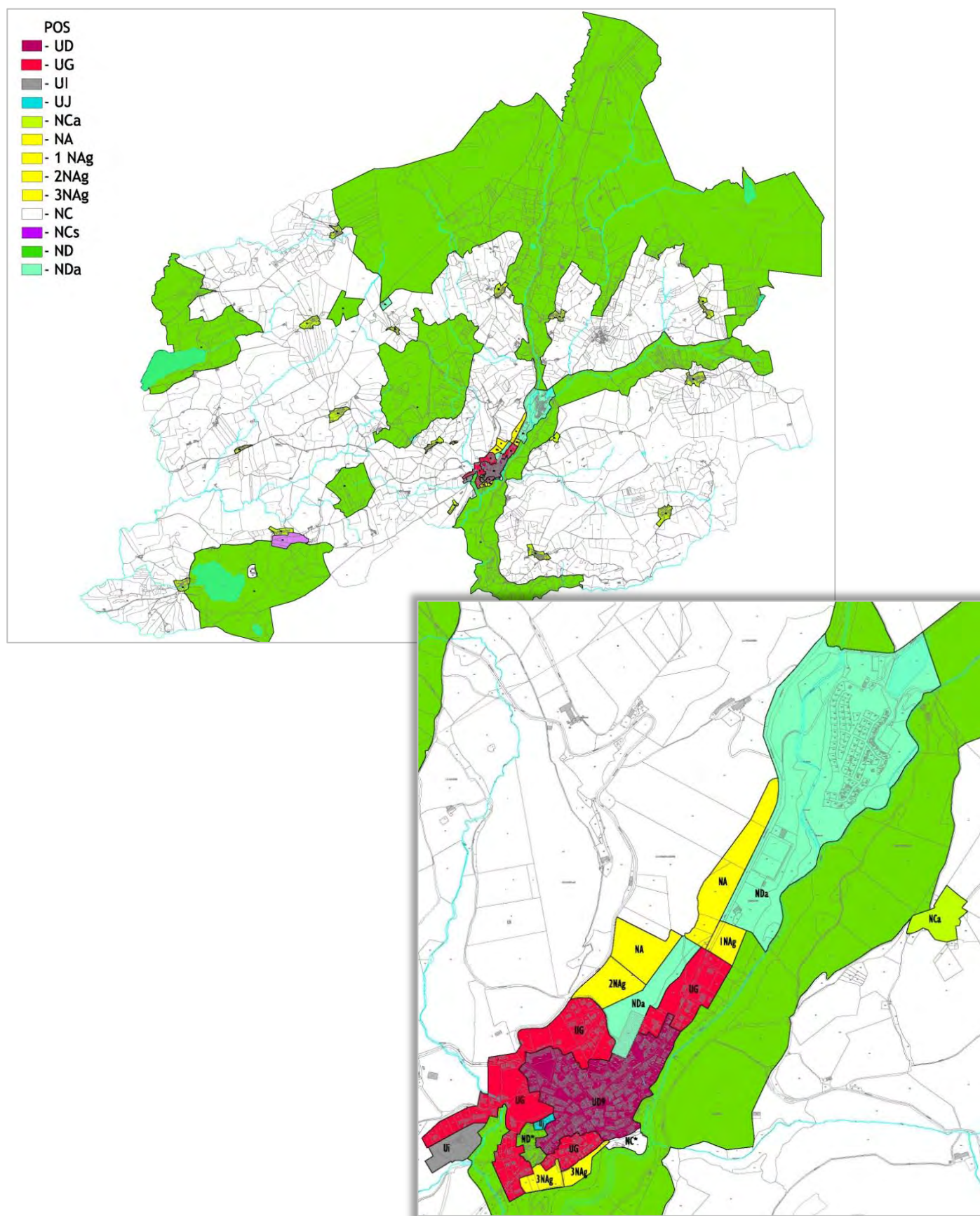
Table des matières

INTRODUCTION	5
SECTION 1	
PADD et PLU	9
1 - LE CADRE DU PADD	10
2 - LES CHOIX EFFECTUÉS POUR ÉTABLIR LE PADD ET SA TRADUCTION AU PLU	11
SECTION 2	
JUSTIFICATION DU PLAN LOCAL D' URBANISME	14
1 - LES ZONES URBANISÉES U	15
La zone Ud : Le Bourg ancien	17
Les zones Ug : zones périphériques, résidentielles	25
La zone Ue : vocation d' équipements	34
Les zones Uj	40
Les zones Us	44
Les zones Ut	50
3 - LES ZONES À URBANISER AU	55
La zone AUg : vocation d' habitat	56
La zone AU : vocation d' habitat	64
La zone AUi : vocation d' activités	67
4 - LES ZONES AGRICOLES A	70
Les zones A	70
Les zones Ah	78
5 - LES ZONES NATURELLES N	91
Les zones N	92
Les zones Nh	100
6 - LES EBC ET L' ARTICLE L. 123.1.5.7. ^E	106
7 - LES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS	108
SECTION 3	
BILAN DU PROJET	109
1 - COMPARAISONS POS / PLU	110
2 - BILAN DES SURFACES DU PLU	112
3 - REPONSES APPORTEES PAR LE PLU AUX OBJECTIFS DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET D' EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE	114
3.1 - Cartographie des potentialités urbaines du PLU	114
3.2 - Estimation des capacités d' accueil et des logements du PLU d' Egliseneuve d' Entraigues	116
4 - CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES	120
5 - COMPATIBILITE DU PLU AVEC LA LOI MONTAGNE	121
SECTION 4	
PLU POUR APPROBATION	122



INTRODUCTION

La commune d'Eglise neuve d'Entraigues disposait d'un Plan d'Occupation des Sols. Ce document approuvé en 1992, a connu deux modifications en 1995 et 1996, une révision simplifiée en 2005, et une modification en 2008.



Le champ d'application.

Le P.L.U. couvre l'intégralité du territoire communal, comme le prévoit l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme, modifié par l'article 4 de la « Loi S.R.U. », puis par l'article 12 de la Loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 :

« Les Plans Locaux d'Urbanisme couvrent l'intégralité du territoire de la commune, [...] ».

Le document graphique découpe le territoire communal en zones aux vocations diverses. L'article R.123-4 dispose en effet «Le règlement délimite les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles, et les zones naturelles et forestières. Il fixe les règles applicables à l'intérieur de chacune des zones dans les conditions prévues à l'article R.123-9 ».

L'objectif visé dans la définition des zones du P.L.U. a été la lisibilité des intentions urbaines municipales à travers un zonage plus cohérent, et, en ce qui concerne le règlement, la simplification des règles.

Le PLU distingue 4 types de zones conformément au Code de l'Urbanisme.

Les évolutions du zonage et les mesures réglementaires dans le Plan Local d'Urbanisme se justifient à la fois par :

- ✓ la nécessité de prendre en compte les évolutions récentes du territoire communautaire, tels que l'urbanisation de nouvelles zones, l'adaptation des densités, la réalisation des équipements d'infrastructure et de superstructure, l'évolution des espaces naturels et agricoles... ;
- ✓ la mise en œuvre des grandes orientations d'aménagement et d'urbanisme définies dans le P.A.D.D. Ces grandes orientations ont été dégagées à partir du Diagnostic, qui a permis de mettre en évidence les besoins ainsi que les enjeux d'aménagement et de développement du territoire de la commune.

- ✓ La mise en place d'emplacements réservés.

Les emplacements réservés dans les PLU servent à la réalisation de projets d'équipements publics d'intérêt général, d'espaces verts,

Depuis la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 dite loi SRU), une collectivité peut réserver des terrains en vue de la réalisation de programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale. Afin de réaliser des projets d'équipement ou de créer des espaces verts, les emplacements réservés permettent de :

- anticiper l'acquisition du terrain en vue d'un projet précis,
- geler tout autre projet de construction dans l'emplacement réservé.

- ✓ La mise en place d'éléments protégés

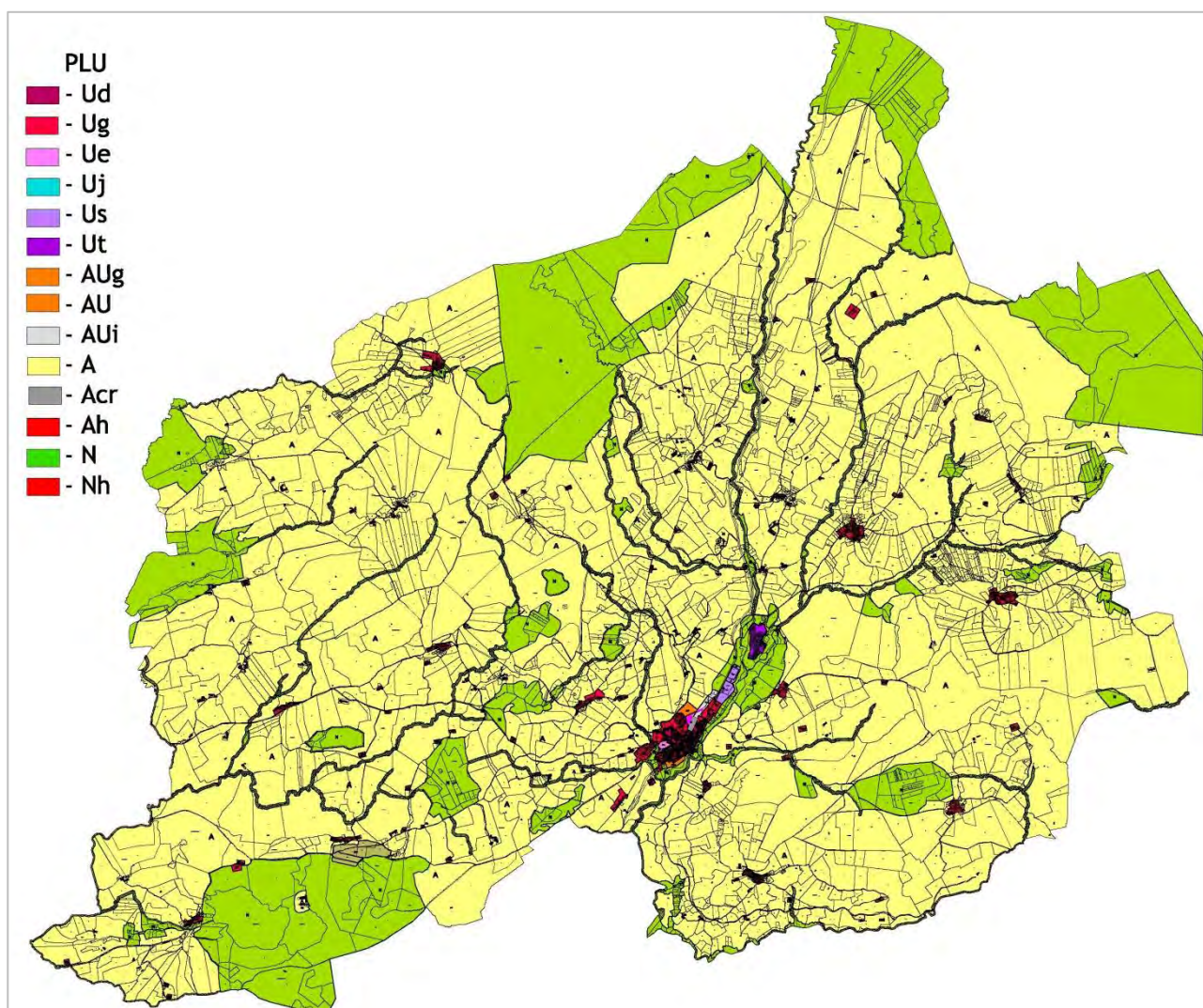
Outre la mise en place d'Espaces Boisés Classés (comme au POS), le PLU a recensé des éléments naturels et architecturaux, au titre de l'article L 123.1.5.7° du Code de l'urbanisme.

L'article L 123.1.5.7° du Code de l'urbanisme prévoit que les PLU peuvent « ...identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordres culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection. ».

La commune est riche en terme de patrimoine vernaculaire (il s'agit souvent de constructions isolées (burons) à préserver) et en terme d'éléments végétaux (le maillage végétal sont des éléments caractéristiques des paysages du Cézallier et de l'Artense).

Les principales évolutions du zonage du PLU :

- ✓ Les zonages ont été définis selon les différentes vocations des secteurs : Habitat, Economique, Equipements publics, Agricole, Naturel,
- ✓ La matérialisation de projets communaux tels que les zones d'urbanisation future, l'identification et l'extension de la zone sportive,
- ✓ Les zonages urbains à vocation d'Habitat ont été resserrés au maximum, et dans la mesure des possibilités, au plus près de l'urbain existant.
- ✓ La commune conserve en partie les zones d'urbanisation future qu'elle avait déjà en réserve foncière au POS. Deux ont été supprimées. Deux ont été conservées et légèrement réduites.
- ✓ La matérialisation des corridors écologiques (le territoire communal est très humide. Il dispose de nombreuses tourbières et prairies humides dont l'essentiel - les plus importantes - ont été identifiées dans les trames bleues et vertes, classées au PLU en zones naturelles, en EBC ou encore avec l'article L.123.1.5.7°).
- ✓ La réalisation d'Orientation d'Aménagement et de Programmation pour les zones d'urbanisation future.



Le tableau suivant met en évidence les changements de zonages opérés par le PLU :

DENOMINATION DU POS		REMARQUES	DENOMINATION DU PLU	
ZONES URBAINES	UD	zone de centre ancien	ZONES URBAINES	Ud
	UG	périphérie des secteurs urbanisés. destinée à la construction d'habitations avec une occupation du sol modérée.		Ug
	Ui	destinée aux activités de toutes natures.		
	UJ	zone non urbanisable où seuls les abris de faibles dimensions sont autorisés.		Uj
		Vocation sportive, de loisirs.		Us
		Vocation touristique.		Ut
ZONES D'URBANISATION FUTURE	NA	Vocation d'Habitat.	ZONES D'URBANISATION FUTURE	AUg
	1NAg	Vocation d'Habitat.		AU
	2NAg	Vocation d'Habitat.		
	3NAg	Vocation d'Habitat.		
		Vocation d'activités.		AUi
ZONES NATURELLES ET AGRICOLES	NC	zone de richesses naturelles à protéger en raison notamment de la valeur agricole des terres ou de la richesse du sol ou du sous-sol.	ZONES AGRICOLES	A
	NCa	POS : zone de constructions regroupées en hameau dont la vocation dominante est l'agriculture et dans laquelle il est souhaitable de favoriser l'aménagement et la transformation des bâtiments existants, les constructions neuves. PLU : Vocation d'Habitat limité, isolé, situé dans des espaces agricoles.		Ah
	NCs	zone dont le sous-sol constitue une ressource potentielle susceptible d'être exploitée : carrière.		Acr
	ND	zone, à protéger, en raison, de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.	ZONES NATURELLES	N
		Vocation Habitat situé en milieu naturel.		Nh
	NDa	zone essentiellement destinée à recevoir des activités à caractère touristique, de sports ou de loisirs, avec des équipements d'accueil et d'hébergement.		Remplacé par Ut

SECTION 1

PADD et PLU

1 - LE CADRE DU PADD

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion, pour la commune d'Egliseneuve d'Entraigues, de mener une nouvelle réflexion sur le développement de la ville et la cohérence de l'aménagement urbain.

Le PADD définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune (article L.123-1-5, 2° du Code de l'urbanisme). Le projet urbain des , exprimé par le PADD et les outils mis en œuvre pour le réaliser (zonage et règlement), doit permettre de décliner, localement et en fonction des composantes de la commune, les principes d'urbanisme et d'aménagement précisés par l'article L.121-1 du Code de l'urbanisme qui vise :

- *l'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs de développement durable ;*
- *la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte, en particulier, de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;*
- *une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels et urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.*

Les mesures et les choix retenus pour établir le PADD constituent le pivot et l'outil privilégié de mise en œuvre d'objectifs nationaux définis aux articles L.121-1 et L.111-1 du Code de l'urbanisme. La politique urbaine de la commune d'Egliseneuve d'Entraigues s'articule, par ailleurs, avec les principales orientations définies par les documents de planification supra-communaux élaborés sur des territoires incluant la commune.

2 - LES CHOIX EFFECTUÉS POUR ÉTABLIR LE PADD ET SA TRADUCTION AU PLU

Dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), conformément aux directives de la loi du 2 juillet 2003 dite « Loi Urbanisme et Habitat », les études préalables ont conduit à identifier les enjeux d'évolution de la commune d'Egliseneuve d'Entraigues et à définir des orientations permettant de poser les bases d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.).

Le P.A.D.D. constitue pour l'avenir le cadre de référence et le guide nécessaire à la conduite des opérations d'aménagement qui répondent aux besoins et aux enjeux de la commune. Allégé d'un contenu juridique, il est la « clef de voûte » du P.L.U. La stratégie de développement de la commune d'Egliseneuve d'Entraigues se définit en 3 orientations :

1. Protéger et mettre en valeur les paysages et les espaces naturels de son territoire.
2. Renverser les dernières tendances de baisse démographique et conforter les populations en place.
3. Développer et conforter sa vocation touristique.

Le projet se développe autour de plusieurs principes qui ont guidé la délimitation des zones du PLU, le découpage des zones traduit directement ces principes, en cohérence avec les objectifs du PADD.

Axe 1

Protéger, mettre en valeur les ressources naturelles (l'eau, les paysages, les espaces naturels, les milieux fragiles), Conforter, pérenniser les corridors éco biologiques, Maintenir la vocation agricole.

Cela se traduit au PADD par plusieurs orientations :

- Protéger les trames bleues.
- Protéger les trames vertes.
- Protéger les secteurs naturels identifiés ZNIEFF, Natura 2000, ZPS ... :
- Maintenir la vocation agricole pastorale est un objectif majeur.

Ces orientations se matérialisent au Zonage du PLU par la mise en place de plusieurs mesures :

- zone naturelle N.
- zone agricole A.
- des Espaces Boisés Classés.
- des alignements d'arbres et de haies protégés au titre de l'article L 123.1.5.7° du Code de l'urbanisme.



En direction du sud, le massif cantalien crée une barrière visuelle

Axe 2

Renverser les dernières tendances de baisse démographique et conforter les populations en place.

Les objectifs démographiques de la commune sont d'atteindre 550 - 600 habitants en 2025.

Cela sous-tend de pouvoir répondre aux besoins en termes de logements, d'équipements publics, Il s'agit donc de créer entre 25 et 30 logements maximum d'ici 2025.

Cela se traduit au PADD par plusieurs orientations :

- Conforter le bâti existant par la mise en place d'un règlement adapté.
- Densifier les zones viabilisées à finir d'urbaniser, en fonction de la viabilité existante.
- Ouvrir de nouvelles zones urbaines à la marge de certains secteurs, en fonction des études existantes.
- Répondre aux besoins en matière de logement.
- Favoriser une nouvelle mobilité laissant plus de place aux modes doux, non polluants
- Affirmer la volonté de la commune en matière de développement durable.

Ces orientations se matérialisent au Zonage du PLU par la mise en place de plusieurs mesures :

- Des zones urbaines Ud, Ug.
- Des règlements adaptés.
- 2 zones d'urbanisation future.
 - La zone AUg du sud du bourg pourrait accueillir entre 7 et 11 logements (des scénarii de développement ont été réalisés sur une moyenne de 500-800m² par logement individuel).
 - La zone AU du nord du Bourg pourra accueillir 8 lots. Il s'agit d'une zone où l'habitat sera plus diffus que la zone AUg du sud, et ce, pour plusieurs raisons physiques et environnementales.
- Identification de nombreuses zones d'habitat limité car isolé (Ah, Nh).

- Une zone Ue, destinée à l'implantation d'équipements ou de constructions publics ou privés d'intérêt collectif ou général liés aux activités administratives, associatives, sportives, culturelles ou de loisirs.
- Des cheminements doux sont fortement préconisés dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation des 2 zones d'urbanisation future.
- La volonté de la commune à s'affirmer en matière de développement durable se traduira notamment sur plusieurs thématiques complémentaires et transversales au projet PLU, en engageant des actions pour : limiter les risques, nuisances et pollutions ; permettre l'économie d'énergies et l'utilisation de sources renouvelables ; inciter à une meilleure gestion des eaux pluviales ;

Axe 3

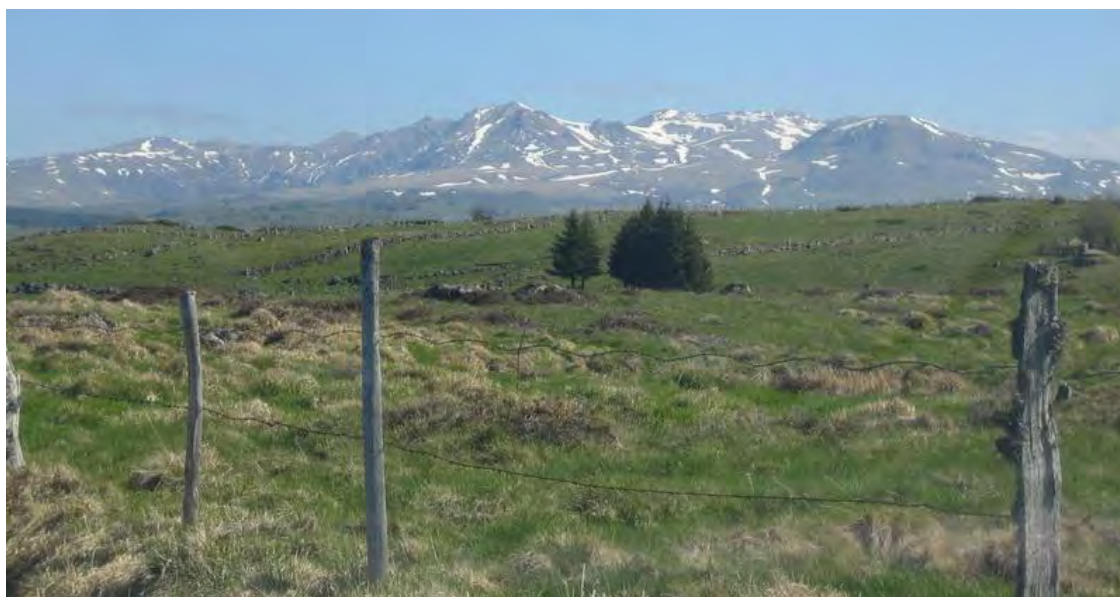
Maintenir et Développer les activités économiques, artisanales et touristiques

Cela se traduit au PADD par plusieurs orientations :

- Maintenir l'activité économique
- Développer, conforter l'activité touristique l'offre en tourisme vert et rural.

Ces orientations se matérialisent au Zonage du PLU par la mise en place de plusieurs mesures :

- Les règlements des zones Ud et Ug permettent l'installation d'entreprises, sous condition qu'elles ne génèrent pas de nuisances.
- Une zone d'urbanisation future à vocation d'activités.
- Une zone à vocation touristique.
- Des bâtiments identitaires, vernaculaires, recensés au titre de l'article L 123.3.1 du code de l'urbanisme. Il s'agit essentiellement de burons, anciens, isolés au cœur des espaces agricoles et naturels, qui pourront désormais être réhabilités.



SECTION 2

JUSTIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

1 - Les zones urbanisées U

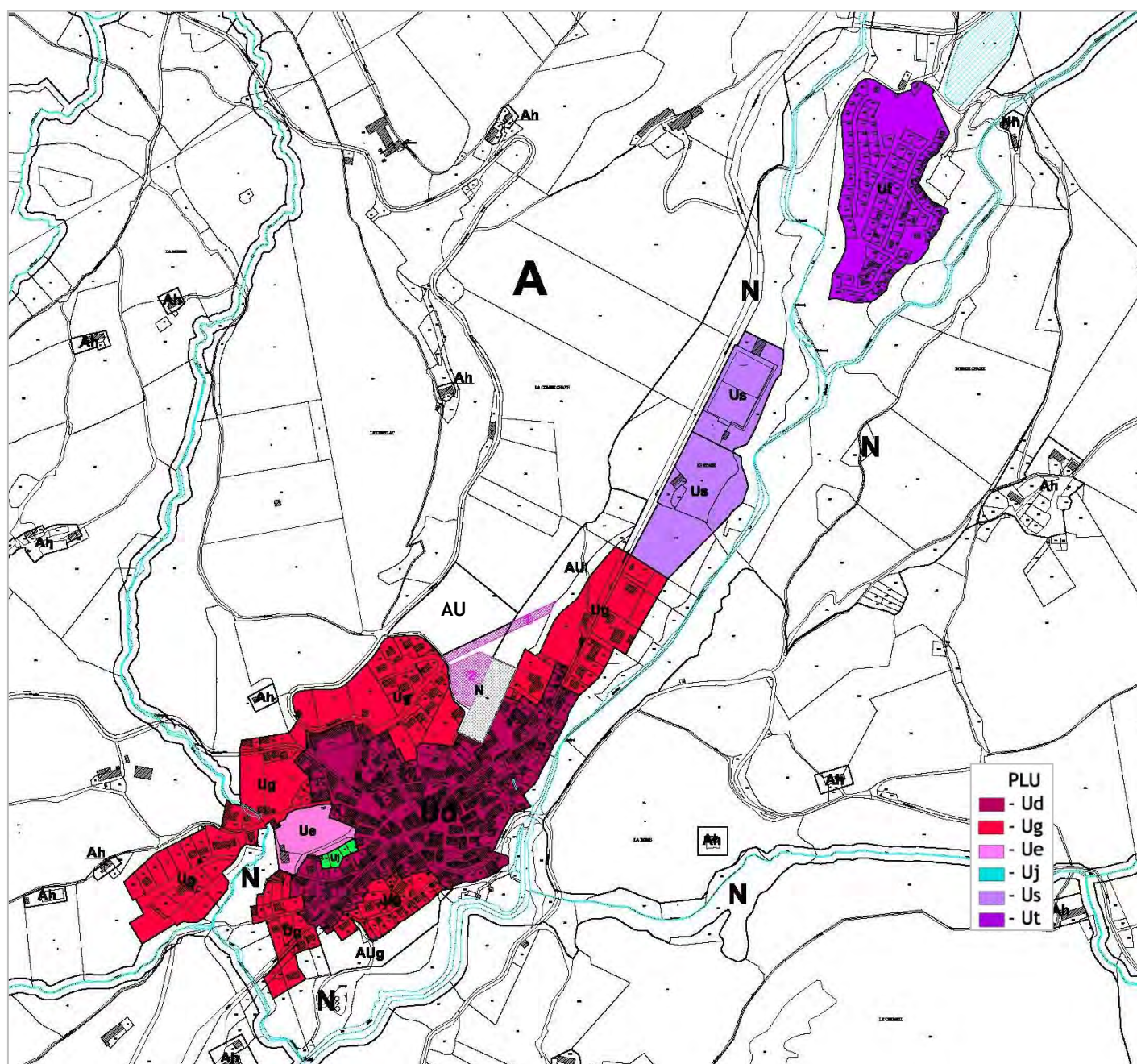
Données générales :

- ✓ Conformément aux dispositions de l'article R.123-5 du Code de l'Urbanisme sont classés en zone urbaine (U), les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.
- ✓ Ce sont des zones multifonctionnelles caractéristiques des centres-bourgs (regroupement au sein d'un même tissu urbain de fonctions diversifiées : habitat, commerces, équipements, services, artisanat, activités économiques, tertiaires, etc.).

L'évolution de la délimitation de ces zones est rendue nécessaire dans le cadre du processus naturel d'agglomération du centre bâti sur des extensions de quartiers achevées. Elle répond à la mise en œuvre des orientations du PADD.

Le PLU d'Egliseneuve d'Entraigues comprend 4 catégories de zone U. Le territoire urbanisé a été délimité au travers de plusieurs zones urbaines qui se différencient par la diversité des tissus concernés (densité, morphologie, fonctions spécifiques...).





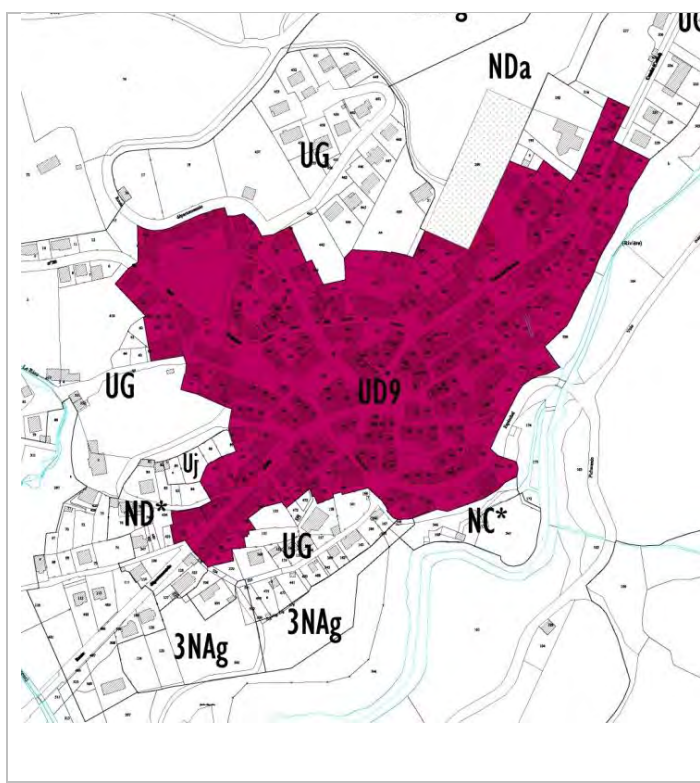
Les zones urbaines du PLU se concentrent sur le bourg d'Eglise neuve d'Entraigues.

La zone Ud : Le Bourg ancien

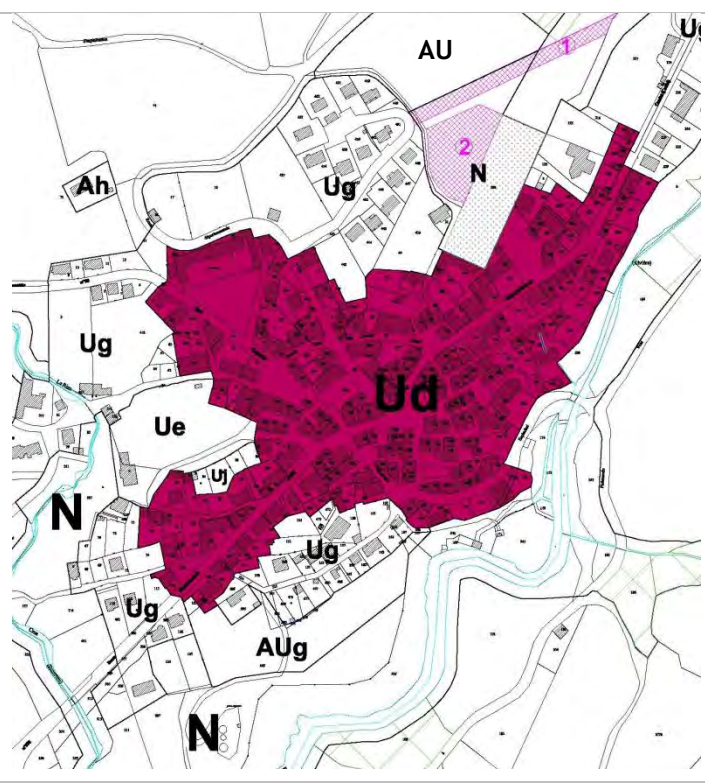
Cette zone couvre le centre ancien dense d'Egliseneuve d'Entraigues, dans laquelle il est souhaitable de favoriser l'aménagement et la transformation des bâtiments existants, ainsi que l'intégration des constructions neuves en vue de conserver à ces lieux leurs caractères et leurs animations. Il s'agit des secteurs bâtis les plus anciens dans lesquels les qualités morphologiques originelles doivent être respectées.

La zone Ud remplit plusieurs fonctions : habitat, commerces, services.

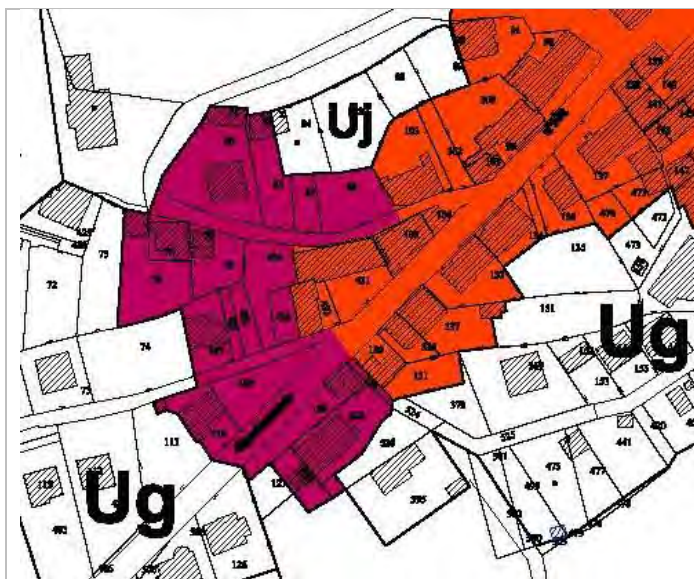
Les limites externes des zones Ud sont identiques à celles du POS, à l'exception d'un seul endroit : l'entrée sud-ouest du bourg.



POS



PLU



Par rapport au POS (en rouge), le zonage Ud du PLU s'est étendue sur un petit quartier en entrée sud-ouest du bourg. Ce secteur était classé ND* au POS. Le règlement du POS ne précise pas la définition de ND*.

Ce secteur est construit de quelques résidences d'époque début du 20^e siècle. L'habitat est un peu moins dense, du fait de la présence de jardins d'agrément. L'ensemble donne cependant une ambiance urbaine, à caractère ancien.



Bilans :

Caractéristiques morphologiques des zones Ud :

- Bâti dense implanté généralement en continu sur une parcelle réduite ;
- Principe d'implantation du bâti à l'alignement le long des voies.

Objectifs recherchés des zones Ud :

- Préserver les caractéristiques identitaires et patrimoniaux du tissu existant ;
- Accompagner les mutations qui apparaissent possibles ;
- Respecter les caractéristiques du bâti existant ;
- Maintenir ou favoriser la mixité sociale et fonctionnelle ;
- Privilégier un traitement qualitatif des espaces libres.

Principes réglementaires de la zone Ud :

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Rappel : les articles 1 et 2 du règlement du PLU encadrent l'affectation des sols selon les usages principaux qui peuvent être fait, la destination des constructions et la nature des activités qui peuvent y être exercées. L'article 1 fixe les occupations et utilisations du sol interdites. L'article 2 soumet certaines occupations et utilisations du sol à des conditions particulières fondées sur des critères tels que les risques, les nuisances, la préservation du patrimoine.... L'organisation de ces deux articles a été modifiée par la loi SRU. Si les POS listaient les occupations ou utilisations autorisées (article 1) et celles qui étaient interdites (article 2), les PLU organisent ces règles différemment. **Ainsi, dans le PLU, tout ce qui n'est pas interdit ou bien autorisé dans le respect de certaines conditions (article 2), est alors autorisé sans restriction et dans le respect des autres articles du règlement.**

En Ud, pour renforcer les fonctions de centralité, toutes les vocations sont autorisées à l'exception des activités industrielles, des entrepôts et des constructions à usage agricole.

Dans un souci de mixité urbaine, cette zone peut donc accueillir des constructions à vocation d'habitat, de commerces, de services, de services publics ou d'intérêt collectif, d'artisanat.

ARTICLE Ud1 - SONT INTERDITS

- Toutes activités relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, et incompatibles avec la proximité de l'habitat humain.	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances. La réciprocité que pourraient engendrer des ICPE gèlerait une partie de la zone Ud, ce qui n'est pas le but recherché.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances, il n'est pas envisageable de permettre l'exploitation du sous-sol en zone urbaine dense.
- L'aménagement de terrains de camping, de caravanes et de parcs résidentiels de loisirs	Si ce type d'activités existait en centre urbain, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Ud, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- L'implantation d'habitations légères de loisirs	Si ce type d'activités existait en centre urbain, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Ud, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- Les constructions à usage agricole ou industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,	Cette interdiction rappelle le souhait de ne pas voir d'installations porteuses de nuisances au sein de la zone Ud. Concernant la zone agricole, un zonage spécifique existe sur ce PLU.
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de récupération ou de vieux véhicules	Ce type d'activités n'est pas souhaitable en zone urbaine car il risque de perturber le fonctionnement de la zone, qui, rappelons-le, est destinée à l'habitat, à l'artisanat, aux commerces, et aux services.
- Les parcs d'attraction, les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes ou campings cars	
- Les éoliennes individuelles	Dans un souci de conservation de la qualité paysagère du bourg et pour des raisons de nuisances sonores inhérentes aux mouvements des hélices.

ARTICLE Ud2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS

- Les locaux professionnels sous réserve d'être à usage commercial, artisanal ou de services.	L'ensemble des éléments autorisés l'est conformément à la définition de la zone donnée en amont, et correspond à la volonté d'une centralité d'habitat, de services et d'artisanat.
- Les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général.	Il s'agit là de divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur implantation pour le bon fonctionnement de la zone.

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE Ud3 - ACCES ET VOIRIE

1 - Accès

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation

peut être interdit.

Les accès doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie, et de la protection civile. Ils sont limités à un seul par propriété.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

2 - Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés.

Les voies doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

ARTICLE Ud4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2 - Assainissement

- Eaux usées

Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.

Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

- Eaux pluviales

Les aménagements réalisés doivent garantir l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales sur le terrain de la construction. En l'absence de réseau collecteur, le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la sécurité notamment des usagers des voies.

Les évacuations des eaux pluviales devront être munies d'un dispositif anti-refoulement.

3 - Réseaux divers.

Tout raccordement d'une construction nouvelle aux réseaux existants doit être traité en souterrain.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer en ville.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique et de défense contre l'incendie sont rappelés.

L'écriture de ces articles correspond à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone, en terme de sécurité, notamment vis-à-vis d'éventuels risques d'incendie, et vis-à-vis d'une occupation routière adaptée aux futures constructions.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des lignes électriques et de télécommunication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux pluviales doivent être prioritairement prévues sur la parcelle de construction.

Pour éviter tout désordre aérien et opter pour une démarche environnementale optimale, il est demandé à ce que les raccordements aux réseaux soient traités en souterrain.

ARTICLE Ud5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non fixées.

Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies par la loi SRU.

Ces cas ne sont pas actuellement recensés sur la commune.

ARTICLE Ud6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES**1 - Recul**

Les constructions devront être implantées

- Soit à l'alignement des voies et emprises publiques existantes ou à créer
- Soit à la limite de propriété par rapport aux voies privées
- Soit avec un retrait minimum de 3m par rapport à l'alignement ou à la limite de propriété. Lorsque les bâtiments seront implantés en retrait, la continuité du domaine bâti sera assurée par une clôture pleine.

Cependant des implantations différentes pourront être autorisées :

- Pour les extensions de constructions ne répondant pas à la règle ou lorsque les constructions voisines ne répondent pas à la règle, dans ce cas l'alignement constitué par le ou les bâtiments existants devra être respecté.
- Pour les garages qui pourront être implantés en retrait maximum de 5 mètres.
- S'il existe déjà une construction édifiée à l'alignement, la construction nouvelle pourra s'implanter dans la profondeur de la parcelle.
- En cas de reconstruction après destruction accidentelle, la construction pourra être implantée à l'identique.
- Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront respecter une marge de recul minimum de 1,50m.

Ces règles sont édifiées en fonction de l'analyse urbanistique et paysagère de la zone telle que nous pouvons retrouver la description dans le Diagnostic du PLU (Patrimoine bâti, architecture traditionnelle, formes urbaines,...).

Le principe de base est celui de l'implantation :

- Soit à l'alignement des voies publiques ou privées afin de conforter et préserver les fronts de rues compatibles avec une activité commerciale en rez-de-chaussée.
- Soit avec un retrait minimum de 3m afin de permettre l'aménagement paysager en limite de propriété, à la condition que la continuité du domaine bâti soit assurée par une clôture pleine reprenant ainsi les codes existants sur la commune.

Spécificité pour certaines constructions, la règle diffère par exemple :

- pour les extensions de constructions existantes afin de permettre aux constructions de s'adapter aux modifications inhérentes à l'évolution de la façon de vivre (pouvant nécessiter une extension de la surface bâtie).
- pour les garages qui pourront être implantés avec un retrait plus important correspondant à la longueur d'un véhicule (5m). Ce retrait permettra le stationnement sur la parcelle d'un véhicule supplémentaire qui, ainsi, n'encombrera pas le domaine public.
- afin de permettre la construction d'autres bâtiments sur les parcelles déjà construites en limite de voie dans un souci de recherche de densité.
- en cas de reconstruction après destruction accidentelle afin de ne pas compromettre l'utilisation de la parcelle en pénalisant les propriétaires.
- pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville. Ainsi, il est laissé la possibilité d'implanter les équipements avec un recul minimum d'1,50m.

2 - Nivellement

Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement (ou au droit de la limite de la marge de recul imposée) doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur de la voie.

Afin d'assurer une accessibilité correcte à la construction et un bon écoulement des eaux pluviales, le règlement rappelle la nécessité d'un nivellement étudié.

ARTICLE Ud7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les constructions doivent être édifiées en jouxtant une ou plusieurs limites séparatives.

- Dans le cas où les constructions ne jouxtent pas les limites séparatives, une marge de recul

Le souhait est d'avoir un tissu le plus dense possible, et donc, en priorité, des constructions qui se touchent.

L'implantation de ce fait, en mitoyenneté sur au moins un côté, est prioritairement demandée.

Du fait des dimensions restreintes de certaines parcelles en centre bourg et afin de répondre à un confort de vie, le côté non mitoyen devra présenter une

de 3m minimum devra être respectée.	marge minimale de 3m afin de donner une certaine souplesse à des constructions nécessitant des ouvertures sur les pignons,
<ul style="list-style-type: none"> - Des implantations différentes pourront être réalisées pour les extensions de constructions existantes ne répondant pas à la règle sous réserve que la marge de recul existante ne soit pas diminuée. - En cas de reconstruction après destruction accidentelle, la construction pourra être implantée à l'identique. - Pour les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ou général, cette marge de recul minimum pourra être ramenée à 1m lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction. 	Les exceptions sont données entre autre pour les extensions de bâtiments existants ne répondant pas à la règle afin de ne pas les pénaliser et pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville.

ARTICLE Ud8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Implantation libre.	Il n'est pas fixé de règle afin de laisser libre les capacités d'adaptation en vue d'une meilleure utilisation des terrains, en privilégiant la possibilité d'une plus grande densification. Par ailleurs, le cas se retrouve très minoritaire, car les terrains restent petits.
---------------------	---

ARTICLE Ud9 - EMPRISE AU SOL

Non fixée	Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14. La densité des constructions existantes ne permet pas de définir une particularité quelconque pour les terrains. Le souhait étant d'obtenir une densité maximale, il est préférable d'être libre pour permettre l'occupation des sols maximale.
-----------	---

ARTICLE Ud10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout de toiture. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée. Cette hauteur ne peut excéder 9m.	Le centre bourg d'Egliseneuve d'Entraigues présente un bâti ancien élevé. Ainsi, le règlement de la zone Ud tient compte de cette particularité et porte la hauteur maximum à 9m à l'égout afin de rester en harmonie avec le paysage urbain identitaire des rues.
---	--

ARTICLE Ud11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

Les dispositions prévues dans cet article ont pour vocation d'accompagner les fronts bâtis et de les traiter de manière qualitative. Il est prévu des prescriptions en matière de couverture et de parement. Les règles de cet article ont pour objectif de renforcer la qualité urbaine tout en ayant le souci de ne pas imposer de contraintes trop fortes. D'une façon générale, l'ensemble des dispositions qui sont décrites visent :	
<ul style="list-style-type: none"> - à assurer l'intégration des futures constructions dans leur environnement - à la production de constructions de qualité mettant en œuvre les démarches de développement durable (chauffe-eau solaire, cellule photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie, ...). - à la diversification du bâti en laissant les concepteurs libres dans le type d'architecture adopté. 	

1 - Règles générales :

<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel. 	Il s'agit notamment d'éviter les constructions sur talus.
<ul style="list-style-type: none"> - L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits et des imitations de matériaux est interdit. 	Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.
<ul style="list-style-type: none"> - Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe eau solaire, cellules photovoltaïque, réserve d'eau, géothermie,.....) sont autorisés - Toute nouvelle construction s'inscrivant dans une démarche de qualité environnementale et durable (isolation par l'extérieur, 	Pour permettre la mise en place des Grenelles, les éléments pour les énergies renouvelables et les bardages en bois sont autorisés. Cependant, cette autorisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale et paysagère du bourg.

<p>capteurs solaires ou photovoltaïques intégrés architecturalement...) est autorisée. Il en est de même pour la géothermie verticale et les réserves d'eau sous réserve d'être enterrées ou intégrées au projet architectural.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Les installations techniques (aérotherme, climatiseurs...) ne devront pas être perceptibles depuis l'espace public. Ils seront prioritairement installés à l'intérieur des constructions. En cas d'impossibilité technique, ils pourront être installés sur les façades à condition d'être encastrés et habillés d'une grille de métal ou en bois de couleur similaire à celle de la façade architecturale. - Pour les immeubles collectifs, l'équipement en ce qui concerne les antennes paraboliques sera collectif. 	<p>Il s'agit ici d'assurer la qualité architecturale et paysagère du bourg, souvent polluée par des éléments techniques pouvant, s'ils sont mal entretenus, créer des désordres visibles.</p>
<p>2 - Règles particulières :</p> <p>Le matériau de couverture sera de teinte ardoisée.</p> <p>Les toitures seront à deux versants, la ligne de faitage sera parallèle à la façade principale. La pente des toits ne peut être inférieure à 45°, ni supérieure à 55°.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre de réfection de toiture ou d'extension de bâtiment existants lorsque des raisons techniques ou architecturales l'imposent des matériaux similaires à ceux d'origine pourront être utilisés et les pentes adaptées. <p>Les terrasses protégées sont autorisées.</p> <p>Les lucarnes seront de proportion plus haute que large. Elles comporteront une toiture à 3 versants, les joues seront maçonnées à l'identique des parements de façade.</p> <p>Les conduits de cheminée seront groupés dans la mesure du possible pour éviter la multiplication des souches.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les serres ou vérandas pourront recevoir un autre matériau. - L'aspect des enduits devra être celui des enduits traditionnels à la chaux présentant une finition lissée, talochées ou feutrée. <p>Les pignons habillés devront l'être avec les mêmes matériaux qu'en toiture</p> <p>Les descentes d'eau pluviale doivent être établies selon les tracés les plus directs possibles (parcours verticaux) et réduites au nombre minimum.</p> <p>Les descentes d'eau usée ne peuvent être apparentes en façade sur rue.</p> <p>Les murs de clôture, lorsqu'ils seront</p>	<p>Afin d'être cohérent avec le paysage urbain et afin de préserver et conforter la qualité patrimoniale du centre ancien.</p> <p>Le choix des couvertures est établi en fonction de ce qui existe à ce jour.</p> <p>Afin de ne pas pénaliser les constructions existantes ne répondant pas à la règle.</p> <p>L'ensemble des murs doit permettre de conforter la qualité architecturale et paysagère du bourg.</p> <p>Les clôtures sont des éléments importants du paysage qui participent pleinement à la qualité du cadre de vie. Leur traitement doit répondre à une</p>

en maçonnerie, devront recevoir un traitement identique à la maçonnerie de la construction. Lorsque la clôture sera végétale elle devra être composée d'essences locales.

qualité architecturale similaire à celle des façades des bâtiments.

ARTICLE Ud12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Il est exigé :

- Pour les constructions à usage d'habitation :
*1 place de stationnement par logement.
- Pour les autres constructions, notamment celles à usage de bureaux, commerces et activités :
*1 place pour 50m² de surface de plancher.
- Pour l'agrandissement, la rénovation ou la réfection des bâtiments existants, il ne sera pas exigé de places de stationnement.

En centre bourg, il apparaît difficile d'exiger plus d'une place de stationnements du fait de l'étroitesse des parcelles et de la densité du bâti. Une seule place est donc exigée pour les nouvelles constructions afin d'éviter que les espaces publics ne deviennent de vastes stationnements.

Le ratio « 1 place pour 50m² de surface de plancher » a été défini par retour d'expérience.

Cependant, pour l'agrandissement, la rénovation ou la réfection des bâtiments existants, il n'est pas exigé de place de stationnement au regard de la difficulté qu'entraîne la pénurie de terrain en centre bourg et afin également d'éviter que les rez-de-chaussée ne soient petit à petit transformés en garages. Cette exception permettra également aux petites constructions de se réhabiliter sans être pénalisée par une obligation de faire un garage.

ARTICLE Ud13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

- Les haies mono spécifiques de résineux à tailler sont interdites.
- Les plantations devront être majoritairement d'essences locales.

Cet article fixe les obligations imposées aux constructeurs en matière d'espaces libres et notamment d'espaces verts

Il est rappelé que doivent être utilisées prioritairement des essences locales.

Afin d'avoir une bonne intégration des clôtures dans le paysage, il est demandé d'utiliser des végétaux majoritairement d'essence locale, interdisant ainsi toute haie uniforme de résineux, qui font partie des essences allergisantes.

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE Ud14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non fixé.

Les terrains étant souvent très petits, et la volonté politique étant de densifier au maximum, il n'a pas été fixé de COS.

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES

ARTICLE Ud15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

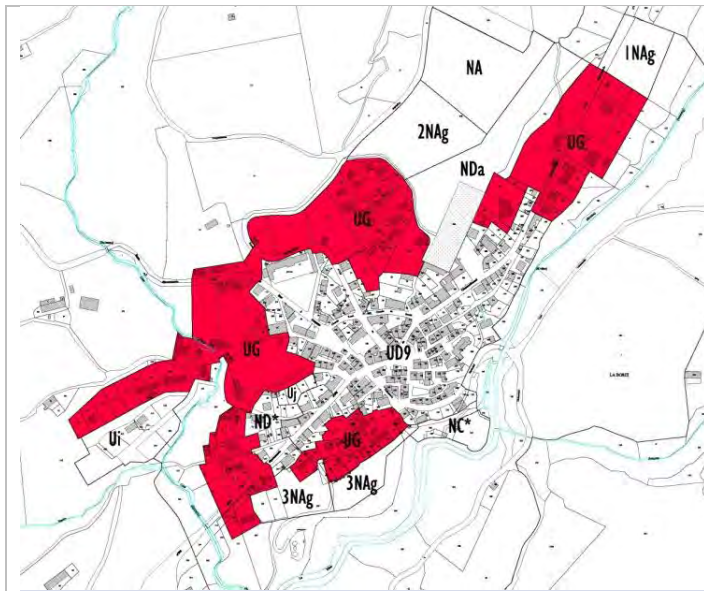
ARTICLE Ud16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.

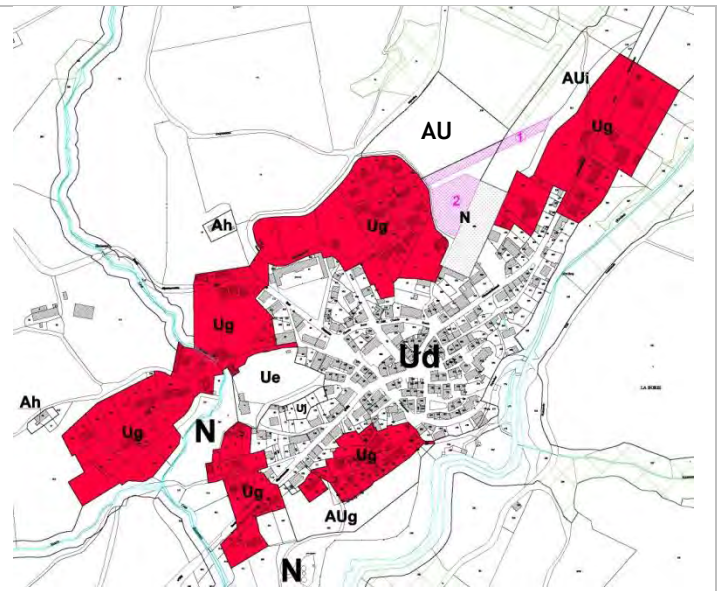
Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

Les zones Ug : zones périphériques, résidentielles

Il s'agit des extensions périphériques du bourg d'Egliseneuve d'Entraigues, dans lesquelles une densification bâtie est possible. La zone Ug est destinée principalement à la construction d'habitations construites généralement en ordre discontinu avec une occupation du sol modérée.



POS



PLU

Les zonages Ug du PLU sont pratiquement identiques aux zones UG du POS. Les modifications apportées par le PLU sont légères.

1. Le PLU a mis en place une Zone Ue sur un vaste espace public, générant ainsi une baisse de la zone UG du POS. Cette zone Ue concerne la Place du Champ de Foire. Il s'agit essentiellement d'un espace public, traditionnellement réservé aux usages des habitants, et, en l'occurrence, aux activités et festivités.

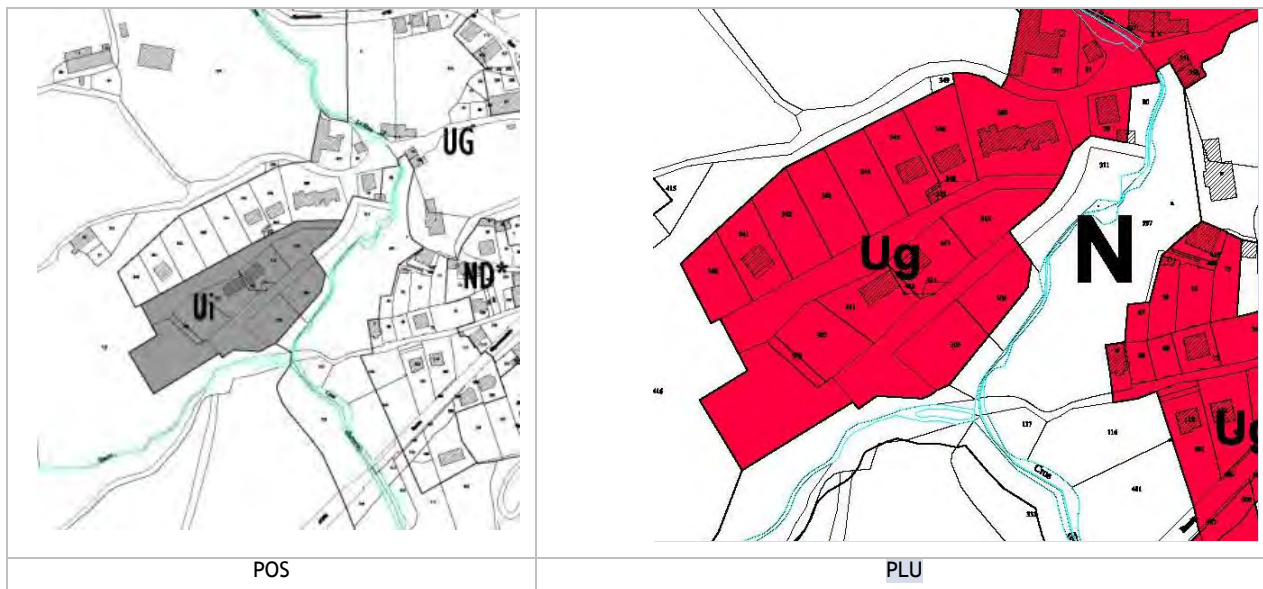
L'objectif est de préserver cet espace public de toute construction à vocation d'habitat. Cette zone englobe un bâtiment. Il s'agit d'un bâtiment communal d'intérêt général.



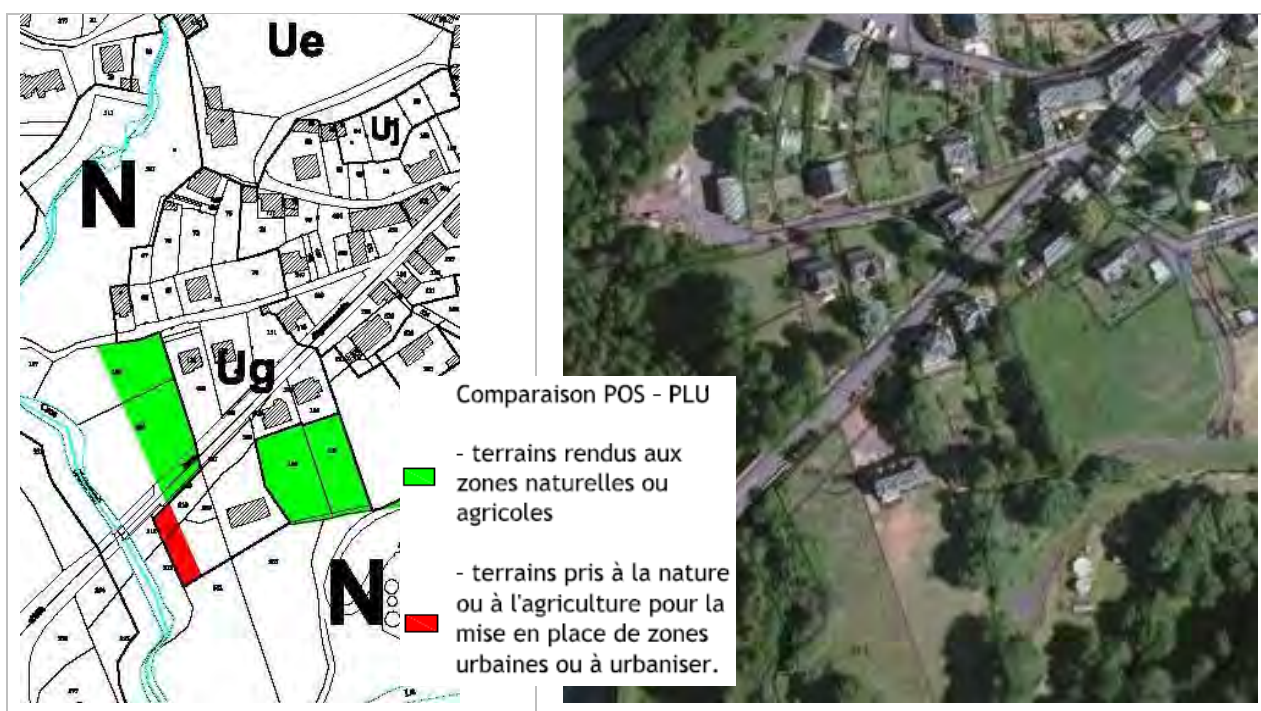
2. Le POS identifiait une petite zone Ui, que le PLU a englobé dans les zones Ug.

Ce secteur s'est peu étoffé entre la mise en place du POS et l'élaboration du PLU. La zone accueille 2 constructions dont une à vocation d'habitat. La mise en place d'une zone Ug sur ce secteur ne gênera pas l'éventuelle mise en place de nouvelles entreprises. Le règlement des zones Ud et Ug autorise les activités modérées, type artisanat et de services.

Vue que la zone ne s'est pas étoffée durant les dernières années, la municipalité donne la possibilité à des constructions à vocation de logements de s'y installer. La vocation d'accueil d'activités de la zone n'est pas abandonnée. Elle peut contenir 2 fonctions.



3. Cette zone Ug a été légèrement diminuée. Le parti pris a été de se limiter à l'actuelle ligne boisée existante. Ce principe génère un retrait de quelques parcelles, mais devrait contribuer à renforcer la présence et la protection de la Trame Bleue et Verte. La Rhue et Le Cros circule à proximité de ce secteur. Une parcelle a été légèrement agrandie. Elle n'est pas déclarée comme utilisée par l'agriculture (RPG agricole 2010).



Bilans

Caractéristiques morphologiques des zones Ug :

- Tissu urbain dominé par la présence de constructions individuelles, avec un parcellaire plus spacieux caractéristique de l'organisation urbaine des villages des, mais également des parcelles des années 1970 et plus récemment des années 1990-2000 ;
- Bâti souvent organisé en limite de voie, ou en retrait par rapport à la voie ; avec jardin principal en fond de parcelle (pour les constructions traditionnelles) ou autour de la construction (pour les plus récentes) ;

Objectifs recherchés des zones Ug :

- Le cadre de vie résidentiel de ces secteurs devra être préservé tout en favorisant une mixité fonctionnelle à l'échelle des villages ;
- La zone Ug peut recevoir des constructions individuelles destinées aux habitations et à leurs dépendances, ainsi qu'aux commerces, sous réserve que ces activités soient compatibles avec leur situation en zone résidentiel (pas de nuisances excessives pour le voisinage) ;
- Respecter les caractéristiques du bâti existant ;
- Maintenir ou favoriser la mixité sociale et fonctionnelle et urbaine ;
- Atténuer l'impact du stationnement ;

Principes réglementaires des zones Ug :

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

Afin de conserver le caractère résidentiel de la zone, il est autorisé principalement la construction de maisons d'habitation. Cependant, dans le cadre d'une certaine ouverture liée à l'animation et l'économie et à une certaine qualité de vie, les vocations d'habitat, d'artisanat et de services sont également autorisées.

De même, et afin de garantir la cohérence architecturale et urbaine du bourg, notamment en lien avec le centre ancien Ud, certaines constructions sont interdites telles que les habitations légères de loisirs par exemple.

Les équipements et installations publics ou d'intérêt général sont également autorisés.

ARTICLE Ug1 - SONT INTERDITS

- Toutes activités relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, et incompatibles avec la proximité de l'habitat humain.	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances. La réciprocité que pourraient engendrer des ICPE gèlerait une partie de la zone Ug, ce qui n'est pas le but recherché.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances, il n'est pas envisageable de permettre l'exploitation du sous-sol en zone d'habitat.
- L'aménagement de terrains de camping, de caravanes et de parcs résidentiels de loisirs	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Ug, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- L'implantation d'habitations légères de loisirs	
- Les constructions à usage agricole ou industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Ug, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités. Cette interdiction rappelle le souhait de ne pas voir d'installations porteuses de nuisances au sein de la zone Ug. Concernant la zone agricole, un zonage spécifique existe sur ce PLU.
- Les dépôts de ferrailles, de	

matériaux de récupération ou de vieux véhicules

- Les parcs d'attraction, les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes ou de campings cars

Ce type d'activités n'est pas souhaitable en zone urbaine car il risque de perturber le fonctionnement de la zone, qui, rappelons-le, est destinée à l'habitat, à l'artisanat, aux commerces, et aux services.

ARTICLE Uq2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS

- Les locaux professionnels sous réserve d'être à usage commercial, artisanal ou de services.

L'ensemble des éléments autorisés l'est conformément à la définition de la zone donnée en amont, et correspond à la volonté d'une centralité d'habitat, de services et d'artisanat.

- Les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général.

Il s'agit là de divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur implantation pour le bon fonctionnement de la zone.

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE Uq3 - ACCES ET VOIRIE

1 - Accès

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Les accès doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie, et de la protection civile.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer en ville.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique et de défense contre l'incendie sont rappelés.

L'écriture de ces articles correspond à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone, en terme de sécurité, notamment vis-à-vis d'éventuels risques d'incendie, et vis-à-vis d'une occupation routière adaptée aux futures constructions.

2 - Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés.

Les voies doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

ARTICLE Uq4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

2 - Assainissement

- Eaux usées

Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.

Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des lignes électriques et de télécommunication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

- Eaux pluviales

Les aménagements réalisés doivent garantir l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales sur le terrain de la construction. En l'absence de réseau collecteur, le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la sécurité notamment des usagers des voies.

Les évacuations des eaux pluviales devront être munies d'un dispositif anti-refoulement.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux pluviales doivent être prioritairement prévues sur la parcelle de construction.

3 - Réseaux divers.

Tout raccordement d'une construction nouvelle aux réseaux existants doit être traité en souterrain.

Pour éviter tout désordre aérien et opter pour une démarche environnementale optimale, il est demandé à ce que les raccordements aux réseaux soient traités en souterrain.

4 - Déchets

Toutes les constructions nouvelles ou changement de destination des bâtiments existants devront comporter dans l'emprise privée un espace de stockage des bacs correspondant au besoin des logements.

Pour éviter tout désordre sur la voie publique.

ARTICLE Uq5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Sans objet.

Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies par la loi SRU.

En effet, l'article R123-9 du code de l'urbanisme stipule que le PLU peut fixer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.

Ces cas ne se justifient pas actuellement sur la commune.

ARTICLE Uq6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES**1 - Recul**

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 5m par rapport à la limite des voies routières.

Dans le cas de constructions situées sur des terrains bordés par plusieurs voies, le recul de 5 m par rapport aux voies ne concerne que la voie de desserte de la parcelle. Le recul pourra être réduit à 3m par rapport aux autres voies.

Dans le cas de voies privées, la limite effective de la voie se substitue à l'alignement.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront respecter une marge de recul minimum de 1,50m

Le principe de base est celui de l'implantation en recul de l'alignement (5m minimum) afin de préserver des espaces végétalisés entre les constructions et l'espace public. Ce principe n'est valable que pour la voie de desserte de la parcelle concernée.

La règle diffère pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville. Ainsi, il est laissé la possibilité d'implanter les équipements avec un recul minimum d'1m.

2 - Nivellement

Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement (ou au droit de la limite de la marge de recul imposée) doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur de la voie.

Afin d'assurer une accessibilité correcte à la construction et un bon écoulement des eaux pluviales, le règlement rappelle la nécessité d'un nivellement étudié.

ARTICLE Ug7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

- Les constructions peuvent être édifiées en jouxtant une ou plusieurs limites séparatives.
 - Dans le cas où les constructions ne jouxtent la limite de propriété, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.
 - En cas de reconstruction après destruction accidentelle, la construction pourra être implantée à l'identique.
 - Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1m.
- Dans l'objectif de préserver les caractéristiques paysagères de ces quartiers résidentiels et surtout de la diversité des tailles de parcelles et de la qualité des espaces non bâtis contribuant à leur caractère verdoyant, les implantations sont possibles en mitoyenneté sur 1 ou plusieurs limites.
- En cas de recul, le PLU impose une distance minimum au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment, sans être inférieure à 3m.
Ce principe rejoint très majoritairement les constructions déjà existantes, et, favorise ainsi une continuité bâtie.
- Les exceptions sont données pour la reconstruction de bâtiments existants afin de ne pas les pénaliser et pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville.

ARTICLE Ug8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

- Implantation libre.
- Il n'est pas fixé de règle. L'ensemble des autres articles -et en particulier les articles 6 et 7- représente un cadre suffisant pour gérer les possibilités de façon adaptée à la zone Ug.

ARTICLE Ug9 - EMPRISE AU SOL

- Sans objet.
- Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14.
La densité des constructions existantes ne permet pas de définir une particularité quelconque pour les terrains. Le souhait étant d'obtenir une densité maximale, il est préférable d'être libre pour permettre l'occupation des sols maximale.

ARTICLE Ug10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

- La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout des toitures. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée.
Cette hauteur ne peut excéder 6.00m.
Pour les parties de constructions neuves, les annexes et les extensions de construction existantes implantées en limite séparative, la hauteur n'excèdera pas 2.80 m.
- La hauteur maximum est portée à 6m, ce qui correspond à la moyenne des hauteurs des constructions existantes sur la zone.
- En limite de propriété, la hauteur est abaissée à 2.80m afin d'éviter d'avoir des ombres portées trop importantes sur les terrains voisins et ainsi éviter de générer des conflits de voisinage.

ARTICLE Ug11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

- Les dispositions prévues dans cet article ont pour vocation d'accompagner les fronts bâtis et de les traiter de manière qualitative. Il est prévu des prescriptions en matière de couverture et de parement.
Les règles de cet article ont pour objectif de renforcer la qualité urbaine tout en ayant le souci de ne pas imposer de contraintes trop fortes. D'une façon générale, l'ensemble des dispositions qui sont décrites visent :
- à assurer l'intégration des futures constructions dans leur environnement
 - à la production de constructions de qualité mettant en œuvre les démarches de développement durable (chauffe-eau solaire, cellule photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie, ...).
 - à la diversification du bâti en laissant les concepteurs libres dans le type d'architecture adopté.

1 - Règles générales :

- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.
 - L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits et des imitations de matériaux est interdit.
 - Les éléments pour des énergies
- Il s'agit notamment d'éviter les constructions sur talus.
- Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.

<p>renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïques, réserve d'eau enterrée, géothermie...) sont autorisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les installations techniques (aérotherme, climatiseurs...) ne devront pas être perceptibles depuis l'espace public. Ils seront prioritairement installés à l'intérieur des constructions. En cas d'impossibilité technique, ils pourront être installés sur les façades à condition d'être encastrés et habillés d'une grille de métal ou en bois de couleur similaire à celle de la façade architecturale. - Pour les immeubles collectifs, l'équipement en ce qui concerne les antennes paraboliques sera collectif. 	<p>Pour permettre la mise en place des Grenelles, les éléments pour les énergies renouvelables sont autorisés. Cependant, cette autorisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale et paysagère du bourg.</p> <p>Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.</p>
<p>2 - Règles particulières :</p> <p>Le matériau de couverture sera de teinte ardoisé.</p> <p>Dans le cas d'extension ou surélévation partielle, l'emploi d'autres matériaux sera possible s'ils sont d'aspect identique à ceux de la construction d'origine.</p> <p>Les toitures seront à deux versants, la ligne de faitage sera parallèle à la façade. Les croupes sont autorisées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre de réfection de toiture ou d'extension de bâtiment existants lorsque des raisons techniques ou architecturales l'imposent, des matériaux similaires à ceux d'origine pourront être utilisés et les pentes adaptées. <p>Les terrasses protégées sont autorisées.</p> <p>Les lucarnes seront de proportion plus haute que large. Elles comporteront une toiture à 3 versants, les joues seront maçonnées à l'identique des parements de façade.</p> <p>Les conduits de cheminée seront groupés dans la mesure du possible pour éviter la multiplication des souches.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les serres ou vérandas pourront recevoir un autre matériau. <p>Les toitures terrasses, y compris celles végétalisées ou retenant les eaux pluviales, sont autorisées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aspect des enduits devra être celui des enduits traditionnels à la chaux présentant une finition lissée, talochées ou feutrée. <p>Les pignons habillés devront l'être avec les mêmes matériaux qu'en toiture.</p> <p>Les descentes d'eau pluviale doivent être établies selon les tracés les plus directs possibles (parcours verticaux) et réduites au nombre minimum.</p>	<p>Les pentes et les matériaux sont établis en fonction de ce qui existe à ce jour sur la commune d'Egliseneuve d'Entraigues.</p> <p>Afin de ne pas pénaliser les constructions existantes ne répondant pas à la règle.</p> <p>Le règlement reste souple dans son ensemble, laissant ainsi plus de liberté dans l'aspect architectural. Une architecture contemporaine et durable est autorisée, avec notamment les toitures terrasses, qui peuvent être végétalisées.</p>

Les descentes d'eau usée ne peuvent être apparentes en façade sur rue.
Les murs de clôture, lorsqu'ils seront en maçonnerie, devront recevoir un traitement identique à la maçonnerie de la construction.
Lorsque la clôture sera végétale, elle devra être composée d'essences locales.

Les clôtures sont des éléments importants du paysage qui participent pleinement à la qualité du cadre de vie. Leur traitement doit répondre à une qualité architecturale similaire à celle des façades des bâtiments.

ARTICLE Ug12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Il est exigé:

- Pour les constructions à usage d'habitation:
*2 places de stationnement par logement.
- Pour les autres constructions, notamment celles à usage de bureaux, commerces et activités :
*1 place pour 50m² de surface de plancher.

Pour l'habitat, les normes de stationnement portent sur un minimum de 2 places par logement, ce qui correspond aux normes d'aujourd'hui mis en évidence dans les recensements Insee (équipement automobile des ménages).

Les bureaux, commerces et activités sont assorties d'exigences correspondant à 1 place pour 50m² de plancher. Il s'agit d'un ratio établi par retour d'expériences.

ARTICLE Ug13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

- Les spécimens les plus nombreux des plantations devront être des essences locales
- Les haies mono spécifiques de résineux à tailler sont interdites.
- Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures ainsi que les réserves d'eau devront être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles seront protégées des vues par un masque végétal.
- Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel. Dans ce cas les murs sont interdits.

Cet article fixe les obligations imposées aux constructeurs en matière d'espaces libres et notamment d'espaces verts

Il est rappelé que doivent être utilisées prioritairement des essences locales afin d'avoir une bonne intégration des clôtures dans le paysage.

Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel. Ce principe a pour objectif de réduire l'image « sèche » et sans transition, entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles. Il permettra en outre de marquer les limites de l'urbanisation.

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE Ug14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le C.O.S. applicable est égal à 0,40. Toutefois, il est fixé à 0,50 pour les activités.
Conformément aux dispositions de l'article L128-1 du code de l'urbanisme, un dépassement du COS pourra être autorisé, dans la limite de 30% pour les constructions remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable.

Afin de pousser la densification, la zone Ug a un COS de 0.40

Il est fixé à 0.50 pour les activités afin d'assurer une densité plus forte.

Par ailleurs, dans le cadre des performances énergétiques, il est autorisé un dépassement.

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES

ARTICLE Ug15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

ARTICLE Uq16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.

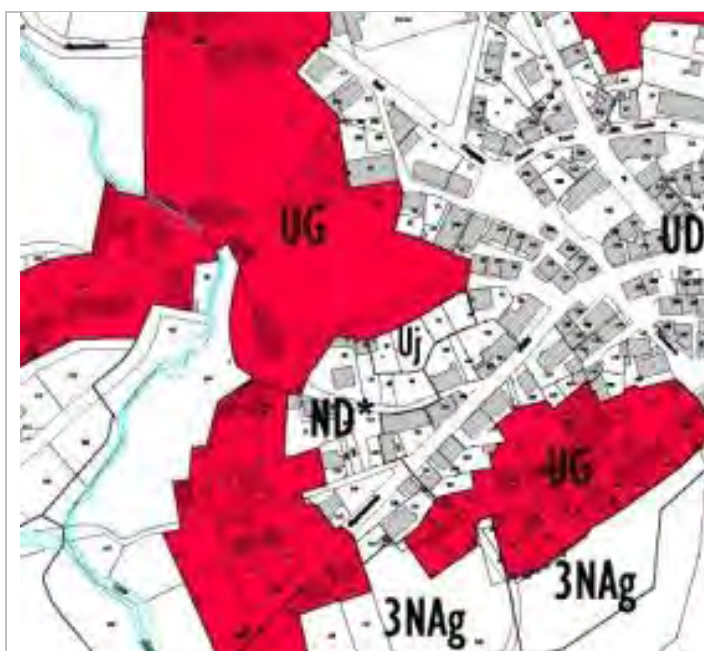
Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

La zone Ue : vocation d'équipements

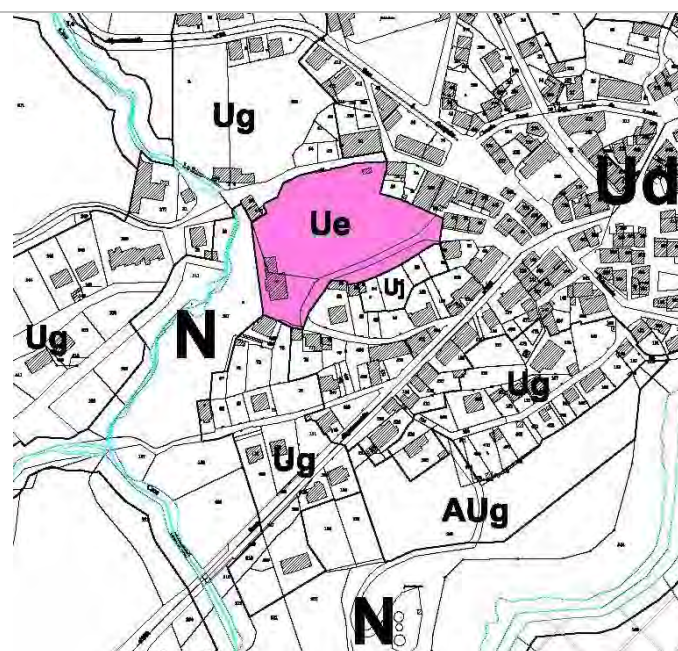
Zone destinée à l'implantation d'équipements d'intérêt public ou de constructions d'intérêt collectif liés aux activités administratives, associatives, sportives ou culturelles.

Le PLU d'Egliseneuve d'Entraigues identifie une zone à vocation d'équipements au cœur du bourg.

Cette zone Ue concerne la Place du Champ de Foire. Il s'agit essentiellement d'un espace public, traditionnellement réservé aux usages des habitants, et, en l'occurrence, aux activités et festivités. Cette zone englobe un garage communal.



POS



PLU

Caractéristiques morphologiques de la zone Ue :

- Tissu urbain dominé par la présence d'espaces publics vastes et d'une construction à vocation d'équipements publics.

Objectifs recherchés de la zone Ue :

- Préserver le champ de foire en espace public
- Garantir l'inconstructibilité de ce secteur par des habitations.
- Gérer le stationnement ;

Principes réglementaires de la zone Ue :**SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL****ARTICLE Ue1 - SONT INTERDITS**

- Toutes activités relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, et incompatibles avec la proximité de l'habitat humain.	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances. La réciprocité que pourraient engendrer des ICPE gèlerait une partie de la zone Ug, ce qui n'est pas le but recherché.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances, il n'est pas envisageable de permettre l'exploitation du sous-sol en zone d'habitat.
- L'aménagement de terrains de camping, de caravanes et de parcs résidentiels de loisirs	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Ug, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- L'implantation d'habitations légères de loisirs	
- Les constructions à usage agricole ou industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Ug, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités. Cette interdiction rappelle le souhait de ne pas voir d'installations porteuses de nuisances au sein de la zone Ug. Concernant la zone agricole, un zonage spécifique existe sur ce PLU.
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de récupération ou de vieux véhicules	Ce type d'activités n'est pas souhaitable en zone urbaine car il risque de perturber le fonctionnement de la zone, qui, rappelons-le, est destinée à l'habitat, à l'artisanat, aux commerces, et aux services.
- Les parcs d'attraction, les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes ou de campings cars	
- Les maisons d'habitation	La volonté du règlement est très exclusive sur la destination
- Toutes constructions nouvelles non autorisées sous conditions	

ARTICLE Ue2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS

- Les travaux d'aménagement ou d'équipement destinés à faciliter l'accessibilité du site aux personnes ou sa mise en valeur, ainsi que les équipements de sécurité éventuellement nécessaires.	L'ensemble des éléments autorisés l'est conformément à la définition de la zone donnée en amont, et correspond à la volonté d'une centralité d'habitat, de services et d'artisanat.
- Les constructions, aménagement et installations nécessaires à des équipements d'intérêts collectifs: administratifs, associatifs, sportifs, culturels ou de loisirs.	
- Les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général.	Il s'agit là de divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur implantation pour le bon fonctionnement de la zone.

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL**ARTICLE Ue3 - ACCES ET VOIRIE**

1 - Accès	Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer en ville. Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences
Les accès doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie, et de la protection civile.	

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

2 - Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés.

Les voies doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

ARTICLE Ue4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau

Toute construction à usage d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

2 - Assainissement

- Eaux usées

Toute construction doit être raccordée au réseau public

Le raccordement au réseau public d'assainissement collectif doit être réalisé selon les conditions fixées par le règlement général d'assainissement. Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

- Eaux pluviales

Les aménagements réalisés doivent garantir l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales sur le terrain de la construction. En l'absence de réseau collecteur, le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la sécurité notamment des usagers des voies.

Les évacuations des eaux pluviales doivent être munies d'un dispositif anti-refoulement.

3 - Réseaux divers.

Tout raccordement d'une construction nouvelle aux réseaux existants doit être traité en souterrain.

ARTICLE Ue5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Sans objet.

de sécurité publique et de défense contre l'incendie sont rappelés.

L'écriture de ces articles correspond à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone, en terme de sécurité, notamment vis-à-vis d'éventuels risques d'incendie, et vis-à-vis d'une occupation routière adaptée aux futures constructions.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des lignes électriques et de télécommunication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux pluviales doivent être prioritairement prévues sur la parcelle de construction.

Pour éviter tout désordre aérien et opter pour une démarche environnementale optimale, il est demandé à ce que les raccordements aux réseaux soient traités en souterrain.

Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies par la loi SRU.

En effet, l'article R123-9 du code de l'urbanisme stipule que le PLU peut fixer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.

Ces cas ne se justifient pas actuellement sur la commune.

ARTICLE Ue6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

1 - Recul

Les constructions doivent être implantées à l'alignement ou avec un retrait minimum de 5m par rapport à la

Le principe de base est celui de l'implantation en recul de l'alignement (5m minimum) afin de préserver des espaces végétalisés entre les constructions et l'espace public. Ce principe n'est valable que pour la voie de desserte de la

limite des voies routières.

En outre, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de la limite opposée doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points (H=L).

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1,50m.

parcelle concernée.

La règle diffère pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville. Ainsi, il est laissé la possibilité d'implanter les équipements avec un recul minimum d'1,50m.

2 - Nivellement

Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement (ou au droit de la limite de la marge de recul imposée) doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur des voies.

Afin d'assurer une accessibilité correcte à la construction et un bon écoulement des eaux pluviales, le règlement rappelle la nécessité d'un nivellement étudié.

ARTICLE Ue7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite de propriété, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1m.

Compte tenu de la nature des constructions autorisées, elles peuvent s'implanter en limites séparatives ou en recul.

Les exceptions sont données pour la reconstruction de bâtiments existants afin de ne pas les pénaliser et pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville.

ARTICLE Ue8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Implantation libre.

Il n'est pas fixé de règle. L'ensemble des autres articles -et en particulier les articles 6 et 7- représente un cadre suffisant pour gérer les possibilités de façon adaptée à la zone Ue.

ARTICLE Ue9 - EMPRISE AU SOL

Sans objet.

Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14.

La densité des constructions existantes ne permet pas de définir une particularité quelconque pour les terrains. Le souhait étant d'obtenir une densité maximale, il est préférable d'être libre pour permettre l'occupation des sols maximale.

ARTICLE Ue10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée.

Cette hauteur ne peut excéder 8m.

La hauteur maximum est portée à 8m afin de permettre la construction de tous bâtiments nécessaires à la zone dans le respect de la silhouette urbaine existante.

ARTICLE Ue11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

Les dispositions prévues dans cet article ont pour vocation d'accompagner les fronts bâtis et de les traiter de manière qualitative. Il est prévu des prescriptions en matière de couverture et de parement.

Les règles de cet article ont pour objectif de renforcer la qualité urbaine tout en ayant le souci de ne pas imposer de contraintes trop fortes. D'une façon générale, l'ensemble des dispositions qui sont décrites visent :

- à assurer l'intégration des futures constructions dans leur environnement
- à la production de constructions de qualité mettant en œuvre les démarches de développement durable (chauffe-eau solaire, cellule photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie, ...).
- à la diversification du bâti en laissant les concepteurs libres dans le type d'architecture adopté.

1 - Règles générales :

<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel. - L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits et des imitations de matériaux sont interdits. - Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïques, réserve d'eau enterrée, géothermie...) sont autorisés - Toute nouvelle construction s'inscrivant dans une démarche de qualité environnementale et durable (isolation par l'extérieur, capteurs solaires ou photovoltaïques intégrés architecturalement...) est autorisée. Il en est de même pour la géothermie verticale et les réserves d'eau sous réserve d'être enterrées ou intégrées au projet architectural. - Les installations techniques (aérotherme, climatiseurs...) ne devront pas être perceptibles depuis l'espace public. Ils seront prioritairement installés à l'intérieur des constructions. En cas d'impossibilité technique, ils pourront être installés sur les façades à condition d'être encastrés et habillés d'une grille de métal ou en bois de couleur similaire à celle de la façade architecturale. - Pour les immeubles collectifs, l'équipement en ce qui concerne les antennes paraboliques sera collectif. 	<p>Il s'agit notamment d'éviter les constructions sur talus.</p> <p>Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.</p> <p>Pour permettre la mise en place des Grenelles, les éléments pour les énergies renouvelables sont autorisés. Cependant, cette autorisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale et paysagère du bourg.</p> <p>Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.</p>
--	---

2 - Règles particulières :

<p>Les façades bois ou autres matériaux dont matériau renouvelable sont autorisés à l'exception des matériaux blancs, brillants ou réfléchissants.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les toitures terrasses sont autorisées, y compris celles végétalisées ou retenant les eaux pluviales. 	<p>Les règles particulières font apparaître une construction qui développerait du développement durable, notamment avec façades bois, et des toitures terrasses végétalisées. Dans le cas d'éventuelles constructions, celles-ci seront probablement de maîtrise d'ouvrage public, et pourra être ainsi exemplaire par rapport à la démarche.</p>
--	---

ARTICLE Ue12 - STATIONNEMENT

<p>Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Il est exigé 1 place pour 50m² de surface de plancher.</p>	<p>Il s'agit d'un ratio établi par retour d'expériences.</p>
--	--

ARTICLE Ue13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

<ul style="list-style-type: none"> - Les spécimens les plus nombreux des plantations devront être des essences locales -- Les plantations existantes de valeur doivent être maintenues. - Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures ainsi que les 	<p>Cet article fixe les obligations imposées aux constructeurs en matière d'espaces libres et notamment d'espaces verts</p> <p>Il est rappelé que doivent être utilisées prioritairement des essences locales afin d'avoir une bonne intégration des clôtures dans le paysage.</p>
---	--

réserves d'eau devront être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles seront protégées des vues par un masque végétal.

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE Ue14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le COS applicable est égal à 0.10

Le COS (0.10) est faible car il n'est pas souhaitable de voir le site se construire, afin de préserver le cadre vernaculaire du site.

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES

ARTICLE Ue15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

ARTICLE Ue16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

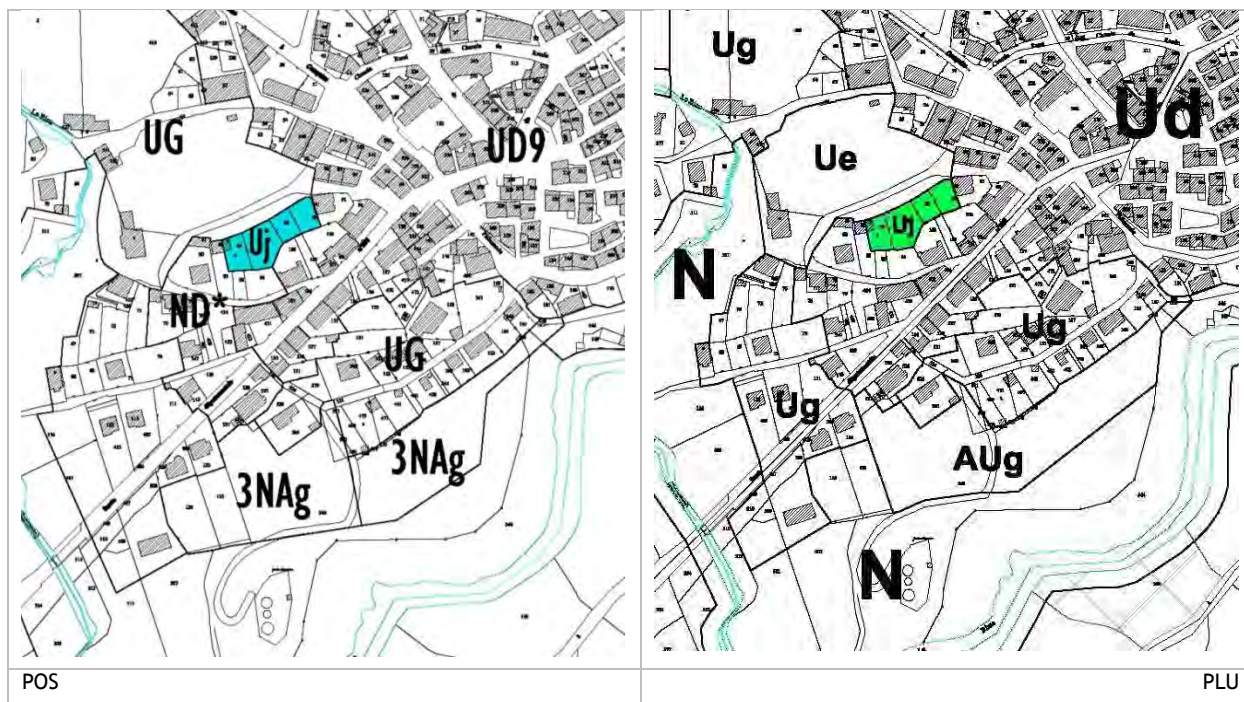
Non réglementé.

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

Les zones Uj

Uj est une zone de jardin où seuls les abris, les fabriques et les constructions à usage horticoles sont autorisées.

Le PLU conserve la zone U jardins du POS, dans les mêmes limites.



Justifications de la zone Uj :

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE Uj1 - SONT INTERDITS

- Toutes activités relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, et incompatibles avec la proximité de l'habitat humain.	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances. La réciprocité que pourraient engendrer des ICPE gèlerait une partie de la zone U, ce qui n'est pas le but recherché.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances, il n'est pas envisageable de permettre l'exploitation du sous-sol en zone d'habitat.
- L'aménagement de terrains de camping, de caravanes et de parcs résidentiels de loisirs	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Uj, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- L'implantation d'habitations légères de loisirs	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Uj, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- Les constructions à usage agricole ou industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Uj, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités. Cette interdiction rappelle le souhait de ne pas voir d'installations porteuses de nuisances au sein de la zone Uj. Concernant la zone agricole, un zonage spécifique existe sur ce PLU.
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de récupération ou de vieux	Ce type d'activités n'est pas souhaitable en zone urbaine car il risque de

véhicules	perturber le fonctionnement de la zone, qui, rappelons-le, est destinée aux jardins.
- Les parcs d'attraction, les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes ou de campings cars	
- Les maisons d'habitation	
- Toute modification de l'état des lieux à l'exception de la nature des clôtures.	La volonté du règlement est très exclusive sur la destination
- La transformation de cabane de jardin en garage.	
Toutes constructions nouvelles non autorisées sous conditions	

ARTICLE Uj2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS

- Les travaux d'aménagement ou d'équipement destinés à faciliter l'accessibilité du site aux personnes ou sa mise en valeur, ainsi que les équipements de sécurité éventuellement nécessaires.	L'ensemble des éléments autorisés l'est conformément à la définition de la zone donnée en amont.
- Les cabanes de jardins ou abri de 20 m ² maximum de surface de plancher, les « fabriques », tonnelles, serres ou autres constructions liées à l'activité horticole sous réserve d'une seule par unité foncière.	
- Les piscines avec le local technique sous réserve d'une par unité foncière.	
- Les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général.	Il s'agit là de divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur implantation pour le bon fonctionnement de la zone.

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL**ARTICLE Uj3 - ACCES ET VOIRIE**

La création de voies nouvelles ouvertes à la circulation automobile est interdite. Les voies à usage piétonnier devront avoir une largeur maximale de 3m. Elles seront interdites à la circulation automobile.	L'objectif est de ne pas voir la voiture circuler, s'installer, dans ces secteurs de jardins potagers. Ainsi, seules les voies piétonnes sont autorisées. A ce titre, une largeur minimale de 3m assurant l'accessibilité piétons et cycles est demandée.
---	---

ARTICLE Uj4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

Sans objet	Toute construction étant interdite (à l'exception des équipements et installations publics ou d'intérêt général et les cabanes de jardin), les articles relatifs à l'eau potable et à l'assainissement ne sont pas renseignés.
------------	--

ARTICLE Uj5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Sans objet.	Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies par la loi SRU. En effet, l'article R123-9 du code de l'urbanisme stipule que le PLU peut fixer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée. Ces cas ne se justifient pas actuellement sur la commune.
-------------	---

ARTICLE Uj6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 3 mètres par rapport à la limite parcellaire bordant les voies.	le respect d'un recul de l'alignement de 3m est demandé afin de préserver des espaces végétalisés entre les constructions et l'espace public.
--	---

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1,50m.

Une exception est donnée pour les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics compte tenu de leur vocation particulière.

ARTICLE Uj7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite de propriété, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 2 mètres.

L'implantation peut se faire soit en limite, soit en retrait de 2m minimum, afin de conserver le caractère paysager des jardins potager et permettre les plantations en limite de terrains.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1m.

Une exception est donnée pour les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics compte tenu de leur vocation particulière.

ARTICLE Uj8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Implantation libre.

Il n'est pas fixé de règle au regard de la vocation paysagère de la zone et des très faibles possibilités de construire, exclusivement liées aux équipements et installations publics ou d'intérêt général et aux cabanes de jardin ou autres équipements.

L'objectif est de laisser une certaine liberté à l'implantation des cabanes de jardin ou autres équipements.

ARTICLE Uj9 - EMPRISE AU SOL

Sans objet.

Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14.

La densité des constructions existantes ne permet pas de définir une particularité quelconque pour les terrains. Le souhait étant d'obtenir une densité maximale, il est préférable d'être libre pour permettre l'occupation des sols maximale.

ARTICLE Uj10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée.

Dans un contexte de jardins potagers, les petites constructions doivent tendre vers une petite hauteur, permettant une meilleure intégration.

Cette hauteur ne peut excéder 2m.

ARTICLE Uj11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.
- Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïque, réserve d'eau, géothermie,...) sont autorisés.
- Les façades et couvertures bois ou autres matériaux dont matériau renouvelable sont autorisés à l'exception des matériaux blancs, brillants ou réfléchissants.

Cet article comporte une rédaction minimale permettant néanmoins de préserver le caractère paysager de la zone, tout en autorisant les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable. L'objectif est de laisser une certaine liberté à la créativité de ces petits espaces privés.

ARTICLE Uj12 - STATIONNEMENT

Sans objet.

Il n'est pas fixé de règle au regard de la vocation paysagère de la zone et des très faibles possibilités de construire, exclusivement liées aux équipements et installations publics ou d'intérêt général et aux cabanes de jardin.

ARTICLE Uj13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

Sans objet.

Il n'est pas apparu nécessaire, ni judicieux de fixer de règle au regard de la vocation de la zone correspondant à des jardins privés et des très faibles possibilités de construire.

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL**ARTICLE Uj14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

Non fixé.

Il n'est pas fixé de règle dans la mesure où les volumes constructibles sont précisément cadrés par les règles d'implantation et de hauteur et où de très faibles possibilités de construire sont exclusivement liées aux équipements et installations publics ou d'intérêt général et aux cabanes de jardin.

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES**ARTICLE Uj15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

Non réglementé

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

ARTICLE Uj16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

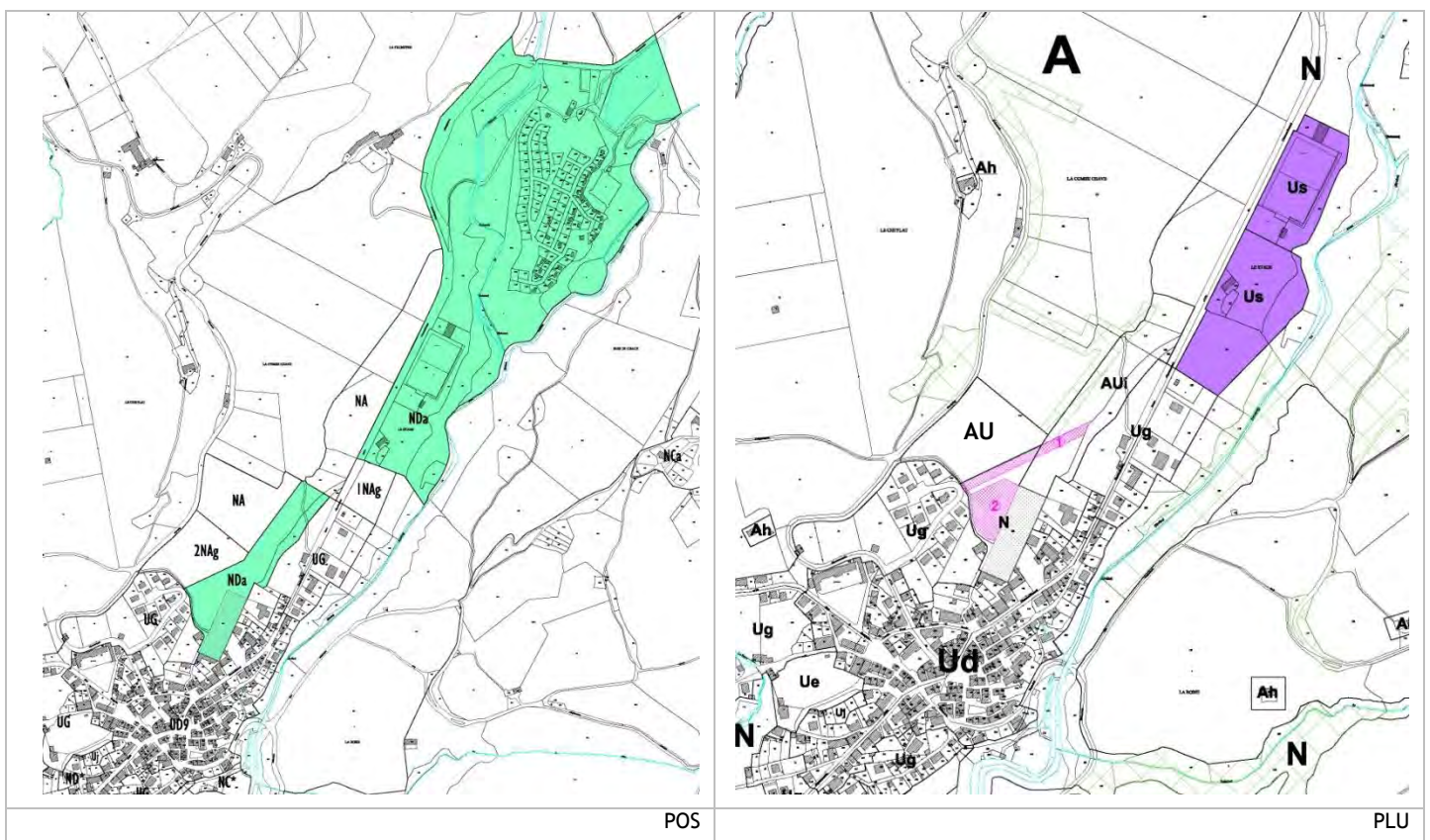
Les zones Us

Zone destinée à l'implantation d'équipements ou de constructions d'intérêt collectif liés aux activités sportives, culturelles ou de loisirs.

Le POS identifiait une large zone NDa essentiellement destinée à recevoir des activités à caractère touristique, de sports ou de loisirs, avec des équipements d'accueil et d'hébergement.

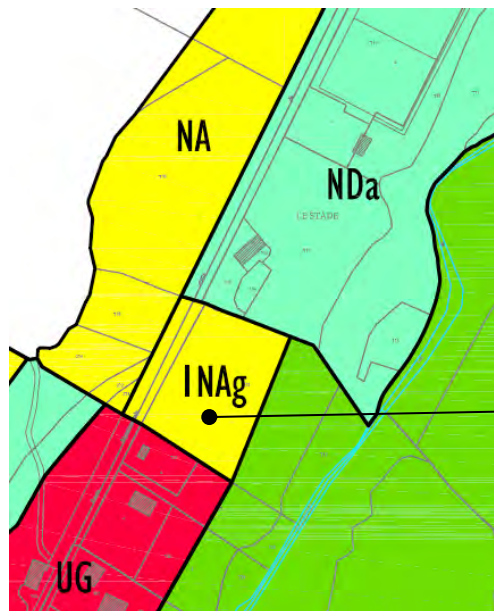
Le parti pris du PLU a été de mettre en place des zones à vocation plus spécifique :

- ➡ Une zone Us dédiée aux activités sportives a été définie sur le site existant, situé en entrée nord-est du bourg.
- ➡ Des zones Ut dédiées aux activités touristiques sont définies sur La Combe Chave. Voir plus loin.



La zone Us du PLU a redéfini ses limites. Un des projets communaux en terme de vocation sportive est de compléter, renforcer les équipements, et, notamment, agrandir la zone sportive au sud, en lien avec l'urbanisation du bourg.

La réalisation de cet objectif s'est traduit par l'agrandissement de la zone Us au sud, sur une ancienne zone 1 NAg du POS (zone d'urbanisation future à vocation d'habitat).



POS



Caractéristiques morphologiques de la zone Us :

- Secteur à vocation de sport et de loisirs.

Objectifs recherchés de la zone Us :

- Autoriser une mixité fonctionnelle et urbaine sous réserve que ces dernières soient liées à la direction ou au gardiennage des établissements autorisés.

Principes réglementaires de la zone Us :

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE Us1 - SONT INTERDITS

- Toutes activités relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, et incompatibles avec la proximité de l'habitat humain.	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances. La réciprocité que pourraient engendrer des ICPE gèlerait une partie de la zone Us, ce qui n'est pas le but recherché.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances, il n'est pas envisageable de permettre l'exploitation du sous-sol en zone urbaine.
- Les constructions à usage agricole ou industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Us, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités. Cette interdiction rappelle le souhait de ne pas voir d'installations porteuses de nuisances au sein de la zone Us. Concernant la zone agricole, un zonage

	<i>spécifique existe sur ce PLU.</i>
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de récupération ou de vieux véhicules	Ce type d'activités n'est pas souhaitable en zone urbaine car il risque de perturber le fonctionnement de la zone, qui, rappelons-le, est destinée à l'habitat, à l'artisanat, aux commerces, et aux services.
- Les dépôts de véhicules.	
- Les maisons d'habitation	
- Toutes constructions nouvelles non autorisées sous conditions	La volonté du règlement est très exclusive sur la destination
ARTICLE Us2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS	
- Les travaux d'aménagement ou d'équipement destinés à faciliter l'accessibilité du site aux personnes ou sa mise en valeur, ainsi que les équipements de sécurité éventuellement nécessaires.	L'ensemble des éléments autorisés l'est conformément à la définition de la zone donnée en amont, et correspond à la volonté d'une centralité de services.
- Les constructions, aménagement et installations nécessaires à des équipements d'intérêts collectifs : sportifs et de loisirs.	
- Les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général.	Il s'agit là de divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur implantation pour le bon fonctionnement de la zone.

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE Us3 - ACCES ET VOIRIE

1 - Accès

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Les accès doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie, et de la protection civile.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

2 - Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés.

Les voies doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer en ville.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique et de défense contre l'incendie sont rappelés.

L'écriture de ces articles correspond à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone, en terme de sécurité, notamment vis-à-vis d'éventuels risques d'incendie, et vis-à-vis d'une occupation routière adaptée aux futures constructions.

ARTICLE Us4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau

Toute construction à usage d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

2 - Assainissement

- Eaux usées

Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des lignes électriques et de télécommunication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.
Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

- Eaux pluviales

Les aménagements réalisés doivent garantir l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales sur le terrain de la construction. En l'absence de réseau collecteur, le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la sécurité notamment des usagers des voies.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux pluviales doivent être prioritairement prévues sur la parcelle de construction.

3 - Réseaux divers.

Tout raccordement d'une construction nouvelle aux réseaux existants doit être traité en souterrain.

Pour éviter tout désordre aérien et opter pour une démarche environnementale optimale, il est demandé à ce que les raccordements aux réseaux soient traités en souterrain.

ARTICLE Us5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non fixées.

Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies par la loi SRU.

En effet, l'article R123-9 du code de l'urbanisme stipule que le PLU peut fixer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.

Ces cas ne se justifient pas actuellement sur la commune.

ARTICLE Us6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

1 - Recul

Les bâtiments doivent être implantés avec un retrait minimum de 5 m
En outre la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points ($H = L$).
Pour l'application de cette règle, la limite de la marge de reculement, si elle existe, se substitue à l'alignement.
Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'2m.

Le principe de base est celui de l'implantation en recul de l'alignement (5m minimum) afin de préserver des espaces végétalisés entre les constructions et l'espace public.

La règle diffère pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville. Ainsi, il est laissé la possibilité d'implanter les équipements avec un recul minimum d'2m.

2 - Nivellement

Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement (ou au droit de la limite de la marge de recul imposée) doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur de la voie.

Afin d'assurer une accessibilité correcte à la construction et un bon écoulement des eaux pluviales, le règlement rappelle la nécessité d'un nivellement étudié.

ARTICLE Us7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite de propriété, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la

Compte tenu de la nature des constructions autorisées, elles peuvent s'implanter en limites séparatives ou en recul.

limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1m.

Les exceptions sont données pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville.

ARTICLE Us8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Implantation libre.

Il n'est pas fixé de règle. L'ensemble des autres articles -et en particulier les articles 6 et 7- représente un cadre suffisant pour gérer les possibilités de façon adaptée à la zone Us.

ARTICLE Us9 - EMPRISE AU SOL

Sans objet.

Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14.

La densité des constructions existantes ne permet pas de définir une particularité quelconque pour les terrains. Le souhait étant d'obtenir une densité maximale, il est préférable d'être libre pour permettre l'occupation des sols maximale.

ARTICLE Us10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée.

Cette hauteur ne peut excéder 6m.

La vocation de la zone ne nécessite pas des bâtiments de hauteur importante. La hauteur maximale est donc portée à 6m.

ARTICLE Us11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

Les dispositions prévues dans cet article ont pour vocation d'accompagner les fronts bâtis et de les traiter de manière qualitative. Il est prévu des prescriptions en matière de couverture et de parement.

Les règles de cet article ont pour objectif de renforcer la qualité urbaine tout en ayant le souci de ne pas imposer de contraintes trop fortes. D'une façon générale, l'ensemble des dispositions qui sont décrites visent :

- à assurer l'intégration des futures constructions dans leur environnement
- à la production de constructions de qualité mettant en œuvre les démarches de développement durable (chauffe-eau solaire, cellule photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie, ...).
- à la diversification du bâti en laissant les concepteurs libres dans le type d'architecture adopté.

1 - Règles générales :

- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.
- L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits et des imitations de matériaux sont interdits.
- Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie) sont autorisés
- Les installations techniques (aérotherme, climatiseurs...) ne devront pas être perceptibles depuis l'espace public. Ils seront prioritairement installés à l'intérieur des constructions. En cas d'impossibilité technique, ils pourront être installés sur les façades à condition d'être encastrés et habillés d'une grille de métal ou en bois de couleur similaire à celle de la façade architecturale.

Il s'agit notamment d'éviter les constructions sur talus.

Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.

Pour permettre la mise en place des Grenelles, les éléments pour les énergies renouvelables sont autorisés. Cependant, cette autorisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale et paysagère du bourg.

Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.

2 - Règles particulières :

- Les toitures terrasses sont autorisées, y compris celles végétalisées ou retenant les eaux pluviales.

Les façades bois ou autres matériaux dont matériau renouvelable sont autorisés à l'exception des matériaux blancs, brillants ou réfléchissants.

Les règles particulières font apparaître une construction qui développerait du développement durable, notamment avec façades bois, et des toitures terrasses végétalisées. Dans le cas d'éventuelles constructions, celles-ci seront probablement de maîtrise d'ouvrage public, et pourra être ainsi exemplaire par rapport à la démarche.

ARTICLE Us12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques.

Le règlement rappelle que le stationnement lié aux constructions doit se tenir en dehors des espaces publics.

ARTICLE Us13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

- Les spécimens les plus nombreux des plantations devront être des essences locales.

- Les plantations existantes de valeur doivent être maintenues.

- Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures ainsi que les réserves d'eau devront être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles seront protégées des vues par un masque végétal.

- Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturelle.

Cet article fixe les obligations imposées aux constructeurs en matière d'espaces libres et notamment d'espaces verts

Il est rappelé que doivent être utilisées prioritairement des essences locales afin d'avoir une bonne intégration des clôtures dans le paysage.

Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel. Ce principe a pour objectif de réduire l'image « sèche » et sans transition, entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles. Il permettra en outre de marquer les limites de l'urbanisation.

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL**ARTICLE Us14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

Le COS applicable est égal à 0.10.

Le COS (0.10) est très faible car il n'est pas souhaitable de voir le site se construire, afin de préserver la vocation sportive et de loisirs, en plein air, du site.

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES**ARTICLE Us15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

Non réglementé

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

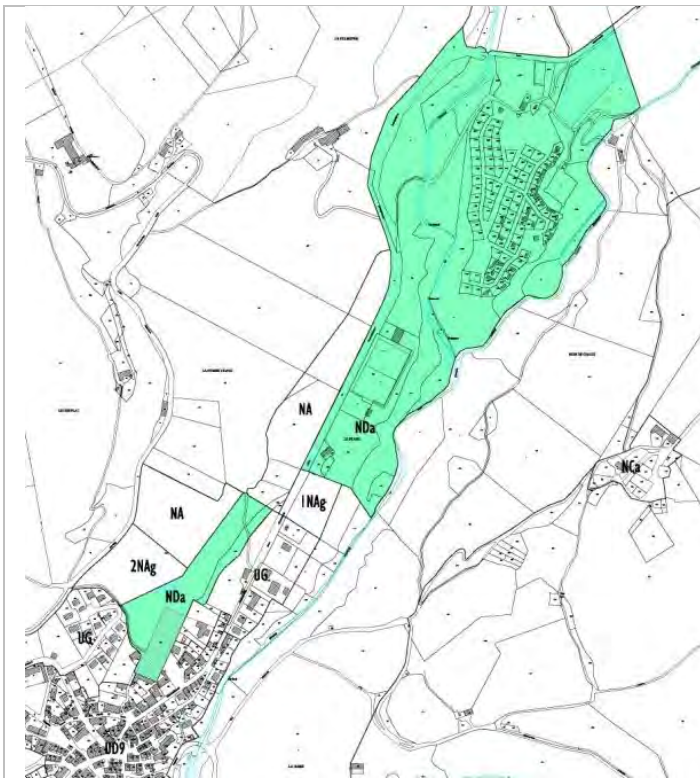
ARTICLE Us16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.

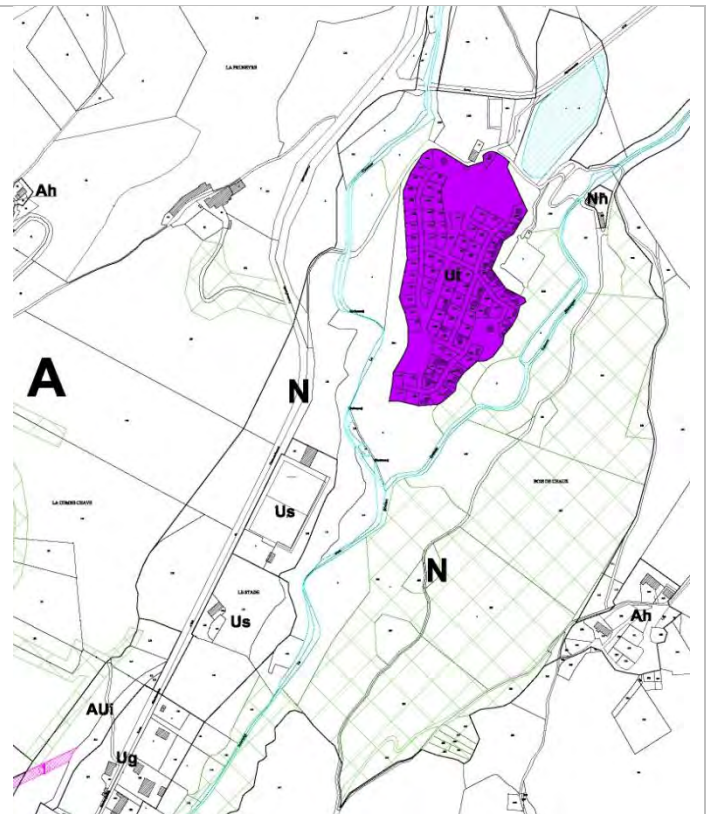
Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

Les zones Ut

Il s'agit de zone essentiellement destinée à recevoir des activités à caractère touristique, sportives et de loisirs.



POS



PLU

Le PLU a identifié un zonage Ut spécifiquement sur le site touristique de la Combe Chave / Entraigues. Cette zone correspond à un ancien camping qui n'existe plus aujourd'hui. Seule subsiste la fonction d'habitat touristique « en dur ». La zone est saturée et ne peut pas recevoir d'espace voué au camping. Ainsi, le zonage touristique a fortement été diminué par rapport au POS. Le PLU exclu tous les espaces naturels et agricoles, qui ne sont pas spécifiquement nécessaires à l'activité touristique. Le zonage Ut se limite aux besoins de l'activité touristique existante. Ceci permet notamment de préserver, renforcer les espaces naturels et agricoles aux abords.

- ➡ La cascade et le plan d'eau d'Entraigues constitue une petite zone de 4 ha, identifiée comme ZNIEFF de type 1 définie lors de la réactualisation de l'inventaire ZNIEFF de la DIREN en 2009.
- ➡ Des Espaces Boisés ont été conservés.

Justifications du règlement Ut :**SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL****ARTICLE Ut1 - SONT INTERDITS**

- Toutes activités relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, et incompatibles avec la proximité de l'habitat humain.	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances. La réciprocité que pourraient engendrer des ICPE gèlerait une partie de la zone Ut, ce qui n'est pas le but recherché.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances, il n'est pas envisageable de permettre l'exploitation du sous-sol en zone urbaine.
- Les constructions à usage agricole ou industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Ut, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités. Cette interdiction rappelle le souhait de ne pas voir d'installations porteuses de nuisances au sein de la zone Ut. Concernant la zone agricole, un zonage spécifique existe sur ce PLU.
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de récupération ou de vieux véhicules	Ce type d'activités n'est pas souhaitable en zone urbaine car il risque de perturber le fonctionnement de la zone, qui, rappelons-le, est destinée à l'habitat, à l'artisanat, aux commerces, et aux services.
- Les dépôts de véhicules.	
- Toutes constructions nouvelles non autorisées sous conditions	La volonté du règlement est très exclusive sur la destination

ARTICLE Ut2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS

- Les travaux d'aménagement ou d'équipement destinés à faciliter l'accessibilité du site aux personnes ou sa mise en valeur, ainsi que les équipements de sécurité éventuellement nécessaires.	L'ensemble des éléments autorisés l'est conformément à la définition de la zone donnée en amont, et correspond à la volonté d'une centralité de services.
- Les constructions, aménagement et installations nécessaires à des équipements d'intérêts touristiques, sportifs et de loisirs.	
- Les bâtiments d'hébergements touristiques sous réserve de ne pas être à usage de vente d'appartements ou de villas à usage de résidences secondaires.	
- L'aménagement et l'extension des bâtiments existants, ainsi que les annexes qui leur sont liées.	Il s'agit là de divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur implantation pour le bon fonctionnement de la zone.
- Les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général.	

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL**ARTICLE Ut3 - ACCES ET VOIRIE****1 - Accès**

Les accès doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie, et de la protection civile.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer en ville.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique et de défense contre l'incendie sont rappelés.

L'écriture de ces articles correspond à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone, en terme de sécurité, notamment vis-à-vis d'éventuels risques d'incendie, et vis-à-vis d'une occupation routière adaptée aux futures constructions.

2 - Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés.

Les voies doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

ARTICLE Ut4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

2 - Assainissement

- Eaux usées

Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des lignes électriques et de télécommunication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

- Eaux pluviales

L'installation devra être conçue afin que les eaux pluviales puissent être raccordées au réseau séparatif lorsque celui-ci sera créé.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux pluviales doivent être prioritairement prévues sur la parcelle de construction.

Le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la sécurité notamment des usagers des voies.

3 - Réseaux divers.

Tout raccordement d'une construction nouvelle aux réseaux existants doit être traité en souterrain.

Pour éviter tout désordre aérien et opter pour une démarche environnementale optimale, il est demandé à ce que les raccordements aux réseaux soient traités en souterrain.

ARTICLE Ut5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non fixées.

Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies par la loi SRU.

En effet, l'article R123-9 du code de l'urbanisme stipule que le PLU peut fixer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.

Ces cas ne se justifient pas actuellement sur la commune.

ARTICLE Ut6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

1 - Recul

Les bâtiments doivent être implantés avec un retrait minimum de 10 m par rapport à l'alignement existant ou futur des voies routières.

Le principe de base est celui de l'implantation en recul de l'alignement (10m minimum) afin de préserver des espaces végétalisés entre les constructions et l'espace public.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent

La règle diffère pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville. Ainsi, il est laissé la possibilité d'implanter les équipements avec un recul minimum d'1.50m.

respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1.50m.

2 - Nivellement

Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement (ou au droit de la limite de la marge de recul imposée) doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur de la voie.

Afin d'assurer une accessibilité correcte à la construction et un bon écoulement des eaux pluviales, le règlement rappelle la nécessité d'un nivellement étudié.

ARTICLE Ut7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

La distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à cinq mètres.

Compte tenu de la nature des constructions autorisées, elles peuvent s'implanter en limites séparatives ou en recul.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1m.

Les exceptions sont données pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville.

ARTICLE Ut8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Implantation libre.

Il n'est pas fixé de règle. L'ensemble des autres articles -et en particulier les articles 6 et 7- représente un cadre suffisant pour gérer les possibilités de façon adaptée à la zone Us.

ARTICLE Ut9 - EMPRISE AU SOL

Sans objet.

Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14.

La densité des constructions existantes ne permet pas de définir une particularité quelconque pour les terrains. Le souhait étant d'obtenir une densité maximale, il est préférable d'être libre pour permettre l'occupation des sols maximale.

ARTICLE Ut10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout des toitures. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée.

La vocation de la zone ne nécessite pas des bâtiments de hauteur importante. La hauteur maximale est donc portée à 6m.

Cette hauteur ne peut excéder 6m.

ARTICLE Ut11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

Les dispositions prévues dans cet article ont pour vocation d'accompagner les fronts bâtis et de les traiter de manière qualitative. Il est prévu des prescriptions en matière de couverture et de parement.

Les règles de cet article ont pour objectif de renforcer la qualité urbaine tout en ayant le souci de ne pas imposer de contraintes trop fortes. D'une façon générale, l'ensemble des dispositions qui sont décrites visent :

- à assurer l'intégration des futures constructions dans leur environnement
- à la production de constructions de qualité mettant en œuvre les démarches de développement durable (chauffe-eau solaire, cellule photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie, ...).
- à la diversification du bâti en laissant les concepteurs libres dans le type d'architecture adopté.

1 - Règles générales :

- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.
- Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie) sont autorisés

Il s'agit notamment d'éviter les constructions sur talus.

Pour permettre la mise en place des Grenelles, les éléments pour les énergies renouvelables sont autorisés. Cependant, cette autorisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale et paysagère du bourg.

2 - Règles particulières :**- Toitures et couvertures:**

- * La pente sera au minimum de 30%.
- * Les toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales sont autorisées.
- * Les toitures terrasses sont autorisées.
- * L'emploi de matériaux blancs, brillants ou réfléchissants sera proscrit.

- Façades :

- * Les façades bois ou autres matériaux dont matériau renouvelable sont autorisés à l'exception des matériaux blancs, brillants ou réfléchissants.
- * Les enduits seront talochés.

Les règles particulières font apparaître une construction qui développerait du développement durable, notamment avec façades bois, et des toitures terrasses végétalisées. Dans le cas d'éventuelles constructions, celles-ci seront probablement de maîtrise d'ouvrage public, et pourra être ainsi exemplaire par rapport à la démarche.

ARTICLE Ut12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques.

Le règlement rappelle que le stationnement lié aux constructions doit se tenir en dehors des espaces publics.

ARTICLE Ut13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

- Les aires de stationnement devront recevoir un traitement destiné à donner un caractère paysager (plantations de végétaux).
- Les spécimens les plus nombreux des plantations devront être des essences locales
- Les plantations existantes de valeur doivent être maintenues.

Cet article fixe les obligations imposées aux constructeurs en matière d'espaces libres et notamment d'espaces verts
Il est rappelé que doivent être utilisées prioritairement des essences locales afin d'avoir une bonne intégration des clôtures dans le paysage.

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL**ARTICLE Ut14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

Non fixé.

Afin de permettre une optimisation de la constructibilité des parcelles, le COS n'est pas fixé sur ce secteur touristique

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES**ARTICLE Ut15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

Non réglementé

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

ARTICLE Ut16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

3 - Les zones à urbaniser AU

« Secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. »

Le POS identifiait plusieurs types de zones d'urbanisation future : NA, 1 NAg, 2 NAg, 3 NAg. Ces zones étaient à vocation d'habitat.

Le PLU a conservé 2 des 4 zones d'urbanisation future pour la vocation habitat :

- ✓ 1 zone AU sur la partie nord du bourg.
- ✓ 1 zone AUg sur la partie sud du bourg.

Les secteurs supprimés deviennent au PLU, des espaces agricoles ou naturels.

Le PLU initie également une zone d'urbanisation future à vocation d'activités : AUi.

L'ouverture de ces zones d'urbanisation future (AUg, AU, AUi) sera de plus, réglementée par différents outils :

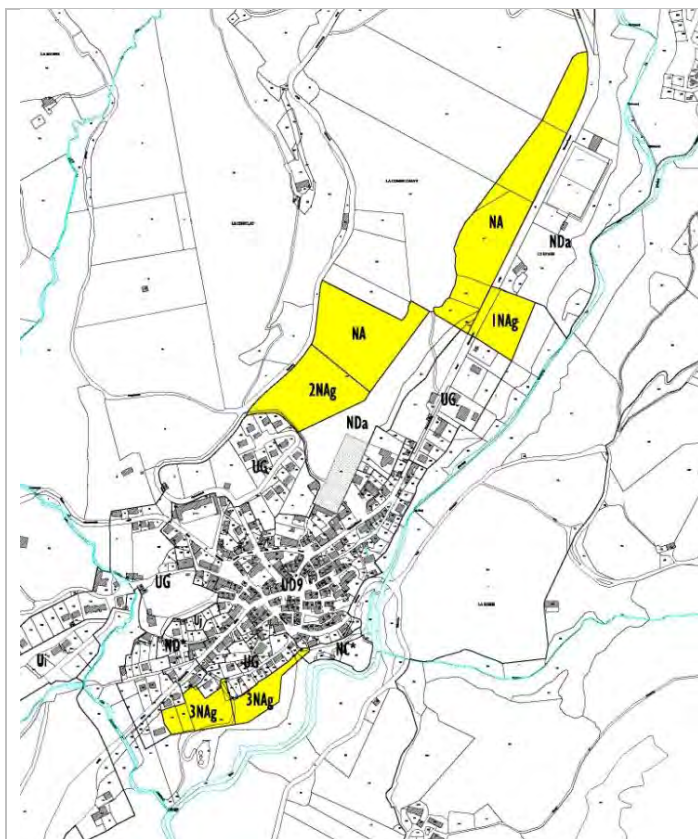
- ✓ Les zones AUg et AU du PLU ont fait l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (l'une des pièces constitutive et obligatoire du dossier de PLU).

La création de lotissements, l'urbanisation de secteurs plus importants, la requalification d'un quartier vont modifier, parfois bouleverser, la physionomie du territoire communal, générant un fort impact sur le cadre de vie de la population, les activités, les modes de déplacement ou le paysage de la commune. En amont de ces opérations, les collectivités territoriales qui veulent maîtriser l'évolution et le devenir de leur territoire doivent recourir aux orientations d'aménagement (obligation depuis la Loi Grenelle 2). Celles-ci sont élaborées dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Elles permettent de spatialiser et de rendre opérationnelles les intentions affichées par la collectivité dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.

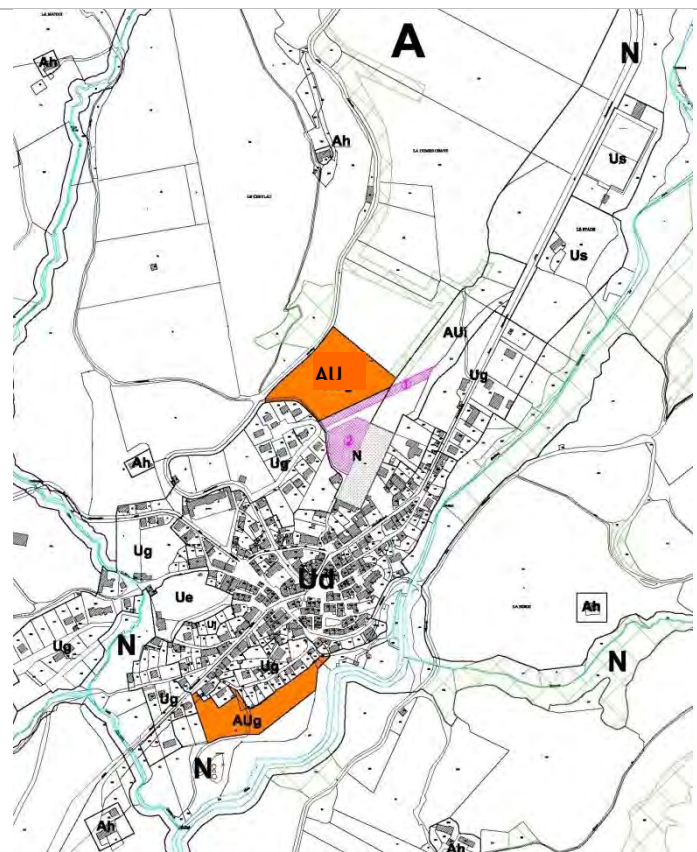
Les orientations d'aménagement sont opposables aux autorisations d'occupation du sol ou aux opérations d'aménagement dans une relation de compatibilité (et non de conformité : ce sont des principes d'aménagement qui sont de nature différente des règles ou prescriptions).

- ✓ Une modification du PLU est nécessaire pour l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU.





Les zones d'urbanisation future du POS : 1 NAg, 2 NAg, 1 NAF, NA.



Les zones d'urbanisation future du PLU.

La zone AUG : vocation d'habitat

Zone à urbaniser pour laquelle les équipements publics (voirie et réseaux) situés en périphérie immédiate, ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à édifier dans l'ensemble de la zone. Elle devra respecter les orientations d'aménagement d'ensemble, proposées au PLU. Cette zone peut être urbanisée au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes.

Le POS identifiait plusieurs types de zones d'urbanisation future : NA, 1 NAg, 2 NAg, 3 NAg. Ces zones étaient à vocation d'habitat.

Le PLU a conservé 2 des 4 zones d'urbanisation future pour la vocation habitat dont 1 zone AUG1 sur la partie sud du bourg, en continuité avec les tissu urbain récent.

La zone AUG délimitée par le PLU est destinée à être urbanisée à court ou moyen terme. Cette zone doit contribuer à conforter les potentialités d'extension du tissu urbain afin de répondre à la diversité des demandes de logements en permettant l'accueil des nouvelles populations attendues et le

développement des équipements nécessaires. Elle se situe principalement en continuité d'un tissu urbain existant. Elle nécessite

- ✓ une Orientation d'Aménagement et de Programmation. Les OAP ont pour objectif d'apporter des précisions sur certains secteurs de la commune.
- ✓ une viabilisation des parcelles (le secteur se situe dans le schéma directeur d'assainissement collectif)
- ✓ une modification du PLU

La Zone AUg du sud

Le site, localisé au Sud du bourg, bénéficie de la proximité du centre bourg et des différents services, commerces et équipements ; cette situation lui confère un atout indéniable pour le développement d'un nouveau quartier à dominante résidentielle.

Il est constitué de plusieurs parcelles en continuité d'une zone bâtie résidentielle.

Cette zone correspond à 2 zones NAg du POS. Le PLU conserve l'objectif d'urbaniser à terme ce secteur, mais a revu les limites de cette zone à la marge, notamment, pour prendre en compte plusieurs éléments :

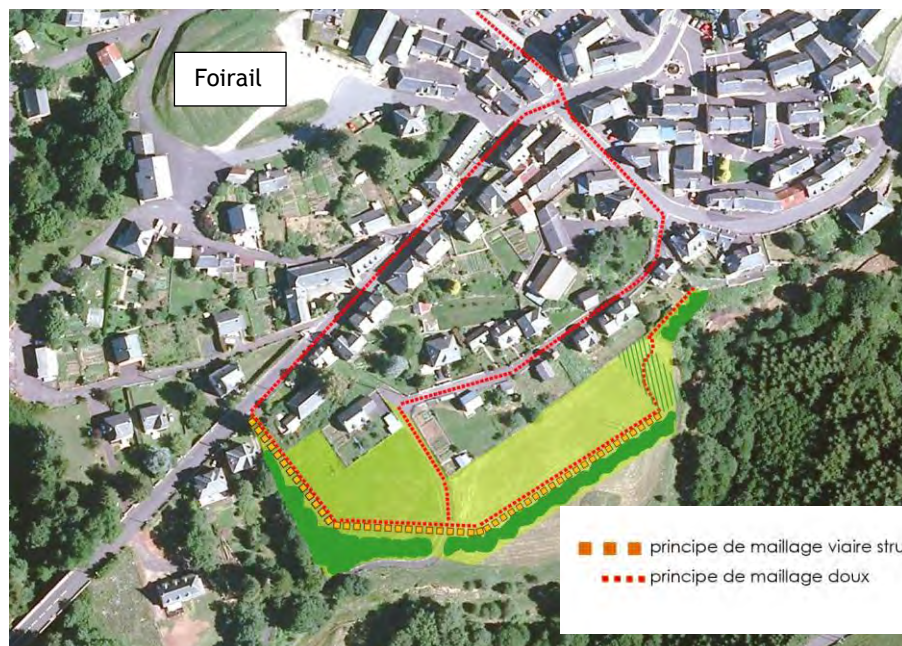
- ➔ créer plusieurs accès à la zone.
- ➔ la proximité de la rivière : ménager une marge de recul pour la trame bleue et verte.
- ➔ La proximité de la station d'épuration.
- ➔ La topographie du secteur : Le site est marqué par une pente en direction du Sud. /Sud-Est.
- ➔ La consommation foncière : 2 scénarii ont été faits. La zone pourrait accueillir entre 7 et 11 logements, sur des parcelles de 500 à 800m² en moyenne.



POS



PLU



Orientation d'aménagement du secteur AUg
Sud d'Eglise neuve d'Entraigues

Justifications du règlement AUg :

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE AUg1 - SONT INTERDITS

- Toutes activités relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, et incompatibles avec la proximité de l'habitat humain.	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances. La réciprocité que pourraient engendrer des ICPE gèlerait une partie de la zone AUg, ce qui n'est pas le but recherché.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances, il n'est pas envisageable de permettre l'exploitation du sous-sol en zone d'habitat.
- L'aménagement de terrains de camping, de caravanes et de parcs résidentiels de loisirs	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone AUg, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- L'implantation d'habitations légères de loisirs	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone AUg, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- Les constructions à usage agricole ou industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,	Cette interdiction rappelle le souhait de ne pas voir d'installations porteuses de nuisances au sein de la zone AUg. Concernant la zone agricole, un zonage spécifique existe sur ce PLU.
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de récupération ou de vieux véhicules	Ce type d'activités n'est pas souhaitable en zone urbaine car il risque de perturber le fonctionnement de la zone, qui, rappelons-le, est destinée à l'habitat, à l'artisanat, aux commerces, et aux services.
- Les parcs d'attraction, les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes ou de campings cars	

ARTICLE AUg2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS

- Les opérations d'aménagement sous réserve sous réserve d'être compatibles aux orientations d'aménagement et de programmation. Sous cette condition, les travaux pourront se réaliser au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes.	La zone AUg correspond à une zone future d'habitat. Compte tenu de la superficie de ces zones, il est nécessaire que ces dernières ne partent pas à la construction sans maîtrise urbaine, sans recherche d'économie foncière. Ainsi, seules des opérations d'ensemble peuvent être menées sur ces secteurs. L'ensemble des éléments autorisés l'est conformément à la définition de la zone donnée en amont, et correspond à la volonté d'une centralité d'habitat, de services et d'artisanat.
- Les constructions et installations techniques à la condition	Il s'agit là de divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur

d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général.

implantation pour le bon fonctionnement de la zone.

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE AUq3 - ACCES ET VOIRIE

1 - Accès

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Les accès doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité, de la défense contre l'incendie, et de la protection civile.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer en ville.

Ainsi, pour l'ensemble des zones urbaines, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique et de défense contre l'incendie sont rappelés.

L'écriture de ces articles correspond à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone, en terme de sécurité, notamment vis-à-vis d'éventuels risques d'incendie, et vis-à-vis d'une occupation routière adaptée aux futures constructions.

2 - Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés.

Les voies doivent avoir des caractéristiques adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

ARTICLE AUq4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

2 - Assainissement

- Eaux usées

Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.

Le raccordement au réseau public d'assainissement collectif doit être réalisé selon les conditions fixées par le règlement général d'assainissement. Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des lignes électriques et de télécommunication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

- Eaux pluviales

Les aménagements réalisés doivent garantir l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales sur le terrain de la construction. En l'absence de réseau collecteur, le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux pluviales doivent être prioritairement prévues sur la parcelle de construction.

sécurité notamment des usagers des voies.
Les évacuations des eaux pluviales devront être munies d'un dispositif anti-refoulement.

Pour éviter tout désordre aérien et opter pour une démarche environnementale optimale, il est demandé à ce que les raccordements aux réseaux soient traités en souterrain.

3 - Réseaux divers.

Tout raccordement d'une construction nouvelle aux réseaux existants doit être traité en souterrain.

4 - Déchets

Toutes les constructions nouvelles devront comporter dans l'emprise privée un espace de stockage des bacs correspondant au besoin des logements.

Pour éviter tout désordre sur le domaine public.

ARTICLE AUq5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Sans objet.

Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies par la loi SRU.

En effet, l'article R123-9 du code de l'urbanisme stipule que le PLU peut fixer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.

Ces cas ne se justifient pas actuellement sur la commune.

ARTICLE AUq6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

1 - Recul

Les bâtiments doivent être implantés à la limite de la voie routière avec un retrait minimum de 5m.

En outre, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points (H=L). Pour l'application de cette règle, la limite de la marge de reculement, si elle existe, se substitue à l'alignement

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1,50m.

Le principe de base est celui de l'implantation en recul de l'alignement (5m minimum) afin de préserver des espaces végétalisés entre les constructions et l'espace public et permettre le stationnement sur la parcelle.

La règle diffère pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville. Ainsi, il est laissé la possibilité d'implanter les équipements avec un recul minimum d'1m.

2 - Nivellement

Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement (ou au droit de la limite de la marge de recul imposée) doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur des voies.

Afin d'assurer une accessibilité correcte à la construction et un bon écoulement des eaux pluviales, le règlement rappelle la nécessité d'un nivellement étudié.

ARTICLE AUq7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

- Les constructions peuvent être édifiées en jouxtant une ou plusieurs limites séparatives.
- Dans le cas où les constructions ne jouxtent pas la limite de propriété, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale

Dans l'objectif de préserver les caractéristiques paysagères de ces quartiers résidentiels, les implantations sont possibles en mitoyenneté sur 1 ou plusieurs limites.

En cas de recul, le PLU impose une distance minimum au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment, sans être inférieur à 2m.

Ce principe rejoint très majoritairement les constructions déjà existantes, et, favorise ainsi une continuité bâtie.

La possibilité de se mettre en limite, devrait favoriser la recherche de nouvelles formes d'implantation de la maison dans sa parcelle. Ce principe peut favoriser une meilleure gestion de la parcelle à construire, notamment

à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 mètres.	dans un cadre de diversité des tailles de parcelles.
<ul style="list-style-type: none"> - En cas de reconstruction après destruction accidentelle, la construction pourra être implantée à l'identique. - Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1m. 	Les exceptions sont données pour les reconstructions de bâtiments existants afin de ne pas les pénaliser et pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville.

ARTICLE AUq8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Implantation libre.	Il n'est pas fixé de règle. L'ensemble des autres articles -et en particulier les articles 6 et 7- représente un cadre suffisant pour gérer les possibilités de façon adaptée à la zone AUg.
---------------------	--

ARTICLE AUq9 - EMPRISE AU SOL

Sans objet.	<p>Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14.</p> <p>La densité des constructions existantes ne permet pas de définir une particularité quelconque pour les terrains. Le souhait étant d'obtenir une densité maximale, il est préférable d'être libre pour permettre l'occupation des sols maximale.</p>
-------------	--

ARTICLE AUq10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

<p>La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout des toitures. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée.</p> <p>Cette hauteur ne peut excéder 6m.</p> <p>Pour les parties de constructions neuves, les annexes et les extensions de construction existantes, implantées en limite séparative, la hauteur n'excèdera pas 2.80 m.</p>	<p>La hauteur maximum est portée à 6m, ce qui correspond à la moyenne des hauteurs des constructions existantes sur la zone Ug au sein de laquelle s'insère les zones AUg.</p> <p>En limite de propriété, la hauteur est abaissée à 2.80m afin d'éviter d'avoir des ombres portées trop importantes sur les terrains voisins et ainsi éviter de générer des conflits de voisinage.</p>
--	--

ARTICLE AUq11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

<p>Les dispositions prévues dans cet article ont pour vocation d'accompagner les fronts bâtis et de les traiter de manière qualitative. Il est prévu des prescriptions en matière de couverture et de parement.</p> <p>Les règles de cet article ont pour objectif de renforcer la qualité urbaine tout en ayant le souci de ne pas imposer de contraintes trop fortes. D'une façon générale, l'ensemble des dispositions qui sont décrites visent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à assurer l'intégration des futures constructions dans leur environnement - à la production de constructions de qualité mettant en œuvre les démarches de développement durable (chauffe-eau solaire, cellule photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie, ...). - à la diversification du bâti en laissant les concepteurs libres dans le type d'architecture adopté. 	
--	--

1 - Règles générales :

<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel. - L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits et des imitations de matériaux est interdit. - Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïques, réserve d'eau enterrée, géothermie...) sont autorisés. - Les installations techniques (aérotherme, climatiseurs...) ne devront pas être perceptibles depuis l'espace public. Ils seront prioritairement installés à l'intérieur des constructions. En 	<p>Il s'agit notamment d'éviter les constructions sur talus.</p> <p>Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.</p> <p>Pour permettre la mise en place des Grenelles, les éléments pour les énergies renouvelables sont autorisés. Cependant, cette autorisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale et paysagère du bourg.</p>
--	---

<p>cas d'impossibilité technique, ils pourront être installés sur les façades à condition d'être encastrés et habillés d'une grille de métal ou en bois de couleur similaire à celle de la façade architecturale.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les immeubles collectifs, l'équipement en ce qui concerne les antennes paraboliques sera collectif. 	<p>Pour des raisons de qualité des paysages urbains.</p>
<p>2 - Règles particulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le matériau de couverture sera de teinte ardoisé. - Dans le cas d'extension ou surélévation partielle, l'emploi d'autres matériaux sera possible s'ils sont d'aspect identique à ceux de la construction d'origine. - Les toitures seront à deux versants, la ligne de faîtage sera parallèle à la façade .Les croupes sont autorisées. - Dans le cadre de réfection de toiture ou d'extension de bâtiment existants lorsque des raisons techniques ou architecturales l'imposent des matériaux similaires à ceux d'origine pourront être utilisés et les pentes adaptées. - Les terrasses protégées sont autorisées. - Les lucarnes seront de proportion plus haute que large. Elles comporteront une toiture à 3 versants, les joues seront maçonnées à l'identique des parements de façade. - Les conduits de cheminée seront groupés dans la mesure du possible pour éviter la multiplication des souches. - Les serres ou vérandas pourront recevoir un autre matériau. - Les toitures terrasses, y compris celles végétalisées ou retenant les eaux pluviales, sont autorisées. - L'aspect des enduits devra être celui des enduits traditionnels à la chaux présentant une finition lissée, talochées ou feutrée. - Les pignons habillés devront l'être avec les mêmes matériaux qu'en toiture - Les descentes d'eau pluviale doivent être établies selon les tracés les plus directs possibles (parcours verticaux) et réduites au nombre minimum. - Les descentes d'eau usée ne peuvent être apparentes en façade. - Les murs de clôture, lorsqu'ils seront en maçonnerie, recevront un traitement identique à la maçonnerie de la construction. - Lorsque la clôture sera végétale, elle devra être composée d'essences locales. 	<p>Le matériau de couverture est défini en fonction de ce qui existe à ce jour sur le bourg.</p> <p>Le règlement reste souple dans son ensemble, laissant ainsi plus de liberté dans l'aspect architectural. Une des obligations est de conserver des pentes de toitures cohérentes avec le secteur. Une architecture contemporaine et durable est autorisée, avec notamment les toitures terrasses, qui peuvent être végétalisées.</p> <p>Les clôtures sont des éléments importants du paysage qui participent pleinement à la qualité du cadre de vie. Leur traitement doit répondre à une qualité architecturale similaire à celle des façades des bâtiments.</p>

ARTICLE AUq12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Il est exigé :

- Pour les constructions à usage d'habitation :
*2 places de stationnement par logement.
- Pour les autres constructions, notamment celles à usage de bureaux, commerces et activités :
*1 place pour 50m² de surface de plancher.

Pour l'habitat, les normes de stationnement portent sur un minimum de 2 places par logement, ce qui correspond aux normes d'aujourd'hui mis en évidence dans les recensements Insee (équipement automobile des ménages).

Les bureaux, commerces et activités sont assorties d'exigences correspondant à 1 place pour 50m² de plancher. Il s'agit d'un ratio établi par retour d'expériences.

ARTICLE AUq13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

- Les spécimens les plus nombreux des plantations devront être des essences locales.
- Les haies mono spécifiques de résineux à tailler sont interdites.
- Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures ainsi que les réserves d'eau devront être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles seront protégées des vues par un masque végétal.
- Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel. Dans ce cas les murs sont interdits.

Cet article fixe les obligations imposées aux constructeurs en matière d'espaces libres et notamment d'espaces verts
Il est rappelé que doivent être utilisées prioritairement des essences locales afin d'avoir une bonne intégration des clôtures dans le paysage.

Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel. Ce principe a pour objectif de réduire l'image « sèche » et sans transition, entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles. Il permettra en outre de marquer les limites de l'urbanisation.

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE AUq14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le C.O.S. applicable est égal à 0.50.

Conformément aux dispositions de l'article L128-1 du code de l'urbanisme, un dépassement du COS pourra être autorisé, dans la limite de 30% pour les constructions remplissant des critères de performance énergétique ou comportant des équipements de production d'énergie renouvelable.

Un COS de 0.50 est proposé afin de pouvoir optimiser la densité.

Par ailleurs, dans le cadre des performances énergétiques, il est autorisé un dépassement.

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES

ARTICLE AUq15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

ARTICLE AUq16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

La zone AU : vocation d'habitat

Zone insuffisamment équipée pour être urbanisée en l'état. Les zones AU sont des secteurs dont l'urbanisation à vocation dominante d'habitat est prévue mais qui s'inscrivent dans une seconde phase d'urbanisation ou qui posent actuellement des problèmes en termes de raccordement au dispositif d'assainissement collectif. Une modification du PLU sera nécessaire pour permettre leur ouverture à l'urbanisation.

Le POS identifiait plusieurs types de zones d'urbanisation future : NA, 1 NAg, 2 NAg, 3 NAg. Ces zones étaient à vocation d'habitat.

Le PLU a conservé 2 des 4 zones d'urbanisation future pour la vocation habitat dont 1 zone AU sur la partie nord du bourg, en continuité avec les tissu urbain récent.

La zone AU délimitée par le PLU est destinée à être urbanisée à moyen ou long terme. Cette zone doit contribuer à conforter les potentialités d'extension du tissu urbain afin de répondre à la diversité des demandes de logements en permettant l'accueil des nouvelles populations attendues et le développement des équipements nécessaires. Elle se situe principalement en continuité d'un tissu urbain existant. Elle nécessite

- ✓ une Orientation d'Aménagement et de Programmation
- ✓ une viabilisation des parcelles (le secteur ne se situe pas dans le schéma directeur d'assainissement collectif). Une modification du Schéma Directeur d'Assainissement sera nécessaire, afin de classer, si les conditions techniques le permettent, ce futur quartier en zone d'assainissement collectif.
- ✓ une modification du PLU

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation ont pour objectif d'apporter des précisions sur certains secteurs de la commune.

La Zone AU du nord

Le site, localisé au Nord du bourg, en contrebas de la RD128, bénéficie également de la proximité du centre bourg et de ses différents services, commerces et équipements

Il est constitué d'une unique parcelle en continuité d'une zone bâtie résidentielle.

La zone AU correspond à une zone 2NAg du POS.

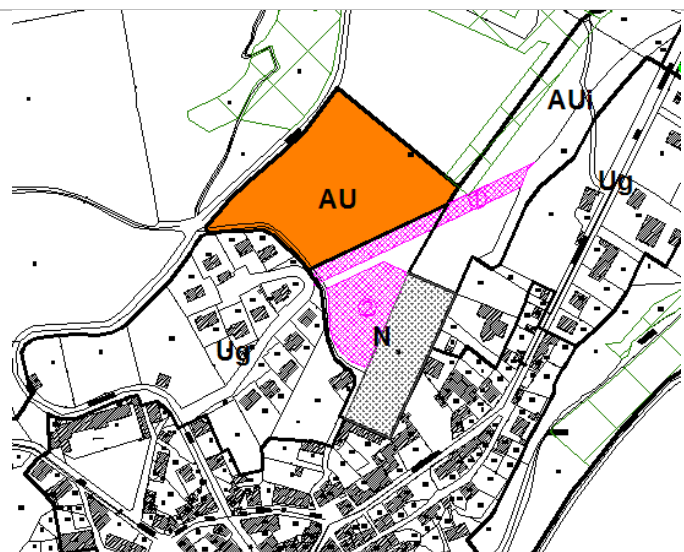
La zone pourrait accueillir 8 logements environ. Son ouverture à l'urbanisation est conditionnée par un taux de remplissage de 75% de la zone AUg du Sud.

Des contraintes ont été prises en compte dans la définition de l'OAP, notamment la contrainte topographique : Pente d'environ 11% en partie basse (Sud du site), En partie haute (Nord du site), la pente est d'environ 29%.

C'est pourquoi, en vue de l'urbanisation de ce secteur, le PLU envisage 2 Emplacements Réservés, pour la voirie de desserte et pour la création d'un bassin de rétention.



POS



PLU



Vue de la partie haute du site depuis la RD128



- principe de maillage viaire structurant
- principe de maillage doux

- trame verte
- espace vert public structurant (type noue paysagère)

- arbre existant à conserver



Orientation d'aménagement du secteur AU Nord d'Eglise neuve d'Entraigues

Les secteurs supprimés deviennent au PLU, des espaces agricoles ou naturels. Le PLU a considéré que ces secteurs étaient, pour l'heure,

- ✓ trop éloignés du tissu urbain existant, et/ou,
- ✓ trop proches de secteurs naturels (ex : proximité rivière pour les zones au sud du bourg).
- ✓ trop de contraintes (ex : les zones au sud du bourg sont contraintes par une topographie non négligeable).



Parcelle déclarée au RPG2010. Source : Geoportail.

Concernant les zones AUg et AU du PLU, il est cependant nécessaire de rappeler que les 2 secteurs identifiés comme à urbaniser au PLU, sont déclarés au Registre Parcellaire Graphique agricole (2010). Il s'agit des zones de culture déclarées par les exploitants en 2010. (Producteur de la donnée: Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire).

Objectifs recherchés des zones AUg et AU :

- Délimiter des réserves d'espaces constructibles adaptées aux besoins de développement de la commune en tenant compte de leurs caractéristiques naturelles et paysagères et des conditions de leur greffe au tissu urbain existant à leur périphérie ;
- Faciliter les conditions juridiques de leur ouverture à l'urbanisation en fonction de leur desserte technique par les principaux équipements ;
- Organiser leur classement en fonction de leur desserte par les principaux équipements d'infrastructure.

Principes réglementaires des zones AU :

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE AU1 - SONT INTERDITS

Toute construction et tout aménagement à quelque usage que ce soit.

Compte tenu de la superficie de ces zones, il est nécessaire qu'elles ne partent pas à la construction sans maîtrise urbaine, sans recherche d'économie foncière. Ainsi, seules des opérations d'ensemble peuvent être menées sur ce secteur.

Les autres articles ne sont donc pas renseignés.

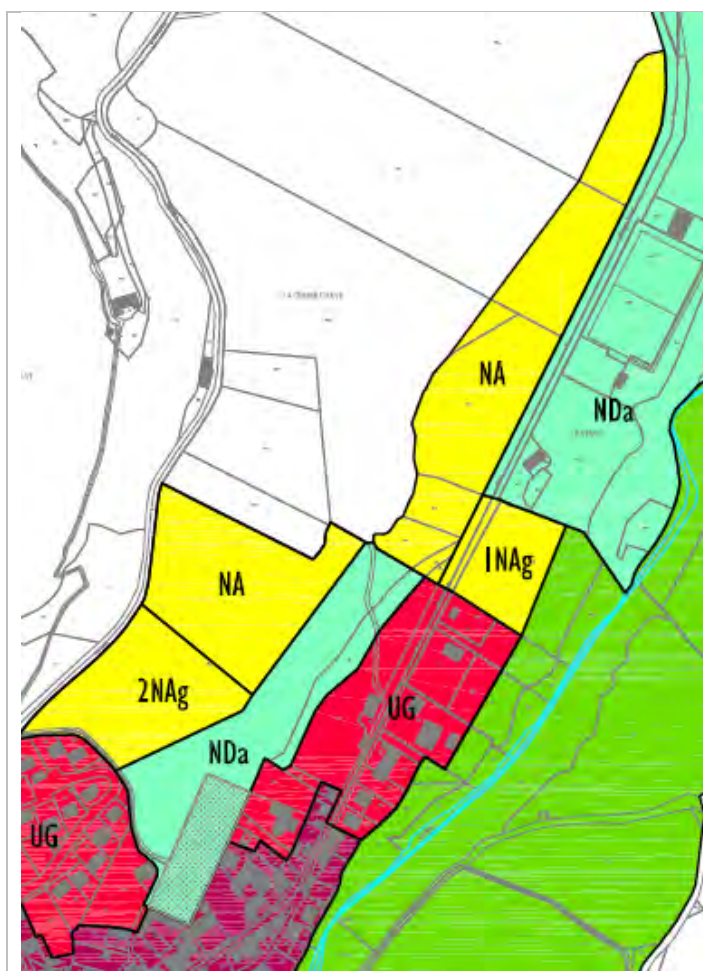
La zone AU_i : vocation d'activités

Il s'agit d'une zone insuffisamment équipée pour être urbanisée en l'état. Elle est principalement destinée aux activités secondaires et tertiaires (constructions à usage d'artisanat, bureaux et services). Elle devra respecter les orientations d'aménagement d'ensemble figurant au dossier du PLU, et sera soumise à une modification du PLU pour son ouverture.

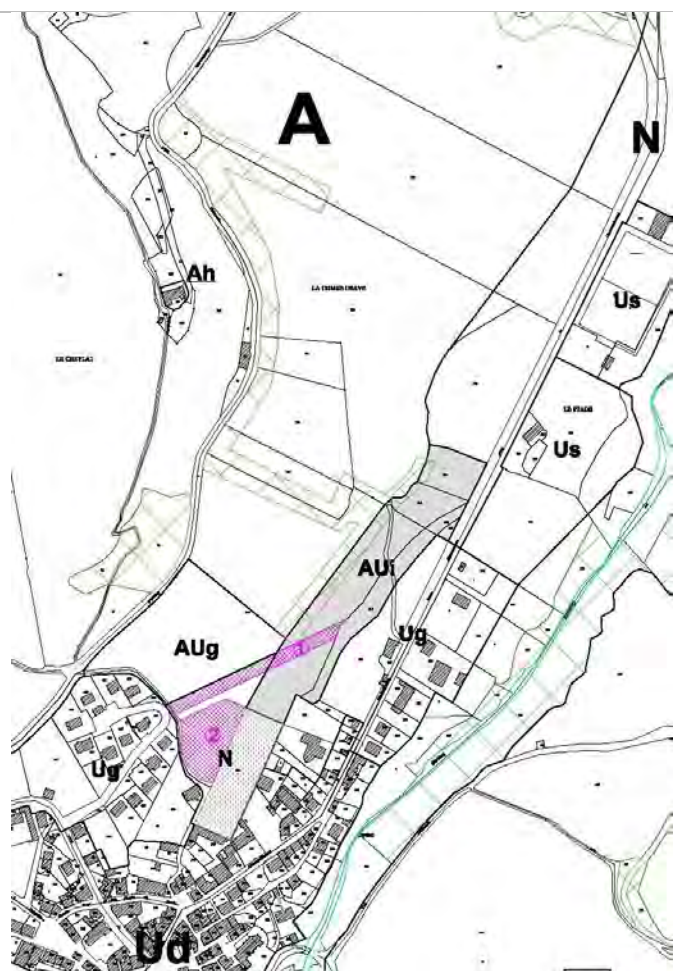
Une des orientations communales en termes de vocation économique, est l'ouverture d'une zone spécifique. Le secteur choisi est en entrée nord-est du bourg. Cette zone AU_i se développe sur

- ➡ une partie d'une zone NDa
- ➡ une partie de la zone NA.

Les vocations de ce secteur sont donc transformées.



POS

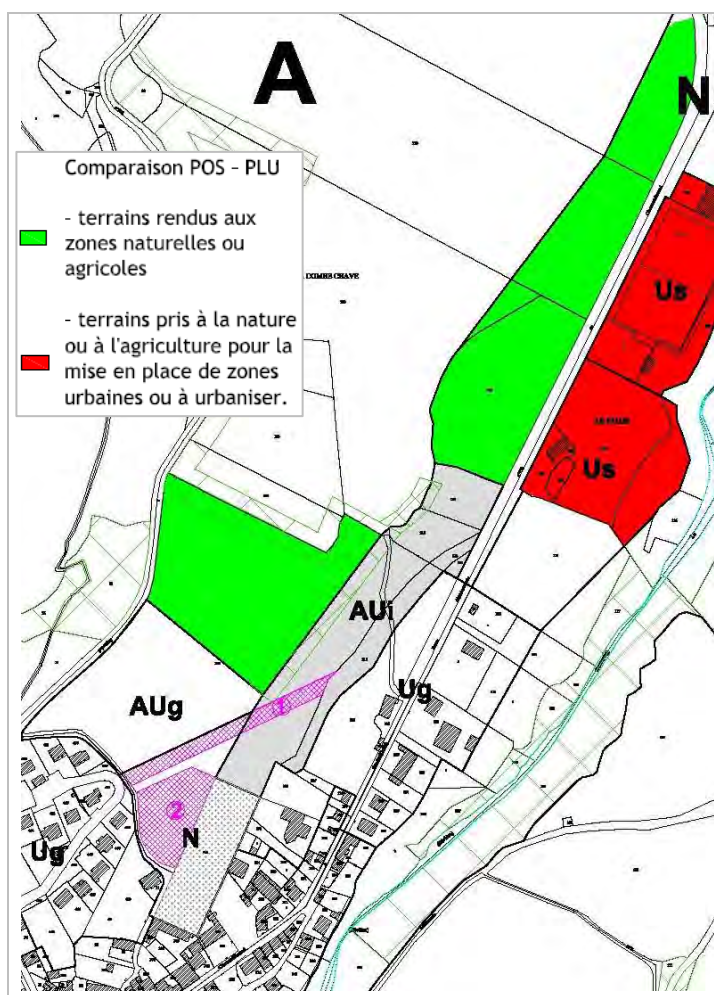


PLU

Les modifications apportées par le PLU sur ce secteur sont multiples et porteuses d'enjeux.

L'entrée nord-est du bourg sera désormais marquée par des vocations sportives et économiques.

Cette zone AUi vient s'inscrire derrière une frange urbaine plutôt linéaire. Elle permettra de conforter et épaissir le secteur.



Ce secteur, est façonné par le passage de la Clamousse. C'est dans cet interfluve que se loge le bourg d'Eglise neuve d'Entraigues.

L'entrée nord de la commune par la RD978 est marquée par un relief en vallon et par une urbanisation très distendue

Ce secteur marque véritablement l'arrivée au bourg, notamment du point de vue paysager, par un paysage de vallon ouvert, élargi débouchant sur le bourg.

Le PLU retire d'anciennes zones à urbaniser du POS. Ce principe a pour effet de renforcer la coulée verte en entrée de bourg.

Le secteur du cimetière et ses abords ont été identifiés en zone naturelle. Cette petite poche verte constitue un espace de respiration et un lieu d'équipements pour les zones d'urbanisation AUi et AUg. Cette petite zone N comprend :

- ➡ le cimetière actuel.
- ➡ un Emplacement Réservé n°1 dont l'objectif est de réaliser une voirie de desserte pour les zones AUg et AUi.
- ➡ Un Emplacement Réservé n°2 pour la création d'un bassin de rétention. L'urbanisation de la zone Aug, située sur un relief plus haut, nécessite de gérer les eaux pluviales.

Principes réglementaires des zones AUi :

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE AUi1 - SONT INTERDITS

<i>Toute construction et tout aménagement à quelque usage que ce soit.</i>	<i>Compte tenu de la superficie de cette zone et de sa vocation artisanale, il est nécessaire qu'elles ne partent pas à la construction sans maîtrise urbaine, sans recherche d'économie foncière.</i>
--	--

Les autres articles ne sont donc pas renseignés.

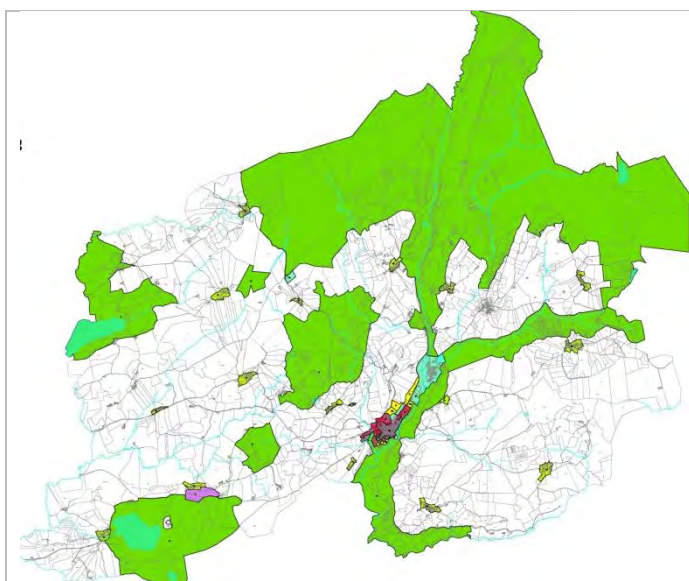
4 - Les zones agricoles A

« Secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. »



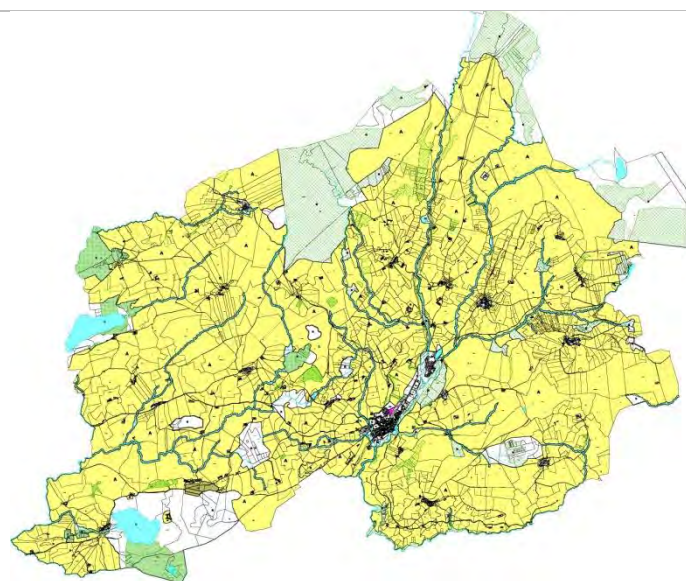
Les zones A

Zone à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Le maintien ou la restructuration des activités agricoles nécessite de limiter au maximum l'occupation des sols par des constructions. Les seules utilisations du sol autorisées correspondent donc à l'exploitation agricole des terrains, à la construction des bâtiments d'exploitation ou d'habitation nécessaires aux agriculteurs. Seuls les aménagements et constructions strictement nécessaires à l'exploitation agricole sont autorisés.



POS

Les zones agricoles sont les zones non colorées, blanches.



PLU

Les zones agricoles sont en jaune.

Le POS définissait 2 types de zones agricoles :

- ✓ Une grande majorité de zones NC dites classiques, constructibles par les agriculteurs.
- ✓ Une petite zone NCs, destinée à la protection des ressources, sur le hameau les Aveix.

Le PLU a conservé de larges zones agricoles, plus larges qu'au POS.

- ➡ Située au carrefour des trois zones agricoles du Sancy, du Cézallier et de l'Artense, la commune d'Egliseneuve d'Entraigues présente toutes les caractéristiques liées à une activité agricole orientée vers le pastoralisme. C'est un territoire essentiellement allaitant. 79% du territoire est utilisé par la vocation agricole (fiche agreste).
- ➡ Un recensement des bâtiments agricoles et notamment ceux abritant des animaux a été réalisé. L'ensemble de ces bâtiments se situent en zone agricole.
- ➡ La vocation agricole pastorale s'organise selon des parcelles très vastes, ouvertes, consacrées aux pâtures et aux surfaces en herbe. Compte tenu des reliefs (en creux et en bosses), ces vastes surfaces agricoles renferment de nombreuses zones humides liées au chevelu hydrographique du territoire, et notamment, des tourbières. C'est pourquoi, le maintien de la vocation pastorale est garant du maintien des zones humides, et donc de l'équilibre des corridors.

Le PLU a bien identifié les zones naturelles les plus fragiles, celles reconnues comme ZNIEFF, Natura 2000, Arrêté de Protection de Biotope, ... , mais les zonages naturels ont été diminués.

- ➡ L'agriculture joue un rôle essentiel dans l'occupation de l'espace et surtout dans la préservation des paysages et des écosystèmes. La diversité biologique des prairies de fauche et des zones humides ou encore le maintien des paysages ouverts si caractéristiques des Volcans d'Auvergne, dépendent directement des pratiques agricoles.
- ➡ L'agriculture est non seulement la clé de voûte des paysages et de la biodiversité, mais aussi une activité économique majeure pour le territoire, à laquelle sont liés le tourisme et la vitalité de l'économie locale en général.



Carrière de Travaux Publics des Aveix.

Le site d'exploitation des Aveix est conservé en Acr.

Le règlement de ce sous secteur permet à la carrière de poursuivre son activité, Elle fournit des sables et graviers pour les travaux publics. Il s'agit de la seule carrière de la commune. Aucune autre carrière n'est projetée.



Objectifs recherchés de la zone A :

- Délimiter et protéger les espaces valorisés par l'activité agricole.
- Favoriser le maintien et le développement des sièges d'exploitation et des bâtiments de production agricole existants ;

Principes réglementaires de la zone A :**SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL****ARTICLE A1 - SONT INTERDITS**

- L'ouverture et l'exploitation de carrières	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances, ainsi que pour la protection des terres agricoles (en termes de valeur agronomique), il n'est pas envisageable de permettre l'exploitation du sous-sol en zone A.
- L'aménagement de terrains de camping, de caravanes et de parcs résidentiels de loisirs	Si ce type d'activités existait un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone A, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- L'implantation d'habitations légères de loisirs	
- Les constructions à usage industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,	
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de récupération ou de vieux véhicules	
- Les parcs d'attraction, les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes ou de campings cars	Il s'agit ici des burons, bâtiments vernaculaires emblématiques des zones de montagne, qu'il convient de préserver. Souvent, ils n'ont ni voie d'accès, ni branchements aux réseaux secs et humides. Le changement de destination est ainsi interdit.
- La démolition des bâtiments vernaculaires identifiés au plan de zonage par un cercle.	
- Le changement de destination des bâtiments vernaculaires identifiés au plan de zonage par un cercle	La volonté du règlement est très exclusive sur la destination
- Les maisons d'habitation excepté celles indiquées à l'article 2.	
- Toutes constructions nouvelles non autorisées sous conditions	

ARTICLE A2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, y compris les constructions à usage d'habitation et annexes nécessaires à l'exploitation agricole.	Au regard de la vocation de la zone, sont autorisées toutes les activités, construction, travaux et installations nécessaires à la bonne marche de l'activité, ainsi que les divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur implantation pour le bon fonctionnement de la zone.
- Toutes activités agricoles relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation.	
- Les exhaussements et affouillements nécessaires aux activités agricoles.	Les exhaussements et les affouillements qui pourraient être également nécessaires à l'activité agricole et au travail de la terre sont également autorisés. Le PLU identifie également des constructions qui, par leur caractère architectural vernaculaire, nécessitent un entretien régulier pour être maintenu en l'état. Possibilité leur est donné de pouvoir être restaurés afin de ne pas être abandonnées et tombées en ruine.
- La restauration des bâtiments vernaculaires identifiés au plan de zonage.	
- les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général.	

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL**ARTICLE A3 - ACCES ET VOIRIE****1 - Accès**

Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération. Ainsi, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique et de défense contre l'incendie sont rappelés.

L'écriture de ces articles correspond à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone, en terme de sécurité, notamment vis-à-vis d'éventuels risques d'incendie, et vis-à-vis d'une occupation routière adaptée aux futures constructions.

2 - Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagés.

ARTICLE A4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX**1 - Eau**

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

2 - Assainissement**- Eaux usées**

Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.

Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des lignes électriques et de télécommunication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

- Eaux pluviales

Les aménagements réalisés doivent garantir l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales sur le terrain de la construction. En l'absence de réseau collecteur, le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la sécurité notamment des usagers des voies.

Les évacuations des eaux pluviales devront être munies d'un dispositif anti-refoulement.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux pluviales doivent être prioritairement prévues sur la parcelle de construction.

3 - Réseaux divers.

Tout raccordement d'une construction nouvelle aux réseaux existants doit être traité en souterrain.

Pour éviter tout désordre aérien et opter pour une démarche environnementale optimale, il est demandé à ce que les raccordements aux réseaux soient traités en souterrain.

ARTICLE A5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non fixées.

Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies

par la loi SRU.

En effet, l'article R123-9 du code de l'urbanisme stipule que le PLU peut fixer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.

Ces cas ne se justifient pas actuellement sur la commune.

ARTICLE A6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

1 - Recul

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 10 m par rapport à l'alignement des voies routières.

En outre, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points ($H=L$). Sous réserve que la marge de recul existante ne soit pas diminuée pour l'application de cette règle, la limite de la marge de reculement, si elle existe, se substitue à l'alignement.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1,50m.

Dans cette zone, les dispositions liées à la recherche d'une structure urbaine cohérente, à la lisibilité d'un quartier ou encore à la préservation d'un cadre de vie agréable, n'ont pas lieu d'être. Ainsi, les différents articles (6, mais aussi 7 et 11) sont définis de manière à limiter l'impact des éléments bâtis dans le paysage naturel.

Le principe de base est celui de l'implantation en recul de l'alignement (10m minimum) afin de :

- Préserver des espaces végétalisés entre les constructions et l'espace public
- Avoir une marge de manœuvre pour les véhicules
- Améliorer la sécurité

La règle diffère pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique dans la ville. Ainsi, il est laissé la possibilité d'implanter les équipements avec un recul minimum d'1m.

2 - Nivellement

Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement (ou au droit de la limite de la marge de recul imposée) doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur des voies.

Afin d'assurer une accessibilité correcte à la construction et un bon écoulement des eaux pluviales, le règlement rappelle la nécessité d'un nivellement étudié.

ARTICLE A7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

- Les constructions doivent être édifiées à une distance minimum d'au moins 5m des limites séparatives de la parcelle. Sur les parcelles situées en limite des zones d'urbanisation actuelles (U) ou future (AU, AUg), les bâtiments seront éloignés d'au moins 100m des limites des zones d'urbanisation.
- Des implantations différentes pourront être réalisées pour les extensions de constructions existantes ne répondant pas à la règle sous réserve que la marge de recul existante ne soit pas diminuée.
- En cas de reconstruction après destruction accidentelle, la construction pourra être implantée à l'identique.
- Pour les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ou général, cette marge de recul minimum pourra être ramenée à 1m lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction.

Dans l'objectif de préserver les caractéristiques paysagères de la zone agricole, un recul de 5m est demandé. Celui-ci garantit une largeur suffisante pour le passage des engins agricoles (pour accéder à l'ensemble de la parcelle) tout en permettant de maintenir le caractère paysager de la zone.

Un recul de 100m est également demandé pour les constructions agricoles situées à proximité de l'habitat urbain afin de conforter la qualité paysagère et éviter tout problème inhérent à la réciprocité des bâtiments.

La règle diffère pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique et pour les reconstructions de bâtiments détruits de façon accidentelle afin de ne pas les pénaliser.

ARTICLE A8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Implantation libre.

Il n'est pas fixé de règle. L'ensemble des autres articles -et en particulier les articles 6 et 7- représente un cadre suffisant pour gérer les possibilités de façon adaptée à la zone A.

ARTICLE A9 - EMPRISE AU SOL

Sans objet.

Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14.
La densité des constructions existantes ne permet pas de définir une particularité quelconque pour les terrains. Le souhait étant d'obtenir une densité maximale, il est préférable d'être libre pour permettre l'occupation des sols maximale.

ARTICLE A10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée.

Cette hauteur ne peut excéder 6.00 m pour les maisons d'habitation.

Cette hauteur ne peut excéder 10.00 m pour les bâtiments d'exploitation.

Ces hauteurs correspondent à celles des constructions déjà existantes sur la zone agricole. Elles offrent une latitude qui apparaît suffisante pour l'ensemble des activités agricoles.

La hauteur de 6.00m pour les maisons correspond également à celle des constructions autorisées sur les zones urbaines (sauf Ud).

ARTICLE A11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

Les dispositions prévues dans cet article ont pour vocation d'accompagner les fronts bâtis et de les traiter de manière qualitative. Il est prévu des prescriptions en matière de couverture et de parement.

Les règles de cet article ont pour objectif de renforcer la qualité urbaine tout en ayant le souci de ne pas imposer de contraintes trop fortes. D'une façon générale, l'ensemble des dispositions qui sont décrites visent :

- à assurer l'intégration des futures constructions dans leur environnement
- à la production de constructions de qualité mettant en œuvre les démarches de développement durable (chauffe-eau solaire, cellule photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie, ...).
- à la diversification du bâti en laissant les concepteurs libres dans le type d'architecture adopté.

1 - Règles générales :

- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.
- L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits et des imitations de matériaux sont interdits.
- Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïques, réserve d'eau enterrée, géothermie...) sont autorisés
- Les installations techniques (aérotherme, climatiseurs...) ne devront pas être perceptibles depuis l'espace public. Ils seront prioritairement installés à l'intérieur des constructions. En cas d'impossibilité technique, ils pourront être installés sur les façades à condition d'être encastrés et habillés d'une grille de métal ou en bois de couleur similaire à celle de la façade architecturale.

Il s'agit notamment d'éviter les constructions sur talus.

Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.

Pour permettre la mise en place des Grenelles, les éléments pour les énergies renouvelables sont autorisés. Cependant, cette autorisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale et paysagère du bourg.

Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.

2 - Règles particulières :**Constructions à usage d'habitation :***** Toitures :**

- Les toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales sont autorisées.
- Les toitures terrasses sont autorisées.
- Dans le cadre de réfection de toitures existantes, des matériaux similaires à ceux d'origine devront être utilisés.

*** Façades :**

- Les façades bois ou autres matériaux, dont matériaux

Les règles particulières font apparaître des constructions qui miseraient sur le développement durable, notamment avec façades bois, et des toitures terrasses végétalisées. Il s'agit ici de permettre la mise en œuvre des Grenelles et assurer une meilleure insertion paysagère de ces bâtiments.

renouvelables, sont autorisés à l'exception des matériaux blancs, brillants ou réfléchissants.

*** Clôtures :**

- Les murets en pierre existants devront être préservés chaque fois que possible.
- Les haies mono spécifiques de résineux à tailler sont interdites.
- Les spécimens les plus nombreux des plantations en clôtures devront être majoritairement d'essences locales.

Constructions à usage agricole :

- Les façades bois ou autres matériaux, dont matériaux renouvelables, sont autorisés
- L'emploi des matériaux blancs, brillants ou réfléchissants tant en bardage qu'en couverture est interdit.
- Les toitures terrasses sont autorisées, y compris celles végétalisées.

ARTICLE A12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques.

Dans un souci de sécurité publique, le PLU rappelle que les places réservées au stationnement des véhicules doivent correspondre aux besoins des constructions admises dans la zone et être situées en dehors des voies publiques.

ARTICLE A13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

- Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures ainsi que les réserves d'eau devront être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles seront protégées des vues par un masque végétal.
- Les haies et les alignements d'arbres existants devront être obligatoirement sauvegardés, entretenus, rénovés et aménagés compte tenu de leur rôle de coupe-vent nécessaire au maintien du microclimat favorable à l'agriculture.
- Les éléments caractéristiques du paysage figurant au plan sont soumis aux dispositions de l'article L123.1.7^{ème} du code de l'urbanisme.
- Les espaces boisés classés figurant au plan sont soumis aux dispositions des articles L130-1 à L130-6 du code de l'urbanisme.
- L'utilisation de conifères est interdite dans la composition des haies formant clôture. Celles-ci seront composées d'essences locales.

Cet article fixe les obligations imposées aux constructeurs en matière d'espaces libres et notamment d'espaces verts

Il est rappelé que doivent être utilisées prioritairement des essences locales afin d'avoir une bonne intégration des clôtures dans le paysage.

Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel. Ce principe a pour objectif de réduire l'image « sèche » et sans transition, entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles. Il permettra en outre de marquer les limites de l'urbanisation.

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE A14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non fixé.

Il n'est pas fixé de règle dans la mesure où les volumes constructibles sont précisément cadrés par les règles d'implantation et de hauteur et où surtout, peu de constructions sont finalement autorisées puisque devant être en lien avec le domaine agricole.

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES

<u>ARTICLE A15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES</u>	
--	--

Non réglementé	Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.
----------------	---

<u>ARTICLE A16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES</u>	
---	--

Non réglementé.	Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.
-----------------	---

Les zones Ah

Zone existante d'habitat non agricole dans une zone agricole. Elle est limitée en taille. Il est nécessaire d'autoriser l'évolution de l'habitat pour conforter ou préserver une qualité architecturale et paysagère.

Hormis le bourg, le territoire se caractérise par une dispersion de l'habitat.

Les groupements bâtis (hameaux) et les fermes isolées s'implantent dans les replis du relief. La commune compte une multitude de hameaux et fermes isolées. La prégnance de la végétation conforte l'intégration des bâtiments dans le paysage.

Le POS identifiait la quasi-totalité de ces petits groupements humains en NCa : zone de constructions regroupées en hameau dont la vocation dominante est l'agriculture et dans laquelle il est souhaitable de favoriser l'aménagement et la transformation des bâtiments existants, ainsi que les constructions neuves permettant de conforter cette vocation tout en conservant à ces lieux leurs caractères et leurs animations.



POS

Suite à l'application du POS, et durant l'élaboration du PLU, il s'est avéré que la grande majorité de ces groupements isolés, n'avait pas ou plus, de vocation agricole.

Le PLU a réalisé une analyse et un recensement :

- ➔ des bâtiments ayant une vocation agricole, et notamment ceux abritant des animaux.

La réglementation concernant les installations classées a pour objet le contrôle de certaines des activités nuisibles à l'environnement dans un but de prévention.

L'agriculture, comme toute activité économique, peut avoir un impact visuel, sonore ou olfactif sur son environnement direct. C'est pourquoi la réglementation en matière d'élevage comporte une norme de distance par rapport aux tiers, avec réciprocité. Celle-ci est de 100 mètres pour tout bâtiment d'élevage (poulaillers supérieurs à 5000 animaux équivalents volailles ; porcheries supérieures à 50 animaux équivalents porcs ; étables supérieures à 40 bovins) avec une possibilité de réduire cette distance à 50 mètres pour les stabulations sur aire paillée totale pour bovins (seule dérogation possible). Les bâtiments annexes sont normalement soumis aux mêmes règles de distance.

De nombreux bâtiments abritant des animaux ont été identifiés. Situés en général à proximité de la ferme, le PLU a classé l'ensemble des exploitations agricoles en zone A.

- ➔ des bâtiments vernaculaires isolés, tels que les burons.

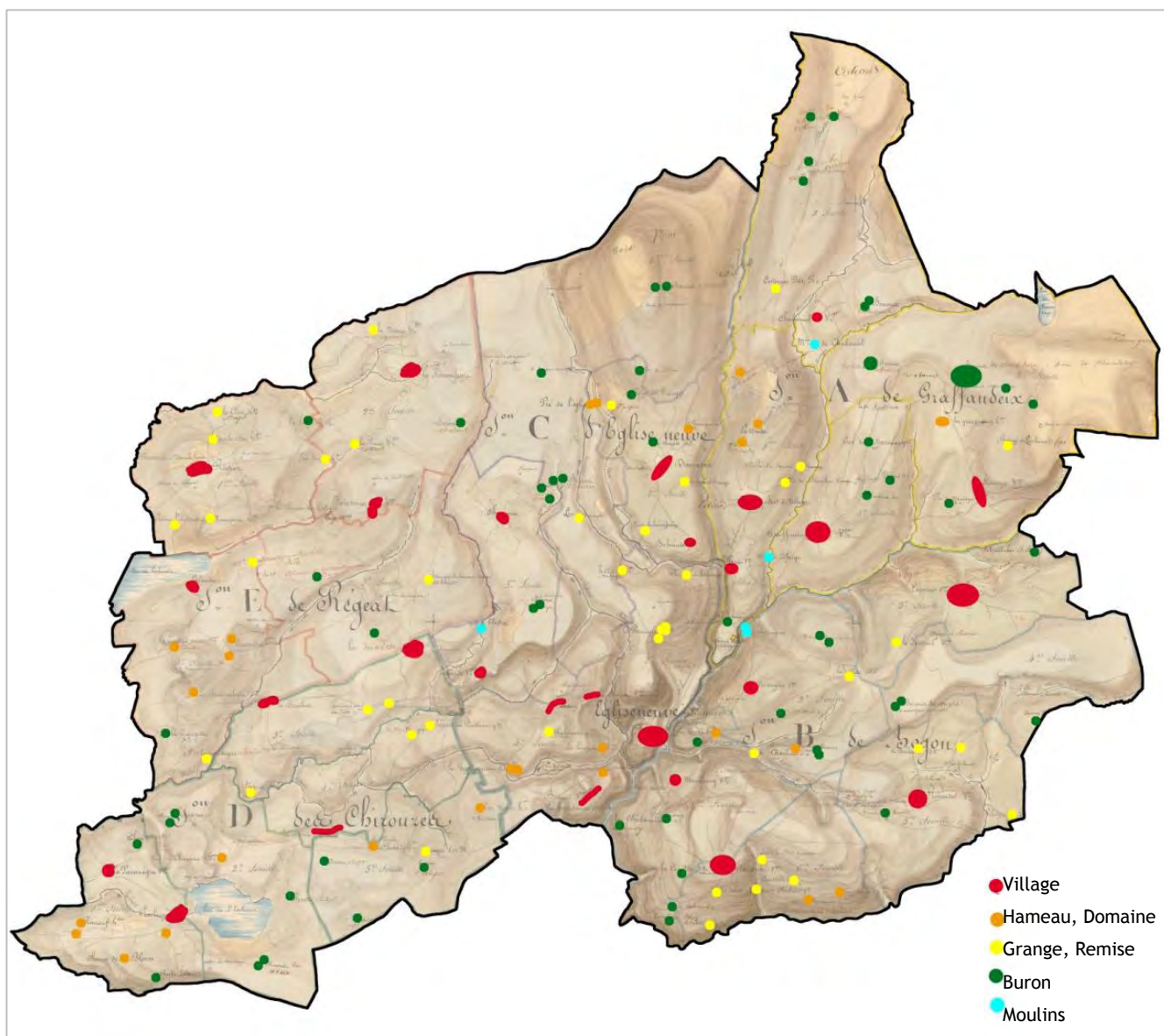
Le Cézallier se situe au carrefour des deux grandes entités : le Puy de Dôme et le Cantal, et plusieurs pays : monts Dore, Artense, massif cantalien, Couzes. Son architecture est par conséquent largement influencée des caractéristiques de ces aires.

L'étude de l'architecture vernaculaire du territoire est avant tout celle de l'architecture rurale du XIX^{ème} siècle. L'homogénéité des formes répond surtout à une fourchette chronologique de construction assez réduite.

Le PLU a identifié au sein des zones A, les burons encore présents.

Il s'agit d'un habitat temporaire associé à l'estive des troupeaux. Localement, ce bâtiment peut porter les noms de "tras", "jas" ou "cabanes". A l'origine, ces habitations étaient sommairement bâties. C'est à partir de la fin du XVIII^{ème} siècle et au XIX^{ème} siècle, qu'elles sont devenues des bâtiments en "dur". Les burons sont élevés généralement entre 1100 et 1500 m d'altitude (meilleure qualité des pacages, durée de l'estive plus longue).

Les burons ainsi identifiés au titre de l'article L123.1.5 7^{ème} alinéa du code de l'urbanisme, par un cercle rouge sur le plan de zonage du PLU, en zone A, pourront être entretenus et restaurés afin d'éviter la ruine et la démolition de ces bâtiments au caractère vernaculaire affirmé.



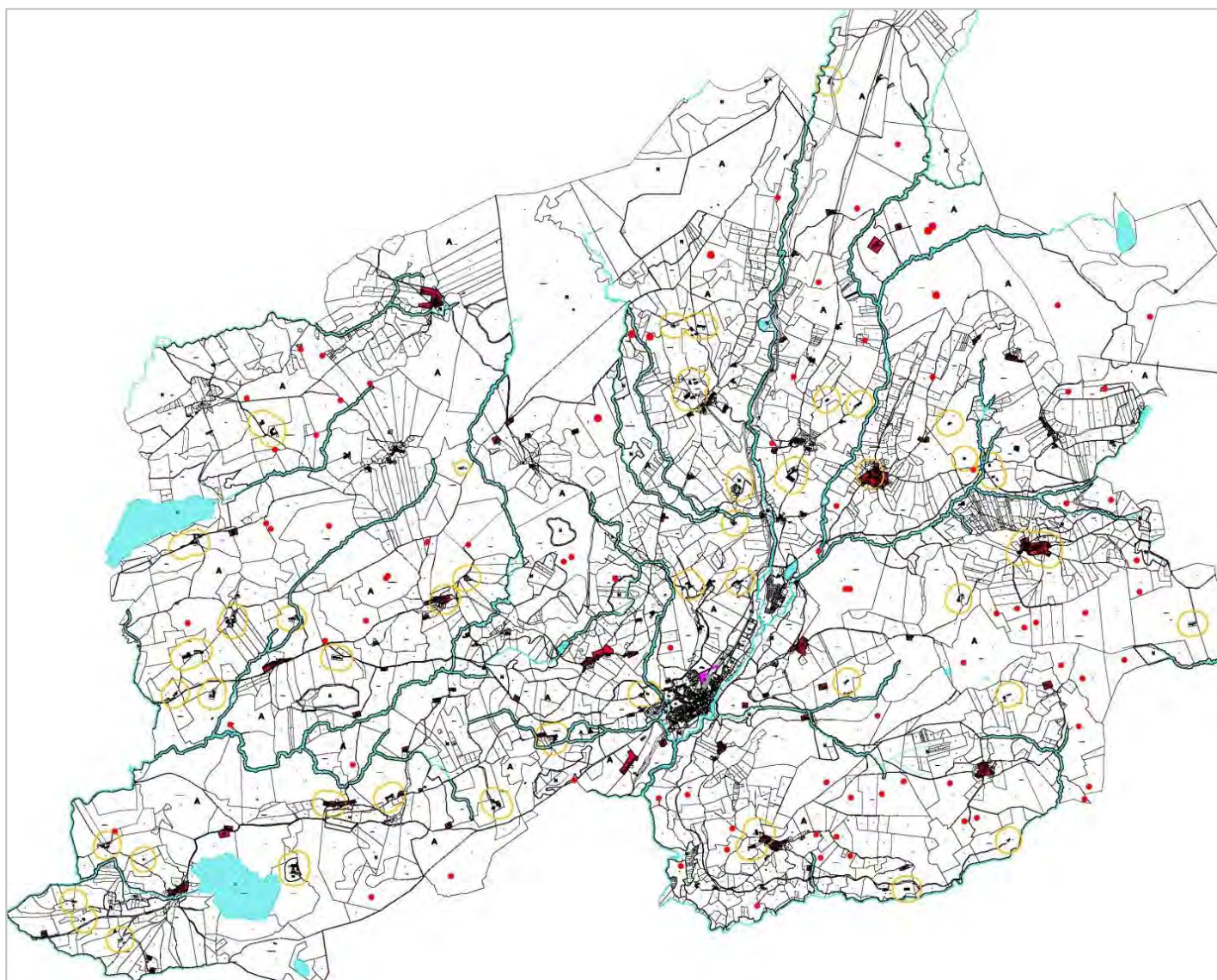
Organisation du territoire d'après le cadastre ancien

- ➔ des bâtiments n'ayant plus de vocation agricole, situés dans les anciennes zones NCa du POS.

Ces secteurs affiche une situation au cœur des espaces agricoles, mais n'a plus de vocation liée à cette activité. Isolés, ces secteurs n'ont pas de vocation à être renforcés et urbanisés. Les équipements n'existent pas ou sont insuffisants. De plus, la politique communale est de renforcer plutôt le centre bourg.

Le zonage Ah permet à ces petits groupements humains de continuer à vivre : les constructions existantes peuvent être réinvesties, réhabilitées, et par conséquent, enrichir le parc des logements. Les petites extensions sont permises. Possibilité est donnée de construire 1 ou 2 maisons supplémentaires par zone sur les hameaux les plus important (en taille).

Le PLU a identifié de nombreux secteurs Ah.

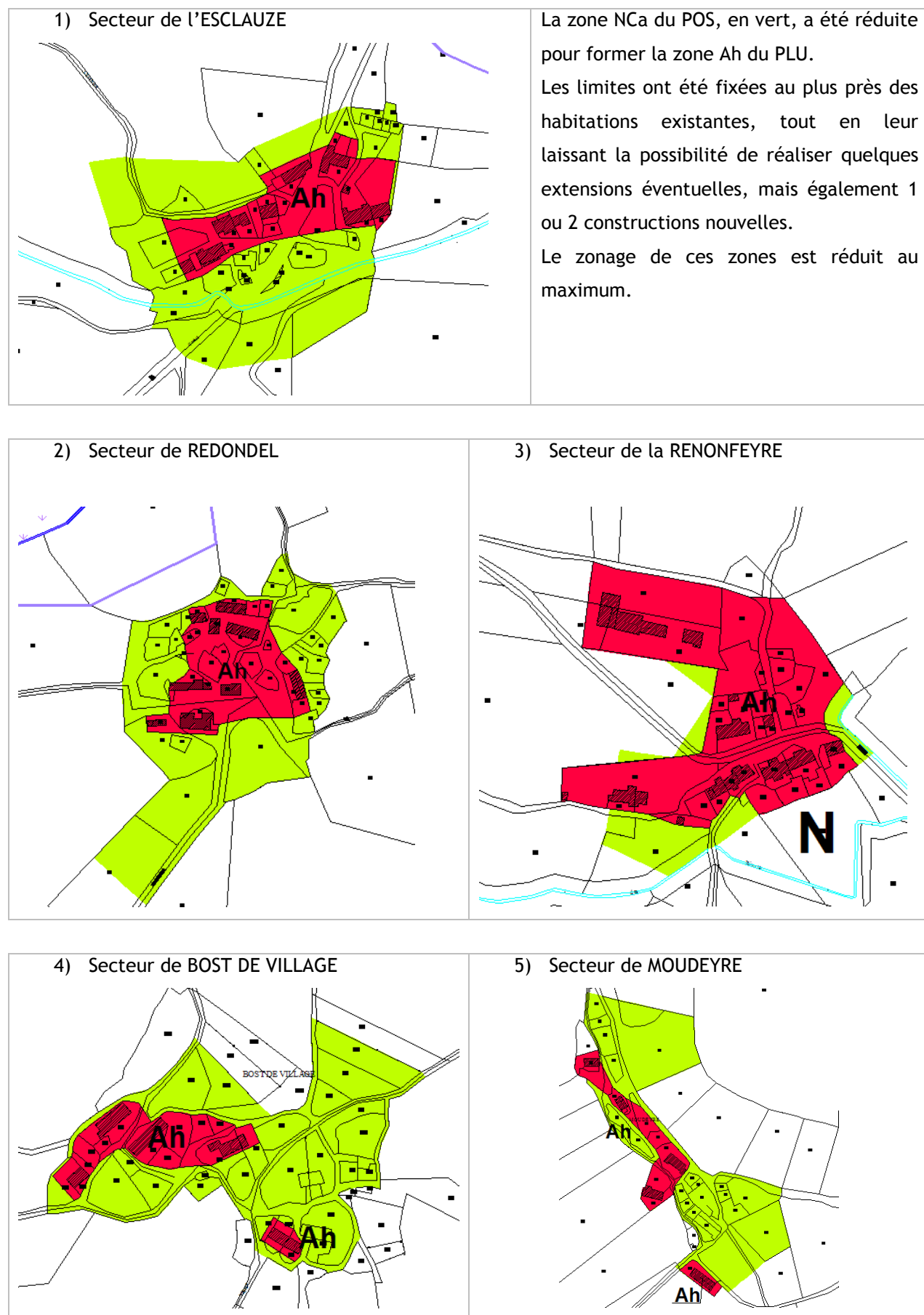


PLU



Hameau de Bladre, implanté en rebord d'une ligne de crête, à 1065m d'altitude. Ouvert en direction du sud est, la trame végétale le ceinturant, facilite une bonne intégration paysagère.

Exemples par secteurs :



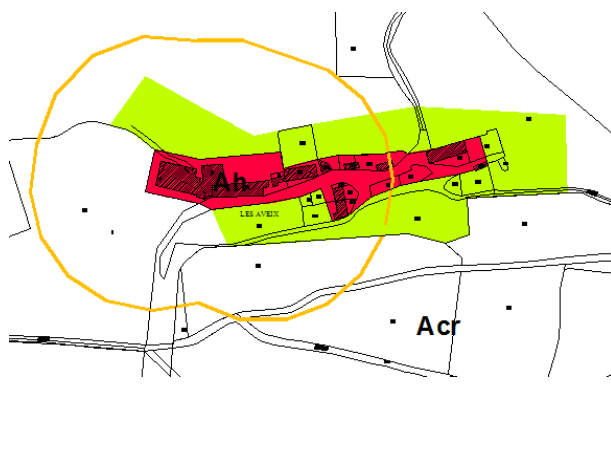
6) Secteur de la JOINISSE



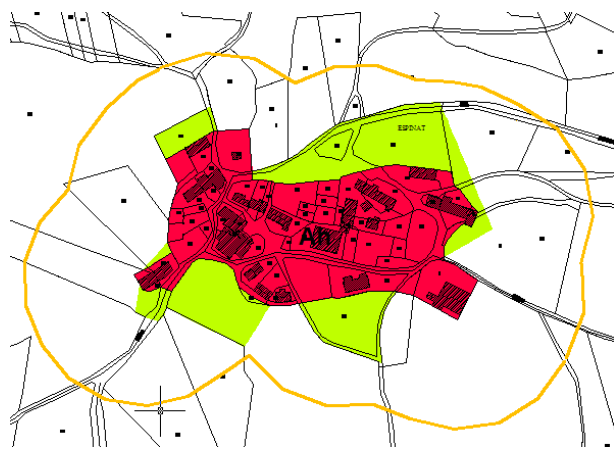
Ce principe de transformation de zones Nc en Ah s'est appliqué le plus souvent possible.

Les bâtiments recevant des animaux ont été identifiés. Un périmètre de 100m rappelle le principe de réciprocité, qui gèle les terrains environnants de toutes nouvelles constructions à usage d'habitation.

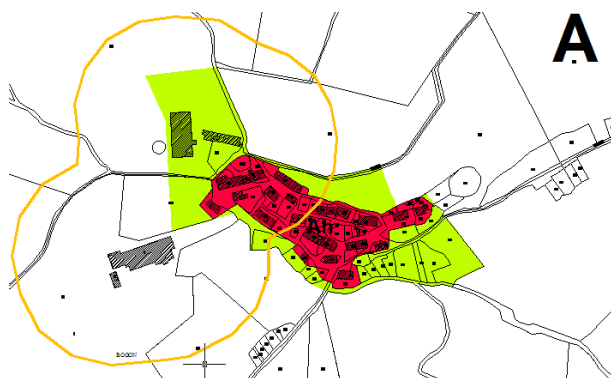
7) Secteur des AVEIX



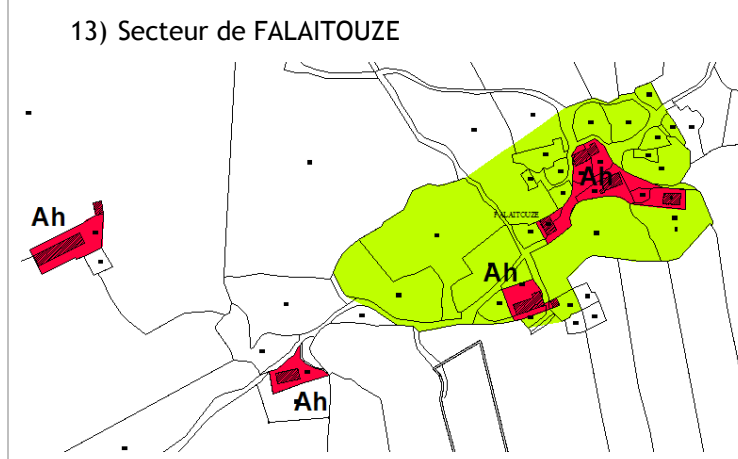
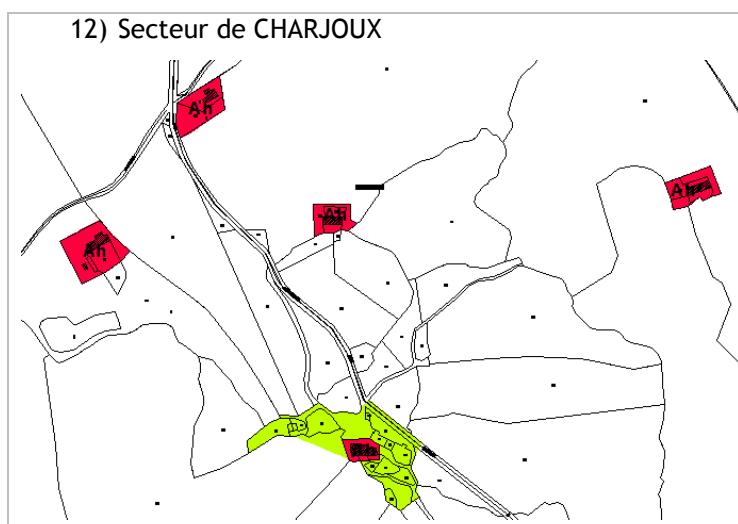
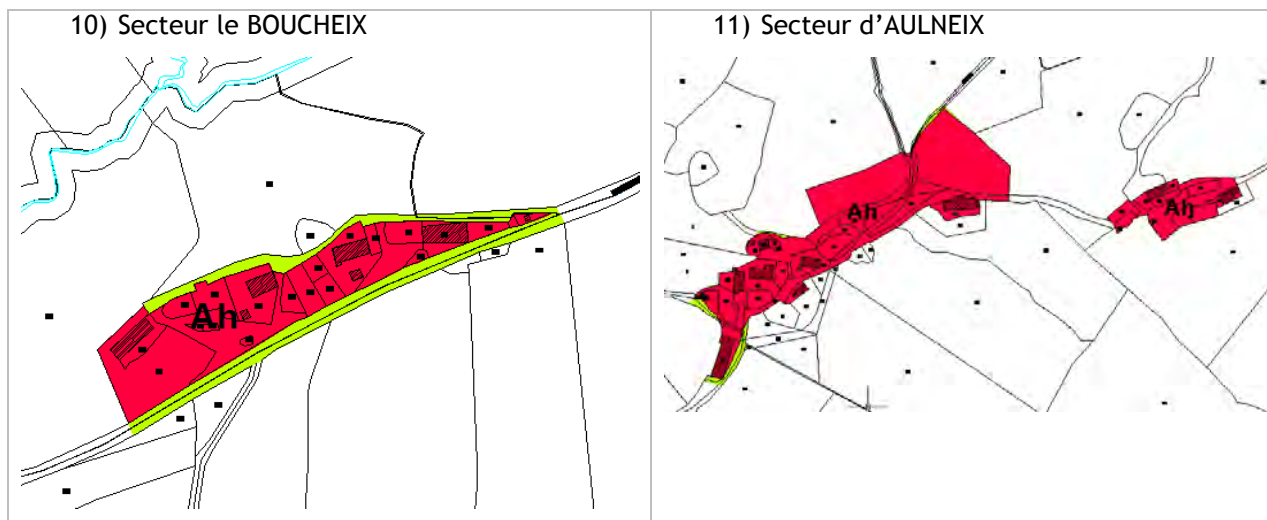
8) Secteur d'ESPINAT



9) Secteur de BOGON



Dans certains cas, les zonages NCa et Ah sont identiques.

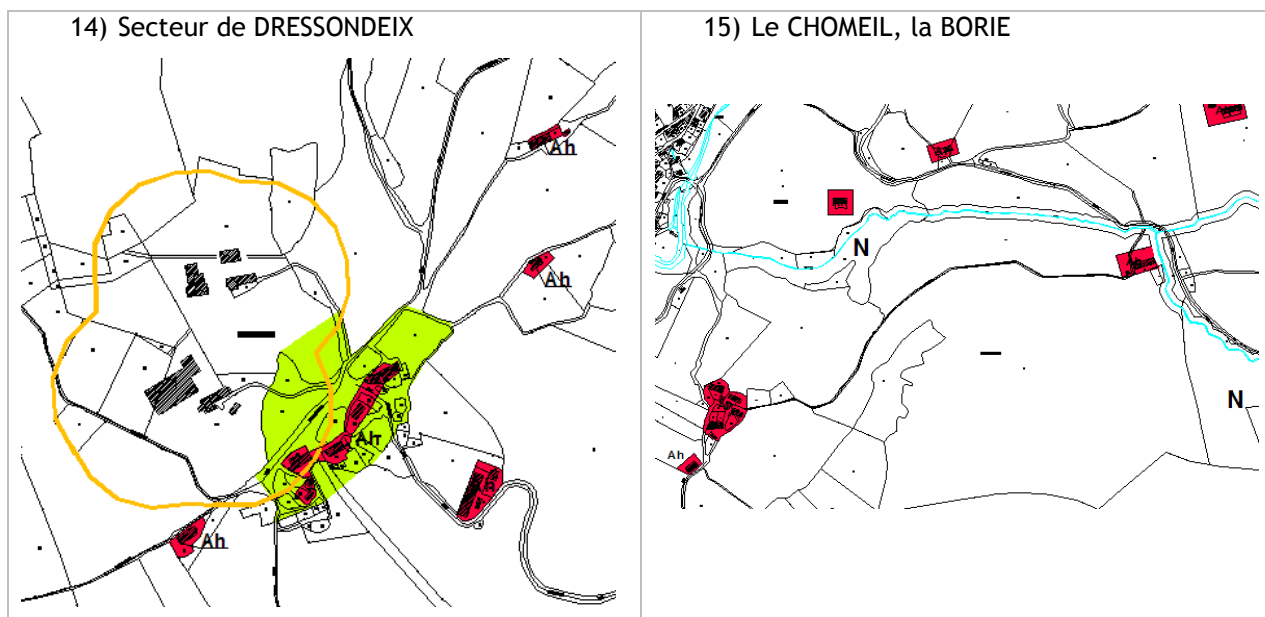


La zone NCa du POS a été fortement réduite pour être définie en Ah.

D'autres constructions isolées ont été repérées comme n'ayant pas ou plus de vocation agricole, mais classées au POS en zone agricole stricte.

Ces constructions sont définies Ah au PLU, ce qui permettra de favoriser le recyclage des logements (réhabilitation possible), l'enrichissement du parc des logements, et la valorisation des éléments vernaculaires (car il s'agit la plupart du temps de fermes anciennes isolées).

De nombreuses constructions isolées, identifiées désormais en Ah, sont très nombreuses.



Objectifs recherchés de la zone Ah :

- Délimiter et protéger les constructions non agricoles situées sur le domaine agricole ;
- Permettre aux constructions existantes d'évoluer dans le respect du règlement.

Principes réglementaires de la zone Ah :

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE Ah1 - SONT INTERDITS

- Toutes activités relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, et incompatibles avec la proximité de l'habitat humain.	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances. La réciprocité que pourraient engendrer des ICPE gèlerait une partie de la zone Ah, ce qui n'est pas le but recherché.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances, il n'est pas envisageable de permettre l'exploitation du sous-sol en zone d'habitat.
- L'aménagement de terrains de camping, de caravanes et de parcs résidentiels de loisirs	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Ah, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- L'implantation d'habitations légères de loisirs	Si ce type d'activités existait, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Ah, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- Les constructions à usage agricole ou industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,	Si ce type d'activités existait, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Ah, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités. Cette interdiction rappelle le souhait de ne pas voir d'installations porteuses de nuisances au sein de la zone Ah. Concernant la zone agricole, un zonage spécifique existe sur ce PLU.
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de récupération ou de vieux véhicules	Ce type d'activités n'est pas souhaitable car il risque de perturber le fonctionnement de la zone, qui, rappelons-le, est destinée à l'habitat dans un cadre agricole et paysager de qualité et riche en diversité architecturale.
- Les parcs d'attraction, les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes ou de campings cars	
- Toutes nouvelles constructions à l'exception de celles autorisées sous conditions.	La volonté de règlement est très exclusive sur la destination

ARTICLE Ah2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS

- L'adaptation, la réfection, le changement de destination des constructions et activités existantes, la construction de piscine avec local technique, sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, des sites et paysages naturels, et à leur intérêt esthétique ou écologique.	L'ensemble des éléments autorisés l'est conformément à la définition de la zone donnée en amont et correspond à la volonté de conservation d'un habitat existant au sein de la zone agricole, mais sans lien avec elle.
- L'extension limitée à 30% de la surface de plancher initiale du bâtiment à la date d'approbation du PLU et l'aménagement des constructions existantes sous réserve qu'elles ne compromettent pas l'utilisation de la zone.	La volonté est de laisser vivre les constructions qui se situent dans ces secteurs, admis de manière limitée en termes d'extension. Un pourcentage de 30% reste raisonnable vis-à-vis de cette ambition politique.
- la réalisation de garage ou annexe dans la limite de 30 m ² d'emprise au sol et d'un par unité foncière.	
- Les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général.	Il s'agit là de divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur implantation pour le bon fonctionnement de la zone.

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL**ARTICLE Ah3 - ACCES ET VOIRIE****1 - Accès**

Les accès doivent présenter des caractéristiques satisfaisantes au regard de la sécurité publique.

Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès devra être réalisé sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer.

Ainsi, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique et de défense contre l'incendie sont rappelés.

L'écriture de ces articles correspond à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone, en terme de sécurité, notamment vis-à-vis d'éventuels risques d'incendie, et vis-à-vis d'une occupation routière adaptée aux futures constructions.

2 - Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance ou à la destination de l'opération envisagée.

ARTICLE Ah4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX**1 - Eau**

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

2 - Assainissement**- Eaux usées**

Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.

Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des lignes électriques et de télécommunication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

- Eaux pluviales

Les aménagements réalisés doivent garantir l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales sur le terrain de la construction. En l'absence de réseau collecteur, le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la sécurité notamment des usagers des voies.

Les évacuations des eaux pluviales devront être munies d'un dispositif anti-refoulement.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux pluviales doivent être prioritairement prévues sur la parcelle de construction.

3 - Réseaux divers.

Tout raccordement d'une construction nouvelle aux réseaux existants doit être traité en souterrain.

Pour éviter tout désordre aérien et opter pour une démarche environnementale optimale, il est demandé à ce que les raccordements aux réseaux soient traités en souterrain.

ARTICLE Ah5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non fixées.

Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies par la loi SRU.

En effet, l'article R123-9 du code de l'urbanisme stipule que le PLU peut fixer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.

Ces cas ne se justifient pas actuellement sur la commune.

ARTICLE Ah6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

1 - Recul

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 3m par rapport à la limite des voies routières.

Dans le cas de constructions situées sur des terrains bordés par plusieurs voies, le recul de 3m par rapport aux voies ne concerne que la voie de desserte de la parcelle.

En outre, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points (H=L). Pour l'application de cette règle, la limite de la marge de reculement, si elle existe, se substitue à l'alignement.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1,50m.

Le principe de base est celui de l'implantation en recul de l'alignement (3m minimum) afin de préserver des espaces végétalisés entre les constructions et l'espace public.

La règle diffère entre autre, pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique.

2 - Nivellement

Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement (ou au droit de la limite de la marge de recul imposée) doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur de la voie.

Afin d'assurer une accessibilité correcte à la construction et un bon écoulement des eaux pluviales, le règlement rappelle la nécessité d'un nivellement étudié.

ARTICLE Ah7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

- Les constructions peuvent être édifiées en jouxtant une ou plusieurs limites séparatives.

Dans l'objectif de préserver les caractéristiques paysagères des hameaux et surtout de la diversité des tailles de parcelles et de la qualité des espaces non bâtis contribuant à leur caractère verdoyant, les implantations peuvent se

- Dans le cas où les constructions ne jouxtent la limite de propriété, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à deux mètres.
 - Des implantations différentes pourront être réalisées pour les extensions de constructions existantes ne répondant pas à la règle sous réserve que la marge de recul existante ne soit pas diminuée.
 - En cas de reconstruction après destruction accidentelle, la construction pourra être implantée à l'identique.
 - Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1m.
- faire soit en limite, soit en recul des limites séparatives latérales. Le PLU impose alors une distance minimum au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment, sans être inférieur à 2m.
- Les exceptions sont données pour les bâtiments existants ne respectant pas la règle générale et les reconstructions suite à sinistre afin de ne pas les pénaliser et pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique.

ARTICLE Ah8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Implantation libre.

Il n'est pas fixé de règle. L'ensemble des autres articles -et en particulier les articles 6 et 7- représente un cadre suffisant pour gérer les possibilités de façon adaptée à la zone Ah.

ARTICLE Ah9 - EMPRISE AU SOL

Non fixée.

Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14.
La densité des constructions existantes ne permet pas de définir une particularité quelconque pour les terrains. Le souhait étant d'obtenir une densité maximale, il est préférable d'être libre pour permettre l'occupation des sols maximale.

ARTICLE Ah10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout des toitures. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée.
Cette hauteur ne peut excéder 6m.

Les nouvelles constructions d'habitation étant interdites, la hauteur maximum autorisée pour les garages et annexes est calquée sur celle des constructions d'habitation autorisées sur les autres zones, soit 6m.

ARTICLE Ah11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

Les dispositions prévues dans cet article ont pour vocation d'accompagner les fronts bâtis et de les traiter de manière qualitative. Il est prévu des prescriptions en matière de couverture et de parement.

Les règles de cet article ont pour objectif de renforcer la qualité urbaine tout en ayant le souci de ne pas imposer de contraintes trop fortes. D'une façon générale, l'ensemble des dispositions qui sont décrites visent :

- à assurer l'intégration des futures constructions dans leur environnement
- à la production de constructions de qualité mettant en œuvre les démarches de développement durable (chauffe-eau solaire, cellule photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie, ...).
- à la diversification du bâti en laissant les concepteurs libres dans le type d'architecture adopté.

1 - Règles générales :

- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.
- L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits et des imitations de matériaux est interdit.
- Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïques, réserve d'eau enterrée, géothermie...) sont autorisés.

Il s'agit notamment d'éviter les constructions sur talus.

Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.

Pour permettre la mise en place des Grenelles, les éléments pour les énergies renouvelables sont autorisés. Cependant, cette autorisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale et paysagère du bourg.

<ul style="list-style-type: none"> - Les installations techniques (aérotherme, climatiseurs...) ne devront pas être perceptibles depuis l'espace public. Ils seront prioritairement installés à l'intérieur des constructions. En cas d'impossibilité technique, ils pourront être installés sur les façades à condition d'être encastrés et habillés d'une grille de métal ou en bois de couleur similaire à celle de la façade architecturale. 	<p>Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.</p>
<p>2 - Règles particulières :</p> <p>Les toitures seront à deux versants, la ligne de faitage sera parallèle à la façade. Les croupes sont autorisées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre de réfection de toiture ou d'extension de bâtiment existants lorsque des raisons techniques ou architecturales l'imposent des matériaux similaires à ceux d'origine pourront être utilisés et les pentes adaptées. <p>Les toitures terrasses, y compris celles végétalisées ou retenant les eaux pluviales, sont autorisées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'aspect des enduits devra être celui des enduits traditionnels à la chaux présentant une finition lissée, talochées ou feutrée. <p>Les descentes d'eau pluviale doivent être établies selon les tracés les plus directs possibles (parcours verticaux) et réduites au nombre minimum.</p> <p>Les descentes d'eau usée ne peuvent être apparentes en façade.</p> <p>Lorsque la clôture sera végétale elle devra être composée d'essences locales.</p>	<p>Les prescriptions en matière de toitures sont établies en fonction de ce qui existe à ce jour sur la commune.</p> <p>Afin de ne pas pénaliser les constructions existantes ne répondant pas à la règle, le règlement permet l'adaptation des pentes et l'emploi d'un matériau de couverture similaire à l'existant.</p> <p>Le règlement reste souple dans son ensemble, laissant ainsi plus de liberté dans l'aspect architectural. Une des obligations est de conserver des pentes de toitures cohérentes avec le secteur (faible pente inférieure à 45%), comme signalé dans le Diagnostic (chap. patrimoines). Une architecture contemporaine et durable est autorisée, avec notamment les toitures terrasses, qui peuvent être végétalisées.</p> <p>Des prescriptions sont également données en matière de façade afin d'optimiser au mieux leur qualité architectural et leur intégration dans le paysage.</p> <p>Les clôtures sont des éléments importants du paysage qui participent pleinement à la qualité du cadre de vie. Leur traitement doit répondre à une qualité architecturale similaire à celle des façades des bâtiments.</p>
<p>ARTICLE Ah12 - STATIONNEMENT</p> <p>Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques.</p>	<p>Le zonage Ah correspond à des identifications de bâtiments existants ayant des espaces pour stationner. Les nouvelles constructions à usage d'habitation n'étant pas autorisée, il n'est pas nécessaire de détailler cet article.</p>
<p>ARTICLE Ah13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les haies mono spécifiques de résineux à tailler sont interdites. - Les spécimens les plus nombreux des plantations devront être des essences locales - Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures devront être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles seront protégées des vues par un masque végétal. - Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturelle. 	<p>Cet article fixe les obligations imposées aux constructeurs en matière d'espaces libres et notamment d'espaces verts</p> <p>Il est rappelé que doivent être utilisées prioritairement des essences locales afin d'avoir une bonne intégration des clôtures dans le paysage.</p> <p>Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel. Ce principe a pour objectif de réduire l'image « sèche » et sans transition, entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles. Il permettra en outre de marquer les limites de l'urbanisation.</p>

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE Ah14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Le C.O.S. applicable est égal à 0.40.

Afin de tenir compte du caractère existant de la zone Ah, un COS de 0.40 est proposé.

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES**ARTICLE Ah15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

Non réglementé

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

ARTICLE Ah16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.

Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.

5 - Les zones naturelles N

« Secteurs naturels et forestiers à protéger en raison: de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique - de l'existence de risques ou de nuisances »

Le territoire n'est pas drainé par de rivières ou de gros ruisseaux, mais par un chevelu complexe très ramifié. Les ruisseaux ont creusés leur lit dans la roche granitique, créant ainsi des vallées, qui se creusent nettement dans la partie sud et pénètrent rapidement dans le massif. Le territoire communal est drainé par un réseau hydrographique dense dont les vallées sont utilisées pour les communications routières.



Ruisseau des Grosleix / Les nombreux petits émissaires de cours d'eau sont très lisibles dans le paysage, notamment dans les replats, par une végétation différente. Dans les creux, ils donnent de petites zones humides.



Le moindre creux est propice à conserver une nappe d'eau / Zones humides

Les zones N

Zone naturelle stricte dans lesquelles aucune construction nouvelle n'est autorisée, seule l'extension mesurée des bâtiments existants pourra être envisagée.

La zone N. est une zone à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt -notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique.



Montagne du Var, avec en arrière plan, les monts Dore et le Sancy.



Les plateaux de l'Artense offre des points de vues sur le Massif du Sancy au nord.



Les plateaux de l'Artense s'ouvre en direction du sud est et du Cézaillier.

Située à l'interaction de plusieurs ensembles naturels, la commune d'Egliseneuve d'Entraigues compte de nombreux zonages naturels. Ces zonages d'inventaire et réglementaire se superposent.

- ➡ 2 grands ensembles naturels, désignés ZNIEFF de type 2 : le Cézaillier et l'Artense.
- ➡ Au sein de ces ensemble, 12 ZNIEFF de type 1 ont été identifiés.
- ➡ Les sites Natura 2000 et les APB se partagent entre le Cézaillier et l'Artense.

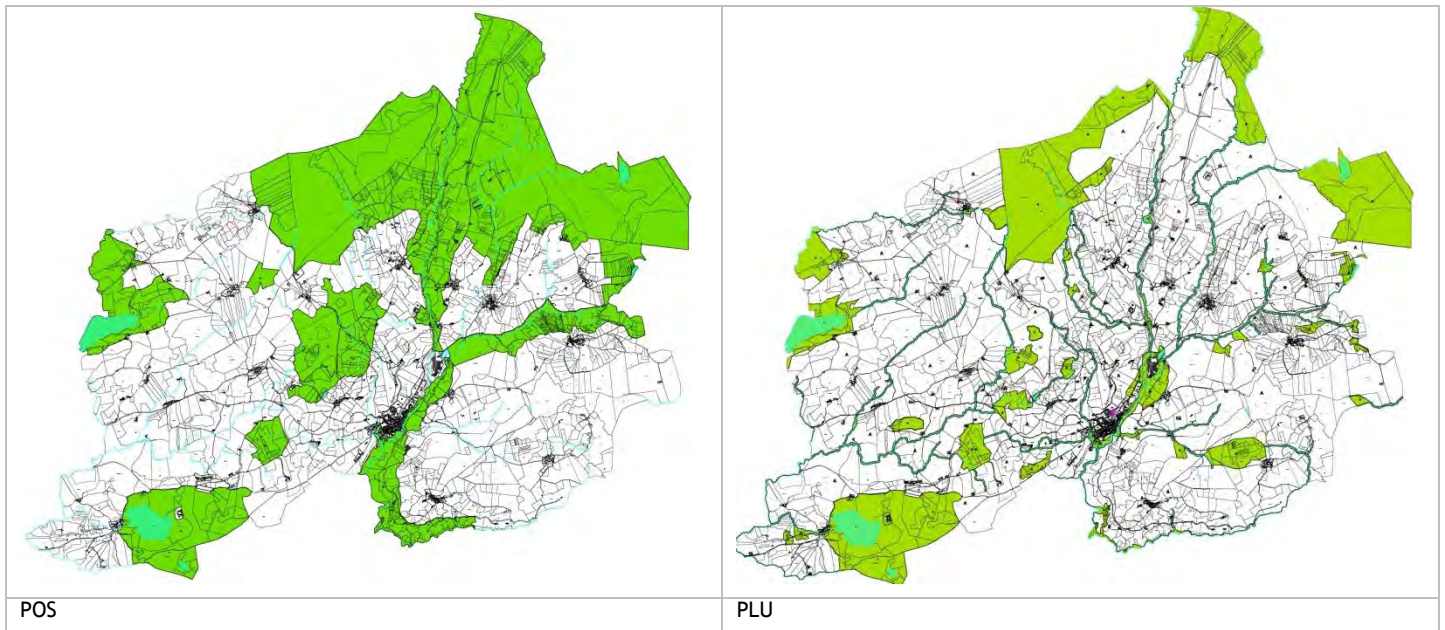
L'intérêt de ces secteurs du Cézaillier et de l'Artense est qu'ils regroupent les plus beaux complexes de lacs et tourbières d'Auvergne dans un espace très ouvert. On recense de nombreuses espèces

protégées nationalement et régionalement : prairies semi naturelles humides ; prairies mésophiles améliorées ; marais ; tourbières ; eaux douces stagnantes ; eaux douces courantes.

Le POS identifiait de larges zones ND.

Les modifications apportées par le PLU sur les zonages naturels sont nombreuses. D'une manière générale, les surfaces ont été diminuées.

Le PLU a mis en place 1641 ha de zones naturelles.



Les zonages naturels N du PLU couvrent essentiellement

➔ les cours d'eau, et leurs abords,

Le territoire est drainé par un chevelu complexe très ramifié. Les ruisseaux ont creusés leur lit dans la roche granitique, créant ainsi des vallées, qui se creusent nettement dans la partie sud et pénètrent rapidement dans le massif.

Le zonage N du PLU couvrent :

- ✓ Rivière la Rhue , affluent de la rive droite de la Dordogne.
- ✓ Ruisseau d'Entraigues, ruisseau du Grosleix, au centre, affluents de la Rhue
- ✓ Ruisseau de la Clamousse, affluent de la Rhue
- ✓ Ruisseau du Luguët, au sud-est
- ✓ Ruisseau de la Loubanère, au sud
- ✓ Ruisseau de Gabacut, au sud-ouest
- ✓ Ruisseau de la Renonfeyre, au nord-ouest.
- ✓ Ruisseau d'Espinchal.

➔ Les lacs et leurs abords

- ✓ Le lac Chauvet est un lac de cratère, d'origine volcanique (maar).
- ✓ Le lac de Chambedaze est un lac de surcreusement glaciaire
- ✓ Le lac de la Fage

- ✓ Le lac de l'Esclauze est un lac tourbière
- ✓ Le lac de la Landie est un lac tourbière

Exemple : l'ESCLAUZE. La zone naturelle a été délimitée de manière plus large que le zonage NATura 2000. La zone N prend en compte les autres zonages naturels d'inventaire (ZNIEFF, ABP, ...) et englobe ainsi une large partie du secteur.



➔ les zones humides, et leurs abords,

Le moindre creux est propice à conserver une nappe d'eau. Les zones humides sont très nombreuses, le PLU s'est ainsi attaché à repérer et classer en N les principales zones humides telles que celles de la Landie, l'Esclauze, Chauvet, Chambedaze ; montagne du Var, Espinat, Redondel,



A proximité du hameau de la Devèze, cette zone humide - tourbière n'est pas inscrite dans une ZNIEFF ou un site Natura 2000 mais vient compléter le maillage humide du territoire. Ce site est notamment très visible depuis les voies d'accès RD30 à hauteur de la Granjonne et de la RD632 entre les Aveix et Les Chirouzes.



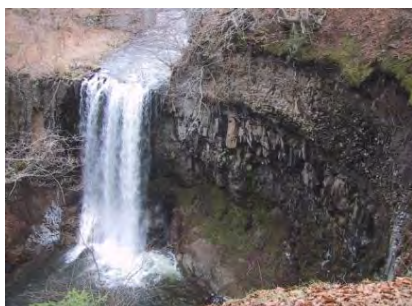
La tourbière de Redondel est un autre exemple.

- ➔ les 4 groupes de captages qui assurent l'alimentation en eau potable de l'ensemble de la commune ;
- ✓ Les captages de la Fage, à l'est, desservent le bourg et le reste de la commune par l'intermédiaire de réservoirs.
 - ✓ Le captage de la Bannie, au nord (sur la commune de Besse en Chandesse) dessert Cisternes et Chabagnol.
 - ✓ Les captages de la Renonfeyre et de la Devèze, au nord ouest, desservent les hameaux de la Renonfeyre et de Régéat.
 - ✓ Les captages des Grangeounes.

La définition des zonages s'est appuyée sur plusieurs documents : diagnostic, terrain, zonages naturels de la Dreal, pré localisation des zones humides du SAGE,



Les richesses naturelles et paysagères de la commune sont préservées par les zones N, qu'il s'agisse d'élément ponctuel à caractère sauvage (cascade d'Entraigues) ; les petits cours d'eau accompagnés de leur ripisylve plus ou moins ténue, ou les éléments naturels fragiles tels que les différents types de tourbières qui ponctuent les espaces agraires de la commune.



LES ZONES HUMIDES de la commune de EGLISENEUVE-D'ENTRAIGUES

979.7 ha de zones humides
sur la commune

17.3 % de la surface de la commune sont
des zones humides

2.2 % des zones humides de la commune
sont aujourd'hui altérées

Les zones humides de la commune

Nature des zones humides	Nombre de zones humides cartographiées	Superficie (hectares)
Plans d'eau (étangs, gravières...)	10	52.9
Marais, roselières, tourbières, mégaphorbiaies...	30	139.5
Prairies humides	86	660.2
Boisements humides	70	158.8
Mosaïque de petites zones humides de moins de 1ha	0	0
Plantations d'arbres en zone humide	8	19.1
Zones humides cultivées	2	0
Zones humides urbanisées	2	2.1

Zones humides altérées

Surface totale 979.7

La cartographie a été établie à l'échelle du 1/50 000. Elle délimite et caractérise les zones humides de superficie supérieure à 1 ha et de largeur supérieure à 25m.

La cartographie recense et localise les zones humides fonctionnelles qui sont aisément reconnaissables. Elle recense aussi les zones humides qui ont été transformées (drainage, aménagement), et dont les caractéristiques n'apparaissent plus de façon évidente, mais qui pourraient retrouver leurs fonctionnalités.

Source : EPIDOR

Justifications réglementaires de la zone N :

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

ARTICLE N1 - SONT INTERDITS

Zone N :

- L'ouverture et l'exploitation de carrières sauf en secteur Nc

Zone N et sous secteur NC :

- Les constructions nouvelles à usage d'habitation.

- L'aménagement de terrains de camping, de caravanes et de parcs résidentiels de loisirs

- L'implantation d'habitations légères de loisirs

- Les constructions à usage agricole ou industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,

- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de récupération ou de vieux véhicules

- Les parcs d'attraction, les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes ou de campings cars

- Toutes constructions nouvelles non autorisées sous conditions.

La préservation du caractère paysager de la zone N nécessite d'interdire toutes les constructions, travaux, aménagements et dépôts de quelque nature que ce soit, sauf sur le sous-secteur Nc réservé à l'exploitation du sous-sol.

La volonté de règlement est très exclusive sur la destination

ARTICLE N2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS

- Les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics

Il s'agit là de divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur implantation pour le bon fonctionnement de la zone.

ou d'intérêt général, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

Leur autorisation ne doit cependant pas porter atteinte à la qualité des espaces naturels et des paysages, et aux activités agricoles, pastorales ou forestières.

- Secteur Nc : l'ouverture et l'exploitation de carrières, ainsi que leurs équipements et installations sous réserve d'être liés à l'activité.

Le sous-secteur Nc est défini afin de permettre la pérennisation d'une activité existante d'exploitation du sous-sol. Toutes installations nécessaires est donc autorisée.

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE N3 - ACCES ET VOIRIE

1 - Accès

Les accès doivent présenter des caractéristiques satisfaisantes au regard de la sécurité publique.

Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès devra être réalisé sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Les principes retenus sont ceux relatifs aux exigences de sécurité publique. Les caractéristiques techniques des voies de desserte nouvelles seront appréciées au regard du projet.

2 - Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance ou à la destination de l'opération envisagée.

ARTICLE N4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1 - Eau

Sans objet.

Toute construction étant interdite (à l'exception des équipements et installations publics ou d'intérêt général), les articles relatifs à l'eau potable et à l'assainissement ne sont pas renseignés.

2 - Assainissement

- Eaux usées

Sans objet.

- Eaux pluviales

Les aménagements réalisés doivent garantir l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales sur le terrain de la construction. En l'absence de réseau collecteur, le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la sécurité notamment des usagers des voies.

Les évacuations des eaux pluviales devront être munies d'un dispositif anti-refoulement.

En revanche, dans un souci de sécurité et de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux pluviales doivent être prioritairement prévues sur la parcelle de construction.

ARTICLE N5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non fixées.

Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies par la loi SRU.

En effet, l'article R123-9 du code de l'urbanisme stipule que le PLU peut fixer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.

Ces cas ne se justifient pas actuellement sur la commune.

ARTICLE N6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

1 - Recul

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 5 m par rapport à la limite des voies routières ou conformément aux indications portées au plan lorsqu'elles existent.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1,50m.

Seuls les équipements et installations publics ou d'intérêt général sont autorisés sur la zone. Le principe de base pour leur implantation est le respect d'un recul de l'alignement de 5m afin de préserver des espaces végétalisés entre les constructions et l'espace public. Compte tenu du caractère particulier de ces édifices, ce recul peut être rabattu à ,50m.

Afin d'assurer une accessibilité correcte à la construction et un bon écoulement des eaux pluviales, le règlement rappelle la nécessité d'un nivellement étudié.

2 - Nivellement

Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement (ou au droit de la limite de la marge de recul imposée) doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur de la voie.

ARTICLE N7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

A moins que le bâtiment à construire ne jouxte la limite de propriété, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à trois mètres.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1,50m.

Seuls les équipements et installations publics ou d'intérêt général sont autorisés sur la zone. Dans l'objectif de préserver les caractéristiques paysagères de la zone, les implantations peuvent se faire en recul des limites séparatives latérales. Le PLU impose une distance minimum au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment, sans être inférieur à 3m.

Compte tenu du caractère particulier de ces édifices, ce recul peut être rabattu à 1,50m.

ARTICLE N8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Implantation libre.

Il n'est pas fixé de règle au regard de la vocation naturelle de la zone et des très faibles possibilités de construire exclusivement liées aux équipements et installations publics ou d'intérêt général.

ARTICLE N9 - EMPRISE AU SOL

Non fixée.

Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14.

ARTICLE N10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout des toitures. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée.

Cette hauteur ne peut excéder 3.00 m. Secteur Nc, la hauteur est portée à 20 m.

Une hauteur de 3m maximum est requise en zone N au regard de la vocation naturelle de la zone, afin que les quelques constructions autorisées exclusivement liées aux équipements et installations publics ou d'intérêt général, soient le moins perceptibles possibles.

En secteur Nc, la hauteur est portée à 20m au regard de l'activité autorisée d'exploitation du sous-sol qui peut nécessiter des installations de taille importante.

ARTICLE N11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

Au regard de la vocation naturelle de la zone et des très faibles possibilités de construire exclusivement liées aux équipements et installations publics ou d'intérêt général, il n'est pas fixées de règles particulières. Seules les règles d'ordre général sont rappelées.

- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.
- L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits et des imitations de matériaux est interdit.
- Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïques,

Il s'agit notamment d'éviter les constructions sur talus.

Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains. Pour permettre la mise en place des Grenelles, les éléments pour les énergies renouvelables sont autorisés. Cependant, cette autorisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale et paysagère du bourg.

Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.

réserve d'eau enterrée, géothermie...) sont autorisés.	
ARTICLE N12 - STATIONNEMENT	
Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques.	Il n'est pas fixé de règles particulières au regard de la vocation naturelle de la zone et des très faibles possibilités de construire exclusivement liées aux équipements et installations publics ou d'intérêt général. Le PLU rappelle néanmoins que, pour des raisons de sécurité, le stationnement doit être assuré en dehors des voies publiques.

ARTICLE N13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

<ul style="list-style-type: none"> - Les spécimens les plus nombreux des plantations devront être des essences locales. - Les haies et les alignements d'arbres existants devront être obligatoirement sauvegardés, entretenus, rénovés et aménagés compte tenu de leur rôle de coupe-vent nécessaire au maintien du microclimat favorable à l'agriculture. - Les espaces boisés classés figurant au plan sont soumis aux dispositions des articles L 130-1 à L 130-6 du code de l'urbanisme. - Les éléments caractéristiques du paysage figurant au plan sont soumis aux dispositions de l'article L123.1.5 7^{ème} du code de l'urbanisme. 	<p>Cet article exprime surtout des exigences qualitatives.</p> <p>Il est rappelé que doivent être utilisées prioritairement des essences locales, interdisant ainsi toute haie uniforme de résineux, qui font partie des essences allergisantes.</p> <p>Des mesures précises sont instaurées afin de protéger strictement les espaces verts de qualité, mais également les haies et les alignements d'arbres pour leur rôle de coupe-vent indispensable au maintien d'un micro climat favorable à l'agriculture.</p>
--	--

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL**ARTICLE N14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

Le COS est fixé à 0.10	Un COS très faible est fixé au regard de la vocation naturelle de la zone et des très faibles possibilités de construire exclusivement liées aux équipements et installations publics ou d'intérêt général.
------------------------	---

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES**ARTICLE N15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

Non réglementé	Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.
----------------	---

ARTICLE N16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.	Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.
-----------------	---

Les zones Nh

La zone Nh est une zone existante d'habitat limitée dans laquelle il est nécessaire d'autoriser l'évolution de celui-ci pour conforter ou préserver une qualité paysagère. Cet habitat se situe ponctuellement à l'intérieur de la zone naturelle.

Hormis le bourg, le territoire se caractérise par une dispersion de l'habitat.

Les groupements bâtis (hameaux) et les fermes isolées s'implantent dans les replis du relief.

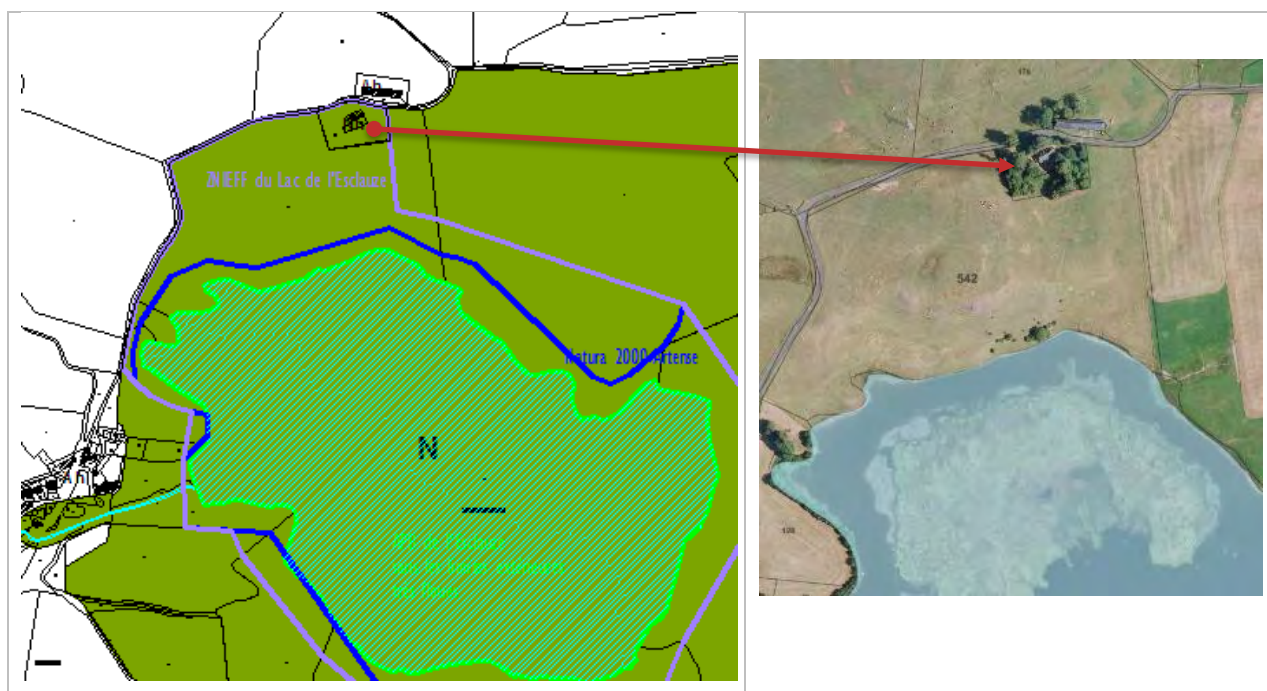
Les zones Nh identifiées par le PLU sont à l'instar des zones Ah, de petits groupements humains, isolés, n'ayant pas ou plus de vocation agricole, et situés au cœur d'espaces naturels à préserver, tels que la proximité de trames bleues (cours d'eau et ses abords), de zones humides (très nombreuses sur le territoire), dans des zones Natura 2000,

Le règlement des zones Nh est identique à celui de Ah, dans le sens où il permet d'identifier des constructions pouvant être réinvesties, réhabilitées, habitées. Cependant, les constructions neuves à usage d'habitation ne sont pas autorisées.

Exemple : le Secteur de l'Esclauze

Une zone N a été définie sur le Lac de l'Esclauze et ses abords, afin d'être le plus conforme possible vis-à-vis des zonages naturels existants (ZNIEFF, Natura 2000, ABP).

Le bâtiment se situant dans cette enveloppe naturelle a été classé en Nh.



Justifications réglementaires de la zone Nh :

SECTION 1 - NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL**ARTICLE Nh1 - SONT INTERDITS**

- Toutes activités relevant du régime des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation, et incompatibles avec la proximité de l'habitat humain.	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances. La réciprocité que pourraient engendrer des ICPE gèlerait une partie de la zone Nh, ce qui n'est pas le but recherché.
- L'ouverture et l'exploitation de carrières	Pour des raisons de protection de la santé de l'homme, de sécurité, de trafic et de nuisances, il n'est pas envisageable de permettre l'exploitation du sous-sol en zone d'habitat.
- L'aménagement de terrains de camping, de caravanes et de parcs résidentiels de loisirs	Si ce type d'activités existait en zone urbaine, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Nh, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités.
- L'implantation d'habitations légères de loisirs	
- Les constructions à usage agricole ou industriel et toute construction incompatible avec le caractère de la zone,	Si ce type d'activités existait, un zonage spécifique aurait été réalisé. La vocation de la zone Nh, telle que définie précédemment, ne correspond pas à ce type d'activités. Cette interdiction rappelle le souhait de ne pas voir d'installations porteuses de nuisances au sein de la zone Nh. Concernant la zone agricole, un zonage spécifique existe sur ce PLU.
- Les dépôts de ferrailles, de matériaux de récupération ou de vieux véhicules	Ce type d'activités n'est pas souhaitable car il risque de perturber le fonctionnement de la zone, qui, rappelons-le, est destinée à l'habitat dans un cadre agricole et paysager de qualité et riche en diversité architecturale.
- Les parcs d'attraction, les dépôts de véhicules, les garages collectifs de caravanes ou de campings cars	
- Toutes nouvelles constructions à l'exception de celles autorisées sous conditions.	La volonté de règlement est très exclusive sur la destination

ARTICLE Nh2 - SONT AUTORISES SOUS CONDITIONS

- Nh : L'adaptation, la réfection, le changement de destination des constructions et activités existantes, la construction de piscine avec local technique, sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, des sites et paysages naturels, et à leur intérêt esthétique ou écologique.	L'ensemble des éléments autorisés l'est conformément à la définition de la zone donnée en amont et correspond à la volonté de conservation d'un habitat existant au sein de la zone agricole, mais sans lien avec elle.
- Sous-secteur Nh* : La restauration des bâtiments présentant un caractère patrimonial, sous réserve de ne pas porter atteinte au caractère des lieux avoisinants, des sites et paysages naturels, et à leur intérêt esthétique ou écologique.	La volonté du PLU est de permettre la conservation de certains bâtiments existants au caractère vernaculaire affirmé (burons). Leur restauration s'avère ainsi primordiale afin d'éviter qu'ils ne tombent en ruine.
- Nh : L'extension limitée à 30% de la surface de plancher initiale du bâtiment à la date d'approbation du PLU et l'aménagement des constructions existantes sous réserve qu'elles ne compromettent pas l'utilisation de la zone.	La volonté est de laisser vivre les constructions qui se situent dans ces secteurs, admis de manière limitée en termes d'extension. Un pourcentage de 30% reste raisonnable vis-à-vis de cette ambition politique.
- Nh : la réalisation de garage ou annexe dans la limite de 30 m ² d'emprise au sol et d'un par unité foncière.	
- Nh : Les constructions et installations techniques à la condition d'être nécessaires aux services publics ou d'intérêt général.	Il s'agit là de divers éléments type château d'eau, transformateurs électriques, local de relevage, ... dont il serait préjudiciable de ne pas autoriser leur implantation pour le bon fonctionnement de la zone.

SECTION 2 - CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL

ARTICLE Nh3 - ACCES ET VOIRIE**1 - Accès**

Les accès doivent présenter des caractéristiques satisfaisantes au regard de la sécurité, de la défense contre l'incendie et de la protection civile. Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès devra être réalisé sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Le PLU adopte un règlement basé sur des objectifs, plus que sur des règles standardisées qui souvent vont à l'encontre du développement durable (voies très larges par exemple) qui sont inadaptées aux besoins réels d'une opération ou à la façon de se déplacer.

Ainsi, les principes relatifs aux exigences de sécurité publique et de défense contre l'incendie sont rappelés.

L'écriture de ces articles correspond à la volonté d'avoir un bon fonctionnement de la zone, en terme de sécurité, notamment vis-à-vis d'éventuels risques d'incendie, et vis-à-vis d'une occupation routière adaptée aux futures constructions.

2 - Voirie

Les terrains devront être desservis par des voies publiques ou privées répondant à l'importance ou à la destination de l'opération envisagée.

ARTICLE Nh4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX**1 - Eau**

Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

Concernant les réseaux, les dispositions édictées correspondent aux exigences formulées par les différents gestionnaires de réseaux, soucieux d'assurer à l'ensemble des constructions les conditions d'équipements permettant un accès aux infrastructures de service public qu'ils gèrent.

2 - Assainissement**- Eaux usées**

Toute construction doit être raccordée au réseau public s'il existe. En l'absence d'un tel réseau, toutes les eaux usées doivent être dirigées sur des dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires en vigueur et évacuées conformément aux exigences des textes réglementaires, avec possibilité de raccordement ultérieur au réseau collectif.

Les contraintes édictées par cet article correspondent à des exigences de salubrité (eaux usées), de protection de l'environnement (dispositifs de traitement respectant les dispositions réglementaires) et de préservation du paysage urbain (enterrement des lignes électriques et de télécommunication) afin d'éviter tous désordres et tendre vers une démarche environnementale optimale.

Toutes les évacuations situées à un niveau inférieur à celui de la voirie doivent notamment être munies d'un dispositif anti-refoulement.

- Eaux pluviales

Les aménagements réalisés doivent garantir l'infiltration ou la rétention des eaux pluviales sur le terrain de la construction. En l'absence de réseau collecteur, le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la sécurité notamment des usagers des voies.

Par souci de sécurité pour les futures constructions, et par souci de gestion pour la collectivité, le règlement rappelle que les évacuations des eaux pluviales doivent être prioritairement prévues sur la parcelle de construction.

Les évacuations des eaux pluviales devront être munies d'un dispositif anti-refoulement.

3 - Réseaux divers.

Tout raccordement d'une construction nouvelle aux réseaux existants doit être traité en souterrain.

Pour éviter tout désordre aérien et opter pour une démarche environnementale optimale, il est demandé à ce que les raccordements aux réseaux soient traités en souterrain.

ARTICLE Nh5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non fixées.

Cet article n'est pas renseigné par choix du PLU, car il ne peut pas s'appliquer aux 2 exceptions (assainissement autonome, architecture particulière) définies par la loi SRU.

En effet, l'article R123-9 du code de l'urbanisme stipule que le PLU peut fixer la superficie minimale des terrains constructibles, lorsque cette règle est justifiée par des contraintes techniques relatives à la réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif ou lorsque cette règle est justifiée pour préserver l'urbanisation traditionnelle ou l'intérêt paysager de la zone considérée.

Ces cas ne se justifient pas actuellement sur la commune.

ARTICLE Nh6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

1 - Recul

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimum de 3m par rapport à la limite des voies routières.

Dans le cas de constructions situées sur des terrains bordés par plusieurs voies, le recul de 3m par rapport aux voies ne concerne que la voie de desserte de la parcelle.

En outre, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point le plus proche de l'alignement opposé doit être au moins égale à la différence d'altitude entre ces deux points ($H=L$). Pour l'application de cette règle, la limite de la marge de reculement, si elle existe, se substitue à l'alignement.

Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1,50m.

Le principe de base est celui de l'implantation en recul de l'alignement (3m minimum) afin de préserver des espaces végétalisés entre les constructions et l'espace public.

La règle diffère entre autre, pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique.

2 - Nivellement

Les seuils des accès piétons ou voitures au droit de l'alignement (ou au droit de la limite de la marge de recul imposée) doivent être réalisés à une altitude compatible avec le niveau actuel ou futur de la voie.

Afin d'assurer une accessibilité correcte à la construction et un bon écoulement des eaux pluviales, le règlement rappelle la nécessité d'un nivellement étudié.

ARTICLE Nh7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

- Les constructions peuvent être édifiées en jouxtant une ou plusieurs limites séparatives.
- Dans le cas où les constructions ne jouxtent la limite de propriété, la distance comptée horizontalement de tout point de ce bâtiment au point de la limite de propriété qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence d'altitude entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à deux mètres.
- Des implantations différentes pourront être réalisées pour les extensions de constructions existantes ne répondant pas à la règle sous réserve que la marge de recul existante ne soit pas diminuée.
- En cas de reconstruction après destruction accidentelle, la construction pourra être implantée à l'identique.
- Lorsque cela est justifié par des impératifs techniques liés à la nature de la construction, les constructions et installations techniques nécessaires aux services publics, si elles ne peuvent respecter la règle générale, devront s'implanter avec un retrait minimum d'1m.

Dans l'objectif de préserver les caractéristiques paysagères des hameaux et surtout de la diversité des tailles de parcelles et de la qualité des espaces non bâtis contribuant à leur caractère verdoyant, les implantations peuvent se faire soit en limite, soit en recul des limites séparatives latérales. Le PLU impose alors une distance minimum au moins égale à la moitié de la hauteur du bâtiment, sans être inférieure à 2m.

Les exceptions sont données pour les bâtiments existants ne respectant pas la règle générale et les reconstructions suite à sinistre afin de ne pas les pénaliser et pour les équipements publics ou d'intérêt collectif, compte tenu de leur vocation spécifique.

ARTICLE Nh8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Implantation libre.

Il n'est pas fixé de règle. L'ensemble des autres articles -et en particulier les articles 6 et 7- représente un cadre suffisant pour gérer les possibilités de façon adaptée à la zone Nh.

ARTICLE Nh9 - EMPRISE AU SOL

Non fixée.

Cet article n'est pas réglementé puisqu'il est défini en partie, par les règles d'implantation (articles 6, 7 et 8) et l'article 14.
La densité des constructions existantes ne permet pas de définir une particularité quelconque pour les terrains. Le souhait étant d'obtenir une densité maximale, il est préférable d'être libre pour permettre l'occupation des sols maximale.

ARTICLE Nh10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol existant jusqu'à l'égout des toitures. Elle se mesure à partir du terrain existant sur une verticale donnée.

Cette hauteur ne peut excéder 6m.

Les nouvelles constructions d'habitation étant interdites, la hauteur maximum autorisée pour les garages et annexes est calquée sur celle des constructions d'habitation autorisées sur les autres zones, soit 6m.

ARTICLE Nh11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES

Les dispositions prévues dans cet article ont pour vocation d'accompagner les fronts bâtis et de les traiter de manière qualitative. Il est prévu des prescriptions en matière de couverture et de parement.

Les règles de cet article ont pour objectif de renforcer la qualité urbaine tout en ayant le souci de ne pas imposer de contraintes trop fortes. D'une façon générale, l'ensemble des dispositions qui sont décrites visent :

- à assurer l'intégration des futures constructions dans leur environnement
- à la production de constructions de qualité mettant en œuvre les démarches de développement durable (chauffe-eau solaire, cellule photovoltaïque, réserve d'eau enterrée, géothermie, ...).
- à la diversification du bâti en laissant les concepteurs libres dans le type d'architecture adopté.

1 - Règles générales :

- Les constructions s'adapteront au profil du terrain naturel.
- L'emploi à nu des matériaux destinés à être enduits et des imitations de matériaux est interdit.
- Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïques, réserve d'eau enterrée, géothermie...) sont autorisés.
- Les installations techniques (aérotherme, climatiseurs...) ne devront pas être perceptibles depuis l'espace public. Ils seront prioritairement installés à l'intérieur des constructions. En cas d'impossibilité technique, ils pourront être installés sur les façades à condition d'être encastrés et habillés d'une grille de métal ou en bois de couleur similaire à celle de la façade architecturale.

Il s'agit notamment d'éviter les constructions sur talus.

Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.

Pour permettre la mise en place des Grenelles, les éléments pour les énergies renouvelables sont autorisés. Cependant, cette autorisation ne doit pas se faire au détriment de la qualité architecturale et paysagère du bourg.

Pour des raisons de qualité des bâtiments et des paysages urbains.

2 - Règles particulières :

Les toitures seront à deux versants, la ligne de faîtage sera parallèle à la façade. Les croupes sont autorisées.

- Dans le cadre de réfection de toiture ou d'extension de bâtiment existants lorsque des raisons techniques ou architecturales l'imposent des matériaux similaires à ceux d'origine pourront être utilisés et les pentes adaptées.

Les toitures terrasses, y compris celles végétalisées ou retenant les eaux pluviales, sont autorisées.

- L'aspect des enduits devra être celui

Les prescriptions en matière de toitures sont établies en fonction de ce qui existe à ce jour sur la commune.

Afin de ne pas pénaliser les constructions existantes ne répondant pas à la règle, le règlement permet l'adaptation des pentes et l'emploi d'un matériau de couverture similaire à l'existant.

Le règlement reste souple dans son ensemble, laissant ainsi plus de liberté dans l'aspect architectural. Une des obligations est de conserver des pentes de toitures cohérentes avec le secteur (faible pente inférieure à 45%), comme signalé dans le Diagnostic (chap. patrimoines). Une architecture contemporaine et durable est autorisée, avec notamment les toitures terrasses, qui peuvent

des enduits traditionnels à la chaux présentant une finition lissée, talochées ou feutrée. Les descentes d'eau pluviale doivent être établies selon les tracés les plus directs possibles (parcours verticaux) et réduites au nombre minimum. Les descentes d'eau usée ne peuvent être apparentes en façade. Lorsque la clôture sera végétale elle devra être composée d'essences locales.	être végétalisées. Des prescriptions sont également données en matière de façade afin d'optimiser au mieux leur qualité architectural et leur intégration dans le paysage. Les clôtures sont des éléments importants du paysage qui participent pleinement à la qualité du cadre de vie. Leur traitement doit répondre à une qualité architecturale similaire à celle des façades des bâtiments.
---	--

ARTICLE Nh12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques.	Le zonage Nh correspond à des identifications de bâtiments existants ayant des espaces pour stationner. Les nouvelles constructions à usage d'habitation n'étant pas autorisée, il n'est pas nécessaire de détailler cet article.
---	---

ARTICLE Nh13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

<ul style="list-style-type: none"> - Les haies mono spécifiques de résineux à tailler sont interdites. - Les spécimens les plus nombreux des plantations devront être des essences locales - Les citernes de gaz ou d'hydrocarbures devront être enterrées ; en cas d'impossibilité technique, elles seront protégées des vues par un masque végétal. - Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturelle. 	<p>Cet article fixe les obligations imposées aux constructeurs en matière d'espaces libres et notamment d'espaces verts</p> <p>Il est rappelé que doivent être utilisées prioritairement des essences locales afin d'avoir une bonne intégration des clôtures dans le paysage.</p> <p>Dans le cas où une limite de parcelle correspond à une limite naturelle ou agricole, une haie d'arbustes et d'arbres d'espèces locales sera plantée de façon à constituer une lisière et assurer une transition végétalisée avec le domaine naturel. Ce principe a pour objectif de réduire l'image « sèche » et sans transition, entre les espaces urbanisés et les espaces agricoles. Il permettra en outre de marquer les limites de l'urbanisation.</p>
--	---

SECTION 3 - POSSIBILITE MAXIMUM D'OCCUPATION DU SOL**ARTICLE Nh14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL**

Le C.O.S. applicable est égal à 0.40.	Afin de tenir compte du caractère existant de la zone Nh, un COS de 0.40 est proposé.
---------------------------------------	---

SECTION 4 - OBLIGATIONS SPECIFIQUES**ARTICLE Nh15 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES**

Non réglementé	Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.
----------------	---

ARTICLE Nh16 - LES OBLIGATIONS IMPOSEES AUX CONSTRUCTIONS, TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS, EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Non réglementé.	Pour permettre la mise en place des Grenelles, il n'est pas fixé de règles spécifiques.
-----------------	---

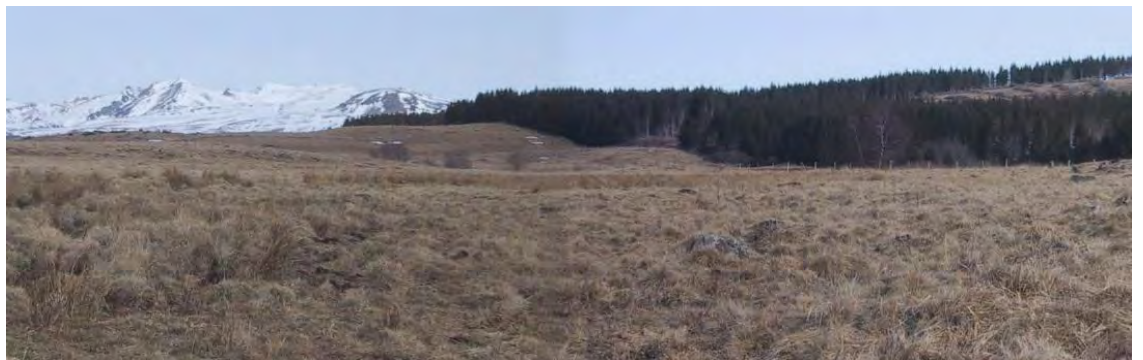
6 - Les EBC et l'article L.123.1.5.7.^e

Les éléments végétaux présentant un intérêt environnemental et repérés au plan de zonage font l'objet d'un classement dans le cadre de la préservation des paysages, et de la mise en place des corridors écologiques (trame verte).

La mise en place de protection des boisements et éléments végétaux, s'est traduite par la mise en place :

- d'Espaces Boisés Classés.

Les espaces boisés classés figurant au plan devront être entretenus et sont soumis aux dispositions des articles L130-1 à L130-6 du Code de l'Urbanisme. Conformément à ces articles, ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol, de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.



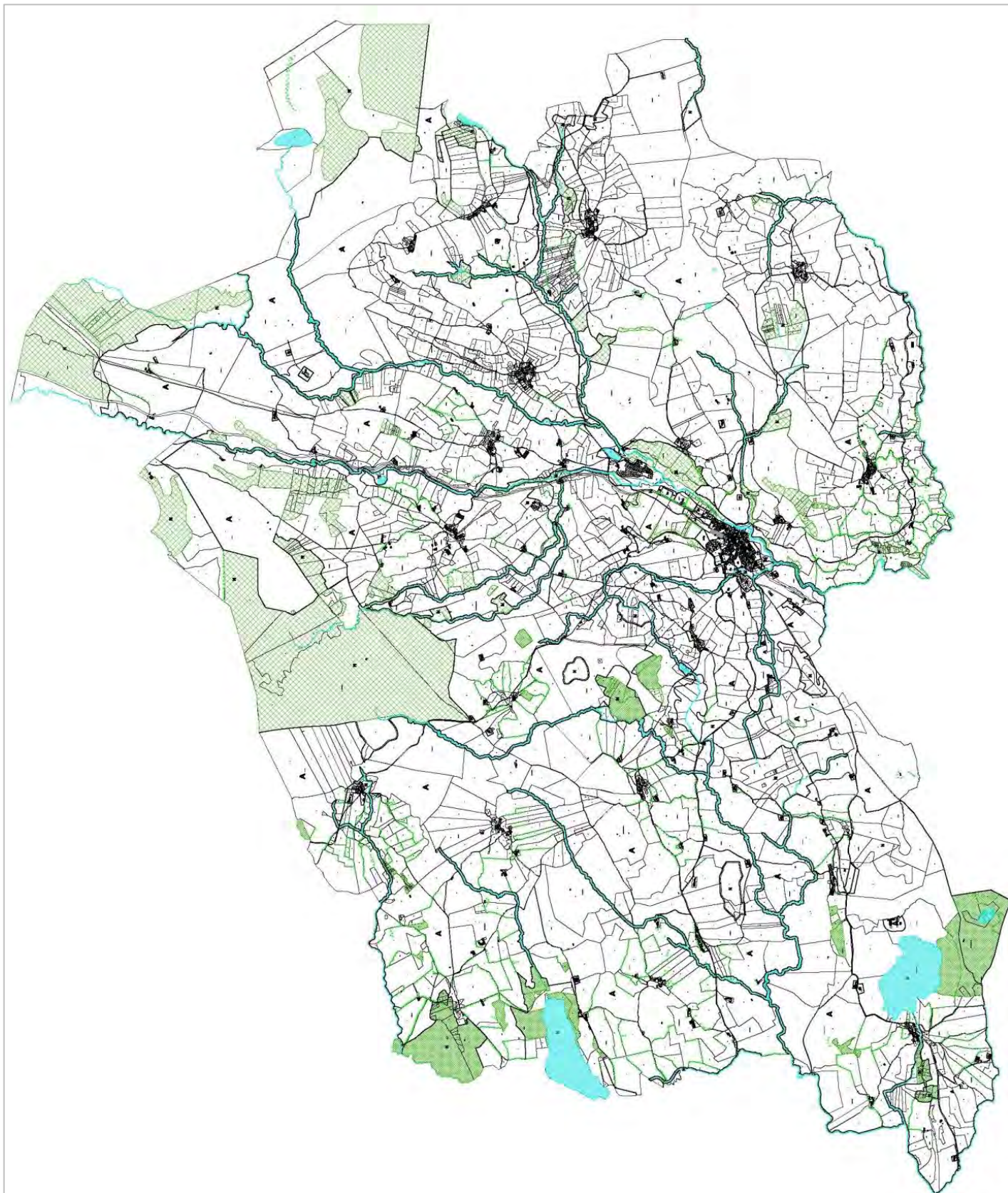
- d'éléments naturels préservés en application de l'Article L.123.1.5.7.^e du code de l'urbanisme.

La définition de ces éléments s'est basée sur plusieurs documents : diagnostic (localisation des massifs boisés, carte forestière), EBC du POS, terrain (repérage de haies et alignements d'arbres principaux),

L'objectif de préserver les trames vertes est énoncé au PADD.



Le PLU a repris l'intégralité des EBC du POS et a identifié un certain nombre d'éléments à préserver (article L.123.57^e).



Carte du PLU

7 - Les Emplacements Réservés

Les emplacements réservés dans les PLU servent à la réalisation de projets d'équipements et d'espaces verts.

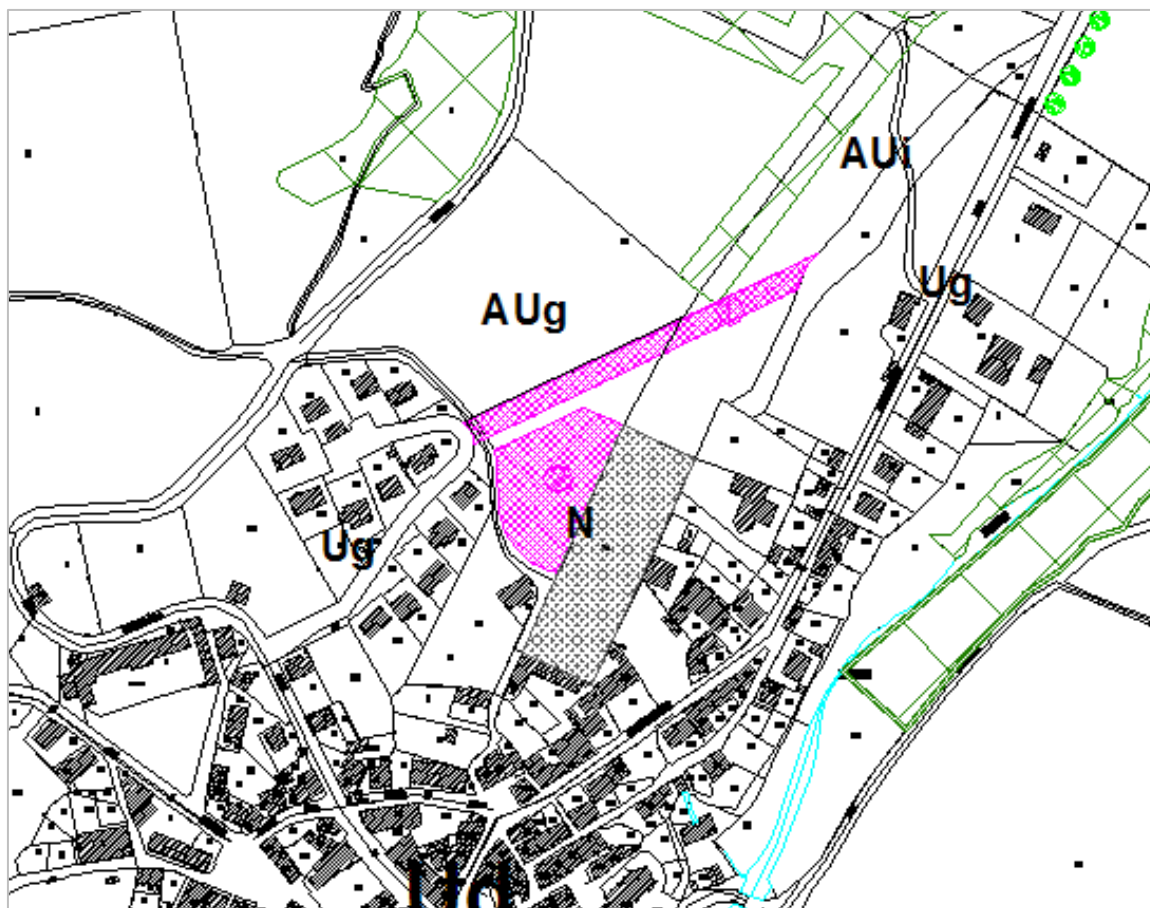
Depuis la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 dite loi SRU), une collectivité peut réserver des terrains en vue de la réalisation de programmes de logements dans le respect des objectifs de mixité sociale.

Afin de réaliser des projets d'équipement ou de créer des espaces verts, les emplacements réservés permettent de :

- anticiper l'acquisition du terrain en vue d'un projet précis,
- geler tout autre projet de construction dans l'emplacement réservé.

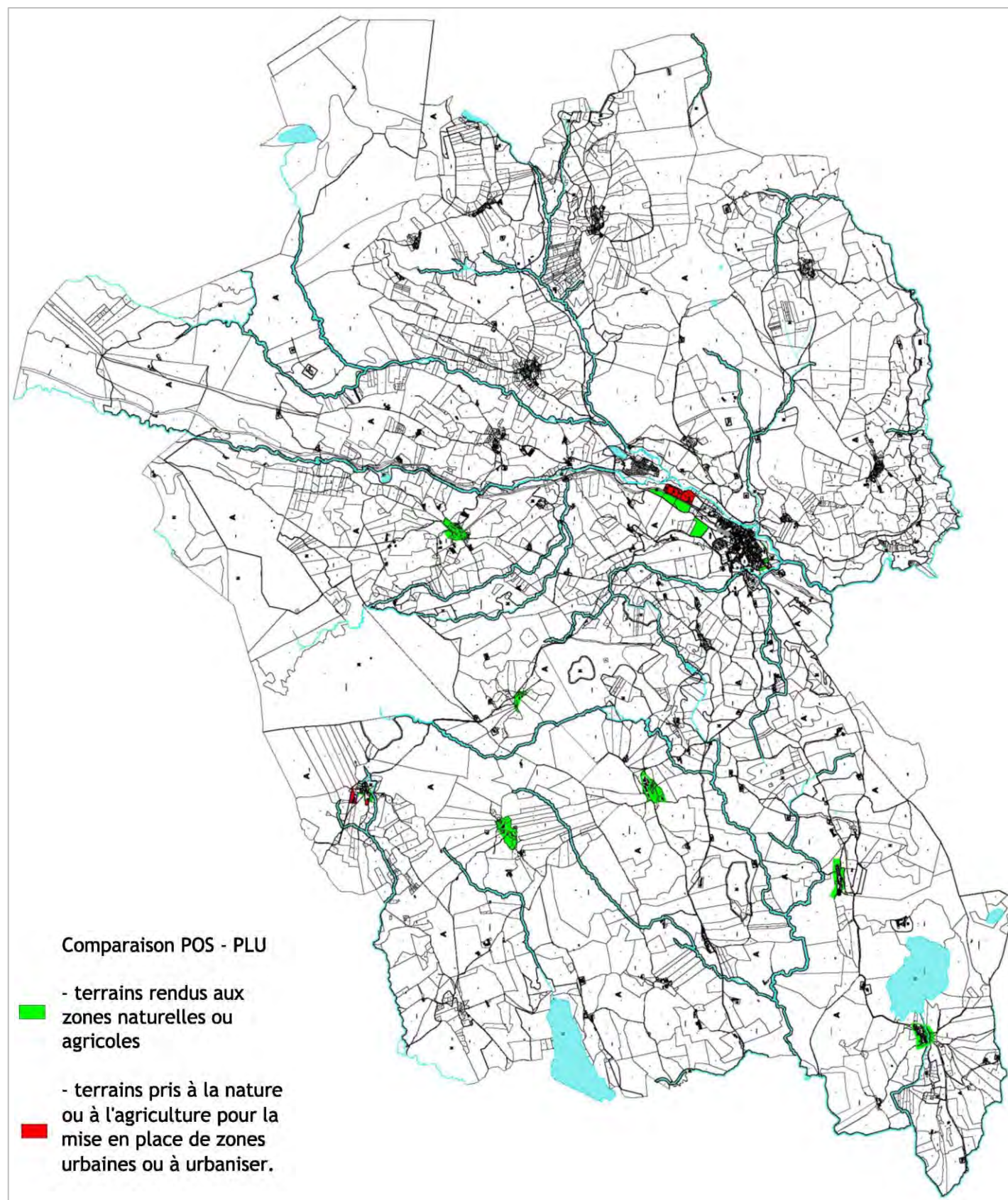
La commune a défini 2 ER sur le Bourg.

Numéro	Destination de la réservation	Bénéficiaire	Zone	Surface ou longueur
1	Aménagement d'une voie de liaison avec aménagement paysager	Commune	N AUi	182ml (largeur 12m)
2	Aménagement d'un bassin de rétention	Commune	N	3 100m ²



SECTION 3 BILAN DU PROJET

1 - COMPARAISONS POS / PLU



Carte de comparaison entre le POS et le PLU.

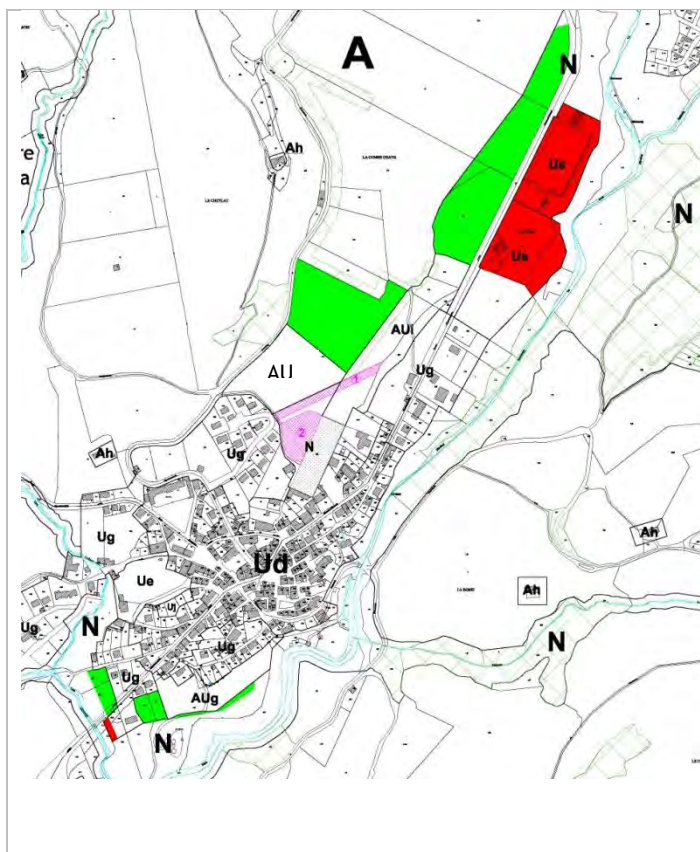
Le PLU a initié de nombreuses modifications en terme de limites des zones urbaines. D'une manière générale, le PLU a opéré une baisse des zones constructibles.

- ➡ Sur le bourg, plusieurs zones d'urbanisation future ont été supprimées.
- ➡ Dans les villages et hameaux : le POS identifiait ces groupements bâtis dans des zones NCa. Ces zones agricoles étaient constructibles. Le PLU a initié des zones Ah et Nh. Il s'agit de zones d'habitat limité situées au cœur des espaces agricoles et naturels, où les nouvelles constructions sont interdites.

Ainsi, les zonages de ces groupements bâtis isolés ont été, parfois, fortement réduits.

NCa : 41.89 ha.

Ah + Nh = 34.45 ha.



2 - BILAN DES SURFACES DU PLU

SURFACES du POS, selon le rapport de présentation.

ZONES URBAINES	UD	7.82
	UG	9.43
	Ui	1.06
	Uj	0.14
ZONES NATURELLES URBANISEES	NCa	47.10
ZONES D'URBANISATION FUTURE	NA	2.02
	1 NAg	0.56
	2 NAg	1.20
	3 NAg	1.07
ZONES AGRICOLES	NC	3120.30
	NCs	4
ZONES NATURELLES	ND	2425
	NDa	23.30
TOTAL		5643 HA

SURFACES du POS, redessinées sur le cadastre numérisé, mis à disposition du bureau d'étude, pour les besoins du PLU.

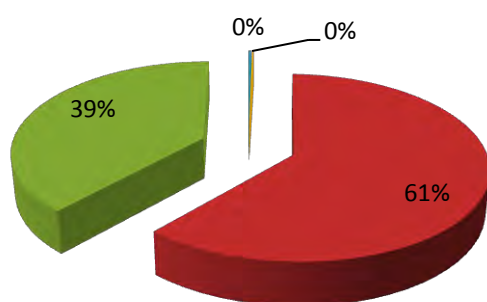
ZONES URBAINES	UD	7.13
	UG	9.21
	Ui	1.06
	Uj	0.11
ZONES NATURELLES URBANISEES	NCa	41.89
ZONES D'URBANISATION FUTURE	NA	4.48
	1 NAg	0.72
	2 NAg	1.30
	3 NAg	1.93
ZONES AGRICOLES	NC	3399.23
	NC*	0.39
	NCs	8.03
ZONES NATURELLES	ND	2142
	ND*	0.54
	Nda	24.98
TOTAL		5643 HA

SURFACES du PLU

ZONES URBAINES	Ud	7.66	ZONES AGRICOLES	A	3788.23
	Ug	10.11		Acr	8.03
	Ue	0.76		Ah	33.86
	Us	3.28	Total : 3829.89		
	Ut	4.07	ZONES NATURELLES	N	1782.40
	Uj	0.11		Nh	0.59
		Total 25.99			Total : 1782.99
ZONES D'URBANISATION FUTURE	AUg	0.86			
	AU	1.30			
	AUi	1.68			
		Total : 3.84			

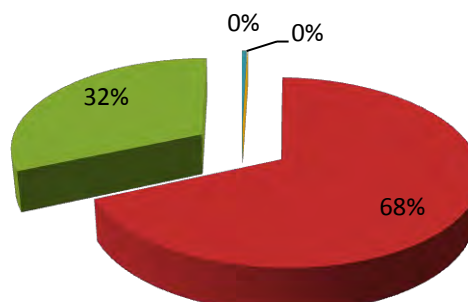
POS

- zones urbaines
- zones d'urbanisation future
- zones agricoles
- zones naturelles



PLU

- zones urbaines
- zones d'urbanisation future
- zones agricoles
- zones naturelles



3 - REPONSES APORTEES PAR LE PLU AUX OBJECTIFS DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS ET D'EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE

3.1 - Cartographie des potentialités urbaines du PLU

Tableau récapitulatif et estimatif des Potentialités urbaines du PLU :

Ud	Ug	AUg	AU	TOTAL
0.16 ha	4.24	0.86	1.30	6.58 ha



Carte des potentialités urbaines du PLU.

Eléments de réflexion sur la méthodologie :

La carte des Potentialités Urbaines du PLU a été réalisée à partir de plusieurs documents et sources : cadastre, réactualisation du cadastre au cours de l'élaboration du PLU, à titre indicatif uniquement ; terrains ; photos aériennes ;

Les potentialités urbaines dégagées par le PLU couvrent 2 catégories :

- ➡ Les dents creuses, espaces plus ou moins grands, libres, situés dans les espaces déjà urbanisés (zones Ug de manière générale). Le potentiel de dents creuses dans les centres anciens est plus difficilement identifiable. Il s'agit souvent d'opportunités au cas par cas.

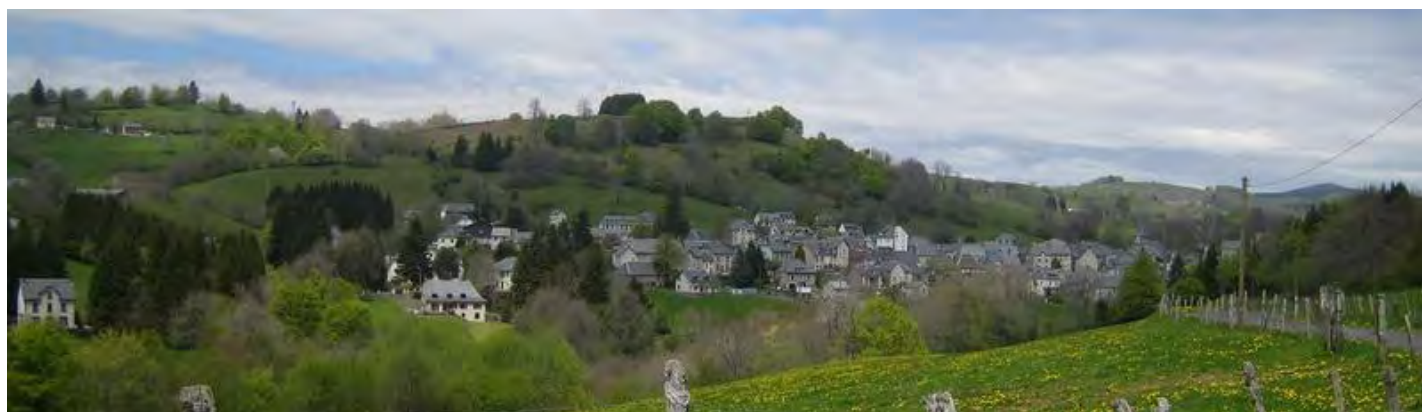
L'essentiel des dents creuses se situe donc dans les zones dites pavillonnaires. Les grandes directives nationales rappellent que l'économie du foncier et la recherche de densité sont des objectifs majeurs. Ainsi, les dents creuses des zones urbanisées regroupent,

- Des parcelles ou groupes de parcelles individuels.
- Quelques fonds de parcelles, jardins, ... lorsque les terrains construits font apparaître une très faible densité. Ce repérage ne génère pas une obligation de mise en vente et de construction pour le propriétaire, c'est surtout un outil qui permet de rappeler que ces secteurs constituent des possibilités de construction, et que dans un contexte d'économie de foncier, ces secteurs peuvent éventuellement accueillir de nouvelles constructions.

- ➡ Les potentiels des zones AUg et AU définies par le PLU.

RAPPEL : Rythme des constructions neuves constaté ces dernières années - Nombre de PC :

	Habitations	Restauration/Réhabilitation	Bâtiments agricoles
2009	1	1	4
2010		2	9
2011	3	1	4
2012		3	9
2013	2	1	6



Vue frontale sur le bourg depuis la RD128.

3.2 - Estimation des capacités d'accueil et des logements du PLU d'Egliseneuve d'Entraigues

Rappels des données INSEE (2012) : La commune comptabilise en 2009, 468 habitants et 1.88 personnes/ménage.

Rappel des ambitions démographiques définies au PADD :

Dans l'objectif de « renverser les dernières tendances de baisse démographique et conforter les populations en place », les objectifs démographiques définies par la commune, sont d'atteindre 550 - 600 habitants en 2025. Cet objectif sous-tend de pouvoir répondre aux besoins en termes de logements, d'équipements publics,

Il s'agit donc de créer entre 25 et 50 logements maximum d'ici 2025.

Note sur la méthode d'estimation :

A partir des disponibilités urbaines, une analyse des projections de développement est possible et permet d'avoir une estimation du nombre de logements et d'habitants potentiellement attendus par le PLU. Un certain nombre d'indicateurs intervient dans la méthode d'estimation.

1) Le desserrement des ménages :

D'après les récentes projections de l'INSEE Auvergne pour le territoire du Grand Clermont, la réduction de la taille des ménages devrait encore être importante dans les années à venir, en raison à la fois de phénomènes sociologiques globaux (mise en couple plus tardive, séparations) et de la pyramide des âges (forte augmentation des personnes âgées et faiblesse de la génération en âge de procréer).

Les réflexions engagées pour le PLU à hauteur de 2030 doivent prendre en considération cette baisse. Au vu des derniers recensements, on peut considérer que cet indicateur va perdre 1 point.

✓ 1.8 pers/ménage en 2009.

☞ Le nombre de personnes par ménage peut être estimé à 1.7 pour 2025.

2) Le taux de rétention :

Aux données brutes des potentialités urbaines, il est nécessaire d'appliquer un coefficient minimum de rétention foncière lié à deux facteurs :

✓ L'évolution du territoire depuis la mise en place du POS.

- ✓ Les propriétaires des terrains ne souhaitent pas nécessairement bâtir ou vendre.
- ✓ L'obligation de réaliser des opérations d'ensemble complexifie la mise en œuvre des projets.
- ✓ La situation du marché foncier.

Cet état de fait donne des indicateurs pour établir une rétention foncière.

Sur la commune d'Egliseneuve d'Entraigues , un taux de rétention de 40% a été retenu.

3) La surface moyenne des parcelles :

La commune d'Egliseneuve d'Entraigues ne s'inscrit ni dans un SCOT, ni dans un PLH (ce dernier est prescrit à l'échelle intercommunale).

La moyenne retenue pour la consommation foncière est de 1000m² par logement individuel.

La situation rurale de la commune, l'enjeu du cadre de vie, sont des éléments pris en compte dans la réflexion pour déterminer une surface moyenne de consommation des logements.

4) Les équipements nécessaires à la desserte des parcelles :

Généralement, on considère la nécessité d'avoir 20% de surfaces supplémentaires pour les besoins en voiries et espaces publics sur les zones libres à construire (AUg).

Surfaces des Potentialités urbaines du PLU	Rétention foncière	Besoins pour les équipements et voiries	Consommation foncière moyenne	Ménages
<ul style="list-style-type: none"> •Ud : 1668 m² •Ug : 42 473 m² •Aug : 21 694 m² 	<ul style="list-style-type: none"> •Estimée à 40%. •Uniquement sur les zones urbaines. •Ud + Ug : 44141 au total •soit 26 484 m² avec la rétention. 	<ul style="list-style-type: none"> •Les surfaces nécessaires à l'équipement des zones d'urbanisation future sont estimées à 20%. •S'applique uniquement sur les zones d'urbanisation future. •AUg et AU : 17 355 m² 	<ul style="list-style-type: none"> •Estimée à 1000m² par logement individuel. •S'applique sur l'ensemble des zones. •Ud + Ug : 26 logements. •AUg et AU : 17 logements. •Les potentialités d'accueil du PLU sont estimées à 43 logements supplémentaires , ce qui apparait conforme aux objectifs du PADD, en nombre de logements. 	<ul style="list-style-type: none"> •La taille des ménages est estimée à 1.7 pour les années 2030. •Ud + Ug : 44 habitants. •Aug et AU : 28 habitants. •Les potentialités d'accueil du PLU sont estimées à 72 habitants supplémentaires , ce qui apparait légèrement inférieur aux objectifs démographiques du PADD. Cependant, le desserrement des ménages est plus fort dans ce secteur.

Compatibilité du PLU avec les objectifs du Plan Local d'Habitat.

La communauté de communes n'a pas établie à ce jour de PLH.

Compatibilité du PLU avec les capacités techniques d'assainissement de la commune.

Compte tenu de l'éparpillement du bâti, seul le bourg d'Egliseneuve est desservi par un assainissement collectif. Le reste du territoire est en assainissement individuel. La commune comptabilise 223 habitations soumises à l'assainissement individuel.

Hormis le Bourg, l'ensemble des groupements humains, éparpillé sur le territoire, a un zonage d'habitat limité (Ah, Nh) où toute nouvelle construction est interdite. La gestion de l'assainissement autonome ne devrait pas être aggravée par le PLU.

Le bourg d'Egliseneuve est desservi par un assainissement collectif, de type unitaire.

Une étude diagnostique des réseaux d'assainissement a été réalisée (agence de l'eau Adour Garonne, Conseil Général, DDAF, AEC). **Les travaux sont prévus pour l'année 2013. Ils concerneront l'assainissement EU-EP du lotissement Elie Cledele, et du Chemin de Ronde.**

Les réseaux sont reliés à 2 stations d'épuration à lits bactériens :

- ✓ La station du bourg a été créée en 2001, d'une capacité de 450 Equivalent Habitants. La station reçoit actuellement les effluents de 299 EH. Le système n'est pas saturé et peut encore accueillir des volumes d'effluents correspondant à 151 EH.
- ✓ La station de la Longeix, mise en service en 1984, d'une capacité de 30 EH. La station traite actuellement les effluents de 13 EH. Elle n'est pas saturée et peut accueillir encore les effluents de 17 EH.

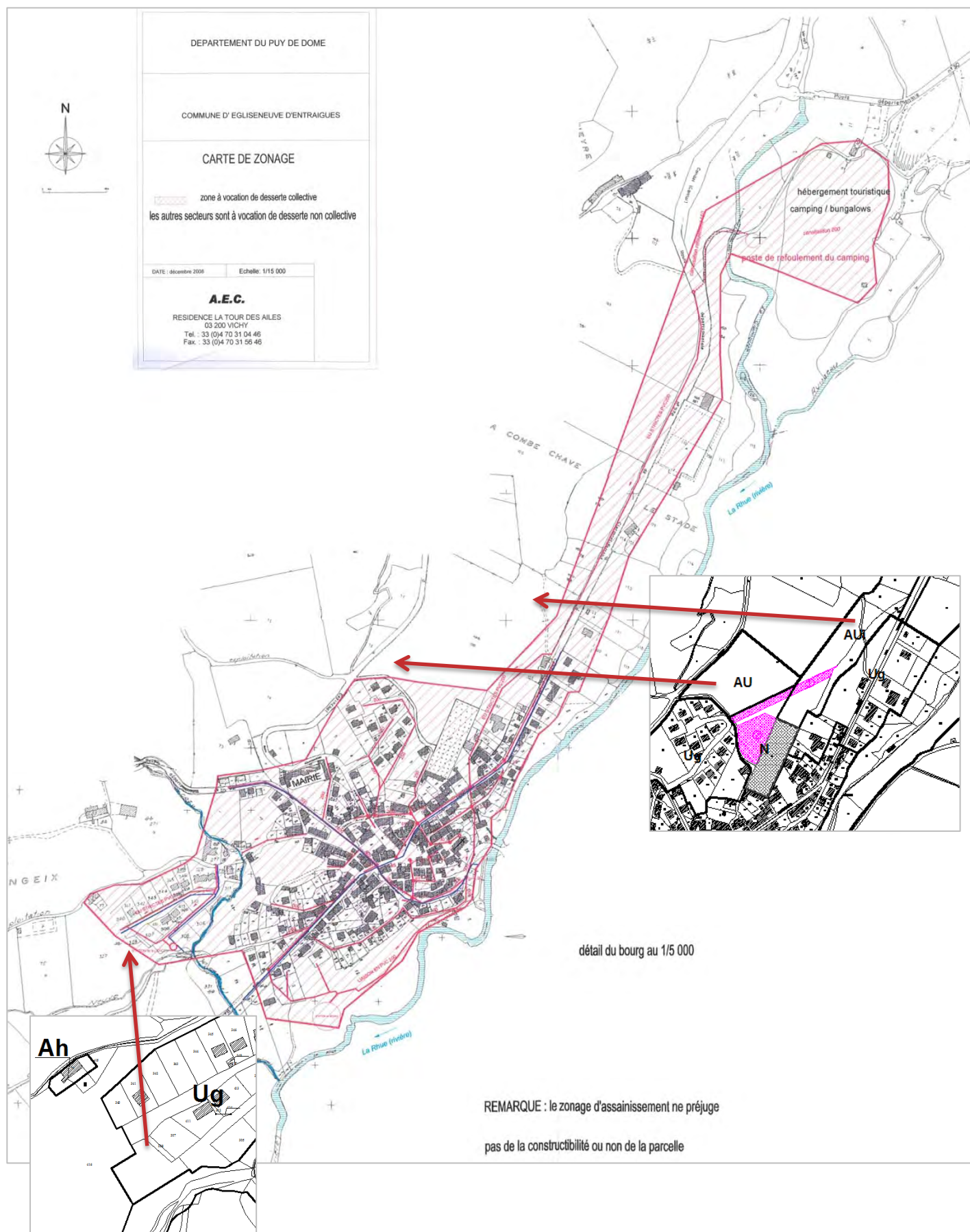
La commune possède un schéma directeur d'assainissement, réalisé par AEC, en 2008.

La desserte collective s'étend uniquement sur le bourg d'Egliseneuve.

Ce document ne nous est parvenu en mars 2013.

Le PLU et le schéma d'assainissement ne sont compatibles qu'en partie :

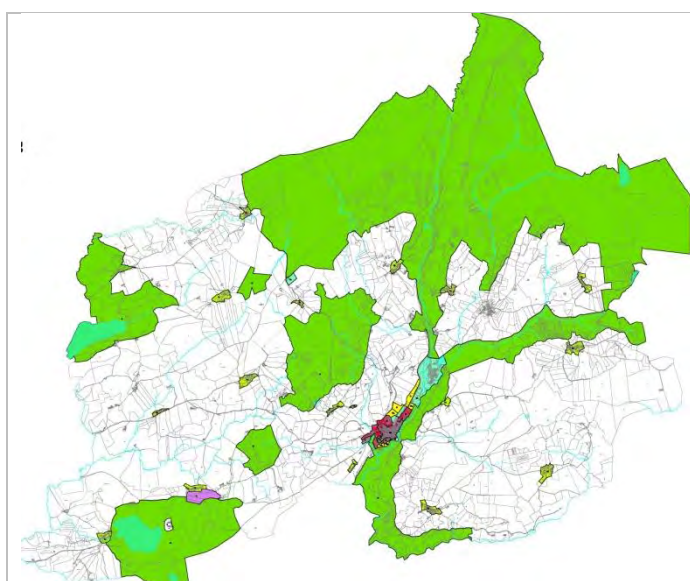
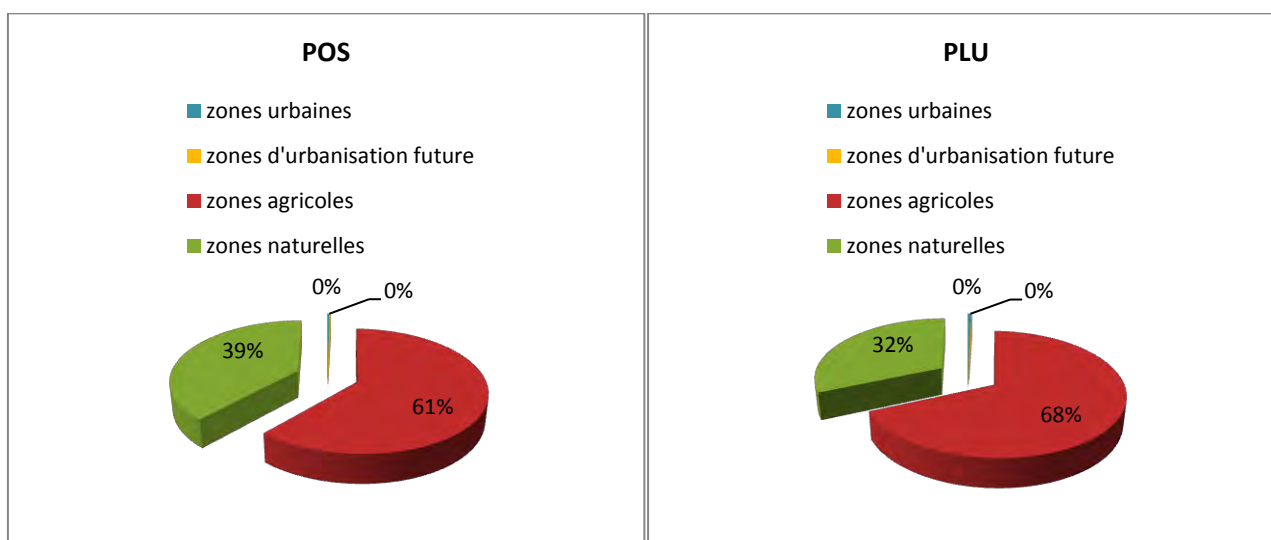
- Les zones U sont dans la zone de desserte collective, à l'exception d'une parcelle Ug en extrême limite de zone.
Celle-ci pourra être à terme, intégrée au schéma directeur d'assainissement, lors d'une modification, et selon les possibilités techniques du terrain. Dans le cas contraire, cette unique parcelle pourra prévoir un assainissement autonome.
- La zone AU au nord du bourg et la zone AUi ne sont pas inscrites dans le schéma d'assainissement. Ce dernier devra à terme être revu pour l'ouverture des zones.



4 - CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES

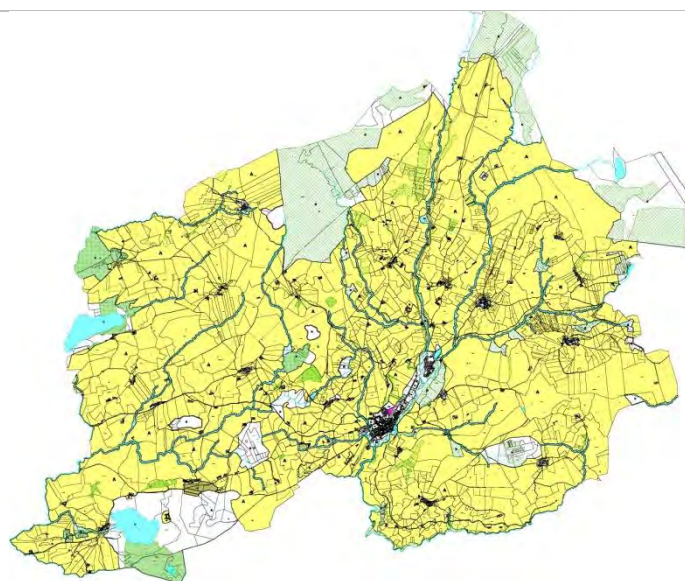
Les modifications majeurs apportées par le PLU se traduisent par une augmentation des zones agricoles. Ceci s'explique notamment par une redéfinition des zonages naturels et à urbaniser.

- Les zones d'urbanisation future du PLU ont été fortement réduites, garantissant ainsi un retour de surfaces supplémentaires en zones agricoles. Une « hiérarchisation » de ces zones a été initiée, dans le sens où l'ouverture de la zone AU est prévue à plus long terme. Il s'agit d'une réserve foncière.
- Les zones naturelles ont été délimitées s'attachant plus à redessiner des corridors écologiques (sur le maillage trame bleue très ramifié), et à préserver plus de zones humides (lesquelles caractérisent le secteur). Des EBC et des éléments protégés au titre de l'article L.123.1.5.7.^e, permettent une protection plus diffuse.



POS

Les zones agricoles sont les zones non colorées, blanches.



PLU

Les zones agricoles sont en jaune.

5 - COMPATIBILITE DU PLU AVEC LA LOI MONTAGNE

La commune d'Egliseneuve d'Entraigues est située en zones de Montagne définies par les articles 3 et 4 de la loi dite " Loi Montagne " et désignées par arrêté interministériel du 6 septembre 1985.

Les objectifs de cette loi visent :

- L'urbanisation se fait en continuité du bourg existant.
- La préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières.
- La protection des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard (gorges, grottes, glaciers, lacs, etc.).
- La maîtrise de l'urbanisation en zone de montagne.
- L'orientation du développement touristique et la maîtrise de l'implantation d'unités touristiques nouvelles (UTN).
- La préservation des rives naturelles des plans d'eau.
- La limitation de la création de nouvelles routes et la délimitation des zones d'implantation des remontées mécaniques.

Le projet de PLU ici développé ne porte pas atteinte aux principes fondamentaux de la Loi Montagne et de l'article L145.3 du code de l'urbanisme :

- Pas de conséquences sur le maintien et le développement des activités agricoles, pastorales et forestières ;
- Pas d'atteintes aux espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel de montagne.

Au contraire, le respect des dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article L145.3 a conduit la municipalité d'Egliseneuve d'Entraigues à protéger dans le cadre de son PLU :

- La zone agricole par un zonage A ;
- La zone naturelle et forestière par un zonage N et la définition de prescriptions strictes.
- Les zones forestières par un classement en Espaces Boisés Classés et par un repérage au titre de l'article L123.1.5 7^{ème} du code de l'urbanisme de certains alignements d'arbres de qualité à préserver ;
- L'architecture vernaculaire de montagne (burons) par une identification au plan de zonage en application de l'article L123.1.5 7^{ème} du code de l'urbanisme. Ces constructions pourront ainsi faire l'objet d'un entretien afin d'éviter qu'elles ne soient abandonnées et tombent en ruine.
- Les secteurs bâtis par une politique de réduction des zones à urbaniser.

SECTION 4 PLU POUR APPROBATION

PLU POUR APPROBATION

Modifications apportées au PLU suite à l'enquête publique et à l'avis des services de l'Etat

Suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 juillet 2013 au 30 août 2013, il s'avère que 2 observations ont été inscrites au registre d'enquête, 4 observations ont été faites à l'oral et 3 correspondances ont été adressées à monsieur le commissaire enquêteur.

La commission communale d'urbanisme a retenu un certain nombre de ces observations, conformément aux vœux du commissaire enquêteur (*voir Tome 5 - Annexes, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur*).

Par ailleurs, des rectifications ont été apportées suite à l'avis des Personnes Publiques Associées. Ces rectifications ne sont pas de nature à modifier l'économie générale du projet. Elles concernent :

- le PADD :

- * un complément d'information en ce qui concerne le réseau d'assainissement du bourg est réalisé. Celui-ci fait l'objet de travaux de mise en séparatif depuis 2 ans (voir courrier de monsieur le maire en Tome 5 - Annexes).
- * en revanche, aucune modification n'est apportée en ce qui concerne l'activité du camping « les Jardins d'Entraigues ». En effet, la carte du PADD fait déjà mention du maintien et du développement des activités touristiques du bourg et du territoire (légende : étoile jaune). De plus, la vocation camping n'existe plus, seule subsiste la fonction d'habitat touristique « en dur ».

- la rectification de données erronées ou non actuelles dans le diagnostic et le rapport de présentation :

- * la rectification d'une erreur concernant l'article L123-3-1 du code de l'urbanisme en ce qui concerne le changement de destination des bâtiments agricoles (tomes 2 et 4).
- * des précisions sont apportées quant à la justification de la zone Ut, dont la vocation camping a disparue. Seule subsiste aujourd'hui la fonction d'habitat touristique « en dur ».
- * le diagnostic est complété en ce qui concerne les risques naturels (risque tempête).
- * vérification est faite que les axes d'écoulement en cas de ruissellement dû à de fortes pluies ne sont pas ouverts à l'urbanisation.
- * une précision est apportée à la justification de la zone AU qui seule, nécessite une modification du PLU pour être ouverte à l'urbanisation (tomes 2 et 4).
- * une précision est apportée quant au choix d'aménagement des zones AUg et AUi. Ces zones seront urbanisées au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes. La zone AUg au Sud sera la première à être urbanisée. L'ouverture à l'urbanisation de la zone AU du Nord est conditionnée à un taux de remplissage de la zone AUg de 75%.
- * une précision est apportée à la justification des zones Nh : Les constructions neuves A USAGE D'HABITATION y sont interdites.
- * un complément d'information est apporté au chapitre concernant l'habitat avec le nombre de constructions neuves depuis les 5 dernières années.
- * le tableau des indicateurs de suivi est complété par « le nombre de permis de construire délivrés annuellement » et « l'évolution de la population ».

* le chapitre traitant de l'assainissement est complété en ce qui concerne le réseau d'assainissement du bourg. Celui-ci fait l'objet de travaux de mise en séparatif depuis 2 ans (voir courrier de monsieur le maire en Tome 5 - Annexes).

- des modifications réglementaires, en particulier :

* le règlement de la zone Ah est mis en cohérence avec le rapport de présentation en ce qui concerne la possibilité donnée de construire 1 à 2 habitations supplémentaires maximum par zone à compter de la date d'approbation du PLU sur certains villages (Espinat, Graffauze, Dressondeix, la Renonfeyre, l'Esclauze, Bogon, Redondel, Falaitouze et Bost de Village).

* conformément à l'article R.123-9 du code de l'urbanisme, le règlement de chaque zone est complété par les articles 15 et 16 relatifs aux performances énergétiques et environnementales, ainsi qu'aux infrastructures et réseaux de communications électroniques.

* la tête de chapitre de la zone Ue est modifiée afin d'être en cohérence avec les articles Ue1 et Ue2. Cette zone Ue concerne la Place du Champ de Foire. Il s'agit essentiellement d'un espace public, traditionnellement réservé aux usages des habitants, et, en l'occurrence, aux activités et festivités. Cette zone englobe un garage communal. Les activités administratives, associatives, sportives, culturelles ou de loisirs y sont autorisées.

* l'article Ut1 est modifié afin de ne tenir compte que des destinations prévues à l'article R.123-9 du code de l'urbanisme.

* la suppression de la référence à l'article L.123-3-1 du code de l'urbanisme pour la zone N car celui-ci ne s'applique qu'aux zones agricoles. L'ensemble des bâtiments qui, en fonction de leur caractère patrimonial (burons), peuvent faire l'objet d'une restauration est donc « pastillé » Nh*.

* toutes références aux affouillements et exhaussements de terrain en zone Uj sont supprimés afin de ne pas entraver la construction de piscines dans les zones où ces dernières sont autorisées.

* article AUg2 : le terme « conformes » est remplacés par « compatibles » conformément à l'article L.123-5 du code de l'urbanisme.

* une précision est apportée à l'article A1 en ce qui concerne l'interdiction des maisons d'habitations « exceptées celles indiquées à l'article 2 ».

* l'ensemble des articles 11 est modifié afin de ne réglementer que l'aspect des constructions. De plus, toutes références interdisant les constructions en rondins de bois est supprimée (articles 1 et 11 de toutes les zones).

* modification de la zone ACr en Nc, zone de carrière.

- des modifications au plan de zonage :

* la modification de l'épaisseur du tracé des différentes zones afin de faciliter la lecture du document.

* un sous-secteur Nh* est défini pour les bâtiments qui, en fonction de leur caractère patrimonial, pourront faire l'objet d'une restauration.

* le périmètre de certains hameaux zonés Ah sur lesquels les nouvelles constructions à usage d'habitation sont interdites, est réduit.

- des modifications au plan des servitudes d'utilité publiques :

- * suppression de la servitude PT3. Le gestionnaire ayant été consulté, n'a fourni aucun élément concernant cette servitude.
- * le plan est complété par les périmètres de protection de captage des eaux potables affectant le territoire de la commune.

- des modifications sur la liste des servitudes :

- * corrections apportées au libellé de la servitude AC1.
- * suppression de la servitude PT3. Le gestionnaire ayant été consulté, n'a fourni aucun élément concernant cette servitude.
- * la liste est complétée par les périmètres de protection de captage des eaux potables affectant le territoire de la commune.

L'ensemble de ces modifications a essentiellement permis l'évolution du règlement et du plan de zonage.

Le tableau des surfaces a donc été modifié en conséquence.

SURFACES du PLU

ZONES URBAINES	Ud	7.66	ZONES AGRICOLES	A	3791.17
	Ug	10.11		Ah	30.63
	Ue	0.76		Total : 3821.80	
	Us	3.28	ZONES NATURELLES	N	1781.32
	Ut	4.07		Nc	09.46
	Uj	0.11		Nh	0.59
		Total 25.99			Total : 1791.37
ZONES D'URBANISATION FUTURE	AUg	0.86	TOTAL SURFACE COMMUNALE		
	AU	1.30			
	AUi	1.68			
		Total : 3.84	5 643.00		

PLU POUR APPROBATION

Modifications apportées au PLU suite aux remarques du Contrôle de Légalité

1/ Concernant le zonage, il n'y a pas de remise en cause sur la constructibilité des zones d'Espinat, Graffauzeix, Bogon, La Renonfeyre, Redondel, l'Esclauze, mais un changement d'appellation. Elles deviennent Ud au lieu de Ah.

Le tableau des surfaces a donc été modifié en conséquence.

SURFACES du PLU

ZONES URBAINES	Ud	19.24	ZONES AGRICOLES	A	3791.17
	Ug	10.11		Ah	19.05
	Ue	0.76		Total : 3810.22	
	Us	3.28	ZONES NATURELLES	N	1781.32
	Ut	4.07		Nc	09.46
	Uj	0.11		Nh	0.59
		Total : 37.57			Total : 1791.37
ZONES D'URBANISATION FUTURE	AUg	0.86	TOTAL SURFACE COMMUNALE		
	AU	1.30			
	AUi	1.68			
		Total : 3.84	5 643.00		

2/ Concernant le règlement, les modifications demandées ont été faites directement dans le règlement pour Approbation.

DEPARTEMENT DU PUY DE DOME

2.3

Commune d'

EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES

SCP DESCOEUR F et C
ARCHITECTURE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRÉSENTATION - TOME 3 : EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

PRESCRIPTION

Délibération du conseil municipal du 28 mars 2009

ARRET DU PROJET

Délibération du conseil municipal du 7 mars 2013

APPROBATION

Délibération du conseil municipal du

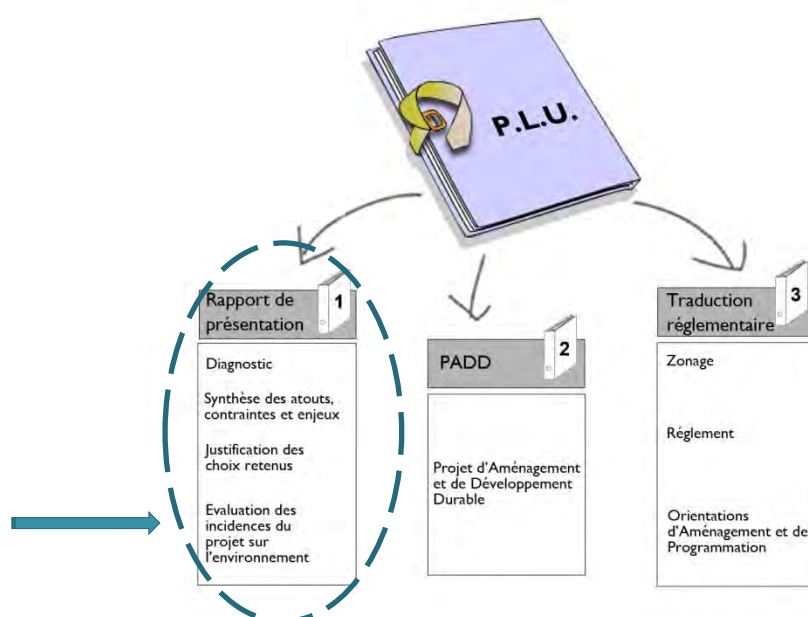
MODIFICATIONS - REVISIONS PARTIELLES MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

Tome 3 - L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET DU PLU

Table des matières

SECTION 1	5
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLU.....	5
1 - INTRODUCTION / RAPPEL DES TEXTES LEGISLATIFS	6
2 - ARTICULATION, COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES DIRECTIVES SUPRA COMMUNALES.....	8
4 - EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	15
ANALYSE TRANSVERSALE DES DOCUMENTS DU PLU.....	15
7 - INDICATEURS DE SUIVI	40
SECTION 2	41
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE PLU ET NATURA 2000	41



SECTION 1

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLU

1 - INTRODUCTION / RAPPEL DES TEXTES LEGISLATIFS

Les plans locaux d'urbanisme (PLU) ont été institués par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000.

Le décret 2005-608 du 27 mai 2005 stipule que certains PLU sont soumis à la procédure d'évaluation environnementale des plans et programmes, codifiée par l'article L. 121-14 du code de l'urbanisme. Il s'agit des PLU

:

1° / s'ils permettent des travaux ou aménagements susceptibles de faire l'objet d'une étude d'incidence Natura 2000

2° / s'ils ne sont pas couverts par un SCOT ayant fait l'objet d'une évaluation et :

- dont la superficie est supérieure à 5 000 hectares et la population supérieure à 10 000 (aucune commune n'est concernée en Auvergne)
- dont la création de zones urbaines ou à urbaniser est supérieure à 200 hectares dans des espaces naturels ou agricoles
- en zone de montagne, s'ils prévoient la création d'une UTN (unité touristique nouvelle) au niveau préfet de Massif
- en zone littorale, s'il y a création de zones U ou AU supérieure à 50 hectares

Qu'est ce qu'une Evaluation Environnementale ?

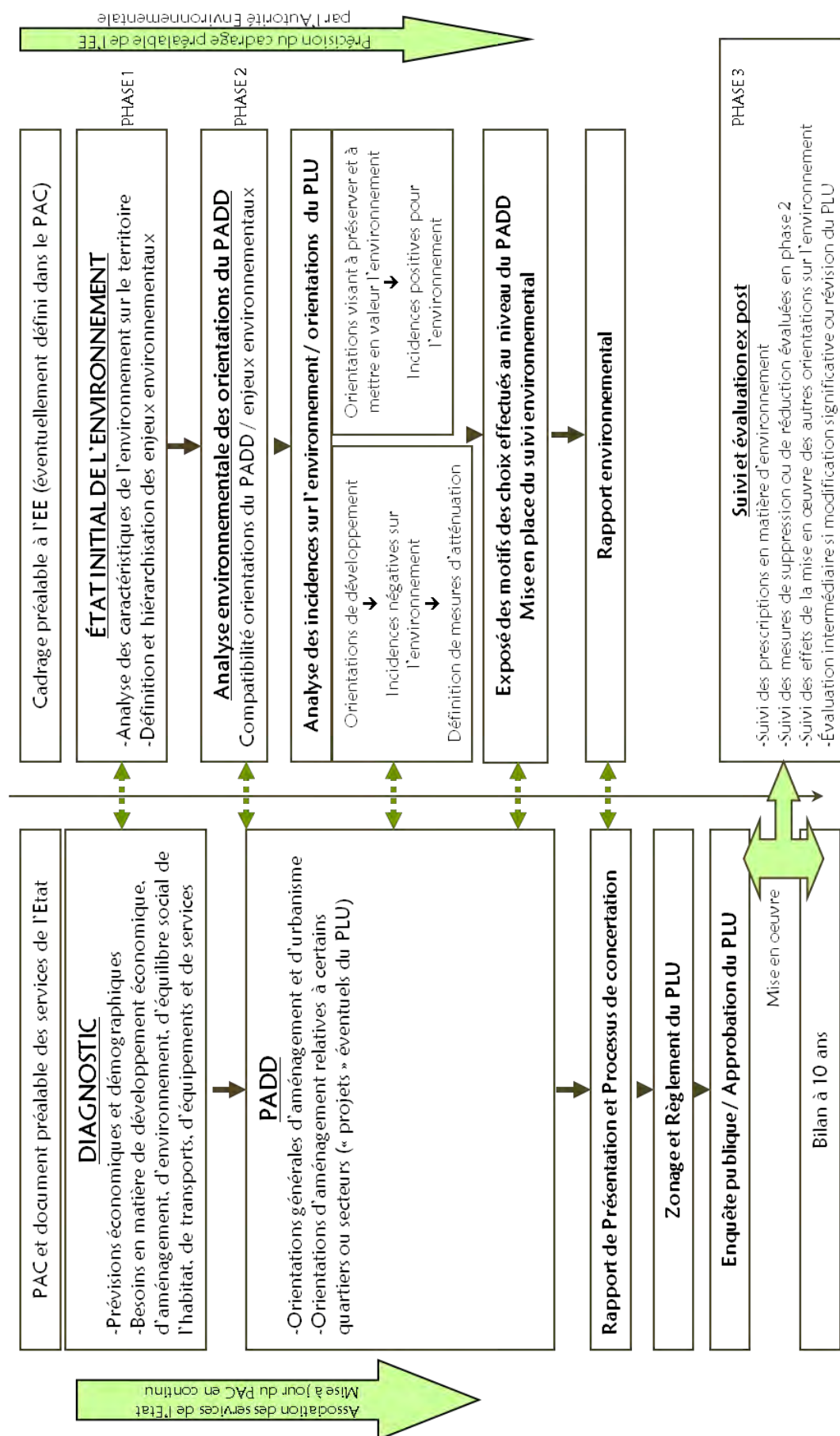
L'Évaluation Environnementale

- ☞ en tant que concept est une démarche d'intégration de l'environnement en rendant compte des effets potentiels ou avérés sur l'environnement de toute initiative
- ☞ en tant que procédure est un cadre particulier pour formaliser l'exigence d'intégration de l'environnement dans la prise de décision.

Les objectifs d'une EE : Prévenir d'éventuels dommages aux milieux naturels remarquables / vérifier que les projets ne portent pas atteinte aux habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire présents dans un site Natura 2000 ou / redéfinir les projets de manière à éviter de telles atteintes.

- ☞ Évaluer les choix du projet par rapport à des objectifs environnementaux considérés comme communs à toute politique
- ☞ contribuer à un meilleur projet pour l'environnement
- ☞ outil d'aide à la décision, éclairer l'autorité publique

⇒ L'évaluation environnementale n'est pas une étape, encore moins une formalité, elle se fait en continu et nourrit la conception même du plan.



2 - ARTICULATION, COMPATIBILITE DU PLU AVEC LES DIRECTIVES SUPRA COMMUNALES

■ Introduction

L'article L123-1 du Code de l'urbanisme précise que le plan local d'urbanisme doit, s'il y a lieu, être compatible avec les dispositions du schéma de cohérence territoriale, du schéma de secteur, du schéma de mise en valeur de la mer et de la charte du parc naturel régional ou du parc national, ainsi que du plan de déplacements urbains et du programme local de l'habitat.

Il doit également être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-1 du code de l'environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux en application de l'article L. 212-3 du même code.

Il ne s'agit pas que le PLU soit totalement conforme avec les autres documents. Il faut toutefois qu'il ne soit pas contraire à leurs orientations et objectifs et qu'il participe à leurs réalisations.

■ Le PLU d'Egliseneuve d'Entraigues doit être compatible avec :

Le schéma régional de gestion sylvicole

Le projet du PLU ne définit pas de mesures particulières vis-à-vis du plan. Cependant, les enjeux définis par la commune dans le PADD et le zonage, concourent à ne pas entraver les objectifs du schéma.

Le SDAGE Adour Garonne

Créé par la loi sur l'eau de 1992, le SDAGE « fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ». Cette gestion s'organise à l'échelle des territoires hydrographiques cohérents que sont les grands bassins hydrographiques.

Le SDAGE définit notamment des règles d'encadrement des SAGE (schémas d'aménagement et de gestion des eaux), dont l'objet est de «fixer des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielles et souterraines et des écosystèmes aquatiques ainsi que de préservation des zones humides» (Article L 212-3 et suivants du Code de l'environnement).

La commune d'Egliseneuve d'Entraigues fait partie du SDAGE Adour Garonne approuvé le 1^{er} décembre 2009.
Le PLU devra prendre en compte les dispositions du SADGE :

Dispositions du SADGE	Traduction dans le PLU
Limiter l'impact des rejets d'eaux pluviales	Un emplacement réservé destiné à recevoir un bassin de rétention en aval de la zone AUg2 au nord du bourg, vise une meilleure gestion des eaux pluviales et de ruissellement.
Préserver les autres cours d'eau à forts enjeux environnementaux	L'ensemble du réseau hydrographique est classé zone naturelle, comprenant ses abords et les zones humides.
Prendre en compte les espèces et leur biotope dans les documents de planification	Les zones naturelles ont pris en compte l'inventaire des zones humides, les zonages d'inventaire et réglementaires.
Renouveler l'approche de la gestion de l'eau dans les documents d'urbanisme	
Respecter les différents espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques	Les zones naturelles ont pris en compte l'inventaire des zones humides, les zonages d'inventaire et réglementaires.
Mieux gérer les eaux de ruissellement	Un emplacement réservé destiné à recevoir un bassin de rétention en aval de la zone AUg2 au nord du bourg, vise une meilleure gestion des eaux pluviales et de ruissellement.
Prendre en compte les couts induits	/
Conditionner le développement de l'urbanisme à la conformité du système d'assainissement.	Les zones urbaines et à urbaniser sont relativement conformes au schéma directeur d'assainissement de la commune. <ul style="list-style-type: none"> - Les zones urbaines et la zone AUg sont desservies par la desserte collective. - Les zones AU et AUi sont hors schéma. Une modification du schéma et du PLU sera nécessaire pour leur ouverture. - Les autres groupements bâtis éparpillés sur le territoire communal sont essentiellement classés en Ah et Nh, zone d'habitat limité où les nouvelles constructions sont interdites.

Le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA)

Les PNR constituent un cadre privilégié des actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine naturel et culturel. La Charte détermine les orientations et les principes fondamentaux, notamment de protection des structures paysagères sur le territoire du Parc. Les PNR situés dans les massifs de montagne constituent des instruments au service de la protection de l'équilibre biologique et de la préservation des sites et des paysages.



Une nouvelle Charte a été réalisée pour 2013-2024.

Concernant la commune d'Egliseneuve d'Entraigues, les orientations de la Charte ont été prises en compte dans le PLU :

Les orientations de la Charte :	Traduction au PLU :
<p>→ conserver leur lisibilité et les mettre en valeur</p> <p>conserver l'ouverture du paysage par le maintien de l'activité agricole et la reconquête des espaces en friche améliorer les points de vue sur et depuis ces éléments maîtriser les extensions d'urbanisation assurer une certaine homogénéité à la périphérie des structures d'accueil touristique faire ressortir les points de basculement des cols dans les aménagements envisagés (rapport p 74 & p 110)</p>	<p>La mise en place de zones naturelles et agricoles et la limitation des groupements urbains, contribuent pour une part, à conserver les paysages ouverts et la lisibilité des rebords de plateau.</p>
<p> maars révéler leur genèse géomorphologique et leur façonnage historique et culturel par une scénographie cohérente des projets avec les spécificités des lieux (rapport p 74 & p 110)</p> <p> bourgs en balcon bourgs en articulation bourgs en piémont conforter leur position géographique et conserver leur silhouette : veiller à la cohérence architecturale et maîtriser l'extension de l'urbanisation (rapport p 110)</p>	<p>Le Maar du Lac Chauvet est protégé par un zonage naturel et des EBC. Sur le bourg, les limites urbaines ont été revues à la baisse. Des zones d'urbanisation future ont été supprimées.</p>
<p>→ les exploiter dans le respect des spécificités et atouts locaux</p> <p> principales carrières en cours d'exploitation en 2010 engager ou conforter les démarches de gestion durable (rapport p 168)</p>	<p>La carrière des Aveix conserve un zonage adapté : sous secteur Acr.</p>

TRAME VERTE & BLEUE

→ la préserver en termes de richesses biologiques et de fonctionnalités

 prairies et pelouses
à plus de 900 m d'alt. prairies à moins de 900 m d'alt. milieux boisés

tout en maintenant leur vocation première, conserver/restaurer leur biodiversité en adaptant les pratiques des activités agricoles et/ou sylvicoles et les aménagements, ainsi qu'en maintenant les continuités écologiques de ces milieux dans les documents d'urbanisme et de planification (rapport p 80, p 109, p 126, p 133 & 158)

 lacs, étangs tourbières

maintenir ou restaurer leur qualité écologique dans le cadre de modes de gestion existants (Natura 2000, convention, etc.), adapter les pratiques agricoles et forestières pour préserver leurs bassins versants et freiner leur eutrophisation, développer, sur les sites les plus fréquentés les actions de restauration / d'entretien / de surveillance / de maîtrise de la fréquentation, lutter contre les atteintes aux zones humides (rapport p 80, p 81, p 87, p 109, p 126 & p 158)

 lacs d'intérêt patrimonial remarquable

mettre en place des plans de gestion, notamment dans le cadre d'outils de gestion territoriale de l'eau à l'échelle de leur bassin d'alimentation, pour protéger ou restaurer leur qualité patrimoniale et pérenniser, dans ces conditions, les activités récréatives existantes (rapport p 80, p 81, p 109, p 126, p 133 & 158)

 ensemble du réseau hydrographique


assurer / restaurer leur continuité et qualités écologiques, notamment adapter les aménagements routiers au niveau des ouvrages de franchissement des cours d'eau (rapport p 80, p 109 & 158)
assurer une solidarité amont-aval pour la qualité et la disponibilité de la ressource, et veiller à un partage équilibré entre les différents usages, en cohérence avec les SAGE (rapport p 87)

 cours d'eau à forte valeur patrimoniale

encourager l'effacement des seuils ou équiper les ouvrages de systèmes de franchissement fonctionnels,
subordonner l'installation de nouveaux équipements hydroélectriques à la nécessité de ne pas mettre pas en péril la trame bleue, ni l'atteinte du bon état ou du très bon état écologique des cours d'eau à forte valeur patrimoniale (rapport p 80, p 87 & 109)

RESERVOIRS DE BIODIVERSITE

→ les conserver dans le cadre d'une gestion adaptée

 réservoirs de biodiversité

les préserver au sein des documents d'urbanisme par un zonage et un règlement garantissant leur richesse et leur fonctionnalité et dans le cadre des aménagements (rapport p 87, p 109 & 113)

 Réserve Naturelle Nationale  sites Natura 2000 Espace Naturel Sensible, convention de gestion...

mobiliser l'ensemble des acteurs concernés pour envisager leur protection et leur gestion par des mesures réglementaires, foncières ou contractuelles adaptées (rapport p 81)

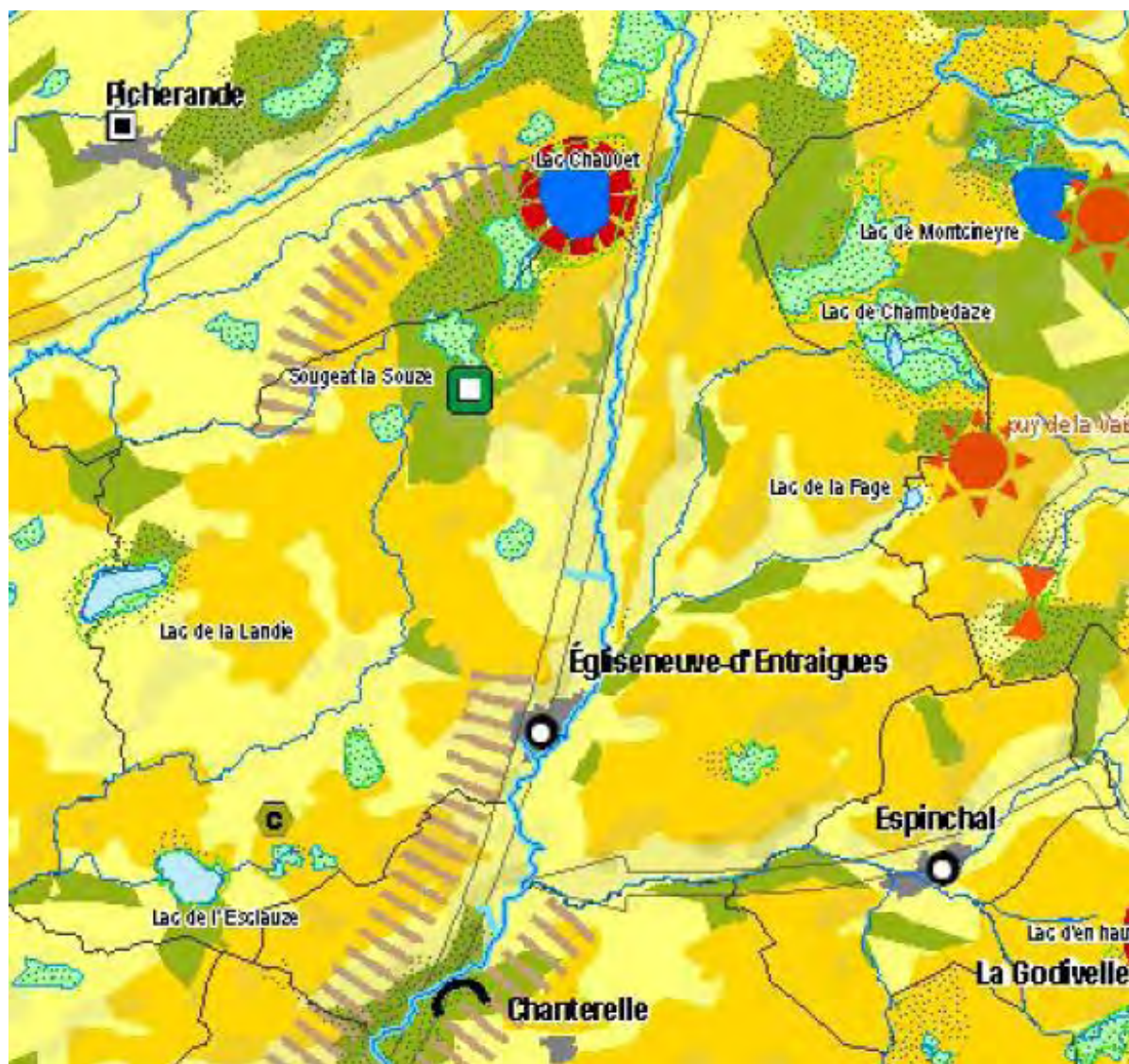
 sites prioritaires

assurer, poursuivre ou renforcer leur gestion et mettre en réseau les gestionnaires pour optimiser leurs savoir-faire et développer des références pour la gestion écologique d'autres milieux naturels (rapport p 81)

L'ensemble de ces points sont traduits au PLU :

- des zonages agricoles, très larges, préservent les terres agricoles (prairies et pelouses) ;
- les massifs boisés majeurs sont protégés par des EBC. Les EBC du POS ont été conservés dans leur intégralité au PLU ;
- l'ensemble du réseau hydrographique est préservé en zone naturelle. Une marge de recul minimum de part et d'autre des berges des cours d'eau, a été appliquée. De plus, le plus souvent possible, les limites des trames bleues se sont appuyées sur les zonages naturels identifiant des lacs, étangs et tourbières, et, sur le pré inventaire des zones humides réalisé par Epidor pour le Sage.

Le PLU a de plus, identifier de nombreux éléments naturels (haies, alignements d'arbres), à préserver, en application de l'article L.123.5.7^e du code de l'urbanisme.



Extrait du Plan de la Charte 2013-2024 - Zoom sur la commune d'Egliseneuve d'Entraigues.

Le Plan Régional de la Qualité de l'Air

Le projet du PLU ne définit pas de mesures particulières vis-à-vis du plan, et ce, notamment par impossibilité de traduction réglementaire. Cependant, les enjeux définis par la commune dans le PADD et le zonage, concourent à tendre vers la conformité du PLU et du PRQA.

Le Plan Régional Energie Climat

Le projet du PLU ne définit pas de mesures particulières vis-à-vis du plan, et ce, notamment par impossibilité de traduction réglementaire. Cependant, le diagnostic, le PADD et le Règlement, favorisent la promotion des énergies renouvelables.

Le Plan départemental des déchets ménagers et assimilés - PDEDMA du Puy-de-Dôme

Le PDEDMA est actuellement en cours de révision, engagée par le Conseil général du Puy-de-Dôme en septembre 2008.

Parmi les quatre grands principes qui sous-tendent son élaboration, deux constituent des enjeux qui peuvent être territorialisés mais qui n'entre pas dans le cadre des dispositions du PLU :

- le principe de responsabilité et de solidarité des territoires

La commune adhère au Syndicat du Bois de l'Aumône, chargé de la collecte et du traitement des ordures ménagères doivent relayer les actions du Conseil général du Puy de Dôme. Ce dernier veillera à responsabiliser les Puydômois sur le traitement des déchets au sein du périmètre du plan.

La déchèterie la plus proche se situe à Veyre-Monton, route nationale D978.

On peut noter une augmentation du nombre des bacs, mais également une baisse de la collecte de déchets ménagers liée en partie à l'augmentation de la collecte sélective.

Il s'agit d'un principe important, qui se traduit aussi par une responsabilité collective et individuelle à mettre en œuvre les actions nécessaires, lorsqu'elles auront été définies.

- le principe de prévention

Le déchet le plus facile à traiter est d'abord celui qui n'est pas produit, puis celui qui est recyclé. Il conviendra donc d'aller le plus loin possible dans les actions de prévention de la production des déchets (www.moinsdedechets.com) et dans toutes les actions liées à la collecte sélective, au tri et au recyclage, avant de dimensionner les installations de traitement nécessaires pour le périmètre du plan.

Le projet du PLU ne définit pas de mesures particulières vis-à-vis du plan, et ce, notamment par impossibilité de traduction réglementaire. L'accueil de nouvelles populations va générer inévitablement une augmentation de la production de déchets.

Les ZNIEFF

Les ZNIEFF consistent en un inventaire scientifique national. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national, et non pas une mesure de protection juridique. Cet inventaire différencie deux types de zone :

- ✓ Les ZNIEFF de type 1 sont des sites, de superficie en général limitée, identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.
- ✓ Les ZNIEFF de type 2, concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

A noter : Compte tenu de leur origine, les ZNIEFF n'ont pas de valeur juridique ou normative directe : elles constituent en effet un outil scientifique de connaissance de la valeur écologique des milieux naturels. Pour autant, la protection des milieux naturels demeure un objectif central du droit de l'urbanisme, rappelé notamment au travers des articles L110 et L121-1 du Code de l'Urbanisme. Par cet intermédiaire, si les ZNIEFF ne constituent pas une règle impérative, leur non prise en compte dans les projets d'aménagement a été fréquemment sanctionnée par la jurisprudence administrative. Des documents d'urbanisme (CARTE COMMUNALE/PLU et SCOT) ont ainsi déjà été annulés pour erreur manifeste d'appréciation en autorisant dans des ZNIEFF des lotissements, des projets routiers, des carrières, des programmes de logements ...Les mesures de préservation pouvant aller jusqu'à l'annulation d'une simple autorisation de défrichement. De plus, il faut souligner que, de façon plus générale, le Code de l'Environnement interdit, dans son article L415-3, de porter atteinte à la conservation d'espèces sauvages ainsi qu'à leur milieu de vie...or, les espèces et milieux rares ou protégés sont fréquemment compris dans les périmètres des ZNIEFF. En conséquent, si une ZNIEFF n'interdit pas de fait les aménagements...elle ne permet pas non plus tout type d'aménagement ou de constructions.

Le PLU a pris en compte les ZNIEFF présentes sur la commune, les incluant autant que possible dans des zones naturelles.

Le site Natura 2000

Les sites Natura 2000 sont issus d'une directive européenne et consiste en un zonage de protection accompagné d'un règlement de gestion. Cette directive (n°92/43 du 21 mai 1992) concerne :

- Les habitats naturels d'intérêt communautaire,
- Les habitats abritant des espèces d'intérêt communautaire,
- Les éléments de paysage qui, de par leur structure linéaire et continue ou leur rôle de relais, sont essentiels à la migration, à la distribution géographique et à l'échange génétique d'espèces sauvages.

Le PLU a pris en compte les sites Natura 2000 en les protégeant en zone N.

Voir plus loin, Evaluation Environnementale PLU - Natura 2000.

Le plan national santé environnement 2 (PNSE 2) 2009-2013

Au cœur des engagements du Grenelle de l'environnement, préoccupation majeure de santé publique, la thématique santé environnement regroupe les aspects de la santé humaine qui sont influencés par l'environnement, et notamment par les pollutions environnementales.

Elaboré en collaboration avec l'ensemble de ces parties prenantes, ce deuxième plan national santé environnement (PNSE) décline les engagements du Grenelle de l'environnement, en matière de santé environnement. Il a pour ambition de donner une vue globale des principaux enjeux et de caractériser et de hiérarchiser les actions à mener pour la période 2009-2013, sur la base d'un constat commun. Il définit un ensemble d'actions communes et concertées, tant au niveau national que local.

Le PNSE comporte quarante-cinq actions, dont douze ont été identifiées comme prioritaires.

L'ensemble vise à répondre à 3 objectifs majeurs :

- ✓ garantir un air et une eau de bonne qualité,
- ✓ prévenir les pathologies d'origine environnementale et notamment les cancers,
- ✓ mieux informer le public et protéger les populations sensibles (enfants et femmes enceintes).

Dans la continuité du PNSE 2, chaque région a élaboré un **Plan régional santé environnement** qui décline les grandes actions du plan en fonction de ses particularités régionales. Ces 24 PRSE ont permis une forte implication des services déconcentrés de l'Etat sur cette thématique et leur ont permis de mieux fédérer leurs actions.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans.

4 - EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

ANALYSE TRANSVERSALE DES DOCUMENTS DU PLU

Ce chapitre synthétise l'élaboration du PLU et la cohérence des documents le composant entre eux. Il s'agit de savoir si les enjeux et orientations esquissés au Rapport de Présentation (Diagnostic et Etat Initial de l'Environnement) se traduisent dans le PADD et le zonage. Ce chapitre met en évidence également les points sur lesquels le PLU a émis des enjeux et orientations, mais n'a qu'une faible marge d'action (notamment en terme de règlement).

L'Evaluation Environnementale ne se substitue pas au Diagnostic et à l'état initial de l'environnement développé dans le Diagnostic. Elle est complémentaire.

L'élaboration des orientations générales qui constituent le Projet d'Aménagement et de Développement Durable découle :

- des enjeux et besoins identifiés au cours du diagnostic de territoire
- de la mise en œuvre des grands principes généraux applicables en matière d'aménagement et d'urbanisme;
- du respect des objectifs du développement durable et de protection de l'environnement en général.

Les orientations générales du PADD regroupées dans un document support ont fait l'objet d'un débat au conseil municipal.

Note sur la Compatibilité avec le cadre référence du Ministère :

Cette partie permet de vérifier la compatibilité des orientations du PADD avec les objectifs environnementaux issus des politiques internationales, nationales et locales, en d'autres termes avec les objectifs du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement et des enjeux environnementaux locaux.

Le cadre de référence du Ministère
1) Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère Pour limiter l'élévation de la température mondiale, la France s'est fixé comme objectif de diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. <i>→ Maîtrise de la demande d'énergie et recours aux énergies renouvelables devront orienter les choix de développement territorial.</i>
2) Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources Les biens et services apportés par la biodiversité sont innombrables et pour la plupart irremplaçables. Il est urgent, si l'on souhaite léguer aux générations futures une planète vivable, de : <i>→ Préserver au maximum la diversité biologique</i> <i>→ Mettre en œuvre une gestion raisonnée des milieux et des ressources naturelles.</i> Ceci demande des modifications de comportements, ainsi que des choix économiques et politiques forts.
3) Épanouissement de tous les êtres humains par l'accès à une bonne qualité de vie Permettre à tous l'épanouissement par l'accès aux biens et services essentiels, sans hypothéquer les possibilités d'épanouissement des générations futures ni de ceux et celles qui vivent ailleurs sur la planète, est gage d'un développement harmonieux des territoires.
4) Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations Priorité nationale sans cesse réaffirmée, la cohésion sociale suppose de recréer ou de renforcer le lien entre êtres humains, entre sociétés et entre territoires, et de s'assurer d'un juste partage des richesses.
5) Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables Une consommation et une production plus responsables, se doivent d'être à la fois moins polluantes, plus économes en terme

de ressources et de milieux naturels, et de limiter au maximum les risques pour l'environnement et les conditions de la vie sur terre. Les objectifs du progrès social et de l'épanouissement de chacun doivent orienter les choix économiques et l'innovation.

Note sur les Mesures correctrices hors PLU :

Ces mesures correctrices constituent un certain nombre d'actions concrètes qui peuvent être signalées à titre d'information et de sensibilisation. Elles ne concernent pas le PLU, mais contribuent à maintenir et améliorer un équilibre environnemental adéquat. Elles peuvent être mises en œuvre par l'ensemble des acteurs concernés (collectivités, associations, organismes divers (publics, privés) ...).

L'ENVIRONNEMENT LIE À LA PLANETE

LE CLIMAT
Les déplacements

Ce qui dit le Rapport de Présentation	<p>La commune n'est pas traversée par des infrastructures à fort trafic. Plusieurs routes départementales convergent au niveau du bourg d'Egliseneuve et mènent aux bourgs des communes voisines. La topographie du territoire et l'occupation des sols génèrent une absence de communication entre les routes départementales. Depuis ces RD, des voies secondaires distribuent les différents hameaux de la commune. Ces voies s'assimilent à des impasses, dans le sens où elles débouchent majoritairement sur des chemins d'exploitation.</p> <p>La problématique majeure porte sur l'absence de liaisons entre les différentes voies de communication.</p> <p>Les vastes espaces pastoraux de la commune sont propices à la randonnée. De nombreux chemins de petite et grande randonnée maillent le territoire et permettent sa découverte.</p> <p>La voiture constitue le moyen principal de déplacement.</p> <p>75% des actifs résidents travaillent sur la commune.</p> <p>25% des actifs résidents travaillent en dehors de la commune.</p>
---------------------------------------	--

ENJEUX	<p>Réduire les déplacements et les effets de gaz à effet de serre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conserver et mettre en valeur les cônes de vues sur le territoire communal et les grands ensembles environnants (Sancy, Cézallier), notamment en préservant les paysages et l'activité agricole. • Conforter les modes doux, en maintenant et valorisant les cheminements existants (PR, GR). • Perspectives : pour les actifs travaillant à l'extérieur de la commune, un lieu de rencontre pour le covoiturage pourrait être mis en place. Le PLU pourrait consacrer à cet effet un emplacement réservé.
--------	---

Traduction au PADD	Compatibilité avec le cadre référence du Ministère
<p>Axe 2 - Renverser les dernières tendances de baisse démographique et conforter les populations en place.</p> <p>→ Favoriser une nouvelle mobilité laissant plus de place aux modes doux, non polluants</p> <p>Conforter et mettre en valeur les modes de déplacements doux, avec la réalisation de nouveaux cheminements piétons pour améliorer les liaisons inter quartiers, l'accessibilité du centre bourg et l'accès aux différents équipements.</p> <p>Des Emplacements réservés pourront être nécessaires.</p>	<p>1) Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère</p> <p>3) Épanouissement de tous les êtres humains par l'accès à une bonne qualité de vie</p>

Traduction au PLU / Marge d'action du PLU	Modérée. Le PLU ne met pas en place de stratégie particulière. 1 Emplacement Réservé est réservé pour la création d'une voie de desserte entre les zones AU, AU _i , et le cimetière.
--	---

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE IMPACTS éventuels	MESURES compensatoires du PLU correctrices hors PLU
La poursuite du développement urbain et donc l'accueil de nouveaux ménages sont susceptibles d'augmenter les flux de véhicules sur le territoire communal (augmentation du nombre de déplacements proportionnelle au volume d'habitants accueillis).	<p>-1-</p> <p>Le PLU ne définit pas de mesures spécifiques en matière de réduction de déplacements. Cependant, plusieurs mesures définies dans le PLU tendent à vouloir limiter ou organiser les déplacements.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une maîtrise des extensions urbaines. Le PLU s'est attaché à limiter les zonages urbains à l'existant, à quelques exceptions près faites à la marge. • Des Orientations d'Aménagement et de Programmation ont été réalisées sur les zones d'urbanisation future. Ces OAP traitent de différentes problématiques liées à l'ouverture d'un nouveau quartier et préconisent des principes d'aménagement durable. Concernant les déplacements et l'accessibilité généralisée, les OAP ont pour objectif d'assurer un lien et une perméabilité des déplacements en modes doux en direction des cœurs de bourgs et des équipements publics de proximité. L'urbanisation devra ainsi être l'occasion de poursuivre le maillage piéton avec le bourg. • L'article 12 concernant le stationnement dans chacun des règlements de zones. <i>Exemples : ARTICLE Ug12 - STATIONNEMENT - Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations nouvelles doit être assuré en dehors des voies publiques. Il est exigé:</i> -Pour les constructions à usage d'habitation: 2 places de stationnement par logement. -Pour les autres constructions, notamment celles à usage de bureaux, commerces et activités : 1 place pour 50m² de surface de plancher. <p>-2-</p>

L'ENVIRONNEMENT LIE À LA PLANETE

LE CLIMAT
Les énergies

Ce qui dit le Rapport de Présentation	<p>La consommation d'énergie continue à augmenter dans le secteur du bâtiment</p> <p>Le parc immobilier d'Egliseneuve d'Entraigues est aujourd'hui vieillissant et est loin de répondre aux objectifs fixés par le projet de loi Grenelle 1.</p> <p>Une très forte dépendance énergétique de la communauté de communes de l'ordre de 93%.</p>
---------------------------------------	---

<p>ENJEUX</p> <p>↳</p> <p>ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU</p>	<p>La mise en place d'énergies renouvelables.</p>
--	---

Traduction au PADD	Compatibilité avec le cadre référence du Ministère
<p>Axe 2-Renverser les dernières tendances de baisse démographique et conforter les populations en place.</p> <p>➔ Affirmer la volonté de la commune en matière de développement durable.</p> <ul style="list-style-type: none"> Faciliter la réduction des consommations énergétiques liées à l'habitat en affichant une politique d'incitation concernant les « filières propres » (matériaux isolants, bio climatisation, ...) pour les constructions neuves. Dans le projet de PLU, il serait souhaitable que les constructions fassent appel à des techniques d'isolation performantes. Tous matériaux ou techniques innovantes découlant de la mise en œuvre d'une démarche relevant de la haute qualité environnementale ou de l'utilisation d'énergies renouvelables seront autorisés. La commune ne souhaite pas interdire les éoliennes individuelles, en dehors du bourg. Dans ce contexte d'économie des consommations et émissions des gaz à effet de serre, réemployer les savoirs faire traditionnels dans la construction notamment pour s'accommoder des contraintes climatiques et techniques Rechercher de nouvelles formes d'habitat. 	<p>1) Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère</p> <p>3) Épanouissement de tous les êtres humains par l'accès à une bonne qualité de vie</p> <p>5) Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</p>

Traduction au PLU / Marge d'action du PLU	<p>Le PLU ne peut juridiquement imposer la mise en œuvre des énergies renouvelables. Cependant, il peut les promouvoir.</p> <p>Ainsi, une des volontés de la commune est de promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables.</p> <p>Le PLU ne définit pas de mesures spécifiques en matière d'énergies. Cependant, plusieurs mesures définies dans le PLU tendent à vouloir favoriser les énergies renouvelables.</p>
---	---

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE IMPACTS éventuels	MESURES compensatoires du PLU - 1 - correctrices hors PLU - 2 -
<p>La principale incidence du projet de PLU, plus précisément de l'urbanisation, est la contribution au réchauffement climatique au travers des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) par des activités industrielles (augmentation des zones destinées à accueillir des entreprises), par le trafic automobile, ainsi que l'augmentation de la consommation d'énergie (foyers, entreprises).</p> <p>Le PLU ne développe pas une stratégie particulière concernant la problématique des énergies, outre la promotion des énergies renouvelables et autre bio matériaux dans les règlements, et la préconisation de mettre en place des programmes énergétiques dans les OAP des zones AUg. Cependant, le projet du PLU n'apparaît pas incompatible avec les grandes directives (Grenelles, Développement Durable, ...).</p>	<p>-1-</p> <ul style="list-style-type: none"> En application du Plan Climat 2005-2012, le PLU dans son règlement, incite à la mise en place d'énergies renouvelables. <u>Une maîtrise des extensions urbaines en continuité de l'existant.</u> L'impact sur la gestion énergétique a été pris en compte dans <u>le règlement, qui autorise l'utilisation des énergies renouvelables</u> (voir Règlement du PLU). « Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïque, réserve d'eau, géothermie) sont autorisés. ». Cette autorisation se retrouve à l'article 11 (1-règles générales) des zones Ug, Ah, A. <p>-2-</p> <p>Promouvoir les énergies renouvelables, la construction BBC (bâtiment à basse consommation).</p> <p>Rappelons que la Réglementation Thermique 2012, à l'instar des normes précédentes RT2005 et RT2000, vise à mettre en application le protocole de Kyoto. Le but étant de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Cette réglementation thermique a pour objectif de limiter la consommation d'énergie et s'applique aux constructions neuves, destinées à l'habitation ou au secteur tertiaire (bureaux, locaux administratifs, enseignement, etc.). Sa mise en application sera effective au 1er novembre 2011 pour les constructions tertiaires et les logements en zone ANRU*, au 1er janvier 2013 pour tous les bâtiments résidentiels.</p> <p><i>-Les bâtiments neufs devront présenter en moyenne, une consommation maximale d'énergie primaire** de 50 kWh/m²/an, ce qui correspond à un très bon rendement.</i></p> <p><i>-Toutefois, les logements collectifs pourront temporairement dépasser ce seuil de 15% (soit 57,5kWh/m²/an) jusqu'au 1er janvier 2015.</i></p> <p><i>-La RT2012 se traduit également par une exigence d'efficacité énergétique minimale du bâti, autrement dit un besoin bioclimatique maximal limitant les besoins énergétique en chauffage, refroidissement et éclairage artificiel du bâtiment. La construction devra donc profiter pleinement des conditions naturelles pour économiser de l'énergie sur ces trois postes : une bonne isolation générale, des baies vitrées orientées au sud et le triple vitrage lui apporteront un chauffage passif en hiver ; des avant-toits sur la façade Sud</i></p>

	<p><i>protégerons ces mêmes baies vitrées du soleil estival ; des puits de lumières judicieusement disposés limiterons la consommation liée à l'éclairage artificiel.</i></p> <p><i>-Enfin, la température intérieure du bâtiment ne devra pas dépasser la température intérieure de référence (une exigence dite de «confort d'été» sera mise en place).</i></p> <p><i>-Il y aura obligation de contrôler et de traiter les ponts thermiques (déperdition de chaleur) et la perméabilité à l'air des logements. De plus, la mesure de la consommation estimative de chaque logement sera requise. Enfin, concernant les maisons individuelles, le recours à une énergie renouvelable sera obligatoire pour la production d'eau chaude sanitaire.</i></p>
--	---

L' ENVIRONNEMENT LIE À LA PLANETE

LA BIODIVERSITE
Les espaces
naturels, les zones
humides, les
corridors



Ce qui dit le Rapport de Présentation	<p>Située à l'interaction de plusieurs ensembles naturels, la commune d'Egliseneuve d'Entraigues compte de nombreux zonages naturels, d'inventaire et réglementaire, lesquels se superposent. La commune est à l'intersection de 2 grands ensembles naturels, désignés ZNIEFF de type 2 : le Cézallier et l'Artense. Au sein de ces ensembles, 12 ZNIEFF de type 1 ont été identifiées. Les sites Natura 2000 et les APB se partagent entre le Cézallier et l'Artense.</p> <p>L'Artense concentre avec le Cézallier regroupe les plus beaux complexes de lacs et tourbières d'Auvergne dans un espace très ouvert. On recense de nombreuses espèces protégées nationalement et régionalement : prairies semi naturelles humides ; prairies mésophiles améliorées ; marais ; tourbières ; eaux douces stagnantes ; eaux douces courantes.</p> <p>La zone est forestière ou agricole et se caractérise par un complexe de dépressions sur socle granitique accueillant des lacs naturels et de tourbières en bon état de conservation.</p>
---------------------------------------	--

ENJEUX ↳ ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU	<p>Préserver les espaces naturels et la biodiversité.</p> <p>Maintenir la vocation agricole pastorale est l'objectif majeur. Les zones humides et tourbières sont les habitats naturels les plus fragiles sur le territoire d'Egliseneuve. Nombre d'entre elles sont protégées par des zonages naturels (ZNIEFF, Natura 2000, Arrêté de Protection de Biotope), mais beaucoup d'autres (plus petites) ne le sont pas. Autant dire que « l'ensemble de la commune est zone humide ». Elles n'apparaissent pas menacées, du fait d'une vocation pastorale forte et dynamique, et, d'une absence de menaces (pression urbaine, projet de drainage, d'extraction de tourbe, enrésinement, ...).</p>
---	---

Traduction au PADD	Compatibilité avec le cadre référence du Ministère
<p>Axe 1-Protéger, mettre en valeur les ressources naturelles (l'eau, les paysages, les espaces naturels, les milieux fragiles), Conforter, pérenniser les corridors éco biologiques,</p> <p>Maintenir la vocation agricole.</p> <p>→ Protéger les trames bleues.</p> <p>→ Protéger les trames vertes.</p> <p>→ Protéger les secteurs naturels identifiés ZNIEFF, Natura 2000, ZPS ...</p> <p>→ Maintenir la vocation agricole pastorale est un objectif majeur</p>	<p>2) Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources</p> <p>5) Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</p>

Traduction au PLU / Marge d'action du PLU	<p>Forte.</p> <ul style="list-style-type: none"> Des zones naturelles N, sur l'ensemble du réseau hydrographique, sur les zones humides majeures, et leurs abords. <p>Dans le cadre du SAGE Allier Aval, un pré inventaire des zones humides a été réalisé. Les zonages naturels mis en place par le PLU sont conformes au SAGE.</p> <ul style="list-style-type: none"> Des zones agricoles A, sur une grande majorité du territoire. Compte tenu que l'ensemble de la commune est humide et que ses caractéristiques naturelles sont intimement liées à une vocation pastorale forte et dynamique, les zones A devraient participer à maintenir, entretenir cet équilibre. Des Espaces Boisés Classés. Des éléments naturels préservés en application de l'Article L.123.5.7^e du code de l'urbanisme. <p><u>Le PLU par ses mesures réglementaires y compris graphiques ne remet pas en question la préservation des habitats et des espèces protégés.</u> La notion de protection des milieux naturels est un des axes forts du PLU, signalé à toutes les étapes du PLU : diagnostic, PADD (une des bases du PADD) et zonage. La partie de l'état initial de l'environnement permet l'identification des milieux concernés, leur localisation et leur intérêt faunistique et floristique. Le PADD souligne l'intérêt que porte la municipalité à la préservation des espaces naturels et à la biodiversité. <u>Le projet du PLU ne porte pas directement atteinte aux espaces naturels (ZNIEFF, Natura 2000, zones humides, ...) en ce qu'il n'urbanise pas ces secteurs sensibles. Les sites Natura 2000 sont classés en zone naturelle N. Les zonages agricoles et notamment ceux non constructibles, permettent de préserver des espaces favorables à la biodiversité.</u></p>
--	---

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE IMPACTS éventuels	MESURES compensatoires du PLU - 1 - correctrices hors PLU - 2 -
<p>Le développement des activités humaines (habitat, économie...) génère un impact direct sur les espaces naturels et la biodiversité.</p> <p>Les choix du PLU qui vont générer des impacts peuvent se résumer à la création de zones d'urbanisation future AUg et AUi. Ces réserves foncières à court ou long terme, vont se traduire par la perte d'espaces agricoles ou naturels.</p> <p>Les autres menaces se concentrent ainsi, essentiellement, sur des changements d'orientations agricoles, pouvant entraîner à terme une fermeture des milieux et être ainsi</p>	<p>-1-</p> <p>En « contrepartie », le PLU a cherché à limiter les zones urbaines et à urbaniser.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les zones U sont limitées à l'existant, le plus souvent possible. Le PLU conserve 2 zones d'urbanisation à vocation d'habitat sur les 4 inscrites au POS. Le PLU crée une zone AUi à vocation d'activités, mais cette zone s'inscrit dans l'enveloppe urbaine du bourg d'Egliseneuve. L'ensemble des zones NCa du POS, qui étaient constructibles, ont été transformées en Ah ou Nh, zones d'habitat limité où les nouvelles constructions sont interdites. <p>-2-</p>

préjudiciable à la faune.

Il est nécessaire de noter toutefois que le développement urbain projeté par le PLU n'entame pas du tout les secteurs de Natura 2000.



- En l'absence de PLU, la préservation des espèces et habitats remarquables est garantie selon les modalités propres aux protections appliquées aux espaces concernés.
- En l'absence de mise en œuvre des mesures de gestion, les sites Natura 2000 n'offrent qu'une garantie limitée de préservation des espaces.
- Il convient toutefois de rappeler que, même en l'absence de portée réglementaire des zones d'inventaire, le code de l'urbanisme prévoit que, d'une manière générale et indépendamment de l'existence d'un document d'urbanisme, les autorisations d'occupation du sol doivent être délivrées dans le respect des préoccupations d'environnement, notamment en ce qui concerne la conservation des milieux naturels, de la faune ou de la flore.
- Le règlement ne peut influencer les pratiques agricoles (types de culture, épandages, traitements) qui font l'objet d'une autre législation.



L'ENVIRONNEMENT LIE À L'HOMME

LA SANTE HUMAINE
Le Bruit

Ce qui dit le Rapport de Présentation	La commune ne compte pas d'activités bruyantes. Les nombreuses exploitations agricoles sont réparties sur le territoire et pour la plupart éloignées de la vocation d'habitat.
---------------------------------------	---

ENJEUX ↳ ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU	Préserver le cadre de vie des habitants.
--	--

Traduction au PADD	Compatibilité avec le cadre référence du Ministère
Le PLU ne définit pas de projet particulièrement générateur de bruit.	3) Épanouissement de tous les êtres humains par l'accès à une bonne qualité de vie


Traduction au PLU / Marge d'action du PLU	Le PLU ne définit pas de projet particulièrement générateur de bruit.
---	---

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE IMPACTS éventuels	MESURES compensatoires du PLU - 1 - correctrices hors PLU - 2 -
Les projets de développement du PLU ne devraient pas favoriser des nuisances sonores.	-1- Les zones naturelles interdisent les aménagements, ce qui contribue à préserver la faune des espaces naturels de nuisances. -2- La complémentarité des transports Le renforcement de la protection du bâti.

L'ENVIRONNEMENT LIE À LA PLANETE ET A L'HOMME

LE CLIMAT - LA SANTE HUMAINE
L'Effet de Serre Les pollutions de l'Air

Ce qui dit le Rapport de Présentation	<p>Les mesures montrent que, d'une façon générale, la qualité de l'air est globalement satisfaisante en Auvergne même si, pour certaines substances (ozone - dioxyde d'azote - particules), on peut enregistrer des niveaux élevés et quelques pointes de pollution étroitement liées aux conditions météorologiques défavorables à la dispersion des polluants.</p> <p>L'ozone est en passe de devenir le principal problème de la région Auvergne en matière de qualité de l'air.</p>
---------------------------------------	---

ENJEUX  ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU	<p>La qualité de l'air. Le cadre de vie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • maîtriser l'étalement urbain • développer les modes doux • inciter la mise en place d'énergies renouvelables • préserver les boisements, les structures arborées
---	--

Traduction au PADD	Compatibilité avec le cadre référence du Ministère
Pas d'orientations spécifiques.	<p>1) Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère</p> <p>3) Épanouissement de tous les êtres humains par l'accès à une bonne qualité de vie</p> <p>5) Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</p>

Traduction au PLU / Marge d'action du PLU	<p>Faible.</p> <p>Le PLU ne peut agir directement sur cette thématique.</p>
---	---

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE IMPACTS éventuels	MESURES compensatoires du PLU - 1 - correctrices hors PLU - 2 -
Les impacts prévus du projet de PLU sur la qualité de l'air sont principalement liés au trafic automobile (augmentation des rejets de particules et de GES). Il peut aussi résulter de l'activité artisanale et industrielle.	<p>-2-</p> <p>La lutte contre les plantes allergisantes telles que l'Ambroisie :</p> <p>Certaines plantes exotiques introduites peuvent occasionner des nuisances sanitaires. Deux espèces sont particulièrement problématiques en France. La Berce du Caucase (<i>Heracleum mantegazzianum</i>) peut être la cause de graves brûlures par simple contact de la sève avec la peau, après exposition au soleil et l'Ambroisie à feuilles d'Armoise (<i>Ambrosia artemisiifolia</i>) dont les grains de pollen provoquent des allergies plus ou</p>

	moins sévères sur 6 à 12 % de la population des régions envahies.
--	---

L'arrêté préfectoral du 11 juillet 2012 qui prescrit la destruction obligatoire de l'Ambroisie dans le Puy de Dôme).

La réglementation en vigueur et le bon sens. (source : www.ambroisie.info) : Le propriétaire, locataire ou gestionnaire doit s'occuper de son terrain en "bon père de famille" en y pratiquant un entretien à la fois régulier et adapté, de nature à empêcher la prolifération des pieds d'ambroisie.

S'il ne le fait pas, sa responsabilité civile peut être engagée de deux manières :

- soit parce qu'on estime qu'il a commis une faute au sens du Code Civil (articles 1382 et 1383) : « "Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer" » (Code civile art. 1382). « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait mais encore par sa négligence ou par son imprudence" (Code civile art. 1383). »
- soit parce que, sans commettre de faute, on estime qu'il crée un trouble de voisinage.

Pour éliminer les allergies dues à l'ambroisie, il faut arriver à réduire les émissions de pollen, à faire baisser la population d'ambroisie et épuiser le stock de graine. La connaissance des exigences écologiques de l'ambroisie permet de comprendre facilement qu'il est plus facile et plus économique d'empêcher son installation que de la faire disparaître après qu'elle ait poussé.

Pour ne pas infester les terrains encore vierges, il faut accorder la plus grande attention aux transports de terre :

- Ne pas accepter de recevoir de la terre dont on ignore la provenance.
- Ne pas déposer n'importe où (sur terrain sain ou sur zones de chantier dont le sol doit rester longtemps nu) de la terre ou des déblais provenant de parcelles infestées.

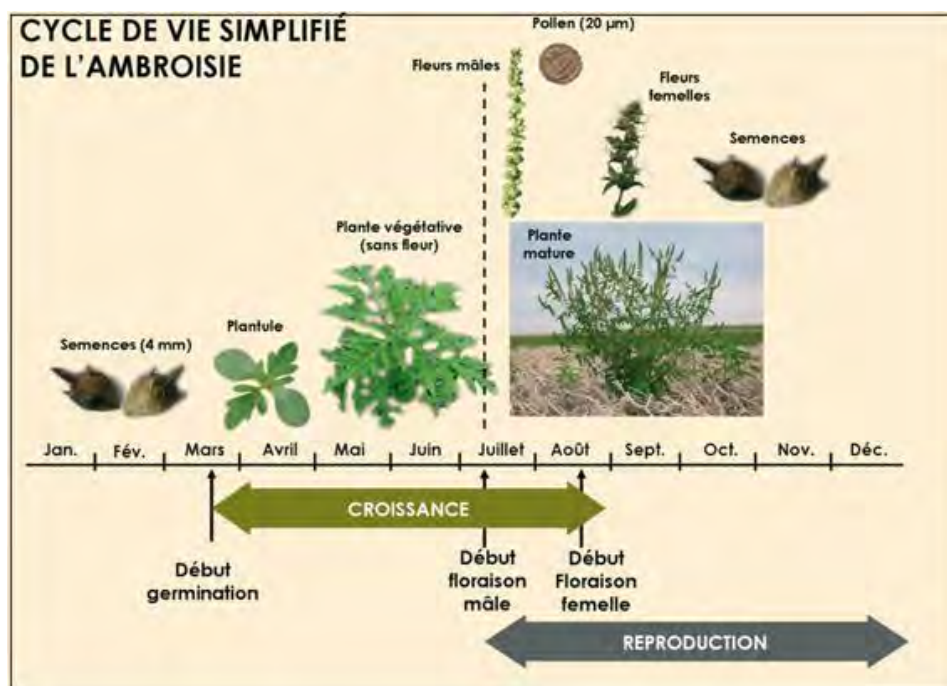
L'ambroisie ayant besoin de lumière pour germer et redoutant la concurrence, il convient de mettre en oeuvre toutes les techniques qui peuvent s'opposer à son développement :

- Eviter autant que faire se peut de retourner ou gratter une terre que l'on sait infestée.
- Réinstaller le plus vite possible un couvert végétal : aménagement paysager, végétalisation, pelouse, ...
- Protéger le sol par des matériaux bloquant la végétation : géotextiles, paillis de copeaux de bois, broyats de palettes, pierre concassée...
- Favoriser la croissance des végétaux en place pour faire concurrence à l'ambroisie (graminées, luzerne, ...)

L'arrachage est le geste le plus simple et le plus radical mais ne peut pas être appliqué sur de grandes surfaces.

L'utilisation des outils mécaniques (fauchage, broyage, tonte rase, ...) reste nécessaire dans beaucoup de cas.

En milieu agricole on est souvent obligé d'avoir recours à la lutte chimique.



L'ENVIRONNEMENT LIE À L'HOMME

LA SANTE HUMAINE
Les pollutions de
l'eau

Ce qui dit le Rapport de Présentation	<p>Le territoire est principalement traversé par le ruisseau de la Rhue, un des affluents de la rive droite de la rivière la Dordogne. Le ruisseau appartient au bassin versant d'Adour Garonne.</p> <p>Sur le socle, les têtes des bassins-versants correspondent souvent à des zones de plateaux érodés, avec un chevelu de petits émissaires très ramifié en relation avec des zones humides diffuses. Les ruisseaux ont creusés leur lit dans la roche granitique, créant ainsi des vallées, qui se creusent nettement dans la partie sud et pénètrent rapidement dans le massif.</p> <p>L'eau est partout présente sur le territoire communal sous différentes formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les cours d'eau, • Les lacs, • Les fonds humides et tourbeux. <p>Les principaux cours d'eau et lacs ont une bonne qualité et devraient pouvoir respecter les objectifs DCE 2015.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 4 groupes de captages assurent l'alimentation en eau potable de l'ensemble de la commune. Elles proviennent de nappes sous volcaniques.
---------------------------------------	---

ENJEUX ↳ ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU	<p>La préservation et l'amélioration de la ressource en eau.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Viser une bonne qualité des eaux : optimiser le fonctionnement des équipements d'assainissement, maîtriser le rejet des eaux pluviales, limiter tous les rejets d'effluents (domestique, agricole, industriel), respecter l'équilibre des écosystèmes aquatiques, Prendre en compte les objectifs du SAGE et du Contrat de Rivière. • Analyser les risques potentiels pouvant générer des contraintes environnementales ou techniques dans les choix de développement. • Les captages abandonnés sont des ressources à préserver. Elles pourraient à nouveau être exploitées pour l'alimentation en eau potable.
--	---


Traduction au PADD	Compatibilité avec le cadre référence du Ministère
<p>Axe 1 - Protéger, mettre en valeur les ressources naturelles (l'eau, les paysages, les espaces naturels, les milieux fragiles), Conforter, pérenniser les corridors écosystémiques, Maintenir la vocation agricole.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protéger les trames bleues. • Protéger les secteurs naturels identifiés ZNIEFF, Natura 2000, ZPS ... <p>Axe 2 - Renverser les dernières tendances de baisse démographique et conforter les populations en place.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouvrir de nouvelles zones urbaines à la marge de certains secteurs, en fonction des études existantes. 	<p>2) Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources</p> <p>3) Épanouissement de tous les êtres humains par l'accès à une bonne qualité de vie</p> <p>5) Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</p>

Traduction au PLU / Marge d'action du PLU	<p>Faible. Il s'agira surtout de mesures indirectes (1), car le PLU ne peut de manière réglementaire, intervenir sur ce thème.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'essentiel du territoire est classé en zones agricoles et naturelles. • Pour participer et garantir une libre circulation des eaux et tendre vers une amélioration de la qualité des eaux, le PLU a institué des zones naturelles sur l'ensemble des trames bleues de la commune. <p>L'ensemble des trames bleues (cours d'eaux, zones humides et aquatiques) a été recensé en zone naturelle N. La mise en place d'une marge de recul le long des cours d'eau et autour des secteurs humides et aquatiques, facilite leur préservation.</p> <p>Les zonages N participent dans une certaine mesure à réduire les pollutions.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'article 4 du règlement des zones urbaines du PLU : « Toute construction à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eau potable. »
---	---

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE IMPACTS éventuels	MESURES compensatoires du PLU - 1 - correctrices hors PLU - 2 -
<p>Les principaux impacts du PLU pouvant être recensés sur les ressources en eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'imperméabilisation des sols par l'urbanisation réduit l'infiltration des eaux pluviales vers les nappes d'eaux souterraines et aux prélèvements importants d'eau par l'agriculture et d'autres activités éventuelles. • L'accueil de nouvelles populations va générer une augmentation de la demande en eau potable. • La dégradation de la qualité des eaux peut avoir des incidences négatives sur : <ul style="list-style-type: none"> - les espèces animales et végétales (eaux superficielles essentiellement), - la disponibilité des ressources en eau potable - et éventuellement des risques pour la santé humaine. <p>Les choix du PLU peuvent générer des problématiques en terme d'alimentation en eau potable d'éventuels nouveaux quartiers ouverts à la construction. Des travaux d'amélioration du réseau existant ou la création de nouveaux réseaux devront alors être projetés afin de compenser cette éventuelle incidence négative.</p>	<p>-1-</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maitriser l'étalement urbain. Eviter les constructions isolées afin de tendre vers une meilleure gestion des réseaux d'eau potable et d'assainissement. → zonages. <p>-2-</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une bonne gestion du SPANC. • Il est nécessaire de rappeler que les exploitations agricoles et les activités artisanales / industrielles doivent traiter in situ leurs déchets et pollutions.

L'ENVIRONNEMENT LIE À L'HOMME

LA SANTE HUMAINE
Les pollutions des
sols

Ce qui dit le Rapport de Présentation	<p>Les différentes constructions ont su s'accommoder des ressources que leur offraient le sol et le sous-sol. L'unité, dans les matériaux et les modes de construction, est de mise et elle est commune à l'ensemble du territoire.</p> <p>Une carrière est présente au hameau des Aveix. Elle fournit des sables et graviers pour les travaux publics.</p> <p>Les réseaux d'assainissement sont reliés à 2 stations d'épuration à lits bactériens :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La capacité de traitement de la station du bourg suffit à traiter ces effluents (450 EH) et à accueillir d'éventuelles futures extensions du réseau (non envisagée dans l'état actuel des prévisions de la commune). La station reçoit actuellement les effluents de 299 EH. Le système n'est pas saturé et peut encore accueillir des volumes d'effluents correspondant à 151 EH. • La station de la Longeix traite actuellement les effluents de 13 EH. Elle n'est pas saturée et peut accueillir encore les effluents de 17 EH.
ENJEUX  ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU	<p>La qualité des sols.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en valeur les ressources naturelles. • Rechercher des solutions pour adapter le bâti ancien aux besoins d'aujourd'hui. Faciliter le recyclage de logements vacants, en ruine, • Rechercher l'emploi / le emploi de ressources locales (matériaux de construction), tendre vers des teintes similaires. <p>Définir une ambition démographique pour la commune.</p> <p>Les éventuelles ouvertures à l'urbanisation définies par les orientations du PLU ne pourront être admises qu'à hauteur des flux de pollution qu'il est possible d'acheminer et de traiter sur les ouvrages de traitement. Si les capacités des ouvrages se trouvent dépassées, de nouvelles urbanisations ne pourront être envisagées qu'à la condition d'une planification des investissements à réaliser en matière d'assainissement. La planification des travaux et de la mise en service des équipements d'assainissement devra être compatible avec l'arrivée de flux polluants supplémentaires, et donc des ouvertures à l'urbanisation.</p>

Traduction au PADD	Compatibilité avec le cadre référence du Ministère
<p>Axe 2-Renverser les dernières tendances de baisse démographique et conforter les populations en place.</p> <p>→ Ouvrir de nouvelles zones urbaines à la marge de certains secteurs, en fonction des études existantes.</p> <p>Rendre les choix de développement compatibles avec les contraintes techniques. Les choix du PLU peuvent générer des problématiques en terme d'alimentation en eau potable, assainissement,</p> <ul style="list-style-type: none"> Echelonner l'urbanisation en fonction du programme d'assainissement collectif. Des travaux d'amélioration du réseau existant ou la création de nouveaux réseaux devront alors être projetés afin de compenser cette éventuelle incidence négative. <p>Axe 3-Maintenir et Développer les activités économiques, artisanales et touristiques</p> <p>→ Maintenir l'activité économique</p> <ul style="list-style-type: none"> Une carrière est présente au hameau des Aveix. Selon les besoins à venir de la carrière, un zonage adapté sera réalisé. 	<p>2) Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources</p> <p>3) Épanouissement de tous les êtres humains par l'accès à une bonne qualité de vie</p> <p>5) Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</p>

Traduction au PLU / Marge d'action du PLU	<p>Faible.</p> <p>Le PLU ne peut intervenir directement sur cette thématique. Les mesures qu'il propose sont surtout indirectes.</p> <ul style="list-style-type: none"> <u>Concernant les caractéristiques pédologiques, agronomiques et naturelles du territoire, le PLU ne génère pas d'incidence.</u> L'essentiel du territoire est classé en zones agricoles et naturelles. L'ensemble des trames bleues (cours d'eaux, zones humides et aquatiques) a été recensé en zone naturelle N. La mise en place d'une marge de recul le long des cours d'eau et autour des secteurs humides et aquatiques, facilite leur préservation et garantit une meilleure protection de leur sol. Les zonages N participent dans une certaine mesure à réduire les pollutions. <u>L'article 4 du règlement des zones urbaines du PLU :</u> « Toute construction doit être raccordée au réseau public. Lorsque celui-ci n'existe pas, il sera réalisé un assainissement non collectif réglementaire. Les eaux pluviales seront contenues sur le terrain. Toutefois si le terrain n'accepte pas la rétention de celles-ci, elles devront être raccordées au réseau collecteur s'il existe. En l'absence de réseau collecteur, le constructeur devra prendre toute mesure adaptée à l'opération pour que la rétention et l'évacuation des eaux pluviales ne porte pas atteinte aux terrains voisins et à la sécurité notamment des usagers des voies. ».
---	--

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE IMPACTS éventuels	MESURES compensatoires du PLU - 1 - correctrices hors PLU - 2 -
<p>Plusieurs mesures du projet ont été identifiées comme ayant un impact significatif sur la qualité des sols, qualité physique, chimique et biologique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les mesures d'agrandissement et/ou d'ouverture à l'urbanisation de zones naturelles et/ou agricoles sont celles qui ont a priori les impacts négatifs les plus forts sur la qualité des sols. • l'imperméabilisation du sol par l'urbanisation, a des incidences indirectes (augmentation du ruissellement), • la pollution des sols, notamment par les intrants agricoles (l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires), • l'acheminement des effluents des nouvelles populations. <p>Concernant les zones urbaines à vocation d'Habitat, la consommation d'espaces naturels et agricoles reste limitée. Dans sa globalité, et par rapport au POS, le projet du PLU a diminué les zones urbaines et à urbaniser.</p>	<p>-1-</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le PLU confirme 2 zones d'urbanisation future à vocation d'Habitat, situées en lien direct avec le bourg. Elles peuvent accueillir 32 habitants environ (sur la base de 1.7 pers/ménage en 2025). Seul le bourg est desservi par un assainissement collectif, relié à 2 stations d'épuration. Ces stations ne sont pas saturées et peuvent accueillir des habitants supplémentaires. Les gestionnaires des réseaux n'indiquent aucune problématique particulière. • Un Emplacement Réservé a été mis en place en aval de la zone AU. L'objectif est de réaliser un bassin de rétention, notamment en prévision de l'urbanisation à terme de la zone. • En dehors du bourg, l'essentiel des constructions isolées sur le territoire sont classées en zone d'habitat limité Ah, Nh. Ces secteurs sont tous en assainissement individuel. L'interdiction de réaliser de nouvelles constructions participe fortement à ne pas générer plus d'impacts qu'actuellement. <p>-2-</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une bonne gestion du SPANC. • Il est nécessaire de rappeler que les exploitations agricoles et les activités artisanales / industrielles doivent traiter in situ leurs déchets et pollutions.

L'ENVIRONNEMENT LIE À L'HOMME

LA SANTE HUMAINE
Les risques naturels
et industriels

Ce qui dit le Rapport de Présentation	<ul style="list-style-type: none"> • 2 déclarations de catastrophe naturelles. • Risque sismique : aléa faible. • Pas de risque inondation. • Risque Argiles, d'aléa moyen. Cependant, il est à rappeler que, du fait de la lenteur et de la faible amplitude des déformations du sol, ce phénomène est sans danger pour l'homme. Les PPR ne prévoient même pas d'inconstructibilité, même dans les zones d'aléa fort.
---------------------------------------	--

ENJEUX ↳ ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU	<p>Protection des personnes et des biens contre les risques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir les capacités de stockage et donc d'écrêtement des crues des zones inondables. • Les champs d'expansion des crues sont les secteurs non urbanisés ou peu urbanisés et peu aménagés, où peut être stocké un volume d'eau important (terres agricoles, espaces verts, terrains de sport, parcs de stationnement...). La préservation des champs d'expansion des crues est primordiale dans la mesure où ils jouent un rôle déterminant en réduisant momentanément le débit à l'aval et permettent de ne pas aggraver les risques pour les zones contiguës. • Limiter le ruissellement pluvial urbain : conserver des espaces naturels perméables, limiter les emprises au sol des projets de construction, assurer le retour aux exutoires naturels susceptibles d'absorber les surplus en eau.
--	--

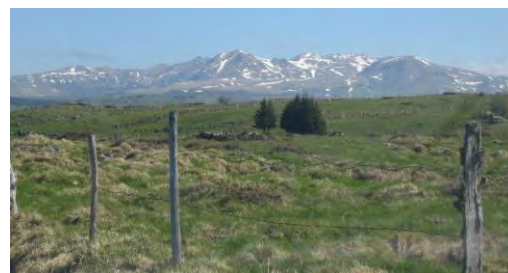
Traduction au PADD	Compatibilité avec le cadre référence du Ministère
<p>Axe 2-Renverser les dernières tendances de baisse démographique et conforter les populations en place.</p> <p>→ Ouvrir de nouvelles zones urbaines à la marge de certains secteurs, en fonction des études existantes.</p> <p>Rendre les choix de développement compatibles avec les risques naturels</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limiter le ruissellement pluvial notamment au sein du bourg. • Assurer un espace minimum au ruisseau pour maintenir les capacités de stockage des zones inondables, en favorisant des zonages naturels, agricoles, de jardins, 	<p>3) Épanouissement de tous les êtres humains par l'accès à une bonne qualité de vie</p> <p>5) Dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables</p>

Traduction au PLU / Marge	<p>Moyen.</p> <p>Le PLU n'établit pas de stratégie particulière concernant les risques, la commune étant</p>
---------------------------	--

d'action du PLU	relativement bien protégée de tous risques.
--------------------	---

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE IMPACTS éventuels	MESURES compensatoires du PLU - 1 - correctrices hors PLU - 2 -
<p>L'accueil de nouvelles populations induit une certaine imperméabilisation des sols, par implantation de constructions. Les secteurs appelés à se densifier concernent essentiellement des pentes, bien exposées, pour améliorer le cadre de vie et promouvoir la durabilité des constructions. Cependant, la perméabilisation est très fréquente et peut générer des risques de ruissellement supplémentaires.</p> <p>Le PLU ne devrait pas générer d'impacts et ce, pour plusieurs raisons :</p> <p>Les projets de développement de la commune sont très modestes. Le passage du POS en PLU met en avant un effort notable de la part de la commune, en terme de consommation des espaces :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 zones d'urbanisation sur 4 sont conservées ; • les zones agricoles constructibles NCa du POS ont été transformées en zone d'habitat limité Ah, Nh. <p>En résumé, en dehors des possibilités en zones urbaines et à urbaniser, le PLU favorise l'agrandissement, l'enrichissement du parc des logements, essentiellement par le réinvestissement et la réhabilitation des constructions vernaculaires, éparpillées sur l'ensemble du territoire communal.</p>	<p>-1-</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les zones urbaines et à urbaniser ont été limitées le plus possible à l'existant. • La zone AU au nord du bourg : un emplacement réservé a pour objectif la réalisation d'un bassin de rétention, en réponse à l'urbanisation future prévue sur cette zone. • Les zones Ah et Nh ne permettent pas de nouvelles constructions. Seules des extensions sont autorisées. Ainsi, en dehors des zones urbaines et à urbaniser, aucune nouvelle construction à vocation d'Habitat n'est censé s'implanter. • Le PLU a mis en place un espace minimum de part et d'autre des cours d'eau, maintenir les capacités de stockage. • <p>-2-</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concernant le risque Argile, l'aménageur de secteurs constructibles devra réaliser une étude de sols afin de s'assurer de la mise en œuvre de techniques de constructions adaptées. • Concernant le risque Sismique, « Rappelons que le constructeur (conception et/ou réalisation) reste pleinement responsable du non-respect des règles parasismiques, ce non-respect ne pouvant être assimilé à une malfaçon, mais à un manquement grave à l'obligation de moyens engageant la sécurité d'autrui. » (source : Mutuelle des Architectes Français, Flash actualités, n°75, février 2011).

L'ENVIRONNEMENT LIE À L'HOMME

PATRIMOINE ET
CADRE DE VIE
Les paysages

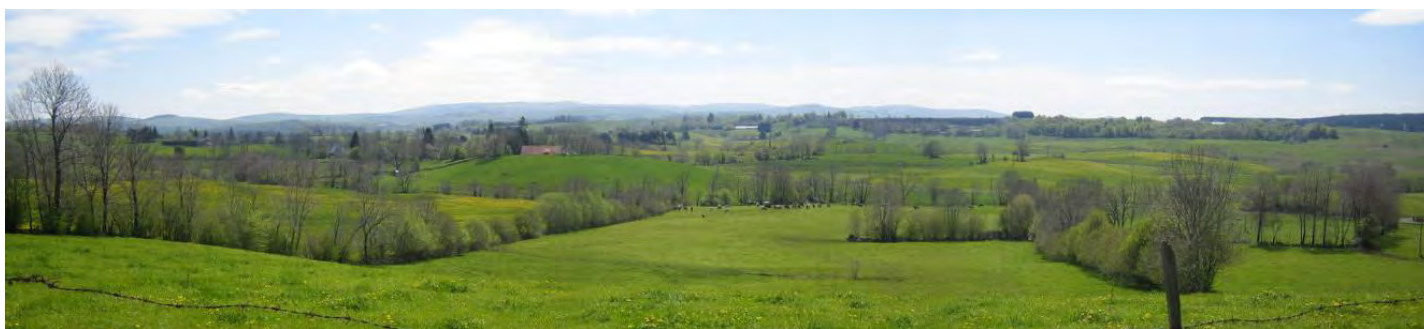
Ce qui dit le Rapport de Présentation	<p>Egliseneuve d'Entraigues se situe au sud du massif du Sancy et du département du Puy de Dôme, en limite avec le département du Cantal. Le territoire communal apparaît comme la "porte nord" pour pénétrer dans le Cézallier.</p> <p>Construit principalement par des inondations basaltiques sur un plateau élevé, ce territoire conjugue des paysages de plateau ondulé, recouvert d'herbes, aux creux tourbeux, et des paysages de vallée plus ou moins fortement encaissée isolant ainsi les plates-formes. Ces paysages traduisent également l'empreinte de l'homme et fait référence à un type de production (zone de montagne vouée à l'élevage, avec déplacement des animaux).</p> <p>Ce paysage rassemble trois unités paysagères principales comprenant des ambiances différentes, et au sein desquelles les éléments du paysage sont indissociables.</p>
---------------------------------------	--

ENJEUX ↳ ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU	<p>Maintenir la qualité des paysages. L'enjeu majeur du territoire communal d'un point de vue paysager, est d'accompagner les mutations : maîtriser les pressions urbaines, préserver les espaces naturels, retrouver des « poumons verts » au sein des plaques urbaines.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maintenir la vocation agricole. • Préserver les structures végétales (boisement, ripisylve, haie, bosquet notamment en contact avec le bâti, ...).
--	---

Traduction au PADD	Compatibilité avec le cadre référence du Ministère
<p>Axe 1-Protéger, mettre en valeur les ressources naturelles (l'eau, les paysages, les espaces naturels, les milieux fragiles), Conforter, pérenniser les corridors éco biologiques.</p> <p>→ Protéger les trames bleues.</p> <p>→ Protéger les trames vertes.</p> <p>→ Protéger les secteurs naturels identifiés ZNIEFF, Natura 2000, ZPS ...</p> <p>→ Maintenir la vocation agricole pastorale est un objectif majeur.</p>	<p>2) Préservation de la biodiversité, protection des milieux et des ressources</p> <p>3) Épanouissement de tous les êtres humains par l'accès à une bonne qualité de vie</p>

Traduction au PLU / Marge d'action du PLU	<p>Moyenne.</p> <p>Plusieurs mesures favorisent la préservation et la mise en valeur des paysages du territoire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • De larges zones N et A. • Des Espaces Boisés Classés. Les EBC du POS ont été repris dans leur totalité. • L'article L.123.5.7^e a permis d'identifier des éléments naturels à préserver : haies, alignements d'arbres,
---	---

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE IMPACTS éventuels	MESURES compensatoires du PLU - 1 - correctrices hors PLU - 2 -
<p>Les orientations définies dans le projet notamment au travers des corridors éco biologiques (trames vertes et bleues) démontrent une préoccupation importante de la préservation des paysages naturels. Les projets du PLU n'impactent pas la qualité des paysages.</p> <p>Les mesures d'ouverture à l'urbanisation de secteurs jusque là préservés peuvent entraîner une dégradation des paysages ainsi qu'une perte d'identité paysagère d'autant plus qu'elles concernent des superficies plus ou moins importantes.</p> <p>Les zones AUg, AU et AUi peuvent constituer une menace. Des préconisations sont signalées dans les OAP.</p>	<p>-1-</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les limites urbaines se sont calées, le plus souvent possible, sur l'existant, ce qui aura pour effet, entre autre, de préserver la silhouette du bourg. • Les zones d'urbanisation future définies au PLU, l'étaient déjà au POS. • Le PLU supprime 2 zones d'urbanisation future du POS et, transforme les zones NCa en Ah ou Nh. • La mise en place de nombreuses zones Ah et Nh sur l'ensemble des groupements humains, induit une interdiction de nouvelle construction, ayant pour effet de préserver les silhouettes de ces petits groupements isolés. • Le projet du PLU propose une réglementation qui permet une évolution en douceur du tissu urbain, ce qui assure une conservation du paysage urbain actuel. <p>-2-</p> <p>Sensibilisation auprès des agriculteurs sur la préservation des trames végétales situées au cœur des espaces agricoles.</p>




L'ENVIRONNEMENT LIE À L'HOMME

PATRIMOINE ET CADRE DE VIE
Les patrimoines architecturaux, archéologiques, culturels



Ce qui dit le Rapport de Présentation	<p>Le Cézallier se situe au carrefour des deux grandes entités : le Puy de Dôme et le Cantal, et plusieurs pays : monts Dore, Artense, massif cantalien, Couzes. Son architecture est par conséquent largement influencée des caractéristiques de ces aires.</p> <p>L'étude de l'architecture vernaculaire du territoire est avant tout celle de l'architecture rurale du XIX^{ème} siècle. L'homogénéité des formes répond surtout à une fourchette chronologique de construction assez réduite.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="470 952 766 981">L'architecture vernaculaire</th><th data-bbox="997 952 1241 981">L'architecture urbaine</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="518 996 893 1288"> <ul style="list-style-type: none"> • La maison du journalier • Ferme bloc à terre • Ferme à bâtiments distincts • Les annexes agricoles isolées <ul style="list-style-type: none"> * Les granges étables * Les burons * Les bâtiments agricoles </td><td data-bbox="1045 996 1508 1198"> <ul style="list-style-type: none"> • La barriade • La maison de bourg • La maison de villégiature • Les bâtiments publics et les réhabilitations actuelles. </td></tr> </tbody> </table> <ul style="list-style-type: none"> • 10 sites archéologiques • L'église Saint Austremonie, inscrit en totalité par arrêté du 7 mai 1969. • La chapelle de la Font Sainte. 	L'architecture vernaculaire	L'architecture urbaine	<ul style="list-style-type: none"> • La maison du journalier • Ferme bloc à terre • Ferme à bâtiments distincts • Les annexes agricoles isolées <ul style="list-style-type: none"> * Les granges étables * Les burons * Les bâtiments agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • La barriade • La maison de bourg • La maison de villégiature • Les bâtiments publics et les réhabilitations actuelles.
L'architecture vernaculaire	L'architecture urbaine				
<ul style="list-style-type: none"> • La maison du journalier • Ferme bloc à terre • Ferme à bâtiments distincts • Les annexes agricoles isolées <ul style="list-style-type: none"> * Les granges étables * Les burons * Les bâtiments agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> • La barriade • La maison de bourg • La maison de villégiature • Les bâtiments publics et les réhabilitations actuelles. 				

ENJEUX  ORIENTATIONS / PISTES DE REFLEXION POUR LE PLU	<p>Préserver le patrimoine architectural du bourg et l'ambiance vernaculaire des hameaux isolés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Engager des réflexions pour inverser la tendance actuelle : un bourg qui se vide (où tout ou presque est fermé ou en vente) et une attirance pour les résidences neuves en périphérie du bourg.
---	--

Traduction au PADD	Compatibilité avec le cadre référence du Ministère
Axe 2 - Renverser les dernières tendances de baisse démographique et conforter les populations en place.	3) Épanouissement de tous les êtres humains par l'accès à une bonne qualité de vie

<p>→ Conforter le bâti existant par la mise en place d'un règlement adapté (articles 6, 7, 11, ...).</p> <p>Le parc immobilier d'Egliseneuve présente un réel potentiel pour la réhabilitation : prédominance de fermes très variées et de grandes dimensions, local commercial, local artisanal ou industriel, grange,</p> <p>Le bourg compte de nombreuses maisons fermées, vacantes, en vente,</p> <p>Faciliter la transformation des logements vacants, en ruine, Un repérage des bâtiments anciens pour des changements de destination, sera effectué (ex : bâtiments style granges, étables, ...).</p> <p>→ Répondre aux besoins en matière de logement.</p> <p>Ces différents types de produits Habitat permettront de maintenir une diversité sociale et générationnelle.</p> <p>Axe 3 - Maintenir et Développer les activités économiques, artisanales et touristiques</p> <p>→ Développer, conforter l'activité touristique l'offre en tourisme vert et rural.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Répondre aux besoins en termes de structures d'accueil et d'hébergements. Engager une réflexion sur la réhabilitation de certains bâtiments abandonnés, vacants à des fins touristiques. 	<p>4) Cohésion sociale et solidarité entre territoires et entre générations</p>
---	---

Traduction au PLU / Marge d'action du PLU	<p>Moyenne.</p> <p>Le PLU ne met pas en place de stratégie particulière, mais les choix de développement de la commune ne devraient pas gêner la protection et la gestion des patrimoines.</p> <p>Plusieurs mesures du PLU favorisent la protection et la mise en valeur des patrimoines, notamment vernaculaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le règlement de la zone Ud sur le bourg • La mise en place de nombreuses zones Ah et Nh sur l'ensemble des groupements humains isolés, permettra la préservation et la mise en valeur des constructions vernaculaires, et facilitera l'enrichissement du parc des logements. • Des bâtiments identitaires, vernaculaires, recensés au titre de l'article L 123.1.5.7° du Code de l'urbanisme. Il s'agit essentiellement de burons, anciens, isolés au cœur des espaces agricoles et naturels, qui pourront désormais être réhabilités.
---	--

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE IMPACTS éventuels	MESURES compensatoires du PLU - 1 - correctrices hors PLU - 2 -
<p>L'urbanisation de secteurs périurbains (agricoles et naturels) peut entraîner une dégradation du petit patrimoine bâti rural (puits, croix, etc.). Le maintien de zones à urbaniser peut aussi avoir des impacts négatifs sur le patrimoine culturel. Elles peuvent se situer à proximité d'éléments remarquables du patrimoine.</p> <p>Au niveau de l'évaluation environnemental stratégique, il est difficile d'évaluer les impacts du projet de PLU sur le patrimoine culturel.</p>	<p>-1-</p> <p>De manière indirecte, d'autres mesures du PLU peuvent favoriser la protection et la mise en valeur des patrimoines de la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La limitation et la diminution des zones urbaines et à urbaniser, auront pour effet, entre autres, de préserver la silhouette du bourg. • Les règlements des zones Ud et Ug participent à préserver les codes architecturaux du territoire (articles 10, 11).



Ex : La Chapelle de la Font Sainte, située en sortie du bourg par la RD90 et datant probablement du XVIIIème siècle, n'est pas protégée. Son classement en Ah permettra de la préserver.

- Hormis les zones NCa du POS, transformées en Ah, un grand nombre de constructions isolées, se trouvaient en zones NC et ND du POS. Le PLU les identifie en zone d'habitat limité Ah, Nh et en application de l'article L.123.5.7^e, ce qui permet de réinvestir et réhabiliter ces constructions.
- L'interdiction de nouvelles constructions dans les zones Ah et Nh aura pour effet de préserver les silhouettes des villages, hameaux et fermes isolées.
- Les larges zones naturelles et agricoles favorisent la mise en valeur de ces constructions dans leur cadre paysager.

-2-

Il est important notamment de tenir compte de la réglementation relative au patrimoine culturel, architectural et archéologique. Par ailleurs, la réalisation de travaux de construction, quels qu'ils soient doit faire l'objet d'une information de la DRAC (direction régionale des affaires culturelles) car ils sont susceptibles de provoquer la découverte de sites archéologiques.

Une demande de protection, au titre des Monuments Historiques, du mobilier intérieur de la Chapelle de la Font Sainte, a été déposée par la commune.



7 - INDICATEURS DE SUIVI

Le plan fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de 10 ans à compter de son approbation.

Proposition d'indicateurs : Le tableau ci-après liste, pour les différentes thématiques environnementales étudiées, une première série d'indicateurs identifiés comme étant intéressant pour le suivi de l'état de l'environnement du territoire communal, du fait qu'ils permettent de mettre en évidence des évolutions en termes d'amélioration ou de dégradation de l'environnement de la commune, sous l'effet notamment de l'aménagement urbain.

Exemples d'indicateurs de suivi pouvant être mis en place :

THEMES	INDICATEURS
Les déplacements	Comptabilisation du nombre de véhicules / an sur les axes majeurs de la commune Définir les sites de mesures. Affiner la liste au cours des années et des bilans.
	Evolution du co voiturage : Nombre d'usagers
	Evolution de la fréquence d'utilisation des transports en commun
Urbanisation	Evolution de la population. Nombre de permis de construire délivrés annuellement.
Les énergies	Nombre de permis présentant des solutions techniques visant la gestion énergétique : solaire, photo voltaïque, ...
	Evolution de la dépendance énergétique
Eau potable	Analyses bactériologiques de l'eau potable (ARS).
	Evolution des consommations d'eau potable, par usage.
	Surveillance de l'état et des capacités des réservoirs
Eau, sols	Qualité des cours d'eau
	Evolution du nombre de branchement au système collectif et au SPANC.
	Suivi de la conformité de l'équipement de la station d'épuration.
	Consommation espace/ occupation du sol : Evolution des surfaces urbaines, agricoles, naturelles Evolution du nombre de permis de construire et de la surface
	Nombre d'exploitation en activités
	Evolution de la SAU des exploitations.
Déchets	Evolution du volume des déchets
Les risques	Les mouvements de terrain : recensement des évènements
	Le risque Argiles : nombre de constructions déclarant des désordres
Le patrimoine architectural et archéologique	Evolution de l'état de certaines constructions intéressantes Nombre de permis pour des ravalements de façades. Les sites archéologiques : Suivi du nombre de sites. Bilan des découvertes fortuites pour une meilleure connaissance des sites sensibles en vue d'une gestion adaptée au cas par cas.

SECTION 2
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE
PLU ET NATURA 2000

La commune d'Eglise neuve d'Entraigues est concernée par de nombreux zonages naturels, d'inventaire et réglementaire, qui s'étendent sur la grande majorité du territoire.

Le projet du PLU est soumis à Evaluation Environnementale du fait de la Présence de 2 sites Natura 2000 :

- Cézallier
- Artense

Note : les sites naturels de la DREAL ont changé entre le début et la fin de l'élaboration du PLU : Les 2 sites natura 2000 Cézallier nord et Cézallier sud, deviennent un seul site Natura 2000 nommé Cézallier.

Les DOCOB des 2 sites Natura 2000 ont été réalisés.



Les tourbières du site Natura 2000 de l'Artense font partie d'un maillage de zones humides situé au Sud-Ouest du Massif du Sancy. C'est un site de 699ha, éclaté en 16 entités réparties sur 9 communes différentes du Cantal et du Puy-de-Dôme. Il comprend 18 habitats d'intérêt communautaires dont 2 sont dits prioritaires.

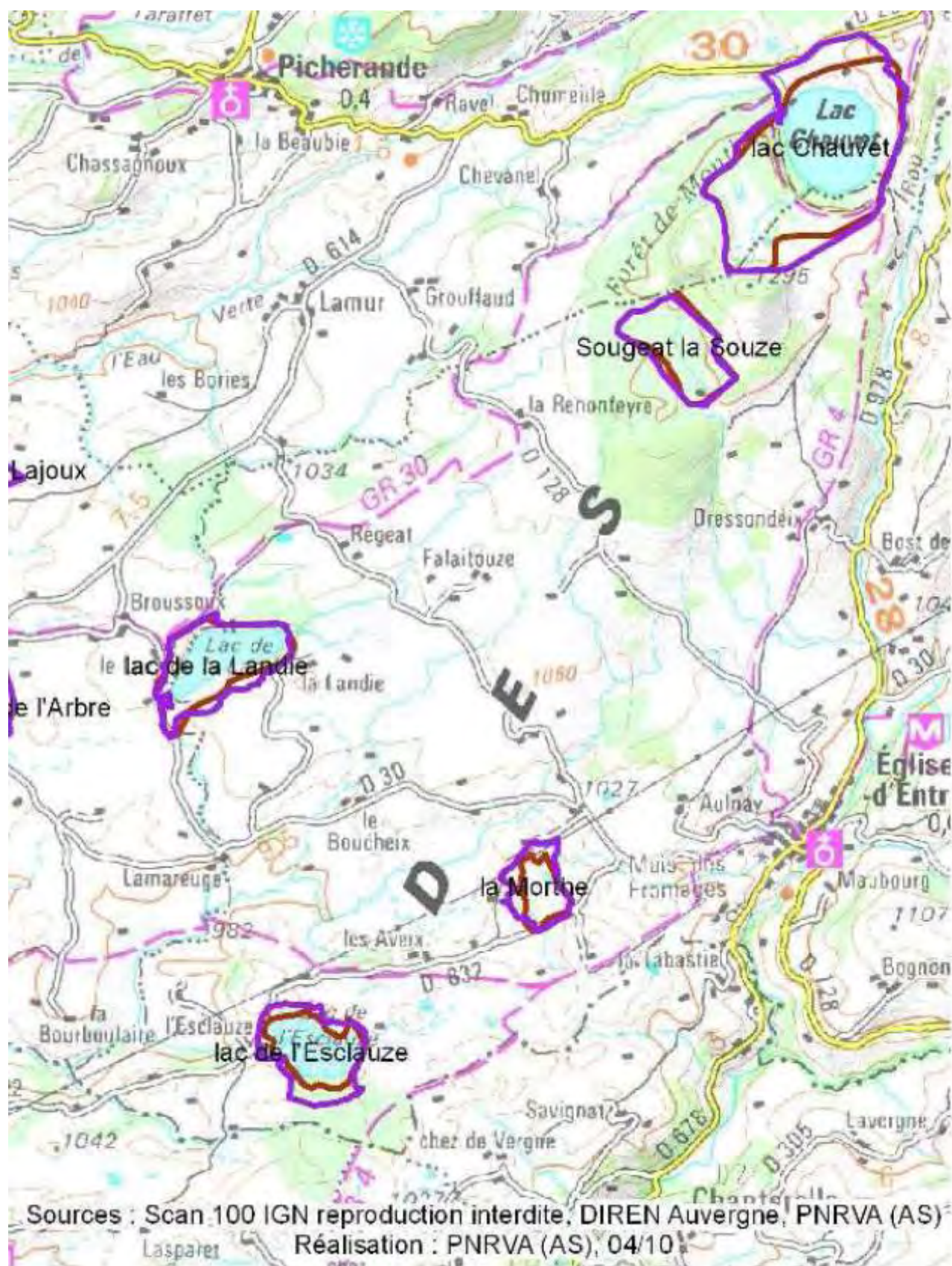
L'enjeu majeur concerne la préservation de l'intégrité et de la fonctionnalité des tourbières.

Dans ce but, 6 objectifs de développement durable sont proposés :	Traduction au PLU
- Promouvoir une gestion adaptée des zones humides	Des zonages N sont mis en place sur les zones humides identifiées.
- Mettre en oeuvre une gestion agricole respectueuse des enjeux environnementaux sur les espaces ouverts du bassin versant	Des zonages A très larges, couvrent l'essentiel du territoire. Mais le PLU ne peut intervenir sur les orientations agricoles.
- Favoriser des pratiques sylvicoles compatibles avec l'intérêt patrimonial des habitats et des espèces	Des zonages N et des EBC. De plus, des haies, alignements d'arbres, sont préservés au titre de l'article L.123.5.7 ^e .
- Concilier la valorisation du site avec le maintien des habitats et des espèces d'intérêt communautaire	/
- Mobiliser et informer les acteurs locaux pour la mise en oeuvre du Docob	/
- Suivre l'évolution des habitats et des espèces d'intérêt communautaire sur le site en lien avec les plans de gestion existants et ceux qui seront mis en oeuvre et évaluer les mesures de gestion	/

Il est nécessaire de préciser que les zonages Natura 2000 de l'Artense ont connu quelques changements entre le début du PLU en juin 2010, et la fin du PLU au printemps 2013.

Tableau n°1 : Synthèse des surfaces modifiées par entité, validé en juillet 2010 (sources : SIG SMPNRVA)

Entité du site Natura 2000 Artense	Périmètre initial (ha)	Périmètre validé (ha)	Différence (ha)
Lac Chauvet	171,1	203,8	32,7
Sougeat la Souze	42,8	44	1,2
La Morthe	16,2	26,1	9,9
Lac de l'Esclauze	34,0	51,7	17,7
Lac de la Landie	55,7	60	4,3
Tourbière de Lajoux	14,5	20,6	6,1
Zone humide de l'Arbre	28,8	34,5	5,7
Lac de Laspialade	21,1	23	1,9
Montagne de Ginnes	44,0	62	18,0
Jouvion	38,2	22,7	-15,5
Cresy-Greloux	21,5	26,4	4,9
Tourbière de Lacoste	7,3	12	4,7
Lac noir	27,9	24	-3,9
Eparzeloux	8,3	7,6	-0,7
La Pignole	50,9	60	9,1
La Cousteix	21,0	20,7	-0,3
Total	603,3	699,1	95,8



- périmètre Natura 2000 initial
- périmètre N2000 révisé suite à la consultation des EPCI en juillet 2010

Tableau n°2 : Surfaces communales par entité (sources : SIG SMPNRVA)

Entité du site Natura 2000 Artense	Périmètre initial (ha)	Périmètre validé (ha)	Différence (ha)	Commune concernée	Département	Surface en Natura 2000 (ha)	
Lac Chauvet	171,1	203,8	32,7	Picherande	63	162,2	
Sougeat la Souze	42,8	44	1,2	Egliseneuve d'Entraigues	63	41,6	208,0
La Morthe	16,2	26,1	9,9			44,0	
Lac de l'Esclauze	34,0	51,7	17,7			26,1	
						51,7	
Lac de la Landie	55,7	60	4,3			44,6	
						15,4	
Tourbière de Lajoux	14,5	20,6	6,1	Saint-Genes-Champespe	63	20,6	93,5
Zone humide de l'Arbre	28,8	34,5	5,7			34,5	
Lac de Laspiade	21,1	23	1,9			23,0	
Montagne de Ginnes	44,0	62	18,0	Saint-Donat	63	62,0	84,7
Jouvion	38,2	22,7	-15,5			22,7	
Cresy-Greloux	21,5	26,4	4,9	Bagnols	63	26,4	
Tourbière de Lacoste	7,3	12	4,7	Cros	63	12,0	16,3
Lac noir	27,9	24	-3,9			4,4	
Esparzeloux	8,3	7,6	-0,7	Lanobre	15	19,6	27,2
						7,6	
La Pignole	50,9	60	9,1	Champ-sur-Tarentaine - Marchal	15	60	
La Cousteix	21,0	20,7	-0,3	Tremouille	15	20,7	
Total	603,3	699,1	95,8		9	699,1	

L'évaluation Environnementale du PLU par rapport aux sites Natura 2000 est réalisée par secteurs géographiques.

Les habitats naturels site Natura 2000 Artense FR8301039

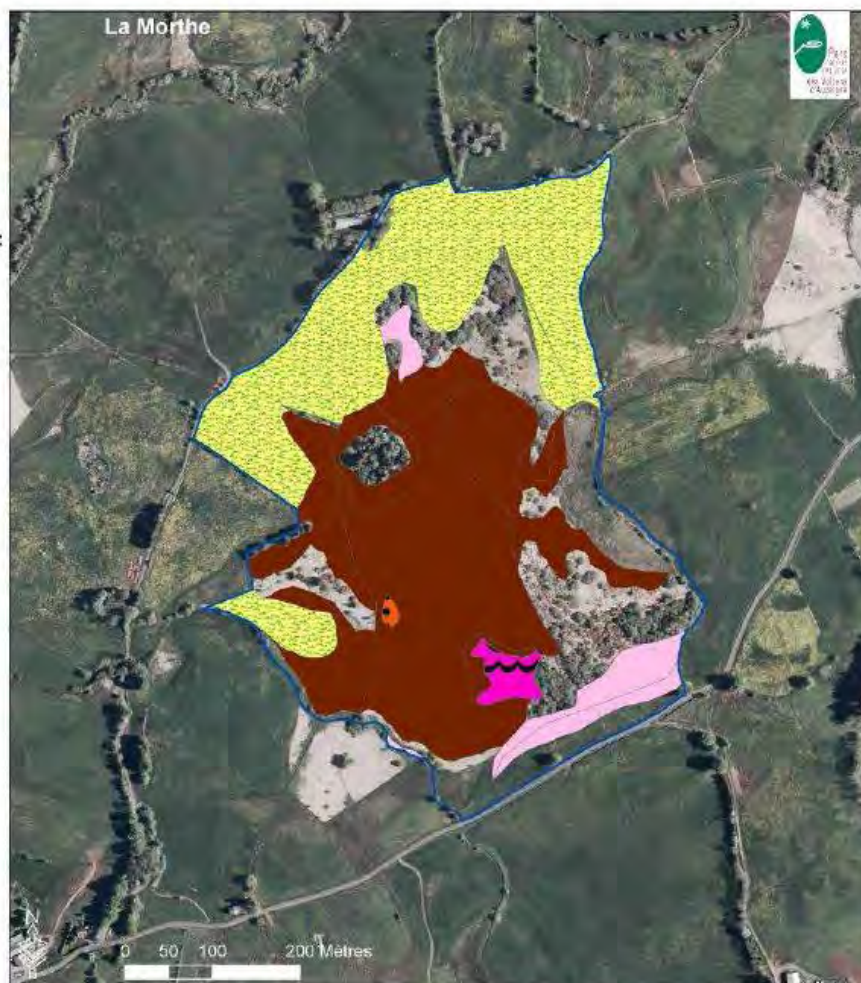


□ périmètre N2000 validé en COPIL (28/03/10)

Intitulé et statut des habitats naturels d'intérêt européen :

- Bas marais, IC
- Dalles rocheuses, IC
- Dépressions de tourbières, IC
- Eaux stagnantes à végétation vivace, IC
- Haut marais en fin d'évolution, IC
- Haut marais jeune à mature, PR
- Hêtraie acidiphile, IC
- Juniperaie à genévrier commun, IC
- Lande acidiphile montagnarde, IC
- Landes sèches, IC
- Mégaphorbiaie mésotrophe, IC
- Nardaie, IC
- Nardaie, PR
- Prairie de fauche, IC
- Prairie de fauche, PR
- Tremblant, IC
- Végétation amphibie oligotrophe, IC
- Végétation vivace oligotrophe à Litorell, IC

Sources : BIOME, H. CHRISTOPHE, 2005 et 2010
DREAL Auvergne, PNRVA (AS) Fonds raster : BD_ortho IGN 2004 2005 (reproduit)
Réalisation : SIG PNRVA, AS 2010



La Morthe



Proposition d'ajustement du périmètre Natura 2000 de l'Artense



- périmètre Natura 2000 initial
 périmètre Natura 2000 proposé
 bassin versant
 zone humide et eau libre
 réseau hydrographique



- Zone Humides, selon terrain, carte IGN, et photo aérienne
 Zonages Naturels : selon carte IGN
 - Sites Natura 2000
 - Arrêt de Protection de Biotope
 - ZNIEFF
 ZONAGE PLU
- Réflexion
et
définition
du PLU

Les habitats naturels site Natura 2000 Artense FR8301039

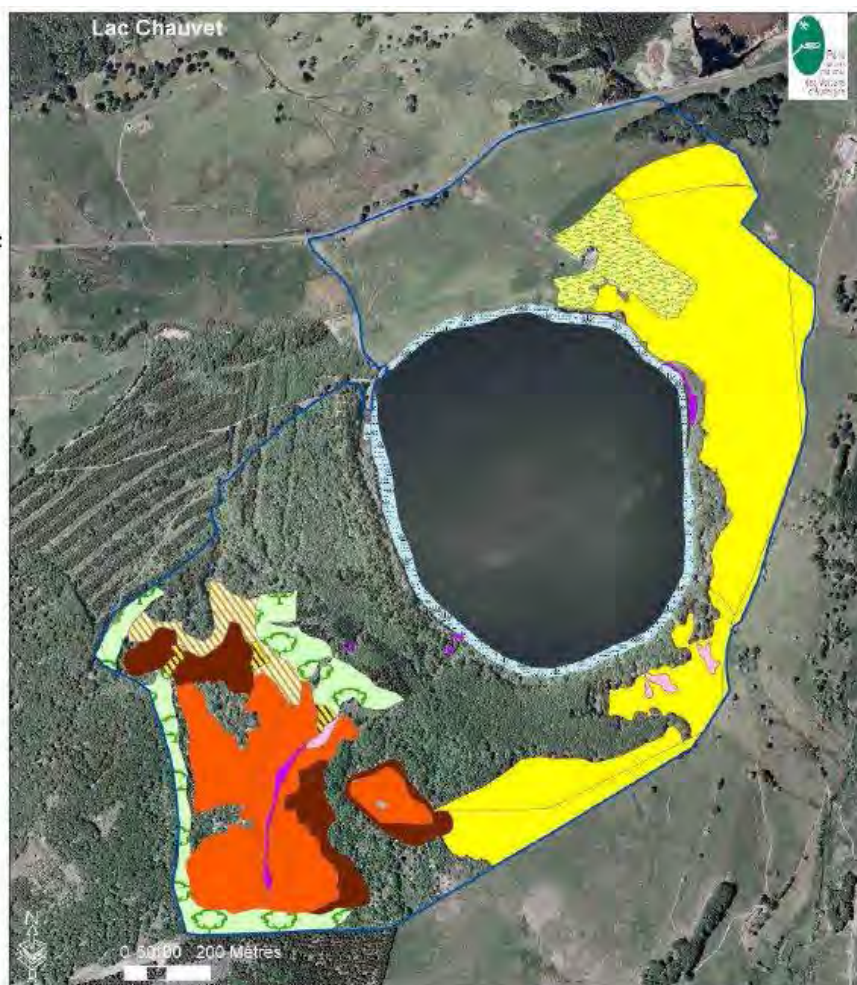


□ périmètre N2000 validé en COPIL (28/03/10)

Intitulé et statut des habitats naturels d'intérêt européen :

- Bas marais, IC
- Dalles rocheuses, IC
- Dépressions de tourbières, IC
- Eaux stagnantes à végétation vivace, IC
- Haut marais en fin d'évolution, IC
- Haut marais jeune à mature, PR
- Hêtraie acidiphile, IC
- Juniperaie à genévrier commun, IC
- Lande acidiphile montagnarde, IC
- Landes sèches, IC
- Mégaphorbiaie mésotrophe, IC
- Nardais, IC
- Nardais, PR
- Prairie de fauche, IC
- Prairie de fauche, PR
- Tremblant, IC
- Végétation amphibie oligotrophe, IC
- Végétation vivace oligotrophe à Litorell, IC

Sources : BIOME, H. CHRISTOPHE, 2005 et 2010
DREAL Auvergne, PNRVA (AS) Fonds raster : BD_ortho IGN 2004 2005 (repro interdite)
Réalisation : SIG PNRVA, AS 2010



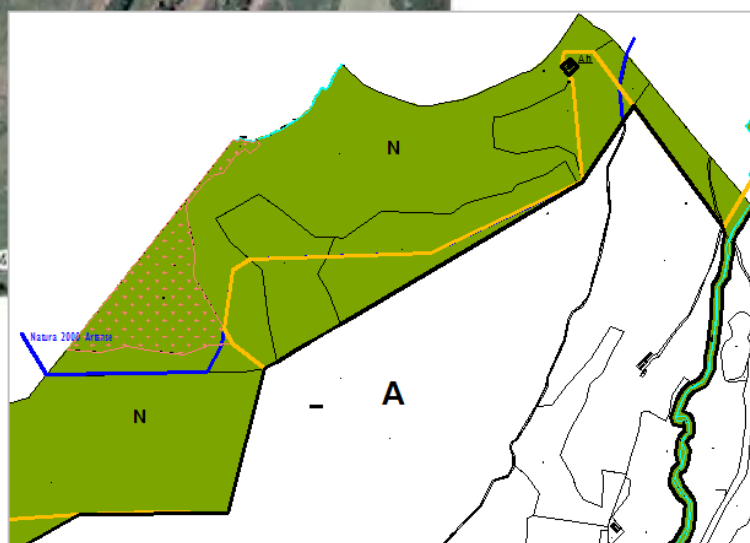
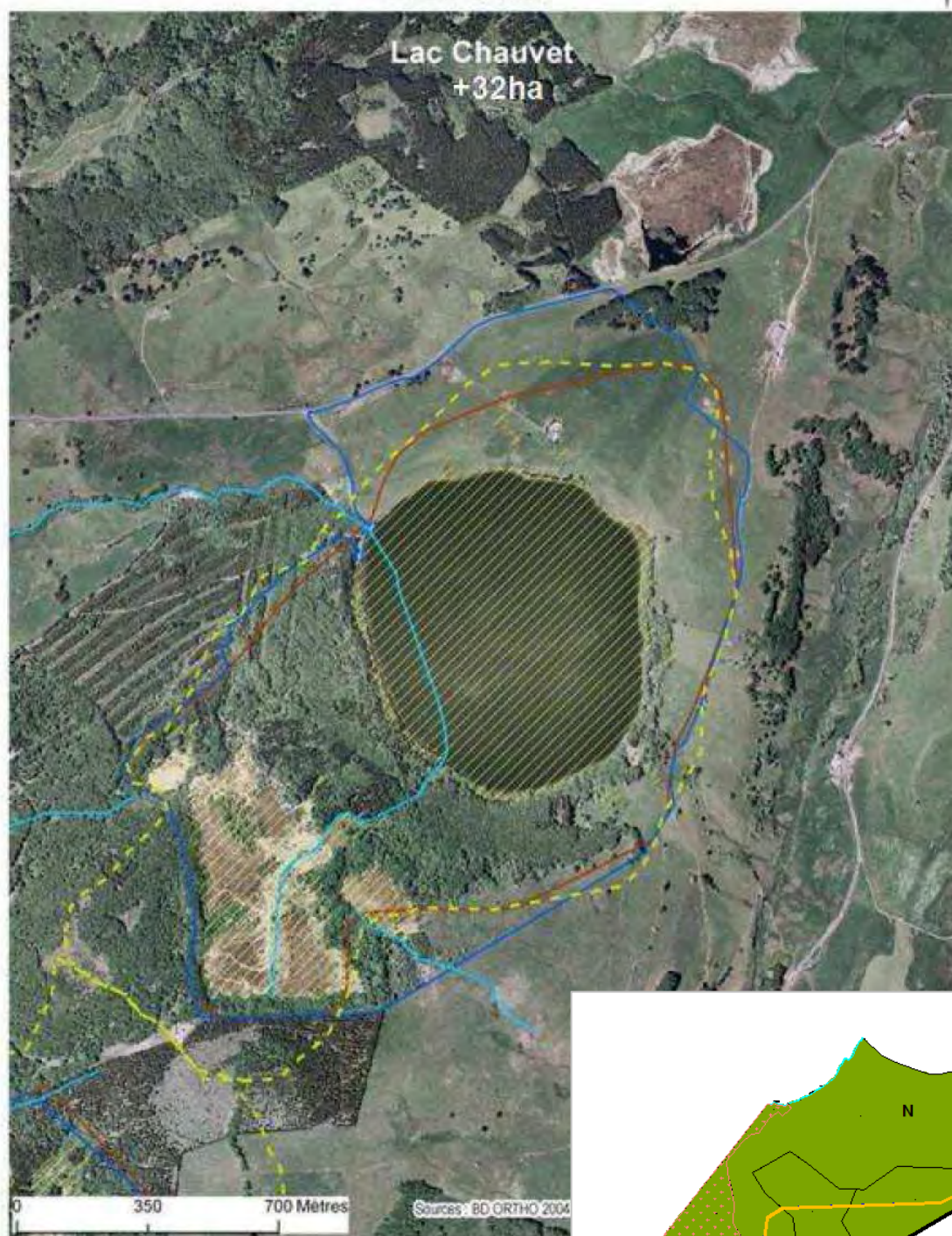
Lac Chauvet



Proposition d'ajustement du périmètre Natura 2000 de l'Artense



- périmètre Natura 2000 initial
 périmètre Natura 2000 proposé
 bassin versant
 zone humide et eau libre
 réseau hydrographique



Zone Humides, selon terrain, carte IGN, et photo aérienne

Zonages Naturels : selon carte IGN

- Sites Natura 2000
- Arrêté de Protection de Biotope
- ZNIEFF

ZONAGE PLU

Réflexion
et
définition
du PLU

Les habitats naturels site Natura 2000 Artense FR8301039

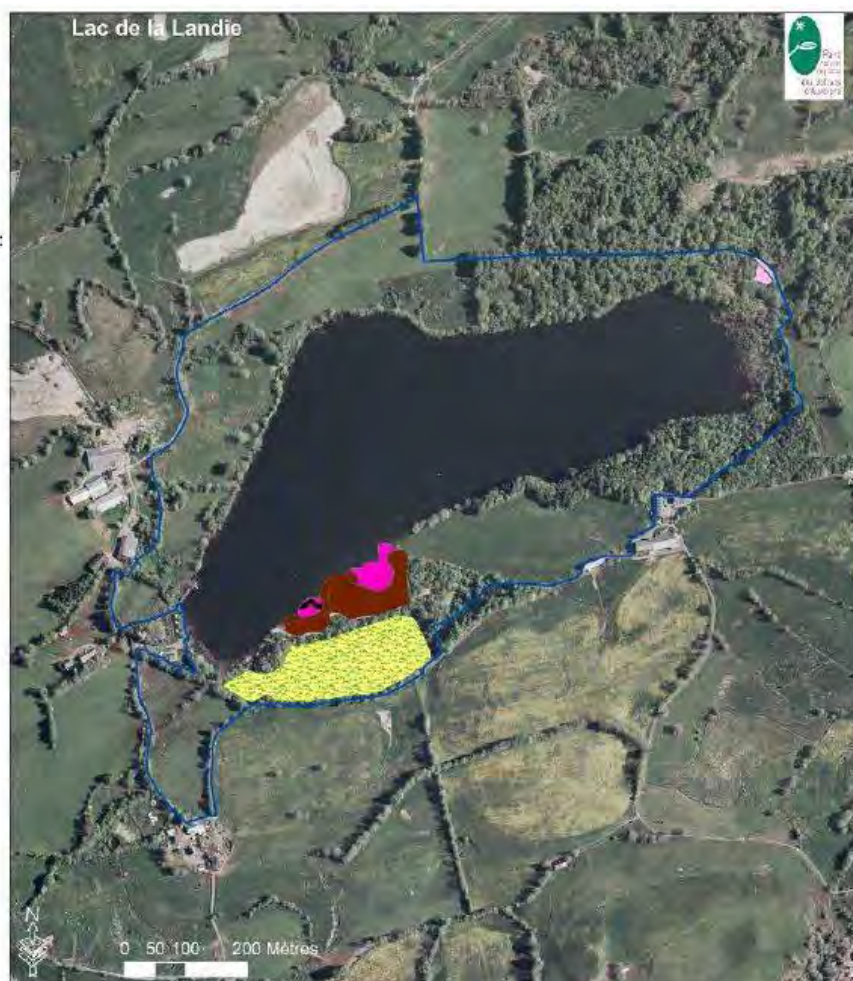


périmètre N2000 validé en COPIL (29/03/10)

Intitulé et statut des habitats naturels d'intérêt européen :

- Bas marais, IC
- Dalles rocheuses, IC
- Dépressions de tourbières, IC
- Eaux stagnantes à végétation vivace, IC
- Haut marais en fin d'évolution, IC
- Haut marais jeune à mature, PR
- Hêtraie acidophile, IC
- Juniperaie à genévrier commun, IC
- Lande acidophile montagnarde, IC
- Landes sèches, IC
- Mégaphorbiaie mésotrophe, IC
- Nardnaie, IC
- Nardnaie, PR
- Prairie de fauche, IC
- Prairie de fauche, PR
- Tremblant, IC
- Végétation amphibie oligotrophe, IC
- Végétation vivace oligotrophe à Litorell, IC

Sources : BIOME H. CHRISTOPHE 2005 et 2010
DREAL Auvergne, PNRVA (AS) Fonds raster : BD_ortho IGN 2004-2005 (reproduites)
Réalisation : SIG PNRVA, AS 2010

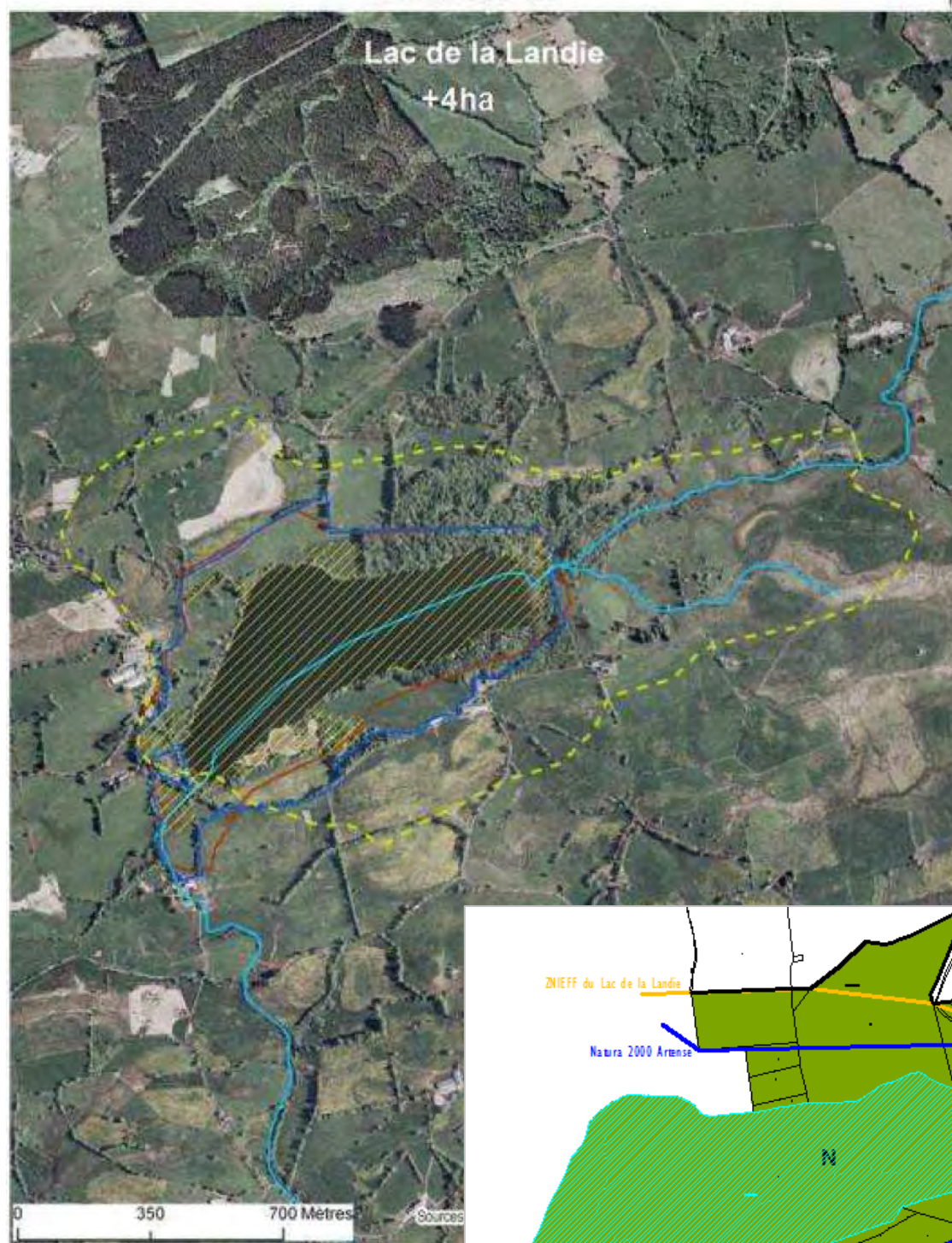


Lac de la Landie



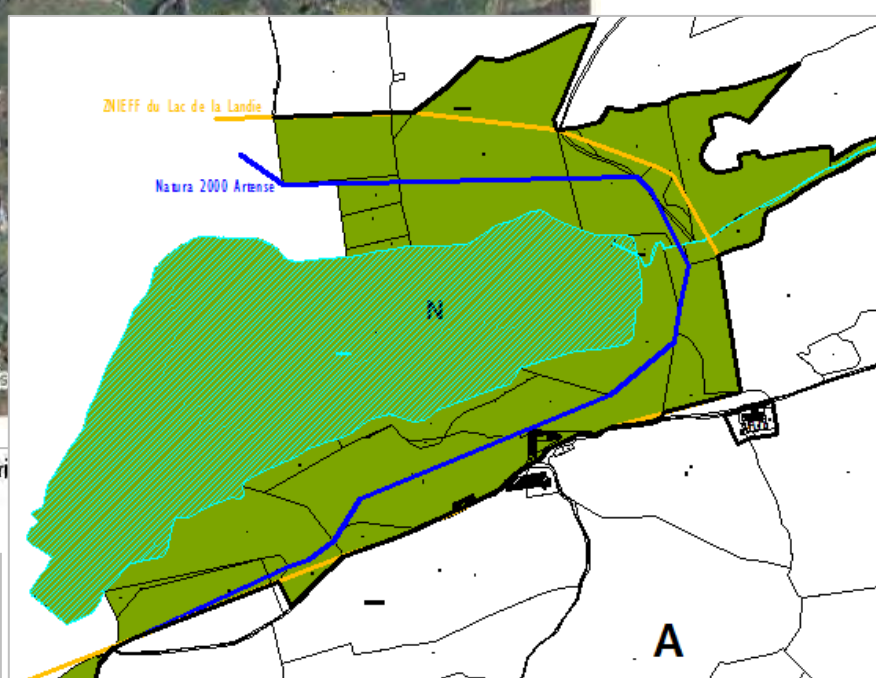
Proposition d'ajustement du périmètre Natura 2000 de l'Artense

- périmètre Natura 2000 initial
 bassin versant
 périmètre Natura 2000 proposé
 zone humide et eau libre
 réseau hydrographique



- Zone Humides, selon terrain, carte IGN, et photo aérienne
 Zonages Naturels : selon carte IGN
 - Sites Natura 2000
 - Arrêté de Protection de Biotope
 - ZNIEFF
 ZONAGE PLU

Réflexion
et
définition
du PLU



Les habitats naturels site Natura 2000 Artense FR8301039

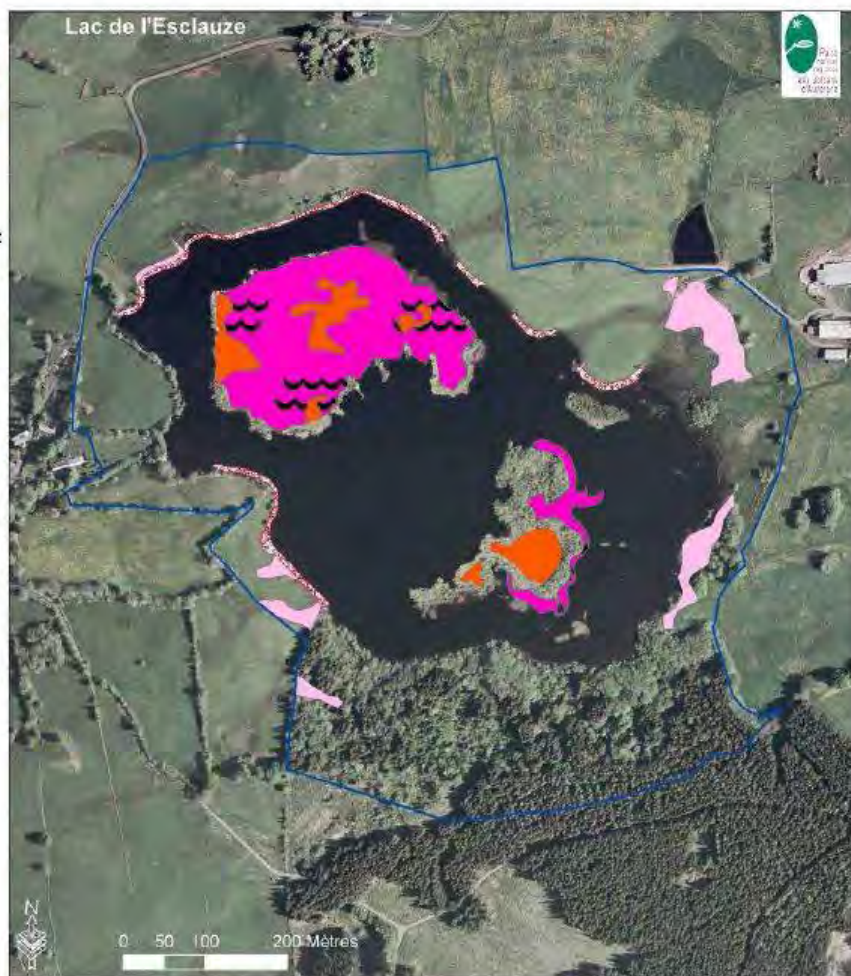


périmètre N2000 validé en COPIL (29/03/10)

Intitulé et statut des habitats naturels d'intérêt européen :

- Bas marais, IC
- Dalles rocheuses, IC
- Dépressions de tourbières, IC
- Eaux stagnantes à végétation vivace, IC
- Haut marais en fin d'évolution, IC
- Haut marais jeune à mature, PR
- Hêtraie acidiphile, IC
- Juniperaie à genévrier commun, IC
- Lande acidiphile montagnarde, IC
- Landes sèches, IC
- Mégaphorbiaie mésotrophe, IC
- Nardaie, IC
- Nardaie, PR
- Prairie de fauche, IC
- Prairie de fauche, PR
- Tréblant, IC
- Végétation amphibie oligotrophe, IC
- Végétation vivace oligotrophe à Litorell, IC

Sources : BIOME H. CHRISTOPHE, 2005 et 2010
DREAL Auvergne, PNRVA (AS) Fonds raster : BD_ortho IGN 2004 2005 (reproduit)
Réalisation : SIG PNRVA, AS 2010



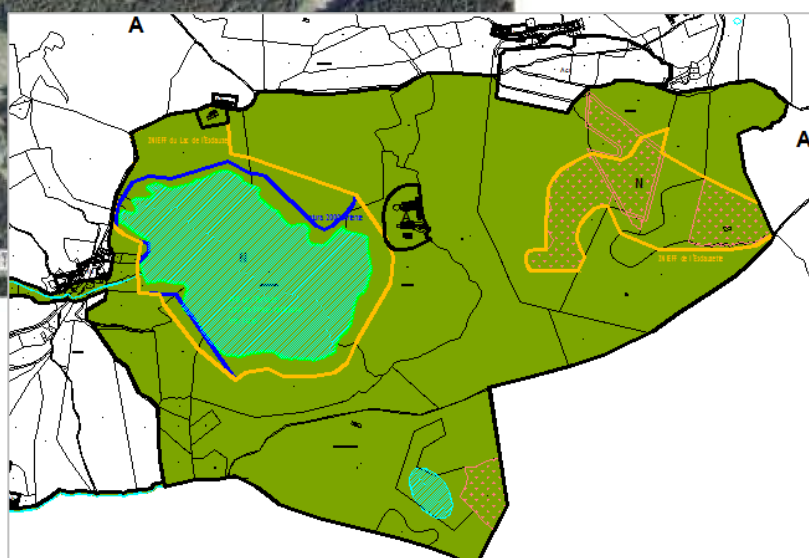
Lac Tourbière de l'Esclauze



Proposition d'ajustement du périmètre Natura 2000 de l'Artense



- périmètre Natura 2000 initial
 périmètre Natura 2000 proposé
 bassin versant
 zone humide et eau libre
 réseau hydrographique



Zone Humides, selon terrain, carte IGN, et photo aérienne

Zonages Naturels : selon carte IGN

- Sites Natura 2000
- Arrêté de Protection de Biotope
- ZNIEFF

ZONAGE PLU

Réflexion
et
définition
du PLU

Les habitats naturels site Natura 2000 Artense FR8301039

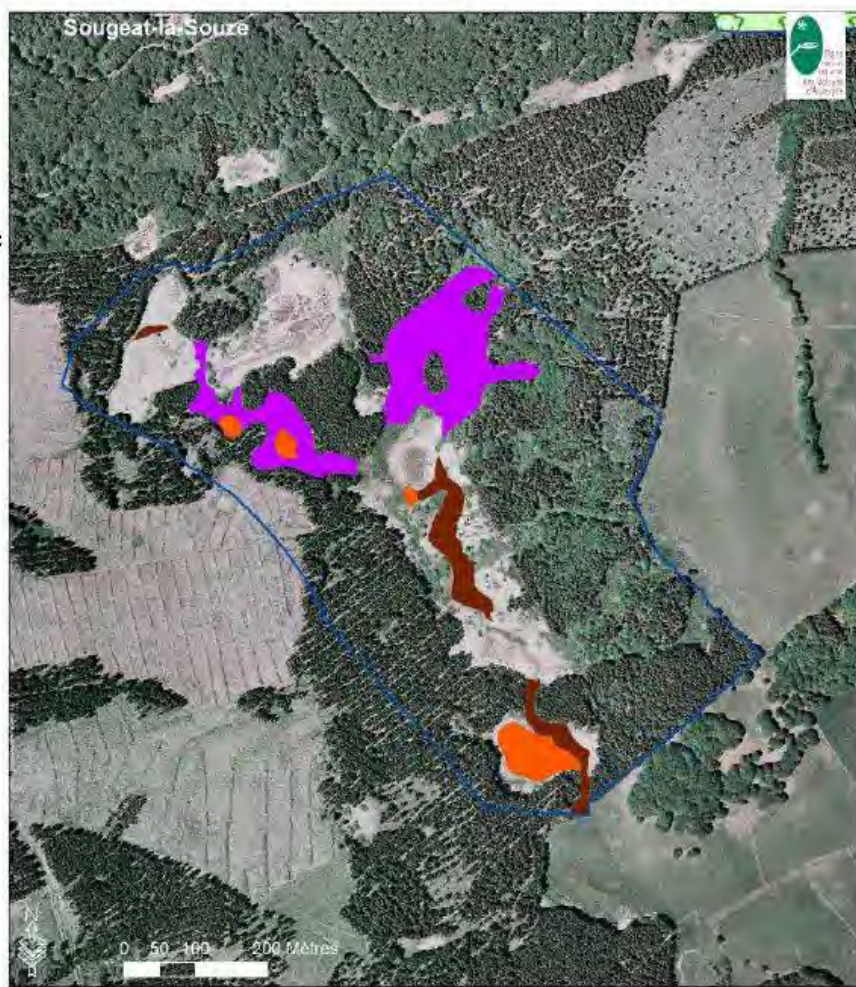


■ périmètre N2000 validé en COPIL (29/03/10)

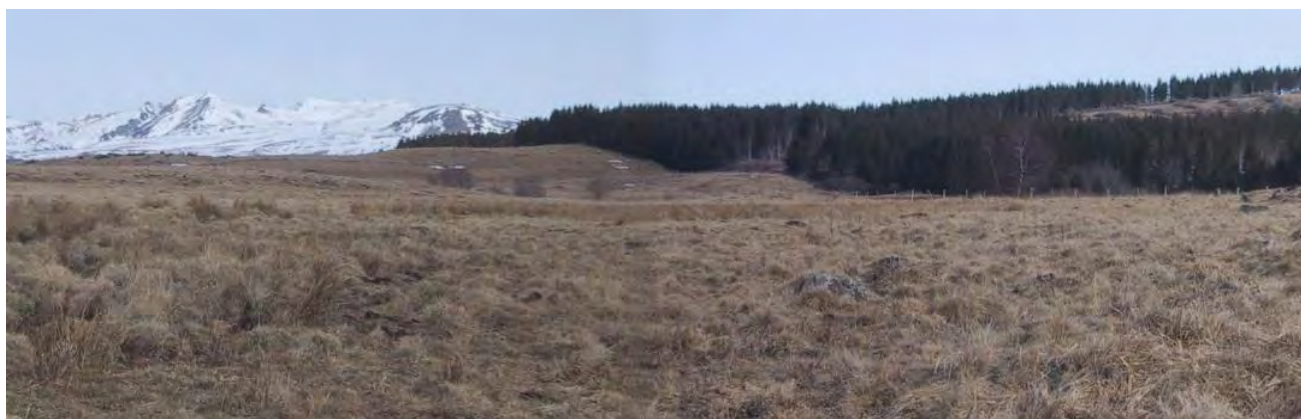
Intitulé et statut des habitats naturels d'intérêt européen :

- Bas marais, IC
- Dalles rocheuses, IC
- Dépressions de tourbières, IC
- Eaux stagnantes à végétation vivace, IC
- Haut marais en fin d'évolution, IC
- Haut marais jeune à mature, PR
- Hêtraie acidiphile, IC
- Juniperaie à genévrier commun, IC
- Lande acidiphile montagnarde, IC
- Landes sèches, IC
- Mégaphorbiaie mésotrophe, IC
- Nardaie, IC
- Nardaie, PR
- Prairie de fauche, IC
- Prairie de fauche, PR
- Tremblant, IC
- Végétation amphibie oligotrophe, IC
- Végétation vivace oligotrophe à Litorell, IC

Sources : BIOME, H. CHRISTOPHE 2005 et 2010
DREAL Auvergne, PNRVA (AS) Fonds raster ; BD_ortho IGN 2004 2005 (reproduite d'après)
Réalisation : SIG PNRVA, AS 2010



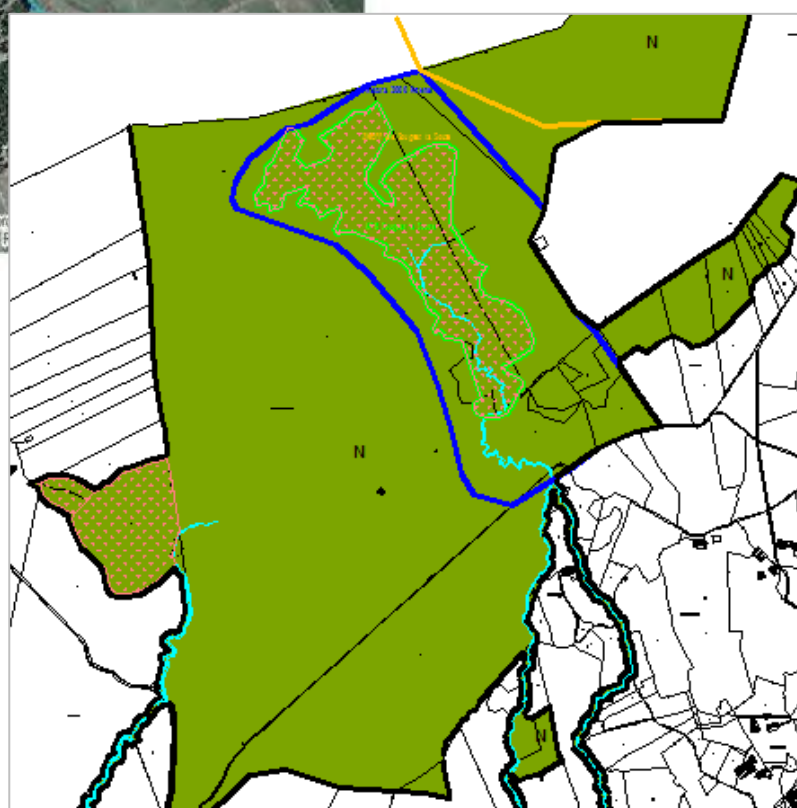
Sougeat la Souze



Proposition d'ajustement du périmètre Natura 2000 de l'Artense



- périmètre Natura 2000 initial
 périmètre Natura 2000 proposé
 bassin versant
 zone humide et eau libre
 réseau hydrographique



Zone Humides, selon terrain, carte IGN, et photo aérienne

Zonages Naturels : selon carte IGN

- Sites Natura 2000
- Arrêté de Protection de Biotope
- ZNIEFF

ZONAGE PLU

Réflexion
et
définition
du PLU

Les tourbières du site Natura 2000 du Cézallier

Le Cézallier est un plateau basaltique d'altitude issu du volcanisme et de la période glaciaire. Associé au climat rude (humide et froid), ces conditions naturelles ont permis le développement de nombreux lacs et tourbières dont les milieux naturels (habitats) et les espèces sont rares et menacés à l'échelle européenne. Les activités humaines (agricoles en grande majorité, forestières et un peu touristiques) qui exploitent ces ressources naturelles, ont permis, de façon complémentaire, le développement d'un paysage et de milieux naturels exceptionnels qui fondent actuellement l'identité du site Natura 2000 « Cézallier Nord » et de son jumeau le « Cézallier Sud ».

Ces deux sites forment l'un des plus beaux réseaux de tourbières du Puy-de-Dôme, et sûrement de la région Auvergne. Il est même considéré comme un des coeurs de nature de zones humides du territoire du Parc des Volcans d'Auvergne. Composés chacun de 10 entités, certaines sont classées en Réserve naturelle nationale ou encore Espace Naturel Sensible, et d'autres le mériteraient sûrement.

Toutefois, ces sites possèdent quelques particularités l'un par rapport à l'autre. Les milieux tourbeux couvrent une surface plus importante du site Cézallier Nord (18%), alors que les prairies, pelouses et landes, majoritairement en estive, couvrent 74% du site Cézallier Sud. La problématique touristique est plus marquée sur le Cézallier Nord (les lacs Pavin, Montcineyre et Bourdouze sont très fréquentés). Le Cirque d'Artoux, constitue une spécificité parmi les entités du site Cézallier Sud. C'est un cirque glaciaire dont les milieux naturels sont comparables à ceux des Monts Dore et des Monts du Cantal.

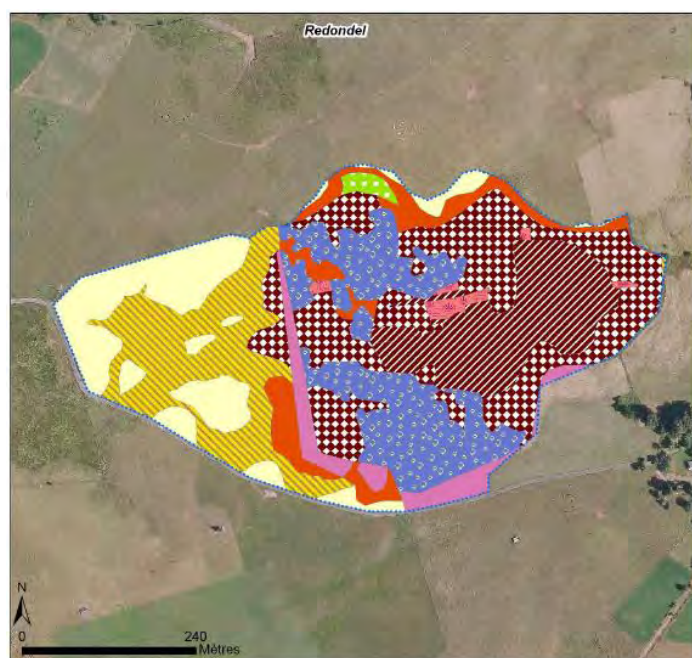
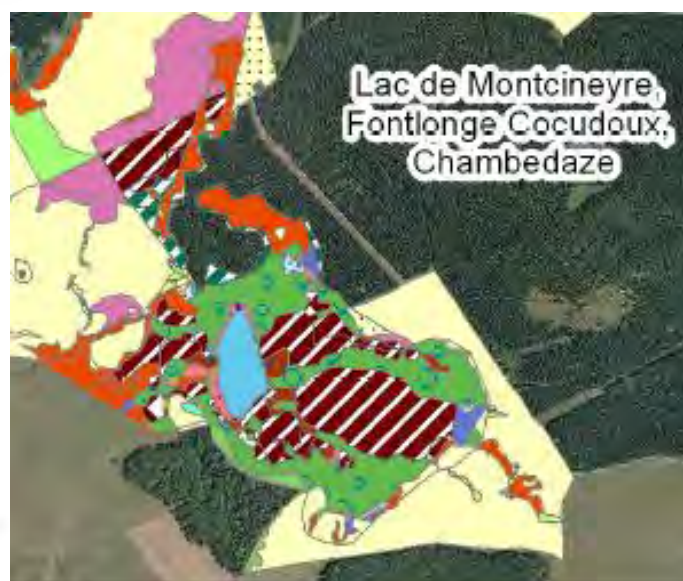
Ces 2 sites ont fait l'objet du souhait de la part de leur comités de pilotage respectifs d'être regroupés en un seul site afin d'être gérés de façon cohérente et concomitante. Ainsi, Natura 2000 dans le Cézallier couvre une surface de 2174,25 ha répartie en 20 entités sur 8 communes (contre 1728,41ha avant modification) : 7 dans le Puy de Dôme : Anzat-le-Luguet, Besse, Compains, Eglise-neuve-d'Entraigues, La Godivelle, Picherande et Saint-Alyre-ès-Montagne et 1 dans le Cantal : Montgreleix.

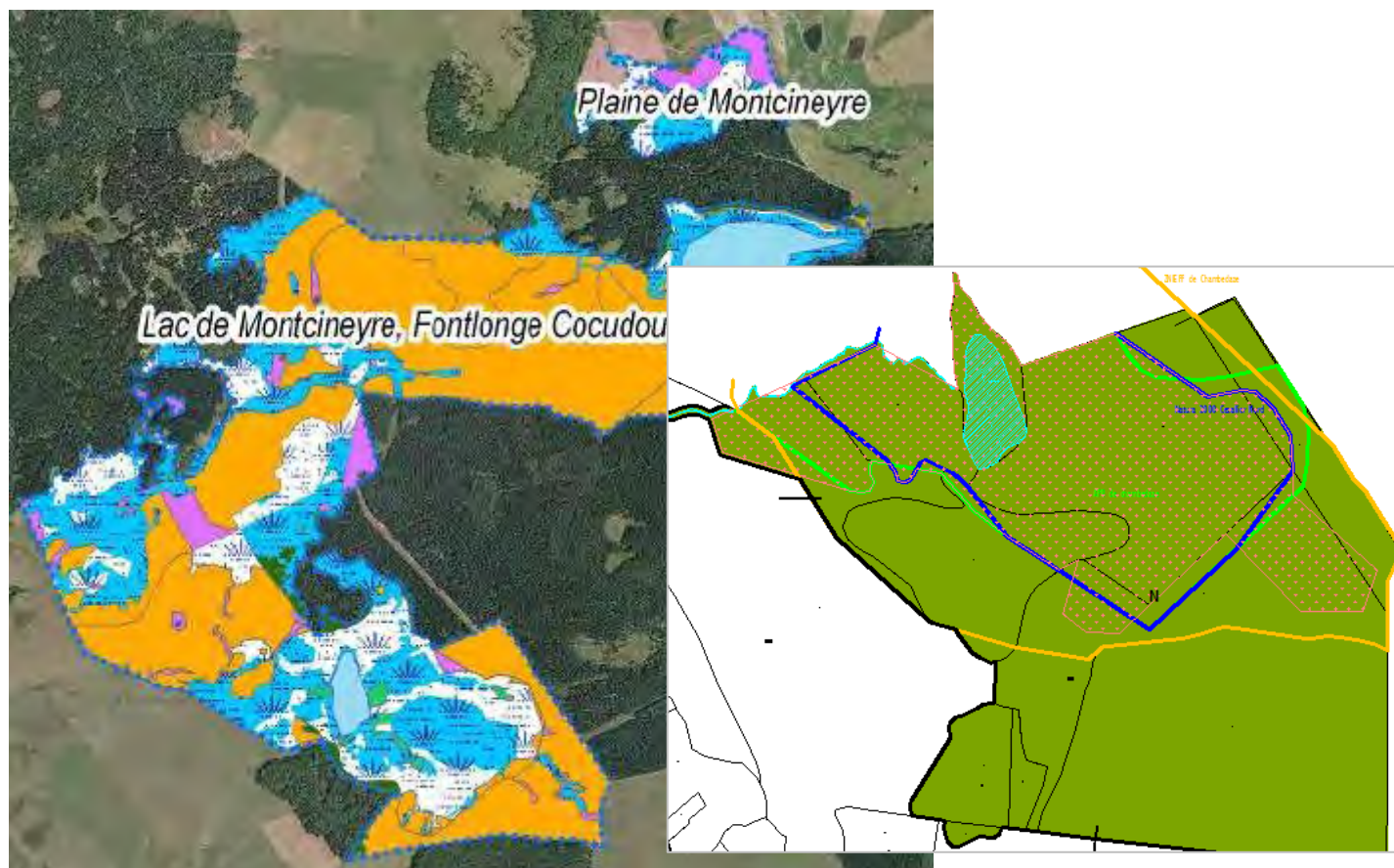
Tableau 2 : Communes et surfaces concernées par les sites Natura 2000 Cézallier Nord et Sud

Entité	Surface initiale (ha)	Surface à valider (ha)	Différence (ha)	Commune	Surface en Natura 2000 à partir du périmètre proposé	% commune en Natura 2000
La Barthe	81,0479	148,465	67,4171	Picherande	139,32	3,15
Vassivière	20,68	22,38	1,70	Besse	189,52	2,62
Pavin (lac)	78,35	81,30	2,95			
Estivadoux	10,69	11,16	0,47			
Bourdouze	78,9226	68,0286	-10,894			
Lac des Bordes	23,22	22,46	-0,77	Compains	412,21	8,22
Escoufort bas	4,58	5,81	1,22			
Montcineyre (plaine)	22,29	22,49	0,20			
Col Chaumoune	16,59	42,68	26,08			
Coualle basse	23,83	54,55	30,71			
Plaine Jacquot	29,60	37,35	7,75			
Lac de Montcineyre	54,12	403,27	160,12			
Fontlonge Cocudoux	122,80					
Chambedaze	66,23					
Redondel	17,20	25,62	8,42	Egliseneuve d'Entraigues	116,11	2,06
Coualle basse				La Godivelle	617,74	40,01
Plaine Jacquot						
Chamaroux	295,93	1027,01	194,63	Montgreleix	50,62	2,87
Les Chastelets	24,49			Saint-Alyre-es-Montagne	425,94	10,37
Lacs de la Godivelle	511,96					
Communal du Fraud	42,02	115,63	73,61	Anzat-le-Luguet	222,54	3,34
Chamaroux, les Chastelets, lacs de la Godivelle						
Cirque d'Artoux	78,44	85,96	7,52			
Total général	1603,00	2174,13	571,13			

Intitulé simple

-  Bas Marais à petits carex
-  Bois marécageux d'Aulnes
-  Boulaies pubescentes tourbeuses (PR)
-  Caricaies à Carex rostrata
-  Caricaies à Carex vesicaria
-  Caricaies à approximata
-  Clairières à couvert arbustif
-  Clairières à épilobes
-  Communautés à prêles d'eau
-  Communautés des bordures de cours d'eau, frais et peu profonds
-  Communautés végétales montagnardes à subalpines nitrophiles
-  Lacs au bétail
-  Eaux douces oligotrophes
-  Eboulis de gros blocs colonisés par Rhacomitrium lanuginosum
-  Forêt de pins sylvestres
-  Fosses de tourbage colonisées par des helophytes et front de taille
-  Fourrés de Noisetiers
-  Fourrés méditerranéens sur sols fertiles
-  Gazon de littorales et Isoetes (IC)
-  Hêtraie sapinière à Canche flexueuse et Luzule des neiges (IC)
-  Hêtraies
-  Hêtraies acidiphiles à luzules
-  Hêtraies neutrophiles
-  Hêtraies-sapinières humides du Massif Central
-  Landes à Gaillet des rochers et Myrtille
-  Landes à Genets à balais
-  Landes à fougère aigle
-  Landes à genêt purgatif du Massif Central (IC)
-  Landes acidiphiles montagnardes thermophiles (IC)
-  Megaphorbiaies à Lailues des Alpes et Adonostyles à feuilles d'alliaire (IC)
-  Megaphorbiaies mesotrophes montagnardes (IC)
-  Megaphorbiaies montagnardes à Campanule à larges feuilles
-  sur éboulis
-  Pelouses acidoclines montagnardes du Massif Central (PR)
-  Pelouses humides à Juncus rude et Nard raide
-  Pelouses oligotrophes acidoclines appauvries par le surpâturage
-  Pineraies de pins à crochets sur tourbe (PR)
-  Plantations de Sapins, d'Épicéas et de Mélèzes européens
-  Prairie humide pléistocène
-  Prairies à Scirpe des bois
-  Prairies atlantiques et continentales, hygrophiles à mesohygrophiles, sur sol mésotrophe tourbeux à paratourbeux
-  Prairies de fauche montagnardes (IC)
-  Prairies dominées par la canche caespiteuse
-  Prairies pâturées
-  Prairies subalpines à Calamagrostis arundinacea
-  Pres tourbeux acidiphiles dominés par Molinia caerulea
-  Pres tourbeux acidiphiles dominés par Molinia caerulea (IC)
-  Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Voronion dillonii (IC)
-  Roselières (Calamagrostis caenescens)
-  Roselières (Phalaris arundinacea)
-  Roselières (Phragmites australis)
-  Route, chemin, maison, jardin, potager
-  Saussaies marécageuses à Saules cendres
-  Saussaies marécageuses à Saules lauriers
-  Sources d'eaux douces pauvres en bases
-  Tapis de Renouée
-  Tapis de nénuphars
-  Terrain aride
-  Tourbières hautes actives (Eriophoro-Scirpetum / PR)
-  Tourbières hautes dégradées (IC)
-  Tremblants à Carex lasiocarpa (IC)
-  Tremblants à Carex limosa (IC)
-  Tremblants à Carex rostrata (IC)
-  Zones rudérales

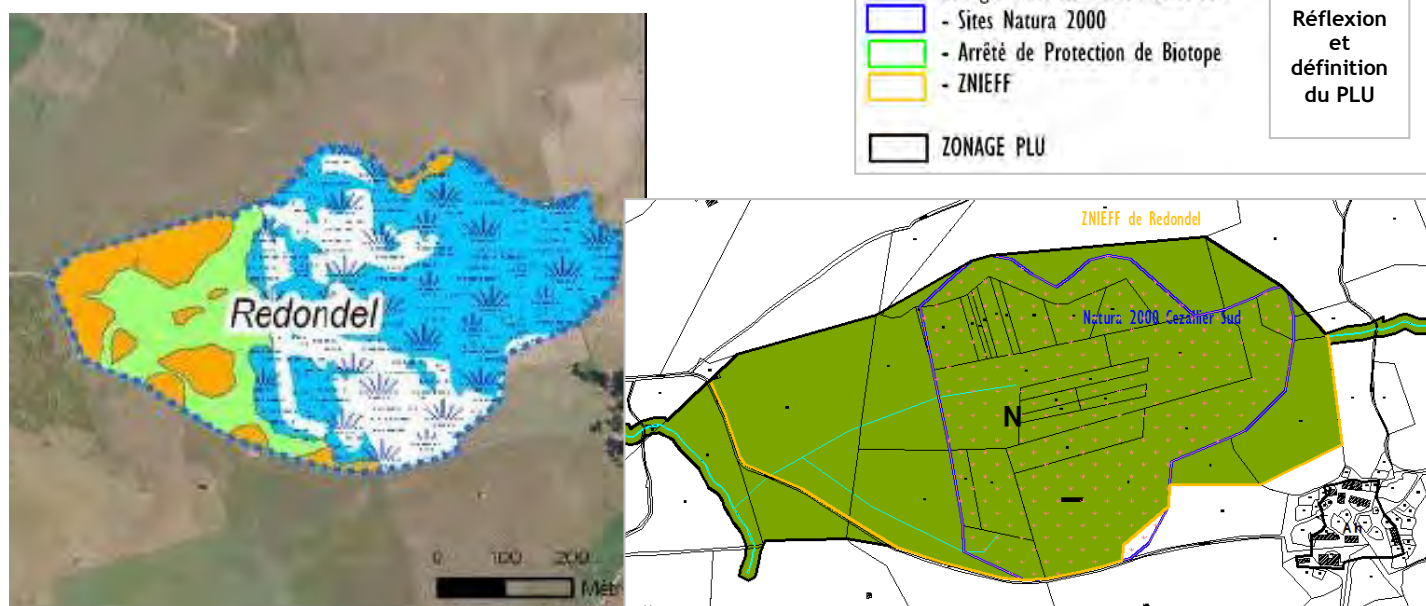




- | | | | |
|---------------------------------|------------------------|-----------------------|-------------------------|
| eaux courantes et stagnantes NC | landes hautes NC | milieux forestiers NC | prairies permanentes NC |
| formations herbacées sèches | milieux anthropisés NC | milieux rocheux NC | zones humides |
| habitats rocheux | milieux forestiers | prairies permanentes | zones humides NC |

Sources : BD Ortho 2009 IGN (reproduction interdite), DREAL Auvergne & SMPNRVA (SE)
Réalisation : SMPNRVA (AS 10/10)

- Zone Humides, selon terrain, carte IGN, et photo aérienne**
- Zonages Naturels : selon carte IGN**
- Sites Natura 2000
 - Arrêté de Protection de Biotope
 - ZNIEFF
- ZONAGE PLU**
- Réflexion et définition du PLU**



- | | | | |
|---------------------------------|------------------------|-----------------------|-------------------------|
| eaux courantes et stagnantes NC | landes hautes NC | milieux forestiers NC | prairies permanentes NC |
| formations herbacées sèches | milieux anthropisés NC | milieux rocheux NC | zones humides |
| habitats rocheux | milieux forestiers | prairies permanentes | zones humides NC |

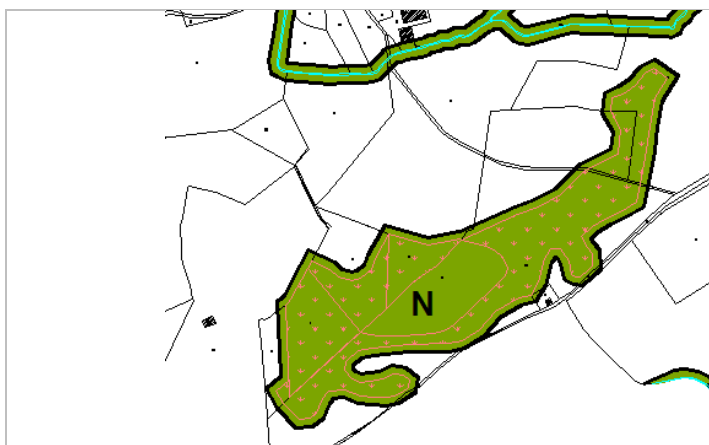
Sources : BD Ortho 2009 IGN (reproduction interdite), DREAL Auvergne & SMPNRVA (SE)
Réalisation : SMPNRVA (AS 10/10)

Conclusion : Les sites natura 2000 ont été pris en compte dans les zonages du PLU.

Le PLU n'affiche pas de projet de développement allant à l'encontre de la préservation/gestion des sites naturels, ou se situant dans l'emprise ou à proximité des sites naturels.

Les zones AUg, AU, AUi sont éloignées de tout site Natura 2000.

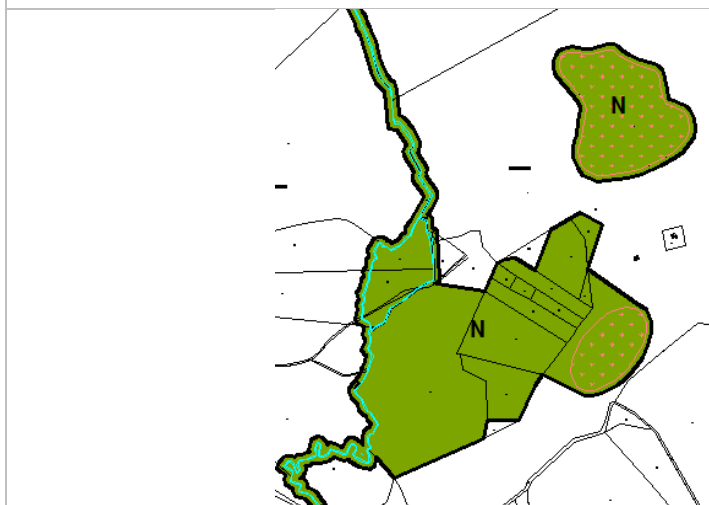
Le PLU affiche une forte volonté de préserver et mettre en valeur les espaces naturels sensibles et paysagers présents sur le territoire. Les zonages N couvrent des surfaces plus grandes que celles des sites Natura 2000, et notamment avec l'identification de zones N sur certaines espaces humides non identifiés par les zonages naturels, types Natura 2000, Znief, APB, Il s'agit notamment des sites :



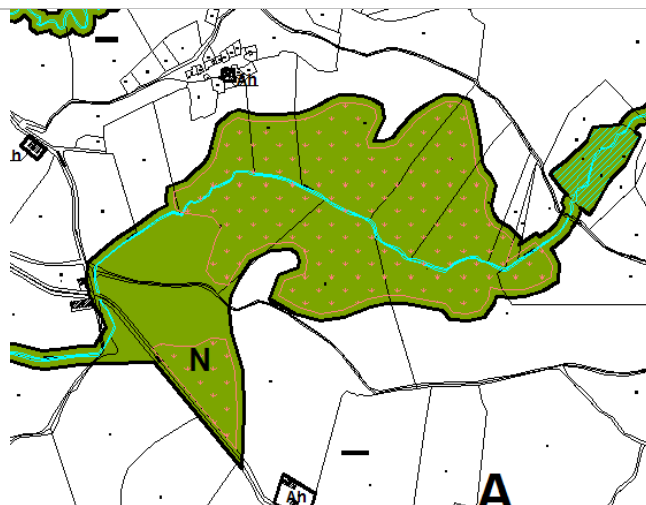
Clos de Vesseyre



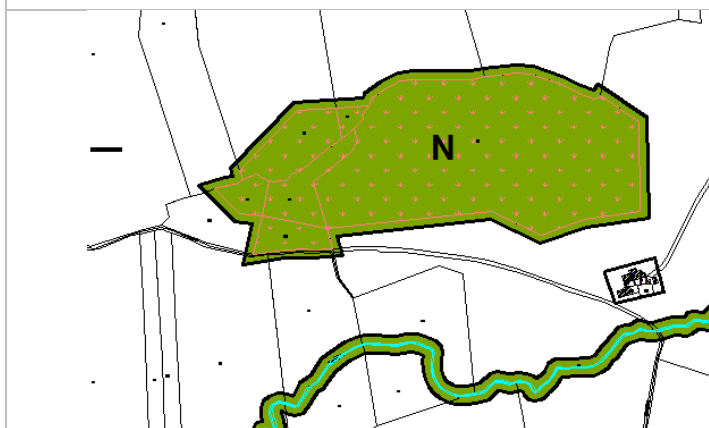
La Chaux



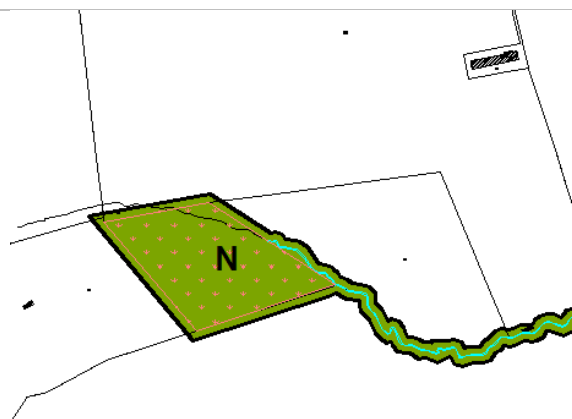
La Testeyre



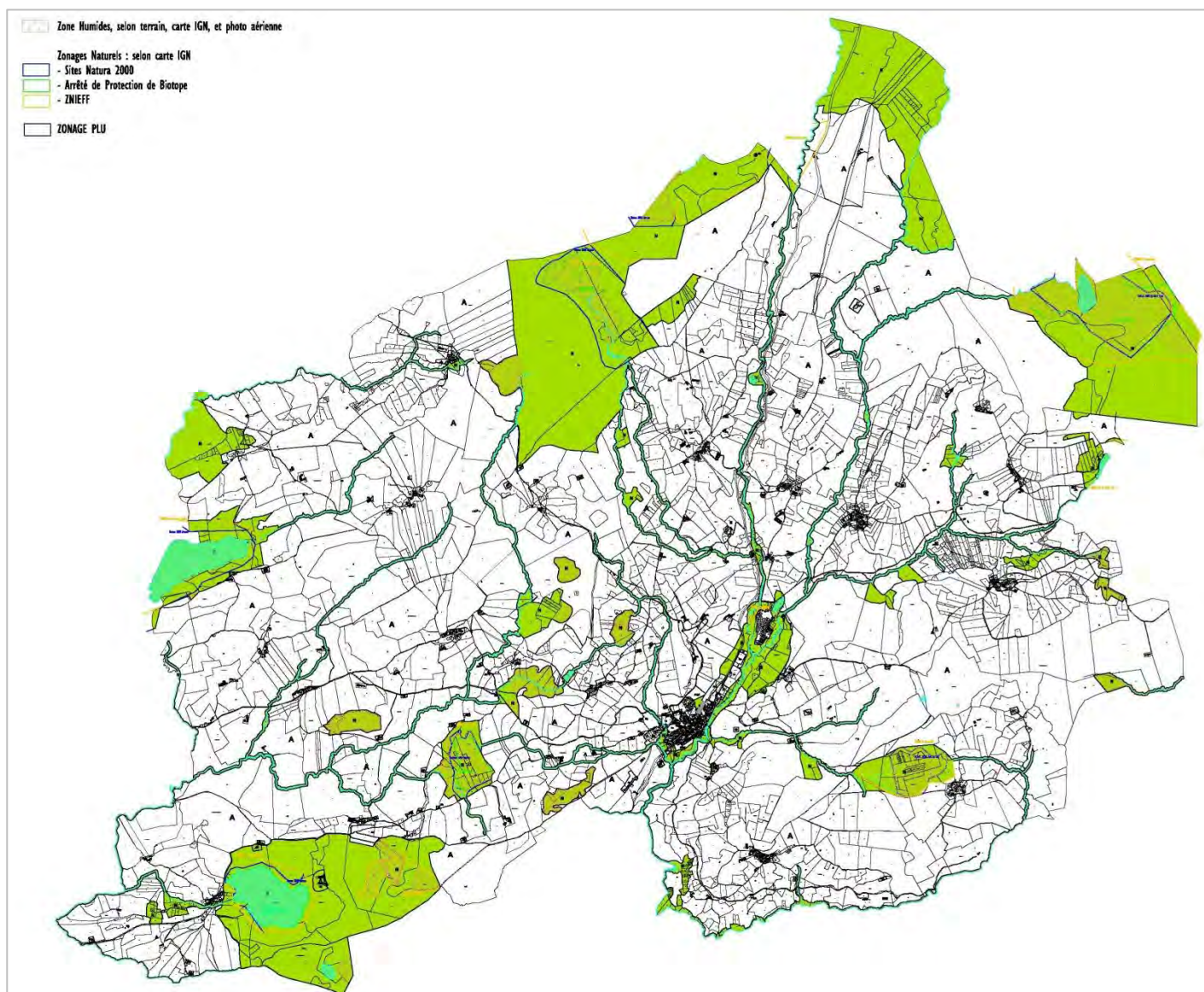
Les Plaines



Le Boucheix



Le Blateau



DEPARTEMENT DU PUY DE DOME

2.4

Commune d'

EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES

SCP DESCOEUR F et C
ARCHITECTURE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRÉSENTATION - TOME 4 : RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

PRESCRIPTION
Délibération du conseil municipal du 28 mars 2009

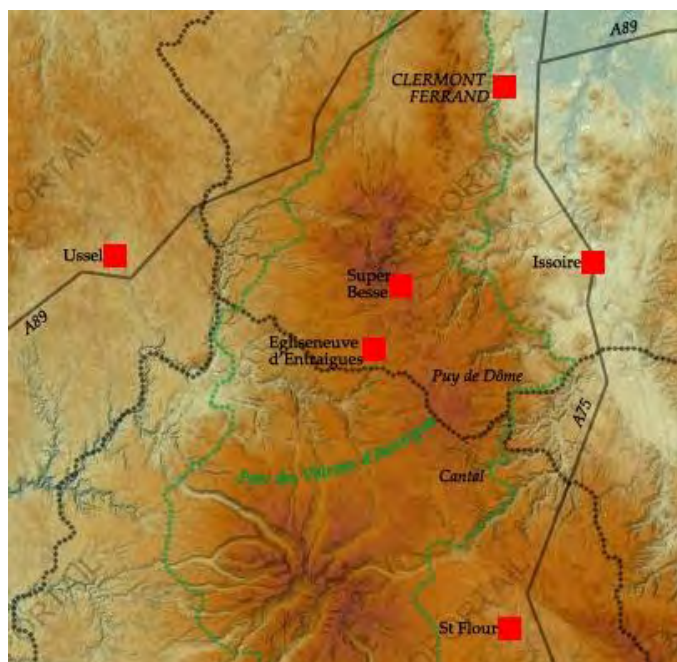
ARRET DU PROJET
Délibération du conseil municipal du 7 mars 2013

APPROBATION
Délibération du conseil municipal du

MODIFICATIONS - REVISIONS PARTIELLES MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

Tome 4 - LE RESUME NON TECHNIQUE DU PLU



Localisation à grande échelle.

La commune d'Eglise-neuve d'Entraigues est située au sud-ouest du département du Puy de Dôme, en limite avec le département du Cantal, à environ 65 Km de Clermont Fd, 50 Km d'Issoire

La commune fait partie de l'arrondissement d'Issoire et du canton de Besse et Ste Anastaise. Elle se trouve sur l'axe de communication (RD978) entre les Monts Dômes et les Monts du Cantal.

D'une superficie de 5643 ha, la commune est constituée de :

un bourg : Eglise-neuve d'Entraigues ;

8 villages : Bost de Village, Graffau-deix, Espinat, Redondel, Bogon, L'Esclauze, La Renonfeyre, Dressondeix ;

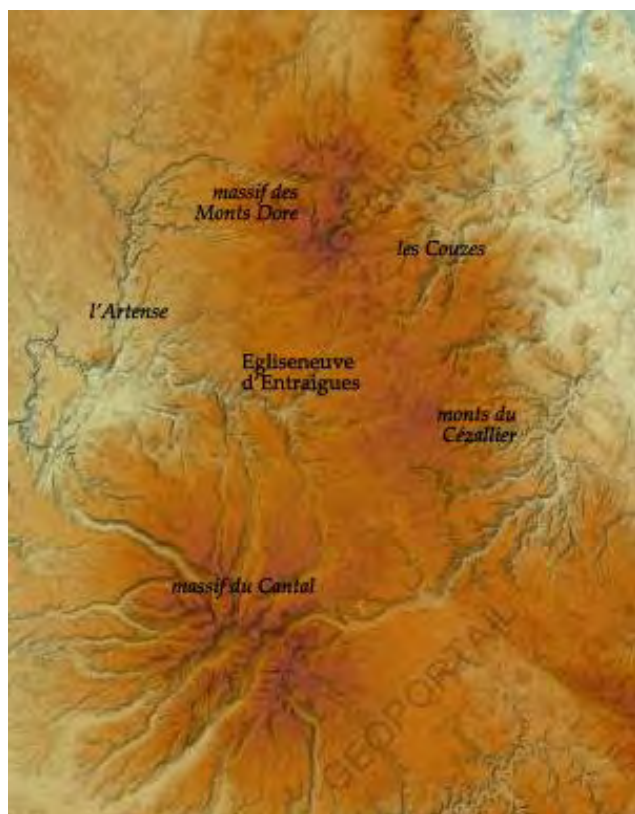
d'une multitude d'écarts et de fermes isolées.

Elle compte aujourd'hui 468 habitants.

La commune d'Eglise-neuve d'Entraigues appartient à la Communauté de Communes du Massif du Sancy.



Le territoire d'Eglise neuve d'Entraigues se situe à l'interface de plusieurs grands ensembles de reliefs (et de pays).



- en bordure nord-ouest du Céallier (plateaux volcaniques).
- au sud du massif des monts Dore (ensemble volcanique relativement jeune de moins de 3 millions d'années), dont le Sancy est le point culminant (1886m).
- au nord du massif cantalien, constitué par près de 1000km³ de laves crachées par des milliers de cheminées volcaniques pendant 15 millions d'années.
- à l'ouest par l'Artense, plateau granitique, entaillé de rivières.
- à l'est par les Couzes, gorges profondes descendant en direction des Limagnes et de la rivière Allier.

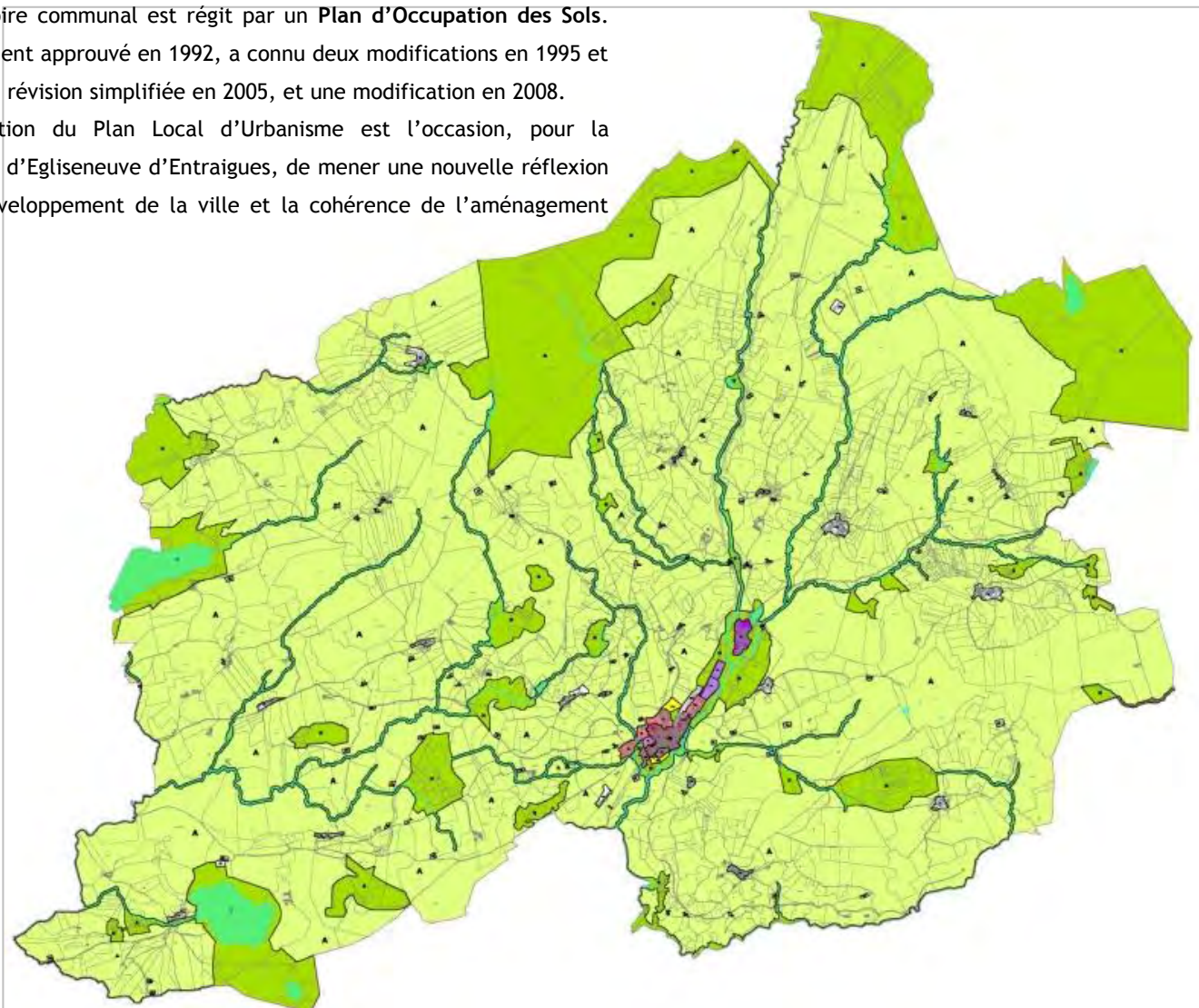
Le territoire communal présente un fort dénivelé topographique offrant un paysage de plateaux entaillés plus ou moins profondément par un réseau hydrographique important.

Le territoire communal est exclusivement de formations basaltiques.

Le territoire communal est régi par un **Plan d'Occupation des Sols**.

Ce document approuvé en 1992, a connu deux modifications en 1995 et 1996, une révision simplifiée en 2005, et une modification en 2008.

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme est l'occasion, pour la commune d'Eglise neuve d'Entraigues, de mener une nouvelle réflexion sur le développement de la ville et la cohérence de l'aménagement urbain.



Le Projet du PLU s'est appuyé sur un **Diagnostic**, présentant les grandes caractéristiques environnementales, urbaines, humaines et économiques, du territoire communal. Il propose un état des lieux de l'environnement, en abordant successivement les différents thèmes environnementaux (air, eau, sol, risques naturels, espaces naturels, paysages, patrimoines, etc ...). Pour chacun de ces thèmes, le Diagnostic dresse l'état de l'environnement, présente les pressions exercées sur l'environnement (éléments ou actions qui entraînent une dégradation de la qualité de l'environnement).

Il permet ainsi de dégager les problématiques environnementales les plus importantes et/ou spécifiques du territoire. Ce document traduit à la fois le diagnostic et l'état initial de l'environnement du territoire communal, dans une analyse environnementale et morpho-paysagère, urbaine et patrimoniale, socio-démographique et économique, conduisant ainsi à la mise en évidence d'enjeux et d'orientations de développement.

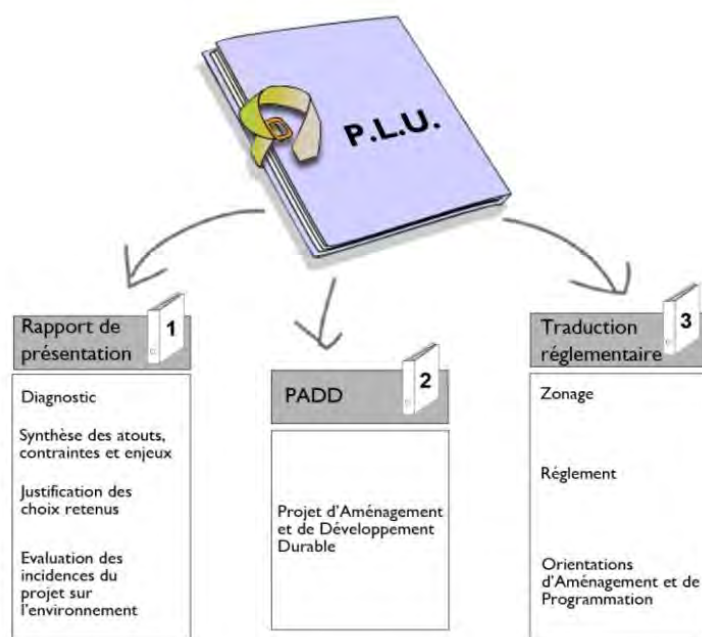
L'analyse des atouts, faiblesses, opportunités et menaces relatives à ces différents points, a permis de définir les grandes orientations du **Projet d'Aménagement et de Développement Durable**.

Le PADD se présente comme l'élément dynamique et stratégique du PLU. Ce document s'appuie sur les éléments fondamentaux du diagnostic, répond à l'ensemble des enjeux et besoins identifiés du plan local d'urbanisme. Il rassemble les grandes orientations concernant l'organisation et l'aménagement du territoire et expose les intentions de la municipalité pour les années à venir, avant leur transcription spatiale et réglementaire dans le PLU. Il forme ainsi un véritable projet de ville pour l'avenir.

Les orientations générales du PADD regroupées dans un document support ont fait l'objet d'un débat au conseil municipal.

Les orientations du PADD de la commune se sont traduites dans le PLU par un **zonage** et un **règlement** spécifique pour chaque zone urbaine, à urbaniser, agricole, et naturelle. Il fixe les règles de fond applicables à l'intérieur de chacune de ces zones et détermine leur constructibilité.

Le PLU doit respecter les consignes données par différents documents de rang supérieur élaborés par l'État ou d'autres collectivités territoriales, dans une relation de compatibilité verticale ascendante.



La commune d'Egliseneuve d'Entraigues compte 468 habitants en 2009. Depuis au moins la seconde moitié du 20^e siècle, la commune connaît une perte démographique constante.

Ce phénomène est le double résultat d'un solde naturel toujours négatif et de nombreux départs, conduisant ainsi à un vieillissement de la population.

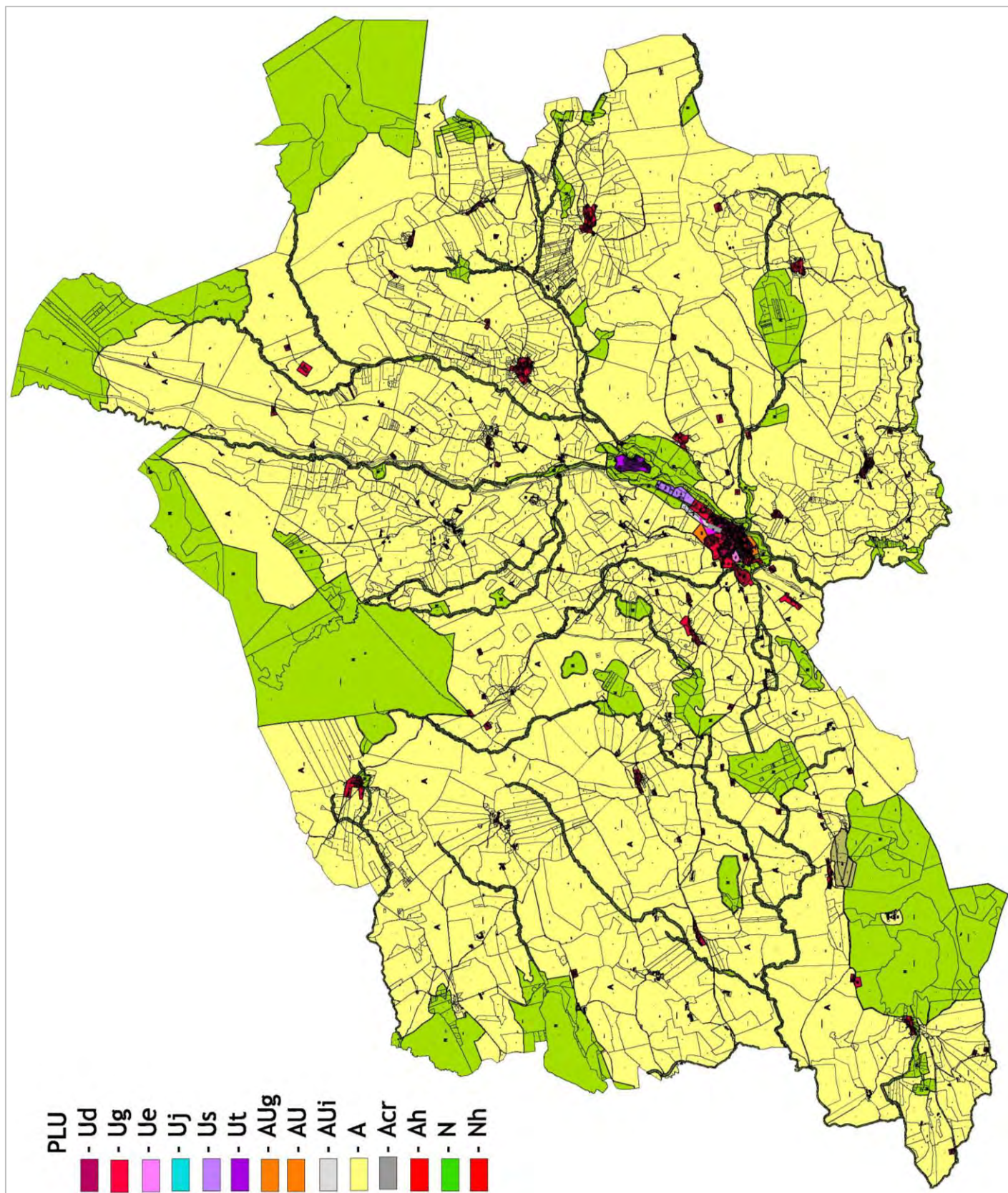
Les estimations communales font apparaître une légère reprise démographique avec 505 habitants en 2010, soit un gain de 17 habitants en 4 ans. Mais, les données 2012 de l'Insee confirment cette évolution négative, avec 468 habitants.

Le PLU travaille sur une dizaine d'années (d'ici 2025 environ). Les projections et les choix du PLU estiment que la population communale d'Egliseneuve d'Entraigues peut atteindre 600 habitants environ d'ici 2025.

L'ambition démographique définit pour la commune, n'est pas le jeu du hasard. Les réflexions ont prises en compte les indicateurs socio démographiques (projections Insee à différentes échelles).

Les principales évolutions du zonage du PLU :

- Les zonages ont été définis selon les différentes vocations des secteurs : Habitat, Economique ou Equipements publics, Agricole, Naturelle,
La nécessité de prendre en compte les évolutions récentes du territoire communautaire, tels que l'urbanisation de nouvelles zones, l'adaptation des densités, la réalisation des équipements d'infrastructure et de superstructure, l'évolution des espaces naturels et agricoles... ;
De nombreuses évolutions concernent le bâti existant, selon sa situation. Il était nécessaire de prendre en compte les évolutions récentes du territoire communautaire, tels que l'urbanisation de nouvelles zones, le changement de vocation de certains bâtiments (passant d'une vocation agricole à une vocation habitat), l'adaptation des densités, la réalisation des équipements d'infrastructure et de superstructure, l'évolution des espaces naturels et agricoles... ;
- Dans un souci de répondre aux Grenelles et d'être compatible avec les directives nationales d'économie du foncier, les zonages urbains à vocation d'Habitat ont été resserrés au maximum, et dans la mesure des possibilités, au plus près de l'urbain existant. Les ouvertures à la construction sont peu nombreuses et en lien direct avec l'urbanisation existante. D'ailleurs, la totalité des zones d'urbanisation future définies au PLU, étaient déjà programmées comme telles au POS.
- Les zonages urbains à vocation d'Habitat ont été resserrés au maximum, et dans la mesure des possibilités, au plus près de l'urbain existant.
- La commune conserve en partie les zones d'urbanisation future qu'elle avait déjà en réserve foncière au POS. Deux ont été supprimées. Deux ont été conservées et légèrement réduites.
- La matérialisation des corridors écologiques (le territoire communal est très humide. Il dispose de nombreuses tourbières et prairies humides dont l'essentiel - les plus importantes - ont été identifiées dans les trames bleues et vertes, classées au PLU en zones naturelles, en EBC ou encore avec l'article L.123.1.5.7e).



Les projets en faveur de l'habitat.



La commune souhaite maintenir les populations en place et accueillir de nouvelles populations, répondre aux besoins en matière de logements, ouvrir à l'urbanisation des secteurs du territoire communal situés en continuité avec le tissu urbain existant.

Ces objectifs inscrits au PADD, se traduisent au PLU par la mise en place de zonages et règlements spécifiques.

- Des zones urbaines.
- Des zones à urbaniser.

Ces zones urbaines existantes (Ud et Ug) ne sont pas saturées et offrent de belles potentialités urbaines. Une analyse précise de « ces dents creuses » a été réalisée dans le Diagnostic : une estimation des dents creuses du POS a été faite, ce qui a permis de mettre en évidence un potentiel foncier non négligeable.

Ainsi, la définition des limites des zones urbaines s'est attachée à respecter les grandes directives nationales (économie de foncier, protection des terres agricoles et naturelles, développement durable, grenelles, ...). Les zonages urbains définis par le PLU ont cherché dans la mesure des possibilités, à se caler sur l'existant. Quelques régularisations ont été nécessaires, mais dans l'ensemble, ont été minimales.

Le PLU a été l'occasion de marquer quelques grands projets d'envergure, en terme d'habitat. Il définit les zones d'urbanisation future, pour les années à venir.

Malgré le potentiel foncier encore important dans les zones urbaines existantes, la commune devait identifier des secteurs futurs d'habitat, programmer des réserves foncières de plus ou moins long terme. Le potentiel restant dans les zones urbaines correspond surtout à des opportunités à la parcelle, ce qui répond en partie à la demande individuelle, mais ne permet pas à la commune de répondre globalement aux directives habitats et aux objectifs qu'elle s'est fixée au PADD.

Le PLU a ainsi identifié plusieurs zones d'urbanisation future. La commune conserve en partie les zones d'urbanisation future qu'elle avait déjà en réserve foncière au POS. Deux ont été supprimées. Deux ont été conservées, légèrement réduites, et hiérarchisées.

Ces zones d'urbanisation future ne constituent pas réellement des surfaces nouvellement déclassées. Elles existaient au POS, en tant que telles. Le projet de les ouvrir se confirme donc, pour 2 zones sur 4.

- ✓ AUg au sud du bourg est prévue à court ou moyen terme
- ✓ AU au nord du bourg est prévue à moyen ou long terme.

L'ouverture de ces zones d'urbanisation future sera de plus, réglementée par différents outils :

- ✓ Les zones AUg, AU du PLU ont fait l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation.

La création de lotissements, l'urbanisation de secteurs plus importants, la requalification d'un quartier vont modifier, parfois bouleverser, la physionomie du territoire communal, générant un fort impact sur le cadre de vie de la population, les activités, les modes de déplacement ou le paysage de la commune. En amont de ces opérations, les collectivités territoriales qui veulent maîtriser l'évolution et le devenir de leur territoire doivent recourir aux orientations d'aménagement (obligation depuis la Loi Grenelle 2). Celles-ci sont élaborées dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Elles permettent de spatialiser et de rendre opérationnelles les intentions affichées par la collectivité dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.

Les orientations d'aménagement sont opposables aux autorisations d'occupation du sol ou aux opérations d'aménagement dans une relation de compatibilité (et non de conformité : ce sont des principes d'aménagement qui sont de nature différente des règles ou prescriptions).

- ✓ Une modification du PLU est nécessaire pour l'ouverture à l'urbanisation de la zone AU.

La mise en place de ces zones à vocation d'habitat (existantes et futures) offre un potentiel constructible pour les années à venir. Une estimation de ces possibilités a été réalisée (voir Le Projet).

Tableau récapitulatif et estimatif des Potentialités urbaines du PLU :

Ud	Ug	AUg	AU	TOTAL
0.16 ha	4.24	0.86	1.30	6.58 ha



Carte des potentialités urbaines du PLU.

A partir des disponibilités urbaines, une analyse des projections de développement est possible et permet d'avoir une estimation du nombre de logements et d'habitants potentiellement attendus par le PLU. Un certain nombre d'indicateurs intervient dans la méthode d'estimation (Le desserrement des ménages, Le taux de rétention, La surface moyenne des parcelles, Les équipements nécessaires à la desserte des parcelles).

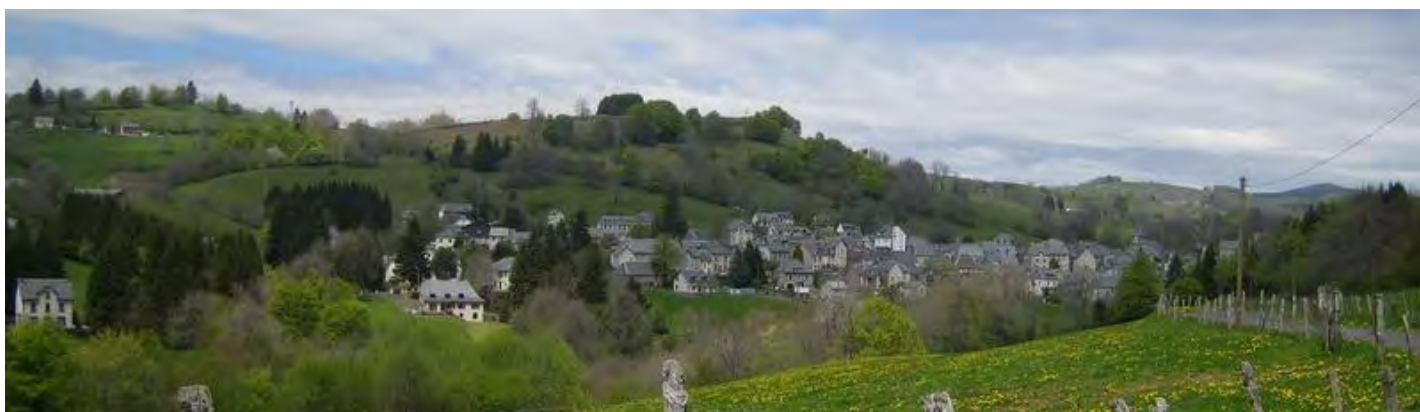
Les potentialités d'accueil du PLU sont estimées à **43 logements supplémentaires**, ce qui apparait conforme aux objectifs du PADD, en nombre de logements.

Les potentialités d'accueil du PLU sont estimées à 72 habitants supplémentaires, ce qui apparaît légèrement inférieur aux objectifs démographiques du PADD. Cependant, le desserrement des ménages est plus fort dans ce secteur.

Les projets en faveur des équipements et services, économie.

Une identification des sites à vocation d'équipements, de services et économie a été réalisée.

- 1 site existant à vocation d'équipements Ue sur le champ de Foire qu'il était nécessaire d'identifier et de reconnaître. Ce site est destiné à rester libre, et à accueillir le minimum de constructions.
- L'intention première est de maintenir et conforter les zones d'activités existantes, en centre bourg. Les zones Ug permettent cette coexistence.
- Une future zone d'activités artisanales est programmée vers le cimetière, en entrée de bourg nord-est.
- La vocation sportive est principalement localisée en entrée de bourg nord-est.
- Une vocation de jardins perdure en centre bourg.



Les projets en faveur des activités touristiques, agricoles.

La vocation Touristique est un enjeu important soulevé dans le PADD : Les ambitions communales sont de poursuivre la valorisation de l'image du territoire et l'aménagement du cadre vie. Dans ce sens, des mesures inscrites au PADD se retrouvent dans les zonages et règlements du PLU.

- Une zone à vocation touristique Ut localisé sur un site existant.
- Des bâtiments identitaires, vernaculaires, recensés au titre de l'article L 123.1.5.7° du Code de l'urbanisme. Il s'agit essentiellement de burons, anciens, isolés au cœur des espaces agricoles et naturels, qui pourront désormais être réhabilités.

La vocation Agricole :

Située au carrefour des trois zones agricoles du Sancy, du Cézallier et de l'Artense, la commune d'Egliseneuve d'Entraigues présente toutes les caractéristiques liées à une activité agricole orientée vers le pastoralisme. C'est un territoire essentiellement allaitant. La surface agricole utilisée communale est de 4481 ha pour une superficie communale totale de 5643 ha (soit 79%).

A titre de comparaison, la surface agricole utilisée de l'ensemble du département du Puy de Dôme représente 52% de la surface totale. Ce chiffre témoigne de la vocation agricole dominante.

Le PLU a conservé de larges zones agricoles, plus larges qu'au POS.

- Un recensement des bâtiments agricoles et notamment ceux abritant des animaux a été réalisé. L'ensemble de ces bâtiments se situent en zone agricole.
- La vocation agricole pastorale s'organise selon des parcelles très vastes, ouvertes, consacrées aux pâtures et aux surfaces en herbe. Compte tenu des reliefs (en creux et en bosses), ces vastes surfaces agricoles renferment de nombreuses zones humides liées au chevelu hydrographique du territoire, et notamment, des tourbières. C'est pourquoi, le maintien de la vocation pastorale est garant du maintien des zones humides, et donc de l'équilibre des corridors.

Le PLU a bien identifié les zones naturelles les plus fragiles, celles reconnues comme ZNIEFF, Natura 2000, Arrêté de Protection de Biotope, ... , mais les zonages naturels ont été diminués.

- L'agriculture joue un rôle essentiel dans l'occupation de l'espace et surtout dans la préservation des paysages et des écosystèmes. La diversité biologique des prairies de fauche et des zones humides ou encore le maintien des paysages ouverts si caractéristiques des Volcans d'Auvergne, dépendent directement des pratiques agricoles.

Le site d'exploitation des Aveix est conservé en Acr. Elle fournit des sables et graviers pour les travaux publics. Il s'agit de la seule carrière de la commune. Aucune autre carrière n'est projetée.



Les projets en faveur du cadre de vie et de la santé de l'homme :

Le PLU ne met pas en place de projets spécifiques, mais certaines mesures participent à l'amélioration du cadre de vie des habitants.

Dans un premier temps, certaines orientations du PLU, de portée générale, contribuent, en partie, à maintenir la qualité du cadre de vie : l'effort dans la limitation des extensions urbaines, induisant des impacts positifs pour la préservation des paysages, la proximité d'espaces récréatifs et naturels, ... la volonté de préserver le cadre naturel de la commune et la biodiversité de ce secteur, ... lesquels constituent un des atouts de la commune en matière d'attractivité.

L'élaboration du PLU aborde plusieurs thématiques liées à la notion de santé environnementale : air, eau, sols, bruit, habitat, émissions agricoles, déplacements, énergies. Ces thématiques ont été analysées dans l'Etat Initial de l'Environnement (Tome 1 - Diagnostic) et dans l'Evaluation Environnementale (Tome 3). Les enjeux de certaines thématiques ont pu être traduits dans le Zonage et le Règlement du PLU. Les autres enjeux n'ont pu trouver de traduction réglementaire dans le PLU.



Schéma des différentes thématiques environnementales traitées dans le PLU, liées à la notion de Santé de l'Homme.

L'AIR

La PLU n'a pas de projets majeurs susceptibles d'entamer la qualité de l'air : pas de projet d'installation d'entreprises polluantes, ... mais 3 zones d'urbanisation future AUg, AU, AUi qui vont générer de nouvelles constructions, de nouvelles voiries, des déplacements supplémentaires, ... et donc un impact sur la qualité de l'air. Cet impact devra être relativement modéré : les surfaces accordées ne sont pas excessives, l'ouverture de ces zones est prévue à moyen -long terme et nécessitera une modification du PLU pour leur ouverture, et des préconisations d'aménagement ont été définies (OAP).

Un certain nombre de mesures du PLU devrait participer à limiter la diffusion des poussières et des particules de polluants les plus lourdes vers les habitations et les terres agricoles voisines.

- ➔ La mise en place de zones naturelles, d'EBC et d'éléments naturels protégés au titre de l'article L.123.1.5.7.
- ➔ Les règlements des zones à vocation d'habitat favorisent les énergies renouvelables.

L'EAU

Le territoire est principalement traversé par le ruisseau de la Rhue, un des affluents de la rive droite de la rivière la Dordogne. Le ruisseau appartient au bassin versant d'Adour Garonne.

Sur le socle, les têtes des bassins-versants correspondent souvent à des zones de plateaux érodés, avec un chevelu de petits émissaires très ramifié en relation avec des zones humides diffuses.

Afin d'assurer la préservation de la ressource en eau, le PLU met en place des zones naturelles, des EBC et des protections d'éléments naturels (article L.123.1.5.7), couvrant les trames bleues, les principales trames vertes, les massifs boisés, les espaces naturels. Une marge de recul a été mise en place de part et d'autre de l'ensemble des cours d'eau de la commune. Cette marge a un recul différent en fonction du contexte local. Elle est plus ou moins épaisse, selon qu'elle comprend des abords plus ou moins riches (ripisylve, boisements, pièces d'eau, zones humides, ...).

Ce principe devrait permettre de protéger les cours d'eau, leurs berges, leurs ripisylves et leurs milieux humides annexes ; et ainsi, de développer les cortèges végétaux accompagnant les fossés et les cours d'eau de la commune. Le même principe a été appliqué à l'ensemble des pièces d'eau, étangs, mares, ... repérées sur la commune, et situées de manière isolée.

LE BRUIT - Les nuisances sonores

La commune se situe dans le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, dans des espaces à vocation agro pastorale. Ce contexte fait que la commune est peu ou pas soumise au bruit. La nuisance essentielle présente sur la commune résulte des infrastructures de transport terrestre existantes. Cependant, la commune ne dispose pas de voie à grande circulation soumise à une marge de recul pour le bruit. Le PLU ne projette pas la réalisation de nouvelles installations générant des nuisances : pas de sites industriels, pas de carrière supplémentaire, ...

Les seules modifications notables concernent la définition des zones AUg, AU, AUi. Ces nouveaux quartiers prévus à moyen / long terme, nécessitent la mise en place pour leur ouverture, de nouvelles infrastructures. L'urbanisation de ces parcelles étant en contact direct avec le bourg, doit être pensée de manière cohérente afin d'assurer une perméabilité avec le reste du bourg. Le développement urbain devra assurer un lien et une perméabilité des déplacements en modes doux en direction du centre bourg. Il devra respecter une forme urbaine intégrée aux zones urbaines construites limitrophes et permettra le « bouclage » de l'urbanisme du bourg.

L'HABITAT

Le Diagnostic a réalisé un état des lieux du parc des logements. Une des orientations du PADD vise la mixité des logements. Le PLU ne prévoit pas de stratégie particulière vis-à-vis de la qualité de l'habitat, à l'exception de quelques mesures qui peuvent contribuer à améliorer la qualité de l'habitat :

- ➔ La définition des zones urbaines permet la mixité des logements.
- ➔ Les zones Ah et Nh permettent le changement de destination des bâtiments (de vocation agricole à vocation d'habitat), leurs recyclages et leurs rénovations.
- ➔ Les burons ont été identifiés au titre de l'article L.123.1.5.7.
- ➔ Le Règlement favorise la mise en place des énergies renouvelables et l'utilisation des « bio matériaux. »

A ce jour, il n'y a pas de PLH. Ce document de planification n'a pas pu être intégré au PLU. La politique de l'habitat développée dans le PLU se veut cohérente avec les grandes directives nationales.

LES SOLS

La commune n'est a priori pas concernée par des sites et sols pollués.

La commune est un pays d'eau. Elle est parcourue par un réseau hydrographique dense et ponctuée de nombreuses pièces d'eau (étangs, mare, ...) et de zones humides (tourbières, ...). Les choix du PLU se distinguent surtout par la reconnaissance de ces espaces naturels humides. La logique environnementale serait de préserver l'ensemble de ces secteurs fragiles, mais compte tenu de leurs surfaces, le PLU s'est attaché à identifier en zones naturelles, l'intégralité des sites Natura 2000, ZNIEFF, et les espaces humides majeurs.

Concernant les rejets ponctuels et diffus de l'assainissement domestiques :

Compte tenu de l'éparpillement du bâti, seul le bourg d'Egliseneuve est desservi par un assainissement collectif. Le reste du territoire est en assainissement individuel. La commune comptabilise 223 habitations soumises à l'assainissement individuel.

Hormis le Bourg, l'ensemble des groupements humains, éparpillé sur le territoire, a un zonage d'habitat limité (Ah, Nh) où toute nouvelle construction est interdite. La gestion de l'assainissement autonome ne devrait pas être aggravée par le PLU.

Le bourg d'Egliseneuve est desservi par un assainissement collectif, de type unitaire.

Une étude diagnostique des réseaux d'assainissement a été réalisée (agence de l'eau Adour Garonne, Conseil Général, DDAF, AEC). Les travaux sont prévus pour l'année 2013. Ils concerneront l'assainissement EU-EP du lotissement Elie Cledel, et du Chemin de Ronde.

Les réseaux sont reliés à 2 stations d'épuration à lits bactériens :

- ➔ La station du bourg a été créée en 2001, d'une capacité de 450 Equivalent Habitants. La station reçoit actuellement les effluents de 299 EH. Le système n'est pas saturé et peut encore accueillir des volumes d'effluents correspondant à 151 EH.

- La station de la Longeix, mise en service en 1984, d'une capacité de 30 EH. La station traite actuellement les effluents de 13 EH. Elle n'est pas saturée et peut accueillir encore les effluents de 17 EH.

La commune possède un schéma directeur d'assainissement, réalisé par AEC, en 2008. La desserte collective s'étend uniquement sur le bourg d'Egliseneuve. Le PLU et le schéma d'assainissement ne sont compatibles qu'en partie :

- Les zones U sont dans la zone de desserte collective, à l'exception d'une parcelle Ug en extrême limite de zone. Celle-ci pourra être à terme, intégrée au schéma directeur d'assainissement, lors d'une modification, et selon les possibilités techniques du terrain. Dans le cas contraire, cette unique parcelle pourra prévoir un assainissement autonome.
- La zone AU au nord du bourg et la zone AUi ne sont pas inscrites dans le schéma d'assainissement. Ce dernier devra à terme être revu pour l'ouverture des zones.

LES EMISSIONS AGRICOLES

Les traitements, les cultures, les travaux, les poussières, les épandages, les engins utilisés peuvent dégrader la qualité de l'air, des eaux, des sols ; entraîner des nuisances olfactives et sonores ; et avoir un impact sur la santé humaine.

Les impacts générés par les effluents agricoles sont soulevés dans le Diagnostic. La volonté de préserver les ressources naturelles est énoncée dans les orientations du PADD. Le PLU n'a pas de compétence réglementaires pour agir sur ces émissions agricoles.

LES DEPLACEMENTS

La commune offre peu d'emploi. Cependant, 75% des actifs travaillent dans la commune. Il s'agit surtout de professions agricoles.

Les déplacements sont surtout internes. Le PLU n'a pas développé de stratégie particulière concernant les déplacements. Les zonages urbains ont été d'une manière globale, limités à l'existant. Les potentialités urbaines dégagées par le PLU correspondent aux ambitions démographiques de la commune, lesquelles sont très raisonnables.

LES ENERGIES

Le PLU ne développe pas de stratégie particulière concernant les énergies, à l'exception du règlement qui favorise la mise en place d'énergies renouvelables. « ARTICLE Ud11 - ASPECT EXTERIEUR - ARCHITECTURE - CLOTURES : 1 - Règles générales : Les éléments pour des énergies renouvelables et pour du développement durable (chauffe-eau solaire, cellules photovoltaïque, réserve d'eau, géothermie) sont autorisés. »

LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

Le PLU n'établit pas de stratégie particulière concernant les risques, la commune étant relativement bien protégée de tous risques.

Le projet de PLU n'apparaît pas incompatible avec les grands objectifs du PNSE et du PRSE (voir Evaluation Environnementale - tableaux de compatibilité).

Les projets en faveur de la préservation de l'environnement et des paysages.

Construit principalement par des inondations basaltiques sur un plateau élevé, ce territoire conjugue des paysages de plateau ondulé, recouvert d'herbes, aux creux tourbeux, et des paysages de vallée plus ou moins fortement encaissée isolant ainsi les plates-formes. Ces paysages traduisent également l'empreinte de l'homme et fait référence à un type de production (zone de montagne vouée à l'élevage, avec déplacement des animaux).

Ce paysage rassemble trois unités paysagères principales comprenant des ambiances différentes, et au sein desquelles les éléments du paysage sont indissociables.

Située à l'interaction de plusieurs ensembles naturels, la commune d'Egliseneuve d'Entraigues compte de nombreux zonages naturels. Ces zonages d'inventaire et réglementaire se superposent. La commune est à l'intersection de 2 grands ensembles naturels, désignés ZNIEFF de type 2 : le Cézallier et l'Artense. Au sein de ces ensembles, 12 ZNIEFF de type 1 ont été identifiés. Les sites Natura 2000 et les APB se partagent entre le Cézallier et l'Artense.

L'Artense concentre avec le Cézallier l'essentiel des tourbières d'intérêt patrimonial du Parc régional. La zone est forestière ou agricole et se caractérise par un complexe de dépressions sur socle granitique accueillant des lacs naturels et de tourbières en bon état de conservation. On recense de nombreuses espèces protégées nationalement et régionalement : prairies semi naturelles humides ; prairies mésophiles améliorées ; marais ; tourbières ; eaux douces stagnantes ; eaux douces courantes.



Consciente de ses atouts naturels, du cadre de vie agréable de son territoire, une des volontés d'EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES a été de préserver, renforcer et mettre en valeur l'ensemble de ces éléments naturels et paysagers.

Le PLU a cherché à les protéger dans leurs usages écologiques et agricoles ou de les valoriser comme des espaces de découverte des richesses patrimoniales du territoire.

Un équilibre a dû être trouvé entre les différents enjeux de préservation de la biodiversité et la mise en valeur des terres agricoles. Les espaces non urbanisés de la commune se partagent ainsi entre zones naturelles et agricoles. L'adéquation de ces outils devrait permettre la préservation de la biodiversité et la mise en valeur des paysages.



Le classement en N, interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection de ces trames bleues et vertes. Aucun défrichement, aucune fouille, aucune emprise d'infrastructure publique ou privée, aucun exhaussement du sol ou dépôt ne peut être réalisé dans ces espaces.

Le classement en zone agricole devrait permettre à certains secteurs de conserver leurs qualités paysagères.

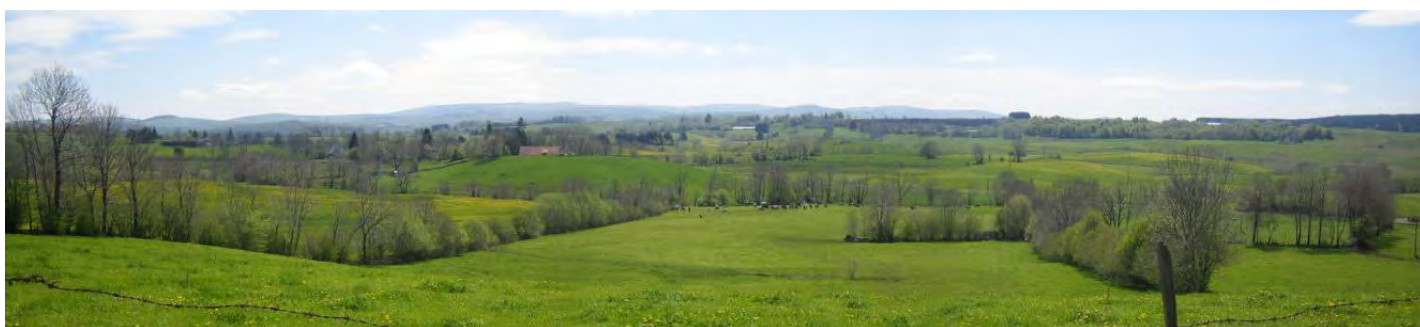
Le PLU a cherché le plus possible, et dans la mesure des possibilités, à limiter et réduire les zones urbaines en contact avec les sites naturels, afin de limiter au maximum les éventuels impacts.

Il faut rappeler que les zones naturelles ne gèlent pas la vocation agricole ; ces zones n'empêchent pas l'utilisation agricole des terrains concernés. Le règlement de la zone naturelle ne porte pas sur les orientations agricoles, qui restent de la compétence des exploitants agricoles. Par contre, la construction de bâtiments (de toutes natures) est interdite. Il est nécessaire de protéger les espaces naturels et la biodiversité animale de toute construction.

De part la présence de sites Natura 2000, le projet du PLU d'EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES est soumis à une **Evaluation environnementale**. L'Evaluation Environnementale a porté sur le croisement des orientations du PADD vis-à-vis des enjeux environnementaux et des orientations de développement. Les facteurs environnementaux (constituant les deux thèmes majeurs : environnement lié à la planète - climat, biodiversité, ressources naturelles-, environnement lié à l'homme - santé humaine, patrimoine et cadre de vie) sont pris en compte dans l'élaboration du PLU et analysés dans l'évaluation environnementale.

L'EE a également porté sur le croisement des objectifs de préservations définis par les DOCOB des sites Natura 2000, et les projets de développement de la commune.

Il ressort de ce croisement, que le projet politique mis en place par la commune d'EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES pour son PLU, intègre les grands enjeux environnementaux, affiche une compatibilité avec les grandes directives supra territoriales, et ne porte pas atteinte aux sites Natura 2000.



DEPARTEMENT DU PUY DE DOME

2.5

Commune d'

EGLISENEUVE d'ENTRAIGUES

SCP DESCOEUR F et C
ARCHITECTURE ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
49 rue des Salins
63000 Clermont Ferrand
Tel : 04.73.35.16.26.
Fax : 04.73.34.26.65.
Mail : scp.descoeur@wanadoo.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME

RAPPORT DE PRÉSENTATION - TOME 5 : ANNEXES

PRESCRIPTION

Délibération du conseil municipal du 28 mars 2009

ARRET DU PROJET

Délibération du conseil municipal du 7 mars 2013

APPROBATION

Délibération du conseil municipal du

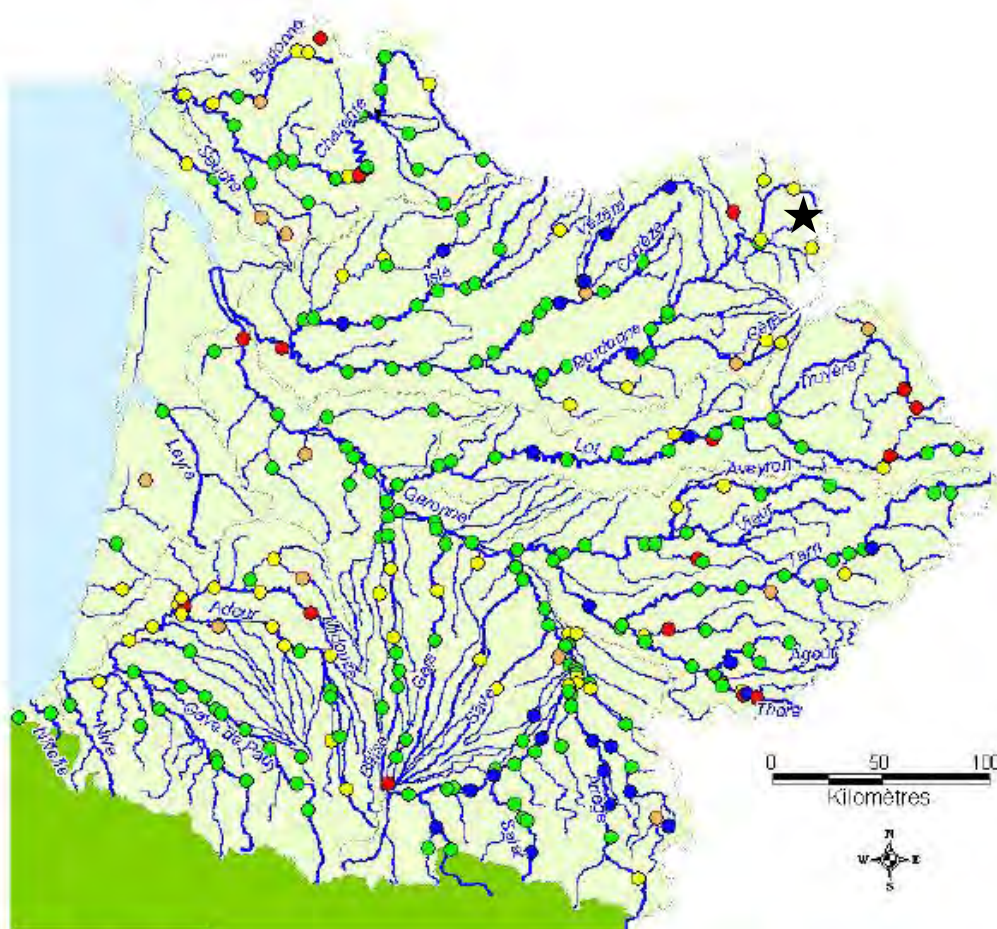
MODIFICATIONS - REVISIONS PARTIELLES MISES A JOUR

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...
5. ...
6. ...

LES DONNEES SUR L'EAU



Pollution par les matières organiques



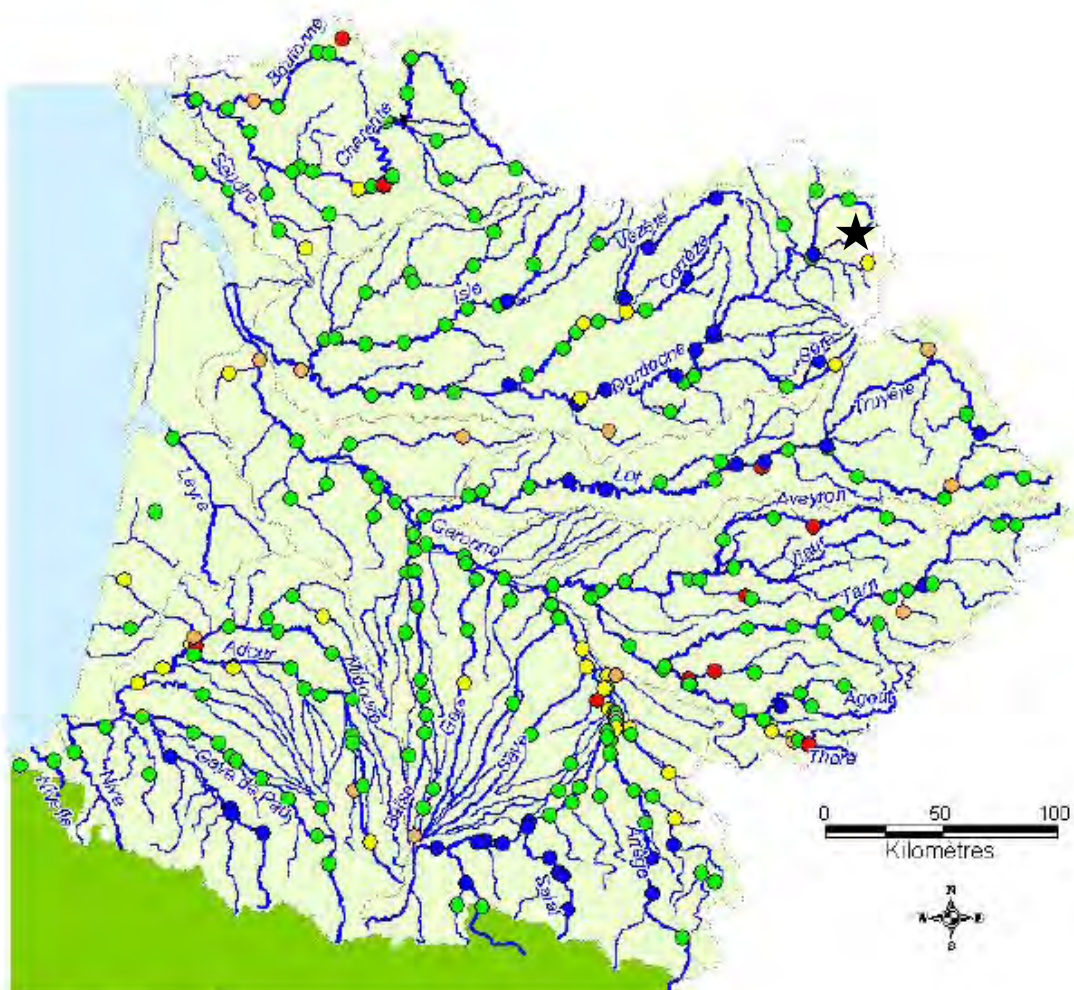
MOOX	
Classes de qualité	
● Très bonne	(25)
● Bonne	(173)
● Moyenne	(55)
● Médiocre	(15)
● Mauvaise	(17)

Grille de qualité MOOX	Très Bonne	Bonne	Moyenne	Médiocre	Mauvaise
Oxygène dissous (mg/l)	8	6	4	3	
Taux sat. O ₂ (%)	90	70	50	30	
DBO ₅ (mg/l O ₂)	3	6	10	25	
DCO (mg/l O ₂)	20	30	40	80	
Carbone organique (mg/l C)	5	7	10	15	
NH ₄ ⁺ (mg/l NH ₄)	0,5	1,5	2,8	4	
NKJ (mg/l N)	1	2	4	6	

Ce qu'il faut retenir...

La grande majorité des rivières du bassin Adour-Garonne sont de **bonne, voire de très bonne qualité** vis-à-vis des matières organiques. Toutefois, certaines stations de mesure situées en **aval d'agglomérations** et de rejets de zones industrielles sont **dégradées** : Légère en aval de Melle, Eaux Claires à Angoulême, Riou-Mort à l'aval de Viviez et Decazeville, Retjons à Tartas et Thoré à Saint-Amans-Soul.

Pollution par les matières azotées (hors nitrates)



AZOT

Classes de qualité

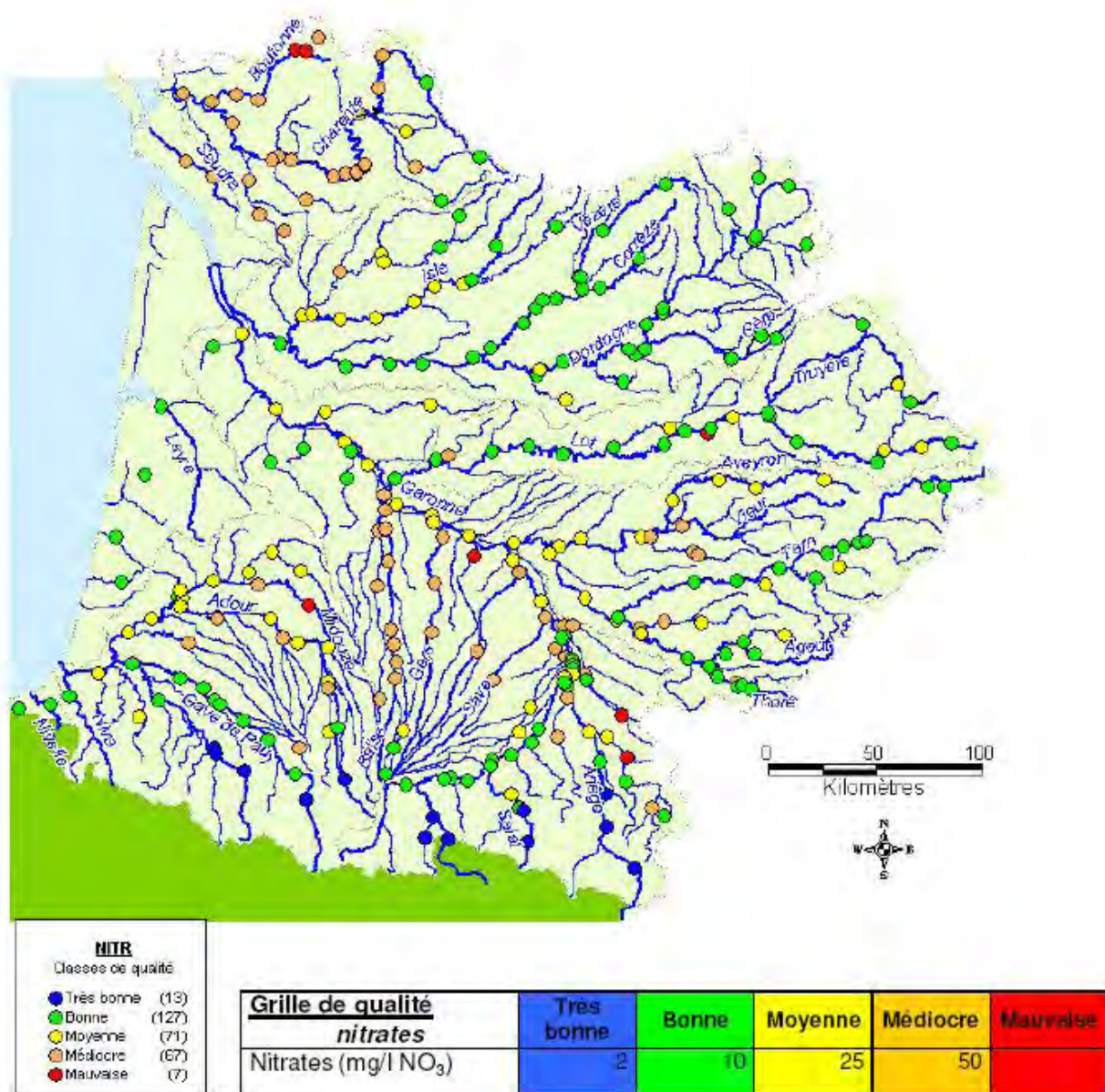
- Très bonne (40)
- Bonne (132)
- Moyenne (30)
- Médiocre (13)
- Mauvaise (10)

Grille de qualité AZOT	Très bonne	Bonne	Moyenne	Médiocre	Mauvaise
NH ₄ ⁺ (mg/l NH ₄)	0,1	0,5	2	5	
NKJ (mg/l N)	1	2	4	10	
NO ₂ ⁻ (mg/l NO ₂)	0,03	0,3	0,5	1	

Ce qu'il faut retenir...

Les rivières du bassin sont en général de **bonne à très bonne qualité** (81% des stations de mesure) vis-à-vis de l'azote, **sauf à l'aval de certaines agglomérations** (Graulhet sur le Dadou, Rodez sur l'Aveyron ou encore Carmaux sur le Cérrou) ou de sites industriels des secteurs de la chimie, de la papeterie ou du cuir (la Légère, les Eaux Claires, le Retjons, le Thoré, l'Arnette).

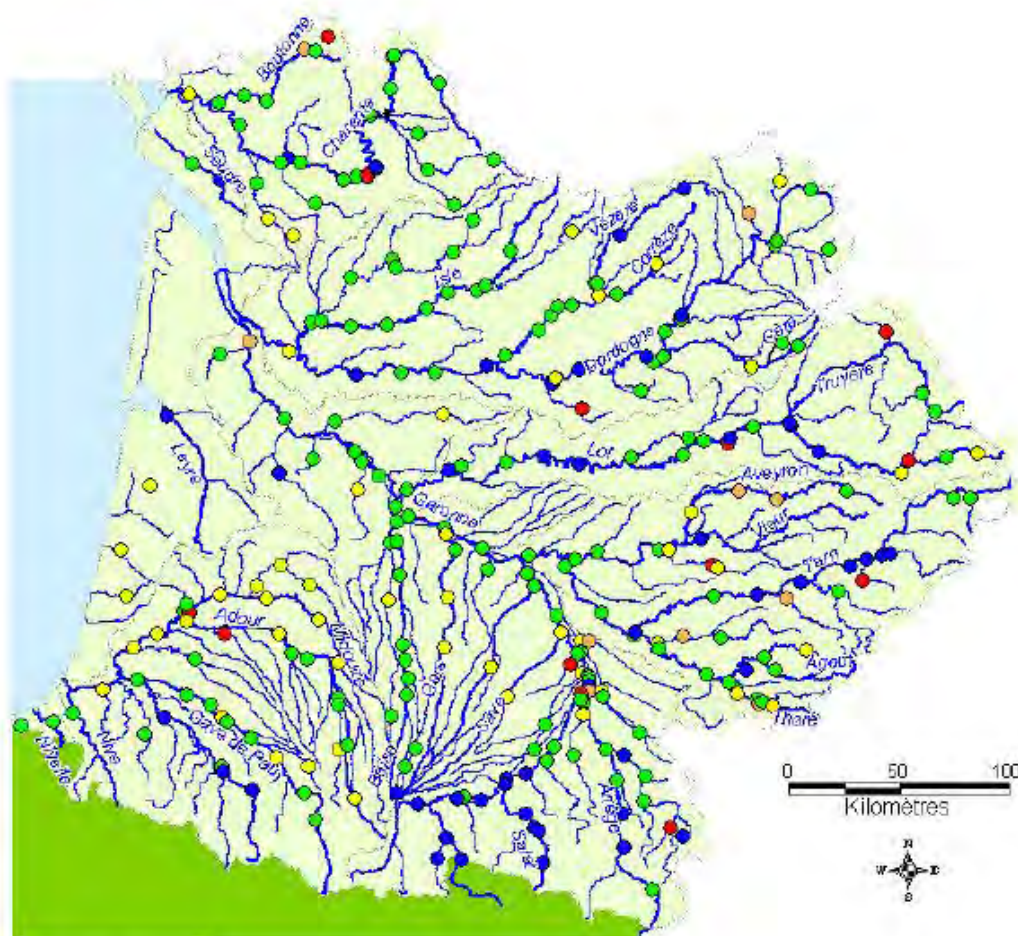
Pollution par les nitrates



Ce qu'il faut retenir...

Une grande partie des rivières du bassin présente une **pollution par les nitrates importante** dans les zones **d'agriculture intensive** : bassin de la Charente (83 % de stations de mesure sont de médiocre ou de mauvaise qualité) et bassin de la Garonne pour lequel une station sur trois est concernée (rivières de Gascogne notamment). Cette pollution n'est pas seulement d'origine diffuse car les **rejets domestiques** en aval de certaines agglomérations, ainsi que les **rejets industriels** (industrie des engrais), y contribuent.

Pollution par les matières phosphorées



PHOS	
Classes de qualité	
● Très bonne	(51)
● Bonne	(157)
● Moyenne	(54)
● Médiocre	(10)
● Mauvaise	(13)

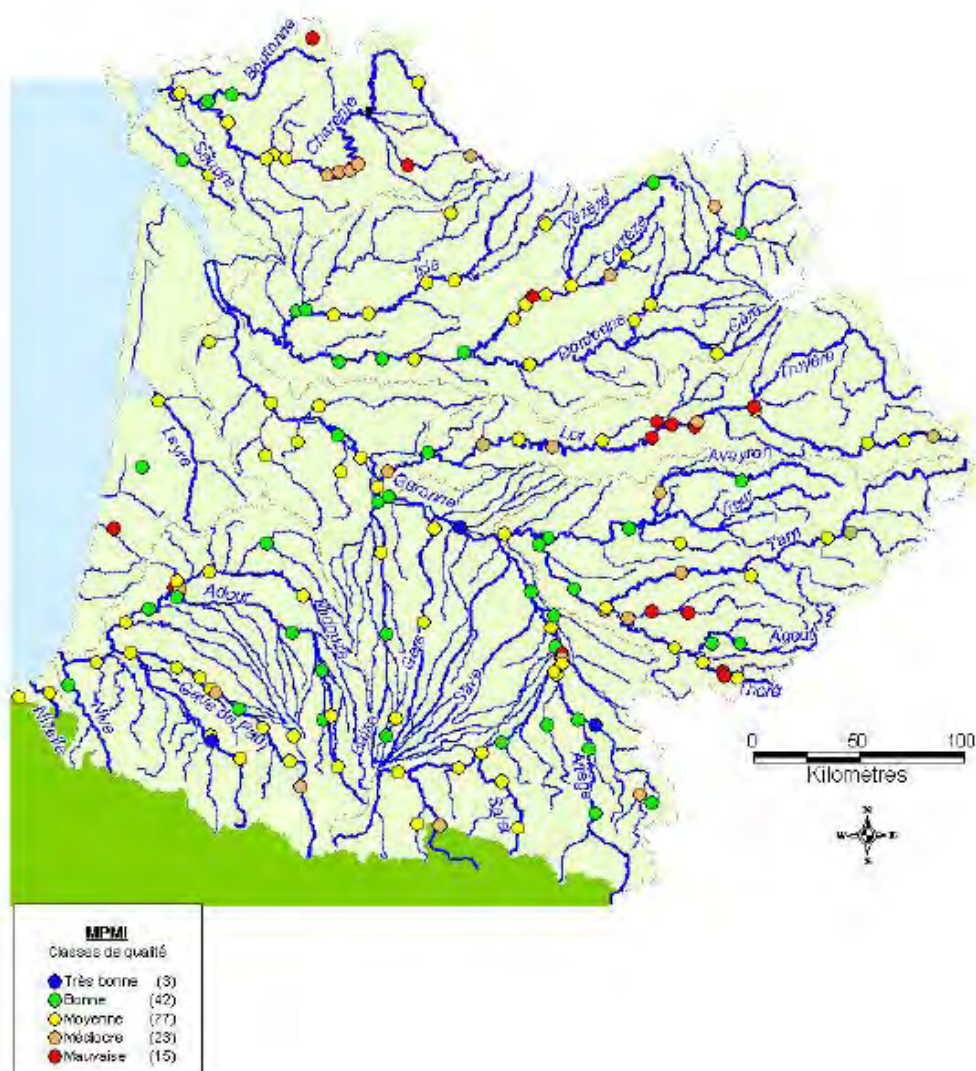
Grille de qualité PHOS	Très bonne	Bonne	Moyenne	Médiocre	Mauvaise
PO ₄ ²⁻ (mg/l PO ₄)	0,1	0,5	1	2	
Phosphore total (mg/l)	0,05	0,2	0,5	1	

Ce qu'il faut retenir...

La pollution des cours d'eau par le phosphore est plus particulièrement **perceptible à l'aval d'agglomérations**.

Les cours d'eau dont la pollution phosphorée est la plus importante, se situent dans les bassins du **Tarn**, du **Lot** et de la **Charente** : Bléou en aval de Gourdon, Colagne en aval de Marvejols, Riou-Mort en aval de Viviez, Lander en aval de Saint-Flour, Cérrou en aval de Carmaux, Souizon en aval de Roquefort et Gabas et le Retjons sur leur cours inférieur.

Pollution par les métaux



Ce qu'il faut retenir...

Les métaux sont **présents sur l'ensemble des rivières** du bassin. Leur présence peut être naturelle ou liée aux activités humaines (sites miniers, tanneries, mégisseries, traitements de surface...). Les gisements de plomb, zinc ou cuivre sont nombreux dans le bassin : zones amont des bassins du Lot, du Tarn, de la Garonne, de l'Ariège et de l'Adour. Les rejets de certaines industries comme la **métallurgie**, le **traitement de surface** ou les **mégisseries** s'ajoutent à ces gisements naturels. Trois bassins sont particulièrement concernés : le **Lot**, le **Tarn** et la **Charente**.

FICHE EAU POTABLE / ARS



BILAN 2006

GESTIONNAIRES

Maître d'ouvrage
MAIRIE DE EGLISENEUVE
D'ENTRAIGUES

Exploitant
MAIRIE DE EGLISENEUVE
D'ENTRAIGUES

RESSOURCE

Vous êtes alimentés par 1 captage :

- ◆ BANY

Captage autorisé.

TRAITEMENT

Votre eau n'est pas traitée.

QUELLE EAU BUVEZ VOUS ?

Distribution
CISTERNES CHARAGNOL

RESULTATS

BACTERIOLOGIE

Pourcentage de conformité mesuré : 100,0% - maxi : 0 germes/100ml
Limites de qualité : 0 germes/100ml

Bonne qualité bactériologique.

MINÉRALISATION

Valeurs mesurées : mini : 0,5 °F - maxi : 1,1 °F - moyenne : 0,8 °F
Références de qualité : mini : aucune maxi : aucune

Eau très peu calcaire pouvant favoriser la dissolution des conduites métalliques.

FLUOR

Valeurs mesurées : mini : 0,0 µg/l - maxi : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l
Limites de qualité : mini : aucune maxi : 1500 µg/l

Eau très peu fluorée, ne participe pas à la prévention de la carie dentaire.

NITRATES

Valeurs mesurées : mini : 0,8 mg/l - maxi : 1,1 mg/l - moyenne : 0,9 mg/l
Limites de qualité : mini : aucune maxi : 50 mg/l

Eau contenant peu de nitrates.

TOTAL PESTICIDES

Valeurs mesurées : mini : 0,00 µg/l - maxi : 0,00 µg/l - moyenne : 0,00 µg/l
Limites de qualité : mini : aucune maxi : 0,5 µg/l

Aucune trace de pesticides n'a été détectée.

ARSENIC

Absence de mesure pour ce paramètre.

CONCLUSION

LE NIVEAU DE SECURITE OFFERT PAR LE RESEAU EST SATISFAISANT. Toutefois, si vous avez des canalisations intérieures en plomb, et dans l'attente de leur remplacement: laissez couler l'eau quelques minutes avant de l'utiliser pour la boisson et évitez aussi, dans la mesure du possible, sa consommation par les femmes enceintes ou les enfants de moins de 6 ans.

L'appréciation de la qualité des eaux distribuées prend en compte l'historique analytique de l'unité de distribution considérée.



DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES
ET SOCIALES DU PUY DE DÔME

D.D.A.S.S. du Puy de Dôme
60 avenue de l'Union Soviétique
63 057 CLERMONT FERRAND CEDEX 01

POUR PLUS D'INFORMATIONS ...vous pouvez consulter à la mairie de votre commune le rapport annuel détaillé établi par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Vous trouverez notamment dans ce dossier toutes les données chiffrées sur lesquelles s'appuie ce bulletin.

**Pour en savoir plus:
tourner la page!**



2008

GESTIONNAIRES

Maître d'ouvrage

MAIRIE DE EGLISENEUVE
D' ENTRAIGUES

Exploitant

MAIRIE DE EGLISENEUVE
D' ENTRAIGUES**RESSOURCE**

Vous êtes alimentés par 1 captage :

- ♦ LA FAGE (1-4)

Captage autorisé.

TRAITEMENT

Vous êtes alimentés par 1 traitement :

- ♦ TRT DU BOURG

Ces
informations
sont fournies
par la
DDASS, en
application du
code de la
santé
publique.

Si la saveur ou la couleur de l'eau
distribuée change :
**SIGNELEZ LE A VOTRE
DISTRIBUTEUR**

QUELLE EAU BUVEZ VOUS ?
Distribution
EGLISENEUVE D' ENTRAIGUES
RESULTATS**BACTERIOLOGIE**

Pourcentage de conformité des 15 valeurs mesurées : 93,3% - maxi. : 5 germes/100ml
Limites de qualité : 0 germes/100ml

Eau présentant ponctuellement des dépassements des limites de qualité.

MINÉRALISATION

17 valeurs mesurées : mini. : 1,6 °F - maxi. : 2,5 °F - moyenne : 2,1 °F
Références de qualité : mini. : aucune maxi. : aucune

Eau douce, très peu calcaire.

Cette eau peut présenter un caractère agressif vis à vis des réseaux de distribution (plomb notamment, ...).

FLUOR

2 valeurs mesurées : mini. : 0,0 mg/L - maxi. : 0,0 mg/L - moyenne : 0,0 mg/L
Limites de qualité : mini. : aucune maxi. : 1,5 mg/L

Eau peu fluorée.

Pour lutter contre la carie dentaire, un apport complémentaire de fluor sous forme de sel ou de comprimés est conseillé sauf avis médical contraire. Pour les enfants de 0 à 12 mois, consulter votre médecin.

NITRATES

18 valeurs mesurées : mini. : 2,3 mg/L - maxi. : 4,8 mg/L - moyenne : 3,2 mg/L
Limites de qualité : mini. : aucune maxi. : 50 mg/L

Eau présentant peu ou pas de nitrates.

TOTAL PESTICIDES

3 valeurs mesurées : mini. : 0,0 µg/l - maxi. : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l
Limites de qualité : mini. : aucune maxi. : 0,5 µg/l

Eau ne présentant pas de pesticides.

ARSENIC

2 valeurs mesurées : mini. : 0,0 µg/l - maxi. : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l
Limites de qualité : mini. : aucune maxi. : 10 µg/l

Eau présentant peu ou pas d'arsenic.

CONCLUSION

LE NIVEAU DE SECURITE OFFERT PAR LE RESEAU PEUT ENCORE ETRE AMELIORE. Toutefois, si vous avez des canalisations intérieures en plomb, et dans l'attente de leur remplacement: laissez couler l'eau quelques minutes avant de l'utiliser pour la boisson et évitez aussi, dans la mesure du possible, sa consommation par les femmes enceintes ou les enfants de moins de 6 ans.

Qualité bactériologique satisfaisante en 2008. Les épisodes de contamination bactériologique étaient cependant fréquents les années précédentes.

Les résultats analytiques détaillés
peuvent être consultés à la mairie de votre commune
Lire le verso pour de plus amples informations



2008

GESTIONNAIRES

Maitre d'ouvrage

MAIRIE DE EGLISENEUVE
D' ENTRAIGUES

Exploitant

MAIRIE DE EGLISENEUVE
D' ENTRAIGUES**RESSOURCE**

Vous êtes alimentés par 1 captage :

♦ LA FAGE (1-4)

Captage autorisé.

TRAITEMENT

Votre eau n'est pas traitée.

Ces
informations
sont fournies
par la
DDASS, en
application du
code de la
santé
publique.

Si la saveur ou la couleur de l'eau
distribuée change :
SIGNALER LE A VOTRE
DISTRIBUTEUR

QUELLE EAU BUVEZ VOUS ?**Distribution
ESPINAT****RESULTATS****BACTERIOLOGIE**

Pourcentage de conformité des 13 valeurs mesurées : 84,6% - maxi : 2 germes/100ml

Limites de qualité : 0 germes/100ml

Eau présentant ponctuellement des dépassements des limites de qualité.

MINÉRALISATION

8 valeurs mesurées : mini : 1,6 °F - maxi : 2,5 °F - moyenne : 2,1 °F

Références de qualité : mini : aucune maxi : aucune

Eau douce, très peu calcaire.

Cette eau peut présenter un caractère agressif vis à vis des réseaux de distribution (plomb notamment, ...).

FLUOR

1 valeur mesurée : mini : 0,0 mg/L - maxi : 0,0 mg/L - moyenne : 0,0 mg/L

Limites de qualité : mini : aucune maxi : 1,5 mg/L

Eau peu fluorée.

Pour lutter contre la carie dentaire, un apport complémentaire de fluor sous forme de sel ou de comprimés est conseillé sauf avis médical contraire. Pour les enfants de 0 à 12 mois, consulter votre médecin.

NITRATES

9 valeurs mesurées : mini : 2,5 mg/L - maxi : 3,8 mg/L - moyenne : 3,1 mg/L

Limites de qualité : mini : aucune maxi : 50 mg/L

Eau présentant peu ou pas de nitrates.

TOTAL PESTICIDES

2 valeurs mesurées : mini : 0,0 µg/l - maxi : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l

Limites de qualité : mini : aucune maxi : 0,5 µg/l

Le faible nombre de mesure des pesticides ne permet pas de qualifier ce paramètre.

ARSENIC

1 valeur mesurée : mini : 0,0 µg/l - maxi : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l

Limites de qualité : mini : aucune maxi : 10 µg/l

Eau présentant peu ou pas d'arsenic.

CONCLUSION

LA FIABILITE DU RESEAU RESTE INSUFFISANTE. C'est pourquoi il est nécessaire de se renseigner à la mairie régulièrement pour connaître la qualité bactériologique de l'eau distribuée. De plus, si vous avez des canalisations intérieures en plomb, et dans l'attente de leur remplacement: laissez couler l'eau quelques minutes avant de l'utiliser pour la boisson et évitez aussi, dans la mesure du possible, sa consommation par les femmes enceintes ou les enfants de moins de 6 ans.

Les résultats analytiques détaillés
peuvent être consultés à la mairie de votre commune
Lire le verso pour de plus amples informations



2008

GESTIONNAIRES

Maitre d'ouvrage
MAIRIE DE EGLISENEUVE
D' ENTRAIGUES

Exploitant
MAIRIE DE EGLISENEUVE
D' ENTRAIGUES

RESSOURCES

Vous êtes alimentés par 3 captages

- ◆ BANY
Captage autorisé.
- ◆ GRANJOUNES
Captage autorisé.
- ◆ LA FAGE (1-4)
Captage autorisé.

TRAITEMENT

Votre eau n'est pas traitée.

Ces
informations
sont fournies
par la
DDASS, en
application du
code de la
santé
publique.

Si la saveur ou la couleur de l'eau
distribuée change :
**SIGNALEZ LE A VOTRE
DISTRIBUTEUR**

QUELLE EAU BUVEZ VOUS ?
Distribution
LA LANDIE - LA FARGE
RESULTATS**BACTERIOLOGIE**

Pourcentage de conformité des 18 valeurs mesurées : 94,4% - maxi : 2 germes/100ml
Limites de qualité : 0 germes/100ml
Eau de qualité satisfaisante.

MINÉRALISATION

15 valeurs mesurées : mini : 0,9 °F - maxi : 2,5 °F - moyenne : 1,8 °F
Références de qualité : mini : aucune maxi : aucune

Eau douce, très peu calcaire.
Cette eau peut présenter un caractère agressif vis à vis des réseaux de distribution (plomb notamment, ...).

FLUOR

2 valeurs mesurées : mini : 0,0 mg/L - maxi : 0,0 mg/L - moyenne : 0,0 mg/L
Limites de qualité : mini : aucune maxi : 1,5 mg/L

Eau peu fluorée.
Pour lutter contre la carie dentaire, un apport complémentaire de fluor sous forme de sel ou de comprimés est conseillé sauf avis médical contraire. Pour les enfants de 0 à 12 mois, consulter votre médecin.

NITRATES

18 valeurs mesurées : mini : 0,8 mg/L - maxi : 7,7 mg/L - moyenne : 3,5 mg/L
Limites de qualité : mini : aucune maxi : 50 mg/L

Eau présentant peu ou pas de nitrates.

TOTAL PESTICIDES

4 valeurs mesurées : mini : 0,0 µg/l - maxi : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l
Limites de qualité : mini : aucune maxi : 0,5 µg/l

Eau ne présentant pas de pesticides.

ARSENIC

2 valeurs mesurées : mini : 0,0 µg/l - maxi : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l
Limites de qualité : mini : aucune maxi : 10 µg/l

Eau présentant peu ou pas d'arsenic.

CONCLUSION

LE NIVEAU DE SECURITE OFFERT PAR LE RESEAU EST
SATISFAISANT. Toutefois, si vous avez des canalisations intérieures en
plomb, et dans l'attente de leur remplacement: laissez couler l'eau quelques
minutes avant de l'utiliser pour la boisson et évitez aussi, dans la mesure du
possible, sa consommation par les femmes enceintes ou les enfants de moins
de 6 ans.

Les résultats analytiques détaillés
peuvent être consultés à la mairie de votre commune
Lire le verso pour de plus amples informations



2008

GESTIONNAIRES

Maître d'ouvrage

MAIRIE DE EGLISENEUVE
D'ENTRAIGUES

Exploitant

MAIRIE DE EGLISENEUVE
D'ENTRAIGUES**RESSOURCE**

Vous êtes alimentés par 1 captage :

♦ GRANJOUNES

Captage autorisé.

TRAITEMENT

Votre eau n'est pas traitée.

Ces
informations
sont fournies
par la
DDASS, en
application du
code de la
santé
publique.

Si la saveur ou la couleur de l'eau
distribuée change :
SIGNALER LE A VOTRE
DISTRIBUTEUR

QUELLE EAU BUVEZ VOUS ?**Distribution
LES GRANJOUNES****RESULTATS****BACTERIOLOGIE**

Pourcentage de conformité des 2 valeurs mesurées : 100,0% - maxi. : 0 germe/100ml

Limites de qualité : 0 germes/100ml

Le faible nombre de mesure bactériologique ne permet pas de qualifier ce paramètre.

MINÉRALISATION

4 valeurs mesurées : mini. : 1,0 °F - maxi. : 2,5 °F - moyenne : 2,0 °F

Références de qualité : mini. : aucune maxi. : aucune

Eau douce, très peu calcaire.

Cette eau peut présenter un caractère agressif vis à vis des réseaux de distribution (plomb notamment, ...).

FLUOR

Absence de mesure pour ce paramètre.

NITRATES

5 valeurs mesurées : mini. : 4,2 mg/L - maxi. : 7,7 mg/L - moyenne : 6,3 mg/L

Limites de qualité : mini. : aucune maxi. : 50 mg/L

Eau présentant peu ou pas de nitrates.

TOTAL PESTICIDES

1 valeur mesurée : mini. : 0,0 µg/l - maxi. : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l

Limites de qualité : mini. : aucune maxi. : 0,5 µg/l

Le faible nombre de mesure des pesticides ne permet pas de qualifier ce paramètre.

CONCLUSION

LE NIVEAU DE SECURITE OFFERT PAR LE RESEAU EST
SATISFAISANT. Toutefois, si vous avez des canalisations intérieures en
plomb, et dans l'attente de leur remplacement: laissez couler l'eau quelques
minutes avant de l'utiliser pour la boisson et évitez aussi, dans la mesure du
possible, sa consommation par les femmes enceintes ou les enfants de moins
de 6 ans.

Les résultats analytiques détaillés
peuvent être consultés à la mairie de votre commune
Lire le verso pour de plus amples informations



2008

GESTIONNAIRES

Maitre d'ouvrage
MAIRIE DE ST GENES CHAMPESPE
Exploitant
MAIRIE DE ST GENES CHAMPESPE

RESSOURCES

Vous êtes alimentés par 2 captages

- ♦ DELEZET (BELBEZET)
Autorisation arrêtée.
- ♦ RENONFEYRE
Captage autorisé.

TRAITEMENT

Vous êtes alimentés par 1 traitement :

- ♦ TRT MEL RENONF+DELEZET

Ces
informations
sont fournies
par la
DDASS, en
application du
code de la
santé
publique.

Si la saveur ou la couleur de l'eau
distribuée change :
SIGNALER LE A VOTRE
DISTRIBUTEUR

QUELLE EAU BUVEZ VOUS ?**Distribution
RENONFEYRE****RESULTATS****BACTERIOLOGIE**

Pourcentage de conformité des 8 valeurs mesurées : 75,0% - maxi : 7 germes/100ml
Limites de qualité : 0 germes/100ml

Eau présentant chroniquement des dépassements des limites de qualité.

MINÉRALISATION

4 valeurs mesurées : mini : 1,5 °F - maxi : 2,5 °F - moyenne : 2,0 °F
Références de qualité : mini : aucune maxi : aucune

Eau douce, très peu calcaire.

Cette eau peut présenter un caractère agressif vis à vis des réseaux de distribution (plomb notamment, ...).

FLUOR

Absence de mesure pour ce paramètre.

NITRATES

4 valeurs mesurées : mini : 4,8 mg/L - maxi : 8,0 mg/L - moyenne : 6,3 mg/L
Limites de qualité : mini : aucune maxi : 50 mg/L

Eau présentant peu ou pas de nitrates.

TOTAL PESTICIDES

Absence de mesure pour ce paramètre.

CONCLUSION

LE NIVEAU DE SECURITE OFFERT PAR LE RESEAU PEUT ENCORE ETRE AMELIORE. Si vous avez des canalisations intérieures en plomb, et dans l'attente de leur remplacement: laissez couler l'eau quelques minutes avant de l'utiliser pour la boisson et évitez aussi, dans la mesure du possible, sa consommation par les femmes enceintes ou les enfants de moins de 6 ans. Qualité bactériologique satisfaisante en 2008. Des épisodes de contamination bactériologique ont été cependant relevés en 2005 et 2007.

Les résultats analytiques détaillés
peuvent être consultés à la mairie de votre commune
Lire le verso pour de plus amples informations



2008

GESTIONNAIRES

Maitre d'ouvrage
MAIRIE DE ST GENES CHAMPESPE
Exploitant
MAIRIE DE ST GENES CHAMPESPE

RESSOURCES

Vous êtes alimentés par 3 captages

- ◆ DELEZET (BELBEZET)
Autorisation anétée.
- ◆ LA DEVEZE
Captage autorisé.
- ◆ RENONFEYRE
Captage autorisé.

TRAITEMENT

Vous êtes alimentés par 1 traitement :

- ◆ TRT CAPT DE ST GENES CHAMPESPE

Ces informations sont fournies par la DDASS, en application du code de la santé publique.

Si la saveur ou la couleur de l'eau distribuée change :
SIGNALEZ LE A VOTRE DISTRIBUTEUR

QUELLE EAU BUVEZ VOUS ?
Distribution
ST GENES CHAMPESPE
RESULTATS**BACTERIOLOGIE**

Pourcentage de conformité des 13 valeurs mesurées : 92,3% - maxi : 3 germes/100ml

Limites de qualité : 0 germes/100ml

Eau de qualité satisfaisante.

MINÉRALISATION

12 valeurs mesurées : mini : 1,5 °F - maxi : 2,4 °F - moyenne : 2,0 °F

Références de qualité : mini : aucune maxi : aucune

Eau douce, très peu calcaire.

Cette eau peut présenter un caractère agressif vis à vis des réseaux de distribution (plomb notamment, ...).

FLUOR

1 valeur mesurée : mini : 0,0 mg/L - maxi : 0,0 mg/L - moyenne : 0,0 mg/L

Limites de qualité : mini : aucune maxi : 1,5 mg/L

Eau peu fluorée.

Pour lutter contre la carie dentaire, un apport complémentaire de fluor sous forme de sel ou de comprimés est conseillé sauf avis médical contraire. Pour les enfants de 0 à 12 mois, consulter votre médecin.

NITRATES

12 valeurs mesurées : mini : 4,8 mg/L - maxi : 7,0 mg/L - moyenne : 6,1 mg/L

Limites de qualité : mini : aucune maxi : 50 mg/L

Eau présentant peu ou pas de nitrates.

TOTAL PESTICIDES

1 valeur mesurée : mini : 0,0 µg/l - maxi : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l

Limites de qualité : mini : aucune maxi : 0,5 µg/l

Le faible nombre de mesure des pesticides ne permet pas de qualifier ce paramètre.

ARSENIC

1 valeur mesurée : mini : 0,0 µg/l - maxi : 0,0 µg/l - moyenne : 0,0 µg/l

Limites de qualité : mini : aucune maxi : 10 µg/l

Eau présentant peu ou pas d'arsenic.

CONCLUSION

LE NIVEAU DE SECURITE OFFERT PAR LE RESEAU EST SATISFAISANT. Toutefois, si vous avez des canalisations intérieures en plomb, et dans l'attente de leur remplacement: laissez couler l'eau quelques minutes avant de l'utiliser pour la boisson et évitez aussi, dans la mesure du possible, sa consommation par les femmes enceintes ou les enfants de moins de 6 ans.

Les résultats analytiques détaillés peuvent être consultés à la mairie de votre commune
Lire le verso pour de plus amples informations

CARTE DES ENERGIES - ADUHME

ADUHME 2008

Département du Puy de Dôme

Observatoire des énergies

Choisissez le nom de votre intercommunalité

CC de Sancy

Observatoire des énergies

Département du Puy-de-Dôme

CONSUMMATIONS ET PRODUCTIONS D'ENERGIE PAR INTERCOMMUNALITE
(Chiffres indicatifs)

Intercommunalité :

CC de Sancy

Règles :

1 kWh : énergie consommée par un appareil de 1000 W pendant 1 heure.

1 MWh = 1 000 kWh

1 t_{eq} CO₂ = 1 tonne équivalente CO₂ = contribution à l'effet de serre de l'ensemble des gaz émis rapportée en termes d'émissions de CO₂

03/03/2009

1/6

PRÉSENTATION

Intercommunalité	CC de Sancy		
Nombre Habitants (2005)	8 687		
Nombre logements (2005)	3 375		
dont logements sociaux	184		
dont logements taxe d'habitation	3 191		
Superficie totale (ha)	39 688		
Superficie boisée (ha)	10 403	26%	

CONSUMMATIONS ENERGETIQUES ET EMISSION DE CO2 DE L'INTERCOMMUNALITE

Energie	Consommations d'énergie			TOTAL	Emissions t _{eq} CO ₂			T _{eq} CO ₂
	MWh/an	MWh/hab.an	%		t _{eq} CO ₂ /an	t _{eq} CO ₂ /hab.an	%	
TOTAL	538 740	62	100%	TOTAL	121 743	14	100%	
Résidentiel	135 177	16	25%	Résidentiel	20 156	2	16%	
Industrie	18 543	2	3%	Industrie	2 812	0	2%	
Tertiaire	90 798	10	17%	Tertiaire	17 464	2	14%	
Agriculture	14 083	2	3%	Agriculture	3 623	0	3%	
Transports	281 139	32	52%	Transports	79 688	9	64%	

PRODUCTIONS ENERGETIQUES DE L'INTERCOMMUNALITE

	Productions d'énergie		
	MWh/an	MWh/hab.an	%
TOTAL	36 802	4,2	100%
Solaire Thermique	124	0,0	0%
Solaire Photovoltaïque	0	0,0	0%
Bois énergie Collectif	0	0,0	0%
Bois énergie Individuel	38 582	4,2	99%
Biogaz	0	0,0	0%
Hydraulique	80	0,0	0%
Coopération	0	0,0	0%
Solaire	17	0,0	0%

DEPENDANCE
ENERGETIQUE

93%

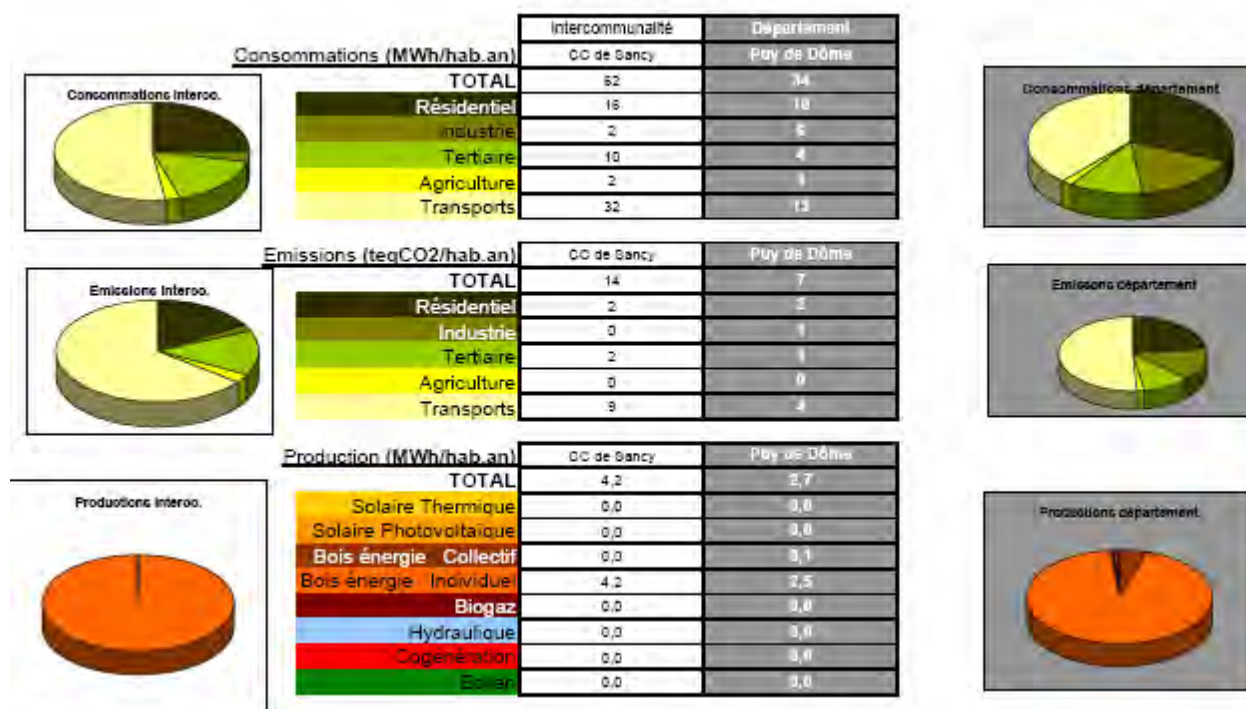
Département 92%

Coût total
CA énergie territoires
millions d'Euros

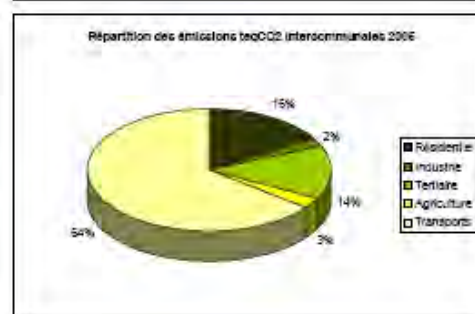
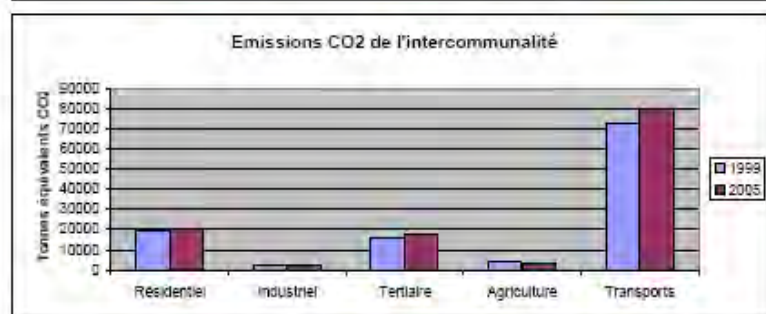
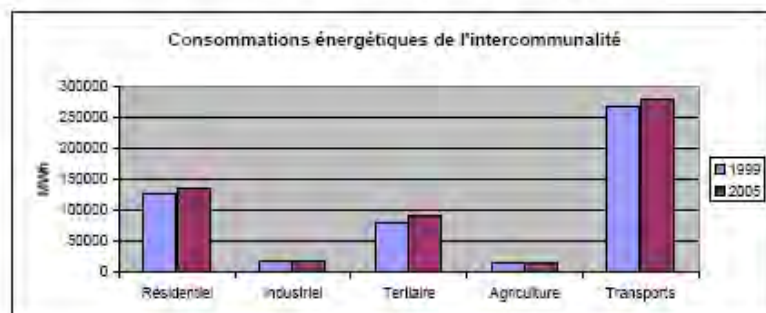
53,9

Département 2060,8

COMPARATIFS ENERGETIQUES

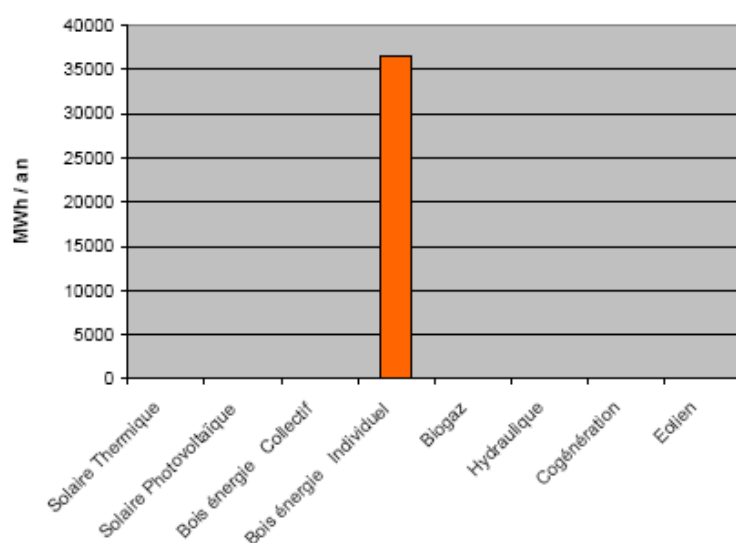


CONSOMMATIONS ENERGETIQUES ET PRODUCTION DE CO2 DE L'INTERCOMMUNALITE

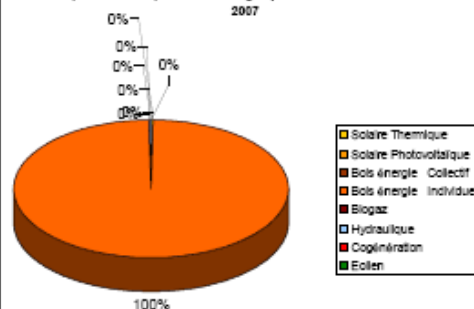


PRODUCTIONS ENERGETIQUES DE L'INTERCOMMUNALITE

Production d'énergie de l'intercommunalité en 2007



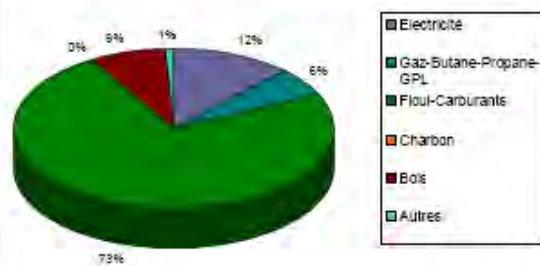
Répartition de la production énergétique de l'intercommunalité en 2007



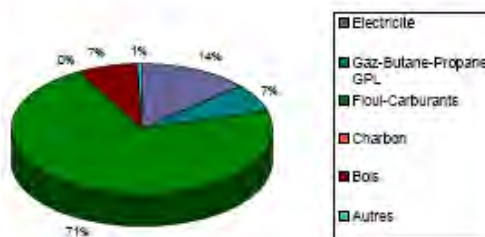
TOUS LES SECTEURS

CONSUMMATIONS ENERGETIQUES DE L'INTERCOMMUNALITE PAR TYPE D'ENERGIE

Répartitions des consommations d'énergie tous secteurs de l'intercommunalité en 1999



Répartitions des consommations d'énergie tous secteurs de l'intercommunalité en 2005



Répartitions énergie 1999 département



Répartitions énergie 2005 département



MESURES DE PROTECTION / ARRETE DE PROTECTION DE BIOTOPE

Lac de Chambedaze / Sougeat la Souze

II - MESURES DE PROTECTION

1. La circulation

Article 2 : Afin de prévenir la destruction ou l'altération des biotopes par piétinement, arrachage, enlèvement de la végétation ou du substrat, toute création de piste pour piétons, cyclistes, cavaliers, ... est interdite.

L'accès piéton est interdit sur secteurs en "tremblants" de la parcelle n° 359 pendant la période de végétation sauf pour les propriétaires ou agents droits et les services publics en nécessité de service. Des dérogations d'accès pour raisons scientifiques pourront être obtenues sur autorisation du propriétaire.

2. Les activités agricoles, pastorales ou forestières

Article 3 : Les activités traditionnelles en vigueur continuent à s'exercer dans le respect des équilibres biologiques et du milieu. Il s'agit de :

- La pratique du pâturage extensif
- la pratique de la chasse et de la pêche sous réserve des dispositions de l'article 2 - 2ème alinéa.

Les dispositions suivantes sont interdites :

- écobuage, brûlage, broyage de végétaux, ...
- épandage de produits phytosanitaires, antiparasitaires ou associés
- plantations et reboisement.

Les travaux liés à la gestion du biotope sont soumis à autorisation du préfet après avis de la Commission départementale des sites siégeant en formation de protection de la nature.

3. Pollutions de toute nature

Article 4 : Afin de préserver les biotopes contre toutes atteintes susceptibles de nuire à la qualité des eaux, de l'air, du sol et du sous-sol il est interdit :

- de jeter, déverser, ou laisser écouler, d'abandonner, de déposer directement ou indirectement tous produits, tous matériaux, résidus, déchets ou substances de quelque nature que ce soit ;
- de modifier de manière directe ou indirecte par quelque moyen que ce soit, la température, le niveau et le débit des eaux sauf s'il est strictement nécessaire à la gestion du biotope. Dans ce cas, l'autorisation est donnée par le Préfet après avis de la Commission départementale des sites siégeant en formation de protection de la nature ;
- de rejeter les eaux usées.

4. Travaux

Article 5 : Toutes constructions, installations ainsi que tous travaux sont interdits à l'exception des travaux strictement nécessaires à l'entretien, à l'aménagement dans un but de préservation ou restauration du territoire protégé. Dans ce cas ils sont soumis à autorisation du préfet après avis de la Commission départementale des sites siégeant en formation de protection de la nature.

Article 5 bis : Toutes autres interventions sur l'espace protégé ou sur le pourtour immédiat de la tourbière susceptible de nuire à la conservation du biotope et au maintien de l'équilibre des milieux sont soumises à décision du préfet après avis de la Commission départementale des sites siégeant en formation de protection de la nature. Le préfet peut alors saisir un groupe d'experts scientifiques sur le sujet.

5. Suivi scientifique, gestion

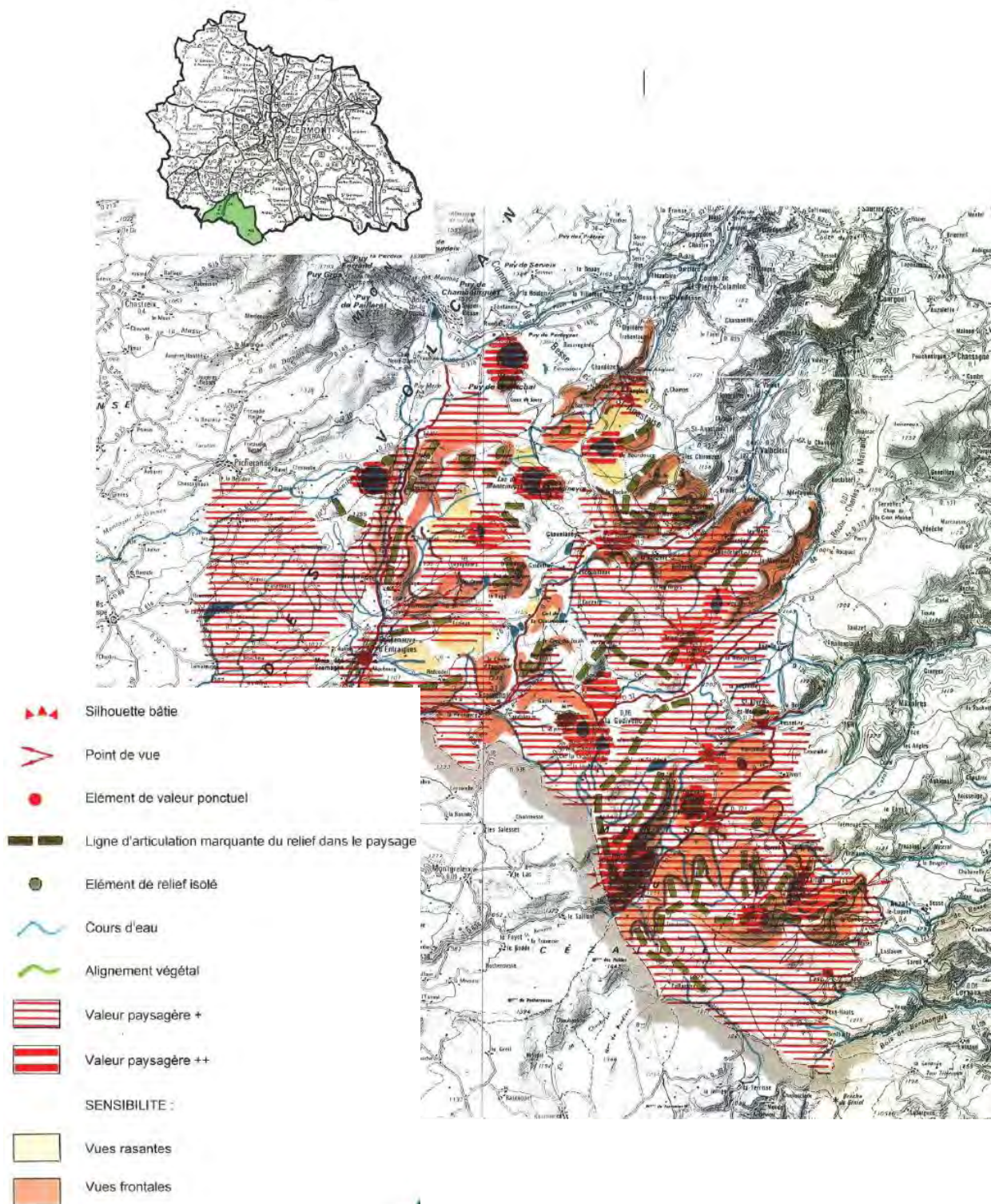
Article 6 : La gestion du territoire protégé est assurée par le propriétaire avec l'appui scientifique du Parc Régional des Volcans d'Auvergne sous contrôle du Préfet. Le suivi scientifique continuera à être mené par le Parc des Volcans qui rendra compte périodiquement au préfet de l'intérêt et de l'état de conservation du territoire protégé.

III - SANCTIONS

Article 7 : Seront punis des peines prévues aux articles L.215-1 ou R.215-1 du Code Rural les infractions aux dispositions du présent arrêté.

INVENTAIRE DES PAYSAGES DU PUY DE DOME (1997)

Entité Cezallier

CEZALLIER

74 BESSE (Super-Besse) - CLERMONT-FD						ST-DONAT - BESSE - CLERMONT-FD					
(B) EUROPA BARROS - 04 73 39 97 15						(B) EUROPA BARROS - 04 73 39 97 15					
(A) CARS ANDRÉ - 04 71 78 00 49											
Jours de circulation	S	Ma ⁽¹⁾	S	Ma ⁽¹⁾		Jours de circulation	L	V	S		
Transporteurs	B	A	B	B		Transporteurs	B	B	B		
Circule en période scolaire	oui	oui	oui	oui		Circule en période scolaire (desserte zone A PdeD)	oui	oui	oui		
Circule en période de vacances	oui	oui	oui	oui		Circule en période de vacances	non	non	non		
Renvois à consulter	1-2		1-2			Renvois à consulter					
RIOM-ES-MONT. (Place du Monument)	09.30					SAINT-DONAT	05.20	19.45	14.45		
ST-AMANDIN (Arrêt de bus SNCF)	09.40					PICHERANDE	05.30	19.35	14.40		
CONDAT (Arrêt de bus SNCF)	09.50					SUPER-BESSE	05.45	19.25	14.35		
EGLESENEUVE D'ENTRAIGUES	10.00					BESSE	06.10	19.10	14.20		
SUPER-BESSE	08.45	1	10.00	16.15	18.00	CHAMBON-SUR-LAC	06.15	19.05	14.10		
POINT DE CLAMOUZE	1	10.10	1	1	1	MUROL	06.20	19.00	14.05		
BESSE	09.00	10.18	10.13	16.30	18.13	SAINT-NECTAIRE	06.30	18.50	13.55		
LE CHEIX	09.07	10.25	10.20	16.37	18.20	RIVALET	06.40	18.45	13.45		
LA BATAILLE	09.09	10.27	10.22	16.39	18.22	MONTAIGUT	06.45	18.40	13.40		
LE RIVALET	09.15	10.31	10.26	16.45	18.26	CHAMPEIX	06.50	18.35	13.35		
MONTAIGUT-LE-BLANC	09.20	10.34	10.29	16.50	18.29	PLAUZAT	06.55	18.30	13.30		
CHAMPEIX	09.25	10.38	10.33	16.55	18.33	CLERMONT-FD (Gare SNCF)	07.30	17.50	13.00		
PLAUZAT	09.30	10.43	10.38	17.00	18.38	CLERMONT-FD (Gare routière)	07.40	18.15	13.10		
CLERMONT-FD (Gare SNCF)	10.00	11.05	10.59	17.30	18.59						
CLERMONT-FD (Gare routière)	10.10	11.15	11.09	17.40	19.09						

(1) : Sauf fêtes

1 : Uniquement les samedis des vacances de Noël, février, Pâques. Toutes zones confondues et les samedis de juillet et août. Sauf le 1^{er} samedi des vacances.

2 : Dessert Chambon, Murol, St-Nectaire et Saillant avec changement au Rivalet.

e : vacances scolaires d'été.
h : autres vacances scolairesBESSE (SUPER BESSE)
CLERMONT-FD
ST-DONAT - BESSE
CLERMONT-FDLigne
74Transporteurs:
EUROPA BARROS
04 73 39 97 15CARS ANDRÉ
04 71 78 00 49

Horaires valables à compter du 4 janvier 2010

74 BESSE (Super-Besse) - CLERMONT-FD						ST-DONAT - BESSE - CLERMONT-FD					
(B) EUROPA BARROS - 04 73 39 97 15						(B) EUROPA BARROS - 04 73 39 97 15					
(A) CARS ANDRÉ - 04 71 78 00 49											
Jours de circulation	S	Ma ⁽¹⁾	S	Ma ⁽¹⁾		Jours de circulation	L	V	S		
Transporteurs	B	B	B	B		Transporteurs	B	B	B		
Circule en période scolaire	oui	oui	oui	oui		Circule en période scolaire (desserte zone A PdeD)	oui	oui	oui		
Circule en période de vacances	oui	oui	oui	oui		Circule en période de vacances	non	non	non		
Renvois à consulter	2		2-3	3		Renvois à consulter					
CLERMONT-FD (Gare routière)	07.15	08.39	13.10	16.09	16.45	18.15	SAINT-DONAT	05.20	19.45	14.45	
CLERMONT-FD (Gare SNCF)	07.25	08.29	13.00	16.30	16.30	18.30	PICHERANDE	05.30	19.35	14.40	
PLAUZAT	07.45	09.08	13.30	17.04	17.07	18.52	SUPER-BESSE	05.45	19.25	14.35	
CHAMPEIX	07.50	09.13	13.35	17.09	17.12	18.57	BESSE	06.10	19.10	14.20	
MONTAIGUT-LE-BLANC	07.55	09.17	13.40	17.13	17.16	19.01	CHAMBON-SUR-LAC	06.15	19.05	14.10	
LE RIVALET	08.00	09.20	13.45	17.16	17.19	19.04	MUROL	06.20	19.00	14.05	
LA BATAILLE	08.04	09.23	13.49	17.20	17.23	19.08	SAINT-NECTAIRE	06.30	18.50	13.55	
LE CHEIX	08.10	09.25	13.55	17.22	17.25	19.10	RIVALET	06.40	18.45	13.45	
BESSE	08.15	09.32	14.00	17.29	17.32	19.17	MONTAIGUT	06.45	18.40	13.40	
POINT DE CLAMOUZE	1	1	1	1	17.40	19.25	CHAMPEIX	06.50	18.35	13.35	
SUPER-BESSE	08.30	09.45	14.15	17.45	1	1	PLAUZAT	06.55	18.30	13.30	
EGLESENEUVE D'ENTRAIGUES					17.50	19.35	CLERMONT-FD (Gare SNCF)	07.30	17.50	13.00	
CONDAT (Arrêt de bus SNCF)					18.00	19.45	CLERMONT-FD (Gare routière)	07.40	18.15	13.10	
ST-AMANDIN (Arrêt de bus SNCF)					18.07	19.55					
RIOM-ES-MONT. (Place du Monument)					18.20	20.05					

(1) : Sauf fêtes

2 : Uniquement les samedis des vacances de Noël, février, Pâques. Toutes zones confondues et les samedis de juillet et août. Sauf le 1^{er} samedi des vacances. Le 13.10 pour les samedis scolaires zone A (Puy-de-Dôme) dessert St-Nectaire, Murol, Le Chambon, voir horaires des lundis, vendredis et samedis scolaires de la ligne St-Donat-Clermont-Fd.

3 : Dessert Chambon, Murol, St-Nectaire et Saillant avec changement au Rivalet.

e : vacances scolaires d'été.
h : autres vacances scolaires

LE PASSE-CAR

Pour les usagers, le Département a créé un titre attractif, le Passe-Car (Carte de 6 voyages ou 12 voyages), accordant à son possesseur 35 % de réduction par rapport au billet simple dont 17,5 % sont compensés par le Département et 17,5 % par l'entreprise.



LE PASSE

Le Conseil général du Puy-de-Dôme subventionne une carte de transport scolaire pour les élèves internes du département :

- Passe 2 trajets (25,60 € par an pour les scolaires, 51,20 € par an pour les étudiants),
- Passe 4 trajets (51,20 € par an pour les scolaires, 102,40 € par an pour les étudiants).

Pour mémoire, le tarif subventionné pour les 1/2 pensionnaires est de 12,80 € par mois pour les scolaires et 23,50 € par mois pour les étudiants.

Renseignements auprès des transporteurs

GARE ROUTIERE DE CLERMONT-FERRAND

Renseignements : Place Gambetta
63000 CLERMONT-FERRAND - Tél. : 04 73 93 13 61

SITES ARCHEOLOGIQUES / DRAC



Listing des entités archéologiques recensées dans la base de données
Patriarche pour la commune de :

EGLISENEUVE-D'ENTRAIGUES (PUY-DE-DOME)

Etat des connaissances au 29/06/2009

soit : 10 entités archéologiques

dont 2 non localisée(s)

EA n° 63 144 0001 Fait référence à l'ancien n° DRACAR : 63144001

Nom usuel :

Lieu-dit : LAC DE LA LANDIE

Localisation :

X centroïde = Type de géométrie :

Y centroïde =

Fiabilité de la localisation = non localisée

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	chemin pierre
		construction bois
		habitat ?
		pieu aligné(e)

Mobilier : céramique

EA n° 63 144 0002 Fait référence à l'ancien n° DRACAR : 63144002

Nom usuel :

Lieu-dit :

Localisation :

X centroïde = 638523 Type de géométrie :

Y centroïde = 2045374 polygone

Fiabilité de la localisation = loc. connue et limites supposées

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut moyen-âge ?	Epoque contemporaine	1 église

Mobilier : Néant

EA n° 63 144 0003 Fait référence à l'ancien n° DRACAR : 63144003

Nom usuel : ANCIEN CHATEAU
D'ENTRAIGUES

Lieu-dit :

Localisation :

X centroïde = Type de géométrie :

Y centroïde =

Fiabilité de la localisation = non localisée

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Moyen-âge	Moyen-âge	château fort

Mobilier : Néant

EA n° 63 144 0007 Fait référence à l'ancien n° DRACAR : Néant

Nom usuel :

Lieu-dit : Régeat

Localisation :	
X centroïde =	635005 Type de géométrie :
Y centroïde =	2047315 polygone
Fiabilité de la localisation =	loc. et extension connues

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	4 aménagement indéterminé

Mobilier : Néant

EA n° 63 144 0008 Fait référence à l'ancien n° DRACAR : Néant

Nom usuel :

Lieu-dit : Régeat

Localisation :	
X centroïde =	634805 Type de géométrie :
Y centroïde =	2047170 polygone
Fiabilité de la localisation =	loc. connue et limites supposées

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Age du bronze ?	Age du fer ?	nécropole
		62 tumulus

Mobilier : Néant

EA n° 63 144 0009 Fait référence à l'ancien n° DRACAR : Néant

Nom usuel :

Lieu-dit : L'Esclauzette

Localisation :	
X centroïde =	635115 Type de géométrie :
Y centroïde =	2043960 cercle
Fiabilité de la localisation =	localisation approximative

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	5 aménagement indéterminé

Mobilier : Néant

EA n° 63 144 0010 Fait référence à l'ancien n° DRACAR : Néant

Nom usuel :

Lieu-dit : L'Esclauzette

Localisation :		
X centroïde =	635100	Type de géométrie :
Y centroïde =	2043810	cercle
Fiabilité de la localisation =	localisation approximative	

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Moyen-âge ?	Moyen-âge ?	motte castrale ?
		1 butte circulaire

Mobilier : Néant

EA n° 63 144 0011 Fait référence à l'ancien n° DRACAR : Néant

Nom usuel :

Lieu-dit : L'Esclauzette

Localisation :		
X centroïde =	635090	Type de géométrie :
Y centroïde =	2044205	polygone
Fiabilité de la localisation =	loc. connue et limites supposées	

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Age du bronze ?	Age du fer ?	1 nécropole
		11 tumulus

Mobilier : Néant

EA n° 63 144 0012 Fait référence à l'ancien n° DRACAR : Néant

Nom usuel :

Lieu-dit : Régeat

Localisation :		
X centroïde =	635205	Type de géométrie :
Y centroïde =	2047270	polygone
Fiabilité de la localisation =	loc. connue et limites supposées	

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	aménagement indéterminé

Mobilier : Néant

EA n° 63 144 0013 Fait référence à l'ancien n° DRACAR : Néant

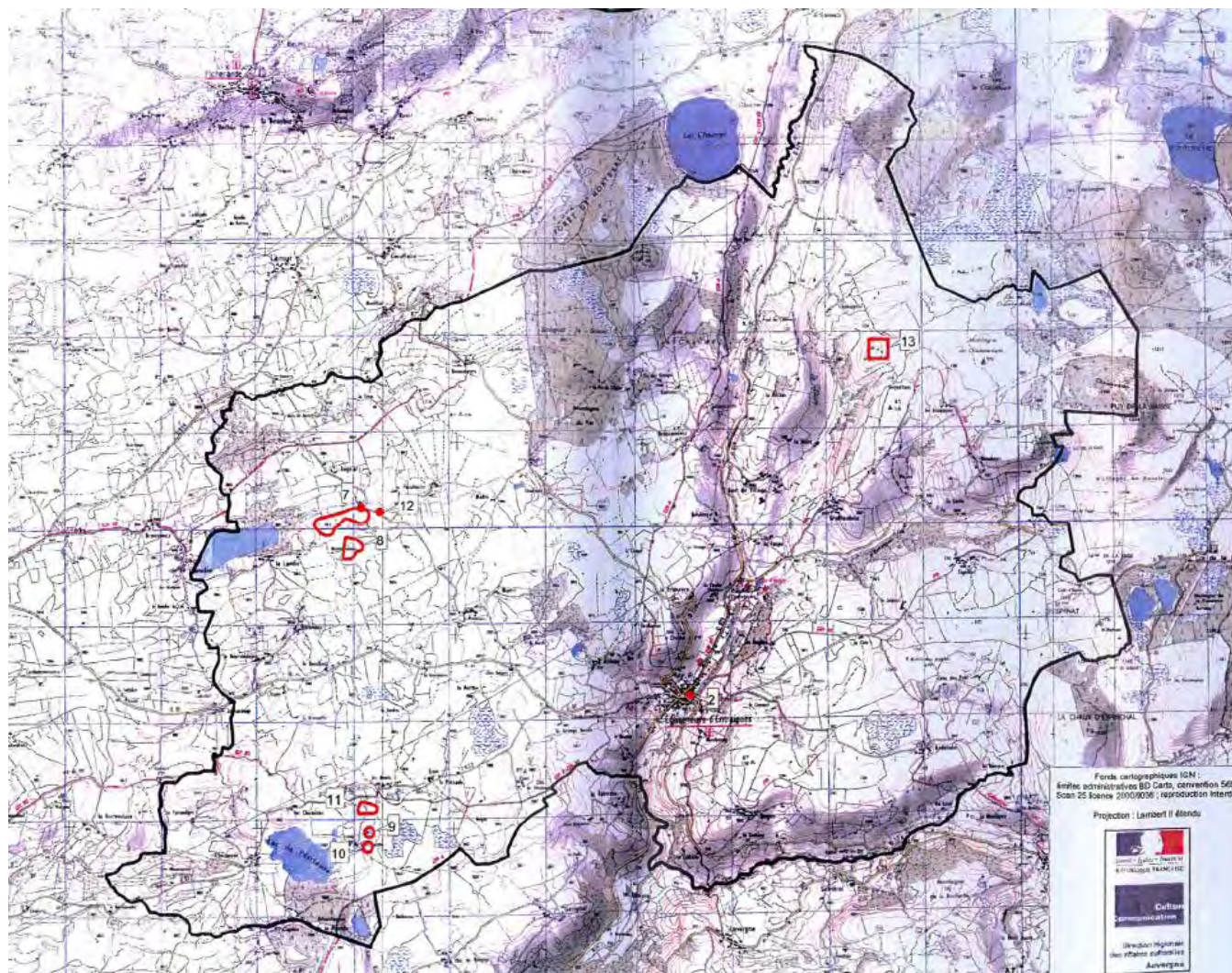
Nom usuel :

Lieu-dit : Le Grosleix

Localisation :		
X centroïde =	640463	Type de géométrie :
Y centroïde =	2048965	polygone
Fiabilité de la localisation =	loc. connue et limites supposées	

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Epoque indéterminée	Epoque indéterminée	aménagement indéterminé

Mobilier : Néant



INSEE 2006



Église neuve-d'Entraigues (63144 - Commune)

Juin 2009

Chiffres clés

Évolution et structure de la population

POP T1M - Population

	1968	1975	1982	1990	1999	2006
Population	1 127	1 010	783	694	560	488
Densité moyenne (hab/km ²)	20,0	17,9	13,9	12,3	9,9	8,6

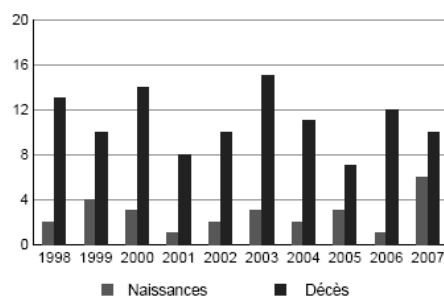
Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments - RP1999 et RP2006 exploitations principales.

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006
Variation annuelle moyenne de la population en %	-1,6	-3,6	-1,5	-2,4	-1,9
- due au solde naturel en %	-0,4	-1,0	-0,5	-1,2	-1,5
- due au solde apparent des entrées sorties en %	-1,1	-2,6	-1,0	-1,1	-0,4
Taux de natalité en ‰	9,9	6,6	10,9	4,9	4,9
Taux de mortalité en ‰	14,3	16,6	16,1	17,0	20,3

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments - RP1999 et RP2006 exploitations principales - État civil.

POP G1 - Naissances et décès



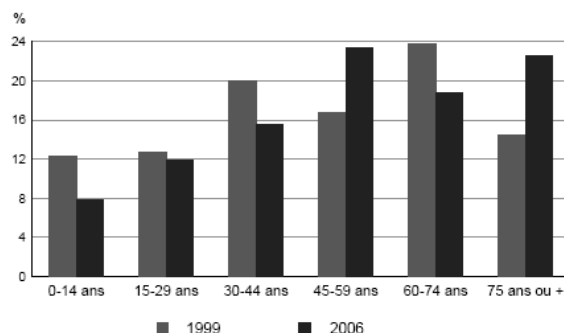
Source : Insee, État civil.

POP T3 - Population par sexe et âge en 2006

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	259	100,0	229	100,0
0 à 14 ans	27	10,4	11	4,8
15 à 29 ans	30	11,6	28	12,2
30 à 44 ans	42	16,2	34	14,8
45 à 59 ans	68	26,3	46	20,1
60 à 74 ans	48	18,5	44	19,2
75 à 89 ans	44	17,0	55	24,0
90 ans ou plus	0	0,0	11	4,8
0 à 19 ans	35	13,5	19	8,3
20 à 64 ans	147	56,8	114	49,8
65 ans ou plus	77	29,7	96	41,9

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

POP G2 - Population par grande tranche d'âge



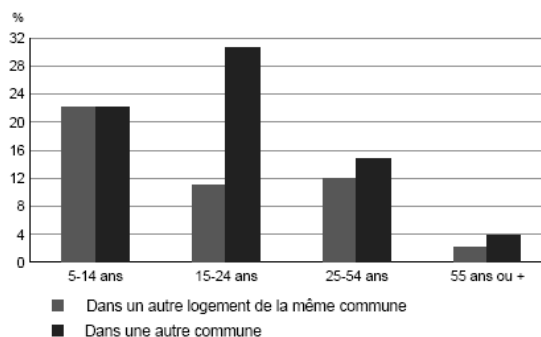
Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

POP T4M - Lieu de résidence 5 ans auparavant

	2006	%
Personnes de 5 ans ou plus habitant 5 ans auparavant	477	100,0
Le même logement	389	81,6
Un autre logement de la même commune	36	7,5
Une autre commune du même département	25	5,2
Un autre département de la même région	5	1,0
Une autre région de France métropolitaine	15	3,1
Un Dom	0	0,0
Hors de France métropolitaine ou d'un Dom	7	1,5

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

POP G3 - Part en 2006 des personnes qui résidaient dans un autre logement 5 ans auparavant selon l'âge



Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

RP : Recensement de la population

© Insee

1/17

<http://www.statistiques-locales.insee.fr>



Égliseneuve-d'Entraigues (63144 - Commune)

Juin 2009

Chiffres clés

Évolution et structure de la population

POP T5 - Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle

	2006	%	1999	%
Ensemble	Tableau non disponible pour cette zone			
Agriculteurs exploitants				
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise				
Cadres et professions intellectuelles supérieures				
Professions intermédiaires				
Employés				
Ouvriers				
Retraités				
Autres personnes sans activité professionnelle				

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires.

POP T6 - Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2006

	Hommes	Femmes	Part en % de la population âgée de		
			15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou +
Ensemble	Tableau non disponible pour cette zone				
Agriculteurs exploitants					
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise					
Cadres et professions intellectuelles supérieures					
Professions intermédiaires					
Employés					
Ouvriers					
Retraités					
Autres personnes sans activité professionnelle					

Source : Insee, RP2006 exploitation complémentaire.



Égliseneuve-d'Entraigues (63144 - Commune)

octobre 2009

Chiffres clés

Famille - Situation matrimoniale

FAM T1 - Ménages selon la structure familiale

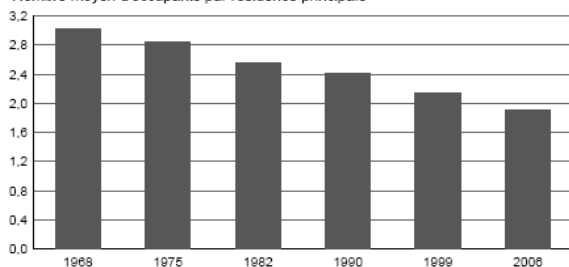
	Nombre de ménages		Population des ménages	
	2006	%	2006	1999
Ensemble				
Ménages d'une personne				
- hommes seuls				
- femmes seules				
Autres ménages sans famille				
Ménages avec famille(s)				
dont la famille principale est :				
- un couple sans enfant				
- un couple avec enfant(s)				
- une famille monoparentale				

Tableau non disponible pour cette zone

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires.

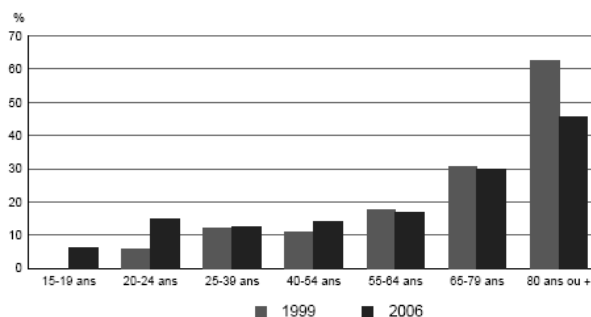
FAM G1M - Évolution de la taille des ménages

Nombre moyen d'occupants par résidence principale



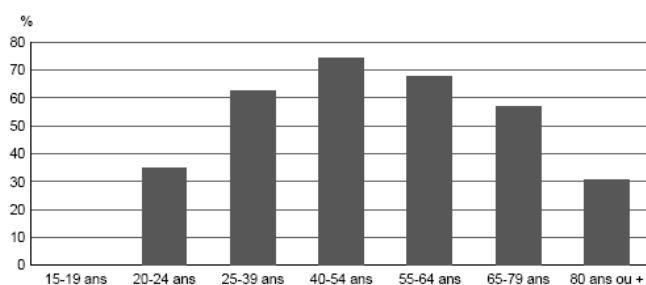
Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombremments - RP1999 et RP2006 exploitations principales.

FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



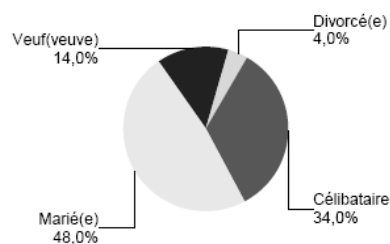
Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge en 2006



Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

FAM G4 - État matrimonial légal des personnes de 15 ans ou plus en 2006



Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

RP : Recensement de la population

© Insee

3/17

<http://www.statistiques-locales.insee.fr>



Église-neuve-d'Entraigues (63144 - Commune)

octobre 2009

Chiffres clés

Famille - Situation matrimoniale

FAM T2 - Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 2006

FAM G5 - Ménages selon la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence

	Ménages	%	Population des ménages	%
Ensemble				
Agriculteurs exploitants				
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise				
Cadres et professions intellectuelles sup.				
Professions intermédiaires				
Employés				
Ouvriers				
Retraités				
Autres pers. sans activité professionnelle				

Tableau non disponible pour cette zone

Graphique non disponible pour cette zone

Source : Insee, RP2006 exploitation complémentaire.

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires.

FAM T3 - Composition des familles

	2006	%	1999	%
Ensemble				
Couples avec enfant(s)				
Familles monoparentales :				
hommes seuls avec enfant(s)				
femmes seules avec enfant(s)				
Couples sans enfant				

Tableau non disponible pour cette zone

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires.

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

	2006	%	1999	%
Ensemble				
Aucun enfant				
1 enfant				
2 enfants				
3 enfants				
4 enfants ou plus				

Tableau non disponible pour cette zone

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires.

RP : Recensement de la population

© Insee

4/17

<http://www.statistiques-locales.insee.fr>



Église neuve-d'Entraigues (63144 - Commune)

Chiffres clés

Juin 2009

Emploi - Population active

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

	2006	1999
Ensemble	277	312
Actifs en %	70,8	69,6
dont :		
actifs ayant un emploi en %	65,7	65,7
chômeurs en %	5,1	3,5
Inactifs en %	29,2	30,4
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	4,3	6,4
retraités ou préretraités en %	11,9	10,9
autres inactifs en %	13,0	13,1

En 1999, les militaires du contingent formaient une catégorie d'actifs à part.

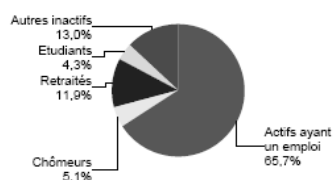
Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2006

	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	277	196	70,8	182	65,7
15 à 24 ans	36	23	63,9	21	58,3
25 à 54 ans	176	155	88,1	146	83,0
55 à 64 ans	65	18	27,7	15	23,1
Hommes	155	117	75,5	113	72,9
15 à 24 ans	20	14	70,0	14	70,0
25 à 54 ans	99	91	91,9	88	88,9
55 à 64 ans	36	12	33,3	11	30,6
Femmes	122	79	64,8	69	56,6
15 à 24 ans	16	9	56,3	7	43,8
25 à 54 ans	77	64	83,1	58	75,3
55 à 64 ans	29	6	20,7	4	13,8

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2006



Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

EMP T3 - Population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socioprofessionnelle

	2006	dont actifs ayant un emploi	1999	dont actifs ayant un emploi
Ensemble				
dont :				
Agriculteurs exploitants				
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise				
Cadres et professions intellectuelles sup.				
Professions intermédiaires				
Employés				
Ouvriers				

Tableau non disponible pour cette zone

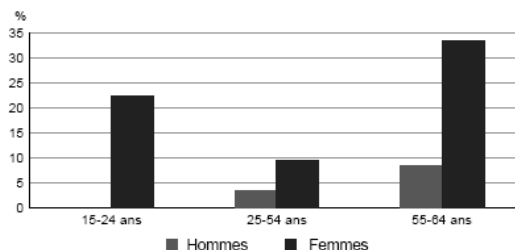
Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires.

EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

	2006	1999
Nombre de chômeurs	14	11
Taux de chômage en %	7,1	5,1
Taux de chômage des hommes en %	3,4	4,5
Taux de chômage des femmes en %	12,7	5,9
Part des femmes parmi les chômeurs en %	71,4	45,5

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par sexe et âge en 2006



■ Hommes ■ Femmes

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

EMP T5 - Emploi et activité

	2006	1999
Nombre d'emplois dans la zone	162	189
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	185	211
Indicateur de concentration d'emploi	87,6	89,6
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	44,2	45,4

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail.

EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel

	2006	%	1999	%
Ensemble	162	100,0	189	100,0
Salariés	64	39,5	70	37,0
dont femmes	33	20,4	31	16,4
dont temps partiel	25	15,5	24	12,7
Non salariés	98	60,5	119	63,0
dont femmes	31	19,1	44	23,3
dont temps partiel	5	3,1	4	2,1

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales lieu de travail.

RP : Recensement de la population

© Insee

5/17

<http://www.statistiques-locales.insee.fr>



Égliseneuve-d'Entraigues (63144 - Commune)

Juin 2009

Chiffres clés

Emploi - Population active

EMP T7 - Emplois par catégorie socioprofessionnelle en 2006

EMP G3 - Emplois par catégorie socioprofessionnelle

	Nombre	%
Ensemble		
Agriculteurs exploitants		
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise		
Cadres et professions intellectuelles sup.		
Professions intermédiaires		
Employés		
Ouvriers		

Tableau non disponible pour cette zone

Graphique non disponible pour cette zone

Source : Insee, RP2006 exploitation complémentaire lieu de travail.

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires lieu de travail.

EMP T8 - Emplois selon le secteur d'activité

	2006				1999	
	Nombre	%	dont femmes en %	dont salariés en %	Nombre	%
Ensemble						
Agriculture						
Industrie						
Construction						
Tertiaire						
dont						
- commerce						
- services aux entreprises						
- services aux particuliers						

Tableau non disponible pour cette zone

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations complémentaires lieu de travail.

EMP G4 - Taux de féminisation des emplois par statut et secteur d'activité en 2006

Graphique non disponible pour cette zone

Source : Insee, RP2006 exploitation complémentaire lieu de travail.

RP : Recensement de la population

© Insee

6/17

<http://www.statistiques-locales.insee.fr>



Égliseneuve-d'Entraigues (63144 - Commune)

Chiffres clés

Juin 2009

Formes et conditions d'emploi

ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2006

	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	185	100,0	14,6	37,8
Salariés	88	47,6	26,1	43,2
Non salariés	97	52,4	4,1	33,0

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2006

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	115	100,0	70	100,0
Salariés	50	43,5	38	54,3
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	34	29,6	25	35,7
Contrats à durée déterminée	11	9,6	12	17,1
Intérim	2	1,7	0	0,0
Emplois aidés	1	0,9	1	1,4
Apprentissage - stage	2	1,7	0	0,0
Non salariés	65	56,5	32	45,7
Indépendants	42	36,5	17	24,3
Employeurs	23	20,0	8	11,4
Aides familiaux	0	0,0	7	10,0

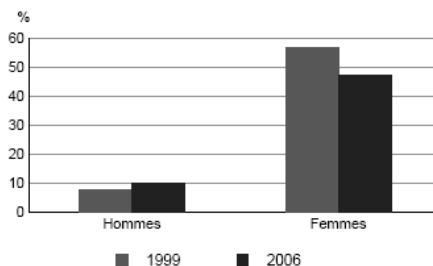
Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

ACT T3 - Salariés de 15 à 64 ans par sexe, âge et temps partiel en 2006

	Hommes	dont % temps partiel	Femmes	dont % temps partiel
Ensemble	49	10,2	38	47,4
15 à 24 ans	10	20,0	6	16,7
25 à 54 ans	36	8,3	29	48,3
55 à 64 ans	3	0,0	3	100,0

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe



Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

	2006	%	1999	%
Ensemble	185	100,0	211	100,0
Travaillent :				
dans la commune de résidence	139	75,1	160	75,8
dans une commune autre que la commune de résidence	46	24,9	51	24,2
située dans le département de résidence	35	18,9	42	19,9
située dans un autre département de la région de résidence	8	4,3	5	2,4
située dans une autre région en France métropolitaine	2	1,1	4	1,9
située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)	1	0,5	0	0,0

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

RP : Recensement de la population

© Insee

7/17

<http://www.statistiques-locales.insee.fr>



Égliseneuve-d'Entraigues (63144 - Commune)

Chiffres clés

avril 2010

Chômage

CHOM T1 - Catégories de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon le sexe et l'âge

	Demandeurs de catégorie ABC				Demandeurs de catégorie A					
	Au 31 décembre 2009				Au 31 décembre 2009			Evolution 2008-2009 en %		
	Ensemble	%	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Ensemble	15	100,0	5	10	11	c	c	c	c	c
15 à 24 ans	c	c	c	c	c	c	c	c	c	c
25 à 49 ans	11	73,3	c	c	8	c	c	c	c	c
50 ans ou plus	c	c	c	c	c	c	c	c	c	c
Chômeurs de longue durée	c	c	c	c	0	0	0	c	c	c
15 à 24 ans	c	c	c	c	0	0	0	c	c	c
25 à 49 ans	c	c	c	c	0	0	0	c	c	c
50 ans ou plus	c	c	c	c	0	0	0	c	c	c

Champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Source : Pôle emploi, Dares, Statistiques du marché du travail.

CHOM G1 - Evolution des DEFM de catégorie A selon l'âge

CHOM G2 - Evolution des DEFM de catégorie A selon le sexe

Graphique non éditable
pour cause de secret statistiqueGraphique non éditable
pour cause de secret statistique

CHOM T2 - Motif d'inscription des demandeurs d'emploi

	Demandeurs de catégorie ABC			Demandeurs de catégorie A			Evol 2008-2009 en %	
	Au 31 décembre 2009			Au 31 décembre 2009			en %	
	Ensemble	%	dont femmes	Ensemble	%	dont femmes	Ensemble	Femmes
Ensemble	15	100,0	10	11	100,0	c	c	c
dont : licenciement	c	c	c	c	c	c	c	c
démission	c	c	c	c	c	c	c	c
fin de contrat à durée limitée	8	53,3	c	5	45,5	c	c	c
première entrée	0	0,0	0	0	0,0	0	c	c

Champ : demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Source : Pôle emploi, Dares, Statistiques du marché du travail.



Église neuve-d'Entraigues (63144 - Commune)

Chiffres clés

Logement

Juin 2009

LOG T1M - Évolution du nombre de logements par catégorie

	1968	1975	1982	1990	1999	2006
Ensemble	434	421	442	486	447	486
Résidences principales	373	356	306	287	262	255
Résidences secondaires et logements occasionnels	39	33	80	109	116	166
Logements vacants	22	32	56	90	69	65

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2006 exploitations principales.

LOG T2 - Catégories et types de logements

	2006	%	1999	%
Ensemble	486	100,0	447	100,0
Résidences principales	255	52,5	262	58,6
Résidences secondaires et logements occasionnels	166	34,2	116	26,0
Logements vacants	65	13,4	69	15,4
Maisons	386	79,4	392	87,7
Appartements	80	16,5	22	4,9

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2006	%	1999	%
Ensemble	255	100,0	262	100,0
1 pièce	18	7,1	19	7,3
2 pièces	26	10,2	44	16,8
3 pièces	53	20,8	43	16,4
4 pièces	58	22,7	58	22,1
5 pièces ou plus	100	39,2	98	37,4

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

	2006	1999
Nombre moyen de pièces par résidence principale	4,1	4,0
- maison	4,5	4,2
- appartement	3,2	2,8

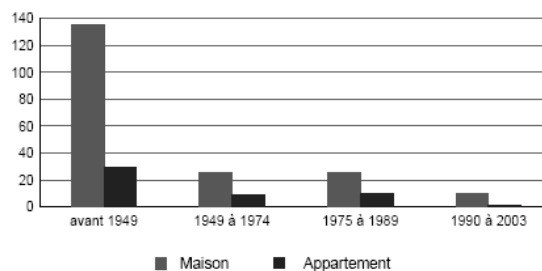
Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

LOG T5 - Résidences principales en 2006 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2004	254	100,0
Avant 1949	164	64,6
De 1949 à 1974	35	13,8
De 1975 à 1989	36	14,2
De 1990 à 2003	19	7,5

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

LOG G1 - Résidences principales en 2006 selon le type de logement et la période d'achèvement



Résidences principales construites avant 2004.

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

RP : Recensement de la population

© Insee

10/17

<http://www.statistiques-locales.insee.fr>



Égliseneuve-d'Entraigues (63144 - Commune)

Chiffres clés

Logement

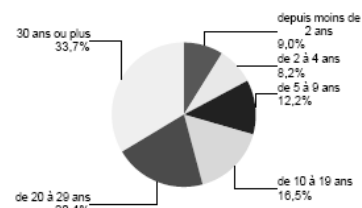
Juin 2009

LOG T6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2006

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
Ensemble	255	100,0	488	4,1	2,2
Depuis moins de 2 ans	23	9,0	51	3,9	1,7
De 2 à 4 ans	21	8,2	40	2,7	1,4
De 5 à 9 ans	31	12,2	53	3,7	2,2
10 ans ou plus	180	70,6	344	4,4	2,3

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2006



Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2006			Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)	1999	
	Nombre	%	Nombre de personnes		Nombre	%
Ensemble	255	100,0	488	25	262	100,0
Propriétaire	178	69,8	353	30	168	64,1
Locataire	65	25,5	115	11	77	29,4
dont d'un logement HLM loué vide	5	2,0	11	15	12	4,6
Logé gratuitement	12	4,7	20	20	17	6,5

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

LOG T8M - Confort des résidences principales

	2006	%	1999	%
Ensemble	255	100,0	262	100,0
Salle de bain avec baignoire ou douche	221	86,7	201	76,7
Chauffage central collectif	22	8,6	22	8,4
Chauffage central individuel	95	37,3	83	31,7
Chauffage individuel "tout électrique"	32	12,5	21	8,0

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

LOG T9M - Équipement automobile des ménages

	2006	%	1999	%
Ensemble	255	100,0	262	100,0
Au moins un emplacement réservé au stationnement	156	61,2	147	56,1
Au moins une voiture	200	78,4	189	72,1
- 1 voiture	140	54,9	125	47,7
- 2 voitures ou plus	60	23,5	64	24,4

Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

RP : Recensement de la population

© Insee

11/17

<http://www.statistiques-locales.insee.fr>



Égliseneuve-d'Entraigues (63144 - Commune)
Zone de comparaison : Puy-de-Dôme (63 - Département)

avril 2010

Chiffres clés

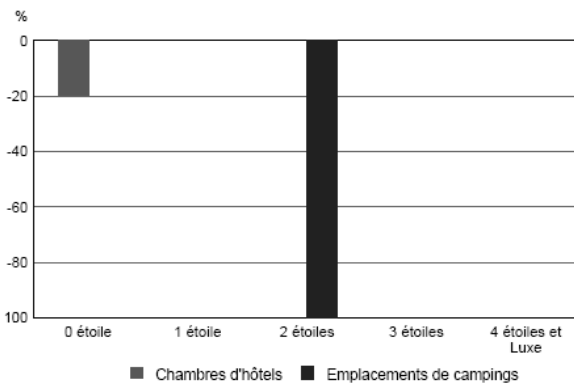
Tourisme

TOU T1 - Nombre et capacité des hôtels selon le nombre d'étoiles

	au 01/01/2010		au 01/01/2006	
	Hôtels	Chambres	Hôtels	Chambres
Ensemble	2	29	2	36
0 étoile	2	29	2	36
1 étoile	0	0	0	0
2 étoiles	0	0	0	0
3 étoiles	0	0	0	0
4 étoiles et Luxe	0	0	0	0

Source : Insee, Direction du tourisme - hébergements touristiques.

TOU G1 - Évolution 2006 - 2010 des chambres d'hôtels et d'emplacements de camping(1) selon le nombre d'étoiles



(1) : l'homologation 0 étoile n'existe pas pour les campings

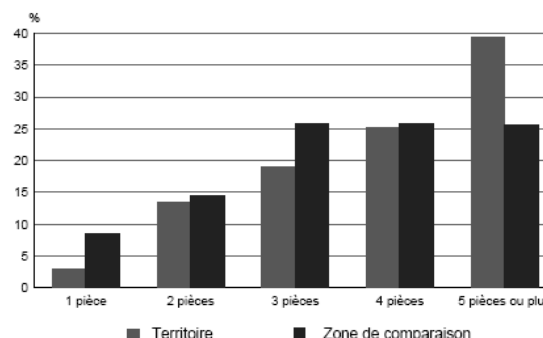
Source : Insee, Direction du tourisme - hébergements touristiques.

TOU T2 - Nombre et capacité des campings selon le nombre d'étoiles

	au 01/01/2010		au 01/01/2006	
	Terrains	Emplacements	Terrains	Emplacements
Ensemble	1	65	1	65
1 étoile	1	65	0	0
2 étoiles	0	0	1	65
3 étoiles	0	0	0	0
4 étoiles	0	0	0	0

Source : Insee, Direction du tourisme - hébergements touristiques.

TOU G2 - Répartition en 2006 des résidences secondaires selon le nombre de pièces



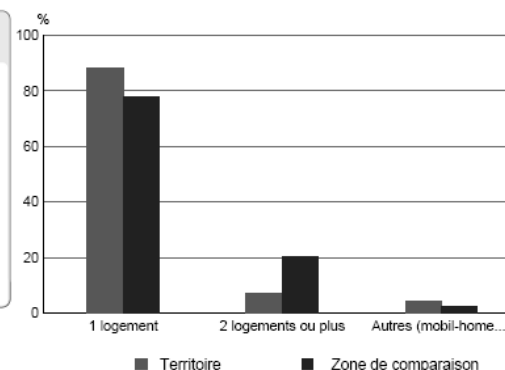
Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

TOU T3 - Résidences secondaires en 2006 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
Ensemble des logements	486	100,0
dont résidences secondaires	163	33,5
Résidences secondaires construites avant 2004	155	100,0
Avant 1949	140	90,3
De 1949 à 1974	10	6,5
De 1975 à 1989	3	1,9
De 1990 à 2003	2	1,3

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

TOU G3 - Répartition en 2006 des résidences secondaires selon le nombre de logements



Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

RP = Recensement de la population

© Insee

17/17

<http://www.statistiques-locales.insee.fr>

FICHE AGRESTE

Recensement agricole 2000 - Fiche comparative 1979 - 1988 - 2000

Région : 83 - AUVERGNE
 Département : 63 - PUY-DE-DOME
 Canton : 05 - BESSE-ET-SAINT-ANASTAISE
 Commune : 144 - EGLISENEUVE-D'ENTRAIGUES

Région agricole : 417 - CEZALLIER
 Zone défavorisée : 5 - Montagne
 Massif : 6 - Massif central

1. Généralités

Population totale en 1990* en 1999*	700 566	Superficie totale* Superficie agricole utilisée communale (2) Superficie agricole utilisée des exploitations (1)	5 643 ha 4 444 ha 3 769 ha
--	------------	--	----------------------------------

* Source : INSEE, DGI

2. Taille moyenne des exploitations

	Exploitations			Superficie agricole utilisée moyenne (ha) (1)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Exploitations professionnelles (2)	70	61	49	47	54	72
Auiles exploitations	30	16	8	17	19	30
Toutes exploitations	100	77	57	38	47	66
Exploitations de 50 ha et plus	18	30	38	86	76	85

3. Superficies agricoles

	Exploitations			Superficie (ha) (1)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Superficie agricole utilisée	100	77	57	3 807	3 585	3 765
Terres labourables	8	0	0	1	0	0
dont céréales	0	0	0	0	0	0
Superficie fourragère principale (3)	100	77	57	3 806	3 584	3 765
dont superficie toujours en herbe	100	77	57	3 806	3 584	3 765
Blé tendre	0	0	0	0	0	0
Mais-grain et maïs semence	0	0	0	0	0	0
SCOP (y.c. jachères arables)	0	0	0	0	0	0
Oléagineux	0	0	0	0	0	0
Maïs fourrage et ensilage	0	0	0	0	0	0
Vignes à l'état de vigne	0	0	0	0	0	0

4. Cheptel

	Exploitations			Effectif		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Total boeufs	97	76	56	4 339	4 358	4 044
dont total vaches	96	75	56	2 407	2 317	2 358
Total volailles	83	16	12	1 786	287	154
Vaches laitières	88	57	40	2 179	1 685	1 331
Vaches normandes	11	25	36	228	632	1 027
Total caprins	28	16	15	53	48	42
Total ovins	8	4	3	60	c	29
dont brebis et agnelles pour la souche	6	4	c	86	22	c
Total porcins	54	4	c	231	487	54
dont truies (y.c. jeunes truies)	3	0	0	5	0	0

5. Moyens de production

	Exploitations			Superficie (ha) ou parc (en propriété et copropriété)		
	1979	1988	2000	1979	1988	2000
Superficie en fennage	64	52	32	1 918	1 927	1 214
Tracteurs	90	74	55	109	116	133
Motoculteurs-battus	0	0	0	0	0	0
Presses à grosses balles	...	11	35	...	11	34
Superficie drainée par drains enterrés	7	19	27	31	86	135
Superficie irriguée	0	0	0	0	0	0
dont maïs-grain et maïs semence irrigués	0	0	0	0	0	0

6. Âge des chefs d'exploitation et des coexploitants

	Effectif		
	1979	1988	2000
Moins de 40 ans	29	40	20
40 à moins de 55 ans	39	19	39
55 ans et plus	32	23	10
Total	100	82	69

7. Population - Main d'œuvre

	Effectif ou UTA (4)		
	1979	1988	2000
Chefs et coexploitants à temps complet	90	76	56
Pop. familiale active sur les expl. (5)	208	159	115
UTA familiales (4)	148	148	84
UTA salariés (4) (6)	11	10	11
UTA totales (y.c. ETA-CLIMA) (4)	159	158	95
Chefs avec formation agricole initiale	...	30	29

8. Statut

	Exploitations individuelles		
	1979	1988	2000
	95	72	48

9. Divers

	N ou Q ou E		
	1979	1988	2000
N : exploitations
Q : quantité (1000 litres)
E : effectif	4 879
Référence laitière (Q)	838
Droit vaches allaitantes (E)	c
Droit ovins (y.c. caprins) (E)	c
Production sous signes de qualité (N)	24
Activités liées au tourisme ou artisanat (N)	c

Précisions méthodologiques

- (1) Les superficies recensées ici sont celles des exploitations ayant leur siège sur la commune quelle que soit la localisation des parcelles. Elles ne peuvent être comparées à la superficie totale de cette commune.
 (2) Exploitations dont le nombre d'UTA (4) est supérieur ou égal à 0,75 et la marge brute standard est supérieure ou égale à 12 hectares équivalent blé.
 (3) Somme des fourrages et des superficies toujours en herbe.
 (4) Une unité de travail annuel (UTA) est la quantité de travail d'une personne à temps complet pendant une année.
 (5) La population familiale active comprend toutes les personnes, membres de la famille, au chef d'exploitation ou des coexploitants (y compris ceux-ci), travaillant sur l'exploitation.
 (6) Il s'agit des salariés permanents et occasionnels n'appartenant pas à la famille du chef d'exploitation ou des coexploitants.
 (7) Les superficies recensées ici sont celles qui sont localisées sur la commune.

Signes conventionnels

- ... Résultat non disponible
 c : Résultat confidentiel non publié, par application de la loi sur le secret statistique

AGRESTE

République Française

Commune D'EGLISENEUVE D'ENTRAIGUES

Puy de Dôme

Code Postal : 63850 Téléphone : 04-73-71-90-13 Fax : 04-73-71-93-98 e-Mail : eglisenueve@free.fr

Monsieur Jean-René TOURNADRE
Maire

Monsieur François DESCOEUR
Architecte
49, Rue des Salins
63000 CLERMONT FERRAND

Objet : PLU : travaux de mise en séparatif du réseau assainissement.
Nos Réf : JRT/PC.

Monsieur,

Dans le cadre de la mise en place de notre PLU, j'atteste par la présente que les travaux de mise en séparatif du réseau d'assainissement du bourg d'Egliseneuve d'Entraigues sont en cours de réalisation et devraient faire l'objet d'une réception dès que les conditions météorologiques le permettront.

Croyez, Monsieur, à l'assurance de mes sincères et cordiales salutations.



Egliseneuve d'Entraigues,
le 5 décembre 2013.

Le Maire, J. R. TOURNADRE

BIBLIOGRAPHIE

- Insee 2009, 2012.
- Fiche Agreste 2000
- Recensement national Agreste 2010
- POS actuel
- Porter à Connaissance pour l'élaboration du PLU d'Egliseneuve d'Entraigues, DDT, avril 2010.
- Zonage du Schéma Directeur d'Assainissement, AEC, 2008.
- Plan des réseaux d'assainissement, Safege
- Plan des réseaux d'eau potable, Mairie
- Observatoire des énergies, Communauté de Communes du Sancy, ADUHME, 2008.
- Guide méthodologique pour la prise en compte des eaux pluviales dans les projets d'aménagement, CETE sud ouest, Missions et délégations inter services de l'eau, 2002.
- Les solutions compensatoires en assainissement pluvial, CETE sud ouest, Missions et délégations inter services de l'eau, 2002.
- Bulletins trimestriels d'Atmo Auvergne, 2008, 2009.
- Rapport d'activités 2008, Atmo Auvergne.
- Fiches Qualité de l'eau potable, ARS.
- Tardieu, Dictionnaire historique.
- Edmond Fourgerouse, Francisque Maret, Robert Mouly, Recherche historique sur Egliseneuve d'Entraigues.
- J.M. PETERLONGO, Guides géologiques régionaux, Massif central, éditions Masson, 1978
- Carte géologique de la France au 1/80 000 , feuille de Brioude, 3^{ème} édition
- Massif Central, le magazine du patrimoine, de l'histoire et de l'art de vivre, n° 30, novembre/décembre 1998
- Aimé RUDEL, les volcans d'Auvergne, éditions Volcans, 1974
- <http://egliseneuvedentraigues.com/Documents/ACIER%202010.pdf>
- DOCOB des sites Natura 2000.
- Site de la DREAL : zonages naturels et aquatiques.
- Site du BRGM : banques de données sur les risques naturels.